SOUS LA DIRECTION

du Général Benoît Durieux
et d'Olivier Wieviorka

LES MAÎTRES DE LA STRATÉGIE

DE SUN ZI À WARDEN

Penser les guerres d'hier, comprendre les conflits d'aujourd'hui

SEUIL

Sous la direction
du Général Benoît Durieux
et d'Olivier Wieviorka

Les Maîtres de la stratégie

De Sun Zi à Warden

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

Du même auteur

BENOÎT DURIEUX

Relire *De la guerre* de Clausewitz
Economica, 2005

Clausewitz en France
Deux siècles de réflexion sur la guerre, 1807-2007
Economica, 2008

Direction d'ouvrage

La Guerre par ceux qui la font. Stratégie et incertitude
Éditions du Rocher, 2016

Dictionnaire de la guerre et de la paix
PUF, 2017

Comprendre les orientations stratégiques dans un monde en recomposition
La documentation française, 2023

Ruptures stratégiques
Quels enjeux pour la France et pour l'Europe ?
La documentation française, 2024

OLIVIER WIEVIORKA

Nous entrerons dans la carrière.
De la Résistance à l'exercice du pouvoir
Seuil, 1994

Une certaine idée de la Résistance
Défense de la France
Seuil, L'Univers historique, 1995, rééd. 2010
Les Orphelins de la République.
Destinées des députés et sénateurs français. 1940-1945
Seuil, L'Univers historique, 2001, rééd. 2015

Histoire du débarquement en Normandie
Des origines à la libération de Paris. 1941-1945
Seuil, 2007, Points Histoire n° 429, édition révisée et illustrée, Seuil, 2013
La Mémoire désunie.
Le souvenir politique français des années sombres, de la Libération à nos jours
Seuil, 2010, Points Histoire n° 471

Histoire de la Résistance. 1940-1945
Perrin, 2013
(Prix François-Joseph Audifred de l'Académie des sciences morales et politiques, 2013,
et prix Eugène Colas de l'Académie française, juin 2014)

Une histoire de la Résistance en Europe occidentale
Perrin, 2017
(Prix du livre d'histoire de l'Europe, 2018)

Histoire totale de la Seconde Guerre mondiale
Perrin, 2023

(Avec Cyriac Allard)
Le Débarquement
Son histoire par l'infographie
Seuil, 2024

ISBN 978-2-02-155732-9

© Éditions du Seuil, février 2025.

www.seuil.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

TABLE

Titre

Du même auteur

Copyright

Avant-propos

PREMIÈRE PARTIE - DE LA GUERRE

Stratégie fondamentale

Sun Zi, ou la science d'une guerre vue comme un art

Entre l'histoire et la légende

Une pensée tributaire de son époque

Une pensée inaltérablement originale sur la guerre et la stratégie

Acquérir la supériorité informationnelle

Manœuvrer sans cesse pour saisir les opportunités

Une multitude d'autres recommandations

La ruse

Connais-toi toi-même

Un traité inconnu des chefs de guerre et sans influence avérée sur les conflits de l'Histoire

Une pensée stratégique toujours d'actualité

Un petit texte d'une grande richesse pour la culture militaire

Machiavel ou l'éloge de la ruse

L'art de la guerre ou l'appropriation du savoir antique

Ruse, prudence et subversion

Conclusion

Carl von Clausewitz, le penseur de la nature de la guerre

Clausewitz, officier, penseur et conseiller du Prince

De la guerre, un ouvrage inachevé

Chaque époque a compris Clausewitz à sa façon

Relire Clausewitz !

Grande stratégie

Alexandre Sviétchine, ou combiner les dialectiques pour atteindre le but final de la guerre

Un officier du tsar

L'expérience fondatrice de la guerre russo-japonaise

Guerre mondiale et guerre civile

Le professeur Sviétchine, de l'Académie Frounzé

Au cœur des controverses stratégiques soviétiques

Le dernier grand représentant de la pensée militaire continentale européenne avant 1945

Un dialecticien de la guerre

L'art opératif, le grand legs d'Alexandre Sviétchine

Le prophète de la Grande Guerre patriotique

Un penseur pour le siècle qui vient

Basil Henry Liddell Hart ou les paradoxes de l'approche indirecte

Les lendemains de la Première Guerre mondiale : un début de carrière fulgurant

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale : du purgatoire au retour en grâce

Le legs de Liddell Hart et l'emploi contemporain de sa pensée

Relire Liddell Hart quand même

André Beaufre, le stratège méconnu

L'homme et ses masques

Un créole stratégique

Quel remède pour quelle stratégie ?

La révolution de l'atome

Dissuasions conventionnelle et populaire

Héritages

DEUXIÈME PARTIE - COMMENT FAIRE LA GUERRE ?

Stratégie dans la guerre

Guibert, du tacticien au stratège

1772. Le temps de l'Essai général de tactique

1779. Le temps de Défense du système de guerre moderne

1790. Le Traité de la force publique : un visionnaire de la stratégie.

L'avertissement du philosophe et du citoyen – et son actualité ?

Jomini ou la théorie de la stratégie napoléonienne

Spectateur engagé

Traître ?

Au service du tsar

L'analyste de l'Empereur

L'art de la guerre

Jomini versus Clausewitz ?

Postérité russe…

… et américaine

Foch, le stratège incompris

La fabrique d'un stratège

L'art de la guerre selon Foch

De l'enquête historique au pronostic stratégique

Tactique

Stratégie et art opératif

Le devenir des idées fochiennes

Postérité

Les censeurs de Foch

L'actualité de Foch

John Frederick Charles Fuller, un stratège non-conformiste

Le général intellectuel : un écrivain prolixe

Liddell Hart versus Fuller

S'interroger sur le déterminisme technologique

La Seconde Guerre mondiale comme rupture

Penseur de la stratégie

Une critique constructive de Clausewitz

Fuller, néo-Clausewitzien ou sur-Clausewitzien ?

La mer au service de la stratégie

Alfred Thayer Mahan, défense et illustration de la guerre sur les flots

Une réhabilitation de l'histoire navale de longue durée

La puissance maritime anglaise, clé des relations internationales modernes

Une vision mondiale pour les États-Unis

Mahan conseiller du prince ?

Julian Corbett ou bâtir une conception moderne de la stratégie en mer

De l'histoire à la stratégie

Les conceptions stratégiques

Sécuriser la maîtrise de la mer

Disputer la maîtrise de la mer

L'exercice de la maîtrise de la mer

Quelle descendance ?

Actualité conceptuelle et limites de Corbett

Castex, le stratégiste pragmatique

Sa pensée

Une stratégie maritime au service de la politique

Armement nucléaire

L'action en mer au service de la stratégie navale

La manœuvre stratégique en mer

Géographie

L'importance de l'amiral Castex

Stratégie et puissance aérienne

Douhet ou les origines du débat sur la puissance aérienne

Innover au risque du coup d'éclat

Les conditions de la supériorité de la puissance aérienne sur les autres formes de puissance militaire

La transcription organisationnelle et capacitaire : une armée de l'air indépendante équipée de bombardiers

William Mitchell, apôtre de l'air integral, le combat d'une carrière.

Apprentissage

Les faits d'armes

Les leçons apprises de la guerre

Le combat de sa carrière

Les Billy's boys

Dans les pas de Mitchell

Une vision imparfaite

L'héritage

Warden ou la quête renouvelée de la victoire par les airs

Warden avant Warden

Instant Thunder

Un legs…

… qui se lézarde avec le temps

TROISIÈME PARTIE - NOUVELLES DONNES

Stratégie nucléaire

Bernard Brodie, « Clausewitz » civil et pionnier de la stratégie nucléaire

De la stratégie navale à la stratégie nucléaire : itinéraire d'un stratégiste civil

The Absolute Weapon : une pensée pionnière sur la dissuasion nucléaire

Quelle stratégie pour les États-Unis ?

Débats et développements de la pensée stratégique de Brodie

« Clausewitz à l'ère de la dissuasion nucléaire »

Postérités

Lucien Poirier, apprivoiser la violence : raison stratégique et dissuasion nucléaire

Premiers écrits

L'autonomie de décision

La loi de l'espérance politico-stratégique et le calcul probabiliste

Le modèle du faible au fort : suffisance et crédibilité

Le seuil d'agressivité critique, élément majeur du modèle

Seuil d'agressivité critique et manœuvre pour l'information : les tribulations de l'arme nucléaire tactique (ANT)

Les piliers de la construction théorique

Les interlocuteurs familiers : Guibert, Clausewitz, Jomini

La guerre ou le mystère de la violence

Sous le feu de la critique : un partisan de la prolifération nucléaire ?

Anti-européen ?

Abscons ou trop cohérent ?

Un hymne à la raison stratégique

Pierre Marie Gallois, un militaire atypique, un homme libre

L'aviateur et le défricheur

Le stratège et l'industriel

Le souverainiste et le polémiste

Stratégie révolutionnaire

Mao Zedong ou la stratégie de la révolution

Formation et influences

La pensée stratégique de Mao Zedong

Les greffes et réappropriations de la pensée stratégique maoïste à l'étranger

La stratégie maoïste aujourd'hui

Charles Lacheroy, l'étoile filante de la stratégie contre-révolutionnaire de la IVe République

Les scansions d'une carrière

Le théâtre indochinois : primat au pragmatisme et à l'opérationnel

De l'homme de terrain au théoricien

Du Capitole à la roche Tarpéienne

Originalité, héritages et postérités de Lacheroy

La redécouverte de David Galula : mirage des années 2000 ?

Une carrière en marge de celles des officiers de sa génération

« Nul n'est prophète en son pays » : la pensée de Galula enfin reconnue, mais aux États-Unis

Une approche de la guerre révolutionnaire pas si pacifique

La recette du succès en Irak, en Afghanistan… ?

… et au Sahel ?

Index

Les auteurs

Remerciements

Avant-propos

Benoît Durieux et Olivier Wieviorka

En 1943, le professeur Edward Mead Earle, de l'*Institute for Advanced Studies* (Princeton), publia un livre collectif, *Les Maîtres de la stratégie*, qui se hissa d'emblée au rang de classique. Alors que Soviétiques et Allemands s'affrontaient dans des combats titanesques à l'est, et que les Alliés bataillaient contre les Japonais dans le Pacifique, le distingué professeur, entouré d'une brillante équipe, jugeait utile de présenter un florilège des stratèges qui, de Nicolas Machiavel à Adolf Hitler, avaient pensé ou mené la guerre au travers des siècles, afin de mieux comprendre le conflit en cours. Rétrospectivement, cette démarche peut paraître banale. Or, relève Raymond Aron dans sa préface à l'édition française, « il ne me semble pas qu'avant 1945, ni les hommes politiques ni les universitaires aient jamais consacré beaucoup de temps ou de réflexion à la stratégie au sens large du terme, c'est-à-dire à la conduite des armées et de la guerre elle-même ». Au vrai, le monde académique privilégiait l'histoire diplomatique ou des relations internationales ; dans le monde militaire, l'attention se focalisait sur les questions tactiques relatives à la conduite de la bataille.

Depuis cette époque, la situation a évolué et l'université s'est progressivement ouverte à ces enjeux. De même, l'ampleur des conflits du XX^{e} siècle, l'apparition de l'arme nucléaire et la théorisation de la guerre révolutionnaire dans le contexte de la guerre froide ont favorisé

l'émergence d'une réflexion sur la dimension stratégique des conflits dans le monde militaire, notamment dans la dernière décennie. Fort heureusement. Car si la guerre semblait bannie du Vieux Continent depuis 1945, elle a soudainement réapparu avec l'attaque contre l'Ukraine menée par la Russie le 24 février 2022. Les Français ont brutalement pris conscience d'une constante : la guerre relève de l'horizon des possibles, sinon des réalités. Une évidence oubliée pourtant criante, puisque la France, après s'être engagée dans le conflit indochinois (1946-1954), a connu la guerre d'Algérie (1954-1962), multiplié les opérations extérieures, et participé aux opérations menées dans l'ex-Yougoslavie, au Koweït ou en Afghanistan pour ne donner que ces seuls exemples. Quoi que les Français aient ressenti, le pays n'a jamais été en paix depuis 1945, même si les combats – et ceci explique cela – ont été principalement menés hors d'Europe et par des engagés volontaires, à l'exception notable des « événements d'Algérie » pour reprendre la terminologie de l'époque.

Vers une définition

Cette évidence parfois oubliée incite à penser la guerre, donc la stratégie, un concept capital mais trop souvent utilisé à mauvais escient. Aussi convient-il d'abord d'en fixer les termes, en précisant d'emblée que sa définition – comme souvent en sciences humaines – ne fait pas consensus. C'est un Français, Paul-Gédéon Joly de Maizeroy, qui a introduit le mot dans le vocabulaire militaire européen en 1771, en publiant une traduction de l'ouvrage de l'empereur byzantin Léo VI, *Taktiká*. L'ouvrage utilise le mot *strategía* pour désigner la science du général, que Maizeroy décida de traduire directement sous le terme de « stratégie ». Au XIX^{e} siècle, le terme se répandit en Europe, mais avant 1914, il désignait, dans une acception exclusivement militaire, la conduite de la guerre, et en particulier la manœuvre en amont et durant la bataille.

Toutefois, l'ampleur de la Grande Guerre conduisit à une première extension du champ de la stratégie, qui en vint à désigner les relations et l'articulation entre objectifs politiques et moyens militaires. Après la Seconde Guerre mondiale, cette notion continua à s'élargir en suivant deux axes.

Les *Strategic Studies* qui commencèrent à se consolider dans les universités américaines (de même que les *War Studies* dans les universités britanniques) s'attachèrent à étudier les conséquences de la révolution nucléaire, maintenant ainsi le lien originel entre emploi de la force et objectifs politiques.

Si ces travaux ne trahissaient pas le concept, il fut repris dans de nombreux domaines. Dans la sphère des entreprises et du commerce, la « stratégie » devint une discipline à part entière, enseignée dans les *Business Schools* afin d'améliorer les performances de l'entreprise en fonction de l'évolution de son environnement. Si la logique fondamentale d'articulation entre moyens et objectifs structure à l'identique l'économique et le militaire, constatons que l'extension du domaine de la stratégie a conduit à un affadissement du terme : si tout devient « stratégique », plus rien ne l'est.

Cet ouvrage s'intéresse donc au sens originel du terme, dont le lien avec l'affrontement armé est ici considéré comme essentiel. Mais, même ainsi circonscrit, le concept admet d'innombrables définitions. En 1818, l'archiduc Charles considère que la stratégie détermine la conduite globale des opérations, parce qu'« elle esquisse les plans, elle embrasse et détermine la marche des entreprises militaires ». Pour Carl von Clausewitz, si la tactique prévoit l'emploi des armes pour vaincre dans les combats, la stratégie recherche le meilleur emploi des combats pour atteindre les fins de la guerre. Hervé Coutau-Bégarie s'inscrit dans cette approche classique en définissant la stratégie comme « l'art de conduire une armée et, plus généralement, l'art du commandement ». Dans le monde anglo-saxon, le

Britannique Colin Gray, l'envisage aussi comme « le recours à la force, ou la menace d'emploi de la force, pour accomplir des objectifs politiques ». Plus conceptuel, Lawrence Freedman estime que « la stratégie est l'art de créer de la puissance ».

Face à ces approches foisonnantes, voire divergentes, il apparaît utile, sinon de proposer une définition, du moins de délimiter l'étendue du concept. On conviendra donc que parler de stratégie revient à articuler trois dialectiques, qui se traduisent chacune par un dilemme pour le stratège.

La première dialectique est celle du présent et de l'avenir. La stratégie s'inscrit nécessairement dans le temps long, car elle vise à infléchir la volonté de l'adversaire et à modifier la répartition de la puissance dans ses dimensions politique et militaire. Elle ne se réduit par conséquent ni à un plan ni à une feuille de route. Elle désigne à la fois la vision d'ensemble d'une relation conflictuelle et un processus d'adaptation permanent : le stratège doit poursuivre obstinément l'objectif qu'il s'est assigné, tout en se montrant souple pour réévaluer constamment tant la pertinence des voies choisies que l'accessibilité de son objectif initial. Car l'interaction avec l'ennemi modifie plus ou moins brutalement les données du problème à résoudre, également influencées par les mutations du contexte géopolitique, du cadre économique et social, ou de l'environnement naturel. C'est peut-être Machiavel qui à travers le concept de *virtu* a le plus réfléchi à ce premier dilemme du stratège, qui doit en permanence arbitrer entre opiniâtreté et adaptabilité. Clausewitz propose lui aussi une réflexion sur l'homme plongé au cœur de la crise, dans un environnement dominé par « le brouillard de la guerre ». Ce constat vaut aussi pour les études sur la guerre révolutionnaire : faible au début du conflit, l'insurgé doit en permanence réévaluer ses objectifs. Mais les conditions dans lesquelles le stratège fait face à ce premier dilemme sont conditionnées par les deux autres dialectiques.

La deuxième, sans laquelle on ne saurait parler de stratégie, est celle de l'affrontement des volontés entre les acteurs – ennemis déclarés, adversaires implicites ou simples compétiteurs. Clausewitz appelle ce phénomène la « loi d'adaptation réciproque » : au cours de l'interaction, « chacun fait la loi de l'autre ». Cette dialectique se structure autour des dimensions offensive et défensive de la stratégie, non dans le sens restreint de la défense ou de l'attaque d'un territoire, mais de façon plus large : comment répartir les efforts entre ceux qui doivent permettre de progresser vers ses propres objectifs et ceux qui visent à empêcher l'adversaire d'atteindre les siens ? C'est le second dilemme permanent du stratège. Le général André Beaufre a sans doute proposé la formalisation la plus aboutie de cette question, en utilisant l'image du bretteur, mais ce débat structure aussi les théories sur la maîtrise de l'air ou les réflexions de Mao Zedong.

Enfin, la troisième dialectique, la plus généralement évoquée, est celle des moyens matériels – nécessairement limités – et des fins politiques, le fameux « *ends, ways and means* » anglo-saxon. Cette dialectique pose une question cruciale, peut-être la question fondamentale de la stratégie : comment l'utilisation de moyens matériels dans le monde physique permet-elle d'atteindre un objectif politique ? Si la stratégie cherche à répondre à cette interrogation, elle s'apparente toujours à une matrice de transfert entre deux sphères hétérogènes, l'une relevant du monde matériel, l'autre du royaume des volontés. Ce constat se situe au cœur de la définition du général Beaufre qui la définit comme « l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit ». Ici, le stratège est toujours écartelé entre deux tentations. La première vise à la meilleure efficience des moyens. Au-delà de l'économie des forces, c'est la tentation du succès tactique, de la bataille décisive, qui, s'il n'y prend garde, reléguera l'objectif stratégique au second plan, au point de parfois menacer la possibilité de l'atteindre. L'histoire militaire française est jalonnée de ces engagements souvent gagnés, parfois perdus, mais toujours dépourvus de

rationalité stratégique. Les doctrines de dissuasion nucléaire ont notamment visé à éviter cette fascination pour la tactique, comme l'illustrent les réflexions du général Lucien Poirier. Mais la deuxième tentation est inverse. Le stratège qui se réfugierait uniquement dans l'éther intellectuel de la stratégie parfaite sans tenir compte de la réalité du terrain s'exposerait à de graves déboires, comme le résume la fameuse boutade de Winston Churchill : « Aussi belle soit la stratégie, vous devriez de temps à autre regarder les résultats » (« *However beautiful the strategy, you should occasionally look at the results* ! »). Ce troisième dilemme écartèle le stratège, toujours partagé entre la loi d'airain des développements de la situation qui ne l'emmène jamais exactement là où il voudrait aller, et la logique de sa stratégie qui lui indique des directions rarement parfaitement praticables.

Au total, proposons que la stratégie, par-delà la diversité de ses définitions, soit toujours une approche de la combinaison dans le temps d'actions militaires et non militaires pour atteindre un objectif politique avec des ressources limitées, dans un contexte de compétition ou de conflit. Dans cet univers, le stratège est tenaillé par trois dilemmes : maintenir son cap mais s'adapter au contexte ; atteindre ses objectifs *versus* empêcher l'adversaire de tendre vers les siens ; choisir entre les meilleurs résultats tactiques et la progression la plus rapide vers ses objectifs stratégiques.

Les niveaux de la stratégie

Si la stratégie s'intéresse à la conduite de la guerre, elle ne l'explique pas. L'analyse des causes ou de ses motifs ne relève pas de son royaume, mais de la polémologie, une discipline lancée aux lendemains de la Libération par Gaston Bouthoul (1896-1980) aujourd'hui tombée en déshérence. En d'autres termes, la stratégie ne se déploie que pour anticiper le moment où les canons parleront, ou commencent à le faire. Pour autant,

elle ne se distingue pas aussi aisément de la politique du temps de paix, ce qui soulève la question de la hiérarchie des concepts. Là aussi, les nuances sont innombrables. Au sommet de cette pyramide trône la politique, en charge des finalités ultimes de la collectivité humaine. Des penseurs ont ensuite développé le concept de « grande stratégie » (Basil H. Liddell Hart), de « stratégie intégrale » (Lucien Poirier), « générale » (Raoul Castex), ou « totale » (André Beaufre), visant à mettre en cohérence les multiples dimensions de l'action publique, à travers des taxonomies de finesses variées. On pourra ainsi évoquer les stratégies économique, militaire, diplomatique ou culturelle, puis différencier dans le champ militaire les stratégies terrestres, navales, aériennes, spatiales et cybernétiques et, dans la sphère économique, des stratégies industrielles, financières et commerciales.

Ce jardin à la française se révèle pourtant rarement opératoire. La grande stratégie devient difficile à distinguer de la politique générale d'un État, alors que pour ce dernier la recherche de puissance ne constitue jamais le tout, voire l'essentiel de ses objectifs, souvent centrés sur sa propre population. Certes, une vision de « grande stratégie » offre un éclairage utile pour définir la politique générale. Mais la mise en phase de domaines différents qui possèdent chacun leurs logiques et leur échelle de temps, et sont animés par des acteurs à la culture et aux motivations variées, se révèle illusoire. Par conséquent, la grande stratégie désigne souvent davantage une tentative d'analyse a posteriori livrée par les observateurs ou les historiens qu'une orientation initiale conçue pour ordonner les instruments de la politique.

La question majeure reste donc celle du lien unissant politique et stratégie. Si la seconde est certainement subordonnée à la première, cet assujettissement n'est pas absolu. Les résultats de l'affrontement armé peuvent conduire à modifier, voire à changer l'objectif stratégique, qui, à son tour, va contraindre la politique. Une option stratégique – bombarder les

villes, décider d'un blocus économique, recourir à l'arme atomique, etc. – a des implications politiques, et peut, à terme, obliger à modifier les objectifs que le souverain poursuit, de sorte que la distinction entre le « *how* » et le « *what* » se brouille. On se gardera donc d'une vision purement instrumentale d'une stratégie qui doit en permanence réconcilier les résultats de la tactique avec les données de la politique, ce qui la conduit à la fois à guider la tactique en fonction des objectifs politiques et à modifier les fondements de la politique en fonction des résultats tactiques, dans une boucle permanente de rétroaction. Sans doute, André Beaufre affirme que « la stratégie n'est qu'un moyen ». Et d'ajouter : « La définition des buts qu'elle doit chercher à atteindre est du domaine de la politique et relève essentiellement de la philosophie que l'on veut voir dominer. » Mais le politique, une fois la guerre commencée, va devoir simultanément devenir stratège pour s'adapter à l'action ennemie, et se dissocier de la stratégie pour la garder sous son contrôle. Cette donnée confère aux grands couples politico-militaires une nature très particulière, que l'on pense à Grant et Lincoln, Foch et Clemenceau, Marshall et Roosevelt. D'où une dilution du concept même. « La stratégie devient généralement inintelligible si on la limite au domaine militaire, car trop de facteurs décisifs lui échappent », admet le même André Beaufre.

La relation entre tactique et stratégie a également été enrichie par le concept d'« art opératif » théorisé par le stratège soviétique Alexandre Sviétchine. Il consiste à orienter les combats successifs pour permettre une progression effective vers le but stratégique. Aux États-Unis, cette charnière a été identifiée comme un niveau de la guerre à part entière, caractérisé par la dimension interarmées de la conduite d'un conflit sur un théâtre d'opérations unique. En ce sens, le niveau opératif représente en quelque sorte la partie basse de la stratégie, une stratégie locale, limitée à une zone, tandis que « la stratégie est l'emploi du commun, c'est-à-dire la

coordination des différents combats en un tout dans l'intérêt du but final de la guerre », pour reprendre la définition de Clausewitz.

Il faut enfin bien distinguer la stratégie de la tactique, un niveau inférieur qui consiste à l'emporter dans les combats, même si on peut soutenir que la technique est elle-même l'une de ses composantes subordonnées. Cette subordination se reflète dans les organisations. Si la stratégie se situe en position surplombante et possède un haut degré de généralité, la tactique, subalterne et fragmentaire, « est du ressort des échelons inférieurs qui vont conduire et exécuter les engagements dans le cadre prescrit par la stratégie opérationnelle pour atteindre les objectifs fixés par la stratégie générale, en vue de la réalisation des fins ultimes de la politique » résume Hervé Coutau-Bégarie.

La stratégie comme philosophie de la guerre

Toute stratégie reflète une vision du phénomène de la guerre. Un clivage essentiel oppose ici les penseurs qui tiennent la stratégie pour une science à ceux qui la considèrent comme un art. Ce débat n'est en rien académique. En effet, si les premiers ont raison, la stratégie obéit à des lois. Dans cette optique, il suffirait de les découvrir pour les transmettre et les enseigner afin de s'assurer de la victoire. Dans le second cas, en revanche, elle échappe à toute possibilité de réitération et oblige le chef de guerre à se fier à son instinct ou, si l'on préfère, à son génie. Trancher ici cette controverse serait présomptueux, d'autant plus que ce clivage n'est pas sans connotation culturelle. L'essor de la stratégie au XX^{e} siècle a été fortement influencé par son développement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, peut-être en lien avec les attributs particuliers des puissances maritimes plus naturellement amenées que les États continentaux à associer dans la durée et dans des espaces variés des leviers de puissance militaires et civils. L'histoire, la culture, les institutions et la géographie d'un pays

conditionnent sa façon de concevoir tant la guerre que l'emploi de la force armée au service de la politique. La stratégie a donc été plus facilement envisagée aux États-Unis comme une science. En effet, l'éloignement progressif des guerres conduites par cette île-continent a favorisé un regard extérieur sur les conflits, et sa culture industrielle a encouragé une approche mécaniste de la guerre. Ce constat explique la popularité, outre-Atlantique, des auteurs défendant une conception à dominante scientifique, qu'il s'agisse d'Antoine-Henri Jomini, d'Alfred Thayer Mahan ou des penseurs de la puissance aérienne. En Europe, les théories de Clausewitz ou de Charles Ardant du Picq, qui soulignent la dimension humaine de la guerre liée à l'expérience intime des peuples, se réfèrent davantage au concept d'art.

Art ou science ? Contentons-nous ici d'affirmer qu'il existe des principes cardinaux – la concentration des forces par exemple – mais que la multiplicité des paramètres qui régissent le « brouillard de la guerre » interdit toute généralisation. Autrement dit : la stratégie ne constitue pas un catalogue de recettes que le chef de guerre pourrait aveuglément appliquer. Comme le précise le général Beaufre, elle « ne doit pas être une doctrine unique, mais une méthode de pensée permettant de classer et de hiérarchiser les événements, puis de choisir les procédés les plus efficaces. À chaque situation correspond une stratégie particulière ; toute stratégie peut être la meilleure dans l'une des conjonctures possibles, et détestable dans d'autres conjonctures ». À cette aune, elle ne constitue pas une science, puisqu'il est impossible de reproduire une expérience, mais ne constitue pas qu'un art, puisqu'elle obéit à quelques principes immuables.

Ces éléments confirment toute l'importance des auteurs qui ont réfléchi à la philosophie et à la nature de la guerre. Pour Clausewitz, Sun Zi (Sun Tzu) ou Machiavel, rien ne sert de chercher des recettes pour vaincre si l'on n'a pas d'abord appréhendé l'essence du phénomène. Cette donnée explique l'inégale contribution théorique que proposent les stratégistes des

temps reculés de l'Antiquité jusqu'à la période la plus contemporaine : les uns s'efforcent de penser la conduite de la guerre dans sa globalité tandis que les autres préfèrent se concentrer sur l'un de ses aspects, la stratégie maritime ou aérienne par exemple.

Stratégistes, et non stratèges. Le profane confond souvent ces deux termes, alors qu'ils désignent des réalités différentes. Pour résumer, les premiers produisent un savoir, alors que les seconds agissent. Cette distinction est d'autant plus féconde que les grands hommes à avoir développé simultanément ces deux compétences se comptent sur les doigts d'une main. Ainsi, rares sont les grands généraux à avoir théorisé leur pratique : à cet égard, Ferdinand Foch fait figure d'exception. A contrario, Napoléon Bonaparte n'a légué ni traité ni ouvrage savant, se contentant de distiller quelques confidences à Emmanuel de Las Cases durant son exil de Sainte-Hélène. Surtout, les grands stratégistes ont rarement été écoutés, prêchant souvent dans le désert. N'en déduisons pas pour autant que ces hommes se soient toujours montrés bons prophètes, on le sait. Le fait, toutefois, que le pouvoir en général et l'institution militaire en particulier aient parfois tenté de réduire au silence des esprits indépendants pose un problème majeur : quelle place réservent-ils en leur sein au nécessaire débat théorique dont l'atonie explique en partie la défaite subie par les forces françaises en 1940 ? De fait, la contribution des stratégistes ici réunis est majeure, quels qu'aient été leurs errements, leurs impasses, ou leurs partis pris. C'est à ce titre que nous avons souhaité exposer leur apport.

Itinéraire stratégique

L'omniprésence de la guerre dans les sociétés contemporaines comme le brutal retour de la conflictualité sur le Vieux Continent nous ont incités à proposer à un large public les apports théoriques des grands stratégistes. Car si leurs noms sont souvent, mais non toujours, connus, leur œuvre est

rarement lue. L'ambition a ici été de fournir aux lecteurs les clés leur permettant de se familiariser avec des pensées parfois complexes mais toujours fécondes, afin de les aider à décrypter le passé mais également le présent. Affirmer, avec Clausewitz, que la victoire n'est pas la paix aide à comprendre les impasses du conflit qui embrase le Moyen-Orient depuis 1948 ; souligner, avec John A. Warden, qu'il faut bâtir une stratégie civile pour emporter la victoire contribue à saisir les erreurs commises hier en Afghanistan et aujourd'hui en Afrique ; intégrer le « pouvoir égalisateur de l'atome » permet d'appréhender les ambitions de la Corée du Nord ainsi que l'obstination de Téhéran à posséder l'arme nucléaire. Cela posé, tous les stratégistes n'ont pas été de bons prophètes. Séduisantes sur le papier, les thèses de David Galula appliquées par le général David Petraeus en Irak ou en Afghanistan semblent avoir échoué, sans doute parce qu'elles avaient été développées dans un tout autre contexte que la guerre d'Algérie qui les avait inspirées. Les rêves prométhéens caressés par les aviateurs Giulio Douhet ou William Mitchell n'ont jamais permis d'emporter la victoire par les airs, comme le démontrent l'échec – relatif – du bombardement stratégique mené contre le Reich hitlérien ou les campagnes aériennes conduites contre le Vietnam du Nord. Qu'importe ! Malgré leurs limites, ces réflexions invitent à réfléchir sur la place qu'un État doit accorder à son aviation et au rôle que les stratèges peuvent et doivent lui faire jouer. De même, les controverses passionnées qui ont opposé les tenants de l'apocalypse nucléaire aident, n'en doutons pas, à se forger un jugement sur la place qui revient à la dissuasion dans les politiques de défense nationale, en France comme dans le monde.

Les contributions qui suivent obéissent donc à un même et unique schéma. Après avoir rappelé les grandes étapes qui scandent la vie de nos vingt-deux stratégistes, les auteurs ont résumé les grandes thèses défendues, avant de jauger de leur impact sur les conflits ou les politiques de défense.

Un bref aperçu bibliographique permettra aux curieux qui le souhaitent d'aller plus loin dans leurs recherches.

Les contributeurs sont, dans leur grande majorité, Français, et tous sont francophones. Le hasard n'a pas présidé à ce choix. Nous avons en effet tenu à montrer la vitalité de la recherche nationale, une évidence que l'on oublie trop souvent, et offrir une tribune aux chercheurs qui arpentent de longue date ce champ.

En présentant à un public que nous espérons aussi vaste que possible les thèses de stratégistes tout à la fois connus et méconnus, nous avons souhaité proposer un accès facile à un art militaire qui reste trop souvent réservé aux seuls spécialistes. Mais par-delà cette ambition, nous avons surtout voulu armer les citoyens pour qu'ils puissent non seulement comprendre le monde d'hier – un monde si souvent scandé par les conflits –, mais également le monde d'aujourd'hui. Les enjeux que posent la guerre et les politiques de défense concernent plus que jamais l'ensemble de la communauté civique, même si cette communauté civique trop souvent les ignore. Aux stratégistes de l'éclairer !

Pour aller plus loin

André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Hachette, 1998 [1963].

Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Economica, 2011 [1999].

Lawrence Freedman, *Strategy. A History*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Colin Gray, *The Future of Strategy*, Londres, Polity, 2015.

Edward Mead Earle (dir.), *Les Maîtres de la stratégie*, t. 1, *De la Renaissance à la fin du XIX^e siècle*, Berger-Levrault, 1980 [éd. am. 1943], t. 2, *De la fin du XIX^e siècle à Hitler*, Berger-Levrault, 1982 [éd. am. 1943][1].

1. Sauf mention contraire, Paris est le lieu d’édition.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA GUERRE

Avant de nous enseigner comment faire la guerre, les penseurs les plus anciens, dont la pensée a transcendé les siècles pour parvenir jusqu'à nous, ont d'abord cherché à décrire ce que représentait ce phénomène si particulier dans la marche du monde. Ainsi de Sun Zi, Nicolas Machiavel ou Carl von Clausewitz. Mais des théoriciens du XX^{e} siècle se sont également hissés à un puissant niveau de généralité, en refusant de réduire la stratégie à la simple conduite de la guerre. Ainsi, Alexandre Sviétchine propose une réflexion qui dépasse l'art opératif – bien que cette notion lui ait valu une postérité aussi tardive que méritée. Insistant, en bon disciple de Karl Marx, sur la dimension économique des conflits qui devrait obliger l'État à planifier, le stratégiste soviétique insiste sur la nécessaire attention à porter aux intérêts de classe qu'il propose de dépasser, afin de mobiliser la société tout entière autour des buts que le politique lui assigne. De même, le britannique Basil Liddell Hart enrichit sa stratégie de « l'approche indirecte » qui intègre au fil des décennies, outre l'armée de Terre, la marine et l'aviation, le nucléaire – l'équilibre de la terreur obligeant à développer des moyens militaires classiques pour imposer ses vues via des théâtres d'opérations périphériques. Pour sa part, enfin, André Beaufre propose d'adopter une approche globale de la stratégie, d'autant que la distinction entre la paix et la guerre s'est à ses yeux brouillée au fil du temps. Les coups de force hitlériens, de la remilitarisation de la Rhénanie (1936) au démembrement de la Tchécoslovaquie (1938-1939) en passant par l'Anschluss (1938), avaient érodé cette distinction cardinale puisque le Vieux Continent, sans être en état de belligérance, n'était plus véritablement en paix avant 1939. Le nucléaire n'a fait que conforter cette tendance, le monde vivant désormais sous un régime de « paix-guerre » qui oblige non seulement à (re)penser l'usage des armes, mais aussi à fédérer la

diplomatie, l'économie, les forces morales… pour les placer au service des objectifs toujours politiques que poursuit le Souverain.

Si ces thèses ont, fort légitimement, nourri débats, critiques et controverses, elles offrent des éléments de réflexion féconds tant pour revisiter les conflits passés que pour décrypter le temps présent.

Stratégie fondamentale

– Sun Zi
– Machiavel
– Clausewitz

Grande Stratégie

– Sviétchine
– Liddell Hart
– Beaufre

STRATÉGIE FONDAMENTALE

Sun Zi,
ou la science d'une guerre vue comme un art

Yann Couderc

Entre l'histoire et la légende

Les biographies élémentaires de Sun Zi (Sun Tzu) dépeignent l'auteur du renommé traité *L'Art de la guerre* comme un général chinois du VI^e^ siècle avant notre ère. Contemporain de Confucius et Lao Tseu, il aurait servi l'État de Wu, situé dans l'actuelle province du Shandong. Une histoire accompagne généralement cette biographie, racontant comment Sun Zi, mis à l'épreuve par le roi de Wu, réussit à transformer les concubines du souverain en de disciplinés soldats.

Cette biographie, toutefois, s'inscrit davantage dans le registre du mythe que de la réalité historique, ne reposant que sur un unique texte datant de cinq siècles après la période présumée de Sun Zi : *Les Mémoires historiques* de Sima Qian. À ce jour, les archives chinoises, qu'elles datent de l'époque conjecturée de Sun Zi ou de périodes légèrement postérieures, n'ont pas révélé de preuves concrètes de l'existence d'un général portant ce nom. Son existence pourrait dès lors être, comme pour Confucius ou Homère,

fortement légendaire. L'énigmatique absence de traces à travers cinq siècles d'histoire concernant une figure d'une telle envergure, ainsi que celle de ses descendants, demeure une question captivante.

La connaissance de la vie de cet illustre stratège ne repose donc aujourd'hui que sur son œuvre, *L'Art de la guerre*. Le consensus historique moderne en situe la genèse dans la seconde moitié du IVe siècle av. J.-C. Cependant, le texte tel que nous le lisons actuellement ne s'est pas constitué en une seule étape. Malgré un certain polissage par les traductions, notamment en français, une simple lecture même superficielle de *L'Art de la guerre* révèle un agencement désordonné des concepts ainsi qu'une dispersion des idées à travers l'ensemble du texte. Cette hétérogénéité stylistique et linguistique a conduit plusieurs experts chinois à conclure que les treize chapitres de l'œuvre étaient le fruit d'une compilation d'écrits de différentes périodes. Selon le sinologue français Jean Lévi, la version actuelle du traité découlerait d'un « long processus de sédimentation de réflexions stratégiques » qui ne se seraient cristallisées sous la forme d'un manuel que durant la seconde moitié du IVe siècle av. J.-C. Historiquement, il était courant que les œuvres philosophiques chinoises portent le nom de leur maître fondateur, même si celui-ci n'avait pas directement mis par écrit ses enseignements. En tout état de cause, des découvertes archéologiques récentes ont révélé une version du traité datée du IIe siècle av. J.-C., dans une version très proche de sa structure actuelle, attestant ainsi de l'existence du texte a minima à cette époque.

Au XIe siècle, sous la dynastie Song, *L'Art de la guerre* fut érigé au rang de « grand classique militaire » dont la parfaite connaissance était requise pour passer les concours de fonctionnaire militaire impérial. À cette époque, différentes versions du traité circulaient encore. Celle qui fut retenue fut compilée à la fin du IIe siècle apr. J.-C. par Cao Cao, général illustre et homme d'État. Apparue dès le VIIe siècle en Chine, l'imprimerie

mit un terme à la prolifération des variantes encore en circulation du texte, en consacrant celle de Cao Cao comme unique version officielle.

En définitive, *L'Art de la guerre* que nous étudions aujourd'hui est le fruit d'un processus éditorial sélectif mené par des compilateurs à travers un vaste corpus lié à « l'école de Sun Zi », corpus ayant émergé au IVe (et non VIe) siècle av. J.-C.

Une pensée tributaire de son époque

Il est impossible de relier les préceptes de *L'Art de la guerre* à une lignée stratégique directe : Sun Zi semble en avoir été le pionnier, offrant au monde ses réflexions qui, avec le recul du temps, nous apparaissent désormais comme des vérités universelles. Néanmoins, il est indéniable que certains de ses principes trouvent leurs racines dans les caractéristiques propres à l'époque où il vécut.

De façon structurante, les modalités de la guerre en Chine au IVe siècle avant notre ère venaient de subir une transformation radicale : les affrontements, qui pouvaient jadis être comparés à des guerres en dentelles, requéraient désormais une véritable maîtrise de l'art militaire. Les armées ne se composaient plus de guerriers professionnels, mais de conscrits issus du peuple, transformant la tâche du général en un défi majeur : convertir des agriculteurs, étrangers à l'art du combat, en soldats victorieux. Sun Zi ne prônait pas la formation d'une armée professionnelle permanente ou l'établissement d'un service militaire obligatoire, mais plaidait plutôt pour l'optimisation des ressources humaines disponibles, quelles que soient leurs compétences initiales en matière de guerre.

Un autre aspect conjoncturel de la période de genèse de la pensée de Sun Zi était qu'au terme d'une campagne militaire les pertes humaines

pouvaient désormais atteindre des chiffres astronomiques. Les victoires à la Pyrrhus n'avaient rien d'enviable. C'est dans ce contexte que *L'Art de la guerre* introduisit, de manière apparemment paradoxale, une théorie guerrière de la non-guerre : Sun Zi proposait aux dirigeants des techniques indirectes permettant d'inhiber l'adversaire, de le paralyser et de le déstructurer, avant même qu'il n'ait pu intervenir militairement.

De surcroît, Sun Zi mesurait le fardeau financier que la guerre imposait aux caisses de l'État. Dans un contexte où les sept royaumes qui composaient alors l'Empire du Milieu étaient en lutte constante, la nécessité de ne pas se retrouver isolé et de manœuvrer pour que d'autres mènent les combats à sa place était cruciale pour éviter la ruine économique.

Sun Zi aurait-il élaboré une approche différente s'il avait vécu dans une autre période ? Probablement. Néanmoins, la pertinence de son œuvre transcende les circonstances de sa création. Indépendamment des mystères entourant sa genèse, *L'Art de la guerre* demeure un testament intemporel de stratégie, dont l'écho résonne encore avec force dans le présent.

Une pensée inaltérablement originale sur la guerre et la stratégie

Notons que les propos de *L'Art de la guerre* sont particulièrement décousus ; les idées de Sun Zi s'en trouvent éparpillées à travers l'ensemble du traité qui n'est donc pas aussi accessible qu'il n'y paraît : les aphorismes, souvent énigmatiques, parfois lacunaires, sont exposés sans suivre une trame rigoureusement ordonnée ou logique. Par conséquent, l'interprétation proposée ici des enseignements de Sun Zi est le fruit d'une lecture personnelle qui n'exclut pas d'autres interprétations. Sun Zi n'a pas livré un simple recueil de préceptes à suivre pour conduire un affrontement

armé. Une véritable philosophie de la guerre parcourt son traité, parfois clairement explicite, parfois émergente.

Sa vision de la guerre peut se résumer en cinq principes :

1 – La guerre est une calamité, mais est intrinsèque à la nature humaine

La guerre se dresse, incontestablement, comme un fléau pour l'humanité. Cependant, loin de la condamner, Sun Zi l'aborde en tant que phénomène politique inévitable. Bien que la guerre soit une adversité à éviter, elle est également perçue comme une composante indissociable de la nature humaine : sa négation est futile, car elle surgira infailliblement. Face à cette fatalité, il convient d'adopter une posture empreinte de lucidité reconnaissant son caractère inévitable, et de pragmatisme en se préparant à y faire face. La fonction de stratège militaire, malgré son essence funeste, devient ainsi une nécessité impérieuse pour la préservation de l'État.

2 – La guerre est une dialectique entre deux généraux

Pour le stratège chinois, la guerre se conceptualise comme un affrontement intellectuel entre deux esprits ; il s'agit, selon l'expression consacrée au XX^{e} siècle par le général français André Beaufre, d'une « dialectique des volontés ». Dans cette optique, Sun Zi attribue une importance capitale au général, véritable pivot autour duquel s'articule le conflit. Les autres participants – officiers, soldats, population – sont relégués au rang d'éléments subalternes, simples exécutants dans le grand schéma stratégique. Même le souverain, après avoir nommé son commandant, se voit réduit à un rôle, presque passif, d'observateur. La guerre, selon Sun Zi, transcende le simple rapport de force où le décompte des ressources définirait le vainqueur. Fondamentale dans la philosophie de Sun Zi, cette vision pourrait bien éclairer la raison pour laquelle les principes de *L'Art de la guerre* trouvent aujourd'hui une si grande résonance dans la société civile, étant adaptés à des domaines allant bien au-delà des arts militaires.

3 – La plus belle victoire est celle obtenue sans combats…

« Être victorieux dans tous les combats n'est pas le fin du fin ; soumettre l'ennemi sans croiser le fer, voilà le fin du fin », telle est sans doute la plus célèbre maxime du stratège chinois, illustrant parfaitement la quintessence de *L'Art de la guerre* : la glorification de la victoire obtenue sans affrontement. Cependant, il convient de ne pas caricaturer Sun Zi en prêcheur de la non-violence ou du pacifisme absolu : bien que neutraliser l'ennemi avant toute confrontation matérialise l'idéal de victoire, et donc l'aspiration suprême, cette issue n'est pas exclusive. Lorsque l'objectif ne peut être atteint sans confrontation directe, *L'Art de la guerre* prescrit sans équivoque l'alternative de l'affrontement armé violent. Dans sa quasi-intégralité, le traité consiste d'ailleurs en recommandations de méthodes pour livrer une bataille et vaincre l'adversaire par le choc. Il est donc crucial de distinguer l'idéalisme romantique d'un conflit exempt de toute effusion de sang et la vérité tangible : la bataille demeure bien l'horizon indépassable de la guerre.

Le génie du stratège réside alors dans sa capacité à orchestrer les conditions de la victoire de manière à éviter le combat. Cela implique, par exemple, de démontrer à l'ennemi que chaque mouvement est anticipé, que chaque stratégie sera contrecarrée avant même sa mise en œuvre, le poussant ainsi à capituler face à la certitude de sa défaite. Pour cela, le général doit bien concevoir sa stratégie en vue d'une victoire incontestable par le combat, en espérant que l'ennemi partagera sa perception des forces en présence et, de ce fait, l'inéluctabilité du résultat.

La possibilité d'une bataille demeure donc toujours présente, même si la victoire sans combat reste l'idéal ultime. Mais la réalisation de cet idéal ne dépend pas uniquement du général.

4 –… mais tous les moyens sont bons pour remporter la victoire !

Le cœur du message véhiculé par *L'Art de la guerre* réside dans la quête de la victoire par tous les moyens envisageables. Sun Zi affirme que la victoire doit être l'objectif premier, transcendant toute forme de

moralisation ou de code d'honneur traditionnel. Le stratège chinois n'hésite dès lors pas à recommander l'usage de tactiques telles que la trahison ou la corruption, euphémiquement désignées par « mensonge » ou « stratagème ». Dans cette perspective, aucun droit des conflits armés ne prévaut ; la seule mesure de la légitimité d'une méthode est son efficacité à garantir le triomphe. La fin justifie ainsi les moyens.

Sun Zi ne se préoccupe guère de l'état final recherché, pas plus qu'il ne fait de l'intégration des territoires conquis une finalité. Le devoir du général est de remporter la victoire confiée par le souverain, sans ambition d'assimilation de l'adversaire. Le traité ne prescrit aucun devoir de bienveillance envers les populations soumises ; cette notion, étrangère à la pensée de Sun Zi, n'est que le fruit d'interprétations ultérieures fondées sur d'autres traités de stratégie chinois.

Bien que *L'Art de la guerre* semble par moments empreint d'une certaine compassion envers l'ennemi, ces propos ne sont toutefois pas dictés par un souci d'humanisme. Ils relèvent du pur pragmatisme. En effet, connaissant notre principe de traiter correctement les prisonniers, les soldats adverses seront plus enclins à capituler spontanément en cas de difficulté tactique. De même, laisser se débander un ennemi vaincu est moins risqué que de l'acculer à combattre jusqu'à la mort, le but ultime demeurant atteint : la victoire.

5 – La conduite de la guerre doit rester une affaire de militaires

Pour Sun Zi, il incombe au seul souverain de juger si le déclenchement d'une guerre se justifie, faisant bien de cette dernière un prolongement de la politique par d'autres moyens. Une fois la guerre déclarée, le roi doit nommer un général, le charger de cette mission capitale et, si nécessaire, préciser les conditions de sa mise en œuvre. Mais, dès lors, toute ingérence politique dans la gestion militaire doit cesser. La réussite repose sur l'octroi au général d'une autorité absolue sur les opérations.

Le souverain porte donc l'entière responsabilité des conséquences, souvent tragiques, de ses décisions, sans pouvoir transférer cette charge morale sur le général à qui il a laissé une latitude complète. Il découle de cette logique que le général a, avant sa nomination, le devoir moral de discuter avec le souverain de sa vision stratégique et des modalités d'exécution de la mission. Une fois en poste, il ne devra plus accepter d'instructions directes du souverain. Ce dernier, pour sa part, devra établir clairement les limites à ne pas franchir en matière de violence.

Dans les démocraties occidentales contemporaines, où le principe de séparation stricte entre les sphères politique et militaire s'est estompé, la pensée de Sun Zi rappelle l'importance que peut revêtir une telle césure dans l'atteinte du succès militaire.

Au-delà de ces cinq considérations de haut niveau sur la guerre qui, rappelons-le, ne sont pas aussi explicitement énoncées dans le traité, le texte de Sun Zi offre un guide pratique pour la conduite des conflits. Si les préceptes sont extrêmement divers, deux axes majeurs se dégagent : l'impératif d'acquérir la supériorité informationnelle et l'obtention de la victoire par la saisie d'opportunités stratégiques qu'il faut rechercher par une manœuvre permanente.

Acquérir la supériorité informationnelle

Sun Zi estime que la victoire ne peut s'obtenir que par la conquête de la supériorité informationnelle sur l'adversaire. Le père de la stratégie exhorte dès lors à la compréhension fine de l'environnement du champ de bataille et à la recherche de renseignement. Sun Zi considère en effet que les bonnes décisions prises par le général ne résultent pas tant de son intuition créative ou de ses audaces, que de ses capacités d'analyse et de calcul basées sur la possession d'informations fiables. Le passage probablement le plus

mémorable pour tous les lecteurs de *L'Art de la guerre* réside d'ailleurs dans le treizième et dernier chapitre consacré aux espions.

Nulle part dans *L'Art de la guerre,* le courage ou l'audace ne sont érigés en vertus cardinales pour le général. La raison semble prévaloir à travers tout le traité : Sun Zi porte aux nues le calcul et la planification, suggérant qu'il est toujours possible d'être suffisamment bien renseigné pour décider judicieusement. Le brouillard de la guerre clausewitzien peut donc être dissipé.

Néanmoins, *L'Art de la guerre* se garde bien d'exiger un besoin d'information totale : cette quête, vouée à l'insatisfaction, conduirait immanquablement à la paralysie. Sun Zi exhorte à la prise de décision rapide et à une recherche de sidération de l'adversaire : celui qui acquiert l'ascendant en matière de renseignement peut bénéficier de l'initiative. Le stratège chinois conserve clairement à l'esprit que l'enjeu de la supériorité informationnelle est la supériorité décisionnelle. Le général ne doit pas attendre passivement de recevoir suffisamment de renseignements ; il doit en amont penser toute son organisation pour que celle-ci lui fournisse à temps la bonne information.

Manœuvrer sans cesse pour saisir les opportunités

La seconde grande idée qui traverse tout *L'Art de la guerre* est celle de la manœuvre constante. Cette dernière s'exprime par l'exposé d'une kyrielle de principes à suivre et d'effets produits : tout en offrant l'opportunité de dissimuler ses véritables intentions, d'acquérir du renseignement et de conquérir et préserver sa liberté d'action, elle permet de ne pas laisser l'adversaire dérouler ses plans, de conserver l'initiative, de

harceler l'ennemi, et surtout de saisir toute occasion de le frapper efficacement et économiquement, jusqu'à porter le coup de grâce.

En effet, pour Sun Zi, la victoire ne s'obtient pas au travers d'une bataille rangée décisive concluant la manœuvre des deux protagonistes. Elle résulte plutôt d'un combat de harcèlement ayant abouti à l'apparition de failles chez l'adversaire, failles qui conduiront à sa perte. Ce n'est pas le concept de bataille décisive qui est remis en question, mais les circonstances de sa survenue. Toute l'originalité de Sun Zi par rapport à la pensée contemporaine dominante réside dans cette idée que le combat doit être envisagé comme une réponse aux actions ennemies.

L'apparition de conditions propices à l'effondrement adverse ne relève en effet pas du hasard chez Sun Zi, mais d'une construction délibérée. Ainsi, l'ensemble des manœuvres doit être dirigé vers ce modelage de l'ennemi, la création d'opportunités. Lesquelles ne se révèlent pas au détour d'une attente passive, mais sont activement provoquées. La perfection étant de parvenir à façonner l'adversaire tel qu'on le souhaiterait pour qu'il les crée.

Le terme de « modelage » que nous utilisons (mais que Sun Zi n'emploie pas explicitement) nécessite d'être précisé. Il ne correspond en effet pas à l'appellation otanienne contemporaine de « *shaping* » : cette dernière présuppose que l'on a déjà défini l'objectif tactique que l'on ambitionne d'atteindre, et que l'on se livre ensuite, pour maximiser les chances de parvenir à cette finalité, au « modelage » sur l'ennemi, l'environnement, le champ de bataille, soi-même, etc. Chez Sun Zi, au contraire, l'objectif sur lequel porter l'effort n'est pas a priori connu : il résultera uniquement de l'opportunité que nous offrira l'adversaire.

Cette démarche d'adaptation va bien au-delà de ce à quoi s'emploient les actuelles cellules « conduite » en état-major, qui ne cherchent qu'à remettre dans le droit chemin de la planification prévue lorsque survient un écart par rapport au scénario envisagé. Elle correspond un peu plus au

concept français d'« effet majeur », concept qui peut cependant rapidement se retrouver étouffé par les tâches, les idées de manœuvre, les phases et autres « rôles des unités de manœuvre » qui enrichissent les ordres modernes. En fait, cette approche s'apparente surtout à l'esprit de l'*auftragstaktik*, de commandement par objectifs. Une des caractéristiques de Sun Zi est donc que la manœuvre amie ne peut être complètement définie à l'avance puisqu'elle est essentiellement une réaction.

Pour saisir ces opportunités, le stratège chinois souligne quatre qualités essentielles : le coup d'œil tactique, l'intelligence, la rapidité et la manœuvrabilité. Une des grandes originalités de sa pensée réside dans l'évitement des forces adverses en faveur de l'exploitation de leurs faiblesses. Sun Zi illustre cette idée par la métaphore de l'eau : une armée doit avancer avec fluidité, s'arrêter face à la résistance, attendre une ouverture ou atteindre un niveau de préparation optimal avant de s'engouffrer là où elle peut s'écouler librement. Cette image souligne l'importance de l'adaptabilité de l'armée, capable de répondre à chaque changement de situation et initiative ennemie avec souplesse et rapidité.

Toutes ces idées, exposées à travers l'ensemble des treize chapitres du traité, peuvent ainsi être résumées dans le principe global de « manœuvrer sans cesse pour saisir les opportunités ».

Une multitude d'autres recommandations

L'Art de la guerre aborde également un éventail d'autres thématiques, qui ne peuvent se rattacher directement aux deux idées principales précédemment abordées, dont la planification, la logistique et le positionnement.

L'injonction à la planification pourrait paraître antinomique de la manœuvre en réaction précédemment exposée. Il n'en est rien : pour être

capable de réagir immédiatement aux frictions du champ de bataille ou à une manœuvre ennemie inattendue, il est nécessaire de gagner des délais en ayant au préalable réfléchi et planifié un maximum de scénarios possibles. De cette manière, même si l'adversaire ne répond pas exactement selon un des modes d'action envisagés, le processus de réflexion aura déjà été amorcé. Sun Zi, tout en affirmant que la victoire émerge d'une opportunité saisie et non d'objectifs prédéfinis – comme la conquête d'une capitale ou la capture d'un général ennemi –, souligne l'importance vitale d'identifier à l'avance plusieurs objectifs stratégiques dont la réalisation pourrait s'avérer décisive pour le dénouement du conflit. On pourrait qualifier cette méthode de « mode d'action retardé ». Un corollaire de ce pouvoir accordé à la planification est, bien entendu, qu'un des piliers du système suntzéen réside en retour dans l'attaque prioritaire de la planification adverse.

Par ailleurs, Sun Zi est incontestablement le premier théoricien militaire de l'Histoire à placer la problématique de la logistique au cœur des préoccupations du chef de guerre. Il aborde le pillage non seulement comme solution pragmatique aux enjeux logistiques, mais également comme vecteur de motivation pour les troupes, leur offrant la perspective de s'enrichir aux dépens de l'ennemi. Si les pratiques contemporaines des armées occidentales réprouvent le recours au pillage violent pour leurs approvisionnements, cette méthode reste néanmoins répandue dans de nombreux conflits actuels, notamment dans les guerres à caractère ethnique. L'exemple historique de l'Allemagne nazie, qui s'est appropriée les capacités productives des nations envahies et a procédé à la confiscation massive des biens des Juifs, illustre la persistance de cette tactique. Aujourd'hui, la plupart des guérillas cherchent à se recompléter sur les armureries, les zones de ravitaillement et autres entrepôts de l'adversaire.

Notons qu'un dernier bénéfice du pillage n'a été qu'indirectement exposé par Sun Zi : la soumission de l'ennemi par la terreur, sans nécessité de combat. Bien que cette stratégie ne soit pas adoptée par les forces armées

occidentales modernes, elle a été employée à travers l'histoire par des figures telles que Gengis Khan, Fidel Castro, ou plus récemment par Daech. Ces guerriers ne se contentaient pas de s'approvisionner sur les territoires conquis ; ils usaient également de la brutalité de leurs pillages, face à toute résistance au « don volontaire », pour instiller la terreur parmi les populations, afin d'obtenir une capitulation immédiate des cibles futures.

Enfin, Sun Zi met en lumière le potentiel inhérent à chaque situation en insistant sur l'importance du positionnement. Il illustre cette idée en expliquant que placer ses troupes dans une position où la retraite est impossible incite naturellement à la bravoure. Pour lui, « la situation contient l'effet ». Il s'agit moins de forcer un effet que de le laisser émerger de lui-même, en agissant de manière que le résultat souhaité se manifeste spontanément. L'habileté du stratège réside donc dans sa capacité à orchestrer les circonstances pour que le succès s'ensuive avec la même inévitabilité que l'eau trouve sa force dans la gravité. La pertinence de cette idée est particulièrement évidente dans la guérilla, où des embuscades orchestrées par un petit nombre de combattants correctement positionnés peuvent défaire des opérations ennemies pourtant supérieures en nombre et en équipement.

Sun Zi aborde bon nombre d'autres thématiques dans son œuvre, telles que la diplomatie (à travers la quête d'alliances ou la destruction de celles de l'adversaire), le moral des troupes, ou encore la notion d'honneur. Nous conclurons toutefois notre présentation des principales grandes idées de *L'Art de la guerre* par un procédé nous paraissant emblématique de la pensée de Sun Zi : la ruse.

La ruse

L'idée majeure qui parcourt l'ensemble du traité, et dans laquelle la plupart des préceptes de Sun Zi peuvent trouver leur source, est en effet la suprématie de la duperie. Bien que la culture chinoise, tout au long de son histoire, ait entretenu une relation moins ambivalente avec la ruse que le monde occidental, certaines écoles de pensée chinoises l'ont réprouvée. Ces préceptes de Sun Zi n'ont donc rien d'évident. En Occident également, malgré l'intérêt manifesté par les auteurs antiques pour les stratagèmes et l'admiration de figures telles que le maréchal Maurice de Saxe pour ces tactiques, la ruse a souvent été critiquée, notamment par Carl von Clausewitz pour qui elle pouvait obérer des forces nécessaires au moment crucial.

Une manifestation particulière de la ruse réside dans la stratégie indirecte : il s'avère parfois plus judicieux et bénéfique de saper les forces adverses de l'intérieur en les déstabilisant et en corrompant les liens qui unissent leurs différents éléments, plutôt que de les affronter directement. Notons également que c'est à travers l'approche indirecte que Basil Liddell Hart introduisit Sun Zi auprès du public militaire occidental, au moment où la guerre froide menaçait de précipiter le monde dans une apocalypse nucléaire conformément à la logique de la montée aux extrêmes décrite par Clausewitz : en préconisant une tactique indirecte, Sun Zi offrait une alternative à la destruction mutuelle assurée. Cette voie s'érigeait en critique des pratiques passées de conflits violents, en particulier la Première Guerre mondiale. Ainsi, la comparaison fréquente avec Clausewitz invite inévitablement à une dichotomie simplificatrice, mais éloquente, entre la confrontation directe prônée par le stratège prussien et l'approche indirecte évoquée par Sun Zi.

Connais-toi toi-même

Clôturons notre exploration des thématiques essentielles de *L'Art de la guerre* par une réflexion sur un aspect à la fois surprenant et d'une pertinence capitale : l'impératif de la connaissance de soi. En effet, seul un général pourvu de lucidité quant à ses forces et faiblesses pourra optimiser ses atouts et pallier ses vulnérabilités. Il est impératif pour le commandant d'avoir une pleine conscience de ses caractéristiques personnelles et de ses inclinations intrinsèques afin de ne pas être submergé par celles-ci. En maîtrisant ses propres failles, il sera d'autant plus apte à contrer les stratagèmes de manipulation de l'adversaire.

Si *L'Art de la guerre* énumère avec précision les vertus requises d'un général, cette énumération semble s'adresser à deux auditoires distincts : le général, évidemment, mais aussi le souverain qui porte la charge de sélectionner le commandant en chef de ses armées. Cette seconde cible est particulièrement intéressante en ce qu'elle ferait apparaître *L'Art de la guerre* comme un miroir des princes, c'est-à-dire un guide destiné à éclairer sur l'art de gouverner.

Le traité esquisse ainsi le portrait du chef militaire idéal, soulignant que nombre des qualités essentielles à ce rôle tiennent davantage de dispositions innées que d'aptitudes acquises. Ces conseils relatifs au charisme ou au génie militaire s'adressent principalement au souverain, chargé de nommer son général, plutôt qu'à ce dernier qui, une fois en poste, n'aura plus guère d'occasions de prendre le temps de remédier à ses faiblesses ou d'affiner son empathie et son intuition. Au mieux, pourra-t-il solliciter des conseils (se faire « coacher » en termes contemporains), mais il ne pourra se soustraire aux responsabilités inhérentes au commandement et à la prise de décision.

Pour conclure, l'étendue des thématiques abordées par Sun Zi dans l'œuvre pourtant concise qu'est *L'Art de la guerre* est remarquable. Il est

essentiel de souligner qu'une appréhension complète de ces enseignements requiert une lecture attentive et englobante, étant donné que la structure de ce traité, mis en forme il y a près de deux millénaires et demi, diffère grandement des présentations méthodiques et argumentées auxquelles nous sommes habitués aujourd'hui.

Un traité inconnu des chefs de guerre et sans influence avérée sur les conflits de l'Histoire

Sun Zi en Chine

Si le traité de Sun Zi fut un ouvrage phare des militaires chinois – notamment depuis la décision impériale de 1080 d'ériger *L'Art de la guerre* comme l'un des sept « classiques militaires » –, l'influence que ses préceptes ont pu avoir sur la conduite des conflits chinois n'apparaît pas clairement.

Il est toutefois intéressant de s'attarder sur la période ayant suivi la prise de pouvoir par les communistes chinois en 1949 : l'opposant à Mao Zedong, Tchang Kaï-chek, vit sa pensée occultée par les échecs et les erreurs indéniables du Kuomintang avant sa « retraite stratégique » à Taiwan en 1949. Or, dans ses textes, le chef nationaliste convoquait ouvertement Sun Zi, soulignant l'attachement du Kuomintang à la sauvegarde de l'héritage de la Chine classique (alors que, paradoxalement, Tchang Kaï-chek semblait en réalité plus influencé dans sa pratique de la guerre par les stratèges occidentaux ou japonais qui offraient une image moderniste à laquelle la Chine nationaliste souhaitait adhérer). A contrario, Mao naviguait entre la volonté de rompre avec un passé qu'il percevait

comme un frein, réfutant à maintes reprises l'influence des antiques traités militaires sur sa pensée, et l'envie de puiser dans une tradition nationale valorisante. Cependant, même si la vision communiste proclamait que « l'homme nouveau » ne devrait pas être forgé à partir des vestiges du passé – point sur lequel l'approche communiste montra une notable fluctuation –, diverses allusions dans les œuvres militaires de Mao suggèrent qu'il avait, peut-être de manière subliminale, assimilé les préceptes de Sun Zi, vraisemblablement transmis par sa passion pour les romans historiques. *Les Trois Royaumes*, notamment, qui dépeint les faits d'armes du général Cao Cao, illustre commentateur de Sun Zi, lui a très certainement servi de médiation vers les stratégies ancestrales.

De nos jours, Sun Zi appartient à l'héritage culturel fièrement revendiqué en Chine : nombre de ses aphorismes sont des proverbes communs, et sa vie (mythique) a inspiré d'innombrables adaptations en livres, bandes dessinées ou séries télévisées. Au côté de Confucius, Sun Zi sert ainsi de héraut à l'internationalisation de la culture chinoise, quitte à présenter parfois une histoire plus fantasmée que réelle. L'homme s'avère en effet être un excellent produit marketing pour l'Empire du Milieu : un guerrier humaniste, cherchant à faire le moins de victimes et dommages possible. Un chantre du *soft power*, en séduisante opposition à l'interventionnisme belliciste américain.

En Occident

L'Art de la guerre fut pour la première fois traduit en Occident en 1772, fruit du labeur du père Joseph-Marie Amiot. Alors missionnaire jésuite en Chine, il répondait ici à la commande du ministre français Henri Bertin, très désireux « d'avoir des connaissances sur la Milice Chinoise ». Le texte, publié, passa toutefois totalement inaperçu des militaires, car il eut la mauvaise idée de paraître la même année que l'*Essai général de tactique* du

comte Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert, lequel focalisa toute l'attention sur le plan militaire.

Dans les nations occidentales, l'œuvre de Sun Zi ne fut traduite en russe qu'en 1860, en anglais en 1905, et en allemand en 1910, sans jamais attirer l'attention des militaires de ces époques. Contrairement aux assertions fréquemment rencontrées sur les quatrièmes de couverture des éditions bon marché de *L'Art de la guerre*, Sun Zi n'a influencé aucune des figures marquantes de l'histoire, de Napoléon à Staline. En réalité, à de rares exceptions près – tels le stratégiste britannique Basil Liddell Hart précédemment évoqué ou le général américain George S. Patton qui, en 1919, annotait sa traduction ramenée d'Europe –, *L'Art de la guerre* est demeuré totalement méconnu jusqu'à la publication en 1963 de la traduction anglaise par le général américain Samuel Griffith, qui initia la reconnaissance de Sun Zi d'abord dans le monde anglophone, puis au-delà en Occident. Alors qu'il est désormais courant de prétendre que certaines personnalités – qu'elles soient chefs de guerre, politiciens, magnats de l'industrie ou sportif de haut niveau – sont ou ont été des lecteurs fervents de Sun Zi, nous soutenons que l'affirmation selon laquelle « *L'Art de la guerre* est son livre de chevet » devrait plutôt être interprétée comme une métaphore indiquant une propension à user de stratagèmes et, éventuellement, de tromperies pour atteindre ses objectifs.

À une exception près. L'Amérique du Sud constitue en effet un cas singulier : au cours des décennies 1960 et 1970, dans le contexte tendu de la guerre froide, les services de renseignement chinois firent traduire en espagnol et en portugais les œuvres de Sun Zi, Mao et Võ Nguyên Giáp, et assurèrent leur diffusion massive à travers les nations latino-américaines. Cette démarche stratégique visait à encourager les mouvements révolutionnaires au sein des pays situés dans la sphère d'influence des États-Unis. L'opération s'avéra être un franc succès : les campagnes de contre-insurrection menées contre diverses guérillas (comme le SLN,

l'URNG, l'ELN, le Sentier lumineux, les FARC, etc.) mirent systématiquement en évidence que les références doctrinales des rebelles étaient toujours basées sur ces textes.

Une pensée stratégique toujours d'actualité

L'affirmation largement répandue que *L'Art de la guerre* constituerait un pilier de l'enseignement des académies militaires à travers le monde ne résiste pas à l'analyse. Prenons l'exemple de la France où le traité n'est abordé que de façon fugace au sein de son École de guerre, dans le cadre d'un cours d'histoire de la stratégie ; durant le reste du cursus de formation des officiers français, Sun Zi n'est cité au mieux qu'à titre illustratif.

Cette réalité se reflète à l'échelle internationale : malgré la renommée de Sun Zi en tant que figure tutélaire de la stratégie, son étude effective à travers les académies militaires du monde reste marginale et, finalement, insignifiante. L'intégration des enseignements du stratège chinois varie considérablement d'un pays à l'autre, oscillant entre l'omission complète et l'évocation de quelques heures. Seule une poignée de pays dépasse le cadre de l'histoire militaire pour entrer réellement dans la mécanique de *L'Art de la guerre.* Et il ne s'agit même pas de ceux qui viendraient intuitivement à l'esprit : c'est en Amérique du Sud que le traité est le plus étudié, tandis que le Japon, qui a historiquement sorti Sun Zi de l'Empire du Milieu, l'ignore largement. En Chine même, le traité est perçu non comme un manuel de stratégie militaire mais comme un élément du patrimoine littéraire ; son étude dans les universités militaires chinoises est de facto inexistante. Bien entendu, le niveau d'étude peut varier au cours du temps : l'enseignement de l'histoire militaire peut être négligé de nombreuses années et redevenir

brusquement prioritaire à la faveur d'un chef sensible à cette discipline ; et Sun Zi lui-même peut être plus ou moins apprécié des professeurs.

Paradoxalement, c'est hors du domaine militaire que Sun Zi connaît de nos jours un succès fulgurant. Initialement prisé par le monde des affaires et de l'entreprise, *L'Art de la guerre* a depuis infiltré une multitude de domaines, s'étendant à des champs aussi divers que la séduction, le développement personnel féminin ou même l'éducation des enfants ! Une preuve de la polyvalence et de l'universalité des préceptes de Sun Zi, transcendant les époques et les disciplines.

Un petit texte d'une grande richesse pour la culture militaire

Si le traité de Sun Zi constitue a minima un extraordinaire réservoir de citations pouvant servir à commenter a posteriori n'importe quel affrontement, qu'il soit passé, moderne ou même dans le cyberespace, est-il pour autant de nature à éclairer l'avenir ? Nous nous étions par le passé amusés à transposer les stratégies de Sun Zi à un domaine résolument moderne : le combat de drones en essaim. Étonnamment, le traité démontrait une adaptabilité et une pertinence saisissantes, comme s'il avait été prédestiné à ce contexte spécifique. Sun Zi, inventeur de l'effet Barnum ?…

Passé cette malléabilité du traité et sa capacité à épouser toutes les formes de conflictualité, à commencer celles pour lesquelles il n'a pas été strictement conçu, reste donc à clarifier si *L'Art de la guerre* peut réellement offrir des outils pratiques au chef militaire de demain. Nous conclurons en affirmant que, comme tout ouvrage théorique militaire, la lecture de *L'Art de la guerre* ne peut que contribuer à la réflexion du chef

militaire, d'autant plus que sa concision rend sa consultation aisée. Mais bien au-delà : fort de sa caractéristique – unique – d'être le plus ancien traité de stratégie de l'humanité, *L'Art de la guerre* nous paraît être l'un des textes majeurs susceptibles de concourir à l'édification intellectuelle du chef. Les cinq grands postulats de Sun Zi concernant la guerre nous semblent à cet égard une excellente opportunité de réfléchir à la philosophie de la guerre : la guerre est une calamité ; la guerre est une dialectique de volonté entre deux généraux ; la conduite de la guerre doit rester une affaire de militaires ; la plus belle victoire est celle obtenue sans combats, mais tous les moyens sont bons pour remporter la victoire.

Pour aller plus loin

Œuvres

La version française recommandée du traité : Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, trad. Jean Lévi, Fayard/Pluriel, 2015 [2000, Hachette]. Outre la traduction du traité, le sinologue Jean Lévi livre en introduction une réflexion fouillée sur la pensée de Sun Tzu.

Travaux de recherche

Yann Couderc, *Déchiffrer Sun Zi*, éditions de l'École de guerre, 2024.

Mark R. McNeilly, *Sun Tzu and the Art of Modern Warfare*, Updated Edition, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Christophe Van Staen et Niels Thorez, *L'Art de la guerre de Sun Tzu*, Profil littéraire, 2017.

Machiavel ou l'éloge de la ruse

Jean-Vincent Holeindre

Au tournant du XV^e^ et du XVI^e^ siècle, Nicolas Machiavel est un acteur majeur de la politique et de la stratégie avant d'en devenir l'un des plus grands penseurs. Issu d'une famille lettrée mais pauvre, il gravit rapidement les échelons au sein de la République de Florence. Il s'intéresse aux problèmes de la guerre, au vu des fonctions qu'il exerce au sein du système politique florentin. Dès 1498, Machiavel est en effet chargé du secrétariat du « Conseil des Dix », l'instance qui, dans la cité toscane, gère les affaires diplomatiques et militaires. Puis, de 1502 à 1512, il devient l'un des principaux conseillers du chef de gouvernement de la République florentine, le gonfalonier à vie Piero Soderini. Il entre en fonction dans une période de grand trouble, alors que les guerres d'Italie modèlent le contexte politique et militaire. Son expérience est également nourrie de nombreuses missions diplomatiques (France, Suisse, Tyrol, Rome). Il crée une milice à Florence, afin que la République ne soit plus dépendante des mercenaires (*condottieri*), un système selon lui délétère qui nourrit la faiblesse politique des républiques. En 1512, la défaite des troupes florentines, battues par l'alliance de l'Espagne et du pape, impose le retour des Médicis qui conquièrent le pouvoir politique (par Julien de Médicis) et religieux (Jean de Médicis est élu pape sous le nom de Léon X). Créature de Soderini, Machiavel, devenu opposant, est révoqué et emprisonné.

Éloigné des lieux de décision, exilé dans la campagne toscane, il se met à écrire. D'abord les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, qu'il interrompt pour rédiger *Le Prince* en 1513. Il compte sur ce livre, dédié à Laurent II de Médicis, lequel a succédé à Julien, pour retrouver un emploi, mais son espoir est déçu. Les *Discours* sont achevés en 1520 et l'*Histoire de Florence*, entamée la même année, est terminée en 1526, un an avant sa mort. *L'Art de la guerre*, publié en 1521, est le seul opus publié de son vivant. Les autres ne le seront qu'à titre posthume, mais ils seront rapidement mis à l'Index par le pape, qui n'apprécie guère les attaques du Florentin contre le christianisme. La légende noire du « machiavélisme » est lancée ; elle ne s'effacera jamais.

De tous les penseurs de la tradition philosophique et stratégique, Machiavel est sans doute celui qu'on associe le plus spontanément à la ruse. Au chapitre XVIII de son livre emblématique, *Le Prince*, il recommande au souverain d'être rusé comme un renard et féroce comme un lion dans l'exercice du pouvoir. Dissimuler, tromper, voire tuer si les circonstances l'exigent : telle est la leçon que l'on retient communément de Machiavel, l'un des rares philosophes à être entrés dans le langage courant. Inutile en effet d'avoir lu son œuvre pour savoir ce qu'est un être « machiavélique », donc avide de pouvoir et prêt à tous les stratagèmes pour y parvenir.

Peut-on se prévaloir d'un stratège auquel on associe des épithètes aussi peu glorieuses ? Il faudrait alors admettre que Machiavel soit un auteur « machiavélique », au sens où il aurait un goût prononcé pour le mal et une indifférence au bien. Cela est douteux. Depuis la parution posthume du *Prince* et des *Discours sur la première décade de Tite-Live*, ses titres les plus marquants, la question divise les commentateurs. Certains, comme Leo Strauss, répondent par l'affirmative et condamnent l'enseignement du Florentin qui serait « démoniaque » au regard de la morale chrétienne ou civique. À l'inverse, d'autres, à l'instar de Quentin Skinner et Maurizio Viroli, estiment que le prétendu machiavélisme de l'homme travestit son

œuvre et traduit une compréhension biaisée de son raisonnement. Machiavel ne peut avoir défendu la violence et la cruauté, puisqu'il célèbre avant tout les vertus civiques du citoyen. Pour les interprètes qui l'inscrivent dans la tradition républicaine, son apologie des tromperies et des ruses relève d'abord des circonstances particulières des guerres qui ont obligé les cités italiennes à se défendre par les armes et à faire flèche de tout bois. Le « machiavélisme de Machiavel » s'expliquerait donc par le patriotisme d'un citoyen inquiet de la faiblesse militaire des républiques qui ont oublié le modèle antique du citoyen soldat au profit des *condottieri*, ces capitaines qui, tel César Borgia, se vendent au plus offrant.

Ces arguments contextualistes reflètent une part de la réalité, mais une part seulement. Ils expliquent par l'histoire ce que Machiavel justifie par une vision de l'homme, de la politique et de la stratégie. Certes, le Florentin écrit pour résoudre les problèmes de son temps et sortir l'Italie de la désunion et de la guerre. Mais il cherche surtout à comprendre la manière dont les hommes vivent et se gouvernent politiquement, faisant de l'outil militaire la pierre angulaire du bon gouvernement : « Un prince ne doit avoir d'autre objet ni d'autre pensée, et ne doit choisir rien d'autre pour art, hormis la guerre, et les ordres et la discipline de celle-ci ; car c'est le seul art qui convienne à celui qui commande. » Cette citation du chapitre XIV du *Prince* donne le ton : la connaissance de l'art de la guerre constitue la condition *sine qua non* du bon gouvernement, pour deux raisons. Tout d'abord, un gouvernant « désarmé », qui ne possède pas d'armée propre et ignore les choses militaires, expose sa communauté aux attaques des ennemis et à l'asservissement politique. De plus, l'art de la guerre *prédispose* à l'action politique. Machiavel recommande donc au souverain d'agir en stratège, comme si la guerre représentait l'horizon naturel de la politique. À ses yeux, les qualités militaires et le savoir-faire développés dans les conflits fournissent la compétence nécessaire au bon gouvernement. À rebours, un gouvernant, prince ou chef républicain, qui ne

possède pas d'armée et ignore les choses de la guerre est « désarmé ». Vulnérable, il expose la cité à l'asservissement politique. Une armée efficace et indépendante constitue la condition nécessaire d'une cité forte. Mais Machiavel va plus loin encore : il affirme que la guerre prédispose à la politique et que les qualités exprimées par le gouvernant au combat – sang-froid, résolution, courage, etc. – lui sont indispensables pour bien administrer son État. Ainsi, la guerre ne constitue pas, pour Machiavel, la « continuation » de la politique comme l'estime Carl von Clausewitz, mais son préalable.

Avec son œuvre s'opère donc un basculement dans l'histoire de la stratégie. Jusqu'alors, la philosophie antique et la pensée humaniste distinguaient l'ordre politique et l'action militaire, à l'exception de Xénophon. Malgré leurs différences, Aristote, Cicéron, Augustin, Thomas d'Aquin et, plus tard, les penseurs de l'humanisme civique jugeaient que la guerre était menée pour assurer la survie de la cité, tandis que la politique visait le bien commun. Dès lors, les procédés acceptables dans les circonstances exceptionnelles d'un conflit ne l'étaient pas dans la gestion ordinaire des affaires publiques. Machiavel brise ces oppositions classiques entre guerre et politique, ruse et perfidie, force et feinte. La guerre, certes, ne se confond pas avec les autres formes de conflictualité dans le regard des hommes, et tout bon gouvernant doit en tenir compte dans sa manière de gouverner. Mais si gouverner implique de préserver les apparences, il importe aussi de ne pas en être dupe : le prince compose avec les opinions, les perceptions et les « humeurs » du peuple, mais ces éléments n'ont guère d'incidence sur les nécessités du gouvernement. Dans la réalité machiavélienne, le conflit l'emporte sur la concorde, le mal sur les incitations au bien, et l'incertitude propre à toute guerre efface l'idéal de la vie bonne. Avec Machiavel, la stratégie pénètre la diplomatie et les affaires intérieures, lorsque les conflits viennent à la fois menacer les frontières de la cité et troubler sa fragile unité. Jusque-là cantonnées aux sphères

militaires, la guerre et la stratégie militaire s'insèrent au cœur de la politique et des savoirs de gouvernement.

Ainsi, Machiavel occupe une place à la fois pionnière et singulière dans l'histoire de la stratégie. D'abord parce qu'il se distingue de ses contemporains qui, suivant la perspective de l'humanisme militaire, envisagent la guerre sous un angle technicien et moral, parfois théologique. Il ne s'oppose pas toujours à eux, mais son regard résolument politique l'éloigne des considérations spécifiquement militaires, éthiques ou religieuses. En faisant du savoir de la guerre la condition d'une bonne politique, Machiavel s'oppose également aux auteurs chrétiens qui, après saint Thomas d'Aquin, voient dans la guerre un péché. De même, en considérant le prince comme un stratège qui recherche prioritairement l'efficacité et non la moralité, Machiavel rejette la tradition aristotélicienne, elle-même inspiratrice de la doctrine chrétienne. Si Aristote ne sépare pas la vertu morale de la vertu politique, Machiavel fait de la première une ressource stratégique et politique, une forme d'action psychologique, et un levier dans le conflit des perceptions, que nous nommons aujourd'hui « guerre cognitive ».

Dans son schéma politique et conceptuel, le rapport à la guerre est donc central, ce qui se décline selon deux modalités : d'une part, Machiavel s'approprie la tradition stratégique héritée de l'Antiquité pour développer une vision résolument moderne de la guerre ; d'autre part, il opère une critique radicale de la philosophie politique classique, à travers un éloge subversif de la pensée stratégique et des stratagèmes qui s'y rattachent.

L’art de la guerre ou l’appropriation du savoir antique

L’Art de la guerre offre sans doute le meilleur point d’entrée dans la pensée stratégique du Florentin, qui ne saurait être séparée de la partie politique de son œuvre. En apparence, l’auteur se montre plus consensuel et moins tranchant que dans ses livres les plus célèbres, *Le Prince* et les *Discours*. En apparence seulement : car ces trois textes, auxquels il faut ajouter l’*Histoire de Florence*, portent la même intention, malgré un mode d’exposition différent. Machiavel accomplit dans *L’Art de la guerre* une part cruciale de sa percée politique et théorique. Loin de s’en tenir à des considérations tactiques, il entreprend de « politiser » l’art de la guerre hérité de l’Antiquité.

L’ouvrage se présente sous la forme d’un dialogue policé entre Fabrizio Colonna, *condottiere* au service de Ferdinand d’Aragon, et un groupe d’amis : Cosimo, le propriétaire des lieux où se déroule la conversation, ainsi que Zanobi, Battista et Luigi. À tour de rôle, les quatre amis interrogent Fabrizio Colonna sur les différents aspects du métier des armes et de la stratégie. Le mercenaire passe pour une autorité aux yeux de ses interlocuteurs. Et pour cause : Fabrizio Colonna, qui a réellement existé, est un homme de guerre italien qui s’est placé au service de la Sainte Ligue constituée par le pape Jules II en 1511, et composée, outre le Saint-Siège, de la couronne d’Aragon par le biais de son Royaume de Naples, de la République de Venise et des cantons suisses. Il contribua à l’effondrement de la République de Florence à l’époque où Machiavel y occupait des fonctions diplomatiques. Mais lorsqu’il rédige son livre entre 1519 et 1520, il appartient à un cercle de réflexion politique et littéraire de l’opposition républicaine florentine.

L’ensemble du texte donne l’impression d’un discours assez technique abordant les méthodes de combat, à la manière des traités militaires qui

fleurissent dans l'Humanisme renaissant. Comme Machiavel l'avoue à travers Fabrizio : « Mon intention n'a pas été de vous montrer en détail comment était faite l'armée des anciens, mais comment on peut aujourd'hui organiser une armée plus valeureuse que les actuelles » (*Art de la guerre*, Liv. VII, XV). Machiavel déploie ici un thème classique de l'humanisme : le retour à l'Antiquité, loin d'exprimer une érudition historique, vise d'abord à éclairer la situation présente.

Suivant l'expérience romaine, le Florentin montre que l'autorité du pouvoir politique et la force du régime expliquent l'efficacité de l'armée, tandis qu'à l'inverse l'absence d'armée propre dénote la faiblesse, morale et politique, des républiques et des principautés italiennes. Pour conjurer cette impuissance, l'Italie doit s'inspirer du modèle politique et militaire des Romains, et cesser de confier son destin aux *condottieri*. Ces mercenaires qui défendent leurs intérêts propres agissent au détriment de la cité. Ils entretiennent un climat conflictuel et délétère entre les différents acteurs. Pour Machiavel, la guerre n'est pas un métier qui peut être « honnêtement exercé par les particuliers » ; elle revient aux « gouvernements, républiques et royaumes » (*Art de la guerre*, Liv. I). En effet, les *condottieri* ont « besoin d'éloigner la paix », ils « imaginent mille ruses pour faire durer la guerre » (*ibid.)*. Machiavel est ici bien éloigné de sa réputation violente, cruelle ou belliciste, puisqu'il estime que c'est le recours aux *condottieri* qui nourrit une dynamique conflictuelle, profitant à leurs affaires mais ruinant, au sens propre et figuré, les cités-États d'Italie. Or, seule la paix permet, après la guerre, de construire politiquement la cité. Pour Machiavel, la guerre n'a de sens que si elle renforce ou préserve la cité et promeut un but politique. L'acteur politique doit donc se réapproprier la conduite de la guerre, au détriment des acteurs privés.

C'est ainsi qu'il faut également interpréter le plaidoyer de Machiavel pour l'infanterie et sa façon de minorer l'importance des armes à feu qui provoquent pourtant, à cette époque, une révolution de première

importance. Clausewitz, qui admire Machiavel pour sa clairvoyance politique, critiquera ce jugement qu'il juge passéiste sur le plan militaire. Le stratégiste prussien se trompe cependant sur les intentions du Florentin : si Machiavel loue les vertus de l'infanterie, c'est pour souligner la supériorité du modèle du citoyen-soldat hérité de l'Antiquité. Averti de l'impact des armes à feu dans la guerre moderne, il considère que la supériorité technologique ne remplace pas le dévouement à la cité. Au-delà, les progrès technologiques peuvent nourrir une indolence politique et militaire. Or, ce sont les hommes qui utilisent les armes, et non l'inverse. Cet enseignement peut encore être médité après la « révolution dans les affaires militaires » (dans les années 1980-1990) et, aujourd'hui, avec le recours accru aux drones de combat, ou encore l'application militaire de l'intelligence artificielle : la technologie ne peut pas tout, elle est le reflet des usages que les êtres humains en font.

L'Art de la guerre s'inscrit plus généralement dans la redécouverte, à la Renaissance, des recueils antiques de stratagèmes, hérités des Grecs et des Romains. Les œuvres de Polybe, Frontin et surtout Végèce imprègnent la démonstration, au point que Machiavel paraphrase des passages entiers de ces grands anciens. Dans la lignée de Végèce, Fabrizio juge que la guerre ne se réduit pas à la bataille rangée. Au savoir-faire de l'engagement s'ajoute le recours aux ruses de guerre, lesquelles sont autant de « cas particuliers » d'affrontement. En général, les recueils de stratagèmes ont pour objectif de préparer les militaires à la guerre et de faciliter leur victoire. Ils réunissent et ordonnent les « recettes » et les « bonnes pratiques » du stratège. Machiavel suit cette voie, mais ne s'en tient pas à des considérations tactiques. Il insiste sur le problème des perceptions mutuelles entre ennemis et sur ses implications politiques. Il estime que juger d'une situation, à la guerre, est difficile. Toute perception peut être faussée, soit par une mauvaise évaluation, soit parce que l'ennemi s'emploie à dissimuler ses intentions ou à suggérer qu'il nourrit d'autres

projets. Si par exemple un adversaire agit contre son intérêt, en détruisant les fortifications de sa ville ou en exilant ses citoyens, il faut lui donner le sentiment, contraire à la réalité, qu'on ne se préoccupe pas de ses mauvais choix. Ainsi sera-t-il possible d'obtenir la victoire, sans avoir nécessairement à combattre.

Dans une logique dialectique qui est le propre de la stratégie, Machiavel focalise son attention sur les erreurs de jugement dont peut être victime le stratège et dont il s'agit de se préserver, en anticipant sur les éventuels stratagèmes de l'ennemi. Puis, comme dans un jeu de miroirs, il explique comment le stratège peut se tromper et provoquer chez l'adversaire ces mêmes erreurs de jugement.

Dans *Le Prince*, rédigé huit ans avant la parution de *L'Art de la guerre*, Machiavel souligne déjà les difficultés rencontrées par les hommes pour apprécier et juger correctement d'une situation. Impatients, prisonniers de leurs préjugés, les êtres humains inclinent à voir ce qui les arrange, quitte à s'intoxiquer eux-mêmes et à s'exposer dangereusement. Or à la guerre, toute imprudence ou toute mésinterprétation de l'attitude de l'ennemi a des conséquences plus tragiques que dans les relations humaines ordinaires : c'est la défaite et la mort qui menacent le stratège défaillant et son armée. Si les hommes se trompent face aux situations qui s'offrent à leur vue, c'est précisément parce qu'ils ne vont pas au-delà du regard. Obnubilés par leurs futurs lauriers, ils en sont aveuglés et oublient les leçons élémentaires de prudence, à l'image des Romains contre Hannibal, davantage soucieux de gloire que de victoire. Mais le stratège, par la singularité de sa position et la responsabilité qui lui incombe, peut conjurer l'imprudence. C'est le cœur même de sa fonction. Pour devenir prudent, il doit accepter l'idée que l'ennemi l'est tout autant et qu'il est en mesure de surprendre. À cet égard, la première qualité du stratège est bien la méfiance, qui répond à l'incertitude de la guerre et le préserve, autant que possible, de l'effet de surprise. Ainsi, le stratège se démarque des hommes ordinaires, victimes de

leur crédulité et de leur orgueil, et s'apparente au gouvernant qui doit lui aussi être méfiant et sobre s'il veut survivre dans le monde hostile de la politique.

La subversion machiavélienne se révèle aussi en creux : pour le Florentin, le bon stratège sait se montrer sous un certain jour afin de ne pas attirer l'attention de l'ennemi et la détourner – un thème récurrent dans son œuvre qui pointe les difficultés rencontrées par les hommes pour juger correctement des situations. Dans *Le Prince*, Machiavel est plus explicite que dans *L'Art de la guerre* : il explique que « les hommes jugent avec les yeux, pas avec leurs mains » (*Le Prince*, chap. XVIII). S'ils ont souvent une perception faussée d'une situation, c'est parce que, impatients et prisonniers de leurs préjugés, ils s'attachent aux apparences, sans prendre la peine d'aller au-delà. Dans la guerre, ce type d'attitude est lourde de conséquences, car toute imprudence ou mauvaise interprétation du comportement de l'ennemi mène à la défaite. Le propre du stratège, à l'inverse de la conduite humaine ordinaire fondée sur la confiance, est de toujours rester sur ses gardes et de partir du principe que l'adversaire l'est tout autant. Une attitude rarement adoptée car « souvent le désir de vaincre aveugle les esprits des hommes qui ne voient rien d'autre que ce qui leur semble profitable » (*Discours*, III, 48). La principale qualité du stratège, c'est bien la méfiance. Son principal défaut, la crédulité. À cet égard, la guerre offre une leçon de première importance, qui s'applique à toutes les formes d'action humaine, à commencer par la politique.

Dans *L'Art de la guerre*, Machiavel traite donc de la stratégie antique non pour souligner son efficacité militaire ni même sa supériorité morale, mais avant tout pour s'interroger sur les qualités intrinsèques du stratège et sur ce qui le distingue des autres hommes d'action. La stratégie militaire en soi intéresse peu le penseur. Il la voit d'abord comme une disposition d'esprit, une manière d'exercer son intelligence et sa faculté de juger. Le recours aux stratagèmes incite ainsi le stratège à s'éloigner du sens commun

et à prendre au sérieux les affects dissimulés ou feints. Quand les hommes s'en tiennent aux préjugés et aux apparences, le stratège, lui, en joue. Pour ne pas être égaré par l'ennemi, il le trompe sur ses propres intentions.

L'Art de la guerre est un livre important dans l'histoire de la pensée stratégique, dans la mesure où Machiavel fait de l'étude de la guerre un domaine à part entière de la pensée et de l'art politiques. Pour autant, dans ce traité, le Florentin ne déploie pas la rhétorique tranchante du *Prince* et des *Discours*. Il faut par conséquent se tourner vers ces deux œuvres, les lire plus en détail afin de trouver une formulation plus nette de la pensée machiavélienne sur la guerre.

Ruse, prudence et subversion

Dans *Le Prince* et les *Discours*, Machiavel évoque à plusieurs reprises la notion antique de prudence, héritée de la philosophie grecque, qu'il définit non comme une vertu morale mais comme une qualité spécifiquement politique : être prudent pour un gouvernant, c'est savoir imaginer le pire pour adapter son action aux circonstances et anticiper toute « furie de fortune » (*Le Prince*, chap. XIV). En ce sens, le principe de prudence est moins une vertu cardinale qu'un principe stratégique. Toute l'entreprise du Florentin tient à la transposition de ce principe stratégique à l'action politique. Son interprétation de la prudence signale sa volonté de rupture avec l'héritage antique, où la prudence est une vertu cardinale, liant morale et politique.

Certes, Machiavel ne cite presque jamais Aristote ou Platon dans son œuvre. Les deux philosophes grecs ne sont évoqués qu'une seule fois chacun (*Discours*, respectivement, chap. III, 6 et chap. III, 26). Mais lorsqu'au chapitre XV du *Prince*, Machiavel évoque ceux « qui se sont imaginé des Républiques et des Principautés », il procède à une critique à

peine voilée de la démarche initiée par les auteurs anciens qui recherchent, à ses yeux de façon illusoire, le meilleur régime. Or, celui-ci n'existe pas et n'existera jamais, car les êtres humains sont gouvernés par la *fortunà*. Ils doivent affronter l'instabilité structurelle de la vie commune et les passions qui les animent. Et Machiavel de tourner en dérision ces « écrivains » (*scrittori*) qui cherchent à définir abstraitement le meilleur régime politique, capable de réaliser la paix et le bien commun, sans tenir compte de la « vérité effective de la chose » (*Le Prince*, chap. XV) ; une vérité qui se révèle dans la guerre et non dans la paix.

Pour Aristote, la prudence est une disposition (*hexis*) par laquelle l'homme politique use de moyens justes en vue de fins justes permettant à la cité de réaliser le bien commun. La vérité de la politique réside donc dans l'exercice de la justice politique au sein de la cité (*polis)*. Machiavel estime en revanche que la vérité effective de la chose politique ne se situe pas à l'intérieur de la cité mais à l'extérieur, dans l'expérience-limite de la guerre. Le bon gouvernant n'est pas celui qui établit le meilleur régime, mais celui qui parvient à protéger la cité contre les conflits, externes et internes, qui ne manquent jamais d'advenir en vertu de la *fortunà*, laquelle constitue tant un danger qu'une opportunité. Le gouvernant n'est pas un juge de paix mais un stratège qui doit combiner les qualités, aussi bien animales que martiales, du renard et du lion : la ruse et la force. « Il faut être renard pour éviter les pièges et lion pour effrayer les loups », affirme Machiavel au chapitre XVIII du *Prince*.

Comme le note Léo Strauss, Machiavel pense l'action politique à partir des situations extrêmes – la guerre étant la plus extrême d'entre elles – et non au regard des situations normales, ce qui le distingue d'Aristote. Il confère ainsi un sens nouveau au terme de vertu : ce n'est pas la vertu (de prudence) au sens antique qui permet au prince de gouverner la cité, mais sa *virtù* – l'intelligence et le savoir-faire qui se révèlent dans l'épreuve militaire. Peu importe que le prince fasse le mal ou le bien, qu'il assassine

ou qu'il honore Dieu : l'essentiel est qu'il parvienne à trancher les conflits et à gouverner la cité instable.

Il faut ici préciser un point essentiel : Machiavel ne recommande pas au souverain d'agir avec cruauté *en toute circonstance*. En réalité, il l'incite à « entrer dans la voie du mal » quand la nécessité l'exige, ce qui est très différent. En d'autres termes, le prince doit être vertueux lorsque la situation politique le justifie, et cruel quand les événements l'obligent à recourir à ces moyens ordinairement répréhensibles. Ainsi, la violence de César Borgia est exemplaire dès lors qu'elle est adaptée au contexte et permet de trancher un conflit. Rien de plus dangereux, en revanche, que de choisir la voie « moyenne », celle-ci consistant en somme à ne rien décider. À la guerre, le stratège doit trancher, faute de quoi il est défait. Il en va de même en politique. Pour autant, le prince ne doit jamais se prévaloir de sa cruauté et se féliciter d'être violent. Bien au contraire, « il faut savoir ne pas être bon tout en faisant semblant de l'être ». C'est la raison pour laquelle Ferdinand le Catholique, le roi d'Espagne qui dissimule sa cruauté derrière son catholicisme, est préféré par Machiavel à César Borgia, car il dissimule ses coups de force derrière sa foi qui lui confère une réputation au-dessus de tout soupçon. Cette ruse de la religion le rend plus fort que Borgia, car en agissant ouvertement de façon cruelle et perfide, ce dernier suscite l'ire de ses concurrents.

De la guerre à la politique, il n'y a qu'un pas, selon Machiavel, mais ce pas est gigantesque. D'où la nécessité d'un long apprentissage, qui forme le prince dès son plus jeune âge. En temps de paix, Machiavel recommande ainsi la pratique de la chasse, qui « aguerrit le corps », « endurcit à la peine » et enseigne la géographie. Il conseille également au prince d'étudier les exploits militaires des « grands capitaines » comme Jules César, Alexandre le Grand ou Scipion l'Africain. Son modèle à cet égard n'est ni Platon ni Aristote, mais Xénophon, le philosophe antique qu'il cite le plus (six fois dans les *Discours*, une fois dans *Le Prince*). À l'instar de son

modèle, il fait explicitement l'éloge de la ruse qu'il estime plus nécessaire et décisive que la force. En effet, la force militaire ne permet pas en soi de savoir si le stratège est capable d'en user intelligemment.

La ruse, en revanche, est un bon signe. Car pour qu'elle réussisse, le stratège doit faire travailler sa tête davantage que ses muscles. Loin d'être déshonorante, elle offre le plus court chemin vers la victoire et vers la gloire. Pour autant, elle ne doit pas être confondue avec l'intelligence du stratège, soit la faculté de choisir, selon les situations, entre la ruse et la force. Chez Machiavel, qui s'inspire à nouveau de la tradition stratégique antique, la ruse est à la fois un procédé tactique et un art de la dissimulation et de la simulation. Comme procédé tactique, elle doit, comme la cruauté, être employée avec parcimonie à la guerre comme en politique, car ces moyens peuvent toujours se retourner contre ceux qui les emploient. Comme art de la dissimulation et de la simulation politique, elle constitue une ressource essentielle du gouvernant, comme elle l'est initialement pour le stratège. Elle lui permet de « colorer sa nature » (*Le Prince,* chap. XVIII) en fonction des circonstances. Car si le prince n'a pas besoin de posséder toutes les vertus, il doit donner l'impression que tel est le cas. Il doit donc être, selon les situations, généreux ou avare, orgueilleux ou modeste, cruel ou bienveillant. Pour apparaître sous des visages différents, il peut compter sur les facultés d'oubli de ses sujets et tabler sur leur crédulité. Mais il doit aussi ruser et, à l'image de Ferdinand d'Aragon, *dissimuler* la méchanceté et *simuler* la vertu. Cette leçon est à méditer à l'âge de la communication stratégique. La ruse y est plus que jamais nécessaire, car elle permet à celles et ceux qui l'emploient de dissimuler leur véritable nature et de simuler une identité factice. « Simulateur et dissimulateur » (*Le Prince*, chap. XVIII), le stratège fait de la ruse un art de vaincre mais aussi une façon d'être. Il ne doit en aucun cas être prisonnier des habitudes et des héritages – antique ou chrétien. Il doit pouvoir jouir d'une liberté d'action pleine et entière.

Machiavel transpose ce principe fondamental de la stratégie militaire – la liberté d'action – dans l'art politique.

Les pensées antiques et chrétiennes fondaient leur vision de l'homme sur une certaine idée de la paix et du bien ; Machiavel pense l'action humaine à partir d'une anthropologie transgressive de la guerre et du mal : « Il est nécessaire que celui qui instaure un État et y établit des lois présuppose que tous les hommes sont mauvais, et qu'ils doivent toujours user de leur malignité d'âme chaque fois qu'ils en ont libre occasion » (*Discours*, chap. I, 3). Machiavel ne dit pas que le mal est partout, mais qu'il faut en quelque sorte l'anticiper en toute chose et parier sur ce scénario négatif. Dès lors, si tous les hommes doivent, par anticipation, être considérés sous leur plus mauvais jour, le prince doit également savoir faire le mal pour être en mesure de les gouverner. Agir en homme de bien face à des hommes qui commettent le mal serait aller à contre-courant du mouvement du monde humain et s'exposer inutilement. Le gouvernant doit donc agir parfois « contre sa parole, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion » (*Le Prince*, chap. XVIII). Cette attitude ne peut susciter que la réprobation, d'où la nécessité d'être « grand simulateur et dissimulateur ». Se déclarer ouvertement « méchant » ou « cruel » amènerait à s'exposer à la colère de ses rivaux, aux jugements des hommes d'Église et aux humeurs du peuple qui aspire à ne pas être dominé. Ce serait, là encore, prendre un risque qui peut être évité par le jeu des apparences.

Chez Machiavel, c'est donc d'abord la vision de l'homme et de l'histoire qui est belliqueuse, non les préceptes d'action. Les hommes sont comme aimantés par le mal, sans pour autant être naturellement mauvais. La force et la ruse constituent les deux moyens essentiels de la survie dans un monde en lutte. Cette idée constituera l'amorce de la doctrine hobbesienne du pouvoir exposée au chapitre XIII du *Léviathan*. Civile ou étrangère, la guerre constitue une probabilité avec laquelle le prince doit

sans cesse composer ; la politique doit être pensée dans son horizon. Par cet éloge du prince en stratège, Machiavel initie un double mouvement caractéristique de la première modernité politique : d'une part, une politisation de la guerre, considérée comme le moyen essentiel pour défendre la communauté menacée ; d'autre part, une « bellicisation » de la politique, vue comme un champ de lutte. Dans la pensée stratégique de Machiavel, le prince est un stratège soucieux d'« acquérir » (*acquistare*) et « maintenir » (*mantenere*) « l'État » (*stato*), et non un personnage prudent et vertueux agissant pour un bien qui n'est pas souhaitable, puisqu'il n'existe pas.

En outre, l'importance que Machiavel confère à la « fortune » en politique n'est pas un aveu d'impuissance, bien au contraire. C'est au peuple de prendre son destin en main et d'affronter les circonstances. Il en va de même pour le prince : tout son art politique, toute sa *virtù*, consiste à dompter le cheval fou de la fortune, par la force et surtout par la ruse. Pour Machiavel, la ruse n'est donc pas seulement un procédé tactique ou un instrument d'oppression, mais d'abord une donnée essentielle des rapports humains et de l'action politique. Elle est l'outil par lequel les princes s'élèvent d'une ambition à une autre. Elle peut aussi libérer les peuples, qui en usent pour renverser les incapables ou les despotes aveuglés par leur propre puissance. Comme le disait Rousseau, « en feignant de donner des leçons aux rois, Machiavel en a donné de grandes aux peuples ».

Conclusion

Machiavel n'est pas le premier penseur de la politique et de la guerre à décrire les affrontements humains de manière « réaliste ». Thucydide l'avait fait avant lui. En revanche, il rompt délibérément avec la vertu de prudence qui, dans le sillage d'Aristote, promeut la justice comme « voie médiane ».

Machiavel pense non seulement que la recherche du compromis condamne le gouvernant, comme le stratège, à l'indécision et donc à l'impuissance, mais il pense également que la recherche du juste peut conduire à une forme de rigidité et une limitation de la liberté d'action, qui affaiblit les communautés politiques. La fonction première du décideur, gouvernant ou stratège est d'exprimer des choix clairs (qui restent cependant inaccessibles à l'ennemi) et de trancher les conflits en ses rangs pour éviter l'indétermination, source de confusion. C'est aussi de faire un bon usage politique des ressources morales qui sont disponibles au sein des communautés. L'apport de Machiavel est d'avoir recouru à la pensée stratégique antique pour trancher dans le vif le conflit théologico-politique qui oppose la religion et la politique à l'époque moderne. Les hommes de la fin du Moyen Âge puis de la Renaissance sont en effet écartelés entre deux fidélités : fidélité à leur patrie (l'Italie) et fidélité à Dieu (le pape). Selon Machiavel, ils doivent se libérer du joug chrétien, qui détourne les citoyens de leurs devoirs et entrave la liberté politique du prince. Entre l'Église et l'État, Machiavel a choisi : il faut désarmer le pape pour réarmer le prince.

L'audace du Florentin est d'avoir réarmé le prince en réunissant dans un seul et même mot, *virtù*, deux facultés, la ruse et la force, qui sont opposées dans la tradition philosophique et religieuse. La *virtù* machiavélienne, c'est cette force d'âme qui permet au gouvernant de « colorer sa nature » selon les circonstances, sans sombrer dans le cynisme manipulateur. La politique machiavélienne n'est pas une politique sans morale. C'est une morale qui sert la politique et qui, en s'affranchissant de la religion, fonde la politique moderne. Machiavel peut ainsi être considéré comme le dernier des Anciens, revivifiant la tradition stratégique antique, et le premier des Modernes, rompant avec la morale héritée des Romains et des chrétiens. Renouant avec la sagesse pratique d'Ulysse *polutropos* (« aux mille ruses »), il annonce une science politique qui se développe au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle. Dans son sillage, les penseurs de la raison d'État poursuivent

l'importation du savoir militaire en politique. Ils incorporent le savoir stratégique, par définition « extraordinaire » puisque employé dans une situation de guerre, dans l'action politique « ordinaire ». À l'heure où la guerre semble pénétrer toutes les sphères, faisant voler en éclat la distinction entre l'intérieur et l'extérieur, la pensée dangereuse de Machiavel, qui fonde l'ordinaire de la politique sur l'extraordinaire de la guerre, est plus que jamais la nôtre.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Machiavel, *L'Art de la guerre*, Garnier Flammarion, 2023.

–, *Le Prince*, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2014.

–, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Gallimard, 2004.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Jean-Vincent Holeindre, *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin, 2017.

Pierre Manent, *Naissances de la politique moderne*, Gallimard, 2007.

Harvey C. Mansfield, *Machiavelli's Virtue*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

Thierry Ménissier, *Machiavel et la politique du Centaure*, Hermann, 2010.

Leo Strauss, *Thoughts on Machiavelli*, Chicago, Chicago University Press, 1959.

Carl von Clausewitz, le penseur de la nature de la guerre

Benoît Durieux

Au panthéon des penseurs de la guerre, Carl von Clausewitz occupe une place de choix. Les auteurs qui peuvent lui être comparés sont peu nombreux. Il faudrait sans doute citer Sun Zi en Chine et Kautiliya en Inde, Thucydide dans la Grèce antique et Machiavel dans l'Europe des débuts de la Renaissance, et peut-être Antoine-Henri Jomini, son rival et contemporain. Une place qui dit le statut très particulier de ces acteurs d'un débat qui a traversé les siècles, celui de la nature de la guerre. Immergés dans les cercles décisionnels de leur temps, ils ont parfois participé aux combats sans être eux-mêmes chefs militaires de premier plan ou décideurs politiques. Ils ont légué des ouvrages devenus des classiques de la théorie de la guerre sans appartenir aux rangs des savants ou des universitaires. Ce positionnement singulier explique qu'ils n'aient écrit ni des traités de pensée militaire ni des ouvrages de philosophie ou de science politique. Ils ont réfléchi sur la place de la guerre dans les affaires humaines, sur la charnière entre sa dimension militaire et son rôle politique. Ils ont été amenés à le faire parce qu'ils ont vécu des époques troublées, souvent marquées par des mutations du phénomène guerrier et des changements sociaux. Sans être politiques, ces hommes ont participé au monde politique ; sans être strictement militaires, ils ont été intégrés aux

institutions militaires ; ils ne peuvent être qualifiés de purs intellectuels ou purs stratèges, mais ils se sont toujours trouvés en position d'observateurs d'un monde qui change et ont fait preuve d'un talent de penseur et d'écrivain. Cette combinaison explique qu'ils soient assez rares.

Clausewitz, officier, penseur et conseiller du Prince

Clausewitz rassemble à un degré tout particulier l'ensemble de ces critères. Né en 1780 et fils d'un officier qui combattit lui-même dans l'armée prussienne, le jeune Carl a été soldat dès l'âge de 12 ans. Toute sa vie a donc baigné dans le milieu militaire, soit au sein même des forces prussiennes, soit au contact des dirigeants prussiens qu'il put observer et conseiller. Après avoir participé au siège de Mayence et aux campagnes du Palatinat, il entra en 1801 à l'Académie militaire de Berlin, avant d'être nommé aide de camp du prince Auguste. Dès cette époque, il est donc à la fois un officier, un conseiller des dirigeants politiques et un penseur. Son parcours va être marqué par plusieurs allers et retours entre ces trois grandes activités. Penseur, il s'inscrit dans le contexte de la réflexion militaire du XVIII^{e} siècle. Il a dû lire Montesquieu, Machiavel et peut-être Sun Zi. La thèse selon laquelle la guerre est la continuation de la politique est ainsi moins originale à cette époque que nous le pensons aujourd'hui et il a pu en trouver l'idée chez de nombreux auteurs du XVIII^{e} siècle, le comte Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert notamment. Combattant, il est capturé après la bataille d'Auerstaedt et passa un an en France avec le prince Auguste avant de redevenir conseiller et travailler avec Gerhard Johann von Scharnhorst à la réorganisation de l'armée, puis d'être nommé professeur à la nouvelle École de guerre. Lorsque le roi de Prusse décida,

sous contrainte, l'alliance avec Napoléon, ce patriote rompit avec les usages de l'époque en se mettant au service du tsar contre la France. Il réintégra l'armée prussienne en avril 1814 pour participer aux dernières campagnes des alliés. C'est à partir de 1818 qu'il prit les fonctions de directeur de l'Académie de guerre de Berlin, fonctions surtout administratives qui devaient lui laisser du temps pour écrire. Il rejoignit à nouveau l'état-major d'August Neidhardt von Gneisenau en 1831 pour mourir en campagne, du choléra, le 16 novembre 1831.

Sa vie le suggère, Clausewitz ne se comprend pas sans évoquer Napoléon ; les deux hommes ont eu, à certains égards, des vies parallèles. C'est en 1793 que l'un et l'autre connurent leur première campagne – le jeune Carl avait alors 13 ans. Et pour l'essentiel, 1815 marqua la fin de leurs activités sur le champ de bataille. Entre ces deux dates, l'officier prussien a développé un mélange de haine et d'admiration pour celui qui était son ennemi mais qu'il reconnaissait comme le « dieu de la guerre ». Car l'homme est d'abord un historien militaire prolixe, qui nous a laissé de nombreuses analyses de campagnes, en particulier, celle de Bonaparte. Toutes n'ont pas été traduites en français, mais nous disposons en particulier de *La Campagne de 1796 en Italie*, de *La Campagne de 1799 en Italie et en Suisse*, des *Notes sur la Prusse dans sa grande catastrophe*, de *La Campagne de 1812 en Russie*, de *La Campagne de 1813,* de *La Campagne de 1814*, et de *La Campagne de 1815 en France*. Le Prussien, pour qui la proclamation à l'armée d'Italie ou la victoire de Rivoli relèvent des plus beaux morceaux d'histoire militaire, est fasciné par ce général à la « forte éducation classique » qui trouve dans l'exaltation de la victoire la confiance qui « élève l'âme au-dessus des calculs ordinaires du raisonnement ». Le génie de Bonaparte, sa force morale, le charisme qu'il manifeste avec ses troupes sont régulièrement célébrés pour souligner par contraste les limites des chefs coalisés face au jeune prodige : « Débuter par des coups décisifs et se servir des avantages ainsi obtenus pour frapper de

nouveaux coups, jouer toujours son gain sur une seule carte jusqu'à ce que la banque sautât […] c'est à cette méthode qu'il a dû le colossal succès dont il a joui. »

Dans ces récits historiques, Clausewitz n'aborde pas les questions de grande stratégie. La dimension culturelle de la campagne d'Égypte, la guerre navale, les aspects économiques du blocus continental, toutes ces dimensions échappent à Clausewitz. Il ne critique même pas les deux grandes erreurs stratégiques généralement reprochées à Napoléon, les interventions en Espagne et en Russie. L'essentiel de ses analyses historiques relève de ce que l'on appelle aujourd'hui l'art opératif, analysé dans les manœuvres et les dispositifs de batailles. Mais c'est à un niveau différent que Clausewitz porte sa réflexion. Ce qui le frappe, c'est la force avec laquelle Bonaparte a su saisir la transformation du phénomène guerrier dans cette période charnière entre les Lumières et le romantisme. Par contraste avec les savantes campagnes du XVIII^e^ siècle qui souvent voyaient les forces monarchiques éviter l'affrontement direct, la guerre pratiquée par Bonaparte à la tête de son armée de citoyens est menée conformément à sa nature profonde, pour battre l'armée adverse et provoquer la décision dans la bataille. C'est Bonaparte qui révèle à Clausewitz ce qu'est la guerre.

Une filiation directe unit donc ses analyses historiques et ses œuvres théoriques. Ces dernières ne se limitent pas à ce que Raymond Aron devait appeler « Le Traité » *De la guerre* ; Clausewitz écrivit aussi des essais plus ramassés, la *Théorie du combat. Enseignement militaire au prince de Prusse* et les *Principes fondamentaux de stratégie militaire*. Mais cette pensée théorique, et en particulier *De la guerre*, ne vint à maturité que grâce à une autre rencontre, celle qui devait aboutir à son mariage avec Marie von Brühl, une aristocrate de la bonne noblesse prussienne. Si le couple n'eut pas d'enfant, leur postérité fut ailleurs : le dialogue des époux fut constant et il n'est sans doute pas excessif d'attribuer à Marie von Brühl une part des

idées théoriques de Carl von Clausewitz. C'est d'ailleurs elle qui, veuve, assembla et fit publier en 1832 le Traité, laissé inachevé par son époux.

De la guerre, un ouvrage inachevé

Ce texte vaut à Clausewitz d'être devenu un classique. Il s'agit d'une réflexion sur la nature de la guerre plus qu'un recueil de recettes pour la gagner. Cette idée doit rester à l'esprit du lecteur des huit livres qui structurent le Traité. S'agissant d'un ouvrage inachevé, on pourra y trouver des contradictions, mais on les dépassera en lisant les livres III à VII à la lumière des livres I, II et VIII, plus philosophiques.

Dès le chapitre premier du livre I, sans doute le plus important de l'ouvrage, Clausewitz introduit le concept de guerre absolue. Cette notion primordiale et originale désigne un affrontement pur, théorique, caractérisé par une ascension inéluctable à la violence extrême, sous l'effet des actions réciproques des deux belligérants qui cherchent chacun à faire la loi de l'autre, afin de le désarmer et, en définitive, de s'assurer de la prépondérance des moyens qu'ils mettent en œuvre. Cette guerre absolue reste une notion abstraite ; elle ne peut se concrétiser, même par l'idée historique de guerre totale, qui renvoie à l'idée de mobilisation de toute la société, à vrai dire étrangère à Clausewitz. Le général prussien explique en effet pourquoi la réalité s'écarte de la guerre absolue : l'influence de la politique, la nature des hommes qui combattent, les passions des peuples et les multiples circonstances d'un conflit conduisent à une limitation de toute guerre réelle. Ce chapitre premier présente aussi les trois définitions de la guerre. La première l'appréhende comme une épreuve de force destinée à contraindre l'adversaire à se soumettre à notre volonté. La deuxième la décrit comme la continuation de la politique par d'autres moyens. Enfin, la troisième fait appel à la notion de « paradoxale trinité », pour envisager la

guerre comme le résultat de l'interaction de trois pôles, l'entendement rationnel qui est plutôt l'attribut du gouvernement, les passions qui animent le peuple et la libre activité de l'âme qui est caractéristique du général commandant des troupes.

Le chapitre suivant introduit plusieurs dialectiques fondamentales pour l'analyse. Clausewitz décrit la dialectique des engagements réels et de ceux qui restent virtuels parce que, leur résultat paraissant par trop prévisible, ils produisent leurs effets sans même devoir se produire ; celle qui met en perspective les facteurs physiques et les facteurs moraux ; celle enfin des actions positives, qui visent à un gain, et des actions négatives visant simplement à fatiguer l'ennemi. Les derniers chapitres du livre I complètent cette étude des fondements philosophiques de la guerre en analysant les interactions entre le phénomène dans son ensemble et le comportement de l'homme plongé au cœur de la bataille. Ils introduisent en particulier le concept fondamental de friction. Cette idée originale rend compte des conditions de l'activité guerrière, caractérisée par le danger, l'incertitude, la fatigue physique, le hasard et la difficulté à combiner les actions d'individus et de matériels très hétérogènes. Il s'agit donc d'abord d'une notion essentiellement tactique ; d'autres facteurs de friction à un niveau supérieur, politique ou stratégique, apparaîtront dans le reste de l'ouvrage pour expliquer la nature si particulière de l'action de guerre, parmi lesquels les limites physiques et politiques à l'usage de la force militaire, le caractère imprévisible des réactions ennemies et la divergence entre les moyens et les fins propres à toute action militaire.

Clausewitz expose dans le livre II les éléments méthodologiques nécessaires à une étude plus détaillée, dont il cherche d'abord à décrire les difficultés spécifiques, liées à la fois à la nature profonde de la guerre et aux limites de notre accès à l'expérience. Dans ce cadre, le chapitre sur la critique historique, destiné à évaluer dans quelle mesure on peut apprécier a posteriori les décisions des chefs militaires, propose de manière saisissante

les éléments essentiels à la mise au point d'une méthode de raisonnement des problèmes de tactique ou de stratégie.

Sur des sujets approchants, le livre VIII est resté à l'état d'esquisse, sous le titre « Le plan de guerre ». Clausewitz y indique que la théorie a moins pour but de résoudre les problèmes que d'en écarter les solutions manifestement erronées. L'opposition entre la forme idéale de la guerre et sa forme réelle est à nouveau soulignée, et inspire ensuite un long développement sur la notion de centre de gravité, « pivot de la puissance et de tout mouvement » contre lequel les coups doivent être dirigés de manière privilégiée pour atteindre leur efficacité maximale. L'impact de la politique sur l'activité guerrière est ensuite analysé plus longuement que dans le livre I, et permet à Clausewitz d'introduire l'idée fondamentale des deux sortes de guerre, celles qui visent à abattre l'ennemi pour dicter la paix et celles qui ne visent qu'un objectif limité, la conquête d'un territoire qui servira ensuite de gage dans les négociations de paix.

Les cinq livres centraux abordent de manière plus concrète les principales composantes du phénomène guerrier dont les livres I, II et VIII offrent l'analyse fondamentale. Entre autres perspectives, ils peuvent être lus comme un exposé sur les conséquences de l'existence des multiples facteurs de friction. Jusque-là, Clausewitz a expliqué en substance qu'ils sont à la fois inéluctables et essentiels, comme la rareté constitue le facteur inéluctable et essentiel de l'économie. C'est bien la recherche du meilleur parti à tirer de ces limitations qui constitue toute la difficulté de l'étude des problèmes de stratégie et de tactique, de préparation opérationnelle et d'attaque ou de défense.

Le livre III traite ainsi, sous le titre assez générique de « Stratégie », des principaux facteurs dimensionnant une campagne, et en particulier des facteurs moraux, individuels et collectifs. Que faut-il entendre par la force d'âme du soldat, se demande-t-il ? Il s'agit de « la faculté d'écouter la raison, même au plus fort de l'émotion. […] Le contrepoids à

l'effervescence des passions n'est autre que le sentiment de la dignité humaine, ce besoin d'agir en toute circonstance comme un être doué de raison et de discernement ». Les réflexions sur la vertu guerrière d'une armée sont également très actuelles. Le livre examine ensuite les problèmes liés à la meilleure utilisation des forces disponibles dans les trois dimensions du temps, de l'espace physique et de l'information, en tirant parti de l'asymétrie qui règne dans ce dernier domaine par l'utilisation de la ruse et de la surprise. Il souligne notamment la difficulté d'obtenir la surprise et son effet majeur qui porte sur la cohésion de l'unité qui en est victime. Sa réflexion paradoxale sur le caractère exceptionnel de l'action en guerre comme sur les interactions entre l'intensité des combats et la politique est fascinante : « Malheur au ministère qui affronte avec une politique de demi-mesures et un système militaire périmé un adversaire qui tel un ouragan ne connaît d'autre loi que celle de sa force intrinsèque. »

Le livre IV poursuit en étudiant en détail les raisons, les modalités et les conséquences des engagements, en cherchant notamment à comprendre comment et à quel moment la décision intervient au profit du vainqueur, et quels en sont les critères. L'analyse de la psychologie du chef aux prises avec les données toujours incertaines d'une bataille en cours est particulièrement pénétrante, comme les critères de la victoire et les conséquences d'une défaite qu'il propose. Il faut néanmoins souligner que ce livre ne représente sans doute qu'une étape intermédiaire de la réflexion de Clausewitz : il n'est pas sûr que, ayant pu achever son livre, il aurait maintenu l'idée que la destruction des forces ennemies est le principe même de la guerre. Le livre V, peut-être celui qui a le plus vieilli, reprend de la distance en analysant l'impact des mesures préparatoires à la guerre, qu'il s'agisse de l'articulation des forces, de leur dispositif initial, de l'organisation des mouvements ou de leur ravitaillement.

Les deux livres suivants traitent respectivement de la défense et de l'attaque, en étudiant ce couple de concepts dont Clausewitz pointe à la fois

la profonde asymétrie et l'importance pour la compréhension du phénomène guerrier. Plus que les autres, ces deux livres alternent des enseignements tactiques, qui n'ont souvent rien perdu de leur actualité, avec des observations extrêmement pénétrantes sur la nature profonde de la guerre. Clausewitz relève que l'initiative de la guerre appartient – paradoxalement – au défenseur et souligne la force intrinsèquement supérieure de la défense, deux constats toujours saisissants. C'est l'occasion pour le théoricien de croiser les analyses du couple attaque-défense avec l'association d'idées complémentaires, comme celle des dispositifs concentriques et excentriques, du mouvement et du terrain, ou surtout de l'espace et du temps. D'un point de vue moins conceptuel, l'analyse de l'importance réelle des forteresses, des zones montagneuses, des fleuves et des forêts reste toujours aussi convaincante. C'est également dans le livre VI sur la défense que figurent les réflexions sur la guerre du peuple qui frappèrent bien des penseurs de la guerre révolutionnaire ainsi que l'amorce de la définition du centre de gravité. Cette notion qui devait s'intégrer dans le vocabulaire classique de la stratégie désigne le centre de la puissance d'un belligérant, contre lequel il faut faire porter ses efforts, notamment dans les guerres du premier type, celles qui visent à abattre l'adversaire. Tout en prolongeant les observations du livre VI à partir d'une perspective inverse, le livre VII sur l'attaque introduit la notion fondamentale de point culminant de la victoire, point au-delà duquel la prépondérance initiale de l'assaillant disparaît et le contraint à passer à la défensive. Certes, la dialectique entre la défense et l'attaque a été aujourd'hui modifiée par la multiplication des armes à longue portée ; mais l'analyse de Clausewitz suggère un dépassement du concept de défense par celui de présence sur un territoire. Si la défense est la forme la plus forte de la guerre, c'est parce qu'elle consiste à tenir un territoire en dépit de la violence adverse. Elle consiste ainsi à conduire l'ennemi à renoncer à son intention de conquête en le fatiguant par l'emploi de la violence. À la dialectique entre la défense et

l'attaque succède donc celle de la présence et de la violence, que le Prussien analyse parfaitement.

Finalement, le Traité fournit à celui qui veut comprendre les évolutions de la guerre un outil incomparable. Jamais dogmatique dans ses développements, il s'attache en permanence à rappeler que la réalité ne se laisse pas encadrer dans des schémas rigides. S'il introduit quelques concepts – guerre absolue, attaque, défense, etc. –, c'est pour souligner que chaque cas réel correspond simplement à une application partielle de ce qu'il décrit. Dans le Traité abondent les formules comme celles-ci : « on peut évidemment concevoir différents degrés et stades s'écartant de plus en plus du principe d'un contrecoup positif en revenant à celui d'une défense locale », « le territoire est donc l'objet de l'attaque, mais il n'est pas nécessaire que ce soit le pays tout entier, cela peut n'être qu'une partie ». C'est évidemment particulièrement vrai de la gradation très fine de l'intensité de la guerre réelle qui peut se rapprocher suivant des modalités chaque fois différentes de son concept de guerre idéale ou absolue. Cette aptitude du raisonnement à s'adapter à la variation de multiples facteurs permet alors de rendre compte de la grande diversité des guerres.

Chaque époque a compris Clausewitz à sa façon

Telle était au demeurant l'idée de Clausewitz. « J'avais l'ambition d'écrire un livre qu'on n'oublierait pas après deux ou trois ans, et que celui qui s'intéresse à la question pourrait à la rigueur prendre en mains à plus d'une reprise. » Formulé dans une note introductive à *De la guerre*, ce souhait a connu une fortune paradoxale. Si la postérité de cette œuvre a été considérable, bien des auteurs ont déploré qu'elle n'ait pas été lue. Dès

1857, l'Allemand Wilhelm Rüstow constata que « Clausewitz était souvent cité mais fort peu lu ». De fait, à l'image de Machiavel, Clausewitz a, bien malgré lui, donné naissance à un nom presque commun, celui de guerre clausewitzienne, devenu synonyme de guerre majeure interétatique pourtant bien éloignée du sens original de son œuvre. À vrai dire, une simple réflexion de bon sens rend l'accusation belliciste qui lui est souvent attribuée peu vraisemblable. Une théorie de la guerre, surtout lorsqu'elle revêt une portée philosophique, est presque naturellement une théorie de la limitation de la guerre, puisqu'elle cherche soit à l'éviter soit à la raccourcir par une victoire le plus rapide possible. À bien des égards, c'est ce qu'illustrent les quatre époques de sa réception, chacune marquée par l'une des définitions de la guerre et qui ont progressivement construit l'image que nous avons aujourd'hui du penseur prussien.

La diffusion des ouvrages de Clausewitz en Allemagne à partir de 1832 bénéficia d'un engouement immédiat dont l'écho franchit vite les frontières, puisque, dès 1833, une première mention de *De la guerre* apparaît en France dans un périodique militaire. En 1840, le titre est mentionné dans le cours d'art militaire professé à Saint-Cyr. On sait que le duc de Wellington étudia lui-même Clausewitz en 1842. C'est aux Pays-Bas que fut entreprise en 1846 la première traduction intégrale du Traité, une traduction suivie trois ans plus tard par la version française, due à un officier belge, le major Jean-Baptiste Neuens. Celui à qui on devait longtemps le comparer, Jomini, contribua aussi paradoxalement à sa popularité en le prenant à partie dans son *Précis de l'art de la guerre*.

La victoire de la Prusse en 1870-1871 transforme ce pays en référence de la pensée militaire, bien au-delà de l'Europe, et érige Clausewitz en prophète de cette influence. Témoignage exemplaire de cette mondialisation, la Chine traduit *De la guerre* en 1911 à partir d'une version japonaise de 1903. Dans le monde anglophone, deux traductions se succèdent en 1873 (James Graham) et en 1908 (Frederick Natusch Maude),

mais celle-ci n'est diffusée qu'à… 69 exemplaires ! On sait que l'Américain Alfred Thayer Mahan a lu le Prussien, dont le Britannique Julian S. Corbett a par ailleurs offert l'une des plus convaincantes interprétations dans le domaine naval, en même temps qu'il élaborait les premiers éléments d'une théorie moderne de la guerre limitée.

Clausewitz connaît une carrière remarquable en France, où il ne manque pas d'attraits : il est perçu comme l'historien des guerres de Napoléon que l'on cherche à imiter, le théoricien à l'origine de la puissance militaire de la Prusse que l'on rêve d'abattre et le philosophe des forces morales que l'on souhaite développer. Pour exorciser la défaite, on se concentre durant cette seconde période sur la première des trois définitions de la guerre, celle qui la caractérise comme un acte de violence physique destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. Après 1918 sonne l'heure du procès de Clausewitz qui, accusé, notamment par le Britannique Basil H. Liddell Hart, d'être responsable des déboires du début du conflit, fait figure en France de bouc émissaire des erreurs attribuées aux brevetés de l'École de guerre ; ce procès aboutit progressivement à la disparition de Clausewitz, absent de tous les débats sur la mécanisation des forces ou sur la bataille méthodique. Ce procès est, à l'examen, assez injuste. Lorsque Clausewitz a été critiqué, dans les années qui précèdent la guerre, c'est souvent, au contraire, pour avoir entravé le libre déploiement d'une théorie de la guerre sans limite. C'est vrai au niveau supérieur de la guerre, où on lui reproche de cautionner l'ingérence de la politique dans les préoccupations proprement militaires. C'est vrai au niveau de la tactique, où l'analyse de la force intrinsèquement supérieure de la défensive est fréquemment regrettée.

Si ce Clausewitz de l'avant-guerre disparaît après la paix, il ressuscite sous de nouveaux traits dans les années 1930. Il sort du champ de la littérature strictement militaire pour rejoindre la sphère de la science politique et de la philosophie. Face aux dangers de cette troisième période marquée par la guerre totale, le fait nucléaire et la guerre révolutionnaire,

les analystes se concentrent sur la deuxième définition de la guerre, que Raymond Aron baptise « la Formule » : « la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Cette Formule tant de fois citée a fait l'objet de deux interprétations. La première, la plus courante, est sous-tendue par une approche chronologique et instrumentale de la guerre : la politique définit les objectifs que la guerre est ensuite chargée d'atteindre. Mais la seconde est sans doute plus conforme aux idées de Clausewitz : la guerre est une modalité différente des relations avec l'adversaire, mais concomitante avec la politique. Clausewitz indique ainsi que la guerre est une négociation qui utilise les batailles au lieu des notes diplomatiques. À partir de cet accent mis sur la politique dans la guerre, un groupe de pensée se dégage qui va jouer un rôle majeur. À la suite de Lénine, les marxistes s'approprient Clausewitz, dont l'insistance sur le rôle de la politique entre naturellement dans leurs vues, même si le débat qui se développe en Union soviétique sur l'opportunité de se référer à ce penseur de l'art militaire bourgeois conduit Joseph Staline à le mettre à l'index après 1945. C'est dans ce cadre que s'inscrit la nouvelle traduction du Traité réalisée en France en 1955 par Denise Naville, qui fait encore référence. Deux préoccupations – qui partent de la Formule – vont alors structurer les réflexions menées à l'aide des écrits du général prussien.

Il s'agit d'abord de limiter la guerre, dans une période où le paradigme de la guerre totale s'est imposé. Le fait atomique pose en effet de nouvelles questions : comment une guerre nucléaire pourrait-elle être limitée ? Ce constat questionne la validité de la Formule. Le général Pierre Marie Gallois, Hannah Arendt ou Pierre Hassner pensent que la guerre nucléaire la condamne. Mais en réalité, il n'y a pas d'opposition de fond avec Raymond Aron ou Fernand Schneider qui jugent pour leur part que la Formule reste valide. Tous pensent qu'elle préconise que la suprématie de la politique soit un moyen de limiter la guerre. Les premiers imaginent simplement que la guerre nucléaire étant possible, elle rend caduque la Formule. Les seconds

pensent plus ou moins implicitement que la guerre nucléaire ne se produira pas, précisément à cause de la Formule

L'autre préoccupation qui structure le débat est celle des limites conceptuelles de la guerre. Face à Aron qui seul maintient l'idée d'une différence de nature entre la guerre et le reste des relations sociales, de très nombreux auteurs s'attachent à souligner au contraire que la guerre n'est pas, ou ne peut plus être, un phénomène isolé dans le monde des humains. Lorsqu'il prône la guerre totale, l'Allemand Erich Ludendorff appelle de ses vœux une subordination de toute vie sociale et politique à la guerre. Le débat s'oriente dès lors dans deux directions différentes. D'une part, notamment sous l'influence marxiste, la volonté d'appliquer les théories relatives à la guerre dans le domaine de la politique intérieure. D'autre part, arguant de l'interdépendance des dimensions militaire, politique, économique, sociale et culturelle de la guerre moderne, une autre tendance s'affirme, qui prône une approche globale du conflit. Cette approche est plutôt le fait des militaires qui cherchent des solutions pragmatiques à une donne stratégique en évolution. C'est la « grande stratégie » de Liddell Hart, la « stratégie totale » d'André Beaufre, la « stratégie intégrale » de Lucien Poirier. On peut cependant se demander si ces analyses ne visent pas à renverser la Formule, en subordonnant les aspects non militaires de la guerre à l'antagonisme qui fonde l'action militaire. En ignorant l'essentiel des liens entre politique et action militaire, certains penseurs militaires d'avant 1914 couraient le risque de rejeter les impératifs de la politique. En affirmant un lien indissociable entre guerre et politique, les penseurs d'après 1945 ne courent-ils pas un autre risque, celui de rendre la politique entièrement dépendante de la guerre ? En sortant du monde militaire, la stratégie n'est-elle pas le concept qui permet à la guerre de recouvrir en définitive tout le champ politique ?

Après le Clausewitz militaire qui a précédé la Grande Guerre et le Clausewitz politique qui marque la partie centrale du XX^{e} siècle, c'est un

Clausewitz américain qui émerge après 1990, dans un contexte où domine la notion d'incertitude. La réflexion de Clausewitz avait été stimulée par la défaite de la Prusse face à la France napoléonienne ; la France l'avait découvert au lendemain de la débâcle de 1870-1871 ; sans surprise, la défaite américaine au Vietnam amène les penseurs à se pencher sur le maître prussien. Dans cette dernière période de sa réception, l'œuvre retrouve ainsi le champ de la réflexion proprement militaire. Sont alors mis en exergue des concepts appelés à une belle postérité, sous l'ombre portée de la définition de la guerre comme une paradoxale trinité. Cette approche permet au colonel de l'armée américaine Harry G. Summers, qui s'était battu en Corée et au Vietnam, d'analyser l'échec américain dans ce dernier conflit, attribué à une implication insuffisante du peuple américain dans la guerre ; de même, la notion de centre de gravité va imprégner les méthodes de planification de l'OTAN et de ses États membres ; c'est le brouillard de la guerre que l'amiral américain William A. Owens prétendra dissiper grâce à la guerre en réseau.

Pourtant cette omnipotence de Clausewitz est contestée. Sur la forme d'abord, en raison des biais que la traduction de Peter Paret et Michael Howard ont pu introduire, en reflétant leurs présupposés libéraux. Sur le fond ensuite, plusieurs auteurs estimant que l'évolution de la guerre, caractérisée par le rôle des acteurs non étatiques et de l'asymétrie, périme l'analyse d'un penseur associé à la guerre étatique du début du XIX^{e} siècle. La guerre est son propre but plus que la continuation de la politique, soutiennent sous des angles différents des auteurs comme Martin van Creveld en Israël, John Keegan et Mary Kaldor en Grande-Bretagne, ou Bertrand Badie en France. Un temps anesthésié par la puissance de l'analyse aronienne, le débat sur Clausewitz va renaître en France et atteindre un niveau inédit, en raison sans doute de l'influence de la littérature venue des États-Unis, ce qu'illustrent des auteurs comme le général Vincent Desportes ou le général Michel Yakovleff qui se

démarquent d'ailleurs de l'influence américaine. Mais ce phénomène d'importation est accompagné d'une nouvelle vague de traductions ; deux nouvelles versions du Traité et des textes inédits s'ajoutent à la réédition de traductions plus anciennes.

Rares sont en définitive les chefs militaires ou les acteurs politiques dont on puisse affirmer que les idées de Clausewitz ont influencé les actions, bien que l'on puisse documenter l'étude du Traité par le futur maréchal Foch et citer la somme de Raymond Aron. De fait, un responsable ne se nourrit jamais d'un seul et unique auteur, a fortiori de Clausewitz qui se refuse à donner des recettes de victoire. Le penseur souhaite seulement accompagner le futur chef sur le champ de bataille pour qu'il puisse lui-même trouver la solution adaptée au problème qu'il rencontre. « La théorie doit être une observation et non une doctrine », écrit-il, avant de poursuivre : « c'est une investigation analytique de l'objet qui aboutit à sa connaissance exacte, et, appliquée à l'expérience, en l'occurrence à l'histoire de la guerre, entraîne la familiarité avec cet objet. Plus elle atteint ce but, plus elle passe de la forme objective d'un savoir à la forme subjective d'un pouvoir, et plus son efficacité se révélera même si la nature de la chose n'admet d'autre décision que celle du talent ; c'est par celui-ci qu'elle deviendra efficace. […] La théorie est destinée à éduquer l'esprit du futur chef de guerre, disons plutôt, à guider son auto-éducation, et non à l'accompagner sur le champ de bataille, tout comme un pédagogue avisé oriente et facilite le développement spirituel du jeune homme sans pour autant le tenir en laisse tout au long de sa vie ».

Relire Clausewitz !

Ces conseils restent valables aujourd'hui et c'est la raison pour laquelle il faut relire Clausewitz. À l'image de la situation qui prévalait à la fin du

XVIII[e] siècle, une période durant laquelle la guerre a profondément évolué, nous vivons aujourd'hui une nouvelle phase de transformation du phénomène. Une recommandation issue du premier chapitre du livre I pourrait servir d'introduction à toutes les autres : « Le premier, le plus important, le plus décisif acte de jugement qu'un homme d'État ou un commandant en chef exécute consiste alors dans l'appréciation correcte du genre de guerre qu'il entreprend, afin de ne pas la prendre pour ce qu'elle n'est pas et de ne pas vouloir en faire ce que la nature des circonstances lui interdit d'être. » Autrement dit, Clausewitz n'offre pas la clé de futurs succès politiques ou militaires, mais la méditation de ses textes évitera de grands déboires.

Penseur de la réalité du monde et des relations entre les hommes, Clausewitz nous livre à cette fin un message central qui se résume simplement. La guerre est un phénomène redoutable, mais pour l'éviter, ou a minima en limiter les effets tragiques, il faut en comprendre la nature : celle d'une relation entre deux groupes humains. Et comme toute relation, elle est difficilement maîtrisable – un point qui mérite d'être rappelé au moment où les conceptions nouvelles de la violence armée tendent à omettre cette dimension fondamentale. Cette dénégation emprunte plusieurs formes. Dans le champ lexical, l'adversaire nommément désigné a tendance à être remplacé par une catégorie, voire par un phénomène, ce qu'illustre le concept de guerre globale contre le terrorisme né après les attentats du 11 septembre 2001. Or, si on peut entrer dans une forme de relation avec un groupe humain, fût-ce un groupe terroriste, on n'entre pas en relation avec un phénomène. Dans le champ de la technique, le mode d'exercice de la violence tend aussi à s'affranchir de la nécessité de la relation, à l'instar ici encore du terrorisme, mais aussi de certaines méthodes de guerre moderne reposant exclusivement sur le recours à des armes à longue distance utilisées contre des individus plus que contre des groupes.

Clausewitz le suggère, la nature de la guerre s'impose malgré tout. Si nous oublions que la guerre est une relation, nous n'échapperons pas pour autant à cette réalité dont les effets sont toujours durables. L'ennemi n'est jamais un objet passif. Il réagit et il est toujours difficile de prédire ce à quoi peut aboutir la montée aux extrêmes. Double, le message du penseur renvoie dos à dos les hommes qui refusent par principe la violence guerrière et ceux qui sont tentés de la considérer comme un moyen prometteur et habituel de résoudre les problèmes politiques. Aux premiers, il porte un message de lucidité : la guerre n'est pas toujours un choix. Elle est, rappelle-t-il dans sa première définition, un acte de violence physique destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. D'où un inévitable corollaire : il peut aussi s'agir de faire en sorte que l'adversaire renonce à nous imposer la sienne. Clausewitz poursuit en soulignant que c'est là l'objectif final de la guerre, par essence politique, mais que l'objectif intermédiaire, l'objectif proprement dit des opérations, est de désarmer l'ennemi, ce qui implique, qu'on le veuille ou non, des effusions de sang. Il faut par conséquent éviter dans ce domaine les erreurs dues à la bonté d'âme, donc savoir faire la guerre et accepter que nous puissions être amenés à la mener. Cette réflexion acquiert un relief particulier à l'heure où la notion de guerre hybride traduit parfois, paradoxalement, l'idée que la guerre peut être évitée. Clausewitz contribue à ce débat dans le deuxième chapitre du livre I : « quand les fins politiques sont modestes, les motifs faibles, les tensions des forces minimes, un général circonspect et adroit cherchera tous les moyens d'éviter une grande crise et une résolution sanglante, pour se frayer un passage vers la paix en utilisant les faiblesses de son adversaire dans les domaines diplomatiques et militaires. Nul n'a le droit de lui en faire grief, si ses hypothèses sont parfaitement fondées et aptes à mener au succès. Mais il doit toujours avoir conscience qu'il emprunte là une voie hasardeuse, sur laquelle le dieu de la guerre risque de le surprendre ; il doit toujours garder un œil sur l'adversaire, afin de ne pas

l'affronter au fleuret moucheté quand l'autre l'attaquera avec un sabre tranchant ». Clausewitz avait dénoncé les penseurs du XVIII[e] siècle qui voulaient éviter les batailles par des manœuvres sophistiquées. Nous n'éviterons pas la guerre par des manœuvres économiques ou numériques.

Mais Clausewitz rappelle à ceux qui tentent de relativiser ou d'occulter les dommages et les conséquences de la guerre qu'elle échappe à ceux qui l'ont décidée. La montée aux extrêmes représente un risque permanent, puisque chaque adversaire cherche à faire la loi de l'autre et qu'il n'y a pas de limite à la violence, parce que chacun tente de désarmer son adversaire et parce que la volonté de chacun s'adapte à celle de l'autre pour la surpasser. Lorsque ce risque se matérialise, lorsque la guerre « sort de son lit », elle transforme profondément les sociétés qui la mènent et échappe à leurs initiateurs. Mais alors il est trop tard.

En dessinant ainsi les deux limites du sentier étroit sur lequel nous sommes tenus d'avancer, Clausewitz lance un appel à la responsabilité humaine. Écrivant au début du XIX[e] siècle, il invalide par avance une vision positiviste et déterministe des affaires humaines. La défaillance née de l'imperfection de l'homme, l'appréhension éprouvée devant le cours des choses, le hasard malheureux et l'impossibilité d'avoir une connaissance précise de la globalité d'une situation caractérisent toutes nos entreprises. Face à ces obstacles, l'entraînement dans le monde militaire, mais beaucoup plus largement l'éducation et la formation dans la société jouent un rôle majeur pour préparer l'homme à gérer l'inconnu et à s'engager dans le monde de la relation et l'altérité. On le voit, Clausewitz est beaucoup plus qu'un stratège, et c'est sans doute pour cette raison qu'il est au fil des décennies sans cesse redécouvert.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Carl von Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1955.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, Gallimard, 1976.

Bruno Colson, *Clausewitz*, Perrin, 2016.

Benoît Durieux, *Clausewitz en France. Deux siècles de réflexion sur la guerre*, Economica, 2007.

GRANDE STRATÉGIE

Alexandre Sviétchine, ou combiner les dialectiques pour atteindre le but final de la guerre

Benoist Bihan

En Occident, Alexandre Sviétchine est longtemps resté un parfait inconnu, et son exhumation de la pensée militaire soviétique l'a longtemps ravalé au rang de penseur de l'art russe de la guerre : un produit d'une époque et d'une culture stratégique, aidant à étudier celle-ci mais sans plus. Ce biais de « soviétologue » s'est aggravé d'une historiographie dominée par la figure hors norme et tragique de Mikhaïl Toukhatchevski, laissant certes à Sviétchine les comparatifs envieux de « Clausewitz russe » ou « Clausewitz rouge » mais toujours ravalé au second plan du démiurge de la mécanisation de l'Armée rouge. Toukhatchevski, le théoricien réputé génial de la bataille puis de l'opération « dans la profondeur », est largement perçu comme l'architecte posthume du triomphe de l'Armée rouge en 1943-1945. C'est ignorer que la doctrine, à l'élaboration de laquelle il a effectivement présidé, n'aurait pas existé sans la formulation préalable par Sviétchine de la discipline qu'elle entend mettre en œuvre, l'art opératif. C'est aussi gommer les limites à la fois de l'homme et de sa pensée, notamment sa grave cécité défensive en partie, sinon largement responsable, du désastre

soviétique de juin 1941 – cécité contre laquelle Sviétchine s'était élevé, se heurtant violemment à l'impérieux Toukhatchevski.

Tardivement réhabilité comme théoricien majeur en URSS même, et bien qu'il soit désormais considéré en Russie comme un stratège fondamental, Sviétchine demeure largement méconnu en Occident, et tout particulièrement en France. Il s'agit pourtant d'une figure rare, celle d'un stratège complet dont la pensée, d'application universelle, va de la politique au combat, ne négligeant aucune dimension. Clausewitzien, Sviétchine n'est pas seulement un héritier mais un véritable continuateur, l'homme qui aura su compléter l'œuvre du Prussien, capable au même titre que ce dernier d'appréhender la guerre dans sa globalité.

Un officier du tsar

Alexandre Andreïevitch Sviétchine naît à Odessa le 29 août 1878. Son père Andreï Mikhaïlovitch, alors colonel – il finira sa carrière lieutenant-général –, y sert comme chef d'état-major de la 34^{e} division d'infanterie. Sa mère, Nionila Mikhaïlovna, est la fille d'un propriétaire terrien d'Ekaterinoslav – aujourd'hui Dnipro, en Ukraine. La famille Sviétchine est d'ancienne noblesse : ses origines se lisent comme une plongée dans l'histoire médiévale de la Russie. La généalogie familiale fait remonter leur origine à un Live – habitant de la Livonie – du nom de Christopher Karl Dola, ayant émigré d'abord vers la ville frontalière de Pskov où il se serait converti à l'orthodoxie, puis vers Tver, où il se met au service du grand-duc Alexandre Mikhailovich, alors en lutte contre la principauté de Moscou. C'est l'un des arrière-petits-fils de Dola, Andreï Constantinovitch Levashov Svecha, qui donne naissance à la branche Sviétchine, cadette de la prestigieuse lignée comtale des Levashov – dont l'un des membres, Vladimir Vasilievitch, alors major-général dans l'artillerie, est gouverneur

militaire et maire d'Odessa au moment où naît Alexandre. Rapidement passée au service des princes moscovites qu'elle ne quittera plus, sa famille aura donné à la Russie plusieurs générations de serviteurs de l'État : gouverneurs, intendants, et de nombreux soldats, parmi lesquels plusieurs généraux dont les états de service s'égrènent comme une liste des guerres russes.

Ce milieu aristocratique et militaire prédispose les fils Sviétchine à embrasser la carrière des armes : l'aîné Mikhaïl sera cavalier ; Alexandre, qui intègre en 1895, deux ans après son aîné, le prestigieux 2e corps de cadets de Saint-Pétersbourg, choisit l'artillerie, et entre en 1897 à l'école d'application de cette arme, l'Académie militaire Mikhailovskaïa. Il en sort sous-lieutenant et commence sa carrière dans le district militaire de Vilna – aujourd'hui Vilnius, en Lituanie. Lieutenant en 1900, Alexandre rejoint les bancs de l'Académie Nicolas de l'état-major général, tremplin vers des fonctions d'état-major et de commandement plus élevées, et deviendra capitaine breveté d'état-major en 1903. Au début du XXe siècle, le jeune Sviétchine est donc un technicien à deux titres : par sa formation initiale dans « l'arme savante », l'artillerie, et en raison de sa maîtrise des techniques d'état-major. Cet apprentissage dote le futur penseur d'un socle intellectuel plus solide que nombre de ses collègues qui, à l'époque, préfèrent encore l'équitation ou les parades à la tactique et à l'appréhension des problématiques logistiques ou de commandement. Ces sujets en revanche préoccupent le jeune Sviétchine, qui a souvent la charge de l'instruction des troupes au sein des unités où il sert.

L’expérience fondatrice de la guerre russo-japonaise

L’année suivant sa sortie de l’Académie Nicolas, et après avoir commandé une compagnie du 3e régiment d’infanterie finnois – l’artilleur aurait entre-temps basculé dans l’infanterie –, il se porte volontaire pour l’Extrême-Orient où vient d’éclater la guerre russo-japonaise. Ce baptême du feu signe aussi l’acte de naissance du penseur militaire, même si Sviétchine a commencé à publier des articles dès 1899. Il commande d’abord une compagnie du 22e régiment d’infanterie sibérien, puis se voit affecté à l’état-major du 16e corps d’armée, où il reste trois mois seulement, avant d’être promu à nouveau, cette fois à l’état-major de la 3e armée de Mandchourie.

C’est à ce poste, comme officier rattaché au quartier-maître général de l’armée (c’est-à-dire son logisticien en chef) qu’il participe à la bataille de Moukden (20 février-10 mars 1905), plus grand choc d’armées depuis celui de Leipzig en 1813 et dépassant cette « bataille des Nations » en volume comme en durée : plus de 600 000 combattants s’y affrontent pendant près de trois semaines. Un choc fondateur. D’une part, Sviétchine constate l’obsolescence de la notion de bataille au sens classique du terme, étant donné la dilatation dans l’espace – le front des trois armées russes couvre une cinquantaine de kilomètres au début de l’affrontement – mais aussi dans le temps des combats. D’autre part, le jeune capitaine de 27 ans contemple la déconfiture du haut commandement de son armée qu’il juge sévèrement, peut-on estimer au vu de sa trajectoire et de ses écrits ultérieurs. Ce sentiment transparaît-il dans les études rédigées par Sviétchine, affecté au lendemain du conflit à la commission militaro-historique réunie par l’état-major général de l’armée impériale pour tirer ce que nous appellerions aujourd’hui un « retour d’expérience » sur la guerre russo-japonaise ? Toujours est-il que le pouvoir tsariste, en plein

raidissement après la révolution avortée de 1905, ne tient guère compte des travaux de la commission ni des autres études que Sviétchine rédige en parallèle. Après de timides tentatives de réforme sous le général Fiodor Fiodorovitch Palitsyne, nommé chef de l'état-major général en 1905 – et écarté dès 1908 –, l'armée russe abordera le conflit à venir avec un commandement tout aussi défaillant qu'en 1904.

Ce début de carrière évoque irrésistiblement celui du jeune Carl von Clausewitz : Moukden joue pour Sviétchine le même rôle qu'Auerstaedt pour le penseur prussien, et les deux hommes se rejoignent aussi dans la méthode qu'ils appliquent pour surmonter le traumatisme de la défaite. Là où Clausewitz rédige ses *Notes sur la Prusse dans sa grande catastrophe*, Sviétchine écrit en 1907 un essai au titre évocateur, *Préjugés et réalité du combat*. Entre-temps, l'officier a rejoint le district militaire de Varsovie, face à l'Allemagne, d'où il est toutefois rappelé en 1908, pour rejoindre un nouvel organisme, le GUGSh (*glavnoe upravlenie general'nogo shtaba*) – la « direction principale de l'état-major général ».

La création en 1905 de cet organisme central, sur le modèle allemand, représente la principale réforme menée à bien par Palitsyne, qui a conçu le GUGSh comme un embryon de « grand quartier général » autonome en matière de conduite opérationnelle – mais son départ en 1908 réduira à néant cette autonomie. En son sein, Sviétchine, qui y demeure attaché jusqu'au début de la Grande Guerre, semble être chargé de renseignement militaire, travaillant en particulier sur les fortifications des frontières orientales autrichiennes et allemandes. Lisant parfaitement l'allemand, c'est vraisemblablement dans ces années qu'il constitue sa vaste connaissance de la pensée militaire germanique. Ce sont aussi des années de désillusion : après le remplacement de Palitsyne par Vladimir Alexandrovitch Soukhomlinov, ministre de la Guerre de 1909 à 1915, l'immobilisme triomphe de toute tentative de réforme en profondeur de l'armée impériale.

Guerre mondiale et guerre civile

Sviétchine n'est toutefois pas un simple clerc d'état-major. Colonel en 1914 et affecté à la Stavka – le quartier général de campagne de l'armée impériale – il prend bientôt le commandement du 6e régiment d'infanterie finnois à l'été 1915. Les promotions suivent rapidement : major-général au mérite en septembre 1916, il devient en janvier 1917 chef d'état-major de la 7e division d'infanterie puis, dans un contexte de déliquescence de l'armée tsariste, chef d'état-major de la 5e armée et, désormais lieutenant-général, adjoint du chef d'état-major du Front du Nord jusqu'à la révolution d'Octobre, ce qui en fait l'un des dix principaux chefs de l'armée russe moribonde.

La tourmente révolutionnaire et surtout l'éclatement d'une guerre civile après la prise de pouvoir par les bolcheviques en novembre 1917 posent à Sviétchine un cas de conscience : officier supérieur du tsar et représentant de la vieille noblesse, il pourrait opter pour les Blancs ou l'exil – ce que choisit son frère aîné Mikhaïl, alors général dans la Garde impériale, qui, après avoir combattu dans l'armée blanche de Lavr Gueorguievitch Kornilov et Anton Ivanovitch Denikine, vivra en exil en France jusqu'à sa mort en 1964. Par patriotisme, estimant sans doute que les Rouges sont les mieux aptes à gouverner, par écœurement peut-être vis-à-vis d'un régime dont il a pu mesurer depuis 1905 la décrépitude et l'incapacité à se réformer, Alexandre Sviétchine décide en mars 1918 de rejoindre l'Armée rouge. Il devient ainsi l'un des *voenspetsy*, ces « spécialistes militaires » qui apportent à la milice bolchevique une expertise technique dont elle a cruellement besoin, mais dont le régime se méfie en raison de leur association passée avec le tsarisme.

Cette défiance n'empêche pas Sviétchine d'occuper rapidement des fonctions élevées, aucun des autres *voenspetsy* n'alignant ses états de service. Il doit à sa profondeur intellectuelle autant qu'à son bagage

opérationnel de se voir confier trois fonctions en parallèle : la responsabilité cruciale de la défense de Petrograd, celle de chef d'état-major du front occidental et celle de commandant de la région militaire de Smolensk – autrement dit, toute la défense du nord-ouest de la Russie bolchevique. En août, il devient chef de l'état-major de campagne (*vseroglavstab*) de l'Armée rouge. C'est son dernier commandement opérationnel : dès novembre, brouillé avec le commandant en chef en titre, Jukums Vatsetis, qu'il juge incompétent, Sviétchine est écarté de toute responsabilité opérationnelle. Conscient de sa valeur, Léon Trotski l'exfiltre alors vers l'Académie militaire de l'Armée rouge, dont les besoins en officiers instruits sont criants, et lui offre d'y diriger la commission militaro-historique. Sviétchine passera le reste de sa carrière dans ces deux rôles de professeur et d'historien.

Le professeur Sviétchine, de l'Académie Frounzé

Lorsque Alexandre Sviétchine prend ses fonctions professorales, le 28 novembre 1918, la guerre civile fait toujours rage, et il demeure attaché formellement à l'état-major général de l'Armée rouge jusqu'en août 1920. La paix revenue, il devient le directeur de la chaire d'histoire de l'art militaire à l'Académie militaire de l'Armée rouge, devenue en 1925 l'Académie Frounzé. C'est pour Sviétchine une sorte de retour aux sources, puisque « Frounzé » succède à l'Académie Nicolas ; il y dirige d'abord le département de tactique, et devient rapidement adjoint puis responsable du département de stratégie. Celui qui sera désormais connu dans toute l'Armée rouge comme le « professeur Sviétchine », malgré son rang d'officier général, ne cesse pas pour autant d'être impliqué dans les grands

débats militaires. Il faut dire qu'il est, parmi les officiers soviétiques, le plus capé. Il est le seul à avoir, d'une part, l'expérience de trois guerres – russo-japonaise, guerre mondiale, et guerre civile – et, d'autre part, à avoir commandé à tous les échelons, de la compagnie au front. Ce qui, avec ses écrits théoriques, le distingue de ses pairs, sans parler de son passé dans le renseignement et de sa connaissance de la fortification.

À court terme, il préside la commission militaro-historique qui dresse le bilan des premières années de l'Armée rouge et s'efforce aussi de tirer les leçons de la Première Guerre mondiale. Sviétchine, qui – alliance française oblige – était familier avant-guerre des auteurs et du débat militaires français, se procure également certains ouvrages écrits en France après 1918 ; de même, sa longue familiarité avec le débat militaire allemand lui permet de consulter les auteurs de ce pays. Il est certain qu'il a lu les trois ouvrages qu'Erich Ludendorff consacre à ses expériences, au lendemain immédiat de la guerre. Ces lectures, et ses propres travaux d'avant 1914, lui servent de matière première pour ses écrits des années 20. Ceux-ci sont variés, allant d'une étude sur le commandement régimentaire, tirée de son passage à la tête du 6e régiment finnois en 1916, à une plus ambitieuse *Histoire de l'art militaire* en trois volumes publiée en 1922-1923. S'y ajoutent des articles de l'encyclopédie d'histoire militaire – sur les guerres napoléoniennes, en particulier – et l'approfondissement de ses précédentes analyses de la guerre russo-japonaise.

Ici encore, le parallèle avec Clausewitz s'impose : l'étude historique – guerres du XVIIIe siècle et guerres révolutionnaires et impériales chez Clausewitz, guerres du XIXe et du début du XXe siècle pour Sviétchine – précède et prépare chez les deux hommes le travail théorique. Pour Sviétchine, *L'Histoire de l'art militaire* fournit la matière préparatoire au cours de stratégie dont il a désormais la charge. S'y mêle toutefois une autre, et décisive, influence. Les écrits marxistes et ceux de Lénine, qu'il découvre alors, ajoutent deux pans essentiels à sa réflexion : la politique et

les facteurs matériels, économiques en particulier. C'est de la synthèse qu'il en fait dans son cours qu'il extrait son maître ouvrage, *Strategiia* (*Stratégie*, 1926), qui recourt largement à des exemples historiques. Republié dès 1927 dans sa seconde édition définitive, *Stratégie* signe l'aboutissement théorique du long parcours militaire et intellectuel de Sviétchine, dont la carrière atteint alors son apogée. L'œuvre constitue la base d'une véritable doctrine stratégique et le socle fondateur de l'art opératif. Avant d'entrer dans les détails de la pensée « sviétchinienne », concluons sur la carrière – et la vie – de l'homme.

Au cœur des controverses stratégiques soviétiques

Alors même que paraît le maître-ouvrage de Sviétchine, l'Armée rouge, avec moins de 600 000 hommes, soit un huitième à peine des forces mobilisées au plus fort de la guerre civile, atteint son nadir. Ses unités sont réduites à un simple cadre de mobilisation et ses hommes sont plus occupés aux travaux des champs ou à ceux des mines et des – encore rares – usines qu'à la préparation au combat. Elle ne dispose d'aucun char, avion ou navire moderne. Cette période marque le point le plus bas non seulement pour les armes soviétiques, mais également pour la puissance militaire russe de Pierre le Grand jusqu'à nos jours. Circonstance aggravante, l'état de l'économie, qui stagne malgré les efforts, autant que celui de la direction politique, fragilisée par des luttes intestines dans un contexte où le pouvoir de Joseph Staline s'accroît, interdisent d'envisager un quelconque changement de situation dans l'immédiat. Sviétchine mesure lucidement cet état de faiblesse, d'autant qu'il accorde à la préparation et à la conduite

économique de la guerre, à la question des réserves et de la mobilisation comme à la logistique des pans entiers de ses écrits.

Or, le commandement soviétique est lui-même saisi d'une véritable panique : la guerre serait imminente. L'origine de cette frayeur est à chercher non seulement chez Staline mais aussi chez Kliment Iefremovitch Vorochilov, le commissaire du peuple à la Défense. Depuis la fin de la guerre civile, la politique extérieure soviétique se fonde sur le sentiment d'être une forteresse assiégée que menaceraient les puissances « impérialistes », Royaume-Uni et France en tête. En mai 1926, le retour au pouvoir en Pologne, à la faveur d'un coup d'État, de Józef Pilsudski, le maréchal qui a infligé une sévère défaite à l'Armée rouge devant Varsovie en 1920, est perçu comme le prélude à une attaque. Instruments des impérialistes occidentaux, Polonais et Roumains sont soupçonnés de préparer une guerre d'agression contre l'Union soviétique. Le soupçon devient quasi-certitude lorsqu'un an plus tard, en mai 1927, les relations diplomatiques entre l'URSS et le Royaume-Uni sont rompues à la suite de la fermeture de la mission commerciale soviétique à Londres, accusée de subversion. Cette fois, c'est certain, la guerre est imminente. La question fatidique reste celle, fameuse, de Lénine : que faire ?

Dans le débat houleux qui s'amorce, Sviétchine souligne que la faiblesse soviétique doit inciter à privilégier une stratégie d'attente, et si la guerre éclate, une stratégie d'usure. La défensive sera une nécessité initiale, quitte à concéder du terrain, le temps de mobiliser les hommes et de réarmer. La « ligne de conduite stratégique » doit se déterminer en fonction des – piètres – capacités industrielles soviétiques mais aussi de l'absence de réserves stratégiques dignes de ce nom. Ce n'est que dans un second temps qu'il sera possible de mener des opérations offensives ; encore faudra-t-il les concevoir « à buts limités » : d'abord éliminer la Roumanie, que Sviétchine considère comme le maillon faible de la coalition antisoviétique, avant de vaincre la Pologne. Sviétchine défendra jusqu'à la fin de sa vie ces

options prudentes en préconisant pour l'URSS une stratégie à buts limités, loin des excès offensifs des nombreux bolcheviques qui pensent pouvoir déclencher une révolution mondiale en cas de guerre contre les puissances « impérialistes » occidentales.

Cette sagesse s'oppose toutefois de front à la vision de celui qui est alors chef de l'état-major général de l'Armée rouge, Mikhaïl Toukhatchevski. Si ce dernier souscrit dans l'ensemble au tableau désastreux des moyens soviétiques, il en tire en effet des conclusions diamétralement opposées. Il formule ces conceptions dans le plan de guerre qu'il élabore en 1926-1927, et les reprend la même année dans son *Rapport sur la défense de l'URSS* : « à l'heure actuelle, ni l'URSS ni l'Armée rouge ne sont prêtes à la guerre […] une défense efficace de notre pays n'est possible que si nous pouvons perturber la constitution des forces de nos ennemis durant la période initiale [de la guerre]. […] Ce n'est qu'après plusieurs années d'industrialisation réussie que croîtra notre capacité à mener une guerre prolongée ». Autrement dit, la faiblesse des capacités industrielles impose une stratégie d'anéantissement se matérialisant par une frappe préemptive de l'Armée rouge en tout début de conflit, et d'abord sur l'ennemi le plus dangereux, la Pologne.

Cette opposition radicale entre les deux lignes de conduite stratégique prend rapidement un tour personnel, car les critiques de Sviétchine heurtent frontalement les projets grandioses que Toukhatchevski nourrit alors pour l'Armée rouge. Le maréchal n'aura de cesse de caricaturer les positions de Sviétchine, réussissant même à le faire passer à la postérité comme le « promoteur de l'attrition », l'héritier des stratèges du XIX^{e} siècle, le principal représentant d'un « large courant reflétant le pessimisme petit-bourgeois, l'opportunisme et la dérive droitière » au sein de l'Armée rouge. Débat biaisé, mais décisif, car la pensée militaire soviétique ultérieure se développera dans son ombre. Les accusations de Toukhatchevski et son propre passé de général du tsar font dérailler la carrière de Sviétchine : il est

arrêté, une première fois brièvement en 1930 puis à nouveau en juillet 1931, et condamné à cinq ans de goulag.

Il en sort dès février 1932 par la grâce, là encore, des tensions internationales : 1931 est aussi l'année de l'annexion japonaise de la Mandchourie, qui fait craindre à Moscou une nouvelle guerre russo-japonaise. Sviétchine est alors affecté à la direction du renseignement de l'état-major général, réminiscence de ses fonctions d'avant 1914, avant de retrouver son poste à l'Académie Frounzé. Figurent parmi ses écrits postérieurs à 1930 plusieurs travaux consacrés à l'armée japonaise et à l'Extrême-Orient, dont son dernier texte important qui sonne comme un retour aux sources : *La Stratégie du XX^e^ siècle à son premier stade. Opérations terrestres et navales de la guerre russo-japonaise 1904-1905*, publié en 1937. C'est également pendant cette dernière période que Sviétchine rédige une biographie de Clausewitz, qui paraît en 1935. Il semble alors se retirer des débats stratégiques, ce qui ne l'empêche pas d'être victime des grandes purges décrétées par Staline. Arrêté le 30 décembre 1937 par le NKVD comme « chef de file de la conspiration monarchiste des officiers moscovites », il est exécuté fin juillet 1938 – on ignore la date exacte – comme « membre d'une organisation d'officiers monarchistes et d'une conspiration militaro-fasciste ». Toukhatchevski l'aura précédé dans la mort un mois auparavant…

Le dernier grand représentant de la pensée militaire continentale européenne avant 1945

Sviétchine laisse derrière lui une œuvre fondamentale, dont *Stratégie* forme la clé de voûte. Ce qui le distingue est le caractère permanent de son

apport théorique, qui ne pâtit ni d'orientations idéologiques discutables – à la différence de Toukhatchevski, par exemple – ni du « présentisme » lié à cet excès de technicisme ou du positivisme qui caractérise depuis la révolution industrielle de larges pans de la pensée militaire, non seulement en URSS mais dans le monde entier. Pour autant, Sviétchine ne propose pas une métaphysique de la guerre : l'autre caractéristique de son œuvre, en plus de sa permanence, est sa grande praticité. Une combinaison assez rare dans l'histoire de la pensée stratégique, sinon de la pensée tout court, pour être soulignée.

Cette double caractéristique fait de Sviétchine le dernier des grands penseurs militaires de ce que nous pourrions appeler « l'école continentale européenne », un ensemble à trois pôles : la France et l'Allemagne, entre lesquelles évolue le troisième, la Russie. Sviétchine s'inscrit pleinement dans cette filiation, se nourrissant plus particulièrement de la pensée germanique qu'il a côtoyée de près lors de son affectation au GUGSh avant 1914, facilitée par sa parfaite maîtrise de la langue allemande à la fois comme locuteur, lecteur et traducteur, un niveau que n'atteint pas sa connaissance du français – qu'il lit cependant sans difficulté.

Lecteur attentif de Clausewitz, dont l'importance est cardinale sur le développement de sa pensée, il se plonge précisément, à l'inverse de la majorité de ses contemporains et des commentateurs mêmes du Prussien, dans les détails de son œuvre et de sa pensée. Et lit en parallèle un autre grand penseur allemand de la guerre, cette fois un civil, le grand historien Hans Delbrück. Il se pénètre aussi, bien sûr, des écrits de Moltke l'Ancien et des principaux théoriciens du tournant du XX^{e} siècle, allemands mais aussi français – il cite le maréchal Ferdinand Foch et les généraux Hubert Camon, Jules Lewal, Guillaume Bonnal, etc. Sviétchine perçoit en particulier clairement que le fil intellectuel clausewitzien se noue avec l'expérience fondatrice des guerres napoléoniennes et du désastre de 1806 – écho certain à sa propre expérience de jeune officier, un siècle plus tard. Il

voit, aussi, qu'il ne faut pas faire de *De la guerre* une interprétation littérale mais rechercher par-delà la lettre les permanences de l'œuvre clausewitzienne qu'il explore et exploite en disciple éclairé.

Si l'on devait tracer une ligne, elle relierait Sviétchine à Clausewitz, en passant par Moltke, Delbrück, puis l'école des réformateurs tactiques et stratégiques russes après la guerre de Crimée, dont il a côtoyé au moins l'un des membres, Alexei Nikolaevitch Kouropatkine – son commandant en chef malheureux en Mandchourie. Dans cette galerie dominée par les Allemands, Sviétchine touche aux Français principalement par l'histoire : celle des guerres napoléoniennes – sans Napoléon, pas de Clausewitz – mais aussi celles plus anciennes, des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles en particulier, et bien entendu de la Première Guerre mondiale. L'influence théorique de l'école française, qu'il semble estimer plus « légère » intellectuellement que l'allemande, paraît cependant limitée chez lui : pour l'avant-1914, il évoque les « programmes de l'École de guerre dans laquelle la stratégie est pratiquement absente », soulignant que « Foch a tenté en vain, en 1910, d'en changer la nature en introduisant [un] cours complémentaire spécialement dédié à la stratégie ».

Karl Marx et son compère, Friedrich Engels, sont la dernière des grandes influences intellectuelles de Sviétchine. Homme complet – il livre dans *Stratégie* un passage remarquable où il loue cette qualité chez Moltke l'Ancien –, Sviétchine tombe en marxisme – sans doute bien plus qu'en léninisme, et encore moins en stalinisme – non par idéologie, mais par attirance intellectuelle envers une philosophie qui lui fournit des clés de compréhension essentielles sur deux aspects auxquels il a été confronté tout au long de sa carrière : l'influence de la politique intérieure sur la politique étrangère et, partant, la conduite de la guerre, et le rôle décisif des rapports économiques et de production. On y ajoutera une autre dimension, tout aussi essentielle car elle va structurer l'ensemble de sa pensée ultérieure : la

dialectique, instrument intellectuel autour duquel va s'articuler sa pensée de la guerre.

Un dialecticien de la guerre

Même si Sviétchine n'emploie pas explicitement ce terme, *Stratégie* ne peut se comprendre que si l'on admet que la conduite de guerre s'inscrit à l'intersection de plusieurs dialectiques, qui constituent chacune l'un de ses apports fondamentaux et lui permettent d'approfondir et de compléter le socle clausewitzien à partir duquel il déploie sa pensée.

La première de ces dialectiques est celle que doit mener la politique entre la stratégie et l'économie. La dimension économique est centrale dans une guerre industrielle qui est celle à laquelle Sviétchine prépare ses étudiants. Elle se nourrit à la fois de ses expériences d'officier d'état-major d'un pays aux infrastructures sous-développées au regard de sa superficie et à l'industrie atrophiée en proportion de ses besoins, et des apports de l'analyse de Marx et de Engels, eux-mêmes étudiants attentifs des guerres de la révolution industrielle. Chez Sviétchine, la politique ne peut conduire la guerre qu'en fixant à la stratégie un cap proportionné aux capacités matérielles et humaines mobilisables. La politique n'opère pas dans un isolat, mais dans un monde matériel : la dialectique première à laquelle elle doit soumettre sa conduite de la guerre est par conséquent celle des *buts* et des *moyens*. Sviétchine va toutefois plus loin que cet énoncé banal. Il ne s'agit pas pour lui de contraindre les buts en fonction des capacités, prises comme des extériorités, mais au contraire de doter la politique des instruments lui permettant de conduire et de résoudre cette dialectique pour rendre le stratège capable d'avancer vers les buts assignés. Ce constat le conduit à élaborer l'idée d'un état-major économique, aux côtés de l'état-major stratégique, faisant ainsi passer la dialectique buts/moyens d'une

logique de contrainte à une logique de co-construction au service de la politique. Cet état-major économique a pour instrument essentiel la planification qui doit doter le stratège des capacités nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs. La dialectique entre les deux se résout dans l'adaptation de la ligne de conduite stratégique et de la forme des opérations qui en découlent, en fonction du développement du plan économique de la guerre, lui-même ayant pour tâche de rendre possible l'avancée selon la ligne de conduite stratégique souhaitée. Loin d'être une donnée extérieure à la conduite de la guerre, l'économie en devient la base matérielle indispensable, dès lors soumise à une conduite politique dès le temps de paix.

Cette première dialectique s'articule à une seconde, cette fois au sein même de la direction politique. Chez Clausewitz, la guerre se conduit autour d'une trinité dont chacun des membres est cependant idéalisé : la raison, soit l'État et le Souverain, la « libre activité de l'âme », autrement dit le génie stratégique, incarnée dans le Stratège, le général en chef, et les passions du Peuple. Le penseur russe dote ce triptyque d'une dimension supplémentaire : la notion de classe et, en son sein, celle de factions défendant leurs intérêts, la politique étant déterminée par la ou les factions qui dominent la classe au pouvoir et donc contrainte par le jeu des rapports de force entre les factions et classes.

Cette compréhension politique et sociale, chez soi comme chez l'adversaire, est pour Sviétchine tout à fait essentielle. Elle permet de fixer les buts de guerre mais aussi de comprendre ceux de l'adversaire, et pèse aussi sur le « plan diplomatique » qui forme, avec le plan économique, l'un des autres volets de la conduite politique de la guerre. C'est aussi un point majeur pour s'assurer de la sécurité intérieure et de la stabilité politique pendant le conflit – une grande leçon retenue de 1905, de 1914-1917, puis de la guerre civile. L'introduction dans la pensée stratégique de ces notions est relativement neuve pour l'époque : jusqu'alors, la pensée de la guerre

était surtout celle de la conduite des opérations militaires, rares étaient les penseurs, Marx et Engels exceptés, à s'être aventurés sur le terrain socio-politique et aucun avec la même profondeur – hormis Clausewitz et peut-être Delbrück, mais dans une vision idéaliste de l'État vu comme une totalité. Sviétchine est ici l'homme de la synthèse, mêlant la conception marxiste de la lutte des classes et son expérience stratégique. La résolution de cette seconde dialectique doit s'articuler autour de la notion d'intérêt général : « la suprématie de la classe dirigeante n'est possible que si elle n'interprète pas trop étroitement ses propres intérêts ; l'autocrate qui mène la politique étrangère ne peut, sans provoquer une crise grave, sacrifier les intérêts de l'ensemble historique commun ».

Sviétchine définit ces dialectiques comme représentant autant de « fronts » : le front économique, ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui le front social, auquel s'ajoute le front diplomatique où se joue une dialectique plus classique, celle des volontés négociant leurs avantages. Le dernier front est aussi le théâtre de la dialectique la plus essentielle à la guerre, celle où les fronts précédents viennent trouver leur dénouement : le front armé. L'effort militaire demeure chez Sviétchine le front principal dans la guerre, et la stratégie y est, selon Clausewitz, « l'art d'employer les combats favorablement à la guerre ». Ici les problématiques sont celles de la mobilisation effective – la résultante de la dialectique stratégie/économie –, du déploiement et de l'entretien des forces – la logistique –, puis l'élaboration et l'exécution du plan général des opérations, tâches qui relèvent bien de la stratégie : c'est à elle et à nulle autre de déterminer la forme et la direction prises par les opérations. Nous sommes très loin de certaines conceptions récentes, aux États-Unis notamment, où la stratégie s'en remet à la planification militaire « technique » pour élaborer des plans de guerre présumés se déployer de manière unilatérale.

Ainsi conçue, la stratégie sviétchinienne s'élabore comme une ultime dialectique, qui se noue entre la ligne de conduite stratégique – elle-même

découlant de la dialectique stratégie/économie et de la dialectique des classes et des factions – et la résistance de la volonté adverse que matérialise le combat. Cette dialectique entre stratégie et combat, Sviétchine entend la résoudre au moyen d'une discipline dont la formulation est l'apport décisif de *Stratégie* : l'art opératif.

L'art opératif, le grand legs d'Alexandre Sviétchine

Comme pour la conduite économique de la guerre, Sviétchine ne se contente pas de poser les termes de la dialectique : il entend également doter le stratège des outils conceptuels et cognitifs pour l'appréhender et la résoudre dans le sens des buts politiques poursuivis. Pour l'économie, l'outil est la planification, que Sviétchine – dont ce n'est pas le métier – ne détaille pas outre mesure, se contentant d'en exposer l'instance de conduite, l'état-major économique. Pour la stratégie comme « art d'employer les combats favorablement à la guerre », il est en revanche dans son élément. Il consacre donc une part importante de son œuvre à poser les bases de la discipline qui constitue l'outil devant armer la stratégie afin qu'elle puisse résoudre la dialectique entre ses buts politiques et le combat : il s'agit bien entendu de l'art opératif.

Celui-ci s'articule autour de trois composantes. La première est l'énoncé du *but* lui-même, sans lequel il ne peut se déployer. Le but d'une opération – la réalisation de l'art opératif – découle de la ligne de conduite stratégique, elle-même synthèse des dialectiques politico-socio-économiques. Cette synthèse doit toutefois passer sous les fourches caudines de son application concrète, ce qui n'a rien d'évident et exige de « combiner les opérations pour atteindre le but final de la guerre ». Cet

intitulé, qui est celui de la troisième partie de *Stratégie* qui traite d'art opératif, illustre à la fois la méthode – combinatoire – et la difficulté de sa mise en œuvre : le but ne se laisse pas atteindre – ou seulement dans des conditions exceptionnelles, explique-t-il – en un seul « bond », mais par un assemblage de plusieurs bonds, combinés dans l'espace et le temps.

Sviétchine pose ici une théorie générale : il laissera à ses successeurs et à certains autres de ses contemporains, dont quelques-uns ont été ses élèves – Vladimir Triandafillov, Georgui Isserson pour ne citer que les deux principaux – le soin de déduire de cette théorie générale son application à un contexte spécifique sous forme doctrinale : ce sera la bataille, puis l'opération dans la profondeur au sein de l'Armée rouge. Du point de vue de la théorie générale, l'énoncé fait penser à la phrase prêtée à Napoléon s'agissant d'art de la guerre, « un art simple, tout d'exécution ». Autrement dit, pour citer Clausewitz, un art dans lequel « tout est très simple, mais la chose la plus simple est difficile ». Il semble utile de mentionner ici ce que Sviétchine entend par opération : « une action de guerre si les efforts des troupes sont dirigés, sans interruption, vers l'atteinte d'un certain but intermédiaire dans un théâtre d'opérations militaires donné. Une opération est un conglomérat d'actions bien différentes : à savoir, l'élaboration du plan de l'opération ; les préparatifs logistiques ; la concentration des forces amies sur leur position initiale ; l'exécution de travaux défensifs ; faire mouvement ; livrer des batailles qui mènent à l'encerclement ou à la destruction d'une portion des forces hostiles, soit comme résultat d'un enveloppement direct ou comme résultat d'une percée préliminaire, et capturer ou tenir une certaine ligne ou une position géographique donnée. […] Le succès dans le développement d'une opération dépend à la fois des solutions pour chacun des problèmes tactiques et de la fourniture de tous les moyens nécessaires à la conduite de l'opération sans interruption jusqu'à ce que son but final soit atteint. Sur la base du but d'une opération, l'art

opératif fixe toute une série de missions tactiques et un certain nombre de prérequis logistiques ».

La distinction essentielle entre l'opération et la conduite du combat est livrée par Sviétchine dès l'introduction de *Stratégie* : « alors que la stratégie poursuit des buts, la tactique résout des problèmes », une distinction fondamentale. L'opération est le cheminement par lequel la stratégie atteint les buts qu'elle s'est fixés, et non la manière dont on résout un problème ponctuel ou local. Dotée d'un but clairement défini par le stratège, l'opération est une combinaison, un « conglomérat » d'activités de nature variées, séquencées dans l'espace et le temps.

Ces activités ne sont pas uniquement de nature tactique. Certes, il faut « livrer des batailles » et Sviétchine est ici assez précis sur les problèmes que le combat doit, à son avis, permettre de résoudre : il s'agit d'éliminer du chemin stratégique que l'on se propose de suivre des groupements de forces adverses, de défendre ou de s'emparer de zones géographiques clés. Mais il est à noter que ces finalités tactiques ne sont pas celles de l'opération : ce sont des étapes nécessaires, des « problèmes à résoudre » sur la route de l'objectif. Plus généralement, pour atteindre son but, l'opération doit faire appel à d'autres activités que le combat : planification, logistique, manœuvres, aménagement de l'espace, dissimulations, feintes, etc. Les bornes de l'opération sont livrées par le troisième terme clé de sa définition : son caractère « ininterrompu », qui renvoie chez Sviétchine à une dialectique de niveau supérieur, celle des volontés et des moyens mobilisables par celles-ci ; ce qu'il appelle la « courbe d'intensité stratégique », elle-même développement d'une notion clausewitzienne, le « point culminant ». Enfin la forme de l'opération se définit à l'intersection de trois dipôles, là encore conçus comme de véritables rhéostats entre les extrémités desquels joue une notion dialectique. Nous nous contenterons de les citer : attrition (ou usure) et destruction, offensive et défensive,

manœuvre et position. Ensemble, ils permettent de caractériser toute opération.

Le prophète de la Grande Guerre patriotique

Économie, société, combat, trois « fronts » lieux de dialectiques auxquels répondent des outils : planification, intérêt général, art opératif. Chez Sviétchine, la conduite de la guerre n'est pas une simple comparaison de termes opposés, mais bien une combinaison de dialectiques qui doivent avancer vers une résolution tendue vers le « but final de la guerre ». Cette théorie générale de la guerre est aussi constante que pratique, nous l'avons dit, dans la mesure où loin de se contenter de préconisation, elle esquisse – pour l'économie, pour la société – ou détaille – pour la conduite militaire de la guerre, au travers de l'art opératif – une véritable méthode utile tant au Stratège – celui qui conduit militairement la guerre et, partant, conçoit et exécute les opérations – qu'au Souverain, qui assure la cohérence des différents « fronts », une tâche énorme d'exigence.

La pertinence de cette méthode, ainsi que la rigueur intellectuelle d'Alexandre Sviétchine, est peut-être démontrée de la manière la plus éclatante par la stratégie que celui-ci préconise au tournant des années 1930 pour l'URSS, celle-là même qui le conduit à se heurter, à son détriment immédiat, à Toukhatchevski. Dans ses grandes lignes, cette stratégie est en effet celle qu'appliquera, contrainte et forcée, l'Union soviétique au lendemain de l'invasion allemande du 22 juin 1941. Les deux belligérants à la veille de *Barbarossa* en tiennent en effet pour une unique forme d'opération : l'anéantissement par l'offensive et la manœuvre, soit la forme même que Sviétchine considère relever de « circonstances

exceptionnelles », et dont l'efficacité est d'autant plus improbable que les sociétés industrielles, mobilisées, sont particulièrement résilientes. À l'anéantissement précoce du gros de l'Armée rouge dont le déploiement aurait sans doute été adapté face à la Pologne de 1935, mais non contre l'Allemagne de 1941, répond l'effondrement sur elle-même de l'offensive allemande à l'automne 1941, sa courbe d'intensité stratégique ayant depuis longtemps dépassé son point culminant.

Le reste de la guerre se déroule conformément à ce qu'envisageait Sviétchine quinze ans plus tôt : une défensive stratégique et une guerre d'usure, l'offensive stratégique n'étant possible qu'une fois croisées les « courbes d'intensité stratégique » des combattants, une dynamique qui va exposer la faiblesse essentielle de la *Wehrmacht* – son manque de réserve stratégique. Dotée, elle, d'une telle réserve, l'Armée rouge peut progressivement transformer la forme de ses opérations dans le sens d'un anéantissement qu'elle ne touche toutefois que du bout du doigt, et partiellement, à la fin de la guerre : malgré l'ampleur dantesque des dernières opérations soviétiques, de Bagration à l'été 1944 à la bataille de Berlin, en passant par « Vistule-Oder » en 1945, chacune d'entre elles, jusqu'en 1945, aura été conçue comme une « opération à but limité » ; seule leur combinaison permettra d'atteindre « le but final de la guerre » – et même *les* buts, car en sus de la victoire sur le III^{e} Reich, l'URSS visera, en 1944-1945, des objectifs géopolitiques plus vastes, notamment la constitution d'un glacis défensif en Europe sous forme d'une sphère d'influence dans la partie orientale du continent.

Un penseur pour le siècle qui vient

Triomphe posthume de Sviétchine sur Toukhatchevski en 1945, donc ? Pas vraiment. Car la fin de la guerre transforme une nouvelle fois les

conditions dans laquelle celle-ci se déroule. D'abord, les économies occidentales d'après-guerre – nouveaux adversaires principaux de l'URSS – se détournent progressivement de la planification qu'elles avaient pourtant portée à l'excellence sous l'effet de deux forces : sur le plan militaire, une mise en exergue de l'excellence tactique instantanée – la logique du duel – et sur le plan économique, un rejet progressif – du fait des factions au pouvoir – de la planification. Cette situation, qui prévaut plus que jamais aujourd'hui, rend les armées et les États occidentaux incapables de se doter tant des moyens matériels que conceptuels de conduire victorieusement une stratégie jusqu'au « but final de la guerre ». Mais l'URSS, pour sa part, n'est pas en meilleure posture : sa planification, jamais conforme à ce qu'envisageait Sviétchine sauf brièvement sous la pression terrible de la *Wehrmacht* (et appuyée puissamment par l'aide occidentale), s'ossifie et se délite, là encore du fait des factions au pouvoir qui considèrent que la planification joue un rôle de légitimation politique, son efficacité stratégique voire économique passant au second plan.

Ces bouleversements sont permis par l'irruption dans la stratégie d'une dimension que Sviétchine ne pouvait pas anticiper : l'arme nucléaire, dont l'effet durable est de scléroser la pensée stratégique, mais aussi la conduite politique des États, de part et d'autre du rideau de fer – hormis peut-être la France gaullienne, seule puissance à innover dans sa conception de l'arme nucléaire pour en faire un outil de liberté d'action politico-diplomatique, au prix cependant d'une forme d'engourdissement stratégique.

Le monde contemporain ouvre toutefois à la pensée de Sviétchine la perspective d'une plus vaste postérité : d'abord, le penseur russe demeure, après avoir écrit l'un des ouvrages de chevet des officiers soviétiques, l'un des maîtres intellectuels du corps des officiers de son pays. *Stratégie* n'est supplanté comme maître-ouvrage de l'enseignement de la stratégie dans l'Armée rouge que dans les années 60, lorsque le livre du maréchal Vassili Sokolovski – lui-même élève de Sviétchine –, *Stratégie militaire*, le

remplace dans la liste des lectures imposées. L'actuel chef d'état-major général russe, Valeri Guerassimov, le cite à plusieurs reprises dans ses propres écrits. Négligée après-guerre, malgré la réhabilitation officielle de Sviétchine en septembre 1956 à la faveur de la déstalinisation, sa théorie d'opérations limitées est réhabilitée par celle de « guerre conventionnelle limitée sous menace nucléaire » qui s'impose avec les réformes impulsées à la fin des années 1970 par le maréchal Nikolaï Ogarkov (1917-1994), lui-même pupille du maréchal Rodion Malinovski qui fut également élève de Sviétchine à l'Académie Frounzé en 1927. Plus que Toukhatchevski, aujourd'hui renvoyé à l'Histoire, Sviétchine est sans doute pour la théorie, avec Gueorgui Joukov pour la mise en œuvre, la grande figure tutélaire de l'armée russe.

Son importance déborde toutefois considérablement les frontières de la Russie, ancienne ou contemporaine. Lire Sviétchine en observant n'importe quelle guerre contemporaine ou passée livre en effet au stratégiste comme à l'historien des clés de compréhension inégalées, qu'il s'agisse du rôle des factions, de la conduite économique, ou des contraintes pesant sur les opérations et la conduite militaire de la guerre. S'il n'a pas envisagé l'arme nucléaire et la dissuasion, Sviétchine n'en demeure pas moins tout aussi pertinent à l'âge nucléaire : la dissuasion est-elle autre chose qu'un « front » supplémentaire, l'outil d'une nouvelle dialectique, au service des buts poursuivis ? Né dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, mort avant la moitié du XX^e^, Alexandre Sviétchine reste au XXI^e^ siècle l'auteur indispensable pour qui veut comprendre la guerre – et espérer la gagner s'il doit la faire.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Alexandre Andreïevitch Sviétchine, *Strategiia* [*Stratégie*], Moscou, Éditions du Moniteur de la guerre, 1927 ; traduction anglaise, *Strategy*,

édition établie par Kent D. Lee, Minneapolis, East View Publishing, 1992.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Benoist Bihan et Jean Lopez, *Conduire la guerre. Entretiens sur l'art opératif*, Paris, Perrin, 2023.

Andrei A. Kokoshin, *Soviet Strategic Thought, 1917-91* [*Armiia i Politika*], Cambridge, Harvard University Press, 1998.

Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996.

David S. Stone, « Misreading Svechin : Attrition, Annihilation, and Historicism », *The Journal of Military History*, n° 76, juillet 2012, p. 673-693.

Basil Henry Liddell Hart
ou les paradoxes de l'approche indirecte

Olivier Zajec

Basil Liddell Hart est, sans nul doute, le plus célèbre des stratégistes anglais. Ce n'est pas le moins controversé. Le « capitaine qui enseignait les généraux » est mort en 1970, au sommet de sa réputation. Depuis, son œuvre a provoqué, à partir des années 1990, de fortes critiques argumentées qui tendent à nuancer l'originalité de ses théories, à dénoncer sa manipulation de certaines sources et à réattribuer à d'autres auteurs le mérite d'analyses qu'il présentait siennes. Il n'en demeure pas moins l'un des auteurs majeurs du canon stratégique mondial, « un nom parmi les plus illustres dans la généalogie de la stratégie », comme le note Lucien Poirier, et il mérite à ce titre d'être connu et étudié, ne serait-ce qu'en raison de l'influence qu'il a pu exercer au XX^{e} siècle sur l'imagination stratégique d'un grand nombre de décideurs, militaires comme civils.

Basil Henry Liddell Hart naît en 1895 à Paris, où ses parents, anglais, se sont installés. Au sortir de cette enfance française, il entre en 1913 à Cambridge, où il poursuit des études d'histoire moderne. Lorsque éclate la Première Guerre mondiale, le jeune étudiant s'engage au *King's Own Yorkshire Light Infantry*. Il combat à Ypres puis, en tant que commandant de compagnie, participe à l'offensive de la Somme en juillet 1916 durant

laquelle il est gravement blessé et gazé, un traumatisme qui sera à la racine de sa vocation d'historien militaire et de stratégiste. Profitant de l'un des congés médicaux que nécessite sa santé fragile, et désireux de rationaliser son expérience du combat, Liddell Hart écrit en 1917 un petit manuel consacré à la tactique de la section d'infanterie. Publié en 1918, l'opuscule est lu par le général Ivor Maxse, qui propose en 1921 à son auteur d'intégrer le groupe chargé de réécrire le manuel d'entraînement de l'infanterie britannique, le *Infantry Training Manual*. Cette carrière sera brève. Sélectionné pour servir dans le *Royal Tank Corps* en 1924, les effets de son gazage et ses fragilités cardiaques conduisent les médecins à le réformer. Il démissionne définitivement de l'armée en 1927,

Rendu à la vie civile, Liddell Hart ne perd pas pour autant son intérêt pour la chose stratégique. Devenu journaliste au *Daily Telegraph*, il entame une très dense correspondance avec les penseurs militaires les plus en vue de l'époque, comme Thomas E. Lawrence, le général John F. Fuller, prophète de l'arme blindée, ou des officiers au profil plus classique, dont certains promis à un brillant avenir, tel John Gort, futur chef de l'état-major impérial (1937-1939), qui commandera la *British Expeditionary Force* (BEF) en France en 1939. Simultanément, le jeune journaliste commence à accumuler les articles et éditoriaux dans les revues de doctrine et de politique militaire les plus influentes.

Les lendemains de la Première Guerre mondiale : un début de carrière fulgurant

Jusqu'au début des années 1930, Basil Liddell Hart s'emploie à bâtir sa réputation d'analyste stratégique moderniste. Ses productions s'ordonnent

autour de deux axes principaux : d'une part, le croisement entre les principes classiques de la guerre et les technologies nouvelles apparues de manière fulgurante à l'occasion de la Grande Guerre ; d'autre part, une critique dévastatrice des options stratégiques (qu'il estime clausewitziennes) des chefs militaires de la Première Guerre mondiale – avec une détestation particulière pour les choix des généraux français.

Publié en 1925, *Paris, or the Future of War* développe une réflexion consacrée aux armements nouveaux issus de la guerre. Ce coup d'essai est d'emblée un coup de maître, en particulier lorsque le stratégiste néophyte éclaire audacieusement les combinaisons entre les forces mécanisées, l'aviation et la maîtrise navale. Mais c'est avec *The Decisive Wars of History*, paru en 1929, que Liddell Hart conçoit sa théorie principale, celle de « l'approche indirecte ». Au gré d'un passage en revue de 30 guerres et 280 campagnes, il tente d'établir la supériorité intemporelle dont ce type de manœuvre bénéficierait, tant au niveau tactique que stratégique. L'approche indirecte est, selon lui, une option « […] qui assure l'attaquant de le mener sur un adversaire surpris et non préparé à lui faire face […] Le véritable but [de l'armée] n'est donc pas tant de rechercher la bataille qu'une situation stratégique si avantageuse que, si elle ne produit pas d'elle-même la décision, son prolongement par une bataille est sûr d'y parvenir. En d'autres termes, la dislocation est le but de la stratégie ; sa suite peut être soit la décomposition de l'ennemi, soit sa rupture plus facile dans la bataille ».

En 1932, dans *The British Way in Warfare*, il complète cette théorie en identifiant l'*Indirect approach* à une culture stratégique propre à l'Angleterre. S'abstenir de mener des guerres coûteuses et longues via une implication terrestre massive et durable sur le continent, pour préférer une stratégie indirecte par le biais de la puissance navale intervenant en soutien d'alliés continentaux : voilà le « style de guerre » que Londres, selon Liddell Hart, ne doit jamais oublier, pour ne pas répéter la folie de la

Première Guerre mondiale, le cauchemar de la Somme et les 564 000 morts britanniques du front occidental.

Poursuivant sur cette lancée, il s'emploie à détruire la réputation de ceux qu'il estime responsables des errements sanglants de l'« approche directe », en laquelle il voit l'anti-stratégie par excellence. Sur le plan philosophique, le coupable est selon lui le stratège prussien Carl von Clausewitz, dont il fait dans *The Ghost of Napoleon* (1933) le « génie du mal de la pensée militaire », un adepte de l'offensive de masse « apôtre de la guerre totale », un « mahdi des masses » auteur d'une doctrine qu'il juge « davantage faite pour les caporaux que pour les généraux ». Pour Liddell Hart, *De la guerre* a inspiré les chefs ineptes des armées alliées et leur dilection aveugle pour la destruction et la « bataille décisive ». D'où les boucs émissaires décisionnels qu'il désigne, au premier rang desquels figurent les maréchaux Ferdinand Foch et Douglas Haig. Il n'est pas le seul dans l'Angleterre de l'immédiat après-guerre à exprimer ce type de critiques à l'encontre des généraux de la Première Guerre mondiale. L'ancien ministre de l'Amirauté, Winston Churchill fait de même – en oubliant un peu vite ses propres responsabilités dans le désastre de Gallipoli de 1915. Liddell Hart consacre à Foch une biographie à charge en 1931. À l'opposé, il encense avec fougue la vie et les exploits de Lawrence, modèle d'approche indirecte selon lui. Très peu sont ceux qui, tel Spencer Wilkinson, un professeur d'Oxford, osent alors croiser publiquement le fer avec lui sur ses sujets de prédilection.

Éditorialiste militaire du *Times* à partir de 1934, Liddell Hart obtient progressivement une influence nationale et internationale sans équivalent. Sa défense de la mécanisation nécessaire des forces armées est remarquée et certains le surnomment dès cette époque le « Clausewitz du XX^{e} siècle », ce qui ne laisse pas d'être paradoxal vu sa détestation du stratégiste prussien. L'examen de sa correspondance des années 1930 révèle un art consommé de bâtir un réseau efficace afin de relayer ses théories, selon un système où

les articles des revues militaires répondent aux tribunes ou aux interviews dans les journaux nationaux, le tout étant conforté par sa fréquentation directe des praticiens de l'art militaire de son temps, qu'il implique dans la relecture des articles les plus importants, afin de prévenir toute critique majeure. Entre 1925 et 1939, ce travailleur acharné publie 1 250 articles et 18 livres.

Ce faisant, il devient le conseiller des plus éminents hommes politiques britanniques. Deux d'entre eux seront sous son influence directe. Le premier est Alfred Duff Cooper, secrétaire à la Guerre de 1935 à 1937, et Premier Lord de l'Amirauté de 1937 à 1938. Cependant, malgré ses échanges réguliers avec Liddell Hart, Duff Cooper se révélera un adversaire acharné de la politique d'*appeasement* et de non-engagement continental direct de Neville Chamberlain, que soutient au contraire le journaliste. Duff Cooper démissionnera en 1938, après les accords de Munich. Il avait par ailleurs le plus grand respect pour Douglas Haig, dont il publiera une biographie en 1935-1936. Un choix que Liddell Hart ne pouvait certainement pas approuver. Le second personnage influencé par le théoricien de l'approche indirecte, à un degré bien plus profond, est le secrétaire à la Guerre Leslie Hore-Belisha (1937-1938). Une relation qui permet au capitaine Liddell Hart d'avoir une part (indirecte, mais n'est-ce pas pour lui la meilleure méthode ?) dans la formulation de la grande stratégie britannique de la fin des années 1930.

Fidèle à ses conceptions historiques et stratégiques, il va s'opposer violemment au déploiement d'une force expéditionnaire britannique importante sur le continent, ce qui l'amène à soutenir la thèse de la « *limited liability* », laquelle prendra en 1937, sous le gouvernement Chamberlain, la forme d'une doctrine officielle limitant l'implication militaire préventive de Londres sur le continent. Liddell Hart est persuadé – et cherche à persuader ses lecteurs – que les forces allemandes et françaises s'équilibrent, et qu'aucune des deux ne peut l'emporter sur l'autre. Plus clairvoyant, Fuller

pense exactement le contraire, taxant dès 1937 la ligne Maginot de « pierre tombale de l'armée française ». Rappelons, cela posé, que l'ensemble de ces analyses à propos de la sécurité française, qu'elles proviennent de Liddell Hart, de Fuller ou d'autres penseurs militaires britanniques de l'entre-deux-guerres, étaient élaborées du « bon » côté d'un bras de mer large de 25 kilomètres – une ligne Maginot naturelle –, ce qui simplifiait les options possibles. Les opinions de Liddell Hart, rendues publiques dans des ouvrages comme *Europe in Arms* (1937) ou *Through the Fog of War* (1938), suscitent en ce sens les réactions indignées de certains militaires français. En 1938, le général Albert Baratier écrit un article dans la revue britannique *Army Quarterly*, reprochant à Londres une stratégie qui consiste à « faire peser le poids de la guerre sur ses alliés », ce qui est exact, comme l'illustreront jusqu'au dernier moment la faiblesse matérielle et le déficit d'entraînement de la *British Expeditionary Force*, créée en 1938 seulement, et de surcroît financée aux deux cinquièmes par la France. Mais ces avertissements résonnent dans le vide. Selon le plus célèbre capitaine d'Angleterre, « *Defense will win the war* ».

L'influence de Liddell Hart sur les doctrines militaires est à proprement parler beaucoup plus légère. La vérité est que cet « *unpractical visionary* » agace prodigieusement la plupart des généraux et amiraux anglais de la fin des années 1920 et des années 1930, même si certains deviennent ses familiers, ce qui ne nuit pas à leur carrière, au moins entre 1935 et 1938. En revanche, les conceptions grand stratégiques de Liddell Hart correspondent bien à la politique d'*appeasement* conduite par Chamberlain, dont il a été montré qu'il avait lu *Europe in Arms* juste avant de se décider pour la *limited liability* en décembre 1937. Le stratégiste va rester associé à cette politique dans l'esprit du public, alors même qu'il tente de modifier sa ligne d'analyse après Munich.

La chute de la France et le rembarquement paniqué de la BEF à Dunkerque portent en effet un coup fatal à sa réputation, situation qu'il

aggrave en se faisant l'avocat d'une paix séparée avec Hitler. Le *Times* lui demande de moins en moins d'articles à partir de la fin 1938. Churchill lui avait marqué quelque intérêt (Liddell Hart s'était gardé de trop critiquer Gallipoli, manœuvre désastreuse mais exemple d'approche indirecte). À partir de 1939, il ne souhaite plus rencontrer le stratégiste, et encore moins lorsqu'il devient Premier ministre en mai 1940. *Dynamic Defence*, publié en 1940, est négligé ; Liddell Hart tente de retrouver du crédit en republiant *The Decisive Wars of History* sous un nouveau titre, *The Strategy of Indirect Approach* (1941). L'opinion lui bat froid. Pour ajouter à son trouble, son mariage connaît une crise ; il divorce en 1938. Accablé, soumis à d'intenses pressions, déçu et amer, il s'épuise à tenter de retrouver une autorité de critique stratégique qui lui est à présent largement déniée. Intellectuellement et stratégiquement, la Seconde Guerre mondiale se joue dans l'ensemble sans lui. Il souhaiterait continuer à écrire dans un journal d'envergure nationale, mais la fatigue l'emporte. Victime d'une attaque cardiaque en 1939, il s'effondre peu à peu nerveusement. Il mettra deux années à se remettre de cette crise. À 44 ans, Basil Henry Liddell Hart semble à première vue condamné à ne plus jamais retrouver l'influence dont il avait pu jouir dans l'entre-deux-guerres. À première vue. Car c'est bien mal connaître l'énergie du personnage.

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale : du purgatoire au retour en grâce

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les conceptions qu'a toujours défendues Liddell Hart ont peu d'influence sur les décideurs politiques et les états-majors. Les traités de Dunkerque (1947), de Bruxelles (1948) puis,

l'OTAN une fois mis sur pied, les accords de Paris (1954) débouchent sur le maintien de quatre divisions et d'une force aérienne tactique britanniques en Europe. « Ce fut la première fois en deux cent cinquante ans que les Britanniques consentirent à maintenir une force militaire d'importance en Europe durant le temps de paix », ainsi que le relève en 2008 Ian Speller, du département des études de défense de *King's College*. Conséquence de cette implication dans l'effort général de défense collective de l'OTAN en Centre-Europe, la *Royal Navy* se recentre quant à elle sur la défense de l'Atlantique et de la mer du Nord, tout en conservant quelques moyens limités pour résoudre les crises lointaines. L'échec stratégique de Suez en 1956 renforce cette option, avec le résultat que le capital de savoir-faire et d'équipement amphibie britannique, respectable en 1944, est progressivement négligé. Ce « continentalisme » se situe bien entendu aux antipodes de l'approche indirecte que prône Liddell Hart.

Ce dernier continue à écrire. Mais ce n'est qu'à partir des années 1960 qu'il va réussir à revenir en grâce. Un « retour » qu'il prépare dès l'immédiat après-guerre. L'objectif : rebâtir la légende de sa clairvoyance stratégique. Le moyen : l'application d'une approche indirecte dans le domaine de la postérité critique. L'outil : puisque l'establishment militaire britannique persiste à l'ignorer à quelques exceptions près, il décide de publier un ouvrage où il fera parler les plus célèbres tacticiens et stratèges allemands, qu'ils soient encore vivants – comme Heinz Guderian –, ou disparus – comme Erwin Rommel –, en leur faisant dire, ou en inférant de leurs écrits, qu'ils ont « appris » la *Blitzkrieg* dans ses propres livres. Le titre – génial – de l'ouvrage est *The Other Side of the Hill*, une expression de Wellington qui désignait ainsi le graal de tout stratège : visualiser la position et les intentions cachées de l'adversaire. « Toute ma vie, énonçait ainsi le vainqueur de Mont-Saint-Jean, a été passée à deviner ce qu'il y a derrière la colline. » Dans la préface, Liddell Hart met brillamment en scène la nouveauté de son projet : « À la fin de la guerre, j'eus la chance de

pouvoir, l'un des premiers, explorer "l'autre côté de la colline" au cours d'interrogatoires de prisonniers de guerre. Je fus amené à me trouver en relations suivies avec des généraux allemands. Dans mes nombreux entretiens avec eux, je parvins à recueillir leurs témoignages sur les événements de la guerre avant que leurs souvenirs ne s'estompent ou ne se déforment. » L'auteur suggère la possibilité que ces souvenirs – pourtant marquants – puissent se « déformer ». Une précaution utile : elle peut justifier que les intéressés protestent un jour s'ils ne reconnaissent pas leurs idées dans les propos rapportés…

La thèse que Liddell Hart tire de ces entretiens est simple : les chefs militaires les plus doués de l'histoire, ceux d'une *Wehrmacht* certes vaincue, mais qui a impressionné ses adversaires occidentaux – et que chacun s'attache encore majoritairement à distinguer des soldats politiques du régime nazi –, ont été les « élèves » d'un simple capitaine anglais. En proposant à ses compatriotes de participer à la légende de la *Blitzkrieg* par son intermédiaire, Liddell Hart sollicite très habilement la fierté nationale. Du côté allemand, les généraux concernés saisissent l'occasion de souligner, via Liddell Hart, leur proximité stratégique et technicienne avec leur vainqueur, ce qui leur permet d'euphémiser les aspects politiques de leur parcours pour concentrer l'attention sur leur maîtrise de la « magie opérative ». Publié en 1948 et traduit intégralement en français dès 1949, *The Other Side of the Hill* (*Les Généraux allemands parlent*) est un immense succès de librairie. Il permet à Liddell Hart de se présenter non seulement comme l'inspirateur des Allemands, mais aussi d'écarter l'influence d'autres théoriciens. Entre autres entretiens, celui qu'il conduit avec le général Wilhelm von Thoma va dans le sens d'une inspiration britannique exclusive de la *Blitzkrieg* : « Les officiers de chars allemands, déclare l'officier allemand à son interrogateur, étudiaient de près les doctrines britanniques, surtout les vôtres et celles du général Fuller, sur la guerre des blindés. » Liddell Hart relance son interlocuteur : von Thoma

est-il certain que les doctrines relatives aux chars allemands n'avaient pas subi l'influence du livre « bien connu » du général Charles de Gaulle ? « Non, répond le général allemand qui joue à merveille son rôle, nous n'y prêtâmes pas grande attention, car nous le trouvions plutôt extravagant. Il ne donnait guère de conseils tactiques et planait dans les nuages. D'ailleurs, il fut de beaucoup postérieur aux démonstrations britanniques. » De fait, *Vers l'armée de métier* ne sort qu'en mai 1934. Mais quid des apprentissages croisés issus des manœuvres conjointes de la *Reichswehr* et de l'Armée rouge dans les années 1920 ? Même s'il ignore les pionniers français Giffard et Martel, Liddell Hart mentionnera l'action du général Jean Estienne qui propose dès 1915 au général Maurice Janin, chef d'état-major de Joseph Joffre, la création d'unités mécanisées, et participe au Comité interallié des chars d'assaut mis en place par Foch en avril 1918. Il citera l'influence d'autres théoriciens anglais comme Ernest D. Swinton. Mais toujours de manière assez cosmétique : « Il revendiqua hautement le bénéfice de la clairvoyance, oubliant trop cavalièrement de dire ce que ses idées avancées devaient aux pionniers » (Poirier, 1998).

Comme le remarquera en 1998 Robert O'Neill, professeur d'histoire de la guerre à Oxford, il y avait « un élément de gratification mutuelle dans cette relation d'après-guerre entre Liddell Hart et les Allemands. Eux comme lui avaient perdu leur statut, et chacun comprenait que l'autre pouvait être un important élément de sa propre réhabilitation ». Dans une analyse de 1998, Alaric Searle a suggéré un autre lien, assez éclairant, entre la réinterprétation par Liddell Hart des relations entre Hitler et ses généraux (un idéologue irréaliste commandant des réalistes disciplinés), et la nécessité pour l'Occident de réarmer l'Allemagne de l'Ouest dans le cadre de l'OTAN à partir des années 1950. Searle souligne que le stratégiste britannique estimait que la paix ne devait pas être trop dure pour la République fédérale allemande, afin de l'inciter à rejoindre sans arrière-pensée le camp du monde libre. Liddell Hart réédite en 1953 le « coup » de

The Other Side of the Hill, en faisant publier les carnets posthumes du maréchal Rommel, dont il assure l'édition critique et l'avant-propos, le tout reprenant le thème habituel de sa prescience stratégique (*La Guerre sans haine*, 1953).

La manœuvre n'aboutit à un retour complet au premier plan de Liddell Hart qu'au début des années 1960, moment où il délaisse la Seconde Guerre mondiale pour élargir sa pensée en y intégrant les conséquences stratégiques de l'arme atomique. Dans *Deterrent or Defense*, publié en 1960, il reprend la thèse de la stratégie indirecte, qu'il estime plus urgente que jamais : selon lui, l'équilibre de la terreur rend improbable le déclenchement d'un conflit nucléaire généralisé en Europe, mais il a pour conséquence l'ouverture de fronts périphériques, sous la forme de guerres lointaines et limitées. La dissuasion ne remplace pas la défense : pour Liddell Hart, la puissance couplée du *Sea Power* et de son « compagnon » amphibie permettra de traiter au moindre coût ces conflits outre-mer, en retrouvant une liberté d'action manœuvrière sous la voûte nucléaire. D'autres stratégistes – Robert Osgood, Bernard Brodie – avaient déjà établi le constat et, pour certains, esquissé des solutions, comme Henry Kissinger (1957). Mais le livre, extrêmement bien écrit et efficacement argumenté, remporte un réel succès.

La traversée du désert est cette fois terminée, et les controverses sur la *limited liability* oubliées. Liddell Hart est une gloire nationale. Ses Mémoires paraissent en 1965. Sur la jaquette de couverture, une phrase se détache : « L'auteur originel de la guerre mécanisée. J'étais l'un de ses disciples. Heinz Guderian. » La reine l'anoblit en 1966. Les traductions étrangères de ses livres se multiplient. En 1967 est publiée une nouvelle fois une version révisée de ses *Decisive Wars of History* de 1929, sous le titre *Strategy, the Indirect Approach*. Les visiteurs les plus prestigieux font le pèlerinage de Medmenham pour s'entretenir avec le maître, lequel n'oublie pas l'entretien de sa réputation à l'étranger. En 1963, il préface

l'*Introduction à la stratégie* du général français André Beaufre, qui le cite dès son premier chapitre, préface dans laquelle cet impénitent publiciste de lui-même précise, à son inimitable manière, que « [le général Beaufre] devint […] chef de la 2e division d'infanterie mécanisée avec laquelle il a réalisé avec succès la nouvelle organisation pentagonale – basée sur la subdivision en cinq unités – que j'avais longtemps recommandée et que l'Armée française fut la première à adopter à titre d'expérience ». Plus tard, Beaufre préfacera le livre posthume de Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, qui paraît en 1970 en anglais. Tout en rendant hommage au « grand penseur militaire qui fut l'un des principaux promoteurs de la guerre des blindés », Beaufre ne peut éviter de corriger certaines des affirmations à l'emporte-pièce de Liddell Hart. Ce dernier souligne en effet dans son ouvrage les fautes françaises sans s'interroger un instant sur les responsabilités des puissances anglo-américaines, et singulièrement du Royaume-Uni, dans la montée en puissance allemande de l'entre-deux-guerres, qui vont du refus de garantir la sécurité de la France en 1919-1921 au mépris des engagements donnés, jusqu'à l'aveuglement de la politique d'*appeasement* des années 1930, dont l'un des avocats les plus bruyants avait été, on l'a vu, Liddell Hart lui-même.

L'influence retrouvée et renouvelée du capitaine peut se lire dans la stratégie maritime britannique des années 1960. Selon Ian Speller, auteur en 2008 d'une étude sur les liens entre les conceptions de Liddell Hart et la politique de défense britannique de 1945 à nos jours : « Si l'on croit à un "style britannique", cela suggère une insistance sur les capacités maritimes, tandis que selon la conception concurrente, qui plaide pour l'implication efficace dans un engagement majeur en Europe, alors l'armée de terre appuyée par l'aviation tactique mérite une part prépondérante [des ressources]. » En novembre 1960, dans son article « The value of amphibious flexibility », toujours fidèle à son « approche indirecte », Liddell Hart souligne à nouveau la validité universelle du « style

britannique ». En cas d'offensive soviétique à l'Ouest, il s'agit d'entretenir l'ennemi dans l'incertitude du prochain coup, le forcer à disperser ses forces pour surveiller une très grande étendue de côtes et d'approches maritimes, et ainsi permettre aux alliés continentaux de Londres de bénéficier d'un rapport de force plus favorable. Sur le plan des moyens, il se fait l'avocat d'une force navale amphibie dotée d'hélicoptères, autonome en mer, libre d'une dépendance quelconque envers des ports d'escale, en présentant ce dispositif comme le meilleur des « extincteurs » contre les crises mondiales. Dans le même mouvement, il propose explicitement aux responsables militaires britanniques de s'inspirer de ce que les Américains ont réussi à obtenir avec le *Marine Corps*. L'intérêt renouvelé de la *Royal Navy* des années 1960 pour l'amphibie serait donc lié à la redécouverte de Liddell Hart, réinstallé depuis peu dans le paysage stratégique. Si l'on suit Speller, les termes du *Defense White Paper* de 1962 refléteraient cet infléchissement : « Nous devons, indique ce document, prévenir les pertes d'installations fixes outre-mer en conservant des effectifs et des moyens conséquents en haute mer, et en accroissant la capacité de projection navale et aérienne de la Réserve stratégique. » Liddell Hart disparu, cette vision s'affaiblira dans les années 1970 et 1980 pour céder à nouveau la place à une approche continentaliste, avec la perception d'un regain de la menace soviétique. En revanche, les Malouines, en 1982, rappelleront douloureusement à Londres le rôle cardinal d'une force expéditionnaire navale pour une puissance qui, comme la Grande-Bretagne, conserve des intérêts et des possessions mondiaux.

Des années 1960 à la fin des années 1980, l'influence de Liddell Hart est également repérable aux États-Unis. Certains de ses élèves directs, comme Jay Luvaas, spécialiste de la guerre de Sécession, ont longtemps enseigné dans les académies militaires américaines où ils ont diffusé la légende du maître. Malgré la domination de la « *Clausewitzology* » impulsée à partir de 1976 par la traduction en anglais de *Vom Kriege* par

Peter Paret et Michael Howard, les écrits de Liddell Hart demeurent l'une des lectures obligatoires récurrentes pour les officiers américains. En 1986, le lieutenant-colonel Richard M. Swain, de l'*US Army*, propose un mémoire de fin d'étude du *Command and General Staff College* de Fort Leavenworth, qu'il intitule significativement *B. H. Liddell Hart, théoricien pour le XXI^e siècle*. Alors que les travaux doctrinaux de l'*Airland Battle* se consolident aux États-Unis, le stratégiste britannique y est présenté, sur la base de ses théories de 1922 à 1933, comme une source majeure pour penser le « niveau opératif » et la « guerre de manœuvre » (*manoeuvre warfare*). Bien que l'auteur émette quelques réserves sur la lecture « superficielle » que Liddell Hart tire de Clausewitz, le ton est positif et admiratif.

Pourtant, malgré l'aura dont jouit Liddell Hart dans les années 1970-1980, le parti pris de ses livres ainsi que la méthode parfois discutable de son argumentation historique vont commencer à susciter des remises en question partielles, y compris parmi ses disciples proches, même si ces derniers restent respectueux.

Le legs de Liddell Hart et l'emploi contemporain de sa pensée

Le 19 mai 1988, Robert O'Neill, professeur d'histoire militaire à l'université d'Oxford, prononce une conférence d'hommage au maître à l'occasion des 35 ans du *Liddell Hart Centre for Military Archives*. Il souligne avec chaleur la grandeur du legs intellectuel de Liddell Hart, et le nombre impressionnant des chercheurs contemporains qui lui doivent leur intérêt pour l'histoire militaire, parmi lesquels il cite Ronald Lewin, Michael Howard, Michael Carver, Shan Hackett, Corelli Barnett, Barrie

Pitt, Jay Luvaas, Brian Bond ou Paul Kennedy. Cette apologie, empreinte d'anecdotes personnelles évoquant le grand sens pédagogique et la disponibilité de Liddell Hart pour les jeunes chercheurs, n'empêche pas l'orateur de critiquer *Stratégie. L'approche indirecte* ; pour lui, « ce livre était un tract pour son temps, et non une approche objective de la stratégie en général ». En l'écrivant, regrette O'Neill, Basil Liddell Hart « est tombé dans le piège qui peut s'ouvrir sous les pas des plus brillants : la tentation de tirer de grandes conclusions d'un survol universel de la guerre en un volume ». Cherchant à expliquer et à relativiser le systématisme et la sélectivité des relectures historiques de Liddell Hart, Robert O'Neill avance que ce dernier, toujours poussé par sa détestation de la stratégie alliée sur le front ouest de 1914 à 1918, cherchait à détourner son lectorat des prestiges de l'approche directe, en cherchant un antidote, « un anti-Haig comme Marx pensait que ses lecteurs avaient besoin d'un anti-Dühring ». Cette communication en forme d'hommage critique montre que, dès avant les années 1990, la place de Liddell Hart dans l'histoire stratégique, quoique solidement établie voire révérée, inspirait quelques remises en cause – surtout méthodologiques.

Cette ambivalence cesse brutalement en 1988 avec le coup de tonnerre dévastateur qui éclate dans le ciel stratégique, lorsqu'un jeune professeur américain, John J. Mearsheimer, publie son *Liddell Hart and the Weight of History*. Provocateur et documenté, l'ouvrage questionne frontalement et brutalement la thèse de la prescience et de la supériorité des conceptions du maître britannique. Contre-attaqué par les élèves et les admirateurs de Liddell Hart, le livre de Mearsheimer paraît pourtant solide dans l'ensemble. Le professeur américain, en sus de faire la liste des sources et des auteurs « retraités » par Liddell Hart tout au long de sa carrière, attire l'attention sur le fait que *The Other Side of the Hill* révèle une distorsion majeure des sources. La comparaison entre les éditions de 1948 et de 1951 montre que la figure de Guderian, mineure dans l'ouvrage de 1948, se voit

consacrer un chapitre entier trois ans plus tard, qui lui donne un rôle beaucoup plus central. Or, dans le même temps, le général allemand rédige ses Mémoires, préfacés par Liddell Hart lui-même, dans lesquelles l'homme de la *Blitzkrieg* reconnaît sa dette envers le stratégiste britannique, dont il se dit « l'élève ». Détail gênant : contrairement à la version anglaise, la version allemande de ces Mémoires, supervisée par Guderian, ne contient pas la mention explicite de cette filiation, comme l'a relevé un des biographes de « *Schneller Heinz* », Kenneth Macksey. Pour Mearsheimer, qui se montre convaincant, Liddell Hart est le véritable auteur de cette remarque sur « l'élève et le maître ». Il n'y a donc pas seulement distorsion, mais également invention, ce qui entame sérieusement la réputation d'historien du Britannique, piégé par son insurmontable propension à souligner du trait le plus épais possible sa contribution à l'histoire de la pensée stratégique. Impitoyable, le professeur américain constate également la tentative de Liddell Hart visant à suggérer dans ses Mémoires de 1965 qu'il avait pris la mesure du danger allemand en 1938. Sur ce point, note Mearsheimer, la confrontation avec les archives révèle derechef une tentative de reconstruction.

Néanmoins, et malgré tout l'intérêt de cette étude documentée qui marque une rupture évidente pour la postérité critique de Liddell Hart, il faut remarquer que la forme d'esprit de John Mearsheimer n'est pas extrêmement éloignée de celle de sa victime : chantre du « réalisme offensif » dans la théorie des relations internationales, l'Américain goûte les formules tranchées et polémiques. Quelques critiques, peu suspects d'une quelconque complaisance pour Liddell Hart, souligneront les faiblesses de certaines des remises en question de the *Weight of History*.

La considérable brèche ouverte par Mearsheimer en 1988 n'en sera pas moins élargie par d'autres auteurs. Hervé Coutau-Bégarie a durement critiqué la « stratégie indirecte » telle que la systématise Liddell Hart, en s'étonnant de la définition extrêmement peu structurée que le Britannique

en donne : « À ce compte-là, observe l'auteur du *Traité de stratégie*, tout plan comportant ne serait-ce qu'un embryon de manœuvre relève de la stratégie indirecte. On ne peut accepter une distinction aussi grossière, fondée, au surplus, sur une interprétation plutôt unilatérale de l'Histoire. […] le dogmatisme de l'auteur n'a d'égal que la fragilité des bases de sa démonstration. » Poirier, qui signe une préface amicale et sensible à une nouvelle édition de *Stratégie* en 1998 (livre qu'il avait traduit lui-même dès 1962), pointe de son côté une « contradiction » dans la pensée de Liddell Hart, « entre, d'une part, l'intelligence politico-stratégique d'un théoricien qui pense juste dans le volet critique de son œuvre et, d'autre part, son imagination créatrice animée par une pensée unique qui produit des propositions pertinentes, certes, mais aussi radicales que d'autres, sur les voies-et-moyens de la victoire ».

L'un des problèmes de Liddell Hart est sans doute son caractère, souligné là aussi par Lucien Poirier : « [Il] est typiquement britannique par sa mentalité insulaire et son nationalisme mal dissimulé, par ses récusations outrancières des théoriciens et praticiens continentaux, par son pragmatisme affiché et le choix des axiomes fondateurs de sa théorie de la guerre à l'anglaise. » Néanmoins, la difficulté principale est bien le degré d'originalité de cette même théorie. Il est réel, mais sans doute pas autant que Liddell Hart le proclama avec, trop souvent, « le ton péremptoire, l'égotisme du stratégiste-stratège attentif à sa figure de précurseur » (Poirier). Dans les années 1920-1940, il n'a ainsi pas été le seul à défendre et illustrer la mécanisation ou le rôle de la mobilité blindée : on l'a vu, le général John Frederick Charles Fuller peut à bon droit prétendre au premier rôle intellectuel et théorique en la matière. Sa *Tactique de la rupture* paraît en 1914, et son *Tanks in the Great War* en 1920, alors que Liddell Hart n'a pas encore consolidé sa vision. Poirier, une fois encore, a bien résumé le dilemme de Liddell Hart : « le trop jeune Liddell Hart n'a en rien participé à l'expérience des précurseurs : Fuller, Martel, etc. Venant après eux,

comment s'imposer ? ». On peut dire que la réponse de Liddell Hart à cette question sera double : il démarquera d'abord subtilement un certain nombre d'auteurs, pour mieux se démarquer d'eux ensuite, au moyen d'un génie certain de la synthèse historico-stratégique. Le style comptera aussi : qu'elles soient démarquées ou qu'elles lui soient propres, il défendra ces idées avec éclat, et parfois férocité. Les travaux historiques de David French concernant le renouveau de la doctrine militaire britannique dans l'entre-deux-guerres soulignent ainsi le fait que les idées nouvelles concernant l'arme blindée et la mécanisation ont pu être considérées avec suspicion par certains officiers, et leur application ralentie d'autant, en raison, précisément, du manque de tact et de la brutalité des écrits et des critiques publiques des théoriciens « semi-officiels » de la mécanisation qu'étaient Liddell Hart et Fuller.

Pour ce qui est de l'approche indirecte, l'existence et la pertinence d'un « style stratégique britannique », qui reposerait sur l'exploitation de la domination navale en vue d'acquérir un bénéfice maximum à partir de ressources militaires limitées, le tout à un coût bien inférieur à ce qu'aurait coûté une campagne continentale, ont été illustrées avec mesure et pertinence avant Liddell Hart par le stratégiste Julian S. Corbett, qui conseillait le *First Lord of the Sea* John Fisher dans son entreprise de remontée en puissance navale précédant la Première Guerre mondiale. Son approche et sa démonstration, qui plaident pour une interopérabilité renforcée entre forces navales et terrestres, ont exercé une grande influence sur la stratégie maritime britannique, en la distinguant des conceptions plus unilatérales de l'américain Alfred Thayer Mahan. Corbett se revendiquait clausewitzien. Toujours sur le plan de l'inspiration, Alex Danchev juge en 1999 que Liddell Hart a « pillé » non seulement Churchill, Corbett, Lawrence, Richmond et Sun Zi, mais aussi tout un groupe de penseurs stratégiques français, comme Arthur Boucher (*L'Art de vaincre*, Paris, Berger-Levrault, 1928), Jean-Alphonse Colin (traduit par Spencer

Wilkinson dès 1912) ou encore Hubert Camon. Poirier, qui loue l'originalité de Liddell Hart lorsqu'il le mérite (ce qui est souvent le cas), n'en regrette pas moins son tropisme à dénigrer la portée des théories proposées par d'autres penseurs avant lui, et qu'il ne mentionnait que pour souligner qu'il les avait au fond bien mieux accomplies et systématisées. C'est le cas avec Camon, lu par le jeune Liddell Hart – qui pratiquait le français depuis son enfance parisienne –, et dans les études napoléoniennes duquel on trouve déjà, en réalité, le style de stratégie opérationnelle qu'est l'approche indirecte.

Alors qu'il les a critiqués avec constance, ce ne sont pas les Français qui ont été les plus durs avec Liddell Hart, mais bien les Anglais et les Américains. Au début des années 1980, William F. Owen, ancien officier de la *British Army*, critique avec dureté le dualisme liddell-hartien concernant l'opposition entre manœuvre et attrition. L'enjeu n'est pas mince : à ce moment-là, la théorie doctrinale de la *Manoeuvre Warfare* (MW) commence d'être défendue aux États-Unis, en tant que réponse adaptée à la « supériorité » conventionnelle supposée de l'ordre de bataille soviétique. Développée dans les années 1990 et 2000 par de nombreux théoriciens (Robert Leonhard, Richard D. Hooker Jr, John Boyd) la MW devient à la fois un concept d'opérations et un style stratégique. Le Corps des Marines, sous l'impulsion du général Alfred Gray, promeut particulièrement la MW, par exemple dans son manuel FMFM-1, auquel succède le MCDP-1 (1997). On notera que le premier chapitre de ce MCDP-1, intitulé « The Nature of War », est précédé d'une épigraphe de Clausewitz, immédiatement suivie d'une autre de Liddell Hart. Ce qui est singulier, vu l'opinion qu'avait le second du premier, mais ce qui montre que tout en continuant à considérer le Britannique comme une source d'inspiration, les militaires américains ne l'ont pas suivi dans son rejet passionné du théoricien prussien rentré en grâce aux États-Unis à partir de la fin des années 1970. Or, note Owen, l'autorité du Britannique, invoquée par les partisans américains de la

manoeuvre warfare (Swain, 1986), repose sur des prémisses intellectuelles faussées ; l'expérience traumatisante de Liddell Hart durant la Première Guerre mondiale l'aurait en effet conduit à considérer à tort les grands généraux de ce conflit (et particulièrement les Français) comme des incapables et des bouchers, que le manque d'imagination et une culture stratégique supposée déficiente auraient menés à accepter la logique statique et « directe » de la guerre de tranchée. Cette vision, popularisée dans le monde anglo-saxon, parfois relayée en France même, en particulier durant les années contre-insurrectionnelles de la séquence irako-afghane (dont on connaît les résultats stratégiques de 2001 à 2021), a largement contribué à forger une image négative de la pensée stratégique et militaire française « classique » jusqu'à nos jours. Le paradoxe est d'autant plus grand que, selon Owen, la plupart des intuitions de Liddell Hart dans les années 1920 – en particulier sa vision du combat dans la profondeur comme « *expanding torrent system of the attack* » – proviendraient de sa lecture de Foch, dont il aurait réutilisé les principes et les leçons en les transformant. La traduction des *Principes de la guerre* de Foch en anglais date de 1918. Trois ans après, Liddell Hart promeut sa théorie tactique de « L'homme dans le noir », dans laquelle Owen distingue une réinterprétation des cinq fonctions de Foch. La conclusion d'Owen est claire : les partisans de la *manoeuvre warfare*, généralement critiques de Foch comme la lecture de Liddell Hart les y encourage, doivent en réalité beaucoup au maréchal français : « s'il est entièrement possible que les théoriciens modernes de la *manœuvre warfare* n'aient pas lu Foch, conclut Owen, Liddell Hart l'a certainement fait ». Dans sa relecture récente des travaux de Foch (2023), Martin Motte a suggéré à son tour les fragilités de la lecture fochienne de Liddell Hart.

Les attaques du capitaine contre son autre bête noire, Douglas Haig, ont également été critiquées. À la suite de Mearsheimer, des études récentes rappellent que si les généraux de cette guerre n'étaient pas forcément des

génies stratégiques, ils étaient dans l'ensemble professionnels et, pour beaucoup, conscients des enjeux opérationnels, des paradoxes et des blocages engendrés par la situation sur le front occidental. Qu'est-ce, au fond, que la manœuvre magistrale de l'armée d'Orient commandée par les Français dans la profondeur des Empires centraux, sous le commandement victorieux de Louis Franchet d'Espérey en 1918, sinon l'exemple achevé d'une stratégie indirecte permettant de disloquer géo-stratégiquement le dispositif adverse ?

Les jugements sur Clausewitz du « sage de Medmenham » ont contribué à parer le Prussien d'une réputation détestable dans la sphère des études stratégiques anglo-saxonnes (John Keegan, Martin van Creveld). Mais l'opinion commune considère aujourd'hui que ces sentences relèvent d'une lecture pour le moins déficiente. Christopher Bassford, en se penchant sur *The Ghost of Napoleon*, *Strategy : The Indirect Approach* ou d'autres écrits de Liddell Hart, pose une question essentielle : tenir Clausewitz responsable des errements de ceux qui l'auraient mal compris est-il intellectuellement admissible ? Au demeurant, Liddell Hart s'est assez tôt rendu compte de son erreur puisqu'il corrige à de nombreuses reprises, mais à la marge, son jugement, afin sans doute de suggérer qu'il a intégré la complexité de Clausewitz. Il lui était cependant inconcevable de reconnaître qu'il s'était trompé : il ne se dédira jamais entièrement, et maintiendra son anathème anti-clausewitzien jusqu'à sa mort.

Relire Liddell Hart *quand même*

Comment considérer Liddell Hart aujourd'hui ? Quoi qu'il en soit de son immense vanité, de ses forgeries historiques et de son obstination à défendre jusqu'au bout ses erreurs les plus patentes, il n'en reste pas moins un auteur important. Par le nombre et la variété des sujets qu'elle aborde, et

à condition de cesser de l'opposer artificiellement à la pensée de Clausewitz, son œuvre demeure une incitation permanente à repenser la stratégie. Le revers de ce travail (la manière qu'a Liddell Hart de marteler ses arguments) a un avers : une authentique liberté de pensée, de celles qui ne reculent pas devant le blasphème stratégique et l'attaque des autorités établies – une qualité dont on peut parfois estimer qu'elle manque singulièrement aujourd'hui. Ceux qui l'ont critiqué sont les mêmes qui l'ont lu avec intérêt, et c'est moins la pertinence relative de l'approche indirecte (part intrinsèque et légitime de toute stratégie d'ensemble) que le systématisme de Liddell Hart qu'ils contestent. L'auteur de ce chapitre, qui a pu longuement évoquer ce sujet avec Hervé Coutau-Bégarie avant son décès en 2012, peut témoigner de l'intérêt que ce dernier portait à l'auteur de *Stratégie*. Intérêt légitime : les ouvrages de Liddell Hart sont stimulants, pénétrants et agréables à lire, ne serait-ce que parce qu'ils échappent au volapük des néo-stratégistes traducteurs systématiques des *bullets points* cursifs recopiés des *powerpoints* du Pentagone ou des manuels de l'OTAN. Le bilan peu convaincant de dix années de contre-insurrection pour « gagner les cœurs et les esprits » en exportant la démocratie en Irak et en Afghanistan, comme le blocage tactique et l'ascension aux extrêmes dans la guerre d'Ukraine qui a éclaté en 2022, ranime l'intérêt pour le primat politique de son approche indirecte. « C'est par ses singularités mêmes, concluait Lucien Poirier, que la pensée de Liddell Hart atteint à l'universel. Son exceptionnelle intelligence de la stratégie, jamais coupée de la politique, sa culture militaire, peu banale et fécondant à la fois l'interprétation du passé et l'imagination du futur, lui ont d'abord permis d'inventer un type de guerre mécanique, matrice de la stratégie opérationnelle moderne, de réhabiliter la guerre limitée et la stratégie indirecte ; ensuite, d'édifier une théorie complète et consistante qui, se démarquant d'un héritage ossifié, a renouvelé notre approche de la stratégie de guerre. »

Plus fondamentalement, Basil Liddell Hart représente un cas intéressant pour l'historien des idées du XX^e^ siècle. Le « capitaine qui enseignait les généraux » symbolise avant tout les valeurs profondément pacifistes d'une partie de la génération des tranchées. Sur le plan philosophique, il est, littéralement, un anti-Jünger. L'un des grands connaisseurs de Liddell Hart, Alex Danchev, a bien résumé cet aspect de sa personnalité : « En Liddell Hart, la sensibilité pacifiste n'était pas éradicable. Avec le temps, sa conviction se fit de plus en plus forte. Au milieu des années 1930, il était convaincu que, loin d'être une délivrance, la guerre était une absurdité (et la guerre totale un non-sens), la victoire une apparence, et la bataille une excroissance [anormale]. » Davantage que dans une passion incandescente de reconnaissance intellectuelle soutenue par un orgueil buté et le génie de la manipulation critique, la justification de cette œuvre fascinante trouve son origine dans la peur hideuse des gaz de l'été 1916, au milieu de l'enfer de la Somme, hanté par les cris angoissés des mourants. Ce qui suivit, les soixante ans de carrière du capitaine Liddell Hart, les combats politiques, la lutte fébrile et parfois maladroite pour contrôler le jugement de la postérité, ne fut qu'un épilogue à cette « nuit » de Picardie, révélation pascalienne sur l'absurdité de la condition humaine, dont ce fils de pasteur méthodiste resta à jamais marqué.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Basil Liddell Hart*, Paris, or the Future of War*, Londres, Kegan Paul and Co, 1925.

–, *The Decisive Wars of History*, Londres, G. Bell and Sons, 1929, [réédité sous le titre *The Strategy of Indirect Approach*, Londres, Faber and Faber, 1941, 1946, 1954, 1967].

–, *Foch, The Man of Orleans*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1931.

–, *The British Way in Warfare*, Londres, Faber and Faber, 1932.

–, *The Other Side of the Hill*, Londres, Cassell and Co, 1948 [puis 1951, 1956 et 1973].
–, *Deterrent or Defence*, Londres, Stevens and Sons, 1960.

TRAVAUX DE RECHERCHE

André Beaufre, préface à Basil Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, trad. Jean-Paul Constantin, Fayard, 1976.
Alex Danchev, *Liddell Hart, Alchemist of War*, London, 1998.
John J. Mearsheimer, *Liddell Hart and the Weight of History*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1988.
Robert O'Neill, « Liddell Hart and His Legacy », Annual Lecture, King's College London, *Liddell Hart Centre for Military Archives*, Tuesday, 19 mai 1988.
Lucien Poirier, « Lire Liddell Hart… », introduction à Basil Liddell Hart, *Stratégie*, Perrin, coll. « Tempus », 2007, p. 7-82, [1998].

André Beaufre, le stratège méconnu

Hervé Pierre

Souvent cité mais peu lu, le général Beaufre est de ces auteurs dont la vie se résume à un mot, la pensée à un concept et l'œuvre à un titre. Essentiellement connu pour avoir contribué dans les années 1960 au débat sur la dissuasion nucléaire, il préconise, comme d'autres, une approche globale en stratégie, ce qu'il nomme « stratégie totale », dont il fait le motif central de l'*Introduction à la stratégie*. Certes. Et pourtant. Officier de carrière pendant quarante ans, il a été de tous les combats livrés par la France et n'a commencé à publier qu'à la toute fin de sa vie. Le livre qui construit sa notoriété est paradoxalement le premier, le plus court et celui dans lequel sa pensée est la moins aboutie puisque, comme son titre l'indique, il ne s'agit que d'une introduction. Enfin, la stratégie totale est une formule qui ne peut se comprendre sans le diagnostic qui la sous-tend – un monde en paix-guerre – et dont les effets ne s'estiment qu'à l'appréciation de ses multiples combinaisons. Pour l'écrire autrement, Beaufre en prêt-à-penser est non seulement l'homme d'un seul livre, mais un homme amputé des trois quarts de sa vie et dont la pensée est réduite à une idée fixe.

L’homme et ses masques

L’homme, son œuvre et sa pensée sont pourtant intimement liés. « La pensée ne peut être arbitrairement séparée de ceux qui la portent », estimait Jean-Paul Charnay, l’un des disciples du général qui regrettait à juste titre une postérité fondée sur un malentendu. Et les envisager ensemble est l’une des voies possibles pour éviter de ne retenir que quelques formules magiques d’une pensée toujours plus complexe que le résumé qui en est communément proposé. Car la complexité – au sens de tissé ensemble – est l’histoire d’une vie qui traverse le siècle. Revenir au charnel de l’existence, sans s’y limiter, devient alors une nécessité pour restaurer, adosser au réel et comprendre des pans entiers d’une réflexion nécessairement élaborée au fil du temps.

Né en 1902 dans une famille de négociants en vins, André Beaufre suit sa scolarité au collège Sainte-Barbe sous la menace des canons allemands. Emporté par l’enthousiasme de la victoire, il défile boulevard Saint-Germain avec ses camarades jusqu’aux fenêtres de l’Hôtel de Brienne. Contre l’avis de son père qui estime alors que le métier des armes n’a plus d’avenir, le jeune bachelier décide de préparer le concours de Saint-Cyr. Admis dans la prestigieuse école d’officiers en 1921, il en sort deux ans plus tard avec le grade de sous-lieutenant et une première affectation au 5^{e} régiment de tirailleurs algériens. Outre la découverte de l’Afrique du Nord débute alors pour lui une carrière militaire dont les étapes se confondent avec les grands événements qui scandent l’histoire militaire de la France jusqu’à la fin de la guerre d’Algérie. Lieutenant chef de section dans le Rif où il est grièvement blessé en 1925 à la tête de ses hommes, il est capitaine commandant une compagnie de tirailleurs marocains dix ans plus tard, avant d’assister, aussi impuissant que désespéré, à l’effondrement de juin 1940 comme officier d’état-major. Compagnon de fuite du général Henri Giraud à l’automne 1942, il commande un bataillon lors de la

campagne de Tunisie, participe à la libération de la France comme chef d'état-major de la 4e division marocaine de montagne puis, sous le commandement de Jean de Lattre, comme chef des opérations de la 1re Armée. Projeté en Indochine à la tête d'une demi-brigade, il est par la suite général commandant une division en Algérie et il prend en outre la tête des forces terrestres engagées à Suez en 1956 pour la reprise du canal.

Or cette trajectoire de soldat engagé dans l'action vient très tôt en rencontrer une autre, de penseur s'intéressant aux formes prises par la conflictualité. Au début des années 1930, dégagé de tout commandement pour préparer le concours de l'École de guerre, le jeune officier s'éveille à la pensée stratégique : « J'avais toujours été attiré par le domaine intellectuel de la guerre, que Saint-Cyr n'avait fait qu'effleurer et dont mes expériences algérienne et marocaine m'avaient montré les lacunes évidentes. Cette armée des années vingt vivait visiblement sur des formules dépassées et mal pensées. J'étais avide de comprendre, de démonter les mécanismes auxquels j'avais participé aveuglément. » Le plaisir qu'il prend à réfléchir et à écrire trouve alors matière dans l'observation de la dégradation des relations internationales. Les années 1930 sont d'abord pour le jeune officier des années de formation, à l'École de guerre qu'il intègre, mais également à l'École libre des sciences politiques dont il suit les cours en auditeur libre. Elles sont aussi celles d'une rencontre aussi fortuite que stimulante avec Basil H. Liddell Hart qui trouve un public de choix en la personne du Français, jeune-turc effaré par l'incapacité collective à questionner le dogme de 1918 et exaspéré par la directive Gamelin qui ajoute à cette sclérose l'interdiction de s'exprimer, donc d'en sortir. « Du jour au lendemain, un silence pesant s'abattit sur les revues militaires – alors nombreuses – et sur les garnisons. La doctrine officielle, qui était déjà très en retard, se figea définitivement. » Incité à écrire par son ami d'outre-Manche, le capitaine rédige entre 1938 et 1942 quatre textes restés inédits mais qui constituent le socle de ses réflexions ultérieures.

Décryptant l'actualité d'avant-guerre, il noircit d'abord une soixantaine de feuillets. « Je tirais de ces réflexions la matière d'un article que *La Revue des Deux Mondes* devait publier sans hâte… le 15 août 1939. Je l'avais intitulé "La paix-guerre ou la stratégie de Hitler" et j'y disséquais les formes – nouvelles alors – de ce que nous appelons aujourd'hui la stratégie de guerre froide. » Après la défaite de juin 1940, affecté à la commission de contrôle de l'armistice, il entreprend ensuite « l'étude d'une nouvelle stratégie opérationnelle défensive à base de contre-attaques blindées » qui lui « permettra de sortir l'hiver suivant la note sur la guerre éclair ». Placé en résidence surveillée après avoir été accusé d'atteinte à la sûreté de l'État, il rentabilise en effet dix mois de chômage technique pour reprendre ce travail mais également rédiger deux autres textes : « Sic transit gloria mundi », qui servira de matrice au *Drame de 1940* ; « La guerre » qui, étoffant le texte de 1938, constitue une étape de plus vers l'*Introduction à la stratégie*.

S'il est repris dans la tourmente des opérations après sa fuite en Afrique du Nord en novembre 1942, André Beaufre est définitivement marqué du pli de la recherche et du goût de l'écriture. Alliant les figures du stratège qui fait la guerre et du stratégiste qui la pense, il ne cessera jamais d'écrire, nourrissant sa pensée de son expérience de praticien. De ce riche vécu, quelques faits majeurs et deux rencontres l'ont particulièrement influencé jusqu'à constituer des tenseurs de son système de pensée : la rencontre de Liddell Hart, le maître à penser avec lequel il restera en contact jusqu'à la mort du Britannique en 1970 ; l'intimité sept années durant avec de Lattre, grand capitaine qui fait de lui son éminence grise ; la débâcle de juin 1940, modèle du cygne noir vécu comme une véritable fin du monde. Expérience encadrée, dans une moindre mesure, par la mission de bons offices à Moscou en 1938 auprès du général Joseph Doumenc et le fiasco de l'opération de reprise du canal de Suez en 1956, expressions d'une incohérence entre les niveaux politique et militaire. À son départ de l'armée

en 1962, le général d'armée Beaufre se voit confier la charge de créer un think tank à l'américaine, l'Institut français d'études stratégiques (IFDES) dont l'*Introduction à la stratégie* constitue le manifeste. Comme son titre l'indique, ce premier livre est conçu comme un point de départ, bien qu'il soit le produit de vingt ans de réflexions mûrement malaxées et patiemment raffinées. Il agence de façon claire et logique les pièces d'une machine à penser en stratège qui seront autant d'objets dont se saisiront les livres à venir, *Dissuasion et stratégie*, *Stratégie de l'action* et *Bâtir l'avenir*. Plus tardif, *Stratégie pour demain* en livrera une déclinaison opérationnelle et programmatique, d'ailleurs conçue comme une proposition alternative au Livre blanc de 1972. Véritable laboratoire de production d'idées, l'IFDES connaît une pleine notoriété jusqu'au milieu des années 1960. Son président fondateur, boulimique d'activités, cumule les casquettes de chercheur, d'enseignant, de consultant et de journaliste, notamment pour *Le Figaro* et RTL. Auteur de quinze ouvrages, publiés entre 1963 et 1975, ainsi que de trois cents articles, il donne plus d'une centaine de conférences dont la plupart à l'étranger, au grand dam de ses proches qui s'inquiètent pour sa santé. Après trois alertes cardiaques sérieuses, il est emporté par une quatrième attaque en février 1975 alors qu'il se trouve en Yougoslavie pour y prononcer une conférence.

Un créole stratégique

Le général Beaufre est un remarquable assembleur à défaut d'être l'inventeur d'un concept phare. Lui-même estime d'ailleurs que son seul mérite est d'« avoir essayé de […] rationaliser les diverses conceptions de la stratégie ». Mais cette démarche qui le conduit à réconcilier Clausewitz et Liddell Hart n'a rien de neutre. En s'autorisant à associer ce qui s'oppose, il assume le risque d'une réinterprétation qui conduit potentiellement à

modifier les motifs qu'il assemble. Pour les uns, cet assemblage affaiblit les concepts en un salmigondis autorisant à défendre tout et son contraire. Pour d'autres, l'assemblage est un créole qui refonde les concepts autant qu'il en forge de nouveaux. Surtout, Beaufre s'efforce de dépasser systématiquement les contradictions des différentes écoles de pensée. La paix-guerre, point géométral de son modèle, en offre une illustration exemplaire. Cette conflictualité rampante, qui n'est plus la paix mais pas encore la guerre, serait désormais devenue la norme. Pour filer la métaphore médicale dont le général était particulièrement friand, la paix-guerre relève du diagnostic et la stratégie totale du remède que le stratège décline en une variété de posologies.

Le concept de paix-guerre apparaît début 1939 dans une étude sur la stratégie de Hitler. L'officier y décrit une stratégie qui excède le seul domaine militaire mais dont l'intensité reste sous le seuil de la déclaration des hostilités. Si les faits lui donnent alors tort, André Beaufre dévoile néanmoins les mécanismes paradoxaux qui seront ceux de la dissuasion nucléaire. Ainsi, même s'il estime la guerre mondiale improbable, son éventualité doit rester dans le champ des possibles, sinon à perdre son effet dissuasif. « Nous ne voulons pas dire, comme l'ont fait certains auteurs étrangers, qu'il faille écarter l'idée de la guerre totale. » Le risque ne doit donc pas disparaître, ce qui suppose d'être crédible : techniquement car « la préparation à la guerre totale constitue la meilleure garantie » ; politiquement car « le bluff apparaît comme l'un des facteurs essentiels » ; par la définition d'intérêts qui justifieraient le franchissement du seuil, la perspective du pire étant une « prime d'assurance risque contre le pire ». En 1963, Beaufre réintroduit le modèle de la paix-guerre, la guerre froide étant l'avatar qui incarne pleinement son intuition initiale. Modification cependant non négligeable, la guerre nucléaire vient occuper la polarité laissée vacante par la guerre conventionnelle. Le tout ou rien de l'arme atomique rend la dissuasion qui en découle particulièrement stable, au point

que le stratégiste finit par écrire en 1974 dans *Le Figaro* – non sans provocation – que la bombe est une « arme de la Providence ». Le caractère intouchable, donc très élevé du seuil au-delà duquel la destruction mutuelle serait assurée, ouvre paradoxalement en deçà un large spectre d'options qui sont autant de degrés sur une échelle de Richter de la violence.

La paix-guerre consiste à dépasser les catégories de paix et de guerre pour penser l'intervalle. Car même quand les conditions juridiques qui s'attachent à ces catégories sont remplies, signer la paix ou déclarer la guerre, l'officier estime que leurs manifestations restent en deçà des idéaux types qu'elles sont censées incarner. En résulte une situation réelle qui est toujours un mixte, un relatif, un pis-aller. Considérant par ailleurs que le diagnostic est par nature évolutif, le stratégiste juge plus adéquat d'estimer le dosage de paix et de guerre sous une forme dynamique, celle d'une variation entre les deux polarités qui prendrait la forme d'une certaine allure de paix-guerre. À l'exception des cas limites de paix absolue ou de guerre nucléaire, le régime de paix-guerre est donc celui d'une modulation autour d'un point d'équilibre que Beaufre qualifie d'abord de demi-paix puis de paix relative. Une tendance générale se dessine néanmoins qui qualifie pour un temps la stratégie conduite d'une dominante – paix ou guerre – sans pour autant en saturer la signification, c'est-à-dire sans épuiser les ressources de la logique inverse. Accordant la préférence à la continuité plutôt qu'à la discontinuité, le penseur repousse donc la césure juridique classique entre la paix et la guerre aux deux extrêmes du spectre. Paix et guerre sont désormais à entendre comme des tenseurs qui quadrillent le domaine stratégique pour permettre des désignations aussi particulières que provisoires. « Le passage de la guerre à la paix n'est plus, comme encore pour Clausewitz, une rupture, quant aux moyens sinon quant aux buts, mais une transition : une simple différence d'intensité, non de nature », insiste Charnay.

Raymond Aron souligne toutefois le risque de confusion. Bien que reconnaissant le flou régnant désormais entre paix et guerre, le politiste souligne la nécessité de « sauver les concepts ». « En assimilant la guerre froide à “un niveau de guerre”, le général Beaufre supprime la distinction majeure entre paix et guerre puisque seule la paix “parfaite” ne serait pas “paix-guerre”. Encore une fois chacun décide librement de son vocabulaire mais Clausewitz et les marxistes-léninistes nous mettent en garde contre une confusion des concepts aux conséquences graves. » Or Beaufre ne nie pas l’existence de catégories, puisque ces schèmes sont des repères à l’aune desquels jauger le réel ; mais il estime qu’il existe en pratique un tiers qui s’impose dans les faits comme le cas d’usage le plus fréquent. Le stratège serait par conséquent celui qui parvient, éclairé d’un calque conceptuel, à interpréter au plus juste la situation vécue pour en proposer une transformation. Toute posture stratégique est par conséquent une sélection active et temporaire qui lie des segments de théorie et de pratique pour que la pensée fasse carte.

Ainsi, les normes de paix et de guerre n’ont plus à être séparées mais doivent être distribuées en proportions variables dans les situations existantes. Peuvent être alors plus efficacement interrogés les phénomènes de bordure qui renseignent sur les conditions réelles de franchissement de seuils de conflictualité qui ne sont pas nécessairement là où le droit les situe.

Quel remède pour quelle stratégie ?

« À une notion élargie de la guerre doit correspondre une notion élargie de la stratégie. » Le second apport de Beaufre est le remède à apporter au diagnostic. Il consiste à appliquer la méthode de raisonnement militaire à d’autres champs d’action. Si la dénomination exacte de ces domaines

évolue entre 1939 et 1963, leur nombre et leur contenu sont d'une remarquable constance : diplomatique, économique, militaire et d'influence. Visant à miner la cohésion de l'adversaire, la manœuvre d'influence, en intervenant dans la politique intérieure d'un pays, devrait se généraliser tant elle est féconde en résultats et peu risquée. Ayant la propagande pour vecteur, elle vise à faire tomber le gouvernement adverse comme un fruit mûr ou à le rendre incapable de soutenir ses revendications. Permettant d'éviter les coûts et les dangers d'une aventure militaire, elle ne présente que des avantages, à condition d'en maîtriser les effets. La stratégie choisie peut également être économique : si cette dernière joue un rôle clé en guerre industrielle, puisque la Nation mobilise toutes ses ressources, elle constitue le reste du temps une forme normale de concurrence. La compétition économique acharnée accrédite l'idée d'un monde ignorant la paix, alors même que les diplomates dialoguent et que les armes se sont tues.

La stratégie doit donc être totale. D'abord parce que l'ambition qui la fonde est de disposer d'un outil capable d'embrasser toutes les dimensions d'un antagonisme qui ne peut être résolu par le seul recours à la force armée. Ensuite, parce qu'en envisageant la paix et la guerre dans leur simultanéité, et non plus de façon séquentielle, la stratégie n'est plus réservée au seul temps de l'action militaire. Si Léo Hamon reconnaît s'inspirer de Beaufre quand il écrit que « la stratégie déborde souvent la conduite de la guerre proprement dite », le général va en réalité beaucoup plus loin puisqu'il la considère comme « une discipline de pensée indispensable au niveau des classes dirigeantes ». Ce hors-limite n'en a qu'une : sa finalité. En effet, la stratégie ne se justifie que par l'existence d'un antagonisme. « Le rôle du stratège commence dès qu'il y a volonté de coercition ou de résistance à la coercition, c'est-à-dire dès la paix-guerre. » De fait, Beaufre modifie sa définition de la stratégie en 1963, une mutation inaperçue alors qu'elle est fondamentale. Le verbe « utiliser » est remplacé

par « faire concourir » et « les forces militaires » deviennent simplement « la force ». « L'art d'employer les forces militaires pour atteindre les résultats fixés par le politique » devient « l'art de faire concourir la force ». Rien de plus, mais tout est dans le non-dit : « la force » excède les « forces militaires » et « concourir » ouvre le champ des possibles. Ainsi, André Beaufre métamorphose la stratégie en art de gouverner en situation d'antagonisme ; elle s'applique donc potentiellement à une infinie variété de situations.

Stratégie totale… Liddell Hart réagit vivement à la formulation car il y voit une malheureuse allusion « à la guerre à outrance qui s'autorise toutes les outrances ». Mais le Français persiste : « Je reconnais que ce mot est généralement pris dans le sens que vous évoquez mais c'est un sens vulgaire car le mot de guerre totale lancé par Ludendorff vise bien la guerre dans tous les domaines et non le paroxysme que j'appelle intégrale. C'est un des mots-clés de mon vocabulaire. Je ne le modifierai pas. »

Le problème ne se limite pas à une question sémantique. En 1939, Beaufre se réfère à la nécessaire cohésion animique de la Nation, un emprunt direct à Erich Ludendorff qui, au nom de cet impératif, a justifié tous les excès. De même, Beaufre estime qu'il faut réviser les rapports entre guerre et politique. Sans aller jusqu'à l'inversion, il ouvre néanmoins le champ des possibles : « Je voudrais, quant à moi, que l'on sorte de l'équivoque que le XIX^{e} siècle a créée et entretenue en prétendant séparer artificiellement les domaines politique et militaire, séparation qui, de nos jours, a de moins en moins de sens, et que l'on accepte, sans fausse honte, de proclamer que la conduite d'une politique relève d'une stratégie totale. Je sais bien que cette franchise effraie certains de nos diplomates. » Certes, il condamne « la conception raciste allemande » et souligne que l'emploi de la force doit être soumis à une éthique particulièrement solide, mais son modèle a séduit les régimes les plus autoritaires, de l'Afrique du Sud de Pieter Willem Botha aux dictatures d'Amérique latine. Mais si André

Beaufre reconnaît le rendement que ce type de régime peut obtenir d'une stratégie totale, il estime néanmoins qu'un système ouvert résiste mieux dans la durée. Les démocraties « ne peuvent que céder du terrain devant l'action méthodiquement orientée des doctrinaires, mais leur plasticité les protège des grandes erreurs que comporte toute doctrine trop systématique ».

Enfin, Beaufre traduit le remède en posologies pouvant couvrir un large spectre de maux. Si l'arme nucléaire y joue le rôle d'antibiotique, la guerre classique limitée et la guerre de partisans offrent deux autres formes de traitement complémentaires.

La révolution de l'atome

André Beaufre s'intéresse très tôt aux possibilités de l'arme atomique. Le 10 août 1945, après Hiroshima et Nagasaki, il couche sur le papier des analyses lumineuses. Écrites alors que sa réflexion ne fait que s'amorcer, elles témoignent d'une étonnante lucidité. « Un fait capital s'est produit et dès maintenant les conséquences sont en marche. » Non seulement il identifie la rupture que constitue la détention du feu nucléaire, mais il passe méthodiquement en revue les possibilités d'y échapper, de la protection à l'interception en passant par la frappe préventive. À l'instar de la démonstration qui sera celle de l'*Introduction à la stratégie* presque vingt ans plus tard, il conclut alors à une unique option : « Il n'y a donc pas, avec les moyens actuellement connus, de protection efficace contre la guerre atomique, donc toutes les données militaires actuelles sont caduques. » En l'état, la solution consiste à « être en mesure de se protéger par la riposte », ce qui conduit à établir un équilibre. S'il n'écrit pas encore le mot dissuasion, il élabore en cet été 1945 un raisonnement qui en décrit la mécanique : « Si deux États possèdent le secret et qu'ils s'opposent, la lutte

peut prendre la forme de la paix-guerre avec des menaces potentielles suivies d'un compromis. » La précocité de ses conclusions étonne, car l'idée qui prévaut à l'époque est « de croire que l'arme nucléaire serait une arme comme les autres, que l'on emploierait dans une guerre d'une dimension plus grande ». Or entre l'option d'emploi, que Beaufre qualifie « d'attaque à la japonaise », et celle du non-emploi qu'il désigne sans surprise par « paix-guerre », il conclut que seule la seconde est possible. Habité par la question de la dissuasion nucléaire pendant trente ans, le stratégiste écrit encore sur le sujet en décembre 1974, deux mois à peine avant son décès. Dans cet ultime papier, il offre non seulement une rétrospective des années de débat mais un digest des idées-clés qui font l'originalité de sa pensée. Alors que les plus orthodoxes estiment que la Bombe supprime tout risque d'agression, Beaufre continue de penser qu'elle ne répond qu'à un type de menaces. Pour faire face au spectre complet, il propose un double élargissement du concept de dissuasion : élargissement horizontal au sens où il articule l'existence de la force de frappe française à la participation à un système d'alliances ; élargissement vertical puisque la dissuasion nucléaire doit être soutenue par des forces conventionnelles aux effets dissuasifs, et par la capacité de résistance de la Nation qu'il appelle dissuasion populaire. Dans le premier cas, la conférence d'Ottawa en 1974 lui a donné raison en reconnaissant la contribution française à la dissuasion globale de l'OTAN ; dans le second, l'étude du niveau populaire a conduit le stratégiste à proposer une réforme du service national et à décrire ce que pourrait être une garde nationale.

Dissuasions conventionnelle et populaire

La dissuasion conventionnelle est constituée par le bouclier des forces classiques. Les guerres limitées sur des théâtres périphériques ne justifiaient

sans doute pas de conserver un arsenal important. Mais, au début des années 1970, l'existence d'armées capables d'obturer les angles morts de la dissuasion nucléaire est redevenue un impératif pour des Européens qui assistent en Centre-Europe au désengagement nucléaire américain : « La guerre classique, impossible il y a dix ans seulement dans les zones géographiques où les puissances nucléaires avaient des intérêts importants – c'est-à-dire pratiquement en Europe – n'est plus vraiment interdite par la dissuasion nucléaire stratégique. Il y a un trou dans le système de dissuasion qu'il importe de ne pas laisser subsister. […] Il faut rétablir une dissuasion de la guerre classique dans les régions les plus dangereuses. » Encore faut-il que les forces conventionnelles soient crédibles. Constatant la réduction tendancielle du volume des armées et l'élargissement des théâtres d'opérations, Beaufre conclut à la difficulté de rendre les forces conventionnelles dissuasives. Les étaler présente le risque de les disperser ; les concentrer, celui de laisser ouverts des espaces entiers. Or ce dilemme classique, entre dispersion et concentration, peut être résolu mais à deux conditions. La première, qu'il nomme « agilité », est « la combinaison de la mobilité » – avec en particulier l'utilisation massive d'hélicoptères – et « des capacités de réaction (renseignements, décision, diffusion des ordres, exécution) » ; il s'agit de pouvoir concentrer rapidement les forces pour créer un rapport de force localement favorable, puis de les disperser en cas de frappe adverse. La seconde consiste à augmenter la puissance des armes. Pour ce faire, Beaufre milite pour le recours aux armes nucléaires tactiques (ANT) dès le début de l'offensive pour cibler les concentrations adverses. Mais, plus que leur emploi qui n'aurait rien d'anodin, c'est en réalité leur pouvoir dissuasif qui est recherché, pour rendre improbable l'affrontement des forces classiques. Pour que leur effet stabilisateur fonctionne, encore faut-il que leur emploi soit jugé crédible. Or l'espace Centre-Europe étant fortement peuplé, moins la population risque de faire les frais des frappes, plus l'hypothèse que ces dernières soient déclenchées devient crédible. Il

faut donc limiter la puissance des ANT et les rendre le moins sales possible, ce qui explique qu'André Beaufre devient ensuite un fervent défenseur de la bombe à neutrons.

Enfin, la guerre de partisans est à l'action ce que la capacité de résistance de la Nation est à la dissuasion. Le penseur y consacre des pages entières de *Stratégie pour demain*. Certes, avec la fin de la guerre d'Algérie, la contre-insurrection devient un sujet si sensible que son enseignement est retiré du programme de l'École de guerre et les partisans de la guerre psychologique sont mis en quarantaine. Beaufre désapprouve sans l'ombre d'un doute le recours à des méthodes extrêmes, mais il continue à réfléchir à la question. En 1963, il préface un livre consacré aux *Kampfgruppen*, des groupes paramilitaires est-allemands. Il y souligne le rôle de cette milice pour encadrer la population, mais aussi pour agir dans les intervalles et sur les arrières des troupes régulières. Le penseur s'intéresse également au modèle de l'armée suisse, milices de soldats-citoyens formant garde nationale. En plus d'un coût financier moindre, il conclut à un système qui « aurait l'avantage de procurer la matrice d'une mobilisation beaucoup plus large […] et permettrait en outre de recréer un lien permanent entre l'armée et la Nation ». Ses réflexions se concrétisent par la publication en 1972 de *La Guerre révolutionnaire* et *Stratégie pour demain*. Si le premier ouvrage est un état de l'art par les exemples, le second est une proposition adaptée à la réalité française avec réforme du service national et création des milices dont le volume enflerait en cas d'attaque. Ce niveau populaire, qui garantit la résilience nationale, complète le niveau conventionnel dans un ensemble qui reste tenu par la dissuasion nucléaire, elle-même soutenue donc crédibilisée par ses formes complémentaires. Tout est lié. « Il est possible et même probable […] que le renforcement des forces classiques du "niveau 2" par les milices de "niveau 3" puisse permettre de réaliser une dissuasion de la guerre classique, capable de relever notablement le seuil d'emploi des armes nucléaires. »

Héritages

Stratège remercié au début des années 1960 alors qu'il aurait pu prétendre au poste nouvellement créé de chef d'état-major des armées, André Beaufre est un stratégiste oublié en France jusqu'au début des années 1990. Après avoir servi le général Giraud au moment même où, en 1942, la confrontation avec de Gaulle atteignait un point de non-retour, il est pourtant décrit parmi les plus brillants de sa génération. Comme officier général, il fait ensuite les frais d'une posture moins alignée sur l'exécutif que son grand rival Charles Ailleret, père de la Bombe française et signataire du cessez-le-feu en Algérie. De son parcours à l'OTAN, celui qui reçoit en 1963 la direction de l'IFDES pour solde de tout compte se forge en outre la certitude qu'il faut conserver le lien atlantique et que ce lien participera à la construction d'une Europe plus forte. Cette conviction conditionne sa proposition d'un modèle alternatif de dissuasion que les tenants du tout national – Pierre Gallois en tête – jugent alors de nature à fragiliser le nouvel édifice de défense. En réalité, le modèle de dissuasion à la française aura *in fine* bien des traits empruntés à celui de Beaufre sans que cela soit explicitement assumé, sauf du bout des lèvres par Lucien Poirier, et encore, très tardivement. Mais quand se ferme la fenêtre du Grand Débat et que le modèle de défense français se cristallise, l'auteur de l'*Introduction à la stratégie* est progressivement sorti du jeu, poussé à conclure. En 1972, année de parution du premier Livre blanc, le stratégiste blessé publie donc un contre-projet qui, avec son décès brutal moins de trois ans plus tard, est resté lettre morte mais a pris depuis valeur de testament. Comme il ne cesse alors de l'écrire, son modèle est celui de la « stratégie tous horizons : de l'atome au fusil », « de l'arme nucléaire à la milice nationale », « de la dissuasion nucléaire à la dissuasion morale ». Envisageant les interactions autant que les combinaisons entre les différentes formes de recours à la force, il s'efforce d'interroger des

configurations de sécurité très variées. Après la chute du mur de Berlin et alors qu'un nouveau Livre blanc est conçu pour faire face à la multiplication des menaces, François Géré souligne dans sa préface à une nouvelle édition de la *Stratégie de l'action* qu'il est urgent de relire Beaufre. Autre tournant stratégique en 2015 avec la série d'attentats qui frappent la France, Pierre Hassner, qui avait participé comme jeune aronien aux réunions de l'IFDES, n'écrit pas autre chose tant lui semble essentiel de disposer d'un modèle suffisamment holiste et plastique pour saisir les transformations de la guerre. Aujourd'hui réfléchir aux correspondances entre guerres primitive et technologique permet par exemple d'identifier que la seconde appelle la première quand le différentiel de puissance est trop important. Autre constat, la technoguérilla est une forme d'hybridité qui permet de cumuler les avantages des deux extrêmes en en minimisant les inconvénients. Aux armées les plus modernes de faire de même en maximisant les gains de l'infovalorisation et ceux du recours aux procédés les plus rustiques. La réalité, telle que les médias la présentent en continu à nos concitoyens, ressemble davantage à un nuancier de dosages sous menace nucléaire, entre d'un côté des groupes armés qui tendent à se régulariser et de l'autre des armées conventionnelles qui tendent à adopter des modes d'action d'irréguliers. Ce constat d'une grande plasticité des configurations observées incite à relire Beaufre, mais c'est l'ensemble de son modèle qu'il convient d'interroger, quitte à en modifier des paramètres comme l'aurait probablement lui-même fait l'assembleur qu'il était.

Pour Beaufre, les normes de paix et de guerre n'ont plus à être séparées mais doivent être distribuées en proportions variables dans les situations existantes. Ce brouillage conduit à étendre le domaine de la stratégie, ce qui lui vaut de sévères critiques. « Cette promotion du modèle stratégique dès le temps de paix ne va naturellement pas sans de grandes déformations de la vérité qui comportent de grands dangers », estime Léo Hamon. Et Michael Howard d'ajouter que Beaufre a étiré au maximum la notion de stratégie

jusqu'à prendre le risque d'atteindre un point à partir duquel s'efface la distinction avec le politique. Le principal intéressé reconnaît qu'en ayant fait sortir la stratégie de son lit naturel, il s'expose à ne pas en maîtriser le cours. De même, il admet que « l'étude de la stratégie totale, qui se situe nécessairement à l'échelon gouvernemental, soulève une question liminaire portant sur l'étendue du domaine à prospecter : où s'arrête la stratégie et où commence la politique ? ». Pour y répondre, le général crée un niveau de politique totale au-dessus de la stratégie, mais cette réponse ne renseigne pas davantage sur les limites. Aron pointe du doigt les contradictions de cette architecture qu'il juge confuse sinon dangereuse. Soulignant qu'« il est inutile de baptiser totale la politique » puisque « celle-ci l'est par définition quand elle est celle de l'État », Aron estime par ailleurs que « la définition de la stratégie que propose le général Beaufre oscille entre deux pôles : ou bien la stratégie couvre toutes les méthodes d'exécution par lesquelles on parvient à atteindre les buts que l'on se donne ; en ce cas, la "stratégie totale" désigne l'ensemble des moyens à la disposition des États pour atteindre leurs buts avec ou sans force de contrainte ; ou bien elle est "l'art d'employer la force et la contrainte pour atteindre les buts fixés par la politique" ou "l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit". En ce cas, on ne saurait parler de stratégie d'une entreprise ou de la stratégie d'un parti dans une démocratie : ni la firme ni le parti n'emploient la force ». « Si la stratégie implique la force ou la contrainte, la permanence de la stratégie équivaut à la permanence de la guerre et le monde interétatique tout entier relève, en toutes ses phases de la polémologie. » Piqué au vif, Beaufre défend *in fine* le caractère exploratoire de sa démarche : « Nous cherchons à défricher un domaine encore très mal exploré, et je ne prétends pas, au stade actuel, faire autre chose que de la découverte. Il serait grand dommage, dans cette aventure intellectuelle, de se laisser arrêter par des mots et des préjugés, avant que la preuve ait pu être faite que la direction de recherche choisie débouche sur une impasse. »

La méthode de Beaufre présente toutefois un intérêt majeur. Elle permet en effet d'interroger les phénomènes de bordure qui renseignent sur les conditions réelles de franchissement de seuils de conflictualité qui ne sont pas nécessairement là où le droit les situe.

Cette méthode présente un double intérêt : elle permet d'échapper à une dichotomie pour lui préférer un nuancier ; elle pense en termes d'objectif limité, et non d'objectif absolu. L'absolu conduit à la montée aux extrêmes : extrême de violence (guerre d'extermination), extrême de contagion spatiale (guerre mondiale), extrême de durée (guerre sans fin), extrême de ressources (guerre totale). A contrario, l'objectif limité est pensé non comme un résultat idéal, mais comme le meilleur des résultats possibles. En découle la définition d'un niveau acceptable de conflictualité ; en deçà, il faudra avoir le courage de considérer que l'engagement ne se justifie plus ou doit être considérablement réduit. Pas de victoire tactique brillante qui signerait la défaite de l'adversaire, mais une victoire construite dans le temps et valorisée en communication. Car le dernier avantage à raisonner dans le spectre ouvert par la paix-guerre est d'ordre politique. Certes l'impossibilité d'être en paix peut faire craindre une permanence de la guerre. Encore faut-il s'entendre sur le terme. Qu'on le regrette ou non, le mot dans son sens le plus extensif ne se limite déjà plus pour Beaufre à l'affrontement sanglant entre deux groupes armés. Il qualifie plus généralement toute forme d'opposition à une volonté adverse. Le triptyque contestation-compétition-affrontement qui scande les prises de parole du chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, n'exprime aujourd'hui pas autre chose qu'un diagnostic de paix-guerre, nouvel avatar d'un monde qui n'est jamais totalement en paix.

Par ailleurs, Beaufre s'impose comme l'un des premiers intégrationnistes. *Comprehensive approach* de l'OTAN ou stratégie française 3D au Sahel, ce type de modèle embrassant toutes les dimensions d'un conflit a aujourd'hui le vent en poupe. Mais pour que cette approche

ne demeure pas au stade de la déclaration d'intention, il faut que les moyens mobilisés soient articulés les uns aux autres, hiérarchisés dans le temps comme dans l'espace, et que les effets obtenus fassent l'objet d'un pilotage fin, de l'échelon de décision à celui d'exécution. La mise en cohérence des actions, afin d'optimiser leurs effets, doit s'opérer sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la maîtrise d'ouvrage (charnière politico-stratégique) à la maîtrise d'œuvre (charnière tactico-opérationnelle) en passant par la maîtrise d'ouvrage déléguée (charnière stratégico-opérationnelle). Au plus haut niveau, cette exigence impose au politique de jouer tout son rôle : fixer un objectif limité au regard des contraintes – « la meilleure des solutions possibles » et non pas la « meilleure des solutions » – ce qui suppose des choix donc des renoncements. Au niveau intermédiaire, elle suppose d'être en mesure d'opérationnaliser la décision via une structure interministérielle. Enfin, sur le terrain, il faut privilégier des combinaisons adaptées à l'allure de paix-guerre. Les Américains ont ouvert la marche avec la *multidomain battle* qui, outre une meilleure combinaison des moyens classiques, intègre aussi au niveau tactique des dimensions non militaires, telles que le cyber ou la guerre de l'information. Plus encore, la nouvelle doctrine américaine propose de créer des fenêtres d'avantage qui s'apparenteraient à une forme de néo-*Blitzkrieg* en concentrant des efforts dont la dominante ne serait pas nécessairement militaire.

Au total, André Beaufre redessine l'espace de la stratégie en décloisonnant et en combinant des domaines d'action qui lui étaient étrangers, au prix sans doute d'un flou assumé sur ses limites ; il y déploie en outre un langage suffisamment riche pour penser une grande variété de situations, quitte à perdre en pureté des concepts ce qu'il gagne à les rendre plus opérationnels. Mais ce créole stratégique n'a rien de figé ; il est une praxis qui se déploie et se transforme dans le temps : une tournure d'esprit plutôt qu'un livre de recettes. « Le stratège est analogue à un chirurgien qui devrait opérer un malade en état de croissance constante et extrêmement

rapide, sans être sûr de sa topographie anatomique, sur une table d'opération en perpétuel mouvement et avec des instruments qu'il aurait dû commander au moins cinq ans à l'avance… » Anticipant au maximum, elle est ce qui permet d'avoir toujours un coup d'avance et idéalement, écrit Léo Hamon, d'éviter la guerre, ou pour le dire autrement de « gagner la guerre avant la guerre », pour reprendre les mots du général Burkhard. Ce n'est donc pas totalement un hasard si en 2023 Thomas Gomart conclut *Les Ambitions inavouées* en laissant le mot de la fin à un Beaufre rappelant qu'il faut penser stratégie pour prévoir les tempêtes, en réduire les effets… et même savoir les utiliser.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Hachette, 2012.

–, *Dissuasion et stratégie*, Armand Colin, 1964.

–, *Stratégie de l'action*, Armand Colin, 1966.

–, *Bâtir l'avenir*, Calmann-Lévy, 1967.

–, *Mémoires*, Presses de la Cité, 1969.

–, *Stratégie pour demain*, Plon, 1972.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Thomas Gomart, *Les Ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023.

Léo Hamon, *La Stratégie contre la guerre*, Grasset, 1966.

Pierre Hassner, « Les transformations de la guerre », *La guerre en question*, Lyon, PUL, 2015.

Jean Gaël Le Flem et Bertrand Oliva, *Un sentiment d'inachevé. Réflexion sur l'efficacité des opérations*, Éditions de l'école de guerre, 2018

Hervé Pierre, *Variations sur la pensée stratégique du général Beaufre*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Jean-Vincent

Holeindre, Paris 2, 2020.
–, *André Beaufre, le stratège méconnu*, Perrin (à paraître).
–, *Écrits de combats 1938-1942*, Perrin (à paraître).

DEUXIÈME PARTIE

COMMENT FAIRE LA GUERRE ?

L'emporter sur l'ennemi dans les combats est le royaume de la tactique. Mais réfléchir à la façon d'orienter les combats pour qu'ils concourent à l'atteinte des objectifs politiques relève de la stratégie. En corollaire, la réflexion sur le moyen de vaincre dans tous les combats, quelle que soit leur singularité dans le temps et dans l'espace, appartient aussi au domaine de la stratégie.

Ce constat pose d'emblée un problème : le progrès technique ne sape-t-il pas les principes stratégiques éternels – à supposer qu'ils existent ? Autrement dit : peut-on penser la conduite de la guerre de façon immuable, sans se montrer sensible aux ruptures induites par les armes nouvelles – chars, porte-avions, drones, sans même évoquer la bombe atomique ? Peut-on admettre que les théories avancées par Sun Zi ou Clausewitz sont encore valides, alors même que les armées disposent de moyens inédits pour s'affronter ?

Les penseurs se sont montrés bien entendu sensibles à cette réalité qui a nourri et renouvelé leurs conceptions. L'irruption du blindé et de l'aéronef comme les mutations d'une marine passant de la voile à la vapeur et intégrant dans sa panoplie de nouveaux types de bâtiments (sous-marins et porte-avions notamment) ont influencé les théoriciens, attentifs aux perspectives qu'ouvraient ces inventions. Ainsi, les chars ont stimulé la réflexion des stratégistes, comme le suggère le cas de John F. C. Fuller, l'un de ses plus brillants théoriciens. De même, les marins, suivant Alfred Mahan, Julian Corbett ou Raoul Castex, ont essayé de placer la mer au service de la stratégie, tout en restant soucieux de la spécificité du milieu maritime. À la différence de la terre, en effet, le contrôle de cet espace n'a pas de valeur en soi puisque aucun homme ne le peuple. En revanche, la défense des côtes et des ports ainsi que la maîtrise des voies de communication représente un impératif crucial, en raison des flux

logistiques ou commerciaux qui irriguent les flots, que l'on veuille s'en réserver le bénéfice (*sea control*) ou empêcher l'ennemi d'y accéder (*sea denial*). En outre, le porte-avions a profondément changé la façon de combattre, en permettant de projeter une force aérienne sur des théâtres d'opérations éloignés. En revanche, aucun stratégiste n'a imaginé que la victoire puisse exclusivement dépendre de la mer. Dès lors, note Hervé Coutau-Bégarie, « au lieu de rester limitée à son environnement spécifique, la guerre maritime s'est trouvée englobée dans une stratégie générale à laquelle elle a dû, de fort mauvais gré le plus souvent, se soumettre ».

Pour leur part, les stratégistes de l'air ont souvent plaidé pour leur paroisse, en affirmant que des cieux pouvait provenir la victoire. Dès lors, affirmaient-ils, la stratégie aérienne devait dominer la stratégie générale – une thèse que défendent Giulio Douhet ou William Mitchell, subjugués par les possibilités infinies que l'aviation ouvrait. La plasticité de l'avion lui permet, il est vrai, de servir une stratégie offensive ou défensive, d'anéantissement ou d'usure, de guerre totale ou de conflit limité. Mais jusqu'à ce jour, aucune guerre n'a été gagnée par les airs, Irak inclus, ce qui amène à nuancer les prédicats optimistes des grands apôtres de la puissance aérienne, par surcroît plus intéressés par le bombardement stratégique que par la chasse ou l'appui au sol des forces terrestres, rarement théorisés et singulièrement délaissés dans ces approches théoriques.

Ainsi, les progrès techniques ont influencé les stratégistes qui les ont intégrés à leurs théories. Mais s'ils incitent à la réflexion, ils n'ont pas pour autant invalidé la pensée des grands anciens – Sun Zi, Machiavel ou Clausewitz, bien que le nucléaire d'une part et la guerre révolutionnaire de l'autre aient, on le verra, substantiellement modifié les approches.

<u>Stratégie dans la guerre</u>

– Guibert
– Jomini
– Foch

– Fuller

La mer au service de la stratégie

– Mahan
– Corbett
– Castex

Stratégie et puissance aérienne

– Douhet
– Mitchell
– Warden

STRATÉGIE DANS LA GUERRE

Guibert, du tacticien au stratège

Jean-Pierre Bois

« Il fut toujours agité de la passion du bien public », écrit en 1790 Jean-Georges Treuttel, dans une *Notice historique sur Jacques-Antoine-Hippolyte Guibert*, tout juste décédé. Un jugement remarquable quand il s'agit d'une vie presque entièrement consacrée à la réflexion sur l'art de la guerre. Ce que Treuttel appelle « le bien public », faute d'avoir d'autres mots pour qualifier une pensée qui porte à son apogée l'interrogation constante du XVIII^e^ siècle sur l'art de la guerre, c'est ici le passage de l'*Essai général de tactique* (1772) centré sur l'art du combat, ou « tactique élémentaire », et le dernier des grands traités des théoriciens du XVIII^e^ siècle, à une réflexion, qui désigne l'art opératif des guerres, alors appelée « grande tactique ». D'abord avec une première entrée dans la guerre par le haut, que Guibert lui-même qualifie en 1779 dans *Défense du système de guerre moderne* du nom de « Stratégique, ou Tactique des armées », en reprenant le mot « stratégie » que Paul-Gédéon Joly de Maizeroy vient de créer. La réflexion sur la guerre s'élargit ensuite à une réflexion sur le lien profond entre l'État et l'armée, annoncée en 1772, qu'il reprend en 1790, dans le traité posthume *De la force publique* considérée dans tous ses rapports, alors que l'armée elle-même devient celle de la Nation. Une armée citoyenne, plus nombreuse que l'armée professionnelle, en un temps où les guerres ne sont plus celles des rois.

1772. Le temps de l'*Essai général de tactique*

Lorsqu'il publie, anonymement à Amsterdam dès 1770, puis sous son nom à Londres en 1772 et à Liège en 1773, son *Essai général de tactique*, Guibert se propose de tracer les pistes d'une réforme en profondeur de l'administration de la guerre. Un projet ambitieux !

Son expérience de la guerre ne tient pas uniquement du terrain car sa carrière militaire ne doit pas abuser. Âgé de 13 ans, il a suivi son père, major-général dans l'armée de Victor-François de Broglie, et servi dans la guerre de Sept Ans, d'abord avec lui, comme capitaine sur les contrôles du régiment d'Auvergne. Son père fait prisonnier à Rossbach, il le retrouve en 1761, employé dans l'état-major. Ce premier contact avec l'administration d'une armée lui vaut rapidement une réputation par ses dispositions pour l'art militaire, et pour la justesse de ses observations. Mais malgré un caractère déjà brillant et une mémoire impressionnante, il n'est encore qu'un tout jeune homme auquel manque la connaissance de la guerre que possèdent les vieux officiers. Il n'a pas la maturité qui permet de tirer de cette première expérience des principes théoriques. Retiré après 1763 dans le domaine familial, près de Montauban, il suit une nouvelle fois son père lorsque celui-ci, maréchal de camp en 1767, appelé en février 1768 à Paris par Étienne-François de Choiseul, est chargé de rédiger les ordonnances du service des places et des campagnes. Mais il se trouve alors engagé dans les deux campagnes de Corse, et s'illustre à la bataille de Ponte-Nuovo le 9 mai 1769, ce qui lui vaut le grade de colonel et la croix de Saint-Louis. Ces deux campagnes lui ont permis d'approfondir son approche du détail, mais sur un terrain qui n'est pas celui de la guerre sur le continent. La guerre des Corses ne relève pas plus des règles de la ligne mince que de l'ordre profond ou de la guerre légère. Il y gagne l'amitié de Charles-François Dumouriez, entretenue jusqu'en 1772, qui a pu lui permettre

d'approfondir ses idées si l'on en croit les manuscrits que celui-ci énumère dans ses *Mémoires*, tous détruits en 1793, après Neerwinden.

Ce n'est pas l'essentiel. En ce qui concerne l'art de la guerre, Guibert se forme surtout par les lectures qui occupent son temps libre : les théoriciens du siècle, tous attachés à la recherche d'une solution au blocage tactique inhérent à l'emploi de « l'ordre mince », prôné par « les principes et les règles » de l'*Art de la guerre* du maréchal Armand Marie Jacques de Puységur. Privilégiant la puissance du feu, ce principe entraîne la disposition des armées sur une ligne mince très étendue, difficile à commander, et incapable de se mouvoir sans risquer de rompre la cohésion des troupes. À ce dispositif s'oppose « l'ordre profond », prôné par le chevalier Jean-Charles de Folard, dont le *Traité de la colonne*, écrit dès 1724, est reproduit en tête de tous ses ouvrages jusqu'en 1754. Il privilégie le choc, dans un combat qui donne la supériorité aux armes blanches. L'auteur marquant de la décennie qui suit la guerre de Sept Ans est Joly de Maizeroy avec, en 1773, son gros ouvrage *La Tactique discutée et réduite à ses véritables principes*, en quatre volumes. En 1777, il est le premier à définir, dans la *Théorie de la guerre,* la « stratégie » qui « combine le temps, les lieux, les moyens, les divers intérêts ». Quant à Frédéric II, il avait déjà utilisé sur le champ de bataille les potentialités manœuvrières de son armée en privilégiant l'attaque en force concentrée contre une aile de l'adversaire, expérimentée dans les manœuvres de Potsdam en 1748 et de Tempelhoff en 1750, ébauchée à Rossbach, accomplie à Leuthen, qu'on appelle en français, « ordre oblique », et en allemand « *schiefe Schlachtordnung* », expression statique définissant l'ordre de bataille, ou « *Schrägangriff* », expression dynamique soulignant le mouvement en bataille.

Il faut retenir que Guibert pense, comme tout homme des Lumières, que l'art de la guerre est rationalisable, avec des limites : si la réflexion permet de dégager des principes « sûrs et immuables », ceux-ci ne peuvent

cependant pas être appliqués mécaniquement. Au « génie » d'en faire l'application !

Le Discours préliminaire de l'*Essai général de tactique*

Le « génie » inspire le Discours préliminaire, dédicacé « À ma Patrie ». Guibert place les considérations militaires sous l'égide de la politique de l'État, et prend le ton des philosophes politiques : « J'oserai parler de son administration, dévoiler ses abus, en chercher les remèdes, élever enfin l'édifice immense d'une constitution, à la fois politique et militaire » : les « abus », le maître mot de toute pensée réformatrice au XVIII^e^ siècle, aussi imprécis que les domaines auxquels il s'applique, sont immenses.

Leur dénonciation est recevable par les philosophes comme par la bourgeoisie des Lumières. Quand il en vient à l'Europe militaire, Guibert se fait plus précis en dénonçant des guerres épuisant les dépenses nationales, et des paix marchandées en échange de quelques provinces ou colonies sans clore la source des querelles. Il conclut par une menace prophétique, annonçant aux États décadents qu'ils doivent en urgence se réformer avant qu'une révolution vienne les régénérer. Écartant de son propos ce qui relève de la politique intérieure, il ne s'intéresse qu'à la politique extérieure, qui doit la faire respecter au-dehors.

C'est-à-dire l'art militaire, que Guibert place sous l'égide de la politique. Il déplore le système de l'équilibre des puissances, règle de la diplomatie européenne depuis les traités de Westphalie consacrés par les traités d'Utrecht : s'il prévient sans doute « les torrents dévastateurs », il entretient des guerres continuelles qui épuisent les États, ces guerres de « succession » relatives aux affaires privées des rois. La politique doit se fixer pour seul but de rendre la nation heureuse à l'intérieur, respectée à l'extérieur, appuyée sur une milice, armée citoyenne intéressée par la défense de la patrie, et non armée réglée d'un roi au service de ses

intérêts… Guibert pressent que la guerre des nations ne sera pas la même, mais n'avance pas encore dans la réflexion stratégique qu'elle implique. Est-ce parce que les concepts et les mots qui permettent de les approfondir lui manquent encore ? Ou parce que son expérience réelle de la guerre est trop limitée ?

Centré sur la tactique, le Discours préliminaire annonce cette science nouvelle qualifiée ici de « révolution militaire », sans aller plus loin que la conduite de ses armées par Frédéric II : « l'art de diviser une armée, de simplifier les marches, de déployer les troupes ». Une première partie touche à la « tactique élémentaire », séparément pour chacune des armes qui existent dans les armées. Elles seront rassemblées dans la seconde partie, « Grande tactique », composant ainsi une armée dont il examinera l'ensemble des mouvements qu'elle peut exécuter à la guerre.

La « tactique élémentaire ». La dialectique marches/batailles

Tactique élémentaire : c'est ce qu'on appelle jusqu'en 1792 « l'école du soldat ». Il s'agit de préparer à la victoire en bataille. C'est sur cet objectif que porte, au XVIII^e^ siècle, l'entraînement de l'unité de base de l'arme, le bataillon d'infanterie.

Qu'on ne s'y trompe pas. Guibert n'ajoute pas un traité théorique supplémentaire à l'écriture sur la guerre telle qu'elle se pratique depuis un siècle. Loin d'être un manuel, son *Essai* propose une réflexion qui ne relève jamais d'une « routine » qui viendrait relayer Puységur. S'il interroge et évalue les concepts, il ne conclut jamais dogmatiquement. Même quand, s'appuyant sur les leçons tirées des victoires prussiennes de la guerre de Sept Ans, il récuse à la fois la théorie du choc et celle du feu, auxquelles il préfère une adaptation très souple aux potentialités du terrain où se déroule

la bataille, qui a toujours justifié les choix tactiques de Frédéric II, sans les avoir préalablement théorisés.

Sans surprise, Guibert accorde la priorité à ce qu'on pourrait appeler « l'École de l'infanterie ». Des quatre armes du combat – infanterie, cavalerie, artillerie et troupes légères – l'infanterie est celle qui est au cœur de la pensée militaire, de même qu'elle est sur le terrain l'arme principale de la guerre puisqu'elle ouvre le feu de toutes les batailles. Elle participe aussi à la mêlée à l'arme blanche, prolongement naturel du bras du fantassin comme la baïonnette est celui de son fusil, et l'arme-reine lorsque les lignes en arrivent au corps-à-corps. Ce qui écarte le débat sur la supériorité du feu ou du choc, mais suppose une formation qui permette les deux modes de combat, et donc une aptitude à passer rapidement de l'un à l'autre. Sous une autre forme, selon Guibert, il s'agit de la capacité de passer d'une ligne de trois hommes de profondeur à une colonne massive – et inversement –, mécanisme le plus simple par lequel un régiment peut se mouvoir en tous les cas.

Assez logiquement, ce qui serait « l'École de la cavalerie » est ici plus sommaire. La cavalerie est peu nombreuse par rapport à l'infanterie. Cantonnée aux actions de couverture, surprise et poursuite, elle exigerait de plus gros effectifs pour être déterminante en bataille. Elle n'a joué qu'un rôle secondaire dans les campagnes de la guerre de Succession d'Autriche. Les charges au galop, sabre au clair, de Wilhelm von Seydlitz à Rossbach ou de Hans Joachim von Ziethen à Leuthen, sont une option tactique, liée à la compréhension du terrain par le général – le fameux « coup d'œil » de Frédéric II. À la marge de la cavalerie, Guibert donne peu d'importance aux troupes légères, qui peuvent être aussi d'infanterie, et à leur utilisation sous le nom de « petite guerre », que bien des auteurs du milieu du siècle considèrent comme une solution marginale au blocage tactique. Enfin, il ne développe pas d'École de l'artillerie – il faut attendre encore une dizaine

d'années pour que les pièces de Jean-Baptiste de Gribeauval relèvent les trop lourds canons de Jean-Florent de Vallière…

Dit autrement, la réflexion de Guibert sur la tactique élémentaire, concentrée à l'échelle du bataillon et rapportée au problème de la bataille, ressort d'abord d'une perspective encore traditionnelle sur la guerre. Elle met en pratique l'exploitation des potentialités d'un couple marches/batailles, qui permet à l'armée en marche de prendre une formation perpendiculaire pour devenir une armée en ligne, prête au combat. Avec la seconde partie de l'*Essai*, cette réflexion prend une autre dimension.

La « grande tactique ». La dialectique marches/campagne

Passant du niveau du bataillon à celui de l'armée, dans laquelle sont rassemblées les différentes armes, Guibert élabore un second couple, marches/manœuvres, constitutif de la grande tactique, qui suppose un renouveau de la conception globale de la guerre. L'*Essai* devient alors une « École du général d'armée », ou du « stratège » au sens du mot chez Onosandre, dont le traité est traduit en français par Charles Guischardt en 1758, et par le baron Béat François de Zurlauben en 1762. Il s'agit ici des opérations qui rassemblent les corps pour parvenir à la victoire non par une simple bataille, toujours meurtrière, mais par la destruction des capacités de vaincre de l'adversaire, en disloquant ses communications, en détruisant ses bagages et fourrages, opérations beaucoup moins coûteuses en hommes.

Tout commence par la marche. Le secret de la tactique est dans les jambes, écrivait déjà le comte de Saxe. Le premier outil du soldat est la chaussure… Or si depuis le milieu du siècle ont été créées des écoles de formation des officiers, il y a encore peu de formation pour les hommes de troupes. Leur premier exercice est la marche à pied dans une époque où les armées ne se déplacent jamais autrement, avec armes et bagages, quelles

que soient les distances. L'apprentissage des évolutions vient ensuite : doubler les rangs, exécuter les mouvements de conversion, passer de la colonne de marche à la colonne d'attaque.

Une fois cet apprentissage acquis, Guibert peut s'intéresser à la conduite d'une campagne, que Maurice de Saxe appelait « les parties sublimes » de la guerre, lui-même définissant la « grande tactique » comme la science qui « embrasse toutes les grandes parties de la guerre, comme mouvements d'armée, ordres de marche, ordres de bataille […] Elle est tout, puisqu'elle est l'art de faire agir les troupes ». Guibert insiste sur la nécessité d'un enseignement pour l'état-major, et imagine de reprendre l'habitude des camps de manœuvre qui relevaient plus jusqu'au milieu du siècle de l'académisme et de la démonstration que d'une expérimentation en réponse à une question préalable. Ce qui fut le but des quatre camps réunis en 1727, chacun étant destiné à expérimenter un nouvel ordre d'exercice proposé par le comte Charles-René de Bombelles, sans conclure. Un autre camp resté fameux avait été tenu à Compiègne en 1737 pour l'instruction du Dauphin, parfois en présence du roi. Après 1748, ils avaient été plus nombreux, tel l'exercice de plusieurs régiments devant l'Hôtel des Invalides en mars 1750, ou encore ceux de 1752, 1754, 1755 à Aymeries sur la Sambre. Guibert les néglige, et accorde plus d'importance au principe divisionnaire mis en œuvre par Fouquet de Belle-Isle, dont il attribue la paternité au maréchal de Broglie. Il oblige le général à concilier la dispersion due aux contraintes logistiques – ravitaillement, fourrages, équipement, armement – et la concentration nécessaire à la bataille. L'idéal est de parvenir à donner à chaque division – le mot n'existe pas encore – une autonomie soumise à la nécessité d'atteindre l'emplacement déterminé auprès des autres divisions à l'instant décisif. Pour cela, Guibert préconise de renoncer à des armées trop nombreuses. Le nombre ne vaut que s'il est rapidement concentré sur un objectif précis. Mais à partir de là, Guibert revient à la querelle des ordres en opposant « l'ordre oblique » à « l'ordre

parallèle », ou ligne mince. Il se prononce nettement pour l'ordre oblique qui entraîne moins de pertes qu'une bataille générale plus longtemps indécise. Guibert pense ici la stratégie en physicien ou en mécanicien, il réfléchit sur des corps articulés comme les pièces d'une machine, des rouages dont le bon fonctionnement renvoie à la tactique élémentaire À ses yeux, plutôt que rechercher la bataille, mieux vaut en obtenir le résultat en la rendant inutile, en particulier par la pression sur les lignes de communication de l'adversaire, ce qui renvoie alors à la petite guerre comme outil d'une stratégie générale, et non comme inspiration au gré des occasions.

Avec l'*Essai général de tactique*, Guibert a couru au plus pressé. On y trouve la distinction entre deux parties classiques de l'art militaire. Il y ajoute les bases d'un nouveau système de guerre dominé par une pensée stratégique, plus suggérée qu'explicitée. Il dédie l'*Essai* à sa Patrie, mais il s'adresse à des monarchies dont les armées et les généraux ne connaissent que la guerre réglée des rois. La pensée de Guibert dans l'*Essai* ne s'élève pas encore au niveau de la réflexion stratégique sur le nouveau type de guerre qui se déroulera après 1792 entre les nations, non plus entre les souverains.

1779. Le temps de *Défense du système de guerre moderne*

Précédé par une certaine célébrité, Guibert se rend en Prusse en 1773. Il veut répondre à quelques préventions de Frédéric II qui juge sévèrement les vues théoriques du jeune tacticien. Le roi, qui avait accueilli en leur temps Maurice de Saxe et Folard, l'a reçu avec une distinction particulière. En traversant la Saxe, Guibert s'est arrêté à Lützen et au souvenir de

Charles XII, mais non à Rossbach, où la victoire du roi de Prusse en 1757 signe pourtant la naissance d'une guerre nouvelle, que Goethe inscrit sur le terrain de la bataille de Valmy trente-cinq ans plus tard. Après avoir rencontré Frédéric II, Guibert assiste à des revues au camp de Potsdam, visite des champs de bataille en Silésie et en Bohême, achève son voyage par Vienne et la frontière militaire de la Hongrie. Mais son récit du *Voyage en Allemagne* n'est publié qu'en 1803, par sa veuve. Rentré en France, le théoricien militaire devient homme de salon, entre une liaison passionnée avec Julie de Lespinasse, rencontrée en juillet 1772, et son mariage en 1775 avec Alexandrine-Louise de Boutinon de Courcelles. Il se laisse tenter par une pause littéraire avec des pièces dramatiques et un *Éloge de Catinat*, mis au concours par l'Académie française – qui couronne Jean-François de La Harpe.

Il revient à la vie militaire après la nomination au secrétariat d'État à la Guerre du comte Claude Louis de Saint-Germain, qu'il seconde dans la rédaction des ordonnances de réforme de l'armée. Il est notamment l'inspirateur du nouveau règlement sur l'exercice et la manœuvre de l'infanterie du 1er janvier 1776, et de l'ordonnance sur la cavalerie du 1er mai 1777. La Légion de Corse ayant disparu, il est nommé en 1776 colonel du régiment de Neustrie, auquel il peut se consacrer après la disgrâce du ministre qu'il a le mérite de ne pas abandonner. Il est évidemment bien placé pour être un témoin actif de l'ultime rebond de la querelle des ordres, dû au baron de François-Jean de Mesnil-Durand, le plus véhément et le plus actif des disciples de Folard, dont il a ressuscité la colonne sous la forme d'une phalange devenue « la plésion », ou « ordre français en tactique ». En 1774, le baron a commis un ouvrage, *Fragments de tactique*, dans lequel il critique vivement l'*Essai* de Guibert. Colonel en second du régiment de Navarre en 1776, Mesnil-Durand retrouve une position auprès du maréchal de Broglie auquel il avait déjà présenté son ancien *Projet d'un ordre français en tactique*, par lequel la plésion est

destinée à remplacer les bataillons. Le débat devient alors public et devrait être tranché par les grandes manœuvres organisées au camp de Vaussieux, près de Bayeux, en 1778, sous la direction de De Broglie. Si l'ordre mince y affirme sa supériorité, rien de convaincant n'en sort parce que, écrit Guibert, Mesnil-Durand « n'y a pas exécuté un seul ordre de bataille relatif au terrain et aux circonstances », et que « tout s'y est borné à des manœuvres en ligne de colonne, à quelques changements de front ».

La *Défense du système de guerre moderne*, naissance et limites d'une première pensée stratégique ?

Tout est presque oublié quand en 1779 Guibert réveille la querelle avec *Défense du système de guerre moderne*, féroce critique du système de Mesnil-Durand, et presque une apologie et un commentaire de l'*Essai général de tactique*. Il avoue que, quand il avait composé le Discours préliminaire de l'*Essai*, « les vapeurs de la philosophie moderne échauffaient sa tête et offusquaient son jugement ». Il élève maintenant ses idées au rang de doctrine approfondie de l'ordre des batailles, ce qu'il appelle, pour la première fois sous sa plume, « Stratégique, ou Tactique des armées ».

Sous une autre forme, il revendique une pensée stratégique : « Nous voici à ce qui concerne les armées », écrit-il, en spécifiant : « C'est au général d'armée de décider des mouvements et des marches […] C'est ensuite aux officiers généraux de savoir exécuter rapidement et sans tâtonnement ses ordres. » Et condamnant la multiplication des grades supérieurs qui ralentit les carrières par l'ordre du tableau, il lui oppose « le talent », qui ne tient pas à l'âge. « Les meilleurs généraux modernes ont commandé des armées dans un âge où l'on est aujourd'hui à peine officier général. Turenne, Condé, Luxembourg commandèrent tous avant 30 ans

[…]. » On doit former les généraux en avançant très rapidement ceux « qui annoncent des talents », un mot cher à la pensée des Lumières, parce qu'il faut « de bonne heure contracter l'habitude de commander, […], de penser, d'agir en grand » – propos presque prophétique, ce qu'il ne peut alors imaginer, mais dix ans plus tard, il n'en est plus de même… Et, comme on le lui a reproché en 1772, il recommence, « à donner des leçons aux généraux ».

Des leçons qui se résument dans une défense éloquente de « l'ordre oblique », entendu, sans tenir compte de son expression géométrique, comme « toute disposition où l'on porte sur l'ennemi une partie de l'élite de ses forces, et où on tient le reste hors de portée de lui » – à l'exemple de la bataille de Lissa, autre nom de Leuthen. Il entre ainsi dans le détail de « la véritable science de la formation des ordres de batailles », avec ce regret désabusé : « Nous n'avons aucun usage de grand genre de guerre […]. Nous ignorons l'art de remuer et manœuvrer les armées. » De plus, il annonce maintenant le rôle de l'artillerie, dont il faut « faire cas », mais n'entre pas encore dans le détail de la révolution préparée par Gribeauval. Sous une autre forme, il allume la mèche de la stratégie, mais sans aller plus loin, faute sans doute de disposer de cas d'études auxquels sa pensée pourrait être appliquée.

La dernière partie roule alors sur l'intérêt pour la France d'augmenter son état militaire, afin qu'il soit au niveau de celui des puissances voisines, ou de le proportionner à ses moyens et ses besoins. Il tient que le système de guerre moderne est tourné vers la défensive, et non la conquête, ce qui limite l'effectif général des armées – qu'il évalue à 180 000 hommes d'infanterie et 30 000 hommes de cavalerie, largement inférieur à celui des guerres récentes. Il insiste derechef sur l'importance de l'instruction et de la discipline. En cela, il ne se place pas encore sur la ligne stratégique des armées de la Révolution, et encore moins de l'Empire, mais beaucoup plus sur l'art tactique de la guerre classique. Et de conclure péremptoirement

dans le résumé qu'il donne à la fin du second volume de la *Défense du système de guerre moderne* : « il faut donc s'en tenir à celui qui existe, et seulement consolider notre constitution et nous perfectionner dans la Tactique actuelle » ; « que ce Système, en outre qu'il est plus parfait et plus savant que tous ceux qui ont existé, est moins ruineux pour les Peuples, plus propre à entretenir la paix et à empêcher les conquêtes, les dévastations et les grandes révolutions que la Guerre entretenait autrefois ».

Il achève sa *Défense* par un constat, réel pour l'Europe occidentale à la date où il écrit, que les guerres sont devenues, au XVIII[e] siècle, moins cruelles. « Hors des combats, on ne répand plus le sang, on respecte les prisonniers, on ne détruit plus les villes, on ne ravage plus les campagnes. La philosophie, les Lumières, l'adoucissement universel des mœurs ont sans doute contribué à cette révolution ; mais elle est aussi le résultat du système de guerre moderne. » Ce qui n'est pas faux, depuis la disparition du mercenariat et la constitution des armées réglées, consécutives au choc des malheurs de la guerre de Trente Ans sur la conscience européenne, et grâce aux vertus de la doctrine de l'équilibre des puissances, dont il souligne, a contrario, qu'elle multiplie les guerres personnelles des rois, que subissent les nations sans y prendre part. « Cet art, aujourd'hui destiné à la défense et à la protection plutôt qu'à l'attaque et à l'invasion, mérite plus que jamais d'être honoré et encouragé. Il ne s'agit plus aujourd'hui de grands coups de lance, ni de faits d'armes personnels : l'art de la guerre a pris une forme plus vaste ; il s'agit d'une science lumineuse et profonde… » Celle-ci n'est alors pas encore explicitée.

En amont du *traité de la force publique*, le Soldat citoyen et le Conseil de Guerre

En employant en 1779 le mot, « Stratégique », ou « Tactique des armées », après que Joly de Maizeroy a employé le mot « stratégie » en

1772, et l'a défini en 1777 comme une « science profonde, vaste et sublime, qui en renferme beaucoup d'autres mais dont la base est la tactique », le théoricien se penche sur le rôle du général d'armée. On peut retenir, pour définition de la stratégie appliquée à la guerre du temps, celle que propose le Prussien Dietrich von Bülow vingt ans plus tard, dans *L'Esprit du système de guerre* : « J'appelle Stratégie les mouvements de guerre de deux armées hors du cercle visuel réciproque, ou si l'on veut hors de l'effet du canon. La science des mouvements qui se font en présence de l'ennemi, de manière à pouvoir en être vu et atteint par son artillerie, cette science est la Tactique. »

L'évolution de la pensée de Guibert dans la décennie des années 1780 est plutôt marquée par la vision d'une nouvelle mutation de la guerre : la tactique, élémentaire ou grande, enseignée aux officiers de l'armée royale, autrement dit la conclusion de *Défense du système de guerre moderne*, va bientôt céder la place à de grandes guerres menées par les nations, dont il pressent déjà qu'elles seront citoyennes… Paru en 1791, un an après la mort de Guibert, le traité intitulé *De la force publique considérée dans tous ses rapports* prend acte de cette mutation. Plus qu'à *Défense du système de guerre moderne* il fait suite au *Soldat citoyen* de Joseph Servan, publié en 1780, dont le titre complet, « *ou vues patriotiques sur la manière la plus avantageuse de pourvoir à la défense du royaume* », déplace la réflexion du tacticien vers l'articulation entre la politique et la guerre, ou entre l'armée et la nation. Guibert a côtoyé Servan, en Corse en 1769, et a peut-être contribué à l'écriture de l'ouvrage. Il pressent que le temps des armées nationales est proche, bouleversement politique qui induit un bouleversement stratégique, et entrevoit une guerre de masse avant que les guerres de la Révolution n'en fassent la pratique. C'est le moment où la seconde génération des Lumières a pour porte-parole non plus de grands esprits philosophiques issus du milieu parlementaire ou de la bourgeoisie éclairée, mais des officiers de petite noblesse, en partie marqués par les

idées nouvelles des hommes qui reviennent d'Amérique. La France de Louis XVI se trouve ainsi balayée par une gigantesque revendication de réforme, qu'on appelle désormais pour l'armée la « constitution militaire » – et bientôt pour la monarchie, la « constitution du royaume ».

Colonel du régiment de Neustrie, Guibert avait été désigné pour la composition du corps de Rochambeau, sans être retenu. Sa promotion au grade de brigadier le 5 décembre 1781, à 38 ans, est une compensation. D'un certain point de vue, son élection à l'Académie française en 1785, sur le siège d'Antoine-Léonard Thomas, en est une autre : lorsque, le 13 février 1786, Jean-François de Saint-Lambert, répond à son discours de réception, il confirme que c'est plus à la réputation de ses écrits militaires, qu'à ses talents plus modestes de littérateur ou de dramaturge, que Guibert doit son élection. C'est une occasion de reparaître dans le cercle des réformateurs de l'institution militaire, alors que, inspecteur des compagnies détachées de l'Hôtel des Invalides dont son père est devenu le gouverneur en 1783, il vient de se livrer à trois tournées qui l'ont conduit aux frontières militaires du royaume. En 1786, son *Mémoire sur les forts et les châteaux* conclut, sans surprise, à la suppression et à la destruction du plus grand nombre, en raison de leur mauvais état et de leur inutilité. Le 28 octobre 1787, Guibert est nommé secrétaire et rapporteur du nouveau Conseil d'administration du département de la Guerre institué par Louis XVI qui a compris l'urgence de réformer son armée de terre. Le jeune comte qui n'est plus sous la tutelle de son père – il vient de mourir le 5 décembre 1786 – a pu croire qu'il pourrait en devenir l'élément-moteur.

Le Conseil est dirigé par le comte Athanase de Brienne, frère du cardinal archevêque de Toulouse, le principal ministre, peu au fait des questions militaires. Il est composé exclusivement d'officiers-généraux connus pour leur ouverture d'esprit – Gribeauval qui en est le vice-président, Charles-Léopold de Jaucourt, Antoine-François Fourcroy. Ils n'appartiennent cependant pas à cette seconde génération des Lumières qui

aspire à prendre les commandes de la France en ces années de « pré-Révolution » où sourd une fièvre réformatrice. Guibert, secrétaire chargé de la rédaction des ordonnances, subit la pression d'une hiérarchie conservatrice. Le printemps 1788 voit paraître au nom des directions mises en place au sein du Conseil une cinquantaine d'ordonnances et de règlements qui ne vont pas dans le sens attendu par les réformateurs. L'ordonnance du 17 mars 1788, en particulier, sur l'administration générale de l'armée et le commandement dans les provinces, annonce des économies dont sont victimes l'École militaire, les chevau-légers, le corps de la gendarmerie, et ramène le nombre des lieutenants-généraux à cent soixante. Elle est mal reçue de l'opinion, d'autant plus que, prévoyant de ne pas recevoir dans l'armée un officier qui ne fût pas gentilhomme, elle va à contre-courant du mouvement des idées.

À contre-courant aussi des développements de la pensée de Guibert, qui paie l'impopularité des réformes proposées. Candidat de la noblesse du Berry pour la députation aux États généraux, il est hué et exclu des séances par ses pairs. Le discours préparé, qu'il n'a pu prononcer, dépassait le domaine militaire et visait désormais le politique. Il est invité à démissionner du Conseil, lui-même supprimé le 14 juillet 1789 par une ordonnance du roi – sans rapport avec la prise de la Bastille du même jour. Guibert publie dans l'été des *Observations présentées à l'armée et au public sur les opérations du Conseil de la guerre*. Alors que le Comité militaire de la Constituante, formé le 3 octobre afin de « préparer une nouvelle constitution dans l'armée », s'engage dans sa réorganisation administrative en conservant une vision académique de la guerre, Guibert s'attelle à l'écriture du *Traité de la force publique*. Le 28 février 1790, un décret de l'Assemblée dispose que l'armée est essentiellement destinée à défendre la patrie contre ses ennemis extérieurs. Le champ des relations internationales doit être analysé selon de nouveaux principes à partir du moment où une nation de citoyens récuse les guerres des rois. S'il n'est plus

nécessaire d'entretenir une armée nombreuse en temps de paix, il devient nécessaire de recruter des forces militaires en temps de guerre, et de repenser la guerre que mènera une armée citoyenne… Guibert qui meurt le 6 mai 1790, dix jours avant l'ouverture à l'Assemblée du débat sur la question de savoir à qui revient, dans la nation, le droit de déclarer la guerre ou de faire la paix, laisse manuscrit son ultime traité, publié en 1791 à Paris.

Ouvrage testamentaire, en quelque sorte. Guibert prend conscience des guerres de masse et des conflits sans limites qui viendront dans l'avenir. Face à ce constat, il propose une organisation originale pour régir la « force publique », nouvelle armée nationale. En 1772 et 1779, ses deux premiers livres étaient spécifiquement militaires et défendaient un modèle tactique. Le *Traité de la force publique* se situe sur un autre plan : le temps des armées nationales, faites de soldats citoyens, est advenu. Ce bouleversement politique annonce l'avènement de la guerre de masse, dont il théorise les conséquences : un bouleversement stratégique. Selon le schéma proposé par le général Lucien Poirier : à Guibert revient bien la théorie fondatrice du concept, à Napoléon la pratique créatrice, à Clausewitz la théorie critique. Là se trouve la place de Guibert dans la généalogie de la stratégie

1790. Le *Traité de la force publique* : un visionnaire de la stratégie.

Guibert n'est déjà plus du Conseil, lorsqu'il reprend la plume pour achever sa réflexion sur le rapport entre le politique et le militaire, non pour traiter de l'institution militaire, mais pour évoquer plus globalement la force mise au service de l'État, dans ses dimensions politique, économique, juridique, éthique même souligne le général Gérard Bezacier dans son

avant-propos de la plus récente réédition du *Traité de la force publique*. Il ne s'agit pas d'une répétition, ni même de l'approfondissement des ouvrages précédents. Avec beaucoup de hauteur, Guibert y dépasse le niveau de « l'art de la guerre », pour reprendre les mots du XVIII^e^ siècle, ou de la stratégie appliquée à ce que quelques années auparavant, il appelait la « grande tactique », ou « la tactique des armées ». À cette époque, malgré Joly de Maizeroy, et selon la formule du comte Pierre Jean Jacques de Bacon-Tacon dans *Le Manuel du jeune officier, ou Essai de théorie militaire* (1782), « la science de la guerre reste appelée la grande tactique ».

Dans son *Traité* de 1790, ouvrage plus politique que militaire, Guibert se place en position de citoyen éclairé plus qu'en chef militaire pour exposer les données d'une vision globale. En quoi il esquive le développement attendu sur la stratégie dans la conduite des armées sur le terrain, ce qui sera la grande révolution stratégique napoléonienne, abandonnant l'ancienne guerre des places et des territoires sur la vieille route frontalière qui menait de la Lombardie aux Pays-Bas pour lui substituer la marche des armées sur la capitale politique de l'adversaire – Vienne, Berlin, Madrid, Moscou. Guibert se place déjà plus haut que le terrain de la guerre, et donne au concept de « Stratégie » une dimension plus vaste que la seule action des chefs d'armée. Il l'écrit lui-même, il est passé du problème de la constitution militaire isolée au problème de la défense dans son ensemble : le *Traité de la force publique*.

Écrit rapidement, l'ouvrage se présente presque sous la forme d'un énoncé de conclusions, ou de préalables, qui excluent une « analyse métaphysique » de l'origine de la force publique. L'affirmation initiale est simple. La force publique d'une nation a pour objet de pourvoir à sa sûreté commune, à deux échelles : les troubles et les désordres du dedans, et les ennemis du dehors. D'un côté, « toutes les parties d'une vaste administration à contenir dans l'ordre et l'harmonie nécessaires » ; de

l'autre, « une dignité nationale à maintenir parmi de grandes puissances fortement armées ».

De là, deux forces distinctes. La « Force du dehors », une armée régulière contre les ennemis étrangers, n'est pas celle qui tient la place principale dans le traité. Guibert se prononce pour une armée de volontaires recrutés par contrats de quelques années, constituant une force « disciplinée, instruite et manœuvrière », d'autant moins nombreuse qu'elle doit être de qualité. Par sa nature, la Force du dehors, dont l'homme de base est le soldat volontaire, s'oppose à la « Force du dedans », constituée non de professionnels, mais de citoyens dont l'appartenance à la milice nationale est obligatoire.

La Force publique du dehors

« Les soldats doivent avoir la soif de la guerre, et les citoyens l'amour de la paix. L'égalité et la liberté sont les droits du citoyen, la subordination et l'obéissance passive sont les devoirs du soldat […] Les soldats doivent avoir un esprit de corps et de profession, les citoyens ne doivent avoir qu'un esprit public et national. »

Guibert attribue au souverain seul le commandement des troupes, la direction de l'armée, la conduite de la guerre. En revanche, ce qu'il appelle « la législation », ou constitution de l'armée, doit être partagée entre exécutif et législatif : l'effectif permanent des troupes, la somme annuelle consacrée à son entretien, la question des troupes étrangères au sein de la Force du dehors – au terme de discussions qui doivent se dérouler au sein de comités particuliers et non en une Assemblée, dont beaucoup de membres ne sont ni militaires, ni politiques, ni administrateurs. La question des rapports de l'armée avec la nation, est posée, plus que développée. Guibert estime que les soldats ne doivent pas jouir des droits de citoyens actifs. Cette vision montre qu'il a pleinement conscience que, dans ces

années 1789 et 1790, au-delà des premières réformes de fond déjà mises en forme, quelque chose de grand est en gestation car ils sont les seuls ennemis que peut craindre la liberté publique ; mais il laisse ouverte la question du serment national que devraient prêter les soldats.

La Force publique du dedans

L'essentiel du *Traité* est relatif à la Force du dedans. Elle est la force qui conserve la liberté publique, indépendamment de la Force du dehors qui peut devenir dangereuse pour elle. Mais il ne faut pas non plus que la Force du dedans opprime les libertés individuelles. Ce sont donc les citoyens, intéressés à la garantir, qui doivent à ce titre former, chacun dans sa municipalité, une milice nationale – « masse formidable » qui doit avoir « le sentiment de la liberté », et être distincte de la maréchaussée et de la police. Guibert ne parle pas de conscription, qui suppose un service dans la Force militaire du dehors. Garantissant la liberté publique, la milice nationale ne demande pas d'action militaire à l'extérieur, et ne doit dépendre que du pouvoir législatif. Mais la police, qui défend la sûreté, la liberté individuelle et la propriété de chaque citoyen, ne peut relever que du pouvoir exécutif, et constitue le premier degré de la force. Les maréchaussées, dont le modèle laissé par l'Ancien Régime peut être réorganisé, mais non pas détruit comme l'ont déjà été plusieurs des institutions anciennes, constituent le deuxième degré ; les troupes réglées pour le dehors, les milices nationales pour le dedans en sont le troisième. Les trois degrés ne peuvent être confondus.

On voit l'importance que Guibert attache à l'équilibre des pouvoirs et à leurs rapports dans l'emploi des différentes catégories de forces, une approche qui se place au cœur de la question posée par la Constituante dans le débat ouvert le 16 mai 1791 sur la question de la guerre et de la paix, dix jours après sa mort.

L’avertissement du philosophe et du citoyen – et son actualité ?

Sur ce point, l’observation qu’il fait, « comme philosophe et comme citoyen », du danger qu’il y aurait à employer dans la guerre la milice nationale – « employer la Force publique du dedans contre les ennemis du dehors », écrit-il exactement –, et des changements qui en résulteraient dans le système de guerre moderne, confère à Guibert la stature d’un visionnaire. En « faisant participer les nations elles-mêmes directement à la guerre, la guerre les enveloppera directement de toutes ses horreurs ». Ce que le général Bezacier formule autrement, dans une langue très actuelle : « La dilution de la notion de défense au sein d’un concept plus global de sécurité où ne se distinguent guère l’intérieur et l’extérieur » ; là est l’avertissement : « Les habitants d’un pays devenant soldats, on les traitera comme ennemis […] Tout au moins cherchera-t-on à les contenir et à les intimider par des ravages et des désolations. » Dans son dernier chapitre, Guibert, pour s’élever à la hauteur du sujet, ajoute encore que, même bien constituée, la « force publique […] sera insuffisante sans diverses forces morales qu’il faut y ajouter » qui sont « l’opinion, les Lumières, et les mœurs ». Des réflexions d’une certaine résonnance, sinon d’une tragique actualité.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Jacques-Antoine-Hippolyte Guibert, *Essai général de tactique, précédé d’un Discours sur l’état actuel de la politique et de la science militaire en Europe*…, Londres, Les Libraires associés, 1772, 2 t. en un vol., rééd. Liège, C. Plomteux, 1773 [rééd., Economica, 2005].

–, *Journal d’un voyage en Allemagne fait en 1773*…, ouvrage posthume, publié par sa veuve et précédé d’une notice historique sur la vie de

l'auteur par F. E. Toulongeon, Paris et Strasbourg, Treuttel et Würtz 1803 (An XI), 2 vol.
–, *Défense du système de guerre moderne*, 1779, éd. 1803, Œuvres militaires, Magimel, 1803 (An XII), tomes 3 et 4.
–, *Traité de la force publique*, Didot, 1790 [rééd., Economica, 2005].

TRAVAUX DE RECHERCHE

Jean-Paul Charnay, « Introduction » et « Guibert ou le stratège des Lumières », dans *Comte de Guibert. Stratégiques*, L'Herne, 1977, p. 7-36 et p. 37-125.
–, (dir.), *Guibert ou le soldat philosophe*, Vincennes, S.H.A.T., 1981.
Matti Lauerma, *Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert (1783-1790),* Helsinki, Annales Academiae scientarum Fennicae, 1989, série B, 229.
Général Ménard, *Guibert. Écrits militaires, 1772-1790*, Copernic, 1977.
Lucien Poirier, *Guibert, 1743-1790. Les voix de la stratégie*, Cahiers de la Fondation pour les études de Défense nationale, 1977, n° 8.

Jomini ou la théorie de la stratégie napoléonienne

Bruno Colson

Les guerres de Napoléon provoquèrent sans doute les plus importants changements de société en Europe entre la Réforme protestante et la Première Guerre mondiale. Les belligérants durent améliorer leurs armées sur une telle échelle que le déséquilibre s'accrut entre l'Europe et le reste du monde, facilitant ainsi au cours du XIX^e^ siècle l'édification des empires coloniaux. Sans que se produisent des progrès techniques significatifs, mais sous l'effet de la Révolution française, une rupture se produisit dans la manière d'articuler et de conduire une armée pour remporter des victoires. Témoin de cette mutation, le Suisse Antoine-Henri Jomini (1779-1869) l'analysa et s'efforça de l'expliquer, alors même qu'elle se développait. Il eut le privilège de rencontrer l'homme qui la mettait en œuvre et qui l'incarnait : Napoléon. Sans que l'Empereur ait théorisé sa pratique : il ne disserta sur la stratégie que lors de son exil sur l'île de Sainte-Hélène et il ne le fit que par la médiation de Jomini.

Malgré son importance, il n'existe pas de biographie scientifique de Jomini. Au vrai, non seulement il faudrait dépouiller un volume d'archives considérable dans de multiples pays, dont la Russie, mais le personnage a brouillé les pistes de son vivant en façonnant l'image qu'il voulait léguer à

la postérité. Il a même pu sélectionner les pièces de son dossier aux archives du Service historique de la Défense (SHD), aujourd'hui à Vincennes. C'est dire que retracer le cours de sa vie représente une tâche complexe.

Spectateur engagé

Le registre des baptêmes et décès de Payerne aux Archives cantonales vaudoises précise qu'Antoine-Henri naquit le 6 mars 1779, deuxième fils de Benjamin Jomini et Jeanne Marcuard, et qu'il fut baptisé au temple de la ville le 25 mars suivant. Notaire, son père fut un temps le premier magistrat de sa ville. Sa mère avait apporté une dot assez importante. Le milieu étant aisé, le jeune Antoine-Henri peut suivre de bonnes études au collège de Payerne. Il lit le *Télémaque* de Fénelon dont il fera plus tard son ouvrage préféré ainsi que des ouvrages de commerce, domaine où ses géniteurs songent à l'orienter. Mais le jeune Vaudois préfère la chose militaire. Le massacre des soldats suisses lors de la prise des Tuileries à Paris le 10 août 1792 amène cependant ses parents à redouter le trouble des temps pour une carrière militaire et à placer leur fils, en 1793 ou 1794, dans une pension d'Aarau où l'on enseigne d'abord la finance et l'allemand. L'étudiant passe ensuite à Bâle, toujours en rapport avec le commerce, mais nous sommes peu renseignés sur son séjour. En 1796, il entre comme employé dans une banque à Paris. Sans aucune formation militaire, il s'abreuve de lectures, surtout à propos des guerres de Frédéric II de Prusse, et constate l'engouement qui accompagne les bulletins de victoire du général Bonaparte en Italie. Une armée française ayant envahi la Suisse, une République helvétique est proclamée en 1798. Jomini réussit à entrer à son service, au ministère de la Guerre, et à se faire nommer lieutenant dans la milice. Il travaille à forger une nouvelle armée, monte en grade, devient

chef de bataillon en 1800 mais se démet de ses fonctions en février 1801, au lendemain de la paix de Lunéville, mécontent d'une situation qu'il n'estime pas à la hauteur de ses talents. Il retourne à Paris, travaille dans une fabrique d'équipements militaires qu'il quitte en 1803 pour se consacrer entièrement à l'étude de la guerre.

À la lecture des ouvrages de Georg Friedrich von Tempelhoff et de Henry Lloyd sur la guerre de Sept Ans, il prépare une première étude où il compare les campagnes de Napoléon Bonaparte à celles de Frédéric II de Prusse, en vue de percer le secret de leurs succès. Grâce à certaines relations, il parvient à intéresser Michel Ney à ses recherches. Le général lit le manuscrit de ce qui s'appellera bientôt le *Traité de grande tactique*. Enthousiasmé, il avance quelques fonds pour l'impression. Publiés à Paris en 1805, les deux premiers volumes de son ouvrage proposent une histoire comparée où l'auteur recherche les « principes » qui ont permis la victoire. Par ailleurs, Ney propose au stratège d'entrer dans son état-major, au camp de Boulogne. Jomini accepte. Promu maréchal, Ney commande alors le 6e corps de la Grande Armée en Allemagne et s'appuie sur Jomini pour préparer ses ordres, au point de vanter ses mérites à Napoléon dans ses lettres des 12 et 30 octobre. Le 6e corps opérant dans le Tyrol, Jomini ne combat cependant pas à Austerlitz, mais ses mérites lui valent d'être nommé adjudant-commandant par Napoléon le 27 décembre.

Une reconnaissance insuffisante à ses yeux ! Le 20 mars 1806, il demande au maréchal Ney la croix de chevalier de la Légion d'honneur et des indemnités pour ses frais. Il se flatte aussi d'être apprécié à la cour de Prusse. Or le mémoire qu'il prépare et publiera ultérieurement s'intitule *Observations sur la probabilité d'une guerre avec la Prusse*. Napoléon en a sans doute vent : il convoque notre homme à Mayence pour le 28 septembre et le fait également employer au grand quartier général. Cette opportunité permet à Jomini d'assister à la bataille d'Iéna, où il fait preuve d'initiative lorsqu'il mène au feu un régiment. Bien qu'il soit en campagne, il continue

d'écrire et publie en 1806 le cinquième tome de son *Traité*, avant les tomes 3 et 4, car l'éditeur préfère susciter l'intérêt des lecteurs par des récits d'actualité. Évoquant les premières campagnes de la Révolution, l'ouvrage se clôture par un exposé théorique qui est aussi publié séparément à Glogau en Prusse, sous le titre *Résumé des principes généraux de l'art de la guerre*. Le principe fondamental, aussi bien dans la tactique des batailles que dans les opérations des campagnes, « consiste à opérer, avec la plus grande masse de ses forces, un effort combiné sur le point décisif ». Les tomes 3 et 4 paraissent en 1807 et en 1809, sous le nouveau titre de *Traité des grandes opérations militaires*. Repris en 1811, l'ensemble est désormais scindé en un *Traité des grandes opérations militaires* et une *Histoire critique et militaire des campagnes de la Révolution*.

Fin 1807, Jomini retrouve le maréchal Ney comme chef d'état-major du 6e corps d'armée et devient baron de l'Empire le 27 juillet 1808. Le 6e corps est parti en Espagne mais Jomini s'y brouille avec son mentor, si bien que Napoléon l'adjoint au maréchal Berthier, qui le déteste. Du coup Jomini démissionne, d'autant qu'il a déjà des contacts avec les Russes qui essaient de l'attirer à eux. Napoléon l'apprend, convoque Jomini à Paris et le promeut général de brigade le 7 décembre 1810.

Pour la campagne contre la Russie en 1812, Jomini est affecté près de l'état-major général, « chargé de l'historique ». Le 1er juillet, à Wilna en Lituanie, l'Empereur reçoit un envoyé du tsar, le général Balachov. Dans son *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année 1812*, le comte Philippe-Paul de Ségur écrit qu'il lui lança : « Vous croyez tous savoir la guerre, parce que vous avez lu Jomini ; mais si son livre avait pu vous l'apprendre, l'aurais-je donc laissé publier ? » Jomini, à sa demande, est nommé gouverneur de Wilna, sans donner pleine satisfaction. L'homme, plus généralement, ne fait pas l'unanimité. Dans ses *Mémoires*, le général hollandais Dirk van Hogendorp, aide de camp de l'Empereur, dénonce « la fatuité et la présomption ridicule de ce misérable Jomini, qui se croyait un

homme fort important pour avoir fait un livre sur la tactique, tandis qu'il n'avait réellement pas assez de connaissances militaires pour commander un bataillon ». Le chef de bataillon Eugène Labaume se montre en revanche plus amène lorsqu'il évoque la retraite de Russie entre le 18 et le 20 novembre : il félicite Jomini d'avoir contribué au choix du gué le plus propice pour franchir la Bérézina et d'avoir préparé des vivres à Orcha.

Traître ?

Tombé gravement malade, Jomini ne reprend du service qu'en mai 1813. Il retrouve alors Ney, dont il redevient le chef d'état-major, parce que le maréchal ne trouvait personne d'autre, rapporte Hogendorp. Jomini donne pourtant d'excellents conseils à son chef lors de la bataille de Bautzen les 20 et 21 mai, de sorte qu'il le propose pour le grade de général de division. Mais Berthier, loin de le récompenser, le réprimande pour avoir tardé à envoyer les états de situation du 3e corps, le retire de la liste des propositions pour la Légion d'honneur et lui inflige les arrêts. Le 14 août, Jomini quitte l'armée française et rejoint le tsar Alexandre Ier à Prague. Deux jours plus tard, Napoléon confie dans une lettre à l'archichancelier Cambacérès : « C'est celui qui a publié quelques volumes sur les campagnes, et que depuis longtemps les Russes pourchassaient. Il a cédé à la corruption. C'est un militaire de peu de valeur ; c'est cependant un écrivain qui a saisi quelques idées saines sur la guerre. Il est Suisse. » Le général van Dedem de Gelder, qui sert également sous Ney, abonde en ce sens : Jomini avait « de l'esprit, des connaissances » mais « la vanité lui avait fait perdre la tête », car « il n'était ni bon soldat, ni apte au commandement ». Pour le Polonais Joseph Grabowski, officier à l'état-major impérial, Jomini était un « très bon théoricien, connaissant à fond la science militaire » mais « Napoléon ne l'aimait pas, car il avait été l'ami du

général Moreau », ce qui était faux. Par ailleurs, et contrairement à ce qu'écrit Dedem, Jomini ne livra aucun plan ni aucun renseignement. L'exilé de Sainte-Hélène donna d'ailleurs l'absolution à Jomini : il déclara que celui-ci n'avait pas livré les plans français en 1813 – il ne les connaissait pas – et qu'il n'avait pas trahi : Suisse, il conservait le droit de choisir ses drapeaux.

Au service du tsar

Dans le grand état-major allié, Jomini sert donc comme conseiller personnel du tsar et c'est auprès des officiers russes qu'il jouit de la plus grande réputation. Les officiers qui voulaient progresser dans leur carrière se formaient exclusivement par la lecture de ses écrits, note le général Carl F. von Toll, un de ses disciples. Mais il relève aussi que Jomini n'excelle pas sur le terrain. Si le stratège réfléchit devant des cartes, il n'a pas le coup d'œil du tacticien. Son conseil d'attaquer Dresde dans la seconde quinzaine d'août 1813 n'est pas judicieux : les Alliés s'y font battre par Napoléon. À l'unisson, les généraux prussiens estiment qu'il vient tout compliquer dans les conseils. Le libéral suisse Frédéric C. de La Harpe, qui a été précepteur du tsar, confie à son ancien élève le 14 septembre 1813 que Jomini « a du talent, beaucoup de facilité, mais une présomption excessive », que sa moralité est douteuse et qu'il faut le « surveiller de très près ». Lorsque les alliés, après Leipzig, décident d'envahir la France, Jomini entreprend des démarches pour préserver la neutralité de la Suisse. Il gagne Vienne pour le Congrès, fin septembre 1814, et s'entretient longuement avec l'archiduc Charles d'Autriche, qui vient de publier un ouvrage sur l'art de la guerre. Pour la police autrichienne qui le surveille, il écrit beaucoup, souvent même jusqu'à deux heures du matin, et il apparaît curieusement comme un partisan de la Prusse. Après Waterloo, Jomini retrouve Paris avec le tsar, en

juillet 1815. Il intercède auprès de Louis XVIII en faveur du maréchal Ney, condamné à mort pour trahison, mais en vain.

Alexandre I^er^ décore Jomini et lui demande d'initier ses deux frères Michel et Nicolas (le futur tsar Nicolas I^er^) aux « secrets de la grande guerre ». Avec son franc-parler, ses maladresses et sa méconnaissance de la société russe, Jomini se fait cependant de nombreux ennemis, au point qu'il préfère résider en France de 1817 à 1823. Ce séjour lui permet aussi de publier de nouvelles éditions du *Traité* et de l'*Histoire critique*. Il fait un saut au congrès de Vérone à l'automne 1822, où il rencontre le duc de Wellington mais trouve le tsar morose. Le souverain meurt en 1825 et le grand-duc Nicolas lui succède. Favorable à Jomini, il le nomme général en chef, lui offre des terres et l'emmène comme conseiller lors de sa campagne contre les Turcs en 1828. Il lui propose aussi de créer une académie militaire qui initierait les officiers d'état-major à la stratégie. Mais le ministre de la Guerre Alexandre Ivanovitch Tchernichev regimbe. Il exige que toute la correspondance sur ce sujet passe par lui. De même, plusieurs généraux craignent que l'esprit des officiers soit trop éveillé à la critique, une réserve qui indigne Jomini. À ses yeux, une académie doit apprendre à réfléchir, publier un journal, s'appuyer sur des correspondants. Nicolas I^er^ l'approuve et veut le nommer président de la future institution. Mais il se montre *in fine* sensible aux arguments des opposants qui insistent sur la proximité des officiers avec la troupe et refusent les grands développements intellectuels que Jomini réclame pour contrer leur dilettantisme. Lorsqu'un décret du tsar ouvre finalement l'institution en janvier 1832, Jomini figure dans le comité d'honneur, mais ne reçoit pas la direction qui revient à un général plus connu pour son sens de la discipline que pour ses appétits intellectuels.

Il est sans illusions à propos de la société russe, où règnent selon lui « le désordre et l'anarchie la plus désolante à côté de l'ordre et de la régularité la plus compassée ; la vénalité, la concussion devenues à peu près les seuls

moyens de fortune ». En 1827, il a publié anonymement une *Vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même, au tribunal d'Alexandre, de César et de Frédéric*. Il complète et rectifie cet ouvrage en 1839 avec un *Précis politique et militaire de la campagne de 1815*. Mais c'est la théorie qui le préoccupe depuis sa jeunesse. Il pense d'abord l'exposer dans une introduction au *Traité* et en publie une première ébauche en 1830 : c'est le *Tableau analytique des principales combinaisons de la guerre*. Devenu en 1837 précepteur du prince impérial, le futur tsar Alexandre II, il remanie son texte, l'enrichit et en fait le *Précis de l'art de la guerre*. Autorisé à quitter la Russie en 1839, il gagne Paris mais fuit l'agitation révolutionnaire en 1848 pour résider à Bruxelles, jusqu'en 1854. L'éclatement de la guerre de Crimée le ramène à Saint-Pétersbourg, où il assiste à quelques conseils de guerre sans être vraiment écouté. Avant de partir, il a rencontré par hasard le général français François Certain de Canrobert, qui allait affronter les Russes. Il lui confie que l'armée russe pouvait « quelques fois reculer et céder, mais elle se reforme toujours ; on ne peut jamais la rompre ou l'anéantir. C'est une muraille qu'on retrouve toujours plus loin ». La guerre terminée et les Russes battus malgré tout, il se retire, définitivement cette fois, à Paris, ce qui ne l'empêche pas de retourner parfois dans son pays natal. Avant d'aller diriger la guerre en Italie, en 1859, Napoléon III lui fait demander son avis. Jomini y consent, après avoir reçu l'autorisation de l'ambassadeur de Russie. Jusqu'à ses derniers jours, il témoigne d'une remarquable vivacité d'esprit. Il continue à lire et à écrire régulièrement ; il suit l'actualité avec un intérêt soutenu, notamment la guerre austro-prussienne de 1866, et se réjouit des succès de son fils Alexandre, devenu l'un des diplomates russes les plus en vue. Entouré de ses enfants et petits-enfants, il reçoit des amis, des visiteurs étrangers comme le général américain George B. McClellan, des écrivains et des historiens parmi lesquels Adolphe Thiers, Charles-Augustin Sainte-Beuve et Alphonse

de Lamartine. Il meurt dans sa maison de Passy le 22 mars 1869, à l'âge de 90 ans.

L'analyste de l'Empereur

Pour évaluer l'œuvre et la pensée de Jomini, il n'est peut-être pas inutile de commencer par celui dont il a médité l'expérience : Napoléon. Comme l'a écrit Hervé Coutau-Bégarie dans son *Traité de stratégie*, Jomini fut « le grand fondateur », non seulement de l'étude du modèle napoléonien, mais plus généralement « de la science stratégique contemporaine ». Napoléon cherchait toujours à couper l'armée ennemie de ses bases de départ, tout en conservant lui-même la possibilité de battre en retraite si nécessaire. Ainsi s'expliquent Marengo, Ulm et Iéna. Napoléon excellait dans le choix de ses « lignes d'opérations », c'est-à-dire la direction donnée à ses mouvements en fonction de la situation, de la géographie et de l'emplacement de l'ennemi.

L'Empereur déchu commenta aussi l'œuvre de Jomini. Ainsi, la bibliothèque de Longwood comptait le *Traité des grandes opérations militaires* (2e éd., 1811), l'*Histoire critique et militaire des campagnes de la Révolution* (2e éd., 1816) et les *Principes de la stratégie* de l'archiduc Charles traduits et commentés par Jomini (1818). Il n'avait rien lu du stratégiste quand il mena les campagnes d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, mais, ajoute-t-il, « on pourrait croire que j'ai suivi ses conseils ». Il reconnaît que Jomini « a bien développé son système », qu'il y a « de bonnes choses » dans ses ouvrages, qu'il aurait dû le consulter davantage. Dans le récit des campagnes d'Italie, il y a des erreurs dues à la prédilection de l'auteur pour les relations autrichiennes, mais « il y a un bon ton » et c'est un « homme bienveillant qui expose ses doutes quand il ne sait pas ». Il faut connaître Jomini, poursuit Napoléon ; il est le plus apte à raconter les

campagnes et aurait très bien enseigné celles-ci dans les écoles militaires. Les livres évidemment ne suffisent pas, même les bons : la guerre est l'affaire du moment.

De même, la lecture de l'*Histoire critique et militaire des campagnes de la Révolution* peut paraître fastidieuse, mais cette œuvre a représenté un travail considérable, embrassant tous les théâtres d'opérations, du Danube aux Antilles et de la Hollande à la Haute Égypte, actions navales comprises. Jomini aborde ici toutes les dimensions du conflit tout en laissant transparaître sa conception des relations internationales, une conception toujours pertinente. Pour lui, chaque État essaie d'étendre le rayon de sa puissance, ce qui est normal, voire légitime, si cette ambition ne cause pas à l'humanité de « commotions trop violentes ». Partisan d'un équilibre européen, il juge sans surprise que l'hégémonie maritime anglaise représente un danger pour le continent, notamment sur le plan économique, et pointe, dans son introduction, les responsabilités de l'Angleterre dans ce long conflit. Il estime qu'il existe des « problèmes généraux dont la solution appartient à toute l'Europe ». Appelant à la raison et à la modération, il propose parfois de longues considérations sur la diplomatie et livre des vues géopolitiques à long terme qui ne manquent pas de perspicacité. Il estime par exemple que le continent européen a intérêt à s'unir, non sous le despotisme d'une puissance dominante, mais « par une ligue franche et sincère de tous les peuples intéressés ». Il prend en compte la politique intérieure, considère l'économie et les finances et en appelle souvent au droit.

Dès le départ, le souci de la théorie accompagne l'étude de l'Histoire, apparaissant d'autant plus fondée qu'elle part des faits. Au début du *Traité de grande tactique* (1805), Jomini avoue sa dette envers Tempelhoff et Lloyd. Le premier « présente quelques idées profondes sur les lignes d'opérations, sur les mouvements stratégiques, et principalement sur les systèmes de batailles ; mais ces idées sont peu développées, peu

généralisées, et souvent contradictoires. Lloyd me convainquit néanmoins d'une vérité qui m'était inconnue ; il me démontra que les opérations de la guerre pouvaient être réduites à des principes simples et incontestables ». Jomini n'aura de cesse d'arriver à énoncer des principes à partir d'un récit des guerres et des batailles. Dans l'édition de 1811, le *Traité des grandes opérations militaires* se conclut par une reprise du principe fondamental énoncé en 1807, « opérer, avec la plus grande masse de ses forces, un effort combiné sur le point décisif ». Les moyens d'appliquer ce principe ont été indiqués dans les campagnes de Napoléon et de Frédéric : 1) prendre l'initiative des mouvements ; 2) diriger ses mouvements sur la partie faible la plus importante, ce qui dépend de la position de l'ennemi ; 3) pour cela, attaquer de préférence une extrémité de la ligne ennemie mais non les deux extrémités en même temps, sauf si l'on a des forces très supérieures ; 4) tenir ses forces rassemblées sur un espace à peu près carré, pour qu'elles soient plus disponibles ; 5) adopter un ordre de bataille combinant la mobilité et la solidité, c'est-à-dire avec des bataillons en colonne plutôt qu'en ligne ; 6) faire commettre à l'ennemi des fautes contraires au principe fondamental ; 7) bien s'instruire des positions de l'ennemi et des mouvements qu'il pourrait effectuer ; 8) ne pas se contenter de porter habilement ses masses sur les points les plus importants mais savoir les y engager, c'est-à-dire combattre ; 9) pousser vivement une armée battue ; 10) veiller au moral de son armée.

Pour Napoléon, les principes doivent être considérés « comme des axes auxquels se rapporte une courbe. C'est déjà quelque chose que dans telle ou telle occasion on pense que l'on s'écarte des principes ». Il se rend bien compte que la position de Jomini, plutôt nuancée, rejoint la sienne. Elle a connu en effet une lente maturation, nourrie d'un raisonnement analogique. Le principe n'est pas à proprement parler « régulateur de l'action elle-même, écrit Ami-Jacques Rapin, mais bien du jugement porté sur l'action. Le principe ne serait par là qu'un outil intellectuel dont dispose le stratège

pour juger de la conformité de son plan d'opérations au but de l'acte de guerre ». Face à la réalité de la guerre, le jugement demeure donc souverain. D'ailleurs, le *Précis de l'art de la guerre*, en son article 14, ne place le savoir – donc la connaissance des principes – qu'en troisième position par ordre d'importance, après « le grand caractère » et « le sang-froid », lorsque sont énumérées les qualités d'un général en chef. Le principe n'est pas une loi objective, poursuit Rapin, mais une règle conditionnelle fixée à l'action et soumise à l'autorité du jugement.

L'art de la guerre

Le *Précis de l'art de la guerre* a certainement été écrit en réaction au « scepticisme » de Clausewitz et d'autres hommes de guerre-écrivains qui ont lu Jomini en le jugeant plus dogmatique que ce qu'il était vraiment. Le *Précis* constitue l'aboutissement de la pensée jominienne et, pour la première fois, c'est la théorie, et non l'Histoire, qui fournit l'ossature du livre. L'ouvrage commence par une « Notice sur la théorie actuelle de la guerre et sur son utilité » qui évoque la publication des œuvres posthumes de Clausewitz. Même s'il critique une plume « un peu vagabonde » et parfois « trop prétentieuse », il tend à revenir sur la portée de ses propres principes. Il convient qu'il y a peu de « règles absolues » à la guerre, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne peut y avoir de théorie. Il déclare également que ses principes et ses maximes ont été mal saisis par plusieurs écrivains ; « que les uns en ont fait l'application la plus erronée ; que d'autres en ont tiré des conséquences exagérées qui n'ont jamais pu entrer dans ma tête, car un officier général, après avoir assisté à douze campagnes, *doit savoir que la guerre est un grand drame, dans lequel mille causes morales ou physiques agissent plus ou moins fortement, et qu'on ne saurait réduire à des calculs mathématiques* » (en italique dans le texte). Publié en

1837-1838, remanié en 1855 puis enrichi d'appendices, dont un sur la guerre austro-prussienne de 1866, le *Précis* vise d'abord à offrir des définitions et des classifications aussi rigoureuses que possible. L'ensemble paraît moins « napoléonien », moins impétueux, plus raisonnable et plus proche d'une conception territoriale de la stratégie.

L'art de la guerre compte six branches : la politique de la guerre, la stratégie, la grande tactique, la logistique, l'art de l'ingénieur et la tactique de détail. La politique de la guerre désigne « ces différentes combinaisons, qui appartiennent plus ou moins à la politique diplomatique » et « par lesquelles un homme d'État doit juger lorsqu'une guerre est convenable, ou même indispensable, et déterminer les diverses opérations qu'elle nécessitera pour atteindre son but ». Avant d'aborder la stratégie, Jomini insère alors la politique militaire, qui comprend tout ce qui ne relève pas des deux premières branches, notamment les passions des peuples, les institutions militaires, les ressources et les finances, le caractère du chef de l'État, celui des chefs militaires. La stratégie est « l'art de bien diriger les masses sur le théâtre de la guerre, soit pour l'invasion d'un pays, soit pour la défense du sien ». La grande tactique consiste à « bien combiner et bien conduire les batailles ». La logistique – « l'art pratique de mouvoir les armées » – est un terme nouveau forgé par Jomini et appelé à une belle postérité. La tactique de détail réside dans la manière de disposer les troupes pour le combat.

Jomini, le *Précis* le montre, est comme Clausewitz tout à fait conscient de la primauté de la politique dans la guerre. C'est l'objet de son premier chapitre, où dix articles distinguent pourquoi les guerres sont menées : pour revendiquer des droits, pour satisfaire à de grands intérêts publics, tels que ceux du commerce, de l'industrie, pour soutenir des voisins dont l'existence est nécessaire, pour remplir les stipulations d'alliances, pour propager des doctrines, pour étendre son influence ou sa puissance, etc. Certaines guerres sont défensives sur le plan politique, mais offensives sur le plan militaire.

« Un État attaqué par son voisin qui réclame de vieux droits sur une province se décide rarement à la céder sans combattre, et par pure conviction de la réalité de ces droits ; il préfère défendre le territoire qu'on lui demande, ce qui est toujours plus honorable et naturel. Mais au lieu de demeurer passivement sur la frontière en attendant son agresseur, il peut lui convenir de prendre l'initiative ou l'offensive ; tout dépend alors des positions militaires réciproques. » La partie politique et morale de la guerre n'est pas soumise à des principes, contrairement à la stratégie. Elle dépend de « l'état moral des peuples », des localités, des hommes qui sont à la tête des armées et des États. Les « guerres nationales » sont pour Jomini les plus terribles de toutes, surtout lorsque les populations ennemies sont appuyées par des troupes régulières : « chaque habitant armé connaît les moindres sentiers et leurs aboutissants ; partout il trouve un parent, un frère, un ami, qui le seconde ; les chefs connaissent de même le pays et apprenant à l'instant le moindre de vos mouvements, peuvent prendre les mesures les plus efficaces pour déjouer vos projets… » Les moyens de réussir dans une telle guerre sont difficiles : « déployer d'abord une masse de forces proportionnée à la résistance et aux obstacles qu'on doit rencontrer ; calmer les passions populaires par tous les moyens possibles ; les user par le temps ; déployer un grand mélange de politique, de douceur et de sévérité, surtout une grande justice ».

Ayant connu une guerre nationale en Espagne, Jomini est conscient de l'escalade dans la violence provoquée par les conquêtes napoléoniennes. Il doute que l'on puisse revenir à l'ancien ordre des choses, mais il propose d'atténuer le mal par un nouveau droit de la guerre. Ainsi, il invoque le « droit des gens », c'est-à-dire le droit international public, pour fixer des bornes au-delà desquelles le recours à certains moyens, voire la guerre elle-même, sera interdit. Comme l'a bien écrit Lucien Poirier, il « en appelle à la raison politique des excès de la stratégie ». Il a bien vu les excès napoléoniens : « Une politique "sans base", fondée sur l'illusion de

légitimité que procure la conquête, est génératrice “d’éternelles guerres”. » Son goût de l’équilibre et de la modération l’amène aussi à contester la Réaction qui prévaut en Europe après 1815. Lors du congrès de Vérone en 1823, il s’oppose à l’intervention collective projetée pour rétablir l’ordre conservateur en Espagne.

Jomini *versus* Clausewitz ?

Jomini et Clausewitz ont souvent été comparés. Le premier a mieux distingué la stratégie de la tactique que le second, mais la théorie jominienne est moins puissante que celle de son grand rival dans la mesure où elle ne porte pas sur la guerre dans sa totalité, écrit Ami-Jacques Rapin. À l’inverse, l’espace d’intelligibilité que Jomini découpe dans le fait stratégique lui permet de construire un système plus rigoureux. À la différence de Clausewitz, Jomini était « un guerrier indifférent », pour reprendre la formule de Lucien Poirier. « Ce que, par leur ton neutre, l’existence et la recherche jominiennes perdent en élan, en pouvoir de séduction – en lyrisme –, elles le gagnent en rigueur et en puissance didactique… » Jomini a davantage circonscrit son objet d’étude : il est un « stratège pur » et borne son analyse à celle des opérations. Il demeure aussi attaché à un mode de pensée « raisonnable », refuse toute contamination révolutionnaire ou romantique. Esprit positif et rationnel, réaliste politique, il se défie des utopies ou des rêveries qui voudraient améliorer le genre humain, voire du libéralisme même.

Il a par ailleurs tenu à vérifier la solidité de sa théorie, passant à l’observation directe et devenant acteur dans la Grande Armée. Pour lui, « théorie et pratique se nourrissent et se critiquent, s’enrichissent et s’infléchissent par leurs apports mutuels ». Enfin, les réflexions de Jomini sur la guerre austro-prussienne de 1866, constituant le quatrième appendice

de son *Précis*, peuvent être considérées comme son testament intellectuel, selon Ami-Jacques Rapin. Il y prend en compte l'innovation technologique, en l'occurrence l'utilisation des chemins de fer, ce qui le pousse à réviser la théorie de la guerre : le transport par rail renforce le potentiel de concentration rapide des forces sur un point déterminé. À Sadowa, les Prussiens concentrent leurs forces au fur et à mesure de leur prompte arrivée sur le champ de bataille. L'interrogation du fait stratégique doit être permanente.

Postérité russe…

Les publications de Jomini connurent un énorme succès auprès des armées du XIX^e^ siècle. Elles furent traduites dans toutes les langues qui comptaient à cette époque, y compris, entre autres, le serbe et le bulgare. « Il est intéressant de voir, écrit Jean-Jacques Langendorf, que les lecteurs militaires véritablement cultivés, français et prussiens, disposant d'une forte tradition de pensée militaire, se sont montrés très critiques par rapport à l'œuvre de Jomini, alors que ceux qui n'étaient qu'au début de leur formation et de leurs réflexions stratégiques l'ont salué comme un véritable messie. » Ce fut le cas des Russes et des Américains. La notion d'influence, précise Ami-Jacques Rapin, n'implique pas nécessairement une compréhension globale de l'œuvre ni même une conscience de son impact réel. Non seulement une pensée dominante n'est jamais exclusive, mais elle s'intègre souvent de manière progressive à un ensemble d'habitudes et de présupposés qui façonnent, en l'occurrence, une culture stratégique.

Le passage de Jomini dans l'armée russe en 1813 fut celui d'un Occidental importé. Sa nombreuse descendance fit carrière dans l'empire des tsars et dans la Russie soviétique, mais Jomini fut évidemment mieux perçu par ceux qui voulaient moderniser le pays en se tournant vers

l'Europe que par les champions d'une « idée nationale » russe. Il n'empêche qu'il exerça un véritable magistère sur la pensée militaire russe durant le premier XIX^e^ siècle. Le colonel et aide de camp d'Alexandre I^er^ Dimitri Petrovitch Boutourlin fut l'un de ses premiers disciples. Le 7 avril 1817, il prononça, devant la Société militaire de Saint-Pétersbourg, un *Discours sur l'influence des ouvrages du général Jomini* qui sera ultérieurement publié. Il affirmait que les principes posés par le penseur suisse formeraient désormais les grands généraux. Nicolas Alexandrovitch Okounev fut un autre admirateur de Jomini, qu'il avait aussi fort fréquenté. Grand penseur militaire, il écrivit de nombreux ouvrages, dont plusieurs furent traduits en français et en allemand, notamment des *Mémoires sur les principes de la stratégie* (1831). Jomini n'était guère impressionné par les grands chefs historiques russes comme Pierre le Grand, Alexandre Vassilievitch Souvorov et Mikhaïl Illarionovitch Koutouzov. Il trouvait en particulier que Souvorov, vainqueur des Français en Italie en 1799 mais qui abandonnait ses blessés, avait « de mauvaises et sauvages habitudes ». Dans sa *Vie politique et militaire de Napoléon*, il loua cependant les vertus militaires de l'armée russe et la manœuvre de Koutouzov à Taroutino en 1812, par laquelle celui-ci s'était judicieusement placé sur le flanc de la Grande Armée. Il appréciait aussi les actions des Cosaques dans les opérations de « petite guerre » et les poursuites.

Certains penseurs militaires semblent agacés par la prépondérance de Jomini. Le général Nicolas Vassilievitch Medem, professeur de tactique, de stratégie et d'histoire militaire à l'Académie d'état-major, dénonce en 1836 son formalisme et affirme l'impossibilité d'établir une théorie de l'art de la guerre. En insistant sur l'importance des forces morales face au perfectionnement des armes à feu, il entame aussi le mouvement de retour vers Souvorov. Il est en réalité difficile de départager « jominiens » et « anti-jominiens ». Le colonel Modest Ivanovitch Bogdanovitch succède à Medem à l'Académie. Dans les années 1840, il accorde plus de place à

Clausewitz dans ses cours de stratégie, souligne les vertus de la défensive et les mérites de Koutouzov en 1812. Parfois considéré comme un disciple de Jomini, il l'accuse d'avoir trompé les espoirs de ses admirateurs, d'être bon en stratégie mais non en tactique ! Après la défaite en Crimée s'amorce une volonté de réforme, incarnée d'abord par le général A. Astafev qui, dans son *Art de la guerre moderne* publié en 1861, lui reproche de mêler des considérations politiques à la stratégie !

Mais le personnage le plus important est un grand admirateur de Jomini. C'est le général Dimitri Alexeievitch Milioutine, dont les travaux historiques sont toujours utiles, notamment sa publication de sources sur les campagnes d'Italie en 1799-1800. Ministre de la Guerre entre 1861 et 1881, il est persuadé que toute la société russe, pas seulement l'armée, doit se moderniser pour que le pays garde son statut de grande puissance. Il accepte la critique par Jomini des attaques décousues et partielles de Souvorov à la bataille de Novi en Italie (1799). Tout en admettant que l'analyste suisse manquait de sources russes, il le juge impartial et considère qu'il voit juste. Milioutine traduit en russe la *Vie politique et militaire de Napoléon*. Il est également proche de Jomini sur le plan politique : il s'oppose aux réactionnaires, aux partisans du servage, aux nostalgiques de l'obscurantisme et du régime seigneurial. Bien qu'il enrichît la pensée militaire de son pays et fût une sorte de génie de l'administration, Milioutine fut accusé d'avoir oublié l'âme russe… Ce n'était pas le cas de D. A. Maslowski, titulaire de la première chaire d'Histoire de l'art militaire russe à l'Académie d'état-major. De manière significative, il négligea Jomini, l'accusant de n'avoir vu que « les éléments matériels » de la guerre. Le représentant le plus connu de cette école nationale russe fut le général Michael Ivanovitch Dragomirov, qui fut directeur de l'Académie et publia en 1879 un ouvrage sur la tactique qui fera longtemps autorité. En se tournant vers Clausewitz, il entendait bien rejeter Jomini, directement ou indirectement. Pour lui, la volonté et le moral se plaçaient au-dessus de

l'intelligence. La baïonnette valait mieux que l'arme à feu, ce qui faisait écho à la fameuse phrase de Souvorov : « La balle de fusil est folle, la baïonnette est sage. » Mais le successeur de Dragomirov à la tête de l'Académie fut un jominien convaincu : le général Henry Antonovitch Leer. Pour lui, les principes de la stratégie ne changeaient pas et il fallait les étudier dans les campagnes des grands capitaines ou les apprendre chez les grands écrivains militaires. Directeur de l'Académie de 1904 à 1907 et chef d'état-major de l'armée entre 1911 et 1917, le général Nicolas Petrovitch Michnevitch s'efforça de synthétiser les courants, partageant les vues de l'école nationale mais admirant aussi Jomini.

D'une façon générale, les principes jominiens d'effort combiné sur le point décisif et de concentration des forces ont été transmis de l'armée du tsar à l'Armée rouge. Depuis, ils vont de soi dans la pratique militaire russe. Par ailleurs, un retour intégral à Jomini permettrait sans doute d'éviter les récits idéologiques et tendancieux qui ont caractérisé le langage des dirigeants communistes et poutiniens, surtout à propos des opérations de la Seconde Guerre mondiale. La révolution d'Octobre 1917 a ravivé l'intérêt pour l'étude de la guerre et Alexandre Sviétchine, objet d'un précédent chapitre de cet ouvrage, fut certainement l'un des officiers les plus intéressés par la théorie de la guerre parmi ceux qui passèrent de l'armée tsariste à celle des Soviétiques (il était entré à l'Académie d'état-major en 1903). Sviétchine critiquera plus tard le dogmatisme jominien imposé à l'Académie par le général Leer. Mais sa critique porte sur l'interprétation faite par ce dernier, car Sviétchine estime que Jomini n'a pas reçu de commandement en Russie parce qu'il était « trop droit » et ne changeait pas facilement d'avis. Dans son *Clausewitz,* Sviétchine déplore également que les autorités russes aient rejeté la proposition de Jomini d'instaurer une chaire de « Politique de la guerre et politique militaire » à l'Académie.

En dépit de leur orientation propagandiste, les règlements et autres documents de l'Armée rouge, avant et pendant la Seconde Guerre

mondiale, contiennent bien des idées en provenance de Jomini. Ainsi, le règlement du service en campagne de 1945 précise que « la guerre exige des commandants de tous grades, outre les connaissances, l'art et la capacité de penser et de juger clairement, un large horizon et l'initiative de l'action ». La bataille décisive correspond au « type principal de combat de l'Armée rouge ». Comme chez Jomini, même s'il n'est pas cité, le règlement souligne l'importance de la surprise, de la concentration, du coup principal et de la poursuite. Mais la bataille n'est considérée que comme « un moyen de parvenir à la victoire ». En 1977, l'encyclopédie militaire soviétique consacre une notice à Jomini. Elle précise que celui-ci « a dégagé une série d'enseignements essentiels relatifs à la stratégie et à la tactique des armées de masse. […] Jomini donne la préférence aux actions offensives, à l'initiative des chefs et aux facteurs moraux. Il établit la stratégie sur le pied d'une véritable science de la conduite de la guerre. […] La pensée de Jomini est néanmoins empreinte d'une philosophie idéaliste, notamment lorsqu'il soutient que le principe fondamental de l'art de la guerre est "éternel et immuable". Dans cette perspective, l'importance du stratège et de la stratégie se trouve manifestement exagérée au détriment des facteurs politique, socio-économique, comme dans ce qui touche au déroulement des guerres et ce qui a trait aux moyens d'y mettre fin. Malgré ces quelques réserves, on peut dire que les travaux de Jomini, et plus particulièrement ceux qui se rapportent à l'histoire des guerres de l'époque bourgeoise puis à celles de la Révolution et de l'Empire napoléonien ont conservé leur valeur scientifique ».

… et américaine

Aux États-Unis, les écrits de Jomini contribuèrent beaucoup à éduquer l'armée. Son « Exposé des principes généraux sur lesquels l'art de la guerre

repose » est traduit en anglais et utilisé comme manuel à l'Académie militaire de West Point de 1817 à 1832. Le professeur Dennis Hart Mahan prolonge cette influence en intégrant Jomini dans une pensée militaire américaine originale, dont il est resté le père fondateur. Son élève Henry Wager Halleck traduit la *Vie politique et militaire de Napoléon* et paraphrase Jomini dans ses *Elements of Military Art and Science*, le premier ouvrage américain de stratégie. Pendant la guerre de Sécession, les principaux ouvrages du Suisse sont disponibles en traduction, résumés et paraphrasés. Comme l'a montré Carol Reardon dans *With a Sword in One Hand and Jomini in the Other : The Problem of Military Thought in the Civil War North* – un ouvrage prenant comme il se doit le contre-pied de la littérature précédente –, la plupart des généraux du conflit n'ont pas lu Jomini et ne s'en sont pas directement inspirés dans leurs décisions. Mais le théoricien helvète restait la référence suprême pour les hommes désireux d'en savoir plus sur l'art de la guerre. Cela explique aussi pourquoi il est utilisé par les fondateurs de la pensée navale américaine : les amiraux Stephen B. Luce et Alfred Thayer Mahan, fils de Dennis Hart. Les principes de la guerre terrestre sont transposés au milieu maritime et la prise de conscience des liens entre diplomatie et stratégie est attribuée à Jomini. Celui-ci voit ses principes repris dans le manuel de doctrine relatif aux opérations de l'armée, le FM 100-5 dont la première édition sort en 1939. Père intellectuel de l'édition de 1982 exposant la doctrine de l'*AirLand Battle*, le général Donn A. Starry reconnaît explicitement ce qu'il doit à Jomini. Celui-ci a également popularisé le concept de logistique, un domaine où excelle la culture stratégique américaine.

Même si le nom de Clausewitz est aujourd'hui beaucoup plus présent, Jomini est toujours au moins mentionné comme le deuxième grand fondateur de la pensée stratégique contemporaine. Pour le meilleur et pour le pire, celle-ci s'est basée sur les guerres de Napoléon et c'est Jomini qui en a expliqué le plus clairement la lettre, Clausewitz se situant au niveau de

l'esprit. À bien y regarder, dans le monde des années 2020, l'esprit s'est peut-être davantage étiolé que la lettre. Les écoles de Saint-Cyr, de West Point et autres sont nées à l'époque napoléonienne et les bases de l'enseignement de l'art de la guerre ont été fournies par Jomini. « Le processus de professionnalisation de la corporation militaire joue ainsi un rôle significatif dans l'impact favorable que rencontrent ses publications », écrit Ami-Jacques Rapin. Les études militaires sont devenues de plus en plus techniques mais le langage et les concepts de base sont toujours là : stratégie, tactique, logistique. La pensée de Clausewitz se situe à un niveau supérieur mais les termes essentiels du métier tel qu'il existe remontent à Jomini. Sa rigueur d'esprit lui a permis de découper un « espace de pertinence » dans la complexité du phénomène guerre, explique Lucien Poirier. Il répugne aux guerres civiles, aux « guerres d'opinion », à ce que l'on appelle aujourd'hui les « guerres asymétriques ». Son univers est celui de la guerre entre États, héritée du XVIII^e^ siècle, mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie prouve que cette catégorie n'a pas disparu. Les douze conditions essentielles concourant à la perfection d'une armée, posées à l'article 13 du *Précis de l'art de la guerre*, sont toujours d'actualité.

Les principes de la guerre, aspect essentiel de la formation des officiers, surtout aux États-Unis, partent toujours des écrits de Jomini et gardent vivantes les notions d'objectif, d'initiative, de masse. Une armée recherche toujours la victoire, comme le note John I. Alger dans *The Quest for Victory*. La contribution de Jomini a concerné le domaine de l'action plus que celui de la réflexion. Clausewitz a appris à penser la guerre, Jomini à la faire. La réflexion du premier, marquée par l'impact des guerres napoléoniennes, a dégagé en stratégie le concept central de bataille décisive. Jomini s'en est rendu compte mais il n'a pas préconisé que tous les efforts y tendent nécessairement. Il a aussi envisagé d'autres aspects, plus en phase avec le XXI^e^ siècle, comme les causes de la guerre, sa

prévention, sa planification et, si elle éclate, les moyens de la contenir ou de la limiter.

Pour aller plus loin :

ŒUVRES

Antoine-Henri Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, présenté par Bruno Colson, Perrin, « Tempus », 2008 [1re éd. 1838].

–, *Les Guerres de la Révolution*, Hachette Littératures, « Pluriel, 890 », 1998 [éd. abrégée par Bruno Colson et Lucien Poirier ; 1re éd. 1818].

–, *Vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric*, Anselin, 1827.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Bruno Colson, *La Culture stratégique américaine. L'influence de Jomini*, Fondation pour les études de Défense nationale-Economica, 1993.

Jean-Jacques Langendorf, *Faire la guerre : Antoine-Henri Jomini*, 2 vol., Genève, Georg, 2001-2004.

Andrei N. Merzalow et Ludmila A. Merzalowa, *Antoine-Henri Jomini – der Begründer der wissenschaftlichen Militärtheorie. Eine Bewertung aus russischer Sicht*, Zurich, vdf Hochschulverlag AG, 2004.

Lucien Poirier, *Les Voix de la stratégie. Généalogie de la stratégie militaire, Guibert, Jomini*, Fayard, 1985.

Ami-Jacques Rapin, *Jomini et la stratégie. Une approche historique de l'œuvre*, Lausanne, Payot, 2002.

Foch, le stratège incompris

Martin Motte

Peu de stratèges ont été autant critiqués que Foch : dès 1931, le Britannique Basil Henry Liddell Hart dénonçait en lui un théoricien trop obsédé par Napoléon pour avoir saisi les transformations de l'armement, avec pour conséquence un culte de l'offensive dont on vit les terribles conséquences pendant la Grande Guerre ; Marc Bloch renchérissait en 1940, reprochant à Foch de n'avoir su prévoir les mitrailleuses, les barbelés, l'avion et l'emploi stratégique des chemins de fer ; en 1976 enfin, pour nous en tenir à trois grands noms, Raymond Aron reprenait ces critiques et brocardait la « sottise infatuée » de Foch. Avec un pareil imbécile à leur tête, on se demande comment les Alliés ont pu l'emporter en 1918. À moins, bien sûr, que le maréchal n'ait pas été l'homme décrit par Liddell Hart, Bloch et Aron…

La fabrique d'un stratège

Né à Tarbes en 1851, Ferdinand Foch reçut de sa famille deux empreintes majeures : un catholicisme ardent, un vif patriotisme. L'ombre d'un grand-père héros de la Révolution et de l'Empire le poussa à lire

Thiers dès l'enfance ; il pratiqua par la suite les classiques français du Grand Siècle, dont il goûta l'énergie, la maîtrise de soi, la précision intellectuelle et l'horreur des postures grandiloquentes. Il se délassait de ces lectures en s'adonnant avec passion à la chasse, art que Xénophon considérait comme l'école de la guerre.

Pour autant, le jeune homme ne songeait pas à la carrière des armes : il voulait devenir ingénieur des travaux publics. Mais ses maîtres jésuites, frappés de son intérêt pour la littérature, l'histoire et la philosophie, l'incitèrent à passer un baccalauréat ès lettres avant de se lancer dans les études scientifiques. Foch leur en fut éternellement reconnaissant, car si les mathématiques forment l'esprit à « une méthode de raisonnement des plus rigoureuses », écrivit-il plus tard, les humanités l'ouvrent au « monde vivant », c'est-à-dire à tout ce qui ne relève pas d'une logique déterministe, mais d'une saisie probabiliste. On sent ici l'influence du meilleur Descartes, celui pour qui, au rebours d'un cartésianisme scolaire et desséché, la vie pratique est irréductible à la méthode géométrique : elle relève d'un autre type de savoir où l'intuition, la volonté et la foi ont toute leur place. Cette double formation scientifique et humaniste irrigua par la suite les conceptions militaires du futur maréchal.

Vint la guerre de 1870, qui marqua Foch au fer rouge. Il vécut l'invasion aux premières loges, se trouvant alors en classe préparatoire au collège jésuite de Metz. Évacué en août, il s'engagea dans l'armée, mais l'armistice de janvier 1871 intervint avant qu'il eût vu le feu. Rentré à Metz, il trouva son collège occupé par des soldats allemands qui ne perdaient pas une occasion d'humilier voire de molester les jeunes Français. Quelques mois plus tard, Foch, reçu à Polytechnique, quitta la Lorraine annexée, mais ces événements tragiques avaient bouleversé sa vocation : il deviendrait soldat.

Au sortir de l'X, Foch opta pour l'artillerie, où il fut excellemment noté pour son entrain et sa compétence. Il se tissa aussi des relations allant du

monde politique aux milieux artistiques. Une grande amitié le lia notamment à Gustave Doré : elle tenait aux convictions religieuses et patriotiques des deux hommes, mais aussi à l'intérêt du graveur pour la chose militaire et à l'intérêt de l'officier pour la chose artistique. Nul doute que leurs conversations aient nourri la comparaison entre l'art et la stratégie qui constitua un *leitmotiv* de la réflexion fochienne.

En 1885, Foch fut admis quatrième sur 73 à l'École supérieure de guerre (ESG), créée en 1880 pour pallier les carences abyssales dont l'état-major français avait pâti en 1870. Il en sortit au même rang en 1887, avec mention « Très bien ». Ces deux années à l'ESG l'enthousiasmèrent. Il s'y forma notamment à l'étude critique des conflits passés, selon la méthode inaugurée par Thucydide et pratiquée entre autres par Napoléon, Clausewitz ou Jomini, qui vise à dégager les principes pérennes de la guerre. En 1895, Foch eut la joie d'être à son tour nommé professeur d'histoire militaire à l'ESG. Il se lança dans sa tâche à corps perdu, en capitalisant sur les travaux de ses devanciers mais aussi en étudiant les conceptions qui, en 1870, avaient offert la victoire aux Prussiens. Si Napoléon était l'auteur le plus cité dans son premier cycle de conférences, Carl von Clausewitz et Colmar von der Goltz suivaient, en deuxième et troisième positions, les Allemands s'octroyant plus généralement la moitié des citations. Quant au second cycle de conférences, il portait sur l'état-major prussien en 1870 et faisait la part belle à Moltke l'Ancien. Ces choix relevaient du complexe de Polybe – la propension du vaincu à se mettre à l'école du vainqueur ; mais Clausewitz s'était lui-même mis à l'école de Napoléon, rappelait Foch, de sorte qu'en s'appropriant le penseur prussien la France ne faisait que recouvrer l'héritage de l'Empereur.

Bien que ses conférences aient obtenu le plus vif succès, Foch fut remercié en 1901. Il paya en l'occurrence ses mauvais rapports avec l'un de ses anciens supérieurs, mais sans doute aussi des convictions qui, dans le contexte de l'affaire Dreyfus, sentaient le soufre : n'était-il pas élève des

jésuites et frère d'un jésuite ? Sa carrière faillit s'enliser sous le ministère Combes (1902-1905), dont les réseaux maçonniques freinaient l'avancement des officiers catholiques. Il en profita pour publier ses conférences en deux volumes, *Des principes de la guerre* (1903) et *De la conduite de la guerre* (1904). La chute d'Émile Combes vint heureusement éclaircir l'horizon : en 1907, Foch, alors âgé de 56 ans, reçut enfin ses étoiles de général.

L'année suivante, l'un de ses anciens professeurs de l'ESG poussa son dossier auprès de Georges Clemenceau. Le président du Conseil était foncièrement anticlérical, mais plus encore patriote. Or, les tensions montaient entre Paris et Berlin ; l'heure n'était plus aux déchirements franco-français et le Tigre, séduit par les livres de l'ancien professeur, le nomma commandant de l'ESG. Foch y créa notamment le Centre des hautes études militaires, soit une troisième année d'études permettant aux quinze premiers sortants de parfaire leur culture générale en étudiant entre autres les sciences politiques et l'économie. Par ailleurs, il noua avec son homologue britannique Henry Wilson une amitié qui devait s'avérer très précieuse pendant la guerre. Foch quitta l'ESG en 1911 et poursuivit son ascension. En 1913, il prit la tête du 20^{e} corps d'armée, unité d'élite basée à Nancy, en première ligne face à l'Allemagne. Il allait bientôt avoir l'occasion de confronter ses théories à la réalité. Mais quelles étaient-elles ?

L'art de la guerre selon Foch

« Feux de pâtres, allumés sur la côte orageuse pour guider le navigateur incertain » : tel est le magnifique *incipit* des *Principes de la guerre*. C'est assez dire le tour résolument pratique du propos, dont Foch souligne qu'il ne constitue pas un « exposé académique », mais cherche seulement à

orienter l'esprit des officiers pour qu'ils puissent concevoir des manœuvres rationnelles.

À la base, un constat : l'armée française, en 1870, a durement payé son incurie intellectuelle. Elle oscillait en effet entre un postulat positiviste, un postulat romantique et un postulat empiriste également faux et démobilisateurs. Le premier tendait à faire de la guerre une science exacte dans laquelle le rapport de force matériel désignait d'avance le vainqueur ; c'était négliger les forces morales et la stratégie. Le postulat romantique affirmait que le talent guerrier est un don inné ; c'était oublier que les plus grands génies militaires ont beaucoup étudié. Le postulat empiriste voulait que la guerre ne s'apprît que par la guerre ; or les Prussiens, moins expérimentés que les Autrichiens, ne les en avaient pas moins battus en 1866 à Sadowa, parce qu'ils avaient mieux pensé la guerre.

Contre le positivisme, Foch rappelle que la guerre n'est pas une science exacte, mais un art. La science exacte a affaire à des cas généraux ; or à la guerre, « il n'y a que des cas particuliers ». Il n'existe donc pas de recettes infaillibles de victoire, ce qui condamne tout dogmatisme. Mais ce constat ne saurait cautionner le scepticisme des romantiques ou des empiriques auxquels Foch objecte que tout art a sa théorie. Un art, ce sont « des principes fixes à appliquer d'une façon variable selon les circonstances ». L'étude de l'histoire militaire trouve ici sa raison d'être, puisqu'elle révèle la permanence des principes de la guerre, en dépit des transformations incessantes du matériel.

Est-ce à dire que la connaissance de ces principes suffit à faire un bon stratège ? Certes non : « En matière d'art, *savoir les règles* n'est pas synonyme de *pouvoir créer.* » La création suppose l'articulation du principe général au cas particulier, laquelle ne peut se faire que par la médiation d'un procédé spécifique. Encore faut-il discerner les options possibles, puis trancher pour celle qui offre les plus grandes probabilités de réussite. Comment s'y préparer ? À nouveau par l'histoire militaire, et par des

exercices sur cartes ou sur le terrain. En un mot, « il faut avoir fait ses *humanités militaires,* étudié et résolu des *cas concrets* » pour cultiver son coup d'œil et sa capacité de décision.

Cette méthode ne vise pas à lester l'officier d'un catalogue de manœuvres prêtes à l'emploi, d'abord parce qu'il n'aurait pas le temps de le feuilleter au combat, ensuite parce que chaque situation est unique. « De quoi s'agit-il ? » : voilà la première question à se poser. Mais plus l'officier aura travaillé sur des cas concrets, plus ces cas sédimentés dans sa mémoire l'aideront à s'orienter intuitivement.

L'énumération que donne Foch des principes de la guerre – « principe de l'économie des forces ; principe de la liberté d'action ; principe de la libre disposition des forces ; principe de la sûreté, etc. » – a excité les sarcasmes : non seulement on voit mal ce qui distingue la liberté d'action de la libre disposition des forces, laquelle n'est d'ailleurs plus évoquée dans la suite du livre, mais la liste n'est pas verrouillée. Négligence ? Conséquence de la pédagogie fochienne, plutôt : il ne s'agit pas de transformer les officiers en perroquets savants, mais de leur apprendre à repérer la dynamique des principes à même les cas concrets étudiés dans l'ouvrage. Cette dynamique reste ouverte car, comme nous le verrons, on peut multiplier les principes par analyse ou les raréfier par synthèse.

Foch, pour sa part, a opté pour la parcimonie en ne retenant que trois principes (qu'il emprunte à Maillard, l'un de ses prédécesseurs à l'ESG). Ce choix s'inscrit dans le précepte cartésien de remonter aux vérités le plus générales possible, car qui comprend en profondeur ces vérités saisit du même coup celles qui en dérivent. La réciproque n'est pas nécessairement vraie : ainsi l'approche analytique des Anglo-Saxons, qui distingue une dizaine de principes, rend-elle ces derniers plus immédiatement applicables, mais au risque de fractionner l'art de la guerre en rubriques indépendantes et de faire perdre de vue sa cohérence d'ensemble. Il est vrai que l'approche synthétique des Français expose les esprits superficiels au travers inverse :

celui d'une abstraction trop poussée pour mordre sur le réel. Mais Foch pose à cet égard un garde-fou en soulignant qu'« à la guerre, le fait a le pas sur l'idée, l'action sur la parole, l'exécution sur la théorie ».

Le plus englobant des trois principes est l'économie des forces, qui ne désigne pas le fait de les économiser mais « l'art de tirer tout le parti possible des ressources dont on dispose ». Elle consiste à « monter les forces en système » afin de pouvoir réaliser la concentration maximale au point décisif : « À la préparation de l'attaque le strict nécessaire, à l'exécution le plus de forces possible, à l'exploitation tout ce qui est encore valide. » La liberté d'action, quant à elle, vise la possibilité « d'agir malgré les difficultés, malgré l'inconnu, malgré l'ennemi » ; elle cherche « à créer les événements, non à les subir ». Pour le chef, elle s'entend d'abord par rapport à l'ennemi et impose de détacher à sa rencontre un certain nombre d'unités afin d'éclairer ou de couvrir l'action principale. Pour le subordonné commandant l'une de ces unités, la liberté d'action s'entend à la fois par rapport à l'ennemi et par rapport au chef, car les ordres du supérieur ne peuvent intégrer l'ensemble des imprévus. Aussi importe-t-il que le subordonné, après avoir bien compris l'intention de son supérieur, reste « seul juge » des moyens de la réaliser. Foch conclut à l'importance de « l'obéissance active », ou « initiative », en rupture avec « l'obéissance passive » qui fut une cause majeure de la défaite de 1870. Enfin, la sûreté est « l'art d'agir en sécurité, comme aussi sûrement, c'est-à-dire en connaissance de cause ». Elle vise à éviter la surprise au niveau tactique comme au niveau stratégique et est assurée par des détachements travaillant en avant-garde, flanc-garde ou arrière-garde de la force principale. Foch souligne cependant que « l'inconnu, c'est la loi de la guerre » : les détachements de sûreté ont pour mission de réduire l'incertitude, non de l'annuler.

On retiendra de cet exposé que la concentration est incluse dans l'économie des forces comme l'initiative l'est dans la liberté d'action ;

quant à la surprise, elle est le négatif de la sûreté. Des trois principes privilégiés par Foch dérivent donc trois autres principes (et davantage encore si l'on affine l'analyse). Notons par ailleurs l'interaction des premiers principes : *l'économie des forces* articule des unités qui doivent disposer de leur *liberté d'action* pour assurer la *sûreté* de l'ensemble. En somme, la guerre forme une réalité organique où « tout s'enchaîne, se commande, se pénètre ».

De l'enquête historique au pronostic stratégique

Les exemples historiques sur lesquels Foch assoit les démonstrations de son premier livre sont aux deux tiers empruntés aux guerres de l'unité allemande (1866 et 1870), le reste venant des guerres de la Révolution et de l'Empire. Si l'on ajoute que le deuxième volume, *De la conduite de la guerre*, porte en totalité sur la guerre de 1870, l'unité allemande représente 88 % des références de Foch. Loin d'en être resté à l'Empereur, comme l'en accusent ses détracteurs, il a donc privilégié les conflits les plus récents entre grandes puissances industrialisées pour tenir compte de l'évolution technologique : « Napoléon peut nous fixer dans les principes, mais non dans les détails d'exécution. » Quoi qu'il en soit, Foch a délibérément choisi de n'évoquer que des guerres de très haute intensité, maximalisme dénoncé par ses censeurs. Il a par avance répondu à l'accusation : il n'entend pas développer une théorie générale de la guerre, mais former les officiers français au conflit qu'ils peuvent être appelés à conduire. Il déduit ses caractéristiques probables d'une analyse du contexte, car en bon disciple de Clausewitz, il sait que « la guerre reçoit sa forme des idées, des sentiments et des rapports qui existent au moment où elle éclate ». Or,

l'Europe des années 1900 est puissamment belligène et a opté pour des armées de conscription, ce qui lui donne d'énormes moyens militaires. Tout annonce donc un conflit extrêmement violent. Il allait l'être en effet, et il est heureux que Foch n'ait pas formé son auditoire à la guerre en dentelles, sans quoi la France aurait été écrasée en 1914 comme elle l'avait été en 1870.

La guerre à venir devra « atteindre promptement son but » pour éviter la crise économique résultant de la mobilisation générale, estime Foch. Aussi les belligérants ne recourront-ils pas à des manœuvres subtiles, mais opteront pour le « simplisme » en recherchant d'entrée de jeu la « bataille décisive ». Cela donnera aux opérations un tour très offensif. Du reste, si la défensive s'impose dans certaines circonstances, elle a le double inconvénient de laisser l'initiative à l'ennemi (on l'a vu en 1870) et de poursuivre par nature un but négatif, donc de ne pouvoir faire la décision ; aussi Foch plaide-t-il pour une défensive agressive débouchant si possible sur une contre-offensive.

En amont de la « bataille décisive », le rôle de l'avant-garde sera déterminant, car c'est à elle qu'incombera la mission de repérer et de fixer l'ennemi au bénéfice du gros. Ce dernier, quant à lui, s'efforcera d'éviter la « bataille parallèle », celle où l'on s'engage sur tout le front avec la même vigueur et où les réserves ne servent qu'à entretenir un combat d'usure. Il recherchera au contraire la « bataille-manœuvre », qui consiste à repérer ou à créer une faille dans le dispositif adverse et à y surprendre l'ennemi par un « coup de bélier » engageant toutes les réserves. Cette « attaque décisive » entraînera l'effondrement du front adverse, prélude à la poursuite victorieuse.

Tactique

Les considérations tactiques formant le défaut de la cuirasse fochienne, c'est là surtout que les critiques s'en sont donné à cœur joie. Passons sur le fait que Foch n'évoque ni les mitrailleuses, ni les automobiles, ni les avions : à l'époque où il écrit, les premières sont encore en phase d'expérimentation dans l'armée française et les deuxièmes ne servent qu'au transport des états-majors ; quant à l'aviation, elle est tout juste en train de naître. Il mentionne en revanche les chemins de fer, les ballons, la télégraphie, bref tout ce qui a déjà fait ses preuves.

Plus grave est l'assertion selon laquelle « le perfectionnement des armes à feu est un surcroît de forces apporté à l'offensive » et la « démonstration mathématique » dont Foch l'assortit : avec des fusils tirant un coup par minute, 2 000 assaillants délivrent 2 000 tirs, 1 000 défenseurs 1 000 tirs, d'où 1 000 balles au bénéfice de l'attaque ; avec un fusil tirant dix coups par minute, 2 000 assaillants délivrent 20 000 tirs, 1 000 défenseurs 10 000, d'où 10 000 balles au bénéfice de l'attaque. Ce raisonnement néglige le fait que le défenseur est généralement abrité et pratique un tir posté beaucoup plus efficace que le tir en mouvement de l'assaillant. Par ailleurs, Foch, marqué par ses convictions catholiques et en particulier par l'influence de Joseph de Maistre, semble accorder une place disproportionnée aux forces morales : « *Victoire* égale *volonté* », professe-t-il, ce qui signifie que le camp doté du plus haut moral pourra « se ruer en nombre et en masse » sur l'ennemi malgré les lourdes pertes que lui vaudra cet assaut et conclure l'affaire à la baïonnette.

Si ces thèses sont pour le moins inquiétantes, les accusateurs de Foch omettent qu'elles forment seulement le moment initial d'un raisonnement en trois temps. En effet, on en trouve les antithèses dans d'autres passages : « les armes actuelles interdisent toute manœuvre sous le feu » et donnent une puissance d'arrêt inédite à de « faibles troupes occupant des points

d’appui » ; « l’art de se battre ne consiste pas à foncer sur l’ennemi n’importe comment » ; « la supériorité morale ne suffit plus aujourd’hui avec les armes en service : leurs effets sont trop démoralisants ». Le moral, du reste, n’a rien d’une donnée éthérée : il s’enracine dans des réalités concrètes, « le nombre, la formation », la qualité du commandement, etc.

La synthèse est qu’il faut doubler la supériorité morale par « la supériorité matérielle » et cette dernière par des tactiques adaptées aux défis contemporains. Il s’agit tout d’abord d’avoir une artillerie assez puissante et manœuvrière pour couvrir l’avance de l’infanterie. Les fantassins, pour leur part, ne doivent pas progresser en formations compactes, mais au contraire se disséminer pour exploiter toutes les protections offertes par le terrain et arriver indemnes sur les positions d’où ils lanceront « l’attaque décisive ». C’est alors seulement qu’ils se regrouperont pour charger, tout en criblant de balles un défenseur déjà assommé par l’artillerie ; ainsi la baïonnette n’interviendra-t-elle qu’en complément de moyens autrement puissants. On s’efforcera, ensuite, de lancer « l’attaque décisive » sur une aile de l’adversaire et non de front, sauf circonstances locales particulièrement favorables, car l’assaut frontal jadis pratiqué par Napoléon serait bien trop meurtrier aujourd’hui.

Valide en théorie, cet argumentaire pèche par deux failles pratiques. D’une part, à l’époque où écrit Foch, il n’existe pas de moyen de coordonner l’avance de l’infanterie et le soutien de l’artillerie : dès lors, le risque est grand que le bombardement des positions ennemies s’achève avant l’arrivée des fantassins et que le défenseur profite de ce répit pour se réorganiser (tel sera le cas dans les premières années de la Grande Guerre). D’autre part, Foch préconise de lancer « l’attaque décisive » à 800 mètres des positions adverses, ce qui représente une distance trop considérable à franchir sous le feu.

Stratégie et art opératif

Si les censeurs se sont déchaînés contre les idées tactiques de Foch, ils ont ignoré sa brillante réflexion stratégique et opérative. Certes, dans *Des principes de la guerre*, sa fixation sur la « bataille décisive » tendait à résorber la stratégie dans la tactique au motif que le meilleur plan de guerre peut être ruiné par une seule rencontre malheureuse. Il dépassait cependant cette approche dans son évocation de la première campagne d'Italie (1796). Le génie de Bonaparte, montrait-il, fut en l'occurrence de ne jamais perdre de vue « le développement du plan stratégique », c'est-à-dire de soumettre l'enchaînement des batailles à une logique transcendant la tactique : celle que lui imposait le but politique de la guerre.

Foch approfondit cette réflexion dans son livre sur la guerre de 1870. Il y étudie l'art de conduire une campagne, c'est-à-dire « une série d'actes stratégiques aboutissant chacun à une grande bataille ». Le problème ici posé au stratège est de faire en sorte que chaque bataille représente une progression réelle vers la victoire, et non un gaspillage de temps et de forces pour des enjeux superflus. S'il veut éviter ce gâchis, « le général en chef doit, dès son premier pas en avant, avoir déterminé le but final de la guerre pour pouvoir y faire converger toutes les lignes de son plan ».

Le « plan de guerre » n'est pas pour autant un « plan d'opérations », car les opérations sont soumises à trop d'aléas pour pouvoir être anticipées : il indique seulement la direction générale dans laquelle le stratège devra constamment ramener les péripéties imprévisibles de la lutte. Ce cadrage des opérations constitue ce que les penseurs soviétiques de l'entre-deux-guerres nommeront « l'art opératif ». L'expression manque sous la plume de Foch, mais il voit parfaitement la nécessité d'une discipline qui articule le but désigné par la politique et les combats menés par la tactique.

De la conduite de la guerre comprend par ailleurs d'excellents passages sur les chemins de fer, dont Foch prophétise qu'ils pourront à l'avenir

infliger à l'ennemi une « surprise stratégique » majeure en transportant une armée entière d'une extrémité à l'autre du théâtre d'opérations, soit pour « monter un système d'attaque inattendu », soit pour improviser « une parade de la dernière heure ».

Enfin, l'ouvrage constitue une étude magistrale sur les responsabilités du chef de guerre. Foch insiste en particulier sur le fait que ce dernier doit arrêter ses décisions d'après les rapports fournis par l'avant-garde, non d'hypothèses a priori sur la conduite ennemie la plus probable. Il souligne également l'importance de liens étroits entre le chef et ses lieutenants : le premier doit expliquer très clairement ses intentions aux seconds mais respecter leur liberté d'action, car « l'art de commander n'est pas celui de penser et de décider en lieu et place de tous les subordonnés ».

Telles sont les grandes lignes d'une pensée enrichie entre 1904 et 1914 par les préfaces aux rééditions des deux livres. Foch y tire les leçons de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 : s'il ne mentionne pas explicitement les mitrailleuses et les barbelés, il note que l'intensification du feu contraint les armées à s'enterrer, qu'une artillerie de siège est de plus en plus nécessaire en sus de l'artillerie de campagne, que l'assaut frontal devient extrêmement dangereux et que l'action emprunte dès lors la forme d'une « course à l'aile » où chaque camp s'efforce de déborder l'autre. Il en résulte une extension de l'action dans l'espace et dans le temps : « La bataille-manœuvre se transforme en bataille-opération de plusieurs jours. »

Le devenir des idées fochiennes

On a souvent reproché à Foch d'avoir inspiré la doctrine de « l'offensive à outrance » qui coûta si cher à l'armée française en 1914. Un procès doublement inique, d'abord parce qu'une telle doctrine n'a jamais existé – il s'agissait d'un état d'esprit –, ensuite parce que ce que l'on

désigne ainsi ne procédait pas de Foch, mais au contraire de la critique de Foch par l'un de ses anciens élèves, le colonel Louis de Grandmaison. En 1911, ce dernier lui avait implicitement reproché d'accorder une part excessive au principe de sûreté, avec pour conséquence une avant-garde qui absorbait trop de moyens au détriment du gros. « Dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés », professait Grandmaison, qui préconisait de se passer d'avant-garde et de tomber en bloc sur l'ennemi avec un élan poussé « jusqu'à l'excès ». À l'époque, Foch se sentait plus proche du prudent colonel Philippe Pétain, dont il avait fort bien noté le cours d'infanterie à l'ESG.

Il est en revanche indéniable que l'enseignement de Foch a fortement marqué l'armée française avant la guerre. Mais l'argument joue à charge comme à décharge : si les carences tactiques de 1914 furent en partie d'origine fochienne, l'esprit d'initiative et le sursaut moral qui permirent *in extremis* le rebond de la Marne ne le furent pas moins. D'ailleurs, cette victoire résulta entre autres de la grandiose manœuvre ferroviaire que Foch avait préconisée dix ans plus tôt.

Plus généralement, les quatre premiers mois de la guerre vérifièrent les pronostics de Foch : désirant en finir au plus vite, les deux camps recherchèrent d'emblée la « bataille décisive », mais la violence du feu les contraignit ensuite à s'enterrer ; ils voulurent alors se tourner l'un l'autre en une « course à l'aile » passée à la postérité sous le nom de « course à la mer », puisqu'elle s'épuisa fin novembre sur les rives de la mer du Nord.

Mais on entrait dès lors dans une situation que Foch n'avait pas anticipée : le front courait de la mer du Nord à la Suisse, ce qui, en interdisant toute nouvelle tentative de débordement, condamnait les belligérants aux chocs frontaux. Foch s'était par ailleurs trompé en pensant que la paralysie de l'économie mettrait rapidement fin à la guerre, car il n'avait pas envisagé la mobilisation de la main-d'œuvre féminine. Il est vrai

qu'à de rares exceptions près, ses contemporains n'avaient pas été plus lucides.

Envisageons maintenant l'influence des conceptions fochiennes sur Foch lui-même : appliqua-t-il ce qu'il avait théorisé ?

Bien qu'âgé de 63 ans, le Foch d'août 1914 commença la guerre sur une foucade de sous-lieutenant : interprétant très largement le principe de liberté d'action, il lança son 20e corps à l'assaut de Morhange en dépit des ordres de son supérieur Édouard de Castelnau, ce qui lui valut de grosses pertes. Mais c'est toute l'armée de Castelnau qui fut bousculée dans cet épisode et l'on n'en tint pas Foch pour spécialement responsable. Les jours suivants du reste, il s'illustra dans les combats qui permirent le rétablissement de l'armée autour de Nancy. Promu début septembre au commandement d'une armée nouvellement créée, Foch occupa le centre du dispositif français pendant la bataille de la Marne et contint le gros de l'attaque allemande dans les marais de Saint-Gond. Sa défense y fut des plus agressives, en conformité avec ses écrits d'avant-guerre, d'où l'ordre du jour apocryphe mais révélateur qui lui fut attribué : « Ma droite est enfoncée ; ma gauche cède ; situation excellente ; j'attaque. » Au-delà de la boutade, Foch prouva par cette bataille que les forces morales n'étaient pas un vain mot pour lui et qu'il savait les insuffler à la troupe jusque dans les circonstances les plus critiques. Quelque temps plus tard, il fut stoïque lorsqu'il apprit que son seul fils et l'un de ses gendres avaient été tués à l'ennemi. À ce moment comme dans tous les coups durs de la guerre, c'est la prière qui lui permit de tenir, ainsi qu'il le confia par la suite à ses proches.

Pendant la « course à la mer », Foch exerça auprès des Britanniques et des Belges une mission de coordination dans laquelle ses capacités d'écoute, son sens politique et son sang-froid s'avérèrent décisifs. Puis, nommé chef du Groupe d'Armées du Nord, il commanda les batailles d'Artois (1915) et de la Somme (1916). Au général impétueux de la guerre de mouvement succéda donc le planificateur scientifique d'une guerre de

positions nourrie de données quantifiables – celles de la balistique et de la logistique notamment.

L'offensive d'Artois n'en fut pas moins un échec sanglant. Foch en conclut qu'il n'y aurait pas de victoire sans matériel approprié, entre autres ces canons lourds dont il avait déjà signalé la nécessité avant la guerre, mais aussi une aviation de chasse apte à conquérir « la maîtrise de l'air » et à protéger l'aviation d'observation travaillant au profit de l'artillerie. Quant à l'offensive de la Somme, Foch l'estimait prématurée, mais il dut la lancer sur l'ordre de Joffre pour alléger la pression sur Verdun. Si elle enregistra de bons résultats initiaux dans le secteur français, les conscrits britanniques y payèrent leur inexpérience par des pertes exorbitantes qui amenèrent l'enlisement des opérations.

Conséquence de ces revers, Foch perdit son commandement et passa l'année 1917 en semi-disgrâce. On lui confia toutefois des missions d'expertise, de conseil et de coordination interalliée qui lui permirent de développer une saisie globale du conflit dans ses aspects militaires, économiques, politiques et diplomatiques. Il se préparait ainsi aux plus hautes responsabilités sans savoir que celles-ci allaient rapidement lui échoir. Le 21 mars 1918 en effet, les Allemands défoncèrent le front allié et tentèrent de s'emparer d'Amiens pour séparer l'armée britannique et l'armée française, escomptant que la première retraiterait vers Boulogne et la seconde vers Paris. La seule façon d'éviter cette dislocation était de nommer un chef interallié qui, vu la prépondérance de l'armée française, ne pouvait être qu'un Français.

Des deux candidats possibles, Pétain apparut démoralisé et insuffisamment résolu à tenir Amiens. Foch, au contraire, rayonnait d'énergie et son plan était simple : « Je me battrai devant Amiens, je me battrai dans Amiens, je me battrai derrière Amiens ! » Ces paroles rendirent courage aux Britanniques. Quant à Clemenceau, sa version des faits est éloquente : « Je me suis dit : essayons Foch ! Au moins, nous mourrons le

fusil à la main ! J'ai laissé cet homme sensé, plein de raison qu'était Pétain ; j'ai adopté ce fou qu'était Foch. C'est le fou qui nous a tirés de là ! » Le 26 mars 1918, de fait, Foch fut nommé coordinateur interallié, puis, le 14 avril, généralissime interallié, Pétain conservant pour sa part le commandement de l'armée française.

La suite résulta d'une synergie souvent tendue entre les deux hommes. En virtuose de la défensive, Pétain absorba jusqu'en juillet 1918 le choc des derniers assauts allemands et ménagea habilement l'armée française. En maître de l'offensive, Foch prit l'initiative le 18 juillet et la conserva jusqu'à la victoire. Leur différend principal porta sur la gestion des réserves : le tacticien Pétain aurait voulu s'en servir pour colmater les points faibles du front, mais le stratège Foch refusa leur engagement prématuré afin de garder à sa main l'outil de la décision. On reconnaît là le résultat de ses réflexions sur l'économie des forces et sur la bataille-manœuvre, signe d'une grande continuité entre le penseur et le chef de guerre.

Encore faut-il souligner que Foch avait renouvelé ses conceptions opératives : ce n'est pas une bataille unique qu'il conduisit en 1918, mais une succession d'offensives emboîtées imposant aux Allemands un rythme que leurs carences logistiques leur interdisaient de suivre. De même avait-il renouvelé ses conceptions tactiques : préfaçant en septembre 1918 la réédition de son premier livre, il soulignait que la guerre en cours, avec ses mitrailleuses, ses barbelés, ses avions, ses chars et ses gaz de combat, constituait « un art tout nouveau » dont on ne pouvait trouver « les règles précises » dans un texte de 1903. Mais, ajoutait-il, ces procédés inédits ne pouvaient porter leurs fruits qu'en respectant les « vérités immuables » de l'art de la guerre. C'est la raison qui, en 1922, poussa Foch à condamner la stratégie ultra-défensive proposée par Pétain et dont devait sortir la ligne Maginot : elle était contraire au mouvement, dont il avait écrit qu'il est « la loi de la stratégie ».

Postérité

Foch eut une double postérité, militaire et politique. Au titre de la première, il influença des officiers appelés à s'illustrer pendant la Seconde Guerre mondiale. Eisenhower et Patton, notamment, prisèrent son tropisme offensif, sa foi absolue dans le succès et sa volonté de fer, toutes qualités équilibrées par un robuste bon sens. Joukov fut lui aussi un grand admirateur de Foch, dont on peut se demander si les ouvrages, lus en Russie avant 1914, n'ont pas indirectement contribué à la genèse de l'art opératif soviétique.

De Gaulle, pour sa part, avait médité les écrits de Foch durant sa captivité de 1916-1918. Le style très offensif qu'il adopta pendant la campagne de 1940 s'inscrit évidemment dans la veine fochienne, de même que son insistance sur la culture générale comme « véritable école du commandement ». De Foch procède encore le général de Lattre, qui l'avait rencontré en 1918 et en avait été vivement impressionné ; ses opérations d'août 1944 en Provence, étourdissantes d'audace et de mouvement, portent la marque du meilleur Foch. Quant à sa maxime « Ne pas subir », elle n'est rien d'autre qu'une expression ramassée du principe de liberté d'action.

La postérité politique de Foch, quant à elle, tint à l'esprit de résistance qu'il avait su insuffler dans les pires moments. Ainsi Clemenceau, en juin 1918, transposa-t-il sa tirade sur Amiens en : « Je me bats devant Paris, je me bats à Paris, je me bats derrière Paris ! » Churchill, qui admirait profondément Foch, en donna sa propre version dans son grand discours du 4 juin 1940 : « Nous nous battrons sur les mers et les océans, nous nous battrons dans les airs, nous nous battrons sur les plages… » Mais c'est avec de Gaulle que la référence fochienne, le 11 novembre 1940, atteignit sa plus haute signification politique, puisqu'elle sonnait comme une Némésis opposée à Pétain : « Maréchal Foch ! […] Nous suivons votre exemple,

nous exécutons vos ordres, en refusant de jeter nos armes, en continuant de combattre. »

Les censeurs de Foch

Contrairement aux admirateurs précités de Foch, ses critiques les plus célèbres n'ont jamais exercé de hautes responsabilités stratégiques : Basil H. Liddell Hart et Marc Bloch ne dépassèrent pas le grade de capitaine, Raymond Aron celui de sergent, ce qui aurait dû les inciter à plus de modestie envers le vainqueur de 1918. À défaut, on attendait de ces penseurs un minimum de probité intellectuelle. Elle ne fut pas au rendez-vous pour des raisons propres à chacun d'entre eux.

Grièvement blessé sur la Somme, Liddell Hart en avait conçu un vif ressentiment contre la pensée stratégique continentale, celle de Clausewitz et de Foch, à laquelle il crut pouvoir substituer un « *British Way in Warfare* » à base de blocus économique, d'opérations périphériques et autres modalités de « l'approche indirecte ». La thèse est séduisante mais fausse, d'abord parce qu'elle ne vaut que pour les puissances insulaires, protégées de l'ennemi par la mer, ensuite parce que le Royaume-Uni et les États-Unis auraient perdu les deux guerres mondiales s'ils ne s'étaient projetés en Europe. Une raison inavouable portait par ailleurs Liddell Hart à dénigrer Foch : il avait délibérément plagié certains passages des *Principes de la guerre*…

Comme Liddell Hart, Bloch exprima dans *L'Étrange Défaite* la rancœur bien compréhensible de la génération des tranchées. Mais ce livre traduisait surtout sa colère devant l'humiliation de 1940, dont il faisait une conséquence différée des théories censément passéistes de Foch. Il s'agissait là d'une grossière erreur, puisque la « débâcle » sanctionna une stratégie que le généralissime avait condamnée. Pour le reste, si Bloch

épinglait à bon droit certaines outrances tactiques de la pensée fochienne, il n'instruisait qu'à charge et accumulait les contresens. La raison en est simple : il n'avait pas lu Foch mais, de son propre aveu, l'avait juste « feuilleté jadis ».

Dans *Penser la guerre*, Aron voulut pour sa part réhabiliter Clausewitz contre les critiques de Liddell Hart. Si l'entreprise était louable, elle le conduisit à rejeter sur Foch tous les péchés dont le stratégiste britannique accusait le stratège prussien. C'était d'autant plus outrancier qu'Aron n'avait pas lu Foch : il se l'était fait résumer par son collaborateur, Bernard Bonilauri, remercié à ce titre au début de l'ouvrage. Il y a par ailleurs lieu de se demander si Foch n'a pas été une victime collatérale de l'alignement pro-américain d'Aron et de son hostilité subséquente envers la stratégie gaullienne.

L'actualité de Foch

Des années 1950 aux années 2010, Foch a pu sembler largement dépassé. L'armée française honorait certes sa mémoire à travers les trois principes dits « de Foch » (à tort, puisque la sûreté y a été remplacée par la concentration), mais la plupart des opérations qu'elle mena pendant ces décennies se situaient aux antipodes de la haute intensité fochienne. Quant au monde civil, pour peu qu'il s'intéressât encore aux questions militaires, il s'en remettait au jugement de Liddell Hart, de Bloch et d'Aron : en 2013 encore, un journaliste pouvait insinuer que Foch avait été « le pire stratège de la Grande Guerre » !

Un tournant se dessina pourtant. Un colloque international et la parution des *Œuvres complètes* de Foch en 2008, puis celle du remarquable ouvrage d'Elizabeth Greenhalgh en 2011, firent redécouvrir le vrai Foch. L'actualité fit le reste : avec le coup de force russe en Crimée (2014), la guerre de haute

intensité redevint une hypothèse crédible. Elle se concrétisa en 2022 après l'échec de « l'opération militaire spéciale » de Poutine, une tentative de contournement de la lutte armée fortement inspirée par Liddell Hart, mais qui déboucha sur une confrontation majeure.

Dans ce contexte, Foch redevient un auteur de référence. Sa grandeur fut en effet d'avoir pensé puis conduit la guerre à nouveaux frais, après une longue période expéditionnaire ayant déshabitué l'armée française de la haute intensité – d'où la défaite de 1870 – et sur fond de bouleversements technologiques radicaux que n'avaient pas connus Napoléon et Clausewitz. Or, nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis analogues. Foch releva ceux de son temps grâce à une culture générale suffisamment étendue pour articuler les trois termes de l'équation : d'une part les principes de la guerre, invariants car enracinés dans la nature humaine et dans la nature des choses ; d'autre part un contexte sociopolitique donné, avec ses contraintes et ses atouts ; enfin des techniques de combat constamment renouvelées. À ce titre, il doit être lu et médité.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Ferdinand Foch, *Œuvres complètes*, en trois volumes, Economica, 2008.

–, *De la guerre*, textes présentés et annotés par Martin Motte, préface du général Benoît Durieux, Tallandier/Ministère des Armées, 2023.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Elizabeth Greenhalgh, *Foch chef de guerre*, Tallandier, 2013.

Rémy Porte et François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929) – Apprenez à penser*, Soteca, 2010.

John Frederick Charles Fuller, un stratège non-conformiste

Olivier Entraygues

En juin 1963, le général de brigade John Stephenson, administrateur du fameux *Royal United Service Institution* (RUSI), annonce au *major general* en retraite John Frederick Charles Fuller qu'avec Basil Liddell Hart ils recevront conjointement la *Chesney Gold Medal*. Fuller est alors âgé de 85 ans. Cette distinction représente pour lui la seconde médaille d'or puisqu'en 1919 il avait remporté celle du RUSI pour son étude sur *L'Application des développements récents en mécanique et autres connaissances scientifiques nécessaires à la préparation et à l'entraînement pour la future guerre sur terre.* Mais en cette année 1963, cette distinction signe la véritable reconnaissance de la communauté militaire anglo-américaine. Cette consécration aide d'emblée à comprendre que le Britannique doit être considéré comme un penseur stratégique de référence. En effet, après Mahan, Corbett et Churchill, Fuller voit l'ultime récompense de ses travaux dévolus à l'avancée de la science militaire. Le 31 octobre, lors de la conférence de remise des prix, il déclare : « Associé à mon vieil ami, Basil Liddell Hart, c'est pour moi un très grand plaisir de recevoir [ce prix] et je me remémore quelque quarante étranges années en arrière lorsque les lauriers, qui n'en étaient pas, étaient alors habituellement jetés sur moi… Je n'étais pas un prophète. Je n'ai jamais pensé être un prophète.

Je pense que je possède trop de bon sens pour être un prophète. J'étais un missionnaire et j'avais en définitive seulement une simple chose à réaliser. » C'était un slogan quelque peu teinté de propagande : « Quelques centimètres d'épaisseur d'acier semblent être une bonne protection contre le poids d'une balle. » Une devise très simpliste, mais ses conséquences allaient être énormes.

Officier général, britannique, intellectuel, militaire rebelle, hérétique, iconoclaste, occultiste, pro-germanique et fasciste dans les années 1930, pro-européen à partir de 1946, historien, politicien et philosophe, Fuller doit être considéré comme le véritable prophète de la guerre mécanisée et le chef de file de la pensée militaire moderne née de la Grande Guerre. Néanmoins il serait particulièrement réducteur d'associer son œuvre à une pensée exclusivement terrestre et au déterminisme technologique dans la conduite des opérations militaires. Ses ouvrages proposent en effet une démarche scientifique et une approche globale pour réfléchir à l'évolution impétueuse de la conflictualité.

Le général intellectuel : un écrivain prolixe

Son vieil ami Liddell Hart a écrit en 1928, dans *The Ghost of Napoleon* : « L'influence de la pensée sur la pensée est, dans l'histoire, le facteur le plus important. Ce phénomène étant immatériel, il est donc moins tangible que les effets des actions et il n'a jusqu'alors reçu que peu d'attention de la part des écrivains de l'histoire… l'inspiration de nouvelles idées et l'introduction des nouvelles méthodes dans l'organisation militaire, la stratégie et la tactique ont joué un rôle qui n'est pas moins significatif que les exploits des génies militaires. » Cette constatation amène à saisir toute l'actualité et la pertinence de ses écrits, puisque Fuller a exercé, au siècle passé et aujourd'hui encore, une influence sur la pensée militaire

dans le monde entier. Il a par exemple joué un rôle majeur durant l'entre-deux-guerres, et ce dans toutes les directions. En Union soviétique, le jeune maréchal Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhatchevski, chef de l'Armée rouge, fait traduire et annote en russe dès 1925, *The Reformation of War* et *Lectures on Field Service Regulation III* ; en Allemagne, Heinz Guderian utilise ses écrits dans *Die Panzertruppen und ihr Zusammenwirken mit dem anderen Waffen* ; aux États-Unis, l'*US Ordonnance* adopte dès 1922 les principes de la guerre qu'il a définis ; en France enfin, le général Marie-Eugène Debeney qui rouvre l'École de guerre en 1919, ami personnel du Britannique, devient son premier ambassadeur.

La pensée du général Fuller s'exprime à travers un corpus de 48 livres écrits entre 1907 et 1965. Malheureusement, quatre ouvrages seulement seront tardivement traduits en langue française à partir de 1948 : *La Guerre mécanique, L'Influence de l'armement sur l'histoire*, *La Conduite de la guerre de 1789 à nos jours* et *Les Batailles décisives du monde occidental*, en trois tomes. Le corpus du Britannique repose également sur plus de cinquante textes de conférence dactylographiés par ses soins, alors qu'il occupe la fonction centrale de directeur de l'instruction au *Staff College* de Camberley de 1923 à 1925. S'ajoutent aussi des articles, 121 au total. Cependant en France nous connaissons fort mal ce penseur non-conformiste de l'entre-deux-guerres. Pourquoi ? Parce qu'il a été peu traduit ? Pour son engagement comme adjoint du *British Union of Fascists* d'Oswald Mosley entre 1933 et 1939 ? Pour sa sympathie pour l'occultisme ?

Liddell Hart *versus* Fuller

Pour approfondir la pensée stratégique du Britannique, il faut rappeler la filiation et le bouillonnement de la pensée militaire au début des années 1920 et comprendre le *hold-up* intellectuel commis par le jeune capitaine

Liddell Hart dès 1925. En effet, le plus français des penseurs britanniques a eu l'outrecuidance de conclure ses Mémoires en écrivant : « La tragique ironie du destin voulut qu'en ce printemps 1940 je visse mes propres idées utilisées pour percer les défenses de la France, pays qui me vit naître. » Liddell Hart est né en France, le 31 octobre 1895. Dans ses Mémoires, ce personnage controversé – au Royaume-Uni comme aux États-Unis – oublie fréquemment de reconnaître sa dette intellectuelle envers Fuller. Or, la simple lecture de leur volumineuse correspondance conservée au *King's College* de Londres suffit à l'attester. Entre 1921 et 1927, Liddell Hart est l'élève qui apprend doctement du maître. Mais à partir de 1933, son sens de l'entregent, ses relations très « politiquement correctes » avec l'*establishment*, la traduction de la quasi-totalité de ses livres en français font de lui un homme écouté et respecté sur les deux rives de la Manche. Cependant, ses choix politiques comme son soutien inconditionnel à la politique de Neville Chamberlain et son refus de l'engagement continental le conduisent à une disgrâce beaucoup plus longue que celle de son vieil ami. Chez Liddell Hart, les amitiés sont toujours intéressées et à sens unique. Son salut viendra de l'amitié contractée avec le capitaine André Beaufre en 1937. Au début des années 1950, l'appui de cet officier français devenu général lui permet de retrouver une place dans la pensée stratégique post-1945. Le général Beaufre imposera à l'École de guerre une conférence de stratégie présentant les axiomes du Britannique. Par conséquent, une lecture partielle et partiale de la généalogie de la stratégie n'a globalement retenu en France que le nom de Liddell Hart comme principal penseur militaire britannique de l'entre-deux-guerres.

Et pourtant, l'homme qui le 14 mai 1940, à 7 h 20, dans son *SdKfz 251 /3*, sur la berge de Gaulier, voit deux des trois *Panzerdivisionen* du 20^{e} corps blindé débuter le franchissement de la Meuse sur un seul pont flottant bombardé par l'aviation franco-britannique, met simplement en application un *Plan 1919* conceptualisé par Fuller tout au long du premier

semestre 1918 et actualisé. Le *General der Panzertruppe* Heinz Guderian reconnaît par cette anthologie de l'*Operativ* toute sa dette envers Fuller. Chez le jeune maréchal soviétique Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhatchevski, ou chez les généraux américains George Smith Patton et Douglas MacArthur : Liddell Hart, connais pas ! « Il faut rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Puisse l'étudiant de la stratégie reconnaître enfin ici que l'inspiration d'Erich von Manstein qui réussit à imposer à Adolf Hitler sa stratégie, en livrant selon la formule de son concepteur « une bataille à fronts renversés sur l'arrière de la Ligne Maginot », a une filiation directe avec les théories blindées développées par le chef des opérations du *Tank Corps* depuis 1917 ! La philologie devient ici l'outil idoine pour les stratégistes comme pour les stratèges.

Fuller doit ainsi être considéré comme la véritable *prima donna* des blindés. En effet, la Grande Guerre lui a donné raison, en lui permettant de jouer un rôle capital sur le front occidental comme à *Whitehall* dans le développement, au sein de l'armée britannique, de la tactique d'emploi de cette arme nouvelle qui allait révolutionner l'art militaire. C'est à lui que reviennent les longs mois de préparation technique et opérationnelle puis la conduite de la bataille de Cambrai (20 et 21 novembre 1917) au cours de laquelle 381 chars britanniques réalisent la première véritable percée du front continu allemand depuis l'enlisement de la guerre de tranchée survenu à la fin de 1914. Dès le milieu des années 20, tous les chercheurs militaires – Soviétiques, Allemands, Autrichiens, Américains et Français –, qui tentent de conceptualiser et de restructurer les politiques de défense en plaçant la dynamique « motorisation-mécanisation » au cœur de leur réflexion, s'appuient sur les publications en langue anglaise du colonel Fuller.

S’interroger sur le déterminisme technologique

Sous l’angle du renouveau de la pensée militaire de l’entre-deux-guerre, les écrits du stratégiste pourraient maladroitement suggérer un déterminisme technologique porté par l’apparition du combat de chars. À cette aune, le modèle occidental de la guerre reposerait sur l’évolution cumulative linéaire des armements et de la technologie. D’ailleurs, le Britannique reconnaît en 1919 que « c’est toujours le meilleur armement qui gagne les guerres ou tout au moins qui entre à 99 % dans l’obtention de la victoire ». Mais il ajoute qu’après avoir éliminé l’élément physique et moral, le paramètre intellectuel subsiste seul, et devient le moteur caché de l’ère technologique de la guerre. Surtout, il rappelle que l’apparition d’une arme nouvelle a toujours été suivie, plus ou moins rapidement, d’un contre-perfectionnement qui en annulait l’avantage. De sorte que toute amélioration technique destinée à accroître l’efficacité et la maniabilité des armes n’a pour but que de diminuer le danger pour l’un des camps, tout en l’augmentant pour l’adversaire. L’évolution des données techniques des armes – puissance, précision, portée, miniaturisation, etc. – suit les mouvements lents ou rapides d’un pendule qui oscille entre l’offensive et la défensive, selon le rythme du progrès civil, et tout balancement élimine le danger de façon sensible. Dans la pensée de Fuller, ce postulat devient au gré de l’évolution technologique des armements le fait tactique qui exprime l’intelligence de situation de l’homme en guerre, et prime sur la dimension technique de ces armes ; de plus le facteur tactique épouse le rythme chronique de l’offensive à la défensive, et de la défensive à l’offensive.

L’armada blindée géante postée durant près d’un demi-siècle derrière le rideau de fer, prête à intervenir dans la trouée de Fulda, ne concrétisait-elle pas le rêve du colonel Fuller, c’est-à-dire une « phalange *all-tank* », mise en pratique par Toukhatchevski et ses successeurs, une réalité qui a retrouvé

toute sa pertinence à l'heure de la guerre russo-ukrainienne. Mais si l'on doit reconnaître que Fuller a été le grand penseur des blindés, le véritable haruspice de la mécanisation des forces armées, il serait particulièrement réducteur de limiter son apport théorique à ce seul aspect.

Devant ses élèves du *Staff College* de Camberley, dont il dirige l'enseignement entre 1924 et 1926, il se définit comme « un étudiant de la guerre et un critique militaire », parce que sa pensée est holistique : il est un précurseur des études polémologiques qui s'emploient à étudier la guerre comme un phénomène social, global et total. Chercheur *ès polemos*, il est donc un authentique *scientifique militaire* puisque son unique ambition a été de parvenir pour l'étude de la guerre à ce que Copernic avait réalisé pour l'astronomie, Newton pour la physique et Darwin pour l'histoire naturelle : établir un ordre supérieur pour l'étude puis la conduite de la guerre fondée sur une analyse et des méthodes scientifiques. En tant que critique et prétendu hérétique, durant les deux guerres mondiales puis au cours de la guerre froide, ses écrits et ses prises de position ont toujours cherché à questionner et à influencer les *establishments* militaire et politique du Royaume-Uni et de bien d'autres pays.

En tant que *prophète*, Fuller n'a pas failli en comprenant que la guerre passerait au cours du XX^{e} siècle des dernières troupes montées de la cavalerie à la mécanisation, puis à l'âge atomique. Ses prédictions sont innombrables : il a anticipé la dimension décisive qu'allaient jouer les forces blindées, la mécanisation du champ de bataille et la puissance déterminante qu'allaient avoir les forces aériennes lors d'opérations terrestres ou maritimes ; il a prédit que lors de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, en exigeant du Reich une reddition inconditionnelle, enfanteraient la guerre froide ; il a aussi compris que la Chine deviendrait communiste. Ces éléments confirment l'importance d'un homme qui, participant, observant et critiquant tous les conflits majeurs du début

jusqu'au milieu du XX^e^ siècle est aussi devenu un historien de la guerre qui s'est penché sur les batailles de l'Antiquité.

La Seconde Guerre mondiale comme rupture

C'est donc en tant que penseur de la stratégie du XX^e^ siècle que l'œuvre de Fuller doit être revisitée. En effet, l'ensemble de ses analyses sur la conduite de la guerre doivent s'inscrire dans un système global dans lequel la pensée politique occupe une place déterminante. Comme il l'écrit dans les *Fondations de la science de la guerre* : « l'objectif principal de la politique est avant tout de maintenir et d'améliorer la prospérité générale de la nation, et ensuite d'assurer sa sécurité face aux interférences internes et externes ». À ses yeux, la pensée stratégique se double toujours d'une pensée sous-jacente, politique et ontologique. Lorsqu'il décide de quitter la *British Army* en 1933, après avoir passé trois années en demi-solde, c'est principalement parce qu'il n'arrive pas à faire adhérer la génération des *roaring twenties* à ses idées qui sont en avance sur leur temps : une vision large et profonde d'un avenir des forces militaires reposant sur le couple « motorisation-mécanisation » en vue de paralyser et de pulvériser tous les centres nerveux adverses – des postes de commandement du niveau stratégique jusqu'à l'échelon terrestre et leurs systèmes logistiques. Il choisit alors de rejoindre le dernier-né des partis politiques anglais, la *British Union of Fascists* (BUF) car cet acte, mûrement réfléchi, est le seul qui peut donner un sens et une dimension historique à ses conceptions théoriques de la guerre.

De 1932 à 1939, son champ d'observation de la guerre le conduit en Érythrée et en Espagne. Voyageant sans cesse, il interviewe à plusieurs

reprises Hitler, Mussolini et Franco. Au cours de cette période, ses écrits politiques, tachés d'antisémitisme, pourraient se définir comme la recherche d'une troisième voie, ou la définition d'un autre modèle d'organisation politique, soit un fascisme « éclairé par la raison » où le corporatisme occupe une place centrale. Les deux principaux biographes anglais de Fuller – le lieutenant-colonel Anthony John Trythall et le professeur Brian Holden-Ried – qualifient cette période « d'années sombres » pour Fuller, peut-être parce qu'une partie de la *gentry* et de l'aristocratie britannique sympathisait ouvertement avec la BUF et l'Allemagne afin d'éviter une nouvelle guerre européenne, synonyme d'engagement continental au côté de la France. Cette volonté est portée par le cabinet Chamberlain et la démocratie parlementaire britannique qui poursuivent une politique d'*appeasement* face au Reich dès 1937. Ce choix très pragmatique est sous-tendu par trois facteurs inhérents à la société anglaise : le pacifisme des mentalités, la nécessité de maintenir des échanges commerciaux avec l'Allemagne et un rapport de force militaire largement à l'avantage de Berlin.

Le début de la Seconde Guerre mondiale marque une véritable rupture dans la pensée du Britannique. En effet, il a subi une période de disgrâce intellectuelle, principalement au Royaume-Uni (1938-1940), durant laquelle il a eu la chance de ne pas être emprisonné comme la plupart des membres de la BUF. Cette rupture est aggravée par un fait déterminant. En effet, lors du *Blitz*, une attaque aérienne allemande sur Londres provoque l'incendie de son bureau au mois d'octobre 1940. Toutes ses archives, ses notes non publiées et patiemment accumulées depuis 1917, sa bibliothèque comme ses études en cours disparaissent en quelques minutes. Il doit alors redémarrer sa compréhension de la guerre à partir d'une page blanche. Lorsque s'ouvre l'année 1941, Fuller n'est plus, idéologiquement et psychologiquement, le même « étudiant de la guerre ». Dans l'ensemble de ses écrits, les citations empruntées au général Carl von Clausewitz

formaient une sorte de rivière souterraine qui alimentait constamment sa réflexion. Or, au début de l'année 1943, la publication de *Machine Warfare* montre qu'il change ostensiblement d'attitude vis-à-vis de l'œuvre du Prussien. En apportant une rigoureuse étude des liens entre la machine à vapeur et la guerre, il écrit au chapitre II de *La Guerre mécanique* : « ce fut le général Carl von Clausewitz qui, dans ses considérations philosophiques sur les guerres napoléoniennes, interpréta le maître et, ce faisant, présenta au monde le travail le plus sérieux qui fut jamais écrit sur la guerre ». Un point d'inflexion majeur. Au milieu de l'année 1942, soit quelques mois à peine avant le début du refoulement des troupes de l'Axe, son analyse de la conduite de la guerre le propulse dans le domaine de la stratégie. Sa lecture des événements passés et présents lui permet d'amorcer une véritable synthèse de la pensée stratégique. Cette nouvelle démarche s'appuie sur l'étude de *Vom Kriege* qu'il utilise et prolonge avec pertinence et discernement.

Penseur de la stratégie

Mais comment la notion de stratégie s'inscrit-elle dans sa pensée ? Durant la Grande Guerre, dans ses points de situation comme dans les notes tactiques relatives à l'emploi des tanks rédigées au quartier général du *Tanks Corps* à Bermicourt, Fuller utilise le terme de « *strategical policy* », qui signifie comment gagner la guerre (*how the war was to be won ?*). Dans ces écrits opérationnels figure toujours la même idée. La stratégie est une notion liée à la mobilité et aux voies de communication. Cette idée-force représente l'élément central du *Plan 1919*. Rédigé par Fuller au cours du premier semestre 1918, approuvé par Churchill, utilisé par Foch dans sa directive de juillet 1918, il cherche à répondre à la question : comment vaincre en 1919 grâce à l'utilisation du nouveau char Medium ? Cette étude

visionnaire doit donc être comprise comme l'utilisation « stratégique » du char de bataille qu'il définit dès le deuxième paragraphe de son *Plan 1919* : « La stratégie repose sur les communications : jusqu'à présent sur les routes, les chemins de fer, les rivières, les canaux. » Dans *Tanks in the Great War*, il écrit au mois de juillet 1919 : « La stratégie, ou la science de l'utilisation du temps à des fins guerrières, a pratiquement cessé depuis novembre 1914. » Aux stagiaires de Camberley, il déclare lorsqu'il aborde la conférence « L'art de la guerre » que « la stratégie est considérée comme une guerre intellectuelle ». Dans *The Reformation of War*, il la définit en 1924 par rapport à la diplomatie : « Tout comme la diplomatie est l'art de maintenir une politique par la persuasion, la stratégie est l'art de maintenir une politique par la force. »

Avec *The Fondations of the Science of War*, recueil de l'ensemble de son enseignement dispensé au *Staff College*, soit vingt conférences initialement dactylographiées par ses soins, il définit la notion de stratégie globale. En temps de guerre, comme le gouvernement a trois grands devoirs – maintenir la machine domestique de la nation, déclencher la machinerie politique et contrôler la machine politique –, la stratégie devient globale. L'économie du pays nécessite alors que les forces armées soient commandées par un généralissime, « tête pensante et coordinatrice », qui conseille le gouvernement sur la stratégie globale de la guerre afin d'établir une cohérence entre le pouvoir national et l'effort militaire. La stratégie globale inclut toutes les forces utilisées dans la conduite de la guerre, ce qu'il illustre en citant Clausewitz : « Aucune guerre ne commence, ou plutôt ne devrait commencer, si les gens agissaient sagement en cherchant d'abord la réponse à la question, que peut-on accomplir au final et entre-temps ? Le premier objet est l'objectif final, le second, l'objectif intermédiaire. Par cette réflexion principale, on prescrit tout le cours de la guerre, les moyens mis en œuvre et l'énergie nécessaire ; son influence se manifeste jusqu'au plus petit organe d'action. » Cependant si Fuller impose la lecture de *Vom*

Kriege dans l'enseignement militaire britannique, il utilise le terme de « grande stratégie » qui n'est pas utilisé par le Prussien. Directement subordonnée à la dimension politique, elle doit être le véhicule qui permet de parvenir à des fins en s'adaptant à la nature des moyens dont l'État dispose. Cette notion n'est ni théorique ni figée puisqu'elle se double d'une appréciation de situation permanente.

En effet, la stratégie s'inscrit dans une dynamique évolutive, car elle est intrinsèquement liée aux répercussions des changements de la civilisation sur les conflits humains. Clausewitz avait placé en exergue cette idée lorsqu'il avait écrit : « Le premier, le plus important acte de jugement qu'un homme d'État ou un commandant en chef exécute consiste alors dans l'appréciation correcte du genre de guerre qu'il entreprend, afin de ne pas la prendre pour ce qu'elle n'est pas, et de ne pas vouloir en faire ce que la nature des circonstances lui interdit d'être. » Cette citation introduit *La Conduite de la guerre de 1789 à nos jours*.

En 1943, alors que la vitalité intellectuelle du *major-general* a été relancée par l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique, son attitude vis-à-vis de Clausewitz change pourtant radicalement, en raison de la publication d'un livre capital pour interpréter la stratégie et la pensée du maître : *Makers of the Modern Strategy*. En effet, Fuller, qui ne parle pas allemand, a alors pour la première fois accès à la lecture de Hans Delbrück, auteur allemand qui propose une autre lecture en dépassant l'interprétation du grand stratégiste. Il faut attendre l'article « Strategical Stocktaking » (« Un inventaire de la stratégie ») publié le 30 juin 1944 pour que Fuller cite et utilise à son tour les concepts de Delbrück : *Niederwerfungsstrategie* (stratégie d'annihilation) et *Ermattungsstrategie.* (stratégie d'attrition) En résumant et en resituant historiquement les idées que Delbrück développe – principalement dans *History of the Art of War* –, le Britannique précise : « Ceci fut souligné il y a maintenant bien longtemps par Hans Delbrück, probablement le penseur militaire le plus profond de l'Allemagne depuis

Clausewitz. De ses théories, la plus remarquable est celle affirmant que la stratégie a deux formes principales : l'annihilation et l'épuisement. Il les a appelées respectivement Niederwerfungsstrategie et Ermattungsstrategie. Dans un cas, la bataille est la seule fin de la guerre. Dans l'autre, elle n'est qu'un moyen parmi d'autres pour atteindre le but politique. Le choix de la stratégie à employer dépend des ressources nationales (les potentiels de guerre) appréciées au regard des probabilités politiques. »

Au cours du second semestre 1944, Fuller rédige « L'Âge du pétrole » qui est publié dans l'*US Ordonnance* du mois de mars 1945. Il s'agit d'un des sept chapitres que lui a demandé d'écrire le colonel de l'*US Army* Leo A. Codd pour un ouvrage collectif, *Armament and History* (1946). Il souligne alors que Delbrück fut le premier voire le seul disciple de Clausewitz à faire remarquer dans *Geschichte der Kriegskunst* qu'aux deux formes de guerre – limitée et illimitée – doivent respectivement correspondre deux formes de stratégies, respectivement anéantissement et épuisement. Il ajoute : « tandis que dans la première le but est la bataille décisive, dans la seconde, la bataille n'est qu'un moyen parmi divers autres, comme la manœuvre et l'attaque du potentiel économique qui permettent elles aussi d'arriver au résultat politique recherché ».

Une critique constructive de Clausewitz

C'est dans l'ouvrage *La Conduite de la guerre* et la conclusion du chapitre « Les théories de Clausewitz » que Fuller se livre à une critique constructive : « Mais, de tous les troubles de vision de Clausewitz, le plus important fut qu'il n'a jamais compris que c'est la paix, et non la victoire, qui est le véritable but de la guerre, qu'en conséquence la paix doit être l'idée dominante de la politique et que la victoire n'est qu'un moyen pour y parvenir. » Depuis le début des années 1920, son credo reste identique et

sous-tend la grande stratégie : le but de la guerre est de parvenir à une paix meilleure. En suivant cette logique, la conduite de la guerre est assujettie à la paix que l'on recherche. Le Britannique dépasse l'aphorisme du Prussien « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », en affirmant que le prolongement de la politique de l'État par la guerre en vue d'une paix future doit être la préoccupation permanente. « L'objectif principal de la politique est avant tout de maintenir et améliorer la prospérité générale de la nation, et ensuite d'assurer sa sécurité face aux interférences internes et externes, écrit-il dans *Fondations*. Par conséquent, le problème de la guerre est toujours présent, et en temps de guerre comme en temps de paix, l'objectif politique est une paix plus parfaite. Si cet objectif n'est pas atteint alors, même si la guerre n'a pas été faite pour rien, elle n'aura pas rempli son but ultime, qui est de créer de meilleures conditions et pas seulement d'éliminer le mécontentement existant. » Ainsi, à partir de l'interaction politique – conduite de la guerre –, il conclut que la victoire militaire n'est pas un succès, puisque l'équivalent du succès réside dans une paix plus prospère après la guerre. L'idéal qui ne doit jamais être perdu de vue est ainsi incarné par cette paix toujours plus avantageuse. Le chapitre V, « Instrument de la guerre », souligne cette idée-force récurrente. « Une victoire militaire n'est pas en soi l'équivalent du succès dans la guerre. L'équivalent du succès est une paix plus prospère après la guerre, et bien que cette condition soit rarement atteignable, elle constitue un idéal à poursuivre. La guerre n'étant pas une fin, mais un moyen, la situation financière à sa conclusion doit être établie en parallèle avec les résultats militaires dans la mesure où ils affectent le bien-être futur du pays. Toute perte humaine est une perte de capital. Tout shilling dépensé est une hypothèque d'un shilling sur la production après la guerre. Les salaires et les prix sont donc influencés négativement à un degré tangible et calculable par les opérations quotidiennes. »

Fuller, néo-Clausewitzien ou sur-Clausewitzien ?

Finalement, la mise en perspective des écrits de Fuller montre que sa pensée stratégique a évolué tout au long de sa vie. Certes les dispositions intellectuelles des années 1920 et l'engagement politique des années 1930 l'ont conduit à une utilisation assez partiale et critique de *Vom Kriege*. Cependant, les œuvres de jeunesse sont aujourd'hui oubliées, à peine connues, et très rarement citées. Aux États-Unis comme en France, la notoriété du général Fuller est véritablement concomitante à la parution d'un livre en 1946 : *Armament and History* et *Decisive Battles*. Dans *L'Influence de l'armenent sur l'histoire,* traduit et annoté par le général Lionnel-Max Chassin – un des premiers promoteurs du développement du programme nucléaire français –, Fuller assène dès la première phrase son idée maîtresse par le biais d'une longue citation de Clausewitz. Le *credo* est donc présenté sous l'angle philosophique du Prussien. À partir de ce stade, on pourrait peut-être caractériser cette approche par la *clausewitzation* de Fuller parce *Vom Kriege* devient l'une des références centrales de sa réflexion. Dans cette dernière période de sa vie, celle de la maturité, l'analyse de Clausewitz est la plus profonde, la plus nuancée et la plus pertinente ; elle lui permet de comprendre la rupture stratégique qui s'opère. Les explosifs nucléaires ont fait sortir la stratégie du champ de bataille. Fuller pense que, pour gagner une guerre, l'erreur serait d'admettre qu'il est nécessaire d'annihiler l'ennemi sur le plan politique et d'occuper son territoire. La solution stratégique doit prendre en compte les considérations politiques, sociales, économiques, culturelles et morales. Dans l'analyse stratégique post-1942 qu'il conduit se produit bien une *clausewitzation* de la réflexion, car le thème central demeure la compréhension et l'établissement du lien entre la détermination de la stratégie et le but politique. Dans « Strategical Stocktaking » il conclut son article en

écrivant : « À notre tour, n'échouons-nous pas à lier moyens stratégiques et fins politiques ? Ne sommes-nous pas en train de devenir sur-napoléoniens ? Car, une fois que l'annihilation devient une fin en soi, elle cesse d'être rationnelle. La guerre est un moyen et ne peut jamais être une fin positive. La guerre est négative, la paix est positive. Quelles sont les fins positives des puissances alliées ? Là est la question cruciale. L'annihilation de l'Allemagne comme puissance militaire ne peut être rien d'autre qu'un objet négatif. Si les puissances alliées n'ont pas de fin positive, ou alors juste une ombre de quelque chose d'irréel et d'éthéré, alors leur victoire sera suivie de vide et non de plénitude. Comme l'écrivit Delbrück, "pour revenir une fois encore à cette phrase fondamentale de Clausewitz, aucune idée stratégique ne peut être pleinement examinée sans examiner le but politique". Pour l'Allemagne et nous-mêmes, la douzième heure est sur le point de sonner. Par conséquent, je demanderais sincèrement aux personnes concernées de répondre en termes non équivoques à la question gouvernant cette guerre et toutes les autres : "pourquoi nous battons-nous ?" Ou, comme avait coutume de dire le maréchal Foch : "de quoi s'agit-il ?" ».

Il n'est pas inutile de laisser le Britannique répondre lui-même à cette question : John Frederick Charles Fuller doit-il alors être catégorisé comme un néo-clausewitzien ou un sur-clausewitzien ? L'enseignement que Fuller dispense dans ses livres, dans ses conférences ou encore dans ses articles s'inscrit dans la continuité et dans l'actualité des événements historiques les plus récents. Dans une de ses dernières interviews publiées dans la *Marine Corps Gazette* au mois de décembre 1961, il écrit : « en jugeant toutes les erreurs qui ont été commises au cours de la dernière guerre, je voudrais dire que les officiers d'un certain rang devraient méditer soigneusement ce que Clausewitz a écrit sur la guerre en tant qu'instrument de la politique. S'ils n'ont toujours pas compris ce que signifie la guerre en tant qu'instrument de la politique, ils ne pourront jamais éviter de répéter les erreurs commises lors de la dernière guerre ». Jay Luvaas dans *The Education of an Army* a

écrit que Fuller était un pédagogue né. Il suffit de lire quelques-unes de ses conférences du *Staff College* pour en être persuadé. On y découvre la qualité et le perfectionnisme de son enseignement. En définitive Fuller est un précurseur de l'école des néo-clausewitzien car il enseigne Clausewitz à la génération post-1945.

Quelques mois avant la publication de *The Conduct of War* il écrit à son éditeur : « En ce qui concerne Clausewitz, mon intention n'est pas de le surpasser, mais – si le mot existe – de l'in-moder, de le mettre à la mode [et] de faire en sorte que les gens le lisent au lieu de le citer. Ce qui est regrettable dans "De la guerre", c'est que les neuf dixièmes sont aujourd'hui obsolètes et que le dixième, qui est de l'or pur, se perd dans les décombres. Dans le chapitre IV, j'ai extrait ce dernier en quelque cinq ou six mille mots. Si les hommes d'État [et] les généraux ne peuvent pas digérer cela, ils feraient mieux de faire leurs valises. À mon avis, Clausewitz se situe au même niveau que Copernic, Newton [et] Darwin – tous étaient des génies cosmiques qui ont bouleversé le monde… Si mon [livre *La Conduite de la guerre*] suit le mouvement, ce ne sera pas à cause de ce que j'ai écrit, mais parce que mon étude de Clausewitz m'a poussé à l'écrire. »

Lorsqu'il écrit cette lettre, concomitante à la publication de *La Conduite de la guerre*, Fuller est âgé de 83 ans. Cet avant-dernier livre représente son ouvrage le plus abouti. Il clôture ainsi une œuvre majeure de la pensée stratégique. Il met en cohérence une analyse diachronique de l'évolution de la guerre en questionnant l'aphorisme de Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique de l'État par d'autres moyens. » Finalement, si JFC Fuller est un néo-clausewitzien, il est aussi un « sur-clausewitzien » !

Pour aller plus loin

ŒUVRES

John Frederick Charles Fuller, *La Guerre mécanique et ses applications*, Berger-Levrault, 1948 [éd. angl. 1942].
–, *L'Influence de l'armement sur l'histoire*, Payot, 1948 [éd. angl. 1945].
–, *La Conduite de la guerre de 1789 à nos jours*, Payot, 1963 [éd. am. 1961].
–, *Les Batailles décisives du monde occidental*, 3 tomes, Berger-Levrault, 1980 [éd. angl. 1954-1956].

TRAVAUX DE RECHERCHE

Olivier Entraygues, *Le Stratège oublié, J-F-C Fuller 1913-1933*, Brèches Éditions, 2012.
–, *L'Art du Général, J-F-C Fuller*, Le Polémarque, 2017.
–, *Étudier la guerre, essai d'ego-histoire*, UPPR Éditions, 2018.
–, *Regards sur la guerre. L'École de la défaite*, Éditions Astrée, 2020.
Brian Holden-Ried, *J. F. C. Fuller. Military Thinker*, Londres, Macmillan, 1987.
–, *Studies in British Military thought. Debates with Fuller and Liddell Hart*, Londres, Greenhill, 1999.

LA MER AU SERVICE DE LA STRATÉGIE

Alfred Thayer Mahan, défense et illustration de la guerre sur les flots

Antony Dabila

> « La guerre avec l'Espagne [de 1898] a fait de la marine le sujet le plus largement discuté d'aujourd'hui. Car c'est la marine qui doit accomplir l'essentiel des combats dans cette guerre. C'est en la marine que nous devons croire. Tout le monde civilisé connaît le capitaine de vaisseau Mahan en tant qu'expert des sujets navals. Sa présence actuelle au Comité stratégique dirigeant les flottes américaines l'a mis encore plus en évidence. Il est proprement remarquable que de si nombreuses de ses théories soient devenues des réalités. Ses arguments montrant la nécessité, pour les États-Unis, de devenir une grande puissance navale, bien qu'écrits il y a un certain temps, ont été validés de manière frappante par les récents événements. La politique d'isolation des affaires générales du monde n'est plus tenable. Les intérêts des États-Unis en tant que nation sont liés avec les régions situées au-delà des mers. Par conséquent, une marine est devenue une absolue nécessité. Si la pratique du capitaine de vaisseau Mahan est aussi bonne que sa théorie et aussi remplie d'intuitions prophétiques, le public ne doit pas douter du succès de notre Comité Stratégique. »
>
> Percival Pollard, *The Criterion*, juin 1898.

Comme le montre cet extrait enthousiaste tiré d'un journal américain paru en pleine guerre hispano-américaine, l'œuvre d'Alfred Thayer Mahan

est contemporaine de l'affirmation des États-Unis sur la scène internationale et constitue la première stratégie globale formulée pour ce pays. Grâce au conflit avec l'Espagne, mentionné par le fervent journaliste du *Criterion*, la république américaine, en 1898, devenait pour la première fois impériale en s'agrandissant soudainement de territoires ultramarins : Guam et les Philippines dans le Pacifique, Puerto Rico en mer des Caraïbes, tandis que l'île de Cuba devenait indépendante, pour rentrer aussitôt dans l'orbite américaine.

Premier penseur de la prépondérance mondiale des États-Unis, et surtout des voies stratégiques propres à l'atteindre, Mahan est à la fois un théoricien, qui passa l'essentiel de sa vie au sein des plus prestigieuses académies militaires du pays, et un praticien qui inspira et conseilla les décideurs politiques, bien avant que ce double rôle d'universitaire-conseiller ne devienne la norme aux États-Unis à partir de Franklin Roosevelt et de son *brain trust*. Plus qu'un symbole, ses lieux de naissance et de mort résument à eux seuls ce destin : il voit le jour à West Point en 1840, où son père professait la stratégie, et rend son dernier soupir à Washington quelques mois après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, en décembre 1914. Mahan a passé sa vie entre cénacles de réflexion stratégique et lieux de pouvoir. Né parmi l'élite militaire émergente des jeunes États-Unis d'Amérique, il est le fils de Dennis Hart Mahan, instructeur à la célèbre académie des forces terrestres américaines. Parti étudier un temps à l'École d'application de l'artillerie et du génie de Metz, où il s'imprégna du modèle d'armée napoléonien et des thèses d'Antoine-Henri Jomini, Dennis Mahan fut l'introducteur des méthodes basées sur l'ingénierie moderne outre-Atlantique. À *West Point*, il côtoie les militaires les plus influents de la première moitié du XIX^{e}, pour beaucoup héros de la guerre contre la Grande-Bretagne de 1812. Son fils reçoit d'ailleurs son *middle name* d'un de ses collègues à *West Point*, Sylvanus

Thayer, officier-instructeur et « père » de l'académie, qu'il réforme sur le modèle de l'École polytechnique.

Tour à tour soldat, stratège et conseiller politique, Alfred Mahan occupa, de façon précoce et originale pour l'époque, tous les rôles dévolus à celui qui s'occupe d'études stratégiques. Choisissant de ne pas marcher complètement sur les pas de son père, il entre en 1856 à l'Académie navale d'Annapolis, dont il sort diplômé trois ans plus tard, juste avant le déclenchement de la guerre civile américaine, en avril 1861. Il prend part, du côté de l'Union, aux toutes premières opérations navales, avant de devenir à son tour instructeur à Annapolis. De façon notable, les opérations militaires contre la Confédération auxquelles il participe sont surtout des opérations de blocus des ports sudistes, ce qui nourrit certainement ses premières réflexions sur les autres tâches que doit assurer une marine en dehors des combats.

Officier de carrière dans l'*US Navy* une fois la paix revenue, il alterne jusqu'en 1895 entre son rôle d'enseignant et le service actif, ce qui l'amène à effectuer deux voyages marquants : le premier au Japon en 1867, une douzaine d'années après que le commodore Perry, américain lui aussi, a forcé l'ouverture du pays grâce à ses canonnières ; le second au Pérou en 1884, alors que Lima est en guerre contre le Chili. Ces deux expériences lointaines et concrètes lui permettent de prendre la mesure des intérêts américains dans le Pacifique et plus encore des développements que ceux-ci pourraient connaître dans cette région encore éloignée du centre de la géopolitique mondiale.

En 1885, sa carrière bascule définitivement vers l'enseignement et la réflexion, lorsqu'il devient professeur au tout nouveau *Naval War College* de Newport, dans l'État de Rhode Island. Nommé à la demande de son fondateur, l'amiral Stephen Luce, il en devient directeur dès l'année suivante. Voulu par l'état-major de la marine américaine, ce lieu de formation innovant cherchait à donner une éducation plus généraliste et

plus longue que celle donnée dans les différentes écoles navales du pays, encore trop focalisées sur la technique. L'objectif était de former les officiers de marine à la très grande diversité d'intérêts et de situations auxquels ils seraient confrontés dans leur carrière.

C'est là, sur la base de ses leçons aux futurs officiers, qu'il rédige son *opus magnum,* intitulé *L'Influence de la puissance militaire dans l'histoire (1660-1783)*, qui est seulement son second ouvrage. Durant cette période décisive, il rencontre un jeune essayiste et historien venu donner une série de conférences. Celui-ci vient de perdre l'élection à la mairie de New York et n'est autre que le futur président des États-Unis, Theodore Roosevelt, dont il devient proche. Lui aussi s'était penché sur l'histoire navale des États-Unis en publiant quelques années plus tôt une étude fouillée sur les aspects maritimes de la guerre de 1812 entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie, ainsi que des biographies d'hommes politiques américains de la même époque. À la fois interlocuteur et disciple de Mahan, « Teddy » Roosevelt devint rapidement, comme nous le verrons, l'un des principaux vecteurs de son influence sur la politique extérieure de Washington et dans la définition de la posture stratégique de l'Amérique. Mais penchons-nous d'abord sur les théories et la vision de rupture que proposa Mahan avant de pouvoir influencer la prise de décision stratégique de son pays.

Une réhabilitation de l'histoire navale de longue durée

Mahan est avant tout un historien de la stratégie navale, à la fois du point de vue des événements et des doctrines, mais il a également été un commentateur avide de l'actualité internationale de son époque, pour

laquelle il développa une vision « géopolitique » (avant la lettre) du rôle mondial des États-Unis, fondée sur l'exceptionnalisme américain et l'étendant à l'ensemble de la planète. Son œuvre se classe en trois catégories. Une partie à proprement parler historique, tout d'abord, portant sur l'émergence de la prépondérance navale anglaise, ainsi que sur la naissance de l'entité américaine, de 1660 à la fin des guerres de l'Empire et du conflit anglo-américain de 1812 (*L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire* ; *L'Influence de la puissance maritime sur la Révolution française et l'Empire* ; *Vie de Nelson*). Ensuite, un travail d'histoire « immédiate » et de commentaires à chaud des conflits qui lui furent contemporains (*L'Amiral Farragut*, biographie du commandant de la marine nordiste dans la guerre de Sécession, ainsi que des analyses de la guerre hispano-américaine de 1898, de la seconde guerre des Boers – parue avant même qu'elle prenne fin – et de la guerre russo-japonaise de 1904-1905). Enfin, un ensemble de textes courts rassemblant articles, contributions, conférences qui forment une œuvre véritablement « géopolitique » (Mahan n'emploie jamais le terme apparu en 1889 chez le géographe suédois Rudolf Kjellén, mais est généralement considéré comme un des grands penseurs de cette discipline, notamment en raison de son insistance sur le rôle de la géographie). Il y développe une analyse des diverses stratégies des grandes puissances de son époque et plaide pour une affirmation du rôle des États-Unis dans le monde, via une politique de défense navale déterminée (« Le futur et son rapport à la puissance navale américaine » ; « L'intérêt de l'Amérique dans la puissance maritime » ; « Le problème de l'Asie et son impact sur les politiques internationales »).

C'est son second ouvrage, *L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire* paru en 1890, qui lui valut une renommée mondiale immédiate et durable. Récemment modernisées sur le modèle industriel, les marines de guerre étaient alors l'instrument de puissance privilégié. Les pays émergents comme le Japon et l'Allemagne le traduisirent rapidement pour

modeler leur récente flotte, tandis que le Kaiser Guillaume II et la reine Victoria le reçurent lors d'une tournée triomphale en Europe. Si l'on ose une analogie teintée d'anachronisme, sa « gloire » pourrait être comparée à celle d'un auteur de notre époque qui ferait paraître un essai sur la stratégie nucléaire, aussitôt lu et discuté partout dans le monde, aussi bien par les spécialistes que par un public averti, comme ce fut le cas par exemple pour Henry Kissinger ou Raymond Aron.

La vision proposée dans ce *best-seller* repose sur deux concepts phares, la « puissance maritime » (*sea power*) et la « maîtrise de la mer » (*command of the sea*), que Mahan juge être les instruments les plus efficaces pour exercer une suprématie sur ses adversaires, dans le monde interdépendant né après les grandes découvertes. Afin de prouver ce théorème, Mahan scrute minutieusement les deux siècles où s'affirma l'hégémonie anglaise dans le domaine maritime. Cependant, la période considérée n'est pas étudiée pour elle-même et son objectif avoué est de « mettre en relief les principes généraux de la guerre sur mer, en dépit des changements introduits dans les armes par les progrès scientifiques, en dépit même de la vapeur ». L'étude de l'histoire se place donc au cœur de sa méthode intellectuelle. En cela, Mahan suit, selon ses propres dires, la ligne définie par Jomini.

D'emblée, sa réflexion vise également à dépasser une vision de la guerre sur mer trop focalisée sur la bataille pour l'inscrire dans une stratégie maritime globale, participant à une conduite stratégique et politique plus générale, afin d'assurer « l'usage et le contrôle de la mer » en vue du commerce et de l'influence. Le point décisif de l'argumentation réside dans le fait que, sur les mers, la puissance trouve paradoxalement ses racines dans l'ensemble des attributs matériels participant à la production de forces maritimes, et en aucun cas sur la seule flotte. Considérer le nombre de nefs, la puissance de leurs canons ou leur tonnage total n'est pas simplement insuffisant, mais trompeur.

Bien que l'idée ne soit pas totalement neuve à l'époque, son exposé synthétique et « prêt à l'emploi » des piliers de la puissance maritime, notamment dans le célèbre premier chapitre de *L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire*, innove par sa recherche de « principes » invariants de la stratégie navale, sur le modèle de Clausewitz et de Jomini.

Pour Mahan, la spécificité de la guerre sur mer, par exemple, ne fait guère de doute et diffère presque du tout au tout de la logique de la guerre terrestre. « La terre, par sa nature même, est pleine d'obstacles ; c'est seulement en la remuant et en l'utilisant qu'on arrive à y ouvrir des routes et des voies de communication. Elle est donc presque partout un obstacle, tandis que la mer est partout ouverte. » Cet état de fait entraîne une conséquence décisive en termes d'*usage* possible de la mer, notamment en vue d'un conflit violent : « Les routes que peut suivre une armée sont par suite en nombre limité et sont en général connues, ainsi que leurs avantages respectifs ; tandis que sur mer, toutes les routes peuvent être adoptées pour aller d'un point à un autre. » La compréhension de ces invariants de la stratégie navale constitue un préalable à toute étude de l'histoire maritime.

La force de son exposé réside par ailleurs dans l'illustration qu'il donne de ces principes. En effet, le projet stratégique que Mahan élabore pour l'Amérique repose sur une certaine compréhension d'un sens, ou plutôt d'une logique, de l'histoire qu'il relit intégralement à l'aune de ses thèses. Cette méthode interprétative lui assure en outre un avantage pédagogique et didactique sur les visions techniciennes et peu accessibles de ses homologues contemporains (l'amiral britannique Colomb, par exemple). Mahan ne se borne pas à expliciter les axiomes de la stratégie navale de son époque, mais fait de celle-ci la clé de lecture principale des trois derniers siècles et permet de comprendre pourquoi l'Angleterre est devenue la première puissance mondiale.

Pour parvenir à cet objectif ambitieux, il était néanmoins nécessaire de convaincre les jeunes officiers de marine américains, dont la culture est

alors plus technique qu'historique, que s'intéresser à l'histoire permet de gagner des guerres (et surtout de s'engager uniquement dans celles qui sont les plus nécessaires). En effet, que peut-on réellement apprendre de l'étude des campagnes de Horatio Nelson, Michiel de Ruyter et Pierre André de Suffren, appartenant à l'ère de la marine à voile, alors que les flottes viennent de connaître la plus grande révolution de l'histoire navale avec la machine à vapeur et le blindage en métal ? Rappelons que les mers venaient de voir lancé le premier navire de guerre à vapeur, le *Napoléon,* en 1850, et que le premier usage réussi d'un « cuirassé » fut également réalisé par la marine française en 1854, pendant un siège de la guerre de Crimée. Le premier cuirassé de haute mer, la *Gloire*, fut quant à lui mis à flot cinq ans plus tard. Ces innovations étaient alors assez récentes, d'autant que ces technologies se répandaient assez lentement dans les autres marines en raison de leur coût très important et de la rareté des savoir-faire qu'elles requéraient. Les États-Unis de la fin du XIX^e^ siècle ne disposèrent par exemple de leurs deux premiers cuirassés qu'en 1895, avec l'*USS Maine* et l'*USS Texas*. Les réflexions de Mahan *précèdent* donc l'acquisition de navires modernes par son pays, et n'en furent donc que plus influentes sur leur conception, leur déploiement et leurs premiers usages.

Pour Mahan la leçon tient en quelques mots : la mer a été l'élément grâce auquel les guerres les plus décisives de l'histoire ont été remportées. D'Hannibal, contraint de passer les Alpes de façon brillante mais vaine, à Napoléon, impuissant après Aboukir et Trafalgar, l'histoire nous permet de déceler les principes sous-jacents aux événements. La campagne d'Égypte du jeune Bonaparte demeure ainsi intéressante pour l'officier d'aujourd'hui : « L'issue de l'expédition d'Égypte dépendait du maintien des communications avec la France. La victoire du Nil détruisit la force navale qui pouvait seule assurer les communications, et détermina le succès final. Il saute aux yeux que le coup porté était d'accord avec le principe de couper les communications de l'ennemi, et aussi que le même principe est

de règle aujourd'hui pour les bâtiments à vapeur. » Bien déchiffrée, l'histoire donne accès à la compréhension des principes de la stratégie. Reste à déterminer quelle époque est la plus pertinente à étudier pour entrevoir la stratégie que pourraient imiter les États-Unis afin de s'affirmer au-delà de leur continent.

La puissance maritime anglaise, clé des relations internationales modernes

La période où l'Angleterre acquit la domination des mers et des océans en la ravissant aux Pays-Bas, soit entre 1660 et 1783, constitue, selon l'analyse de Mahan, le véritable pivot maritime de l'histoire. Malgré les évolutions techniques spectaculaires apparues depuis lors, c'est en étudiant minutieusement la stratégie suivie par la *Royal Navy* que les États-Unis pourront assimiler les principes qui permirent à Londres de devenir la puissance prépondérante en Europe, puis dans le monde. En adaptant ces principes non plus aux îles britanniques, mais à l'île-continent que représente le territoire américain avec ses deux façades atlantique et pacifique, la suprématie exercée pourrait être plus forte et plus durable encore.

Pour comprendre les raisons de la prépondérance anglaise, une première mise au point est nécessaire sur la notion de « puissance maritime ». Sur cet espace que personne ne maîtrise de façon permanente, la force d'un État ne réside pas uniquement dans sa seule flotte, mais dans l'ensemble des éléments situés à terre permettant de maîtriser un espace maritime, soit les bases de ravitaillement, les chantiers navals, la maîtrise technique et bien entendu, une main-d'œuvre formée à toutes les tâches nécessaires, en nombre suffisant. « Ce sont les navires de guerre qui, en temps d'hostilités,

ont la charge de protéger le commerce. La nécessité de la marine, dans le sens restreint de bâtiments de guerre, naît donc de l'existence de la marine marchande. Elle disparaît avec elle, sauf dans le cas d'une nation qui, ayant des visées agressives, entretient une marine comme faisant partie de sa force militaire. » Il s'agit donc de ne pas faire de la marine une fin *en soi*, mais un instrument pour protéger les échanges, et peut-être les porter dans certains endroits précédemment hors d'atteinte, comme le fit le commodore Perry avec le Japon.

En conséquence de ces remarques, Mahan définit la stratégie navale comme une activité ayant « pour but de créer, de favoriser, d'accroître, aussi bien pendant la paix que pendant la guerre, la puissance maritime d'un pays ». Pour lui, le rôle primordial est joué par les « lignes de communication » permettant de maintenir en vie tous les types de « bases opérationnelles ». Véritable cordon ombilical reliant le centre de la puissance à ses diverses possessions et comptoirs de commerce, ainsi qu'à ceux de ses alliés, le bon fonctionnement et la sécurité de ces lignes représentent le point central de la stratégie maritime. Une fois ce point saisi et remplacé au cœur de la conduite des opérations, la bataille navale ne constitue plus qu'un épisode parmi d'autres de la guerre sur mer. Parfois nécessaire, comme le fut Trafalgar, elle doit cependant laisser la place à une arme bien plus efficace, le blocus, permettant d'agir sur les lignes elles-mêmes : « L'arrêt du commerce, total ou partiel, épuise sans combat. Il oblige à faire la paix sans sacrifier d'existence. C'est la manière la plus scientifique de faire la guerre, parce que c'est la moins sanglante et parce que, comme la stratégie la plus haute, elle est dirigée contre les communications. » En ce sens, le but de la stratégie maritime consiste à fournir la « maîtrise de la mer », afin d'infliger une coupure des lignes de communication entre les différentes bases opérationnelles de l'adversaire (et plus rarement, une défaite de sa flotte dans un assaut). Pour cela, il est nécessaire de disposer des différentes techniques conférant une force

suffisante pour imposer un blocus efficace et résister aux tentatives de l'ennemi de le briser.

Comme le souligne Mahan, la puissance maritime doit être envisagée comme l'ensemble des « conditions générales essentielles à la grandeur maritime d'une nation ou qui affectent puissamment cette grandeur ». Sans trop systématiser cette notion, il dénombre une série de six facteurs s'additionnant pour former cette puissance : la position géographique, la structure du territoire, son étendue, la taille de la population, le caractère national et enfin le caractère du gouvernement.

Certains sont purement géographiques. La *position géographique* et la *structure géophysique du territoire* importent avant tout. Ainsi, pour peser dans le jeu des puissances maritimes, un État devra posséder un bon positionnement relativement aux autres puissances et aux flux commerciaux. La *taille du territoire* peut alors être exploitée en vue de nourrir la puissance maritime, selon le découpage et le relief du littoral. Car la longueur de la côte n'est pas à elle seule un facteur de puissance maritime. Elle peut même être un désavantage en rendant le pays indéfendable face à une invasion par la mer. Ce qui importe le plus est la nature de la côte et de ses baies. Celles-ci doivent être aménageables et surtout fortifiables, avec suffisamment de tirant d'eau, afin d'offrir un havre de protection aux navires de guerre les plus imposants. Pour résumer, selon les trois facteurs géographiques que retient Mahan, un territoire n'est jamais bon ou mauvais en soi, mais relativement à la position des concurrents, aux lignes de communication majeures et à la capacité de son aménagement.

Il en va de même pour la *taille de la population* qui constitue le quatrième facteur. Celle-ci peut être importante sans proportionnellement compter beaucoup de marins (Mahan cite ici la France). Le nombre, encore une fois, ne produit pas automatiquement la force, et l'attrait des habitants pour la mer est primordial. Les citoyens possédant les connaissances techniques nécessaires pour assurer une mission navale doivent être « aptes

à être utilisés à bref délai sur les navires et pour la construction du matériel naval ». Cela permet également de disposer de « remplaçants » et de « forces de réserve », susceptibles d'augmenter rapidement les capacités en cas d'attaque surprise, et de faire tourner les effectifs sur les navires.

Autre facteur, ce qu'il nomme le *caractère national*, c'est-à-dire l'appétence générale de la population pour la navigation et pour le commerce maritime. « La tendance au commerce, qui implique nécessairement la production de quelque chose avec lequel commercer, est la caractéristique nationale la plus importante pour le développement de la puissance maritime », avance Mahan. Sans elle, en effet, le peuple aura à la fois peu d'incitations à développer une flotte de guerre et peu de connaissance effective de la mer. Relisant l'histoire européenne à grands traits, il note que pratiquement toutes les puissances thalassocratiques ont été engendrées par des peuples de marins et de commerçants : Grecs, Carthaginois, cités-États italiennes médiévales, comme Venise ou Gênes, le Portugal et l'Espagne, la Hollande et, enfin, l'Angleterre. Seule exception, les Romains, plus portés sur le commerce terrestre, qui surent cependant mettre en place une flotte afin de chasser Carthage de Méditerranée occidentale, puis de conquérir les royaumes hellénistiques dans la moitié orientale de leur empire.

Pour finir, le *caractère du gouvernement* constitue le dernier facteur identifié par Mahan. « Des formes particulières de gouvernement et les institutions qui les accompagnent, nous dit-il, ainsi que le caractère de certains dirigeants à certaines époques ont exercé une influence très marquée sur le développement de la puissance maritime. » Pour concrétiser les cinq facteurs précédents en une flotte, des infrastructures adaptées et une population formée au matelotage, il est nécessaire que des institutions adéquates régissent leur création et leur entretien de manière résolue et constante.

Il est important de noter ici que la puissance maritime n'est pas favorisée par un seul et même type d'institutions, mais peut être soutenue par différentes sortes de gouvernement, selon les conditions réunies à un moment précis. Les gouvernements de la Hollande et de l'Angleterre, modérés, ont accompagné naturellement le développement de leur commerce. Cependant, la France de Louis XIV a su elle aussi édifier, à partir d'une flotte délaissée sous Mazarin, une véritable puissance maritime, au point de constituer le principal péril pour la Grande-Bretagne au cours des deux siècles considérés. Les institutions despotiques suppléèrent à l'absence d'attrait de la population pour le commerce et la navigation par une action décidée de l'État royal, qui bâtit en trente ans une flotte redoutable. Malgré l'échec de Tourville à Barfleur et La Hougue, la marine française resta pendant près d'un siècle la plus sérieuse menace contre la maîtrise des océans anglaise, en dépit d'une certaine indifférence du gros de la population française pour le large.

Ces considérations sur la nature de la puissance maritime débouchent enfin sur une interprétation globale, que l'on pourrait presque qualifier de philosophie de l'histoire : la supériorité de la Mer sur la Terre pour le contrôle de relations entre nations, que démontre l'histoire des Pays-Bas et de l'Angleterre. Mahan prend bien pour « une vérité fondamentale, garantie par l'histoire » la formule selon laquelle « le contrôle des mers, notamment le long des grandes lignes tracées par l'intérêt ou le commerce national, est le principal parmi les éléments purement matériels dans la puissance et la prospérité des nations ». Il n'en fallait pas moins pour conférer aux États-Unis, à peine sortis de la guerre civile, un « grand dessein », fondé non plus sur une prépondérance continentale, mais mondiale. La mer devenait de la sorte la nouvelle « Frontière » (*Frontier* dans le sens d'une zone d'expansion large et mouvante et non de *boundary*, simple ligne artificiellement fixée), dont Frederick Jackson Turner faisait à la même époque la source de la vitalité de l'esprit de la nation américaine.

Une vision mondiale pour les États-Unis

L'époque où Mahan conçoit son œuvre et son projet politique est celle en effet de la fin de la conquête de l'Ouest (désignée comme « *the closing of the Frontier* » en anglais), c'est-à-dire de l'intégration définitive de la façade pacifique à la construction géopolitique nationale. Fort de ce succès, plus rapide qu'escompté, Washington cherche à prolonger et renouveler cette épopée nationale en s'appuyant sur les nouvelles et excellentes bases dont elle dispose à présent, San Francisco et le chantier naval de Puget Sound principalement. Ce dernier, situé dans le même estuaire que Seattle et idéal d'un point de vue défensif, est inauguré en 1891, dans l'optique claire de pouvoir projeter la flotte vers ce nouvel « Ouest » maritime.

Le constat de Mahan est pourtant pessimiste. Il note l'indifférence de son pays pour la mer : « Les États-Unis n'ont, pour le moment, aucune idée d'expansion et leurs bâtiments de commerce ont disparu. La décadence de leur marine de guerre et le peu d'intérêt qui s'y attache s'ensuivirent avec une logique rigoureuse. » En effet, après la guerre de Sécession, la marine américaine avait rapidement été délaissée, en raison du coût de la reconstruction et de l'absence d'ennemis à proximité. Si bien qu'en 1873 un navire américain, le *Virginius*, fut intercepté par la marine espagnole après avoir ravitaillé des insurgés cubains ; assimilés à des pirates, ses marins furent exécutés. Humiliés, les patriotes américains en conçurent une vive volonté de revanche et de nombreuses voix s'élevèrent pour soutenir la création d'une flotte moderne et d'une stratégie maritime ambitieuse. C'est à cette demande que l'offre de Mahan vint répondre.

Car il est évident que le plan d'étude historique proposé par le professeur du *Naval War College* ne se résume pas un simple panégyrique de la puissance anglaise. Il constitue de manière tout à fait délibérée un « plan de construction » de la future puissance américaine. Comme il le souligne à de nombreuses reprises, la puissance maritime anglaise, loin

d'être un phénomène ponctuel, permit sur le long terme à l'Europe de contrebalancer la puissance émergente des États souhaitant imposer leur hégémonie à l'ensemble du continent : l'Espagne de Philippe II, la France de Louis XIV et de Napoléon (cette dernière étant traitée dans la suite de son ouvrage de 1890, intitulé *L'Influence de la puissance maritime sur la Révolution française et l'Empire*, non encore traduit en français à ce jour). La façon dont la Hollande, bientôt surpassée par l'Angleterre, mit à profit son savoir-faire sur les océans ne favorisa pas seulement l'intérêt des Britanniques, mais celui de tous les Européens, pour lesquels en résultait un continent équilibré, débarrassé de toute prétention à l'hégémonie, et par conséquent plus libre.

C'est pour cette raison même que la puissance née de la maîtrise des mers doit engendrer un nouveau jeu, non seulement pour l'Europe mais pour le monde entier – ce que seules les dimensions de la construction politique américaine pourraient rendre possible. Dans un article au titre évocateur (« The United States Looking Outward », ou « Les États-Unis regardent au-dehors »), paru l'année même de son ouvrage de référence, Mahan déclarait déjà que l'objectif ultime de la stratégie maritime était non pas la force, mais l'enrichissement. « Au-delà des vastes mers se trouvent les marchés du monde qui ne peuvent être pénétrés et contrôlés que par une compétition vigoureuse, à laquelle l'habitude de se reposer sur les lois protectionnistes ne prépare pas. »

Cette vision – que le géopoliticien Walter Russell Mead classerait certainement parmi celles des « hamiltoniens », en raison de sa volonté de fonder la prospérité et le bien-être nationaux sur le grand commerce – est au cœur de toutes les recommandations de Mahan et représente une constante de ses prises de position publiques. Malgré son immensité, l'Amérique doit s'ouvrir, et pour ce faire elle doit disposer des instruments de politique extérieure les plus adaptés à ses objectifs. « Lorsque les opportunités de gains à l'étranger sont adéquatement comprises, la voie de l'entreprise

américaine tracera un chemin pour les atteindre », ajoute-t-il. Le but est alors de bien chercher à définir ces buts et les moyens d'y parvenir, à la lumière de sa doctrine de la puissance maritime. C'est de là que la gloire de Mahan naîtra.

Les opportunités que peuvent saisir les États-Unis sont en effet nombreuses, car la Providence semble avoir ajouté à un destin exceptionnel une situation tout aussi inhabituelle. Mahan souligne ainsi à longueur de textes « la position unique de l'Amérique, face aux anciens mondes de l'Est et de l'Ouest », qui lui donne accès aux deux grands océans, Pacifique et Atlantique, ce dont aucune autre puissance ne peut se targuer. Mais pour exploiter cette situation sans pareille, elle doit impérativement se doter de moyens « proportionnés à l'étendue de ses intérêts ».

En effet, sans instruments pour faire respecter ses volontés et défendre son nouveau « pré carré » maritime, Washington verra avec une absolue certitude des puissances rivales s'installer au plus près de ses côtes. Alors que le canal de Panama pourrait changer totalement la logique spatiale de la navigation mondiale, les États-Unis ne pourront souffrir de voir des bases navales concurrentes s'implanter en mer des Caraïbes. Si, comme Mahan le craint, l'Allemagne s'empare de Curaçao, qu'une nation européenne se procure un port en Haïti ou annexe Hawaï (qu'il nomme encore « îles Sandwich »), l'ensemble des communications à travers l'isthme séparant les deux parties de l'Amérique seraient compromises. À la merci d'un blocus, le commerce serait bien moins rentable, puisqu'il devrait être protégé en permanence. Tout compte fait, l'*US Navy* paierait au centuple la nécessité de devoir traiter une menace toute proche, faute de l'avoir anticipée et interdite. Le Département de la Marine doit donc agir au plus vite.

Seul remède à ces scénarios-catastrophes, l'acquisition d'une marine moderne permettra l'extension de la doctrine Monroe aux deux océans, afin de sécuriser les abords et la projection de puissance des États-Unis. Selon les préceptes issus de sa théorie, Mahan affirme qu'aucune marine ne doit

obtenir de point de ravitaillement à moins de 5 000 km de San Francisco. L'absorption de Hawaï, organisée par étapes entre 1894 et 1898, se place dans cette optique inexorable. Déjà repérable dans l'article de 1890, la volonté d'intégrer l'archipel central du Pacifique inspire, trois ans plus tard, un autre essai au titre explicite : *Hawaï et l'avenir de notre puissance maritime*. Mahan devient le théoricien de l'emprise américaine dans le plus grand océan du monde. Face aux troubles de la vieille monarchie, il n'est plus permis de tergiverser : l'Amérique doit prendre les devants, sous peine de voir les Européens s'emparer de ce relais sans pareil vers l'Asie, véritable barycentre du Pacifique. Dans le cas inverse l'accès aux marchés émergents, tels que la Chine, serait irrémédiablement compromis. Là encore, Mahan vise avant tout la prospérité lorsqu'il échafaude ses plans stratégiques.

Dans un autre article, « L'Isthme et la puissance maritime », il établit un autre objectif clair de la politique étrangère que doit adopter le Département d'État : le contrôle de l'isthme de Panama et du futur canal le traversant, dont la construction par à-coups s'étala de 1881 à 1914, soit très exactement la période d'activité intellectuelle de Mahan, et auquel il confère un but précis : « La liberté de transit interocéanique dépend de la prédominance dans une région maritime, en l'occurrence la mer des Caraïbes, par laquelle passent toutes les approches de l'isthme. Le contrôle d'une région maritime est assuré principalement par une marine ; secondairement, par des positions, judicieusement choisies et espacées les unes des autres, qui servent de bases à la marine et à partir desquelles elle peut exercer sa force. » La seule position « occupable » pouvant menacer cette route étant la Jamaïque, alors britannique, il faut s'assurer qu'aucune puissance européenne hostile ne s'en empare, ou ne s'installe à proximité. Le raisonnement de Mahan, véritable « géopolitique appliquée », selon le mot d'Olivier Zajec, déroule un programme d'action clair et précis pour le pouvoir politique. C'est certainement là une des raisons de son succès.

Dans ses opuscules et ses prises de position publiques, le désormais célèbre capitaine de vaisseau Mahan convoque à de nombreuses reprises l'opposition entre « puissance continentale et puissance maritime », préfiguration de l'idée de « pivot géographique de l'histoire » et des autres thèses de Halford John Mackinder (ce dernier, dont la période d'activité est presque identique à celle de Mahan, le cite comme son inspirateur de façon répétée). Son essai de 1900, intitulé *Le Problème de l'Asie*, en fait largement usage et transforme cette dichotomie première en prisme géostratégique global. Comme nous l'avons vu, pour Mahan le principal avantage des États-Unis est sa position à équidistance de deux « anciens mondes », l'Europe et l'Asie (orientale). Cela les dispose de façon optimale pour le commerce, mais les contraint également à assurer qu'il reste libre.

Washington doit par conséquent empêcher quiconque de s'opposer à la politique dite « de la porte ouverte », conduite par les États-Unis afin de préserver la liberté des échanges dans la région. L'Asie est devenue le « problème » de la politique internationale car il est absolument nécessaire d'en préserver les équilibres et d'y prévenir toute mainmise mercantiliste sur le commerce. Ni les puissances maritimes européennes (Angleterre, France, Allemagne) ni les puissances terrestres locales (Russie, Chine, Japon) ne doivent rompre la délicate balance des forces dans cette zone, déjà la plus densément peuplée au monde. Cela reviendrait à affaiblir l'ensemble des échanges mondiaux et, en quelque sorte, à tuer la poule aux œufs d'or. Selon la perspective mahanienne, l'un des principes de la stratégie américaine est qu'elle doit bénéficier à l'ensemble des peuples pour se faire accepter. On trouve déjà les fondamentaux qui permettront aux États-Unis de remodeler l'ordre international après les deux guerres mondiales. Encore fallait-il être entendu des décideurs politiques.

Mahan conseiller du prince ?

La proximité de Mahan avec le personnel politique américain n'est pas à démontrer. Sa présence au *Naval War College* en faisait un interlocuteur naturel des chefs de la Marine et de la Maison Blanche elle-même. Les présidences correspondant au sommet de sa carrière et de son influence sont celles de Grover Cleveland (1885-1889), Benjamin Harrison (1889-1893), à nouveau Cleveland (1893-1897), William McKinley (1897-1901) et enfin celle de Theodore Roosevelt (1901-1909). Toutes ont dû se positionner sur la « doctrine Mahan », perçue alors comme offensive car permettant aux États-Unis de s'opposer aux meilleures marines latino-américaines et européennes.

Le premier gouvernement à embrasser les thèses de Mahan est celui de Benjamin Harrison, via son Secrétaire à la Marine, Benjamin Tracy. Ancien officier nordiste, comme Mahan, ce dernier met en place un très ambitieux programme de construction navale qui doit renouveler une flotte délaissée depuis la fin de la guerre civile et désormais obsolète. La commande porte sur quarante navires cuirassés qui représentent un bond en avant pour l'*US Navy*. Mais hier comme aujourd'hui, la construction navale est complexe et les chantiers sur lesquels les bâtiments doivent être construits sont accusés de corruption, avant de faire faillite. Le programme patine, d'autant que le successeur de Benjamin Tracy, Hilary Herbert, est un ancien confédéré qui souhaite limiter drastiquement le rôle de l'État fédéral et voit la reconstitution d'une armée forte comme une menace pour l'autonomie des États du Sud.

L'arrivée de William McKinley à la présidence en 1897 marque cependant une évolution décisive : le Secrétaire à la Marine, John Davis Long, se voit désigné comme adjoint l'énergique Theodore Roosevelt. Celui-ci, nous l'avons vu, avait signé plusieurs essais sur l'histoire navale

des États-Unis et est un partisan décidé de la politique musclée d'affirmation des intérêts américains promue par Mahan.

La proximité entre les deux hommes était alors évidente pour leurs contemporains. Lorsque Roosevelt quitte le Département de la Marine afin de prendre part à la guerre avec l'Espagne qui éclate en avril 1898, Mahan prend sa place au Comité stratégique et vient loger dans son propre domicile washingtonien. Pendant sa présidence, Roosevelt prit ensuite toujours soin de s'appuyer sur les travaux de Mahan, au point de faire dire à plusieurs analystes que Mahan lui-même était entré à la Maison Blanche par l'intermédiaire de son disciple. « Teddy » Roosevelt n'hésite pas en effet à se référer à la pensée de son mentor dans ses discours, comme dans cette déclaration faite devant le Congrès en 1906 : « La marine des États-Unis est le garant le plus sûr de la paix dont dispose ce pays. Il est vivement souhaitable que nous tirions profit des enseignements de l'histoire en la matière. […] À cette fin, rien ne pourrait être plus instructif qu'une étude rationnelle de la guerre de 1812, telle qu'elle est racontée, par exemple, par le capitaine Mahan. » Peut-on alors parler de parfaite congruence entre les deux esprits ? Malgré les éléments que nous venons d'exposer, l'affirmation semble quelque peu hâtive.

L'historien Peter Karsten, qui a étudié la relation entre les deux hommes et leur correspondance, affirme que la mise « sur un piédestal » de Mahan contenait une dimension instrumentale. Connaissant la popularité de son ancien collègue du *Naval War College*, Roosevelt aurait soigneusement mis en avant ses thèses pour mieux promouvoir les siennes, formulées dès ses premiers travaux historiques. D'ailleurs, une fois président, il ne cherchera pas à consulter Mahan outre mesure sur les sujets principaux, malgré sa promotion au titre honorifique de *rear admiral*. Le disciple avait définitivement pris son autonomie, et son caractère affirmé ne l'incitait pas à rendre d'hommage permanent à qui que ce soit.

En dépit de ces réserves, les actions qu'il mena en tant que Secrétaire adjoint à la Marine et en tant que président entrent en droite ligne avec les préceptes mahaniens. Son rôle dans le déclenchement de la guerre avec l'Espagne est attesté. Hawaï, si importante pour Mahan, est annexée en plein conflit avec Madrid. Ces gains territoriaux et l'expulsion d'une puissance coloniale de la mer des Caraïbes constituent la réalisation du programme prôné depuis 1890. Une fois parvenu à la Maison Blanche, la formulation du « corollaire Roosevelt » à la doctrine Monroe le pousse à l'interventionnisme en Amérique latine. Conformément aux préconisations de Mahan, cette doctrine conduit à sécuriser la traversée de l'isthme de Panama, en favorisant la lutte des indépendantistes contre la Colombie, qui aboutit en 1903. Signé deux semaines après l'indépendance du pays, le traité léonin Hay-Bunau-Varilla assure aux États-Unis des droits souverains sur la zone du canal, encore inachevé. La vision mahanienne devenait une réalité politique et stratégique. Soudainement, l'Amérique se positionnait comme l'un des prétendants à la prépondérance mondiale.

Grâce à ses écrits précoces et prophétiques, Mahan s'est posé en maître à penser de cet essor géostratégique. Bientôt, ses partisans se regroupent dans la « *Blue Water School* » (ou « École de la haute mer ») et s'opposent radicalement aux thèses de l'amiral Aube et de la « Jeune École » qui voit, elle, l'avenir dans de très petits et rapides torpilleurs devant empêcher tout blocus des côtes. À l'inverse, les mahaniens défendent une politique de construction volontariste, devant doter les États-Unis d'une flotte hauturière capable de défier les meilleures marines mondiales. Cette politique aboutit dès 1907, avec le lancement de la *Great White Fleet*, voulue par Theodore Roosevelt. Composée de navires lourds peints dans la couleur de la paix, cette flotte est la plus imposante jamais réunie et multiplie les visites de « diplomatie navale », avec des escales au Brésil, en Australie, au Japon, aux Indes ou en Europe.

Néanmoins, cette nouvelle stratégie est bientôt importée et mise en place par les puissances émergentes. Les Japonais infligent une rude défaite à la Russie à Tsushima, en 1905, grâce à leur nouvelle flotte. Se sentant menacée, la Grande-Bretagne doit s'adapter au péril montant. Dans un discours célèbre intitulé « Navy Estimates 1912-1913 », prononcé par Winston Churchill à la Chambre des Communes, les thèses de Mahan occupent le centre des débats. Alors Premier Lord de l'Amirauté – sa charge en fait donc le conseiller principal du gouvernement en matière d'affaires maritimes –, Churchill cherche à préparer l'Angleterre à un éventuel conflit avec Berlin ou Tokyo et propose de renforcer les bases du *sea power* britannique. Mahan y est néanmoins accusé par l'opposition, incarnée par le colonel Arthur Lee, d'être le responsable de la course aux armements navals et Churchill de le suivre aveuglément.

Les préceptes du professeur américain perdent cependant en centralité après la Première Guerre mondiale. Tout d'abord, en raison de l'approfondissement de sa pensée par Julian Corbett, qui fournit une version plus aisément applicable avec la notion de « flotte en vie », qui rend mieux compte du succès britannique que celles de Mahan, plus centrées sur un contrôle total de l'espace après la mise hors de combat des rivaux. Puis l'entre-deux-guerres cédera la place aux débats autour des théories de Bernard Brodie et notamment de son concept de *sea denial* (ou « déni d'accès maritime »). Cependant, bien que passé de mode, Mahan reste au cœur des débats grâce à sa notion de « puissance maritime », bientôt transposée en « puissance aérienne » par le stratège italien Giulio Douhet, qui prend délibérément le professeur du *Naval War College* pour base de ses réflexions.

Toujours est-il que la « vision » originelle de Mahan d'une Amérique prééminente dans le monde grâce à l'élargissement du modèle britannique au continent nord-américain est restée l'inspiration de l'ensemble des projets géopolitiques lancés par Washington. Les deux conflits mondiaux,

gagnés en grande partie grâce à la puissance navale conférée par l'*US Navy*, offrent aux disciples de Mahan l'occasion de remodeler selon sa doctrine, non plus seulement le Nouveau Monde, mais l'ensemble du « monde libre ». Incontestablement, l'ordre mondial mis en place en 1945 et élargi à la totalité du globe en 1991 possède une dette envers les idées de Mahan. Or c'est précisément cet ordre que remettent en cause aujourd'hui la Russie et la Chine, aidées par leurs affidés iraniens et nord-coréens. L'ordre mondial qu'ils proposent constitue en somme un *aggiornamento* du plan stratégique proposé en 1890 dans *L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire*. Que l'on souhaite son maintien, sa réforme ou sa disparition, le modèle proposé par Mahan demeure ainsi l'une des pierres de soutènement intellectuelles de notre système international.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Alfred Thayer Mahan, *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783*, New York, Little, Brown & Co, 1890.

–, *The interest of America in Sea Power, Present and Future*, New York, Little, Brown & Co, 1890.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Hervé Coutau-Bégarie, *Le Meilleur des Ambassadeurs. Théorie et pratique de la diplomatie navale*, Economica, 2007.

Joseph Henrotin, *Les Fondements de la stratégie navale au XXIe siècle*, Economica, 2011.

Andrew Lambert, *Sea Power States : Maritime Culture, Continental Empires and the Conflict That Made the Modern World*, New Haven, Yale University Press, 2018.

Herbert Rosinski, *Commentaire de Mahan*, Economica, 1996.

Olivier Zajec, « Offshore Balancing et Onshore Access, la place de l'accès littoral dans la culture thalassocratique américaine », Lyon, Institut d'Études de Stratégie et de Défense, 2019.

Julian Corbett ou bâtir une conception moderne de la stratégie en mer

Joseph Henrotin

Dans l'historiographie de la pensée maritime, les deux noms les plus fréquemment cités avec Raoul Castex sont ceux de l'amiral américain Alfred T. Mahan (1840-1914) et du Britannique Julian S. Corbett (1854-1922), a priori moins connu du grand public, mais qui est à l'origine de bon nombre de conceptions contemporaines. D'abord en termes interarmées, il fut le premier à avancer, en vain, l'idée d'un état-major interarmées. En se distinguant ensuite dans le diptyque de la stratégie maritime – la stratégie de puissance d'un acteur à la mer, à l'apex entre le civil et le militaire – et de la stratégie navale, d'engagement des forces. Il met ainsi en avant une conception particulière de la maîtrise de la mer, centrée sur les lignes de communication.

Hervé Coutau-Bégarie a avancé que Corbett avait une approche d'ordre philosophique, à la suite d'un Clausewitz, qu'il avait lu. Sa pensée, pour autant, n'est pas complexe : son système stratégique est limpide, procédant d'une logique rigoureuse et précise. Lire le cœur de son œuvre, *Some Principles of Maritime Strategy* (1911), ne prend que quelques heures. Corbett au demeurant est également une exception pour son époque, puisqu'il écrit sur la stratégie en tant que civil, il n'est pas même marin. Il en sera critiqué, ce qui ne l'empêchera nullement de conseiller le Premier

Lord de l'Amirauté Jackie Fisher à un moment crucial de l'évolution de la *Royal Navy*, entre l'adoption du *Dreadnought* (cuirassé rapide à artillerie standardisée) et la Première Guerre mondiale.

De l'histoire à la stratégie

Julian Stafford Corbett naît le 12 novembre 1854 dans une famille aisée de Lambeth, dans le grand Londres. Devenu avocat en 1877, c'est un homme curieux, cultivé et très attiré par l'histoire. Bénéficiant de moyens confortables, il abandonne les prétoires en 1882 et voyage beaucoup, se lançant dans l'écriture de nouvelles, mais sans grand succès. Sa fascination pour l'époque élisabéthaine l'amène à se documenter sur la politique navale et ses acteurs. Ses deux premiers ouvrages, publiés dans la collection grand public « English men of action » de Macmillan, portent d'ailleurs sur deux amiraux, George Monk (1889) et Sir Francis Drake (1890).

Corbett progresse peu à peu vers les étages stratégiques, cherchant alors déjà des liens de causalité entre politique et stratégie. Ses biographies soulignent en effet l'importance des facteurs influençant la politique navale britannique. En 1896, il devient correspondant pour la *Pall Mall Gazette*. À ce titre, il suit la relève des troupes britanniques à Khartoum. Cette première expérience militaire, à 42 ans, lui fait prendre conscience de son attirance pour ces questions. La même année, il publie un article dans l'*American Historical Review,* suivi, en 1898, de son premier ouvrage ayant une valeur scientifique, *Drake and the Tudor Navy : With a History of the Rise of England as a Maritime Power*. Surtout, ses recherches le font entrer en contact avec la *Navy Records Society*, fondée en 1893 par Sir John Knox Laughton (1830-1915). L'institution se consacre à la publication de documents historiques portant sur la *Royal Navy*. Corbett y devient conseiller – un tournant majeur.

Terminant au *King's College* sa carrière de professeur d'histoire moderne après avoir enseigné au *Royal Navy College*, Laughton prône l'analyse scientifique globale des faits historiques et s'oppose à l'étude linéaire et chronologique. S'il ne laisse aucun *opus magnum,* il a convaincu la *Royal Navy* de conduire une recherche systématique des faits historiques, qui entre en résonance avec l'approche méthodologique de Corbett. Laughton l'incite donc à développer ses travaux. En 1898, Corbett publie *Papers Relating to the Navy During the Spanish War, 1585-1587***,** pour le compte de la *Navy Records Society*. En 1900, il achève *The Successors of Drake*, et bascule alors définitivement dans le monde académique.

En 1902, la somme de ses travaux lui vaut d'être invité à rejoindre le *War Course College*, qui devient le *Royal Naval War College* en 1907, en tant que maître de conférences. Il publie beaucoup : les deux volumes de *England in the Mediterranean : A Study of the Rise and Influence of British Power in the Straits, 1603-1713* (1904) ; *Fighting Instructions, 1530-1816* (1905), *England in the Seven Years' War : A Study in Combined Strategy* (1907) – où il aborde notamment la question des opérations amphibies –, *Views of the Battles of the Third Dutch War* puis *Signals and Instructions, 1776-1794* (1908). De 1901 à 1904, Corbett écrit également une série d'articles, portant notamment sur la formation des officiers de marine, dans la *Monthly Review*. Il y travaillera entre autres avec Herbert Richmond et les frères Colomb, des stratégistes navals réfléchissant à la dimension opérationnelle, avec qui il partage l'optique impériale/libérale qui vise à conserver le statut de la puissance britannique. D'autres journaux accueillent ses analyses. « The Capture of Private Property at Sea », publié dans *The Nineteenth Century,* sera ensuite intégré dans un ouvrage dirigé par Mahan, *Some Neglected Aspects of War*. En 1910, c'est au tour de *The Campaign of Trafalgar.*

Corbett a alors achevé sa mue de l'historien au stratégiste : s'il considère l'Histoire comme une source d'expérience empirique, sa volonté

de saisir les principes de la puissance pour optimiser la stratégie nationale ne tarde pas à s'exprimer. L'auteur ne dissocie jamais la tactique de ses conditions d'émergence, stratégiques, politiques ou économiques. Un découplage aboutirait à des pertes d'efficience militaire, alors que l'ensemble des actions menées ne sert qu'un seul but : renforcer la puissance de Londres. Dès lors, la politique maritime, la stratégie et la tactique navales ne peuvent que se soumettre à une vision plus large, à proprement parler politique. Enracinée dans sa lecture de Clausewitz qu'il prolonge, cette approche préfigure très largement les concepts plus modernes de « stratégie intégrale » ou de *grand strategy*.

L'homme endosse également le costume de conseiller. Il est en effet approché par l'amiral John « Jackie » Fisher, qui l'a lu, et avec qui il se liera d'amitié. Futur Premier Lord de l'Amirauté, Fisher dirigera, de 1904 à 1910 et contre vents et marées, la réforme de la *Royal Navy*, la dotant de *Dreadnoughts* et de croiseurs légers, abandonnant la marine à voile sans esprit de retour. C'est dans ce cadre que sera publié *War Plans. Some Principles of Naval Warfare*, une monographie de trente-cinq pages (1907) qui introduit le plan de Fisher pour transformer la *Royal Navy*. L'amiral sera ensuite rappelé à la tête de la marine, entre 1914 et 1916.

Dans ce contexte Corbett s'attelle à une histoire de la guerre russo-japonaise en deux tomes, remis à la *Royal Navy* en 1915 et classifiés jusque dans les années 1990. Il travaillera également sur la montée en puissance de l'Allemagne dans une sous-commission du prestigieux *Committee of Imperial Defence*. Le *First Sea Lord* n'hésite pas à utiliser son conseiller comme plume, afin de parer les attaques innombrables qui visent la *Navy*. C'est dans ces conditions qu'il faut comprendre la rédaction du *Green Pamphlet* en 1906. Modifié en 1909, l'ouvrage présage de son œuvre majeure, *Some Principles of Maritime Strategy* (1911), un opus qui vise une large diffusion. Corbett, en effet, comprend qu'une marine qui se réforme doit obtenir le soutien de la population et du monde politique. Mais si ces

publications ont un objectif pédagogique, elles synthétisent sa vision stratégique et offrent un apport théorique de premier plan.

Conceptuelle, la vision stratégique de Corbett entend se placer au service de la pratique. Il en découle notamment la nécessité de disposer, au-delà des états-majors de la *British Army* et de la *Royal Navy*, d'un seul grand état-major ; une vision interarmées des opérations triviale de nos jours mais alors originale. Cette proposition restera lettre morte, mais l'auteur – qui a écrit sur un William Pitt ayant justement su coordonner les forces terrestres et navales – publie sur ce thème très sensible « Staff Histories » en 1913, la même année que les deux volumes de sa compilation de notes et de document sur George, deuxième comte Spencer. Ces documents, qui offriront un nouveau regard sur la politique navale à l'époque de Horatio Nelson, vaudront à Corbett la médaille d'or Chesney, décernée par le *Royal United Service Institute* (RUSI).

Avec le premier conflit mondial, Corbett propose de créer un bureau chargé de collecter des documents sur la conduite de la guerre sur mer. Il est responsable de la rédaction de l'histoire officielle des opérations navales, sa réputation grandit, jusqu'à ce qu'il soit anobli en 1917. Entre-temps, il a publié quelques *pamphlets* d'une dizaine de pages lui permettant de prendre position sur les débats doctrinaux et politiques. La rédaction de son *Official History of the War. Naval Operations* ne sera pas chose aisée. Il subit nombre de pressions de la part d'amiraux opposés à ses idées et soutenant une vision mahanienne où l'attaque décisive de la flotte adverse et son anéantissement sont l'expression la plus aboutie de la stratégie navale, tandis que Corbett, plus nuancé, recommande la prudence dans l'engagement des forces. Il sera accusé d'avoir favorisé l'attitude, jugée trop défensive par les mahaniens, de l'amiral John R. Jellicoe durant la bataille du Jutland (1916). Les deux premiers volumes de l'*Official History* sortent en 1920 et 1921 mais le troisième, qui traite notamment du Jutland, ne paraîtra qu'en 1923, après sa mort.

À bien des égards, le décès de Julian S. Corbett le 22 septembre 1922, à Stopham (Sussex), est imputable à son usure mentale et morale face aux controverses entourant ses travaux. Si son œuvre accède au statut de classique, la fréquence de ses rééditions et de ses traductions en témoigne, ce statut a été bien tardif. Hervé Coutau-Bégarie note que les militaires l'ont peu lu et que son succès commercial a été assez limité. La deuxième édition de *Some Principles*, ne verra pas le jour en raison de l'insuccès de la première, pourtant plus théoriquement porteuse que les travaux de Mahan. Dans ses écrits perce le juriste, prompt à classer en fonction de critères précisément définis, ce qui permet de distinguer des ruptures. À l'unisson, son rapport à l'Histoire lui permet de voir des mutations de grande ampleur, au risque de contester des principes auparavant considérés comme cardinaux – ce n'est pas un hasard si ses *Principles* ne sont pas des *Lois*.

Corbett assiste en effet à des événements fondateurs, de la victoire de l'amiral japonais Togo Heihachiro à Tsushima en 1905 – qui ébranle la croyance en une supériorité militaire européenne – à la montée en puissance de plusieurs acteurs navals complexifiant la distribution de puissance navale mondiale, sans oublier des changements technologiques de première importance. C'est le cas en matière de propulsion avec, contrainte corollaire, la nécessité de « charbonner », ce qui impose de disposer de bases et de points d'appuis en matière d'armement, de communication ou de construction navale. De la bataille de Trafalgar à cette marine moderne qu'entend forger Fisher, moins d'un siècle s'est écoulé. Corbett considère fort logiquement que ces changements ont des conséquences en matière tactique et transforment la mer en un vaste espace où la manœuvre est de plus en plus facilitée. Pour autant, le Britannique ne s'attarde guère sur le facteur technologique et sous-estime jusqu'à relativement tard le sous-marin. Enfin, s'il s'agit de penser le rôle de la marine dans la guerre, il s'agit également de penser sa place dans l'État et son articulation avec les autres forces. De ce point de vue, Corbett est un pragmatique. À ses yeux,

la théorie représente un instrument d'éducation, un point de départ utile à la réflexion précédant elle-même la pratique, qui doit toujours prévaloir. En ce sens, il ne peut en aucune manière être assimilé à un doctrinaire.

Les conceptions stratégiques

Influencé par sa lecture de Clausewitz, Corbett envisage d'emblée la puissance navale et la guerre sur mer comme un instrument de la politique des États, les concevant dans le prolongement de la « formule » clausewitzienne selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens – sur terre comme sur mer. Ce pour quoi la première partie de *Some Principles* est moins consacrée aux aspects maritimes que stratégiques stricto sensu. Par ailleurs, l'importance de la puissance maritime dépend, pour Corbett, de l'influence qu'elle exerce sur l'ensemble des opérations militaires – une préfiguration, en quelque sorte, des « servitudes stratégiques » de Castex. Conséquence logique, les opérations interarmées sont favorisées, tout en impliquant une réflexion stratégique distinguant la *major* de la *minor strategy*. La première correspondrait de nos jours au versant militaire de la stratégie de puissance d'un acteur, bien que « dans son sens le plus large, [elle doive] aussi prendre en compte l'ensemble des ressources de la nation pour la guerre ». Soumise à la *major strategy*, la *minor strategy* concerne plus particulièrement la conduite de la guerre, qu'elle soit navale, terrestre ou combinée, les facteurs politiques surplombant naturellement ce diptyque. À leur tour, ces stratégies peuvent connaître deux modes, qui ne sont pas mutuellement exclusifs : le mode positif (les actions permettant d'obtenir des gains) et son envers négatif (empêcher un acteur d'atteindre ses objectifs – ce qui renvoie à la défensive et, d'une manière très contemporaine, à l'interdiction).

S’adjoint chez Corbett une catégorisation des formes de guerres en fonction de leur fin qui doit elle aussi à Clausewitz. Selon le Britannique, la première forme de guerre a un but illimité : elle doit « renverser » complètement l’ennemi ou, à tout le moins, le soumettre. Elle ne ressort pas uniquement de la guerre totale, d’anéantissement ou d’extermination, mais renvoie aussi à l’intensité des efforts consentis et à l’asymétrie d’intensité, entendue comme une asymétrie de volonté des acteurs, qui reste évidemment très actuelle. Le deuxième type de conflit a un but « limité ». Considérant qu’il peut être plus avantageux, plus rapide et moins coûteux de rechercher des gains restreints, Corbett accorde ses faveurs à ce type d’engagement, ce qui lui vaudra bien des inimitiés. Ultérieurement mobilisé par les analyses de Charles E. Callwell ou de Basil H. Liddell Hart, qui ne sont donc en rien ses concepteurs premiers, on peut rétrospectivement estimer que ce type de guerre correspond à une culture stratégique centrée sur le fait maritime, et donc sur le commerce, la négociation et la nécessité de conclure rapidement des opérations.

La dichotomie conflits limités/conflits illimités a également des implications pour sa vision de la guerre en mer – l’un de ses apports majeurs à la théorie stratégique. Corbett distingue la stratégie *maritime* de la stratégie *navale*. Dans son optique, la première concerne les relations entre les forces armées et la guerre. « Quand cela est fait, et pas avant, la stratégie navale peut commencer à travailler sur la façon dont la flotte justifiera au mieux sa fonction. » La stratégie navale concerne quant à elle plus directement les mouvements de la flotte que la stratégie maritime a décidé d’affecter à une action. Une hiérarchie relie donc ces deux stratégies mais la distinction opérée par Corbett surprend : de nos jours, la stratégie maritime renverrait plutôt à l’emploi qui peut être fait de l’ensemble des ressources, y compris civiles. Mais ce serait oublier que Corbett a une vision globale de son objet. Ce qui importe est moins l’identité, civile ou militaire, que l’apport à la puissance nationale, une vision que reflètent les

conceptions d'usage de la milice navale et des compagnies civiles par la marine chinoise. Hervé Coutau-Bégarie indique ainsi que la Grande-Bretagne, à la fin du XIX^e^ siècle « contrôlait tous les secteurs de la vie maritime – la flotte de guerre, la flotte de commerce, les chantiers navals, le réseau de câbles sous-marins, la City, les Lloyd's ».

Que doit être le but de la mise en place, si longue et si coûteuse, d'une marine de guerre, quelles sont la rationalité profonde qui l'anime et la finalité des stratégies maritime et navale ? Pour Corbett la réponse est simple : ce n'est pas le combat mais la recherche de la maîtrise des communications maritimes (*Sea Lines Of Communications*, SLOCs), impératif catégorique traversant toute son œuvre. Une fois sécurisées, ce sont ces lignes de communication qui donnent à la mer son rôle de *medium*, dans le transport des richesses comme des forces. Corbett n'est toutefois pas le premier à mettre en évidence les SLOCs, même s'il le fera avec brio. John Colomb a publié en 1867 *The Protection of our Commerce and Distribution of Our Naval Forces Considered*, où elles sont mises en évidence tout au long des cent pages de son ouvrage.

En réalité, Corbett propose une théorie de la maîtrise des flux où la mer ne représente pas, en soi, une valeur militaire ou commerciale. Vaste étendue d'eau, elle ne confère pas *per se* un avantage militaire ou stratégique, et au-delà des eaux territoriales elle n'appartient à personne. La valeur n'est produite que par son exploitation et, de fait, seules les routes de communication directes sont utilisées. L'objet de la stratégie maritime est alors le *command of the sea* (maîtrise des mers) soit « rien moins que le contrôle des communications, que ce soit pour des usages commerciaux ou militaires ». Il ne peut donc être question de leur *domination*. Les mers sont si immenses qu'une occupation, au sens terrestre du terme, serait coûteuse et dépourvue de sens.

La véritable aptitude d'une marine à maintenir ouvertes les SLOCs consiste à pouvoir les emprunter sans être gênée. Reste que la réflexion de

Corbett en matière de *command of the sea* n'est pas orpheline. C'est de Philip Colomb, le frère de John, que le Britannique semble avoir tiré ses réflexions sur la maîtrise de la mer. La stratégie navale apparaît comme une méthode permettant *si besoin* de manifester en temps voulu cette « maîtrise » de la mer. Pour Corbett en effet, « la maîtrise de la mer n'existe qu'en temps de guerre. Si nous disons que nous maîtrisons la mer en temps de paix, ce n'est qu'une expression rhétorique signifiant que nous avons des positions navales et une flotte susceptible d'exercer la maîtrise des mers en temps de guerre ». Surtout, le *command of the sea* paraît relatif. Disputé, il ne peut jamais être absolu, tant les prétendants, même locaux, abondent.

C'est face à une opposition déclarée que l'on constate la réalité de la maîtrise des mers. Au large de la Somalie ou dans le golfe de Guinée, même un petit groupe de pirates se positionnant sur une SLOC pour saisir des bateaux ou les rançonner peut disputer aux grandes marines la maîtrise de la mer, si modeste soit la zone où ils mènent leurs actions. Idem au large du Yémen, fin 2023, lorsque les Houthis déploient une stratégie d'interdiction qui s'avère difficile à contrer. Dans le *Green Pamphlet*, Corbett précise ainsi qu'« avoir la maîtrise de la mer ne signifie pas que l'ennemi ne peut absolument rien faire, mais qu'il ne peut entraver sérieusement les entreprises par lesquelles nous cherchons à atteindre l'objet de la guerre et à lui imposer notre volonté ».

Chez le Britannique la maîtrise de la mer dépend des espérances de gain et de ce que les belligérants sont prêts à sacrifier pour l'obtenir. La mer et sa maîtrise sont objets de compétition et s'il faut atteindre par ses propres efforts le *command of the sea*, il faut également empêcher que d'autres ne l'obtiennent. L'action se situe donc entre stratégie positive et négative. Au-delà, la « dispute », telle qu'il l'entend, n'est donc pas nécessairement le combat, qu'il s'agisse d'une escarmouche ou d'une bataille en règle. Elle renvoie parfois à la simple rivalité entre des marines engagées dans des confrontations symboliques. Fruit des politiques nationales, les stratégies

maritimes adoptent également les instruments de la politique, comme le montre le concept plus contemporain de « diplomatie navale ».

Sécuriser la maîtrise de la mer

Lorsque Corbett écrit au début du XX^{e} siècle, les dogmes mahaniens irriguent une bonne partie de la *Royal Navy* : une marine doit obtenir un *command of the sea* absolu, en anéantissant par une bataille décisive son adversaire, ouvrant la voie à une liberté d'action. La puissance navale devient alors le pivot de la puissance de l'État et la seule disposition d'une marine puissante pourrait suffire à emporter une guerre. Or, Corbett s'oppose à un usage systématique de la bataille décisive. Sa conduite n'obère pas la nécessité de protéger le commerce et les SLOCs, quel que soit au demeurant le résultat de la bataille : ces actions ne relèvent tout simplement pas des mêmes niveaux. De même, la bataille décisive implique potentiellement de perdre la majorité de ses forces en cas d'échec ; même si elle débouche sur une victoire, des pertes importantes seront probables, au risque d'affaiblir le vainqueur et de le rendre vulnérable à un futur adversaire. Par ailleurs, la bataille décisive n'est pas nécessairement aussi facilement réalisable en mer que sur terre.

Sans la refuser, Corbett la considère comme un moyen plus qu'une fin. Dans son optique, le but est de conserver et de renforcer la domination britannique des mers et donc de bénéficier d'un réel *seapower*. L'État doit alors disposer d'une flotte militaire en proportion de son commerce maritime, qu'il s'agit de protéger : « plus grand est le volume du commerce, plus grande doit être la force dévolue à sa protection ». Son utilisation doit reposer selon lui sur deux catégories de principes : *sécuriser* et *disputer*. La sécurisation repose certes sur la bataille décisive mais, face à un adversaire émergent et hostile, Corbett préfère les blocus, le blocus rapproché au

premier chef : en maintenant les forces adverses au port, on évite de les voir disputer la maîtrise des mers ; ainsi concentrées, elles sont naturellement plus vulnérables face à un bombardement. Certes, l'emploi de torpilleurs et de sous-marins permet de forcer les blocus, un problème qui doit, selon lui, être résolu par l'étagement de plusieurs catégories de moyens. Cette dialectique des moyens, déjà bien réelle à son époque, reste très actuelle, les technologies en matière de minage et de missilerie favorisant l'interdiction de zone et le déni d'accès, tout comme l'étagement de moyens différenciés doit limiter les effets d'un contre-blocus. Sur la base de l'expérience de Nelson à Toulon, Corbett envisage également le blocus ouvert, éloigné, qui permet à l'adversaire de sortir de son havre afin de livrer bataille. Centré sur l'observation d'un port, il permet de mieux tenir dans le temps en ne soumettant pas les forces à des frappes issues de la côte, tout en facilitant les opérations de relais entre les différents bâtiments. On le devine, cette vision conserve, avec l'emploi des sous-marins modernes, une pertinence certaine.

Cependant, cette conception des blocus est centrée sur les forces adverses et le Britannique s'est également posé la question de l'effectivité du blocus commercial visant les flottes de commerce. Dans un premier temps, il a considéré que la guerre de commerce était futile : la recherche et la destruction des navires marchands adverses en haute mer consomment temps et moyens, pour des résultats limités. Restant cohérent avec sa vision, il ne plaidera pas en faveur du système des convois avant la Première Guerre mondiale. En revanche, dans *Some Principles of Maritime Strategy* en 1911, sa vision a évolué. Il recommande désormais une guerre contre le commerce centrée sur le blocus. Ainsi, « en fermant [les] ports commerciaux [de l'ennemi], nous exerçons le plus grand pouvoir que la maîtrise de la mer peut nous donner. Nous étranglons le flux de son activité nationale en mer de la même manière que l'occupation militaire de son

territoire l'étrangle au sol ». Il s'agit alors de s'en prendre directement à la prospérité de l'adversaire.

Disputer la maîtrise de la mer

Si *sécuriser* la maîtrise de la mer importe, Corbett s'inscrit dans la perspective d'une tension permanente dans les relations de puissances, de sorte que la *disputer* importe encore plus. Elle implique ici encore plusieurs modalités, la plus importante pour lui étant le concept de *fleet in being* (« flotte en vie »), une terminologie qui aurait été utilisée pour la première fois par le comte Arthur Herbert de Torrington. Confronté à une armada française supérieure en 1690, cet officier anglais aurait préconisé une attitude défensive afin de conserver ses bâtiments anglo-hollandais « en vie », en les positionnant dans la Tamise dans l'attente d'une position favorable. *In fine*, ayant reçu l'ordre d'attaquer, sa flotte subira de sévères pertes face aux Français dans la bataille du cap Béveziers, avant qu'il ne se retire effectivement dans la Tamise – sans être poursuivi par le comte de Tourville.

L'acception que propose Corbett de ce concept repose sur une transposition de la *fleet in being* d'un plan tactique à un plan stratégique. Pour lui, disposer d'une flotte opérationnelle est une mesure défensive en soi, qui offre un moyen dissuasif (« *deterrent* », pour reprendre ses termes). Au port, la flotte en vie n'est pas pour autant inactive. Lorsqu'elle n'est pas engagée en opération, elle s'entraîne et navigue, y compris dans des zones sûres. De même, elle n'est pas nécessairement concentrée, afin de bénéficier de la meilleure défensive possible. Elle peut être répartie sur différentes bases, sachant que son aptitude à être « en vie » réside également dans sa capacité à se concentrer en cas de besoin : une fois de plus, le maintien des lignes de communication paraît essentiel.

Après le Jutland, les critiques à l'égard du positionnement de Corbett en matière de « flotte en vie », accusé de manquer d'esprit offensif, redoubleront. Son raisonnement en est-il pour autant invalidé ? À la brutalité de Mahan, Corbett oppose la ruse. Si son concept est d'ordre défensif, il n'a pourtant rien de passif et n'implique certainement pas une soumission à l'adversaire. Dans sa vision, cet ancrage défensif garantit la conservation d'une liberté d'action et donc la possibilité ultérieure d'une offensive, au moment le plus opportun, ou encore d'opérations limitées. C'est, concrètement, la posture à laquelle est confinée la flotte russe de la mer Noire à partir du printemps 2023.

Ici intervient un deuxième aspect de la dispute pour le *command of the sea* : la possibilité de mener des actions offensives mineures, au départ des ports où sont basés les navires « en vie ». Qu'il s'agisse de repousser un débarquement, de préserver les lignes de communication ou encore de profiter d'une opportunité, le but est de chercher le maximum de gains pour un minimum de risques. À ce stade, Corbett semble moins assertif à propos de la pertinence de ces attaques, en raison de la difficulté à localiser précisément une force adverse qui évolue en pleine mer – en 1911, l'aviation n'en est qu'à ses balbutiements – tout en soulignant l'importance d'un renseignement dont les moyens ne feront que s'étoffer.

L'exercice de la maîtrise de la mer

Dans la logique proposée par Corbett, la tâche d'une marine n'est pas uniquement de sécuriser ou de disputer la maîtrise de la mer, elle doit également exercer cette maîtrise, ce qui revient à ne pas se focaliser sur la flotte de bataille ennemie, mais à utiliser les lignes de communication au profit de la flotte amie ou à chercher à interdire cet usage à l'ennemi. Pour le conseiller de l'amiral Fisher, cette catégorisation d'usage de la mer passe

par trois modes d'actions. *La défense contre les invasions*, tout d'abord, à laquelle il consacre de longs développements tirés de l'histoire britannique. Cette approche permet d'éclairer les débats plus contemporains autour des opérations dites *Anti-Access/Area Denial* (A2AD), développées par des acteurs actuels comme la Chine ou l'Iran. *La défense et l'attaque des flux commerciaux*, ensuite. La forme supérieure d'attaque (« terminale ») vise à s'emparer des ports adverses, ce qui s'avère compliqué. Aussi, l'auteur privilégie les attaques en haute mer, dites « pélagiques ». La tâche est simplifiée du fait du passage par des lignes de communication connues, mais aussi à travers ce que Corbett qualifie de « points focaux » plus faciles à contrôler, tels que des détroits (on parlerait aujourd'hui de *choke points*). Le stratégiste voit cependant dans la guerre de commerce en haute mer un système peu efficace, même s'il est ponctuellement utile. De facto, la « guerre des tankers » entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980 ne provoquera ni nouveau choc pétrolier ni interruption du trafic. *Les missions offensives, défensives ou de soutien des opérations terrestres*, enfin, ne se limitent pas à la seule escorte des forces amphibies. Corbett insiste ainsi sur l'importance de bloquer les ports d'où pourraient sortir des forces visant les navires de transport ; sur la nécessité de soutenir des forces débarquées (bombardement côtier, lignes logistiques) ; ou encore sur les diversions. Tout en insistant sur la nature symbiotique des actions terrestres et navales qui impose une approche interarmées. De même, la guerre des mines, dont l'efficacité a été démontrée, selon lui, durant la guerre russo-japonaise, ouvre à bon compte de nouvelles possibilités – largement confirmées depuis – que ce soit en termes de détermination des zones de débarquement potentielles ou de défense contre les invasions. Comparativement, les opérations de déminage sont aussi lentes que dangereuses et réduisent la surprise.

Quelle descendance ?

L'héritage légué par Julian Corbett à la pensée stratégique est remarquable. Outre son enseignement dans les écoles militaires, il reste largement perçu en Grande-Bretagne comme le penseur de référence. Un *Corbett Centre for Maritime Policy Studies* a été créé au *King's College* et la doctrine de la *Royal Navy* mentionne expressément le stratégiste, même si cette mobilisation peut procéder d'une légitimation plus que d'un approfondissement, voire d'une compréhension fine.

Au panthéon des maritimistes et navalistes américains, Corbett n'est souvent cité qu'en deuxième position, derrière Mahan. Et si l'Américain fournit une légitimité institutionnelle à la marine, le Britannique la voit comme un instrument devant interagir avec d'autres forces et, ce faisant, l'affecte d'un véritable sens stratégique. Leurs positions épistémologiques et leurs travaux ne sont donc pas équivalents. Aussi, le seul titre du colloque qui lui était consacré (de même qu'à Herbert Richmond) par les deux grands navalistes américains James Goldrick et John Hattendorf, « Mahan is not enough », est en soi indicatif. Du reste, l'enseignement de Corbett reste bien vivant au niveau du *Naval War College* et de la *Naval Postgraduate School*.

Sur le plan théorique, Bernard Brodie cite à plusieurs reprises *Some Principles* et d'autres travaux du Britannique. Outre qu'il a tiré parti de la vision corbettienne de la guerre limitée, Brodie a établi la distinction, importante en stratégie navale, entre *sea control* et *sea denial*, qui puise sa réflexion dans les travaux de Corbett. D'autres auteurs, plus contemporains, l'ont également mobilisé. Le très influent Colin Gray – un temps au service de l'administration Reagan – le citait abondamment. Milan Vego, le grand spécialiste de l'opératique navale, reprend la trisection sécurisation/exercice/dispute de la maîtrise de la mer afin de structurer sa réflexion. Il est aussi fréquemment cité par des analystes comme James

Holmes ou Toshi Yoshihara, notamment lorsqu'il s'agit de caractériser l'évolution de la marine chinoise. Le Britannique est également convoqué pour comprendre la rationalité du développement de la marine de Pékin. Auparavant, Corbett avait également été mobilisé par Wayne Hughes qui a réhabilité, à la fin des années 1980, l'étude de la tactique navale.

Plus largement, les conceptions corbettiennes infusent le débat naval américain des années 2010-2020, pour partie marquées par l'enjeu de la préservation d'une position de *leadership* que minent le déclin des marines alliées, la crainte d'une érosion capacitaire et la montée en puissance chinoise. Soit un type de situation similaire à celle de la Grande-Bretagne dans les années 1910. S'y adjoignent des préoccupations plus spécifiques, évidentes lorsque l'on observe les mémoires des étudiants, sur la menace que font peser la guérilla navale, les attaques en essaims, les mines et plus généralement tous les systèmes A2AD, qui renvoient à la question de la *fleet in being*.

Corbett reste présent d'un point de vue doctrinal, sous la forme d'un héritage conceptuel plus que de citations en bonne et due forme. Ainsi, dans les années 1980, le Secrétaire américain à la Marine John Lehman – qui a théorisé la *600-Ships Navy* et la stratégie d'escalade horizontale contre l'URSS – ne cite qu'une seule fois Corbett (en se trompant, il l'appelle « Corbin »). Les principaux traits de sa pensée peuvent par ailleurs se retrouver dans les documents théoriques de la *Navy.* Si Corbett est davantage cité outre-Atlantique par les chercheurs que par la doctrine, les doctrines navales canadienne ou australienne s'y réfèrent expressément, notamment quant au contrôle des lignes de communication.

Plus largement – et c'est peut-être là l'essentiel – ses théories restent étudiées dans les écoles de guerre du monde entier. En France, Corbett n'a été lu qu'assez tardivement, alors qu'il sera traduit en Allemagne en 1920, puis en Argentine et en Chine en 1936. Du point de vue conceptuel, Castex a fréquenté Corbett mais en retire, tout comme René Daveluy, une vision

passablement critique. Si certains des concepts du Français entrent en résonnance, la critique pourrait surtout être le fruit d'une lecture trop hâtive du rapport qu'entretenait le Britannique à Clausewitz. Reste cependant qu'il est difficile, dans une France qui était alors et reste ultramarine, de contester la validité de sa pensée sur les lignes de communication.

Actualité conceptuelle et limites de Corbett

On l'a vu, les concepts de Corbett conservent une évidente validité au regard d'un certain nombre de guerres et d'opérations navales, du Golfe dans les années 1980-2020 au détroit de Bab el Mandeb et à la mer Noire en 2022-2024, sans parler des Malouines en 1982 ou du phénomène résilient de la piraterie. La maritimisation des échanges, colonne vertébrale de la mondialisation dès lors que 90 % des marchandises transitent par les flots, confirme jour après jour l'importance des lignes de communication. Le développement de menaces anti-accès par la Chine ou l'Iran, aux forces pourtant bien inférieures aux forces américaines, provoque des « paniques navales » qui, comme pour la *Royal Navy* en son temps, ne sont pas toujours désintéressées. Surtout, ces « paniques » montrent que la petite ou la moyenne puissance peuvent mettre en danger un *command of the sea* qui reste toujours relatif et ne s'estime qu'au moment des hostilités.

Bien qu'avortées, les tentatives américaines en faveur d'une *1000-Ships Navy* témoignent elles aussi d'une recherche de « police des espaces océaniques » assez similaire à celle qui animait la *Royal Navy* du début du XX^{e} siècle. Les conditions, cependant, ont changé. La coopération entre marines est aujourd'hui plus importante – un aspect à côté duquel Corbett ne pouvait alors que passer. Au surplus, les problèmes rencontrés s'étagent

en différentes catégories : lutte contre la piraterie et sécurisation des lignes de communication, opérations de soutien humanitaire ou d'évacuation de ressortissants, diplomatie navale ou encore opérations de coercition et de combat stricto sensu. Nombre de ces questions ont effectivement été abordées à un titre ou un autre par Corbett, mais c'est leur concomitance et leur foisonnement qui pose aujourd'hui un problème.

Mais les concepts corbettiens ont également été appliqués dans d'autres cadres, précisément parce qu'ils s'appliquent aux logiques de flux. John Klein a ainsi adapté la pensée du Britannique à la stratégie spatiale. Il aborde aussi bien l'interdépendance entre des armées dont l'action doit être coordonnée que la relativité de la maîtrise de la mer, l'importance des lignes de communication (en l'occurrence, de l'accès à l'espace) que le maintien *en vie* des systèmes et n'oublie pas les risques que font peser de plus petites puissances. On peut également s'interroger sur l'application des théories corbettiennes à la cyberstratégie, laquelle peut également être caractérisée comme une stratégie de flux dans des espaces partagés. L'analogie entre les réseaux – y compris informatiques – et la stratégie maritime a d'ailleurs été ponctuellement explorée en France. Le Britannique n'a pas, comparativement, été cité en stratégie aérienne.

En dépit de la justesse de ses vues, la pensée de Corbett peut inspirer critiques et réserves. D'une part, au regard de l'articulation entre la posture défensive, induite par la *fleet in being*, et offensive, et sur la manière de passer de l'une à l'autre. D'autre part, la critique peut porter sur la pertinence de son triptyque sécurisation/exercice/dispute. Si ces catégories sont conceptuellement interdépendantes et appliquées de manière plus ou moins concomitante par les marines, on peut reprocher à Corbett de multiplier les distinctions. Castex estime que les différentes fonctions ne peuvent être cloisonnées. Comparativement, la distinction entre *sea control* et *sea denial* de Brodie met davantage en valeur la nature relative de la

maîtrise de la mer mais on peut, à son tour, lui faire le reproche du simplisme…

Enfin, la pensée de Corbett, philosophiquement centrée sur la conservation de la liberté de circulation sur les mers, pourrait ainsi sembler remise en cause par le développement de l'exploitation in situ des espaces maritimes par le déploiement d'infrastructures fixes – câbles, plateformes, production éolienne – mais aussi par les phénomènes de territorialisation. La convention de Montego Bay (1982) pose le principe de zones économiques exclusives qui peuvent provoquer de nombreux contentieux entre États. De même, ces zones peuvent être étendues unilatéralement. La question des fonds marins se pose également : théoriquement libres de toute appropriation, ils peuvent être, dans la pratique, disputés. Mais on peut aussi considérer que nombre de puissances restent attachées à la liberté de circulation sur les mers.

De même et peut-être même surtout, une territorialisation agressive de la mer ne signifie pas que les lignes de communication cessent d'être l'objet premier de la stratégie maritime. Au contraire, d'autant qu'elles se diversifient avec la multiplication des câbles sous-marins. Enfin, ces évolutions ne changent pas la nature fondamentale des mers, pas plus que celle des stratégies maritime et navale. Ces dernières sont, en quelque sorte, « épaissies » et « densifiées », les variables les influençant se multipliant. Mais c'est leur caractère plus que leur nature fondamentale qui évolue.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Julian S. Corbett, *Principes de stratégie maritime*, Coll. « Bibliothèque stratégique », Economica/ISC, 1993 [éd. angl. 1911].

TRAVAUX DE RECHERCHE

James Goldrick et John B. Hattendorf (dir.), *Mahan is not Enough : The Proceedings of a Conference on the Works of Sir Julian Corbett and Admiral Sir Herbert Richmond*, Newport, Naval War College Press, 1993.

Jerker J. Widen, *Theorist of Maritime Strategy : Sir Julian Corbett and his Contribution to Military and Naval Thought*, Londres, Routledge, 2012.

Castex, le stratégiste pragmatique

Lars Wedin

L'amiral Raoul Castex (1878-1978) est l'un des rares *homos strategicus* à avoir été à la fois un stratège, c'est-à-dire une personne qui conçoit et met en œuvre des stratégies, et un stratégiste, c'est-à-dire une personne qui analyse et écrit sur la stratégie d'un point de vue théorique.

Nommé enseigne de vaisseau en 1901, Raoul Castex, après de brefs commandements, sort diplômé de l'École supérieure de la Marine en 1914. Il y reviendra en tant que professeur en 1926, et directeur en 1932. Il publie ses premiers ouvrages stratégiques avant la Grande Guerre, à commencer par *Le Grand État-major naval* (1909), *Les Idées militaires de la Marine au XVIII^e siècle* (1911), puis *La Liaison des armes sur mer* (1913) dans lequel il envisage la guerre à venir et en tire une conclusion qui reviendra dans ses ouvrages ultérieurs, l'importance du travail en commun de toutes les armes : « l'emploi intensif et solidaire de toutes les armes accompagne la compréhension intégrale de la guerre ». Il ne suffit pas d'avoir des cuirassés ou des navires légers, les deux sont nécessaires. Il propose ainsi une synthèse entre l'école historique, qui insiste sur la notion de « bataille décisive », et l'école matérielle qui considère le développement technologique comme crucial.

Pendant la guerre, Castex commande l'aviso *Altaïr* lors des patrouilles en Méditerranée de 1917, où il s'exerce à l'art complexe de la lutte anti-

sous-marins. Promu capitaine de frégate, nommé à la tête du Service historique de la Marine en 1919, il écrit alors, entre autres, une *Synthèse de la guerre sous-marine* (1920) dans laquelle il conclut que la guerre sous-marine allemande a été « intensive » mais non « solidaire » parce que la *Hochseeflotte* et les *U-boote* ont mené des guerres séparées, sans lien entre elles. Les Allemands ont ainsi violé une idée fondamentale de la liaison des armes sur mer, une thèse cependant controversée dans la mesure où elle ne condamne pas la guerre des *U-boote*.

Castex est promu contre-amiral en 1928 après avoir été commandant du cuirassé *Jean Bart*. Il vient alors d'entamer la rédaction de *Théories stratégiques*, son principal ouvrage, et peut profiter de son poste de directeur du Centre des hautes études navales. En 1936, alors vice-amiral, il devient le premier directeur du Collège (aujourd'hui Institut) des hautes études de défense nationale. Amiral en 1937, il est nommé inspecteur général de la Marine en 1939. Jusqu'alors, il avait mené une brillante carrière. Mais il ne jouissait pas des faveurs du chef de la Marine, l'amiral François Darlan (1881-1942). Ce dernier lui confie donc le commandement de la zone maritime jugée la moins intéressante, la Manche et la partie méridionale de la mer du Nord. Darlan s'est bien sûr trompé : cette zone devient vitale pour les Alliés en juin 1940. Castex a alors quitté le service actif, en novembre 1939, pour des raisons de santé mais aussi parce qu'il est considéré comme défaitiste. Il avait prédit que les côtes de la Manche pourraient être attaquées depuis la terre et demandait donc des moyens accrus pour les défendre. Comme on le sait, il ne se trompait pas. Quoi qu'il en soit, sa carrière active s'interrompt à la veille de la défaite de juin 1940. Mais il poursuit sa réflexion jusqu'à sa mort, en 1968.

Hormis ses *Mélanges stratégiques* (tomes VI et VII de *Théories stratégiques*) qui paraissent en 1976, Castex publie ses *Théories stratégiques* de 1929 à 1935. Il a alors été promu de capitaine de vaisseau à amiral, après avoir commandé aussi bien en mer qu'à terre, durant une

période qui voit la France passer de l'entre-deux-guerres à la Seconde Guerre mondiale puis à la guerre froide, avant de devenir une puissance nucléaire. Si le stratégiste écrit ses théories, le stratège réfléchit dans un monde réel et doit trouver des solutions pragmatiques aux problèmes stratégiques. Naturellement, ces deux rôles s'influencent, une interpénétration qui se lit dans les textes qui commencent souvent par une évaluation théorique que suit un « d'autre part, dans la réalité… ». D'où le titre de cette contribution.

Sa pensée

Hervé Coutau-Bégarie classe l'amiral dans l'école néoclassique aux côtés de grands noms de l'après-guerre comme Bernard Brodie ou le général André Beaufre. Cette école a toujours la victoire comme paradigme principal, mais envisage la stratégie dans le spectre plus large de conflits sociétaux qu'influencent également la géographie et l'histoire.

La plus grande contribution de Castex en tant que stratégiste est sa triple synthèse. Entre l'école traditionnelle caractérisée par l'américain Alfred T. Mahan et l'expérience de la Grande Guerre, d'abord. Entre la stratégie générale et la stratégie navale ensuite : il s'agissait de montrer que la marine avait un rôle à jouer dans la stratégie générale de la France qui, historiquement, avait été essentiellement continentale. Enfin, entre l'école historique, qui a promu les cuirassés et les batailles décisives, et l'école matérielle représentée surtout par la « Jeune École » qui souhaitait utiliser la technologie pour diviser les armes des cuirassés en de nombreuses petites unités pour la défense côtière et les guerres commerciales. Une dimension politique se surimposait à ce débat, comme le montre l'affirmation du ministre de la Marine, Lanessan, à la fin des années 1890 : « le cuirassé est réactionnaire, le torpilleur et le croiseur sont des républicains ».

Ouvert sur l'avenir et les leçons de la Grande Guerre, Castex comprend le rôle des avions et des sous-marins, perçoit l'importance de la géographie et comprend que la bataille décisive, chère à Mahan, si rare dans l'Histoire, n'est pas tout. En revanche, il a sous-estimé le potentiel des porte-avions. À l'époque, ils ne pouvaient, il est vrai, transporter qu'un faible nombre d'avions et jouaient par conséquent un rôle moins significatif que l'aviation terrestre. Les grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale – mer de Corail et Midway – lui ont donné tort. Mais il était en bonne compagnie.

L'une des difficultés de la lecture de Castex réside dans le fait qu'un même terme, la « puissance maritime » par exemple, emprunte des significations différentes en fonction des contextes et peut aussi être remplacé par un terme revêtant le même sens. En effet, Castex voulait éviter les longs palabres sur les concepts. « J'ai, plus que quiconque, horreur de ces contestations byzantines de termes, de toute cette discussion pointilleuse qui sent d'une lieue la scolastique du Moyen Âge et le pédantisme des médecins de Molière. » Le pragmatisme avant la pédanterie !

Une stratégie maritime au service de la politique

Avant la Grande Guerre, il n'existait guère plus que des stratégies spécifiques aux différentes armées. Mahan n'a écrit que sur la stratégie maritime et Foch n'évoque que la stratégie opérationnelle terrestre, bien que l'alliance avec la Grande-Bretagne de 1904 ait obligé à intégrer un élément naval dans la stratégie. Mais la Grande Guerre montra qu'il fallait coordonner la guerre en mer et sur terre, une nécessité admise par Castex qui reconnaît que la guerre sur terre est généralement décisive : « Aussi le

pouvoir de la mer est-il surtout intéressant dans la mesure où il contribue à la victoire sur terre ; il ne procure à lui seul la victoire totale que dans des cas exceptionnels. » Une stratégie générale intégrant l'armée de terre s'impose donc pour créer « l'unité de la guerre ». Il faut également inclure l'armée de l'air, qui peut opérer à la fois sur terre et sur les flots, ce qui renforce le lien entre la guerre terrestre et la guerre maritime et deviendra essentielle dans cette dernière : « La supériorité aérienne devient une condition nécessaire de la pleine supériorité sur mer » – en particulier dans les zones côtières.

Castex introduit également le concept de « stratégie de paix », qu'il reprend de l'amiral britannique Sir Cyprian Bridge (1839-1924) et de son ouvrage *The Art of Warfare* (1907), mais il y ajoute un élément supplémentaire : la diplomatie navale, développée notamment avec le traité de Washington en 1922 qui fixe le tonnage respectif de toutes les flottes. Cette stratégie élargie comprend tous les éléments qui relèvent de la préparation de la guerre. À ses yeux, ces élargissements du concept de stratégie générale ne suffisent cependant pas. « La guerre n'exige pas qu'une action militaire. Il faut aussi lutter dans l'ordre diplomatique, dans l'ordre économique, dans l'ordre financier, dans l'ordre moral, etc. C'est la guerre totale. » Un élément clé est en effet l'opinion publique, qu'il faut mobiliser, même en temps de paix : « La stratégie ne chôme jamais. » Il revient sur cette dimension dans le tome VI, écrit après la Seconde Guerre mondiale, où il présente une définition encore plus large de la stratégie générale : « Elle est l'art de conduire en temps de guerre et en temps de paix toutes les forces et tous les moyens de lutte d'une nation. Cette stratégie générale, attribut essentiel du gouvernement, est la vraie stratégie de défense nationale. » Elle intègre alors les stratégies politique, terrestre, maritime, économique, financière, morale et coloniale – cette dernière n'étant plus pertinente de nos jours.

La stratégie morale représente l'une des idées les plus originales de Castex : « Ce moral stratégique, c'est celui du gouvernement, du haut commandement et de la nation elle-même. » Aujourd'hui, un État démocratique ne peut pas mener d'opérations militaires sans le soutien de sa population. On parle de nos jours de guerre de l'information, mais ce concept prend vite une connotation technique. Le moral stratégique, tel que Castex le conçoit, va plus loin ; il vise à maintenir la cohésion de la trinité de Clausewitz : le peuple, les forces armées et le gouvernement.

Politique et stratégie sont évidemment liées. Castex propose l'analogie suivante : « La stratégie est comme le spectre solaire. Elle a un infrarouge, qui est le royaume de la politique, et elle a un ultraviolet, qui est celui de la tactique. Et de même que le spectre se raccorde à ses parties invisibles par des gradations insensibles, de même la stratégie se joint à la politique et à la tactique en s'altérant progressivement pour se fondre en elles. La politique, la stratégie et la tactique forment ainsi un ensemble, un tout complet, bien uni, et nullement un triptyque aux éléments séparés. » Mais le théoricien adopte un point de vue original sur la relation qui unit politique et stratégie, traditionnellement présentée comme hiérarchique : le projet politique trône au sommet et la stratégie intégrale en découle (Lucien Poirier). Castex, quant à lui, considère que la relation est horizontale, « vivant côte à côte en étroite liaison et en union confiante ». Mais c'est la stratégie qui est au centre de l'attention : elle « réclamera de la politique certaines actions précises et une orientation bien déterminée, destinées à servir ses propres desseins ». Si Castex l'exprime ainsi, c'est peut-être tout simplement parce qu'il écrit sur la stratégie et non sur la politique. Ou assimile-t-il la politique à la stratégie, ce que le concept de « servitudes », on le verra, semble suggérer ?

La stratégie est-elle fondamentalement constante dans le temps ? Pour Castex, « la stratégie ne reste pas immobile, elle change peu. C'est, selon un terme pittoresque, une "variable assagie". Mais elle évolue quand même.

Tabler sur sa fixité serait commettre une erreur ». Mais il convient de faire le point sur chaque question stratégique à la lumière des circonstances et d'éviter la si fréquente « paresse de l'esprit ».

Castex n'a formulé une définition moderne de la stratégie générale qu'après la Seconde Guerre mondiale. Mais il a très tôt compris qu'une définition purement militaire de la stratégie navale était insuffisante, en raison par exemple des interdépendances entre l'armée de terre et la marine, ce qu'il souligne dès le tome I intitulé : « Les servitudes ». « La stratégie navale, plus encore que les autres stratégies, militaires ou autres, est rarement libre. Elle peut avoir sa liberté d'action dans l'exécution technique de certaines opérations, mais, très fréquemment, elle ne l'a pas dans le choix de ces opérations. Sur elle pèsent de graves servitudes. » La politique impose également des exigences à la stratégie et intervient souvent pour « la canaliser dans certaines voies estimées désirables ».

En effet, la marine est largement engagée pour la survie générale de la nation, qui dépend des lignes de communication maritimes, alors que les guerres se décident le plus souvent sur terre. Par conséquent, la marine n'est pas libre de suivre sa propre stratégie. Le concept de servitude permet de réaliser « la corrélation maritime et continentale », notion qui anticipe la stratégie générale élargie qu'il présente après 1945.

Ainsi, le concept de servitudes résout un problème théorique crucial en matière de stratégie maritime. Les forces navales font partie de la défense militaire de la nation. Mais elles relèvent également du monde maritime. Un bâtiment est à la fois un navire au sens général du terme – il est soumis essentiellement aux mêmes lois juridiques et physiques qu'un navire civil – et un système d'armes. Un officier de marine est à la fois un militaire et un marin. La stratégie maritime est donc duale – civile et militaire. En ce sens, la stratégie maritime a des obligations – des servitudes – à l'égard des autres stratégies.

Armement nucléaire

La dissuasion nucléaire illustre de manière emblématique le rôle de la mer au service de la stratégie générale. Castex a été le premier en France à analyser les implications stratégiques des armes nucléaires dans ses « Aperçus sur la bombe atomique » publiés dans la *Revue Défense nationale* en 1945. Constatant que les armes nucléaires auraient un effet égalisateur, en permettant aux petits États de frapper efficacement les grands, il a jeté les bases de la future doctrine nucléaire de la France. Trois des quatre « généraux de l'apocalypse » – Pierre Marie Gallois, André Beaufre et Lucien Poirier – reconnaissent que cette contribution pose le fondement de ce qui deviendra la dissuasion du faible par le fort. Poirier relève cependant que Castex aborde le problème sous l'angle de la guerre et non de la dissuasion.

Les armes nucléaires confèreraient alors à la marine un rôle majeur en matière de défense : « Les conditions générales, politiques et militaires, paraissaient tout d'abord assigner à la marine d'une nation "continentale" une situation secondaire, définitivement mineure, et voici au contraire soudain devant elle la perspective insoupçonnée de parvenir à une position supérieure, éminente même. » Avait-il prévu que la capacité de seconde frappe de la France serait basée sur ses sous-marins stratégiques ? Peut-être, parce que le premier sous-marin nucléaire stratégique – l'*USS George Washington* (SSBN-598) – a été lancé en 1957. La France décide de se lancer dans la fabrication de ces bâtiments en 1960. Castex vit ainsi la réalisation de sa prophétie. Le premier submersible de ce type, *Le Redoutable*, entre en service le 1er décembre 1971.

L’action en mer au service de la stratégie navale

La *maîtrise de la mer* constitue ce que nous appelons aujourd’hui le *contrôle de la mer.* Castex considère que les communications représentent l’enjeu essentiel : « La mission des forces maritimes n’est autre que la domination des communications, susceptible de fournir tous les bénéfices qu’on peut attendre de la mer. » Il préfère donc le terme de *contrôle des communications* à celui de maîtrise de la mer, qu’il qualifie d’« inexacte et impropre ». Cette notion peut enfanter des idées erronées, ce qui ne l’empêche pas de l’utiliser parfois.

Dans *Les Enseignements de la guerre antigermanique* (1919), l’amiral René Daveluy distinguait deux types de stratégie maritime : l’obtention et le maintien de la *maîtrise de la mer* d’une part et la prévention de la *maîtrise de la mer* de l’autre, soit, pour utiliser des termes contemporains, le *sea control* (contrôle de la mer) et le *sea denial* (déni de la mer). Castex reprend cette distinction en proposant une synthèse des objectifs de la stratégie maritime :

« Selon qu’on est ou non maître de la mer, on peut ou on ne peut pas :

– dans l’ordre offensif, intercepter les communications maritimes de l’ennemi et attaquer son territoire par mer ;

– dans l’ordre défensif, garantir ses propres communications maritimes et interdire à l’ennemi d’attaquer son propre territoire par mer. »

Dans le premier cas, les forces navales visent le contrôle de la mer, dans le second son déni.

Pour autant, il ne s’agit pas de n’importe quelles communications maritimes. Pour Castex, il s’agit des « communications essentielles de surface », parce que l’idée d’un contrôle ne vaut que pour la surface. L’objectif de la guerre navale est donc « d’obtenir et conserver le contrôle des communications essentielles de surface et s’en servir pour atteindre les

fins de la guerre. Il nous faudra créer, maintenir et exploiter, au besoin avec l'aide des forces terrestres, et en dominant l'action antagoniste des forces rouges, une situation qui nous donne le libre usage de la mer, pour atteindre tous les buts militaires, économiques et politiques considérés comme nécessaires. Cette situation devra en outre priver les rouges du même avantage ».

Le contrôle de la mer et la puissance navale qu'il requiert jouent un rôle capital surtout durant les guerres longues. Si ces facteurs sont mineurs au début, ils acquièrent au fil du temps de l'importance et deviennent souvent déterminants vers la fin du conflit. Ce principe vaut particulièrement dans les guerres entre deux États continentaux et maritimes, comme le confirme l'exemple de la mer Noire pendant la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cela posé, « la maîtrise de la mer n'est pas absolue. Elle est simplement relative, incomplète, imparfaite ». Elle ne peut être que locale, temporaire et conditionnelle. Un ennemi innovant et audacieux peut toujours défier l'hégémonie – facteur à méditer pour une marine inférieure à son adversaire, potentiel ou réel. Les actions de la flotte ukrainienne, presque inexistante, contre son adversaire russe en mer Noire en 2023-2024, en offrent un exemple éclatant.

Par la mobilité des forces navales, la mer est aussi un égalisateur stratégique : « La puissance maritime a été suivant l'occasion le multiplicateur ou le diviseur de la puissance terrestre, renforçant ou amoindrissant l'effort décisif qui est en fin de compte celui des armées, celui qui sauvegarde ou conquiert les territoires. »

Reprenant Mahan, Castex considère que « la stratégie navale a pour but de créer, de favoriser, d'accroître, aussi bien pendant la paix que pendant la guerre, la puissance maritime d'un pays ». Curieuse formulation, car la stratégie navale doit avant tout réaliser les objectifs de l'État en mer, en s'appuyant sur la puissance navale. Dans ce cadre, trois grandes stratégies navales – le « triptyque Castex » – se dégagent : combattre les forces

organisées de l'ennemi, attaquer et défendre les communications, et utiliser la mer pour attaquer ou interagir avec la terre. Le contrôle de la mer opère le lien entre ces trois stratégies. Aujourd'hui, ce triptyque nous semble occulter les missions capitales que sont la présence navale, la dissuasion, la défense aérienne de zone et les tâches de nature policière liées à la paix. En effet, nous accordons plus d'importance à l'action stratégique, à la paix et à la crise qu'à l'époque de Castex où l'attention se focalisait sur la stratégie de guerre.

Lutte contre les forces organisées

Les forces organisées sont formées de forces navales combinées, par opposition aux navires solitaires, typiques de la guerre des communications précédente. Dans son tome VII, Castex y intègre également les forces aériennes. En théorie, le contrôle de la mer doit d'abord s'établir en battant les forces organisées de l'ennemi. On peut ensuite attaquer les communications adverses et défendre les siennes, et attaquer ou coopérer avec la terre. Mais la guerre n'est pas une question de logique pure. L'économie nationale ne survivrait pas à une rupture des communications. Il faut donc les défendre pendant que la bataille pour le contrôle de la mer se poursuit. Le contraire reviendrait à tomber dans un dogme absurde : « Périssent les communications plutôt qu'un principe ! Belle résolution, mais malheureusement inapplicable en pratique ! »

Il en va de même pour la projection de puissance de la mer vers la terre : d'abord contrôler la mer, puis agir de la mer vers la terre. Mais la réalité s'écarte de temps en temps de ce principe. Parfois, la coopération avec l'armée impose sa priorité : si l'armée britannique, en 1914, avait dû attendre la défaite de la flotte allemande pour traverser la Manche, elle serait restée en Angleterre jusqu'à la fin du conflit que le Reich aurait probablement gagné. De même, si l'ennemi tente une opération amphibie,

sa flotte de transport est prioritaire : « Morte la bête, mort le venin. La force organisée attendra. Le principe doit fléchir devant le danger. » À l'inverse, un mahanien viserait d'abord la force de protection, puis la flotte de transport !

En résumé, il faut trouver un compromis. « Si des considérations importantes et urgentes obligent à entreprendre avant la mise hors de cause de la flotte organisée ces opérations d'attaque ou de défense des côtes, d'attaque ou de défense des communications, de transports d'armées, etc., on les effectuera, mais sans négliger cette force organisée, en conservant toujours un œil sur elle, en se tenant prêt à la saisir, et en agençant ses moyens de façon à être averti à temps et à pouvoir la combattre dans les cas les plus favorables si elle venait à se manifester. En un mot, on assurera la sûreté contre cette force, sans perdre de vue qu'elle reste malgré tout le facteur prépondérant. »

Pour lutter contre des forces organisées, trois méthodes se présentent. La plus classique est celle des batailles navales. Mais elles sont rares dans l'Histoire, car la force inférieure tente d'éviter un engagement qu'elle sait à l'avance perdu. La seconde est « le blocus militaire, par lequel on s'efforce de mettre et de conserver hors de cause la force organisée ennemie » ou « le blocus commercial qui vise à interrompre les communications maritimes de l'adversaire pour produire un effet principalement économique ». Cette forme a historiquement joué un rôle majeur dans la guerre navale car le blocus a « souvent été le dernier acte de l'acquisition de la maîtrise de la mer ou le premier acte de son exploitation ». Il peut être mis en œuvre de deux manières : paralyser l'adversaire dans ses bases ou l'inciter à engager le combat. « La situation du bloqué résulte d'une infériorité matérielle et morale. Sans cela, il ne serait pas bloqué. » Cette formule décrit bien la situation de la marine française face aux Britanniques pendant les guerres napoléoniennes. Enfin, une marine inférieure peut utiliser la stratégie de « flotte en vie » que Castex interprète comme une stratégie plutôt passive. Il

ne suffit pas qu'une marine soit vivante, « il faut qu'elle donne des signes de son état vivant, ce qu'elle ne peut faire qu'en entreprenant quelque chose », c'est-à-dire en adoptant une posture « défensive-offensive ». Ainsi, une défense navale doit être active et se caractériser par la volonté de contre-attaquer, de rechercher toutes les opportunités et de les exploiter sans délai, tout en sachant s'abstenir lorsque les conditions sont défavorables.

À cette aune, la guerre des communications doit contribuer au succès de la stratégie navale conformément à la « liaison des armes sur mer ». Ainsi, « pour de multiples raisons, l'attaque et la défense des communications, loin de constituer un mode de guerre à part, doivent être considérées comme faisant partie d'un *système d'opérations* » – elles font partie de « la lutte pour la maîtrise de la mer, ou lutte des forces organisées ». Cependant, quiconque n'est pas assez fort pour vaincre les forces organisées de l'ennemi n'a d'autre choix que d'attaquer ses communications. Ces attaques font « obligatoirement » partie des « contre-attaques mineures ».

La Grande Guerre a démontré l'importance des flux maritimes pour la guerre : « Partout, de 1914 à 1918, la mer a joué son rôle habituel, sous la forme ordinaire, dans la défensive générale vis-à-vis du perturbateur, qu'il se soit agi de défensive navale pure ou de contribution à la défensive terrestre. Elle a permis aux coalisés de vivre, de *durer*, d'échapper à la destruction, ce qui, à la vérité, était bien la première condition indispensable au succès final. » Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que la protection des flux maritimes implique non seulement la protection des communications maritimes stricto sensu, mais aussi celle de leurs points de départ et d'arrivée – les ports : « Le trafic maritime s'abouche au trafic terrestre ; il s'appuie sur un hinterland. »

Pour protéger les communications, Castex propose soit la protection indirecte (agir avec les forces organisées contre la contrepartie de l'ennemi), soit la protection directe qui repose alors sur l'offensive (patrouille, chasse offensive aux pirates ou attaque de leurs bases) ou sur la

défensive (armer les navires marchands, surveiller les lignes de communication, escorter etc.). Si la protection des communications reste capitale de nos jours, il s'agit aujourd'hui de flux matériels et immatériels. Le champ d'action intègre donc non seulement les communications essentielles de surface, mais l'ensemble des espaces communs : la mer – y compris les fonds marins –, l'air, l'espace et le cyberespace.

Action de la mer contre la terre

La nomenclature actuelle distingue la projection de puissance – attaquer la terre par l'artillerie, l'aviation, les missiles de croisière, etc. – et la projection de forces – mettre des troupes à terre. Castex, on l'a dit, comprend que les guerres se décident rarement en mer. Mais la puissance navale a eu une influence décisive dans l'Histoire. « Elle permet et facilite l'offensive ; elle est le facteur prépondérant de la défensive, car il est difficile pour l'assaillant, sous peine de mécomptes graves, de négliger celle de l'ennemi. » Castex distingue trois formes différentes de « mer contre terre » : les blocus – nous n'y reviendrons pas –, les opérations combinées et les raids, bombardements et autres coups de main.

À ses yeux, « l'opération combinée appartient à la stratégie générale, qui dépasse la stratégie terrestre, la stratégie navale et la stratégie aérienne, en les coordonnant toutes trois, et qui unit au plan supérieur l'action des armées, des flottes navales et aériennes toutes les fois que les trois types de forces entrent simultanément en jeu, ce qui est le cas ici ». Les opérations combinées « sont les opérations par lesquelles la force venue de la mer, escortée et véhiculée par la force navale, se propose une action énergique contre le territoire ennemi, pour obtenir la décision ou pour y contribuer d'une manière puissante ». Si elles poursuivent un but stratégique, les raids et bombardements revêtent plutôt un intérêt opérationnel : « Les raids ont des mérites incontestables au point de vue de l'activité, de la tenue en

haleine du personnel, du maintien du moral. En outre, les raids peuvent apporter une contribution intéressante à la manœuvre par les réactions qu'ils déterminent chez l'ennemi. » « Il ne faut pas voir ces opérations uniquement sous l'angle de l'effet matériel. Il faut aussi tenir compte de l'effet moral produit par elles sur le gouvernement et le peuple de l'ennemi et, par répercussion, sur son commandement. »

La manœuvre stratégique en mer

Idée parmi les plus célèbres de Castex, la manœuvre stratégique est « un procédé, un moyen dont on dispose pour améliorer à son profit les conditions de la lutte, pour multiplier le rendement des efforts et pour obtenir de plus grands résultats, soit dans le duel des forces principales elles-mêmes, soit au bénéfice de servitudes extra-maritimes jugées particulièrement importantes ». « Manœuvrer, *c'est se remuer intelligemment pour créer une situation favorable.* » « Remuer » n'est pas seulement physique mais aussi intellectuel : « La manœuvre est… le summum de l'art. Elle est noble parce qu'elle met en jeu les trésors de l'esprit : l'intelligence, le jugement, l'imagination, la volonté et les connaissances… » Dans le tome VI, il inclut également les manœuvres non militaires, financières et économiques par exemple.

La manœuvre stratégique doit être orientée vers l'objectif principal, qui « commande le reste ». Mais aucune règle fixe ne définit cet objectif. L'important est que sa réalisation ait des conséquences majeures. La stratégie navale ne peut cependant pas toujours se concentrer sur l'objectif principal, du moins dans un premier temps, ce qui est lié à l'idée de servitudes : la marine poursuit parfois des actions qui, sans effet direct sur les flots, sont pourtant nécessaires à l'ensemble. Le comportement de l'ennemi peut également contraindre à des actions qui ne mènent pas

directement à l'objectif principal. Souvent, les objectifs secondaires ne peuvent être délaissés pendant que la manœuvre se concentre sur l'objectif principal. Une fois celui-ci atteint, l'un des objectifs secondaires devient principal. Dans la même logique, il existe des théâtres principaux et des théâtres secondaires.

Une manœuvre réussie nécessite une « idée manœuvrière, c'est-à-dire comportant le choix d'un objectif principal et le sacrifice à son profit d'objectifs secondaires que nous reléguerons à des plans plus lointains ». Pour réussir une manœuvre, il faut avoir ou se procurer de l'initiative et de la liberté d'action. Les forces doivent être concentrées sur l'objectif principal, sans ignorer les théâtres secondaires dont il faudra tôt ou tard s'occuper car un échec risque de compromettre la réalisation de l'objectif principal. À une réserve près : « pour manœuvrer, il faut savoir à l'occasion se disperser, mais moins que l'ennemi, ou, en d'autres termes, créer et entretenir chez l'ennemi une dispersion supérieure à la sienne. Celle-ci devra viser un rendement maximum, être exploitée et en tout cas ne pas comporter de risques exagérés ». Une dispersion doit créer une dispersion plus grande encore chez l'ennemi. Elle doit aussi être exploitée dans un deuxième temps, dans une concentration qui est la « phase réalisatrice de la manœuvre ». Il faut faire vite ! La dispersion permet aussi de protéger sa flotte contre les attaques aériennes avant le déclenchement des hostilités, comme le suggère l'exemple de Pearl Harbor en 1941. La liberté d'action et d'initiative exige la sûreté : « La sûreté est l'âme de la manœuvre, ce n'est que lorsqu'elle est obtenue qu'on peut prétendre à posséder sa liberté d'action. » La sûreté s'obtient, entre autres, par l'initiative et la surprise.

Le but de la manœuvre est de réussir le combat : « En résumé, pas de manœuvre sans bataille au bout, immédiate ou différée. Toute manœuvre qui ne respecte pas cette obligation est vaine et sans intérêt. » Car « l'institution maritime n'est pas une entreprise de tourisme océanique ». Pour la défense, la manœuvre est particulièrement importante, car elle lui

permet de « tirer le meilleur parti des forces limitées dont elle dispose ». Mais dans la guerre navale, l'offensive est la plus forte. « Il faut *tendre* constamment vers l'offensive… » Mais cela n'est pas toujours possible. En même temps, l'offensive dans une direction nécessite une défense dans l'autre. La défense navale exige de la mobilité. Elle ne doit pas être passive mais doit consister en des « contre-offensives mineures ».

Enfin, le cours de la guerre échappe fréquemment au scénario prévu. Dans ce cas, « il faut seulement savoir que l'exécution de toute manœuvre comporte des aléas et des incertitudes, qu'elle reste exposée aux accidents inévitables de la route et, quand les mécomptes et les échecs surviennent, quand le phénomène antagoniste se produit, comme bien souvent, accepter la fortune contraire avec résignation et philosophie, en s'attachant tout aussitôt à réinventer, à remettre sur pied quelque chose pour remplacer le plan que les circonstances viennent de jeter à bas ». En d'autres termes, une guerre réussie exige de pouvoir s'adapter sans perdre de vue l'objectif principal.

Géographie

La géographie joue un rôle majeur dans la réflexion de Castex. « La guerre de communications, l'attaque et la défense de celles-ci sont conditionnées au suprême degré par la géographie », en raison de la « réaction de la terre sur mer » ; en raison des progrès technologiques, l'impact de la puissance terrestre s'étend de plus en plus loin en mer. Aujourd'hui, nous savons que l'inverse est également vrai, mais grâce à des armes qui n'existaient pas à l'époque de Castex, comme les missiles de croisière et les porte-avions à long rayon d'action.

Castex distingue la géographie horizontale de la géographie verticale. La première traite de la topographie côtière, des phares, etc., tandis que la

seconde s'empare de la topographie des fonds marins et d'autres éléments hydrographiques et océanographiques importants.

En général, l'objet opérationnel est constitué par les forces militaires de l'adversaire. Dans certains cas, cependant, la cible peut être une zone géographique d'importance militaire. Ainsi des bases navales, nécessaires d'un point de vue logistique, et des positions – points d'appui – dont la maîtrise procure des avantages dans la bataille. Mais, avertit Castex, elles peuvent aussi être désavantagées si leur défense exige des moyens disproportionnés au regard des bénéfices. « Aussi les positions, comme la géographie elle-même, ne sont-elles réellement intéressantes que dans la mesure où elles concourent aux opérations de la force mobile et où elles interviennent pour les faciliter. »

Castex note que la géographie verticale joue un rôle majeur dans la guerre sous-marine et la guerre des mines, mais aussi dans la guerre aérienne. Dans ce contexte, il souligne également l'importance de la météorologie. Le rôle de la géographie verticale s'est aujourd'hui considérablement accru, tant vers le bas avec la nécessité de maîtriser des fonds marins, que vers le haut avec la surveillance de l'espace.

Les zones côtières sont évidemment capitales puisque s'y déroulent la plupart des activités maritimes. Le trafic se concentre près des ports et se canalise par des détroits. La géographie horizontale crée des opportunités pour la protection de la navigation et comme points de départ pour la flotte. « Ces avantages peuvent d'ailleurs être accrus par un aménagement rationnel du terrain, par l'établissement de champs de mines et d'obstructions diverses, de batteries d'artillerie aux points importants, et par l'intervention de l'aviation côtière. » Dans les mers étroites, la dialectique entre l'influence de la mer sur la terre et vice versa est particulièrement évidente : « la défense des côtes, limitée aux raisonnables nécessités militaires et générales, apparaît comme une des conditions fondamentales de la *liberté d'action* des forces mobiles, navales et aériennes, même pour

le parti qui peut adopter une ligne de conduite offensive ». Pour le stratège, cependant, ce n'est pas la géographie elle-même qui est importante – comme le détroit d'Ormuz – mais son impact – les flux qui traversent ledit détroit.

L'importance de l'amiral Castex

Hervé Coutau-Bégarie considère les *Théories stratégiques* comme « le plus ample traité de stratégie maritime jamais écrit ». Pourtant, il n'eut pas vraiment d'impact sur le développement doctrinaire, sans doute à cause de l'envergure de l'œuvre, mais également à cause de la présentation parfois subtile, qui laissait le champ libre à diverses interprétations. Castex a également été controversé en raison de son traitement de la guerre sous-marine allemande et parce qu'il jugeait périlleuse la guerre d'Indochine qui représentait une dispersion du pouvoir et des forces. En ce sens, il était ici encore en avance sur son temps. Cependant, son travail dans le domaine de l'enseignement militaire supérieur a sans doute influencé ceux qui l'ont suivi d'autant qu'il a bénéficié d'un rayonnement international. Ses *Théories stratégiques* ont été intégralement traduites en espagnol et en japonais, partiellement en anglais, en allemand, en serbo-croate, en russe. Elles ont eu un impact majeur sur la doctrine navale suédoise, notamment en ce qui concerne l'idée d'aménager les archipels avec des mines et de l'artillerie pour créer des zones protégées.

Castex a étendu le domaine stratégique naval à l'air et au monde sous-marin. Aujourd'hui, le domaine maritime des opérations court des fonds marins à l'espace extra-atmosphérique, y compris le cyberespace, en passant par la surface de la mer et l'espace aérien. Castex aurait sans doute compris cette évolution : « En somme, sous l'effet des nouveaux instruments de lutte, il y a comme une extension dans l'espace de l'acte

principal de la guerre… » De même, ses idées sur la stratégie générale, le contrôle relatif et incomplet de la mer ainsi que l'importance de la géographie sont toutes d'actualité. Bien lu, il jette les bases de la stratégie maritime contemporaine.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Une façon d'aborder Castex est de lire les *Classics of Seapower* : *Strategic Theories de Raoul Castex* (n^{elle} édition 2017) d'Eugenia C. Kiesling, qui contiennent une sélection de *Théories stratégiques*. Le meilleur moyen est bien sûr de lire *Théories stratégiques*, mais avec discernement – en évitant les parties historiques, dont la valeur scientifique est discutable, et en se concentrant sur l'analyse et la synthèse.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Hervé Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime. Castex et la stratégie navale*, Fayard, 1985.

–, *Castex, le stratège inconnu*, Economica, 1999.

Lars Wedin, *Stratégies maritimes au XXI^{e} siècle. L'apport de l'amiral Castex*, Nuvis, 2015.

STRATÉGIE ET PUISSANCE AÉRIENNE

Douhet ou les origines du débat sur la puissance aérienne

Jérôme de Lespinois

La place du général Giulio Douhet (1869-1930) en tant que théoricien de la puissance aérienne paraît unique dans l'histoire des doctrines stratégiques, comme le souligne en 1954 le professeur américain Bernard Brodie dans une note sur l'évolution de la stratégie aérienne : « L'alliance de Douhet avec un type de force armée est peut-être le plus frappant de tous les théoriciens dans les annales de la pensée stratégique. L'étonnante popularité de Mahan au tournant du siècle vient à l'esprit, mais Mahan était après tout un ré-interprète plutôt qu'un créateur de concepts stratégiques. La philosophie stratégique de Douhet était en revanche totalement révolutionnaire. Son succès fut instantané et complet, non seulement dans l'armée de l'air américaine mais dans toutes les forces aériennes qui avaient la liberté administrative et intellectuelle de le suivre. »

Douhet laisse une œuvre imposante constituée par plusieurs ouvrages, des mémoires et de nombreux articles parus dans la presse, sans compter des scénarios de film, des pièces de théâtre et des romans. Sa pensée se fixe assez tôt, dans les années 1910-1916, et s'articule autour d'une idée maîtresse : « L'armée de l'air doit donc répondre à deux conditions pour devenir un facteur essentiel de victoire : 1) s'avérer apte à remporter la lutte pour la conquête de la maîtrise de l'air ; 2) s'avérer capable, la maîtrise de

l'air étant conquise, de l'exercer avec des forces propres à provoquer la rupture des résistances matérielles et morales de l'adversaire. La première de ces conditions est essentielle, la seconde la complète. […] Une armée de l'air qui répond aux deux conditions, l'essentielle et la complémentaire, décide de l'issue de la guerre indépendamment de toute autre circonstance » (*La Maîtrise de l'air*, Livre second).

Comme cette citation l'illustre, la doctrine douhétienne n'est pas dénuée d'un certain dogmatisme. Sans surprise, elle a froissé les intérêts catégoriels des représentants de l'armée de terre ou de la marine à une époque où l'aviation militaire n'avait que deux décennies d'expérience opérationnelle. Mais elle a posé les fondements du débat sur la puissance aérienne ce qui incite à montrer d'abord comment la carrière militaire de Douhet a été marquée par ses écrits théoriques, à étudier ensuite le cœur de sa proposition sur la maîtrise de l'air et à considérer, enfin, certaines conséquences organisationnelles et capacitaires de ses théories.

Innover au risque du coup d'éclat

Giulio Douhet est né le 30 mai 1869 à Caserte en Campanie où son père, originaire de Nice, s'était établi après avoir opté pour la nationalité italienne au moment du transfert du comté à la France. Également prénommé Giulio, son père (1828-1894), pharmacien militaire, avait combattu lors des campagnes du Risorgimento au cours desquelles il s'était distingué par sa bravoure. Issue d'une famille de journalistes et de patriotes lombards, sa mère, Giacinta Battaglia, (1837- ?), exerçait la profession d'enseignante.

Scolarisé dès l'âge de 13 ans dans un collège militaire, Giulio intègre en 1886 l'École d'application d'artillerie et du génie de Turin. Ses résultats semblent avoir été excellents et, en 1890, il sort troisième de sa promotion

d'artilleurs. Physiquement, il est décrit comme grand, svelte, brun et doté d'un regard droit, pénétrant, presque magnétique, qui apparaît dans quelques portraits de lui à la gouache. Il sert ensuite comme jeune officier dans des régiments d'artillerie, mais ne s'y distingue pas particulièrement. Il passe très rapidement le concours de l'École supérieure de guerre, qu'il obtient dès sa première présentation, et en sort bien classé en 1901, à l'issue de ses trois années de scolarité à Turin. Parallèlement, le jeune officier commence à s'intéresser aux questions scientifiques en suivant, en 1900, un cours d'électrotechnique à l'Institut polytechnique de Turin et en rédigeant un mémoire sur le « Calcul des moteurs à champ rotatif ».

La même année, il est promu capitaine. En 1902, il s'intéresse à l'emploi militaire de l'automobile mais minimise l'intérêt opérationnel des nouvelles inventions. Il affirme par exemple qu'il ne faut accorder aucune confiance au moteur à explosion, car il est trop peu puissant ou trop fragile pour être employé sur le théâtre des opérations. Alors que sa carrière semble assurée, il prend en 1904 un congé de trois mois sans solde, pour monter une société de presse cinématographique en exploitant un matériel qu'il a lui-même conçu et fabriqué. Cette initiative échoue, il reprend son poste et commence véritablement sa carrière d'écrivain militaire à cette époque. En 1904-1905, dans des articles consacrés à la guerre russo-japonaise, il souligne l'importance décisive de la maîtrise de la mer. En 1905, il épouse Gina Casalis (1876-1960), une riche héritière réputée être l'une des plus jolies femmes de son temps, et belle-fille d'un sénateur proche du chef de la gauche italienne, Agostino Depretis. En 1908, il s'intéresse à l'organisation de la défense nationale dans un mémoire qu'il adresse personnellement au ministre de la Guerre en proposant une unification des armées sous l'autorité d'un ministre de la Défense et d'un chef d'état-major.

En 1910, nommé commandant, il prend la direction du bataillon cycliste nouvellement formé au sein du 2^{e} régiment de Bersaglieri, à Rome. La même année paraît son premier article sur les questions aériennes, « Les

possibilités de la navigation aérienne », dans lequel il manifeste vis-à-vis de l'avion la même méfiance qu'il avait opposée à l'automobile en avançant que l'éclat de la nouveauté avait été exagéré. Il prend même position contre le poète Gabriele D'Annunzio en l'accusant de rêveries et d'incompétence, alors que l'aviateur italien avait envisagé la destruction des villes par bombardement aérien. Et de conclure : « On ne verra jamais de grosses opérations de guerre menées à travers l'air. » Les avions, selon lui, devront « modestement se contenter d'être utiles dans les petites opérations auxiliaires aux grandes ». Mais quelques mois plus tard, il publie une série de six articles, intitulée « Le Problème de l'aéronavigation » (1910), dans laquelle il change complètement d'attitude. S'appuyant sur le développement du plus lourd que l'air en France (par opposition aux dirigeables, plus légers que l'air), il défend dorénavant l'idée d'une armée de l'air indépendante des forces de surface et destinée à conquérir la maîtrise des cieux, afin de pouvoir mener des reconnaissances et, exceptionnellement, des bombardements aériens. « De nos jours, nous avons pleinement conscience de l'importance de la maîtrise de la mer ; sous peu, la conquête de la maîtrise de l'air sera tout aussi importante, parce que ce n'est qu'en possédant la maîtrise de l'air, et alors seulement, que nous pourrons pleinement tirer profit de l'avantage que résume cette phrase : d'en haut on voit bien et d'en haut on frappe facilement […]. On se battra donc, et durement, pour la maîtrise de l'air », affirme-t-il.

Les principaux thèmes douhétiens apparaissent déjà, en particulier celui de la maîtrise de l'air. Personne n'a avancé d'explications sur ce revirement intellectuel, mais il est probable que l'achat des cinq premiers appareils par l'armée italienne – des Blériot XI – ait joué un rôle. Peut-être l'officier a-t-il lu *L'Aviation militaire* de Clément Ader, paru en France en 1909 chez Berger-Levrault ? Amedeo Mecozzi a affirmé que Douhet s'était inspiré de ce grand précurseur ; mais le futur as de l'aviation italienne est le principal adversaire du futur stratégiste, et aucune correspondance ni référence dans

l'œuvre de Douhet ne permet de confirmer cette paternité d'Ader, malgré une certaine similitude dans l'argumentation. Dans son mémoire de septembre 1916, l'Italien prédit qu'« il viendra un jour prochain où l'armée de l'air aura la prépondérance absolue et ce sera elle qui décidera de la victoire et du sort des nations ». Une formulation proche de l'adage du Français : « Sera maître du monde qui sera maître de l'air. » Pourtant, s'il est probable que le premier, qui consultait la presse militaire française, a eu connaissance du second, de nombreux thèmes lui sont propres. Ader n'a jamais parlé de « la maîtrise de l'air » par exemple, même s'il parle de « rendre l'air libre » en décrivant le principal objectif des forces aériennes allemandes lors d'une attaque sur la France.

Deux ans plus tard, Douhet est affecté au nouveau bataillon d'aviateurs dont quelques membres se sont illustrés en Libye, servant d'abord comme adjoint du commandant, puis comme commandant provisoire, et finalement comme commandant. Contrairement à de nombreux autres officiers, il ne passe pas son brevet de pilote car il considère que cette fonction subalterne revient aux militaires du rang et aux sous-officiers. Au cours de son passage au bataillon des aviateurs, Douhet fait connaissance de Gianni Caproni, le chef des services techniques, qui a commencé à construire des avions pour son propre compte. L'ingénieur italien le convainc de l'utilité d'un avion lourd et surarmé – le Caproni 300 HP – dont la construction est lancée dès 1913. Mais il faut attendre les premières opérations aériennes sur le front occidental en août 1914, et en particulier le raid sur Paris mené par un Taube allemand, pour que Douhet se convertisse au bombardement aérien. Dans une série d'articles que la presse publie entre août 1914 et mars 1915, il commente : « Si aujourd'hui un Taube peut porter cinquante ou soixante kilos de bombes, rien n'interdit de penser qu'un plus grand Taube puisse en porter cinq ou six cents ; cinq cents de ces Taube pourraient déverser sur Paris environ 250 tonnes de bombes à chaque voyage […]. Une frappe

aérienne de dimension appropriée peut sans aucun doute avoir une portée exceptionnelle. »

Fin 1914, Douhet quitte le commandement du bataillon des aviateurs. Lorsque l'Italie entre dans la Grande Guerre, le lieutenant-colonel n'a pas d'expérience du feu, car il est resté à l'écart des aventures coloniales italiennes et semble avoir préféré des affectations en état-major ou en école à des postes de commandement. En 1915, il sert d'abord comme chef d'état-major de la 5e division, est promu colonel, puis l'année suivante il est nommé chef d'état-major du 12e corps d'armée. Alors que les troupes austro-hongroises commencent à remporter leurs premiers succès, Douhet marque sa désapprobation vis-à-vis de la conduite des opérations par le général Luigi Cadorna, chef de l'état-major général de l'armée. En mars 1916, il rédige une lettre adressée au commandant du 12e corps d'armée dans laquelle il demande à ne pas être promu général car il ne partage pas les vues du haut-commandement sur la conduite de la guerre ; en septembre 1916, il est arrêté pour avoir rédigé un mémoire destiné au ministre de la Guerre dans lequel il exhorte le gouvernement italien à bâtir une force capable de défendre Venise contre les attaques de l'aviation autrichienne en lançant des raids aériens pour détruire des objectifs situés en territoire ennemi. En octobre, il est condamné par un tribunal militaire à un an de prison pour avoir violé les règles de protection du secret militaire. Il purge sa peine dans la forteresse de Fenestrelle, dans les Alpes piémontaises, où il continue à travailler. Il rédige en particulier un projet détaillé pour constituer une armée aérienne interalliée. Soumis au ministre de la Guerre, d'abord rejeté, il est ensuite accepté par le gouvernement italien et par le commissaire général de l'Aviation pour *in fine*, après avoir été discuté au Conseil supérieur de guerre interallié de Versailles, aboutir à la formation d'une force de bombardement constituée d'unités britanniques, françaises et italiennes placée sous le commandement du général anglais Hugh Trenchard.

Libéré en octobre 1917, Douhet est placé en congé et continue à écrire. En novembre, il adresse au ministre de la Guerre un nouveau mémoire dans lequel il avance que « de toute évidence, le moyen le plus efficace d'utiliser le bombardement aérien n'est pas de l'employer contre les troupes ou les fortifications ennemies. Un projectile tombé dans une tranchée peut se contenter de faire un trou dans le sol, un projectile tombé sur une ville produit une ruine matérielle et morale immensément plus grande. Par conséquent, les objectifs préférés de l'offensive aérienne de bombardement seront nécessairement les villes les plus grandes, les plus peuplées, les plus industrielles, les plus intellectuelles, les capitales réelles, morales et industrielles de l'adversaire ».

Après le désastre de Caporetto en 1917 et le limogeage du général Cadorna, il est rappelé au service en janvier 1918 et affecté au commissariat général à l'Aviation tout juste créé. Mais comme directeur général des services aéronautiques, il se heurte à de nombreuses oppositions et ne parvient pas à lancer son programme de construction d'un bombardier lourd. Il démissionne et quitte l'armée en juillet 1918.

Dès lors, Douhet s'occupe de la mise en valeur des terres agricoles dont sa femme a hérité à Porto Potenza Picena, dans la région des Marches, peint des fresques dans la chapelle de sa propriété et s'adonne à l'écriture. Son premier ouvrage consacré à l'aviation, *Comment s'est terminée la Grande Guerre. La victoire ailée*, paraît en 1919. Livre de vulgarisation sur la puissance aérienne, il propose une uchronie qui décrit le rôle décisif qu'une force de bombardement interalliée, telle qu'il l'avait suggéré en 1917, aurait pu jouer sur la fin de la guerre. En 1921, il publie son *Journal critique de guerre* qui regroupe en deux volumes ses observations et commentaires des événements du 23 mai 1915 au 11 septembre 1916. La même année, les presses du ministère de la Guerre éditent *La Maîtrise de l'air* (*Il Dominio dell'Aria*) dans lequel il reprend et développe les idées qu'il avait exprimées depuis 1910 au sujet du rôle de l'aviation dans la défense nationale. En

1923, il élargit son propos en écrivant *La Défense nationale* (*La Difesa nazionale*) dans lequel il prône l'unification des forces armées sous une même autorité.

En juillet 1923, sur l'intervention du général Armando Diaz, devenu ministre de la Guerre du gouvernement de Mussolini, Douhet est réhabilité et sa condamnation de 1916, annulée. Bien que toujours à la retraite, il est promu général de division de l'armée de terre et espère une responsabilité dans le domaine de l'aéronautique que l'Italie mussolinienne développe. S'il adhère au fascisme, il n'obtient cependant rien. Pire : son retour en grâce ne dure pas, car il critique la politique du régime en matière d'aviation. Il déplore en particulier qu'elle ne reprenne pas ses idées à propos de construction aéronautique et de suppression des aviations de coopération, c'est-à-dire des aviations propres à l'armée de terre et à la marine. En 1926, sa promotion au grade de général de corps d'armée est rejetée par le Conseil supérieur militaire ce qui ne le surprend pas : cette décision était « inévitable parce qu'[elle est] logique et obligatoire ». « Logique, car, si j'ai été promu général, c'était contre l'avis unanime du Conseil supérieur d'avancement ; obligatoire parce que ma pensée technique sur la question de la Défense nationale – une position bien connue – est si éloignée de celle qui domine dans la haute hiérarchie militaire qu'elle ne pouvait, consciemment et consciencieusement, m'accepter dans son giron. »

Douhet reste donc toujours en marge. Il a d'ailleurs été promu général de l'armée de terre et ne sera jamais transféré dans la réserve de l'armée de l'air italienne. Formée en 1923 comme une armée indépendante, elle rejette qui plus est l'essentiel de ses théories. Néanmoins, Italo Balbo, sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique de 1926 à 1929, puis ministre de l'Air de 1929 à 1933, lui ouvre, en 1927, les colonnes de la *Rivista Aeronautica*, la revue officielle de son ministère. Il y publie régulièrement jusqu'à sa mort afin de diffuser ses idées. Mais ses adversaires au sein de la *Regia*

Aeronautica (l'armée de l'air italienne), comme les généraux Amedeo Mecozzi ou Giulio Costanzi, jouissent d'un plus grand crédit auprès des autorités politiques qui refusent donc d'appliquer les théories qu'il prône dans ses aspects capacitaires ou organisationnels.

En 1927, une seconde édition de *La Maîtrise de l'air* est publiée par l'Institut national fasciste de la culture. Elle est augmentée d'un Livre second. Ce nouvel ajout prolonge le texte de 1921 en poussant la logique du raisonnement jusqu'au niveau tactique et en abandonnant tout ménagement conceptuel envers les autres forces armées.

Publié après sa mort par la *Rivista Aeronautica* en mars 1930, son dernier ouvrage, *La guerra del 19..*, imagine – comme l'avait fait Ader dans *L'Aviation militaire* – l'affrontement entre la France et la Belgique d'une part et l'Allemagne de l'autre. Les premières alignent de fortes troupes terrestres, une aviation de coopération et une petite force aérienne indépendante. L'Allemagne dispose d'une armée de terre modeste mais d'une armée aérienne indépendante constituée selon les principes douhétiens. Sans surprise, elle remporte le conflit en trois jours. Le général Douhet meurt le 15 février 1930 à Rome dans sa soixante et unième année, bien avant que sa prophétie ne se réalise.

Les conditions de la supériorité de la puissance aérienne sur les autres formes de puissance militaire

Pour que l'aviation devienne un facteur essentiel de la victoire, deux conditions s'imposent aux yeux du stratégiste italien. La première – la « maîtrise de l'air » –, reprise dans le titre de l'ouvrage fondateur de 1921, est assez peu développée dans ses premiers écrits. Elle est définie dans le

chapitre VI par une phrase : « Maîtriser l'air signifie se trouver en mesure d'empêcher l'ennemi de voler, tout en conservant soi-même cette possibilité », tandis que les développements suivants abordent les conséquences de l'acquisition ou de la perte de la maîtrise de l'air.

Douhet développe cette notion via l'organisation de l'armée de l'air, définie comme devant réunir « la somme des moyens aériens qui, pris ensemble, peuvent constituer une force aérienne apte à conquérir la maîtrise de l'air » (*La Maîtrise de l'air*, chap. VIII). En effet, la destruction des forces aériennes ennemies ne doit pas être poursuivie par la recherche du combat aérien, car leurs avions peuvent refuser de s'engager et fuir. Le plus efficace est de bombarder les bases aériennes adverses : « Ainsi, pour détruire les moyens aériens ennemis, le système consistant à aller les chercher, pire à les attendre en vol, est le moins efficace – bien qu'il ne soit pas complètement illusoire. Le système consistant à détruire leurs bases, leur ravitaillement, leurs centres de production est au contraire infiniment plus efficace. »

Il privilégie donc l'acquisition offensive de la supériorité aérienne par l'emploi de l'aviation de bombardement. En se fondant sur l'expérience du premier conflit mondial, il rejette l'emploi de moyens défensifs comme l'aviation de chasse ou l'artillerie contre avion. En effet, ces moyens se sont révélés inefficaces car l'ennemi a toujours pu atteindre ses objectifs ; de plus, ils ont gaspillé les ressources puisqu'ils restaient inemployés une grande partie du temps : « Combien de canons sont restés pendant des mois et des mois, pendant des années, leurs bouches à feu tournées vers le ciel, dans l'attente insupportable d'un ennemi qui pourrait venir ? Combien d'hommes et de matériels ont été hypothéqués au service d'avions de défense qui n'ont jamais eu ne serait-ce qu'une occasion de tenter une action de défense ? Combien d'hommes ne se sont-ils délicieusement assoupis, à force de longuement scruter le ciel en vain ? » (*ibid*., chap. IV).

Il faut attendre la seconde édition pour que Douhet précise ce qu'il entend par « maîtrise de l'air » : « Dire : "empêcher l'adversaire de voler" ne veut pas dire empêcher que même les mouches adverses volent. Il est certain que l'on ne pourra que très difficilement détruire absolument tous les moyens aériens de l'adversaire. Mais la maîtrise de l'air aura été conquise quand les moyens aériens de l'adversaire seront réduits à une quantité négligeable, incapables d'engager la moindre action aérienne d'importance appréciable dans le cadre général de la guerre. […] Que l'on me pardonne si j'insiste sur ce que j'entends par maîtrise de l'air, mais j'insiste parce qu'en général on se méprend largement sur la valeur de cette expression. Très souvent on confond "maîtrise de l'air" avec "prépondérance ou suprématie aérienne". Or il s'agit de deux états de fait bien différents. Celui qui bénéficie d'une prépondérance ou d'une suprématie aérienne se trouve dans les meilleures conditions pour en conquérir la maîtrise, mais tant qu'il ne l'a pas conquise il ne la détient pas, ni ne peut l'exercer » (Livre second).

Cette approche présente bien des analogies avec le concept de « maîtrise de la mer » défendu par Mahan. Mais elle comporte une distinction fondamentale : l'amiral américain conçoit la maîtrise de la mer comme l'occupation d'un territoire tandis que le général italien comprend avant tout la maîtrise de l'air comme la destruction de la flotte aérienne de l'adversaire. Les flux logistiques tiennent, il est vrai, une place différente dans les milieux aérien et maritime. Ils jouent un rôle capital dans les opérations navales, qu'il s'agisse de les protéger ou de les interrompre ; mais ils ne revêtent qu'une dimension secondaire dans les opérations aériennes, car l'essentiel des flux passe par les voies de surface (à l'exception des ponts aériens mais il s'agit d'un cas particulier).

Au fil de la réflexion, la maîtrise de l'air, avec les nuances que nous avons rappelées, est devenue le cœur de la doctrine de Douhet. L'idée initiale, et qui sous-tend encore ce concept, est celle d'offensive aérienne

contre des objectifs de surface, c'est-à-dire du bombardement. Pour le stratège italien, la conduite de la guerre aérienne est essentiellement une question de ciblage, c'est-à-dire de détermination des cibles et de l'ordre dans lequel elles doivent être détruites : « Le choix des objectifs, leur regroupement en zones et l'ordre de succession des zones à détruire représentent la partie la plus délicate et la plus difficile de la guerre aérienne et ils constituent ce que l'on pourrait définir comme la stratégie aérienne » (*La Maîtrise de l'air*, chap. XIII).

Dès 1914-1915, puis d'une manière plus complète dans *La Victoire ailée* (1919), Douhet a privilégié le bombardement des villes. Il n'est pas le premier. Herbert G. Wells dans *The War in the Air*, publié en 1908, avait déjà décrit la destruction de plusieurs capitales par des flottes d'aéronefs. Avant lui, Jules Verne avec *Robur le Conquérant* (1886) et sa suite, *Maître du monde* (1904), avait imaginé le caractère dévastateur d'un plus lourd que l'air employé dans des missions de destruction. Il faut aussi rappeler que le premier bombardement aérien d'une ville est celui de Venise en 1849, lors de l'insurrection contre les Autrichiens. Mais, avec l'expérience du premier conflit mondial, Douhet évalue scientifiquement la capacité d'une flotte de bombardement à détruire une cité.

Lorsqu'il projette le déroulement de la guerre aérienne, Douhet envisage trois familles d'objectifs : celle liée à la conduite de la guerre sur terre ; celle liée à la conduite de la guerre sur mer ; celle dédiée aux centres urbains : « Agissant sur les grands nœuds ferroviaires, sur les gares de triage, sur les centres habités qui constituent d'importants nœuds routiers, sur les entrepôts, etc., elle pourra entraver la mobilisation de l'armée ennemie. Agissant sur les bases navales (arsenaux, dépôts de mazout, flottes au mouillage) et sur les ports marchands, elle pourra interdire à la flotte ennemie de monter en puissance et de préserver son efficacité. Agissant sur les centres habités les plus sensibles, elle pourra, semant la confusion et la

terreur dans le pays adverse, en briser rapidement la résistance matérielle et morale » (*ibid*., chap. XV).

Dans *La Maîtrise de l'air*, Douhet ne cite pas les objectifs du champ de bataille : les forces ennemies, les centres de commandement, les stocks de munitions, les positions fortifiées, etc., qui ne rapportent guère, comme il le précise en 1927 : « Or le plus grand rendement des frappes aériennes est à rechercher au-delà du champ de bataille, là où la réaction est toujours moindre et où se trouvent les objectifs les plus sensibles, les plus vulnérables et intéressant au plus haut point, fût-ce indirectement, le champ de bataille. Il est infiniment plus rentable de détruire une gare, une boulangerie, un atelier produisant du matériel de guerre, de mitrailler des colonnes de camions, des trains en marche, des ouvriers, etc., que de bombarder ou de mitrailler des tranchées. Il est infiniment plus rentable de briser les résistances morales, de disloquer des organismes peu disciplinés, de répandre la panique et la terreur que de se heurter à des résistances matérielles plus ou moins solides » (Livre second).

L'idée d'un emploi stratégique de l'arme aérienne a souvent été attribuée à Douhet, ce qui est schématique. En effet, les objectifs stratégiques sont ceux dont la destruction contribue à atteindre les buts de la guerre, par exemple, l'état-major qui dirige les opérations, un chef politique, une capacité militaire clé… La préférence de Douhet pour les objectifs du second échelon, qui se situent donc au-delà de la zone des combats, tient essentiellement à une notion de rendement, soit le rapport coût/bénéfice d'une opération. Les objectifs éloignés du champ de bataille sont, en général, faiblement défendus et peu onéreux à atteindre ; ils doivent donc être choisis en fonction du bénéfice potentiel qui réside essentiellement dans l'effet psychologique que leur destruction peut provoquer. Cette dimension n'est pas nouvelle. Dans *De la guerre*, Clausewitz avait déjà affirmé que la bataille visait « *à détruire le courage*

de l'ennemi plus que le guerrier ennemi » et que « dans l'engagement, les pertes morales sont la cause principale de la décision ».

S'il n'ignore pas les autres systèmes de cibles, les centres urbains constituent pour Douhet des objectifs privilégiés bien que les conventions de La Haye aient déclaré contraire au droit de la guerre le bombardement des villes non défendues, et notamment prohibé en 1907 le bombardement naval en temps de guerre. Sur ce point, Douhet se réfère explicitement aux théories de la Jeune École navale française qui envisage, à la fin du XIX^{e} siècle, de pilonner les cités côtières et d'interrompre le trafic maritime commercial pour provoquer l'effondrement moral des populations. De même, il entrevoit dès 1919 l'emploi d'armes toxiques pour frapper les villes, une hypothèse développée avec celle des armes bactériologiques dans *La Maîtrise de l'air* en 1921. Bien qu'elles soient interdites par le protocole de Genève de 1925, Douhet les envisage encore dans le Livre second en 1927. En effet, dans son esprit, l'offensive aérienne doit être la plus violente possible, au point de tout mobiliser pour assurer son succès. « Il faut alors convenir que, dans la guerre aérienne, il n'y a qu'une unique attitude à adopter : celle de l'offensive la plus intense et la plus violente, même si cela implique de subir celle de l'ennemi » (Livre second). La distraction d'une partie des ressources pour bâtir une défense aérienne ou pour intercepter les raids dans une bataille aérienne est donc rejetée afin de ne pas affaiblir l'offensive.

Ces conditions essentielles et complémentaires modèlent l'organisation des armées et l'équipement de l'armée de l'air.

La transcription organisationnelle et capacitaire : une armée de l'air indépendante équipée de bombardiers

Dès 1910, Douhet a défendu l'indépendance des forces aériennes par rapport aux armées de surface. Car la mission offensive qui leur incombe doit être conduite sans le soutien des marins ou des fantassins, comme il le précise dans *La Maîtrise de l'air* : « Il résulte que, dans sa constitution et dans son emploi, une force aérienne apte à conquérir la maîtrise de l'air est indépendante des armées de terre et de mer. » Cette idée reste assez révolutionnaire au début des années 1920 puisque seule la *Royal Air Force* a été constituée en armée indépendante depuis avril 1918, pour des raisons proches, au demeurant, des arguments avancés par le penseur italien. Dans son double rapport rédigé en juillet et en août 1917, qui décide le gouvernement britannique à donner son indépendance à ses forces aériennes, le général Jan Christiaan Smuts précise : « Il n'y a absolument aucune limite à l'ampleur de l'utilisation future [de la puissance aérienne] en moyen de guerre indépendant. Et le jour n'est peut-être pas loin où les opérations aériennes, avec leur dévastation à grande échelle des territoires ennemis et leur destruction d'industries et de centres de population deviendront les principales opérations du temps de guerre, alors que les formes anciennes d'opérations terrestres et navales pourraient devenir secondaires et subordonnées. »

L'indépendance des forces aériennes permet de les libérer de la subordination aux deux autres armées et de les dégager des missions de soutien des opérations terrestres et navales : « L'armée de terre et la marine ne doivent donc pas voir dans les avions des moyens auxiliaires capables de leur être utiles dans certaines conditions déterminées, non : l'armée de terre et la marine doivent, au contraire, voir dans l'avion la naissance d'un

troisième frère, plus jeune mais non moins important, de la grande famille guerrière » (*Les Problèmes de la navigation aérienne*). C'est sur ce point, sans doute que les controverses sont les plus violentes, en Italie comme en France et aux États-Unis. Fantassins et marins avaient trouvé dans l'aéronef un moyen pour unifier le combat interarmes pendant la Première Guerre mondiale. L'avion pouvait aider à régler les tirs d'artillerie, faire des reconnaissances, transmettre des informations aux états-majors sur la situation sur le champ de bataille, assurer la protection aérienne du front… Il constitue avec le char de combat l'une des deux innovations majeures de la guerre. Retirer aux armées de surface ce nouveau moyen de combat affaiblit considérablement leur efficacité opérationnelle. Une partie des aviateurs, dont le général Amedeo Mecozzi, le grand adversaire de Douhet, défend d'ailleurs une aviation de coopération avec les forces de surface, en proposant de doter les forces aériennes italiennes d'un avion d'assaut – comme le Stuka de la *Luftwaffe* – plutôt que d'un bombardier lourd destiné à mener des opérations lointaines. Ses théories influencent amplement la *Regia Aeronautica*, devenue indépendante en mars 1923, qui privilégie les conceptions de Mecozzi, ce qui entraîne d'acerbes critiques de son rival.

Outre la création d'une armée de l'air indépendante, Douhet prône fort logiquement, et dès 1910, l'établissement d'un ministère de l'Air, une organisation adoptée par le Royaume-Uni puisque l'*Air Ministry* est institué trois mois avant la constitution de la *Royal Air Force*. Dans son esprit, ce ministère doit également endosser la responsabilité du développement de l'aviation civile, une option retenue par Londres en 1918, par Rome en 1925, puis par Paris en 1928.

Loin de ne répondre qu'à une exigence d'efficacité administrative, ce couplage correspond à l'idée que l'aéronautique civile est liée au développement de l'aviation militaire. En effet, Douhet considère qu'aucune nation au monde n'est assez riche pour disposer en temps de paix d'une force aérienne purement militaire adaptée à un conflit de grande

ampleur. Pour compenser cette faiblesse, l'aviation civile doit pouvoir servir si nécessaire à des fins militaires. Assez répandue à la fin de la guerre, cette idée est servie par la reconversion d'avions de bombardement en avion de transport à l'image du Farman F.60 Goliath fabriqué en France en 1919. Peut-être inspiré par sa lecture de Mahan, le stratégiste estime aussi que les deux flottes se soutiennent mutuellement, dans le domaine industriel comme pour ce qui concerne l'exploitation des moyens aériens. Ainsi, l'aviation civile constitue une réserve pour l'armée de l'air italienne pour tous les éléments qui n'entretiennent pas de rapports directs avec l'utilisation militaire des moyens aériens – les aéroports, les personnels qualifiés, etc. Le développement de l'aviation civile italienne doit être au demeurant favorisé par la position géographique de la péninsule au centre de la Méditerranée, ce qui lui offre la possibilité de relier les grandes capitales européennes au pourtour du bassin méditerranéen.

Cette contribution de l'aviation civile à l'effort de guerre est facilitée par la réflexion capacitaire de Douhet, fréquemment critiquée, notamment lorsqu'elle évoque l'équipement des forces aériennes en avions militaires. C'est sans doute, également, celle qui a le plus varié dans les écrits du général, au fur et à mesure que sa pensée se radicalise en se focalisant exclusivement sur le bombardement.

Initialement, dans *La Victoire ailée* en particulier, Douhet envisage l'emploi de chasseurs, c'est-à-dire d'un avion spécialisé dans le combat aérien et destiné à détruire les appareils ennemis en vol. Mais il se montre sceptique à leur égard. Comme beaucoup d'aviateurs à la fin de la Grande Guerre, en France ou en Allemagne par exemple, il ne croit pas en la formule d'un avion monoplace, léger, maniable et rapide. Avec la publication de *La Maîtrise de l'air*, il abandonne le concept d'avion de chasse, en raison de son rôle essentiellement défensif : « Malgré ses aptitudes offensives, l'appareil de chasse fut un appareil employé en défensive, et il ne pouvait pas en être autrement étant donné que son faible

rayon d'action le contraignait à attendre l'ennemi, non à aller le chercher, ou bien à aller le chercher là où l'ennemi comptait effectuer des opérations au-dessus de nos têtes. » De plus, l'accompagnement des raids de bombardiers par des chasseurs en 1914-1918 avait posé de grandes difficultés opérationnelles en raison principalement des différences en termes d'autonomie et de vitesse. Pour Douhet, le chasseur est une sorte de « chevalier errant » qui doit céder la place à la cavalerie lourde – les masses d'avions de la guerre aérienne moderne.

En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, ces raisons conduisent au développement de multiplaces mieux armés mais moins maniables et moins rapides. En revanche, Douhet préfère au chasseur un avion de combat dont la mission principale est de protéger les bombardiers : « En combat aérien, ce qui détermine la victoire, c'est la puissance de feu qu'on peut exercer sur l'adversaire ; la vitesse ne sert qu'à l'atteindre et à y échapper. Un avion lent, mais armé de manière à pouvoir former un barrage de feu autour de lui, se retrouve capable d'abattre l'avion de combat le plus rapide » (*La Maîtrise de l'air*, chap. XI).

Dans le Livre second de 1927, Douhet réunit avion de combat et avion de bombardement pour ne faire qu'un seul appareil capable d'assurer son autodéfense en conduisant des missions de bombardement et qu'il baptise « avion de bataille » – souvent traduit par les commentateurs en « croiseur aérien ». Compte tenu de la technique de l'époque, cet appareil polyvalent lorsqu'il a été construit au début des années 1930 s'est révélé inférieur dans tous les domaines aux appareils spécialisés dans un type de mission – le combat aérien et le bombardement. À la fin des années 1930 et au début des années 1940, les bombardiers lourds américains (B-17 Flying Fortress ou B-24 Liberator) comme britanniques (Avro Lancaster) peuvent encore s'apparenter à l'avion de bataille douhétien. Mais ils se révéleront incapables de résister seuls aux assauts de la *Luftwaffe* et devront être escortés par des chasseurs pour mener leurs missions au cœur du Reich.

Finalement, les aspects capacitaires de la pensée douhétienne ne résistent pas à l'épreuve des combats de la Seconde Guerre mondiale. Même les aspects organisationnels, comme la suppression des forces aériennes auxiliaires, ne sont pas complètement adoptés avec la survivance, dans presque toutes les armées modernes, d'une aviation de coopération au sein des forces terrestres et navales, aux côtés d'une armée de l'air indépendante.

En conclusion, Douhet a construit sa réflexion sur la capacité d'une flotte d'avions de bombardement à infliger des dommages inacceptables. Mais tous ses calculs sur les capacités d'emport, le rayon d'action, le tonnage de bombes pour détruire des surfaces urbanisées se sont révélés inexacts. Le développement de l'arme nucléaire après 1945 a certes donné une nouvelle jeunesse à ses thèses, mais le cantonnement de la bombe atomique à une stratégie de dissuasion – après les explosions de Hiroshima et de Nagasaki – en a limité l'impact opérationnel. Douhet est finalement resté un des représentants les plus éminents de l'école techniciste de la stratégie incarnée, dans d'autres domaines, par l'amiral Théophile Aube avec les torpilleurs ou le général John F. C. Fuller avec les chars. Le raisonnement stratégique qui conduit à attribuer une supériorité militaire absolue à une armée construite autour des caractéristiques d'un seul et unique système d'armes s'est toujours révélé erroné.

Par ses écrits, le stratégiste italien a néanmoins fait prendre conscience de la transformation des formes de la guerre, par l'avènement de l'avion d'une part, et l'extension de la conflictualité au domaine aérien de l'autre. Grâce à sa grande curiosité intellectuelle, à sa connaissance de la littérature stratégique classique et surtout à sa grande créativité, il a dégagé quelques principes théoriques qui sont devenus le fondement de l'art militaire, à l'instar de la maîtrise de l'air.

Enfermé dans son dogmatisme, il s'est trompé sur bien des points. Mais il a exercé une influence extraordinaire. *Il Dominio dell'Aria* est traduit

dans de nombreuses langues : en français (1932), en japonais (1934), en allemand et en russe (1935), en chinois (1940), en anglais (1942), en polonais (1965) et en portugais, au Brésil (1988).

Largement diffusées, les théories douhétiennes ont influencé la réflexion doctrinale de nombreuses forces aériennes notamment l'*Air Corps Tactical School* aux États-Unis qui, durant l'entre-deux-guerres, élabore le concept de bombardement stratégique de jour à haute altitude et non escorté pour détruire les *key nodes* du système industriel ennemi. En URSS, *La Maîtrise de l'air* est l'un des trois ouvrages dont la lecture est imposée à tous les officiers de l'Armée rouge par le maréchal Semion Konstantinovitch Timochenko avec *De la guerre* de Clausewitz et *La Guerre des blindés* de Fuller. En Allemagne, *La Maîtrise de l'air* séduit Adolf Hitler et Hermann Goering qui s'en inspirent dans l'organisation de la *Luftwaffe* et dans leur conduite des opérations militaires. En France, si les arguments de Douhet en faveur du développement d'une puissante aéronautique militaire indépendante des forces de surface sont couramment utilisés dans la presse, l'influence du général italien reste assez faible sur les doctrines, l'équipement et l'organisation de l'armée de l'Air. Au Royaume-Uni, la *Royal Air Force* développe un corpus doctrinal principalement articulé autour du bombardement stratégique, non à partir des écrits de Douhet cependant, mais de l'influence de l'*air Marshal* Hugh Trenchard, son premier chef d'état-major.

L'avènement de l'arme atomique, après la Seconde Guerre mondiale, a donné une nouvelle vigueur aux théories douhétiennes puisqu'une flotte de bombardiers nucléaires pouvait infliger des dommages inacceptables à un État pour l'amener à capituler. En France, le général Charles Ailleret, artilleur, et théoricien de l'arme nucléaire, peut ainsi être classé parmi les néo-douhétiens car il articule sa pensée autour de la suprématie du bombardier nucléaire. Débarrassé de ses scories primitives, le douhétisme regroupe toutes les théories qui imaginent que l'arme aérienne à elle seule

peut réussir à imposer sa volonté à l'adversaire. À cette famille de pensée appartiennent par exemple les écrits théoriques du colonel John Warden aux États-Unis. Hervé Coutau-Bégarie a baptisé cette école du nom de « stratégie de l'air intégral », c'est-à-dire celle d'une stratégie générale dominée par l'arme aérienne, sinon asservie à elle.

Un général de l'armée de l'air française, Lionel-Max Chassin, affirme ainsi au début des années 1950 : « Nous sommes restés douhétiens autant qu'au premier jour et tout ce que nous avons lu, au cours d'une longue enquête historique, nous a confirmés dans notre croyance : à savoir que c'est dans l'air que se livreront plus que jamais, à l'avenir, les batailles décisives, et que de la maîtrise de l'air dépendra plus que jamais le sort des guerres et des empires. »

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Giulio Douhet, *Come fini la grande guerra. La vittoria alata*, Rome, Casa Ed. Rivista « L'eloquenza », 1919.

–, *La Maîtrise de l'air*, Economica, 2007 [éd. it. 1921, révisée en 1927].

–, *Diario critico di guerra*, Turin, Paravia, 1922.

–, *La Difesa nazionale*, Turin, Anonima Libraria Italiana, 1923.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Éric Lehmann, *La guerra dell'aria. Giulio Douhet, stratega impolitico*, Bologne, Il Mulino, 2013.

–, « Giulio Douhet, l'air power et la pensée militaire occidentale », *Nacelles*, automne 2020. https://interfas.univ-tlse2.fr/nacelles/988

Louis Adrien Sigaud, *Air Power and Unification : Douhet's Principles of Warfare and their Application to the United States*, Harrisburg, Military Service Publishing Company, 1949.

Paul Vauthier, *La Doctrine de guerre du général Douhet*, préface de M. le maréchal Pétain, Berger-Levrault, 1935.

*William Mitchell, apôtre de l'*air integral, le combat d'une carrière.

Thierry Maurin

William Mitchell entame une carrière militaire alors que les appareils plus lourds que l'air n'ont pas encore décollé. Il évolue dans un environnement qui fait la part belle à l'innovation, façonne sa foi inébranlable dans la technique et l'amène rapidement à penser que les cieux vont devenir un milieu de confrontation.

À la tête de la plus grande concentration d'avions de la Première Guerre mondiale, mobilisée pour réduire le saillant de Saint Milhiel, Mitchell se montre stratège, se concentrant sur l'acquisition de la supériorité aérienne puis combinant, quand il le faut, appui direct aux troupes au sol et frappes sur les arrières.

Après le conflit, il se fait stratégiste, plaidant qu'à elle seule l'arme aérienne peut emporter la décision, si ce n'est empêcher la guerre, ce qui justifierait l'existence d'une *Air Force* traitée à égalité de la *Navy* et de l'*Army*. Le bombardement aérien des centres névralgiques de l'adversaire vise à priver l'ennemi de toutes ressources matérielles et à briser toute volonté de la population de poursuivre le combat. Ainsi, la victoire ne résulte pas d'une rupture localisée du front mais de son effondrement par le délitement de ses arrières sous les coups des bombardiers. Il partage cette

doctrine, connue sous le nom d'*Air Integral*, avec le britannique Trenchard et l'italien Douhet.

Si l'arme aérienne finira par s'imposer universellement comme une force indépendante des forces terrestres et navales, le bombardement stratégique, tel qu'imaginé par « Billy » Mitchell, montrera cependant ses limites.

Apprentissage

Né en 1879, William « Billy » Mitchell est issu d'une famille aisée d'hommes politiques du Wisconsin ayant fait fortune dans le domaine ferroviaire et le secteur bancaire. Il entame sa carrière militaire à 18 ans, quittant le *Columbian College* (devenu l'université George Washington) pour s'engager comme volontaire dans le premier régiment d'infanterie du Wisconsin lorsque le pays entre en guerre contre l'Espagne (1898). Alors officier des transmissions, il sert dans son pays ainsi qu'à Cuba. Grâce à l'influence de son père, il devient officier de carrière dans l'*Army Signal Corps* (ASC) en 1901.

Créé en 1863, l'ASC est en charge des communications des forces américaines. En 1870, à la pointe de l'innovation, cette unité établit un service météorologique qui gagne rapidement une renommée mondiale. Durant la guerre contre l'Espagne puis contre les Philippines, l'ASC encourage l'utilisation du téléphone au combat, en établissant des systèmes au plus près du front. Il renoue avec l'emploi des ballons, utilisés lors la guerre civile avant d'être abandonnés, et développe la photographie de combat. C'est dans ce contexte marqué par les progrès techniques, que Mitchell l'intègre.

Pendant son affectation en Alaska (1901-1903), Mitchell étudie les travaux d'Otto Lilienthal, pionnier de l'aéronautique allemande, et

s'intéresse aux exploits des aéronautes de la guerre civile (Theodore S. C. Lowe, John Wise, John LaMountain) tout comme aux progrès techniques qui en résultent. Il pense que des machines, comme celle que Wise a proposée au Congrès en 1846 – un énorme ballon équipé de bombes et de canons, armé par huit hommes d'équipage –, deviendront réalité. D'ailleurs le *Department of War* s'intéresse depuis 1898 aux travaux de Samuel P. Langlais et des frères Orville et Wilbur Wright sur les plus lourds que l'air, et le Congrès a missionné l'ASC, en octobre 1903, pour « construire une machine volante à des fins de guerre » en lui octroyant un budget de 25 000 dollars. Les frères Wright effectueront leur premier vol le mois suivant ! En 1906, Mitchell commande une compagnie de la *Signal School* à Fort Leavenworth, dans le Kansas, sous les ordres du commandant Georges O. Squier, spécialiste des théories aéronautiques. Il partage son temps entre l'étude de l'aviation et l'enseignement de l'emploi des ballons d'observation, et s'illustre en rédigeant un article prédisant l'extension prochaine du champ de bataille vers les airs et sous la mer.

William Mitchell a d'abord été influencé par le général Adolphus W. Greely. Commandant l'ASC entre 1887 et 1906, il a créé une dynamique d'innovation technologique au service des télécommunications, de la photographie, de la météorologie et de l'aéronautique. Ainsi, Mitchell est formé dans une atmosphère similaire aux « start-up » ou aux « incubateurs » d'aujourd'hui, et développe une foi inébranlable dans le progrès technique qu'il évoque dans sa biographie *General Greely : The Story of a Great American*, publiée post mortem, en 1935.

Le 1er août 1907, Squier obtient la création d'une division aéronautique qui délaisse rapidement son seul dirigeable au bénéfice des avions Wright puis Curtiss. De 1907 à 1909, Mitchell suit les enseignements de l'*Army School of the Line* et du *Staff College* de Fort Leavenworth. À Fort Myer, en Virginie, il assiste aux démonstrations des frères Wright, ce qui renforce sa conviction que l'air deviendra un milieu de confrontation.

Entendu en qualité d'expert aéronautique de l'état-major général en 1913, lors des audiences parlementaires d'un projet de loi qui prévoit de faire de l'aviation une branche autonome de l'ASC, Mitchell se prononce en défaveur de cette proposition, arguant de sa précocité au regard de ce que permet la technique. Le projet de loi est alors porté par James Hay, représentant de Virginie, sous l'influence d'un ancien pilote de l'ASC, Paul W. Beck. Deuxième figure d'influence pour Mitchell, ce dernier s'est notamment illustré par plusieurs articles qui plaident pour une autonomie de l'arme aérienne devant servir au combat, à la coordination des feux, à la reconnaissance et au transport. Il propose aussi des mesures organisationnelles comme le processus de sélection, de formation et de certification des pilotes, les examens médicaux liés à l'activité de pilotage, une rémunération spécifique ou encore des uniformes et insignes distinguant les aviateurs. Ses démarches permirent à la division aéronautique de bénéficier de certaines dispositions du projet de loi et, en 1914, elle est remplacée par la section aviation. Mitchell reprend dans leur intégralité ses idées dans son ouvrage phare *Winged Defense* (1925), défendant la nécessité d'une armée de l'air autonome et d'un statut spécifique du personnel navigant. Il lui emprunte aussi ses méthodes, à savoir la publication d'articles dans la presse et le lobbying auprès des hommes politiques afin de valoriser ses idées et de contourner sa hiérarchie.

Les faits d'armes

En 1916, Mitchell commande temporairement la section aviation de l'ASC. Trop âgé pour être formé comme pilote militaire, il apprend à piloter dans le privé, à ses frais, à la *Curtiss Flying School*. En 1917, il est envoyé en France, au quartier général des forces expéditionnaires américaines en qualité d'observateur. Il collabore avec les aviateurs français et

britanniques, notamment le général britannique Hugh Trenchard, troisième personnalité d'influence pour Mitchell qui s'inspirera de sa doctrine tout au long de sa carrière. L'Angleterre subit alors les raids des bombardiers lourds Gotha après avoir subi ceux des dirigeables Zeppelin et Schutte-Lanz. Alors que depuis fin 1916, le *Royal Navy Air Service* tente vainement des raids contre l'Allemagne, le *War Cabinet* propose de créer un ministère de l'Air ainsi qu'une force aérienne indépendante pour frapper les chemins de fers, les aérodromes et les industries ennemies sans coordination avec la *British Army* ou la *Royal Navy*. Il s'agit de fusionner les *Royal Flying Corps* et *Royal Navy Air Service* à des fins stratégiques. La mission est triple : empêcher les bombardements sur Londres, appuyer les troupes en France et bombarder au cœur de l'Allemagne. Fervent adepte de l'attaque aérienne directe et permanente, Trenchard est d'abord défavorable à ce projet car il craint que la réforme gouvernementale ne se concentre exclusivement sur les frappes stratégiques et ne vienne diluer l'appui aérien sur le front.

La *Royal Air Force* (RAF) est créée le 1er avril 1918. Trenchard prend la tête de l'état-major de l'*Independant Air Force* à Nancy le 6 juin 1918. L'effort sera réparti entre le bombardement des aérodromes et des sites industriels allemands, d'une part, et l'appui des forces au contact, d'autre part. Il prône l'offensive permanente, coordonnée avec les forces au sol. Il reconnaît l'intérêt des frappes sur les arrières, mais ne souhaite pas de spécialisation des bombardiers, stratégiques ou tactiques, préférant disposer d'un outil flexible permettant des bascules d'effort au moment voulu. Sa confiance dans les bombardiers est telle, qu'il estime qu'ils n'ont pas besoin d'escorte. Tirant les leçons de la bataille de Verdun (1916), Trenchard érige en principe l'acquisition préalable de la supériorité aérienne. Le général allemand Ernst von Hoeppner a, il est vrai, été le premier à concentrer des moyens aériens pour interdire, grâce à la masse, le ciel aux avions et ballons français et ainsi « aveugler » l'artillerie. Il y parvient temporairement, avant que le regroupement d'une partie de la chasse française ne redresse la

situation. Pour la première fois dans l'histoire, l'aviation a démontré sa capacité à influer sur le cours de la bataille.

C'est dans ce contexte que Mitchell se voit attribuer le commandement des opérations aériennes du contingent expéditionnaire américain, d'abord en dirigeant la composante aérienne de la bataille de Saint-Mihiel (Meuse), fin septembre 1918, où il engage 1 481 appareils américains, français, britanniques et italiens. Lors de la réduction du saillant de Saint-Mihiel en quatre jours, Mitchell applique les principes de Trenchard : acquisition de la supériorité aérienne, appui aérien massif coordonné avec les forces terrestres et bombardement des arrières. Lors de cette bataille, Mitchell aurait largué 138 tonnes de bombes sur environ 150 objectifs. Un tonnage modeste au regard des munitions tirées par les 600 000 soldats, les 3 010 pièces d'artillerie et les 267 chars engagés. Mais cette bataille représente un acte fondateur de l'aviation militaire. Mitchell démontre en effet que lorsque les forces aériennes sont regroupées, elles permettent aux forces terrestres de prendre l'ascendant grâce à un emploi parfaitement coordonné, en agissant à la fois directement sur les troupes au contact et sur les arrières ennemis. Ainsi, des avions de poursuite, équipés de bombes, sont lancés lorsque des troupes allemandes sont repérées ou au contraire lorsque des forces alliées butent sur un point de résistance. À l'issue de cette bataille, il déclare : « Rien de tel n'avait jamais été tenté auparavant […] Cela marqua le début des grandes opérations aériennes stratégiques à l'écart des troupes. » Ce que Mitchell appelle ici « stratégique » est en réalité une vision opérative de l'emploi de l'arme aérienne, à l'échelle du champ de bataille. Il s'agit pour lui de frapper les arrières allemands jusqu'à Metz, à quelques dizaines de kilomètres du front, et non de bombarder Berlin. Le succès de cette bataille résulta de la conjonction de deux facteurs. En premier lieu, la concentration des moyens. La supériorité aérienne a été obtenue, non sans difficulté, grâce à la saturation. Le bombardement des arrières comme l'appui direct aux forces terrestres se

sont avérés efficaces par le volume d'appareils engagés et de munitions délivrées. Pour fournir aux troupes terrestres un appui aérien maximal, Mitchell a imaginé non pas une attaque simultanée des deux côtés du saillant, mais plutôt l'attaque alternée d'un côté puis de l'autre. L'unicité du commandement de l'arme aérienne, en second lieu, s'est révélée pertinente, les efforts ayant été concentrés au bon endroit et au bon moment, du fait des choix opérés par un commandement unique, au bénéfice des troupes qui en avaient le plus besoin.

Pendant la bataille de Meuse-Argonne en 1918, Mitchell propose au général John J. Pershing, commandant en chef des troupes américaines en Europe, de frapper Metz. Il s'agissait, grâce aux bombardiers lourds britanniques et italiens, d'y parachuter la première division d'infanterie américaine puis de la ravitailler par les airs, une idée novatrice mais irréalisable car il aurait fallu engager 1 200 bombardiers, pour larguer puis soutenir les troupes. Dépourvus de leur armement pour permettre l'embarquement des parachutistes, les bombardiers auraient dû être escortés par des centaines de chasseurs. Pour transformer les bombardiers en avion d'assaut, il aurait fallu les retirer du front, à l'instar de la division d'infanterie qu'il fallait entraîner pour la métamorphoser en unité aéroportée. L'enthousiasme de Mitchell buta sur la sagesse de Pershing, peu enclin à prendre un tel pari alors que les Allemands présentaient des signes de faiblesse. Bien que l'opération n'ait pas eu lieu, cet épisode révèle l'aspect visionnaire de son promoteur : ouvrir par un parachutage massif un front sur les arrières de l'adversaire, un mode d'action employé plus tard par les Soviétiques, les Allemands et les Anglo-Américains lors du second conflit mondial.

Les leçons apprises de la guerre

Chaque camp identifie clairement le rôle stratégique de l'aviation : survoler le front et aller bombarder ce qui permet à l'ennemi de résister, notamment les usines, les dépôts de matériels ou encore les nœuds ferroviaires. Tous s'y essaient : les Allemands bombardent Londres et Paris ; les Français, avec le plan Lejeune de décembre 1916, tentent d'anéantir la métallurgie allemande localisée en Sarre, en Lorraine et au Luxembourg ; les Britanniques, avec le plan Tiverton, en septembre 1917, sont dans le même esprit et copiés par les Américains, avec le plan Gorrell de novembre 1917. Toutefois, aucun grand état-major ne franchit réellement le pas. Ainsi, Trenchard, qui n'investit guère dans la construction de bombardiers à long rayon d'action. L'effort demeure en effet concentré sur le front et dans une très faible profondeur comme à Saint-Mihiel. La vision de Mitchell, très influencée par Trenchard, est essentiellement tactico-opérative. À l'instar du Britannique Hugh Trenchard, de l'Italien Giulio Douhet, du Français Bernard Orthlieb ou encore de l'Allemand Hans Ritter, il inscrit comme préalable à toute action militaire l'acquisition de la supériorité aérienne qui permet ensuite la reconnaissance, le guidage d'artillerie et surtout l'appui aérien.

Présenté comme un penseur de l'arme aérienne, Mitchell n'œuvre pas seul. Dès leur engagement, les Américains créent une structure pour écrire le récit des combats, dans une démarche mémorielle et de retour d'expérience. Chargé du volet aérien, le LCL William C. Sherman signe en 1918 *Tactical History*, ouvrage collectif d'aviateurs anonymes qui relatent le déroulement des opérations et énoncent leurs critiques. En 1919, ses *Notes on Recent Operations*, un ouvrage personnel où il tire les leçons des témoignages recueillis, constitue le premier document de doctrine de l'arme aérienne américaine. *Tactical History* et *Notes on Recent Operations* érigent Sherman en penseur de l'arme aérienne. Il travaillera, sous les ordres de

Mitchell, dans la branche chargée de l'entraînement et de la planification de l'état-major de l'*Army Air Service* (AAS). Sherman attribue à l'aviation deux missions : à terre, l'attrition des ressources matérielles de l'adversaire, la victoire étant obtenue par la rupture du moral ; en mer, la destruction des navires. Dans les deux cas, l'arme aérienne est la clé de la victoire, l'arme décisive reléguant l'*US Navy* (US-N) et l'*US Army* (US-A) à des rôles secondaires. Sherman est indiscutablement la quatrième personne qui influence Mitchell. Son ouvrage *Air Warfare*, publié en 1926, offre la synthèse ordonnée et argumentée de ses travaux, dont Mitchell s'est nourri.

Le combat de sa carrière

Après-guerre, l'heure est au désarmement, mais l'US-N fait exception. Fidèles à la doctrine Monroe, les États-Unis pratiquent, depuis 1823, une politique isolationniste et s'appuient sur la pensée stratégique d'Alfred T. Mahan. L'amiral explique que le Royaume-Uni a tiré sa puissance de sa capacité à dominer les mers et persuade les décideurs américains de doter leur pays d'une marine puissante. Le *Naval Act* de 1890 lance la construction de cuirassés destinés à protéger les côtes du pays et la liberté de navigation de sa flotte commerciale. Ainsi, la stratégie américaine de l'entre-deux-guerres confie à l'US-N le premier rôle de sa défense, avec comme colonne vertébrale les très coûteux cuirassés de type *Dreadnought*. Dans le même temps, bien que l'*Army Reorganisation Act* (1920) fasse de l'*Army Air Service* une « entité combattante » comme l'infanterie ou l'artillerie, celui-ci n'est structuré qu'autour de six groupes permanents dont deux seulement de combat (les autres ayant des fonctions organiques) et ne compte que quatre escadrons de poursuite et quatre de bombardement.

Faisant siennes les idées de Sherman et de Beck, Mitchell propose alors la création d'un Département de l'Air, pendant des Départements de la

Marine et de la Guerre, chargé d'administrer toutes les opérations aériennes, y compris celles de l'US-N, le transport du courrier ou encore les activités commerciales. Il entend non seulement centraliser les activités pour créer une puissance aérienne mais aussi encourager la production aéronautique. Dans ce qu'il estime être une ère nouvelle, celle de l'aviation, Mitchell souhaite que les États-Unis deviennent une nation dotée d'un « esprit aérien » (*air minded nation*). À la manière de Mahan qui prônait la puissance par la mer, Mitchell prône donc la puissance par les airs. Si sa proposition éveille un certain écho chez les aviateurs vétérans de 1917-1918, des hommes politiques et certains journaux, elle braque l'état-major général et les hauts représentants de l'US-A et l'US-N.

Nommé malgré tout adjoint au chef de l'AAS en 1921, Mitchell ne tarde pas à dénoncer la vulnérabilité des grands cuirassés. Reconnaissant que la défense du pays commence au large par la détection des bâtiments, il affirme que les avions couleront les navires plus facilement et à moindre coût que l'US-N. Son leitmotiv : « Le concept du cuirassé est dépassé, il est cher, lent et vulnérable à l'aviation, bien plus économe. » À l'unisson, il réclame que la défense côtière soit confiée à l'aviation, une idée de Sherman. En retour, l'US-N rétorque qu'au Royaume-Uni la création de la RAF a affaibli la *Royal Navy* et que, durant la Première Guerre mondiale, les avions du *Royal Navy Air Service* se sont montrés inefficaces, à l'image de l'attaque infructueuse en janvier 1918 du cuirassé turc *Yavuz Sultan Selim*, pourtant échoué.

Mitchell obtient cependant du Congrès que des essais de bombardement de cuirassés soient effectués. La marine impose des conditions d'éloignement des cibles de la côte, du poids de bombes utilisées, du nombre d'appareils, etc. Elle met à disposition des navires américains déclassés et surtout le cuirassé allemand *Ostfriesland*, obtenu par le traité de Versailles, jugé insubmersible en raison de sa résilience pendant la bataille du Jutland en 1916. Le 21 juillet 1921, l'*Ostfriesland* est pourtant coulé, en

22 minutes, par six bombardiers Martin MB-2/BNS-1 de l'AAS, armés chacun d'une bombe de 2 000 livres. Le rapport interarmées de ces essais est publié par le *New York Times*. La marine, humiliée, reproche à Mitchell le non-respect des règles du test. Pour convaincre le Congrès que ce test ne prouvait rien, elle souligne que les cibles, au mouillage, n'évoluaient pas, qu'elles n'étaient pas armées et que la dernière génération de cuirassés était mieux conçue et plus résistante. Si elle admet que l'avion représente une menace, elle ne juge pas le cuirassé obsolète pour autant.

En janvier 1922, Mitchell entreprend un périple en Europe qui passera par le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie. En Europe, les lignes aériennes fleurissent, les constructeurs conçoivent des appareils de transport commerciaux ou transforment leurs bombardiers. Les avions gagnent en charge offerte et en distance franchissable. Ce voyage est capital puisqu'il le conforte dans ses idées et radicalise sa position quant à la place dominante, sinon exclusive, que l'aviation, et en particulier le bombardement, doit avoir dans la défense américaine.

Au Royaume-Uni, il retrouve Trenchard qui a définitivement opté pour le bombardement stratégique. Comme Douhet, il juge possible d'emporter la victoire en neutralisant les centres vitaux que représentent les industries, les voies de communication et la production alimentaire. Cette stratégie permet non seulement de détruire l'outil industriel, mais de rendre les conditions de vie insupportables à la population, ce qui amènera les dirigeants à demander la cessation des combats. Sans pour autant aborder la question hautement sensible du bombardement des populations civiles. Aux prises avec la *Royal Navy* et la *British Army* qui souhaitent revenir sur la création de la RAF, il la justifie par son caractère décisif pour la victoire, son emploi plus efficace pour le contrôle de l'empire, compte tenu des élongations, et son coût comparativement très modeste. Autant d'arguments repris dans l'ouvrage de Mitchell, *Winged Defense*.

À la même période, Guilio Douhet publie en Italie *Il Dominio dell'Aria* qui prône la supériorité de l'arme aérienne sur toutes les autres. Il fait du bombardier l'unique avion nécessaire ; invincible en l'air, il permettra d'acquérir la supériorité aérienne par le bombardement de l'aviation adverse et permettra de vaincre en frappant les centres vitaux de l'adversaire et en terrorisant les populations civiles. Une pratique « plus humaine » puisqu'elle générera une guerre éclair contrastant avec l'interminable et meurtrière guerre de tranchées. Si Mitchell refuse de cibler les civils, il reprend l'argument du conflit court et économe en vies grâce au bombardement stratégique. L'Américain n'a peut-être pas rencontré Douhet, mais il a échangé avec Giovanni Caproni, l'un de ces intimes, qui se fait l'écho de sa doctrine.

Douhet, Trenchard et Mitchell constituent le noyau dur de l'*Air Integral*, école de pensée qui consiste à accorder la primauté à la force aérienne au détriment des autres armées, jugeant qu'à elle seule elle permet d'obtenir la victoire.

Les démonstrations de vulnérabilité de la flotte aux attaques aériennes, orchestrées par Mitchell en 1921 et rééditées en 1923, interviennent alors que les premières tensions se produisent entre les États-Unis et le Japon dans l'océan Pacifique et que le traité de Washington, signé par le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis limite le tonnage total des cuirassés américains à 521 000 tonnes, mais accorde un volant de 135 000 tonnes aux porte-avions. L'US-N a bien pris la mesure de la menace aérienne pour investir dans ce type de bâtiments, avant tout pour protéger sa flotte, l'action offensive relevant du cuirassé. À son corps défendant, Mitchell est alors le meilleur avocat de l'aéronavale américaine. Il n'accordera jamais de crédit au porte-avions, relégué au transport des avions et non assimilé à un terrain d'aviation opérationnel. À ses yeux, il reste aussi vulnérable que n'importe quel navire de surface à un raid aérien ou sous-marin. Il plaide pour le caractère essentiel du bombardement lourd à long rayon d'action

basé à terre, y compris en 1924. Revenant de son voyage dans le Pacifique, il conclut que la guerre avec le Japon, inévitable, commencera par un bombardement aérien japonais sur Pearl Harbor.

La question de l'organisation et de la meilleure utilisation de l'aviation représente un sujet majeur de l'entre-deux-guerres aux États-Unis, dont débattent quinze conseils ou comités entre le début des années 1920 et 1934. Si les aviateurs veulent faire reconnaître la mission indépendante du bombardement stratégique et le contrôle centralisé de l'aviation par un aviateur, ils se partagent entre deux écoles. Les radicaux, avec à leur tête Mitchell et Benjamin D. Foulois, demandent la création d'une armée de l'air. Frères ennemis, leur thèse souffre toutefois de leurs nombreux désaccords. Pour défendre ses idées, Mitchell rend publics les débats en publiant des articles dans la presse et usant du prestige familial pour faire du *lobbying* au Congrès. Dirigés par le général Mason M. Patrick, chef de l'AAS*,* les conservateurs demandent une semi-autonomie et affectent une double mission à l'aviation : l'observation, affectée aux forces terrestres, et la constitution d'une force regroupant tous les avions de poursuite, d'attaque et de bombardement stratégique, sous le commandement du Grand Quartier général (GQG) de l'US-A, employée de façon indépendante ou au bénéfice des forces terrestres selon les besoins. La plupart des comités se prononcent pour la création d'une force aérienne subordonnée au GQG avec une certaine indépendance en cas de guerre, ce à quoi Mitchell et ses partisans opposent le fameux : « Combattez comme vous vous entraînez et entraînez-vous comme vous combattez. »

La confrontation avec les autres armées atteint son paroxysme, le 2 septembre 1925, lors de l'accident du dirigeable *Shenandoah* de l'US-N. Prétexte qu'utilise Mitchell pour accuser publiquement les autorités militaires d'incompétence ce qui provoque son procès en cour martiale. Comme à son habitude, il le médiatise largement et s'en sert de tribune pour souligner la nécessité de créer une armée de l'air traitée à égalité de l'US-N

et l'US-A, sous la direction d'un ministère de la Défense. Songeait-il à Douhet, également déféré en cour martiale pour avoir critiqué la conduite de la guerre par son gouvernement, emprisonné avant d'être réhabilité, à qui l'on avait confié l'organisation de l'aviation italienne et qui avait été promu général ? Ce baroud d'honneur intervient alors qu'il vient d'être rétrogradé au rang de colonel et muté au Texas, loin des centres de décision. Mitchell n'aura pas le même destin que Douhet. Il finira par démissionner, mais poursuivra son combat en publiant *Winged Defense* et en s'essayant à la politique. Il meurt en février 1936.

Les *Billy's boys*

Devenu l'*Army Air Corps* (AAC) en 1926, l'AAS fonctionnera sur le modèle préconisé par Patrick et prendra progressivement de l'importance dans la défense américaine.

Au début des années 1930, le corps professoral de l'*Air Corps Tactical School* (ACTS), basé à Maxwell Field, en Alabama, développe une doctrine complète du bombardement stratégique basée sur l'analyse de la structure économique et sociale de l'ennemi. Cette doctrine veut qu'en ne détruisant qu'un nombre restreint de cibles clés, comme les systèmes d'énergie électrique, les raffineries de pétrole, les nœuds de transport, les usines de moteurs d'avions ou de production de magnésium et d'aluminium, il soit possible de vaincre un adversaire par la seule puissance aérienne. Ce que les instructeurs de l'ACTS produisent s'apparente à ce qu'on nomme aujourd'hui l'analyse systémique, une démarche similaire à celle du Français Paul Lejeune en 1916. Sans que l'aspect décisif et exclusif de l'arme aérienne soit admis, cette approche scientifique finit par convaincre les plus hautes autorités militaires de l'intérêt du bombardement

stratégique, au moins pour affaiblir considérablement l'adversaire, et constitue ainsi une avancée majeure vers l'autonomie de l'arme aérienne.

Au même moment les ingénieurs de la division du matériel aérien de l'AAC démontrent qu'un bombardier lourd à long rayon d'action, propulsé par quatre moteurs, est techniquement et économiquement réalisable. Ces travaux conduiront à la création du bombardier B-17 qui effectuera son premier vol en 1935 et sera la cheville ouvrière du bombardement stratégique américain pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 1933, l'accord MacArthur-Pratt, entre l'US-A et l'US-N confie la défense côtière à l'aviation, une idée chère à Mitchell, détaillée dans *Winged Defense*. En 1934, l'AAC devient une force aérienne, l'*United State Army Air Force* (USAAF), qui bénéficiera d'une autonomie d'emploi durant le conflit à venir. Mais ce n'est qu'en 1947, après avoir prouvé sa valeur dans la guerre par un emploi autonome, notamment du bombardement stratégique, et en particulier les deux frappes nucléaires que l'USAAF gagnera son autonomie pour devenir l'*US Air Force* (USAF).

Ce n'est probablement pas un hasard si tous les généraux aviateurs qui ont travaillé à transformer l'*US Army Air Corps* en *US Army Air Force* puis en *US Air Force* sont tous des héritiers de Mitchell, les « *Billy's boys* ». Tous sont des bombardiers dans l'âme, des hommes qui partageaient ses idées, sa vision de l'emploi de l'arme aérienne, sans pour autant utiliser ses méthodes. En effet, ils se sont montrés plus patients, plus diplomates et moins démonstratifs dans la presse.

Ainsi, le général Henry H. Arnold, protégé de Mitchell pendant la Première Guerre mondiale, prend le commandement de l'USAAF en 1941, obtient son autonomie d'emploi en mars 1942 et la commande tout au long du conflit. Il assumera notamment les bombardements stratégiques sur les théâtres européen et pacifique. Après avoir commandé, pendant la Seconde Guerre mondiale, la *8th Air Force*, basée en Angleterre, en charge des bombardements stratégiques sur le théâtre européen, le général Carl

A. Spaatz lui succède. Le général Ira C. Eaker, est pour sa part le concepteur de la directive *Point Blank* qui réoriente en priorité l'action combinée des bombardiers anglo-américains vers la destruction de la *Luftwaffe* dès 1943, en préparation de l'opération *Overlord*. Il commandera également la *8th Air Force*. Citons également le général James H. Doolittle, concepteur et leader du premier raid de bombardiers sur le Japon, qui œuvre ensuite au sein de la *8th Air Force* aux côtés de Spaatz avant de le remplacer. Spaatz et Doolittle sont à l'origine du concept de la *Big Week*, qui consistait à concentrer les efforts de bombardement sur une zone particulière durant une « grosse semaine », pour y attirer l'aviation adverse et provoquer la bataille aérienne décisive.

Dans les pas de Mitchell

En 1942, Américains et Britanniques ne se coordonnent pas dans le domaine du bombardement. Les premiers procèdent de jour à des bombardements dits de précision sur les installations militaires ou industrielles. Les seconds préfèrent agir de nuit, pour mener des bombardements de zone, sans distinguer les zones industrielles des installations militaires ou des zones d'habitation. En 1943, la directive de Casablanca vise à coordonner les actions anglo-américaines et détermine les catégories d'objectifs à frapper. Il s'agit de disloquer les systèmes militaires, industriels et économiques allemands, à commencer par les sous-marins, avant de réorienter les efforts sur l'aviation. Chacun procède par *carpet bombing*, technique qui consiste à larguer simultanément des bombes au sein d'une formation serrée de bombardiers en haute altitude. Bien que voulus précis, ces bombardements génèrent des dégâts collatéraux très importants.

L'esprit de Mitchell informe donc la stratégie aérienne appliquée pendant la Seconde Guerre mondiale. Priorité est accordée à l'acquisition de la supériorité aérienne, indispensable pour permettre le débarquement et l'invasion de l'Allemagne (directive *Point Blank*). Les Anglo-Américains espèrent l'obtenir en concentrant les efforts et en cherchant la bataille aérienne décisive, un double principe à l'origine de la *Big Week*. De même, ils bombardent les centres vitaux du Reich pour faire rompre le front, affaiblir le moral de la population, voire remporter directement la victoire. La victoire, par un bombardement aérien décisif sur les arrières, est obtenue par les deux bombardements nucléaires sur le Japon. À l'unisson, Londres comme Washington recourent aux parachutages massifs afin d'ouvrir un front sur les arrières de l'adversaire.

Une vision imparfaite

Cela posé, les théories de Mitchell se sont confrontées à des réalités qu'il n'avait pas anticipées. La défense aérienne, conduite par la chasse adverse, l'artillerie antiaérienne et l'invention du radar, a gagné en efficacité et les bombardiers ont subi de lourdes pertes. Le *RAF Bomber Command* perdra plus de la moitié de ses membres d'équipage lors des missions au-dessus de l'Allemagne tandis que la *8th Air Force*, assumera à elle seule plus de la moitié des pertes totales de l'USAF de la Seconde Guerre mondiale. De plus, l'arrêt des usines d'armement et de l'économie en général est difficile à obtenir dès lors que l'adversaire morcelle son appareil de production et qu'il garde une capacité à reconstruire ou à se réarticuler. Mitchell n'a pas perçu l'importance du porte-avions qui reste aujourd'hui encore un outil majeur de projection de puissance des grandes nations. Et le moral de la population s'est révélé plus résistant qu'il ne l'avait imaginé. Car les bombardements massifs provoquent souvent l'effet

inverse du but recherché, à l'image du *fighting spirit* de la population britannique pendant le *Blitz*, indice qui aurait dû interpeller les stratèges anglo-américains. Dans la même veine, les bombardements au Vietnam ont ulcéré une partie de la société américaine, certes travaillée par les opérations d'influence soviétiques, qui a réclamé l'arrêt de la guerre, plus qu'ils n'ont découragé la population vietnamienne. Les bombardements soviétiques puis russes des Afghans, des Tchétchènes ou des Ukrainiens n'ont pas eu pour effet de saper leur moral au point de se révolter contre leurs dirigeants ou de leur demander de cesser le combat. Viser la victoire en rompant le moral de la population par des bombardements aériens est à remiser au magasin des idées reçues.

Les États-Unis ont pourtant ardemment cherché à obtenir la victoire, à abréger les combats et à épargner la vie de leurs soldats par la seule puissance aérienne.

La stratégie adoptée pendant la guerre du Vietnam n'est pas très différente de celle imaginée par Mitchell pendant la Grande Guerre et appliquée pendant la Seconde. L'opération *Rolling Thunder* de mars 1965 à novembre 1968 visait à détruire la base industrielle nord-vietnamienne et son système de transport pour couper le flux de combattants et de matériels se dirigeant du nord vers le sud du pays. L'échec fut patent, bien que les appareils américains aient alors largué un tonnage de bombes équivalent à celui qui l'avait été sur l'Europe. Les Américains se consoleront en 1972 en estimant avoir ramené les Vietminhs à la table des négociations qui aboutiront à l'accord de Paris, grâce aux opérations de bombardement stratégique sur Hanoi et Haiphong baptisées « *Linebaker* » et « *Linebaker II* ».

La conviction que la victoire sera obtenue par les airs est ravivée à la fin des années 1980 grâce à l'apport de l'électronique et de l'informatique dans les systèmes d'armes. Cette période appelée *Revolution in Military Affairs* (RMA) est à rapprocher de la mécanisation du champ de bataille durant le

premier conflit mondial. Dans les deux cas, l'évolution technologique implique une évolution dans la manière de se battre et pour les aviateurs, l'illusion que la puissance aérienne seule suffit à l'emporter. C'est à cette époque que le colonel John A. Warden, de l'USAF, théorise l'approche systémique de l'adversaire et sa paralysie plutôt que sa destruction dans son ouvrage *The Air Campaign : Planning for Combat* (1988). Cette logique sera suivie lors de l'opération *Desert Storm* en janvier 1991 contre les forces irakiennes. En moins d'une semaine, la campagne aérienne anesthésiera l'armée irakienne et permettra aux forces terrestres de la coalition internationale de reprendre le Koweït en cent heures, sans difficultés majeures. L'OTAN fera plier le régime serbe de Milošević en 1999, après une campagne aérienne de 78 jours. Les forces serbes se retireront du Kosovo, remplacées par des forces de l'Alliance atlantique sans combat au sol. Inspirés par l'exemple américain de 1991, les Israéliens subiront en revanche un échec cuisant en 1996, en voulant éradiquer du Sud Liban le *Hezbollah* par le biais d'une campagne aérienne aussi intensive qu'exclusive (opération Raisins de la colère).

A minima, on peut affirmer que l'arme aérienne est plus efficace sur un adversaire étatique que sur un adversaire non conventionnel, « désilhouetté », qui se fond dans la population. Dans ce cas, le combat à pied de l'infanterie, appuyé par l'arme aérienne chaque fois nécessaire, s'avère déterminant. Les Israéliens, pour ne citer qu'eux, l'ont parfaitement assimilé : l'opération Plomb durci en 2008-2009, pour faire cesser les tirs de roquettes du *Hamas*, comme l'opération Épées de fer dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, sont des opérations qui combinent une violente campagne aérienne et une forte présence au sol.

L’héritage

Quoi qu’il en soit, le reste de la pensée de Mitchell garde tout son sens.

L’actuel combat multi-milieux, multi-champs qui prône la sidération de l’adversaire par des actions coordonnées sur l’ensemble du spectre est une étape supplémentaire, certes importante, de l’intégration opérationnelle du travail interarmées, mais qui ne remet pas en question l’indépendance organique des composantes. Sauf à de très rares exceptions, les États ont opté pour une armée de l’air indépendante, souvent parce qu’elle est de taille très restreinte. De même, la supériorité aérienne comme préalable à toute autre phase de la bataille reste un postulat du combat moderne. À l’avoir ignoré en Ukraine, les Russes en ont subi les conséquences. La numérisation du combat, matérialisée par l’existence de *combat clouds*, pourrait imposer un autre préalable, celui de la supériorité numérique, c’est-à-dire l’aptitude à maîtriser le cyberespace et interdire son utilisation à l’adversaire.

L’arme aérienne s’est imposée comme instrument de puissance et jauge capacitaire entre les nations. Elle permet, par des actions autonomes, de mener le combat chez l’adversaire, sur ses arrières, et d’affaiblir ses forces vives, ce qui passe par un ciblage savamment étudié de ce qui fait la force de l’adversaire. Depuis la création des missiles de croisière pouvant être tirés depuis des bâtiments de surface, des sous-marins ou des engins terrestres, la frappe sur les arrières n’est plus une exclusivité de l’arme aérienne, mais celle-ci reste de loin la plus souple et réactive.

La frappe aérienne à distance, comme Mitchell la préconisait avec des « *aerial torpedoes* », est devenue un instrument que les dirigeants apprécient. Elle permet une capacité de rétorsion très réactive, sans prendre le risque politique vis-à-vis de son opinion publique d’engager la sécurité de ses soldats (concept du *no boots on ground*). La frappe aérienne de rétorsion est même appréhendée comme un usage raisonné de la violence. Il

ne s'agit pas d'entrer en guerre, mais de montrer sa détermination dans une dialectique des volontés qui s'est installée. Les Américains parlent d'opération de type « *one night, one shot* ». Elle est également un élément de la grammaire stratégique, l'ultime étape avant l'engagement au sol. Les opérations *El Dorado Canyon,* en 1986, contre la résidence du dictateur Kadhafi, en rétorsion à un attentat perpétré dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des GI, ou encore l'opération *Hamilton* en 2018 contre des installations du régime syrien, en représailles à l'emploi d'armes chimiques contre sa population, en offrent de parfaites illustrations.

L'USAF, que Mitchell souhaitait, est aujourd'hui la première force aérienne mondiale, seule apte au *global air power* : capacité à pouvoir frapper dans des délais très courts n'importe quel point sur Terre. Cette capacité ne repose pas que sur une flotte de bombardiers à long rayon d'action. Leur action est rendue possible grâce aux avions ravitailleurs, aux plateformes aéronautiques (américaines ou alliées) réparties sur la planète, et aux satellites permettant une fonction de commandement et de contrôle à l'échelle du globe grâce au renseignement recueilli, aux moyens de communication, aux bulletins météorologiques et aux données de positionnement et de navigation. La force aérienne imaginée par Mitchell faite d'*airways*, constituées de points d'appui pour accueillir et reconditionner les avions, permettant d'aller d'un continent à l'autre et de porter le combat loin de la mère patrie, existe effectivement.

Apôtre de l'*air integral,* Mitchell a porté l'illusion selon laquelle la victoire pouvait venir de la seule force aérienne, que le bombardement sur les arrières écroulerait le moral des populations au point de les amener à demander l'arrêt des combats. Ce fut une erreur, basée sur l'expérience inachevée des aviateurs de la Grande Guerre, aucun des belligérants n'appliquant totalement son plan de bombardement stratégique. Mais le reste de l'héritage de Mitchell s'avère des plus pertinents et n'est à ce jour pas encore remis en cause. Il a su voir dans les idées de Beck et Sherman

l'avenir de l'aviation et a œuvré pour qu'elles deviennent des réalités. Les États-Unis sont effectivement *air minded*, avec la plus forte armée de l'air et la plus puissante industrie aéronautique et spatiale.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Giulio Douhet, *La Maîtrise de l'air*, Economica, 2007 [éd. it., 1921].

William Mitchell, *Winged Defense : The Development and Possibilities of Modern Air Power – Economic and Military,* New York, G.P. Putnam's Sons, 1925 [rééd. Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2009].

Hans Ritter, *La Guerre aérienne*, La Documentation française, 2013 [éd. allde, 1926].

William C. Sherman, *Air Warfare*, New York, The Ronald Press Co., 1926 [rééd. Maxwell Air Force Base, Air University Press Maxwell, 2002].

John A. Warden, *The Air Campaign : Planning for Combat*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1988.

Warden ou la quête renouvelée de la victoire par les airs

Jean-Christophe Noël

« Ce n'est pas le pilote qui compte, c'est le système ! »
John A. Warden III à Maverick, instructeur à *Top Gun*

S'intéresser à Warden oblige à se confronter à plusieurs paradoxes. À commencer par le déroulement de sa carrière. L'homme tient un rôle important dans la planification de la guerre du Golfe en 1991 mais quitte le service actif en 1995 comme simple colonel, dans un relatif anonymat. En outre, malgré les témoignages de reconnaissance de très hautes autorités qu'il reçoit après la victoire, son plan est aujourd'hui discuté. Enfin ses thèses stratégiques, aussi brillantes soient-elles, semblent avoir perdu de leur éclat. S'il incarne le renouveau de la puissance aérienne des années 1990, son prestige paraît s'être abîmé dans les sables de l'Irak et les montagnes d'Afghanistan. Il faut donc éclairer ce personnage assurément complexe, malicieusement surnommé le « Seigneur des anneaux », en retraçant sa carrière, en envisageant sa contribution dans la planification de l'opération *Desert Storm* (1991), en analysant sa principale théorie, celle des cinq cercles, avant de mentionner les critiques qu'elle soulève.

Warden avant Warden

John A. Warden III naît le 21 décembre 1943 à McKinney au Texas. Son père travaille comme ingénieur chez Otis, le célèbre ascensoriste, sa mère est femme au foyer. Fils unique, il grandit dans un environnement familial heureux, bercé par des valeurs traditionnelles. Plusieurs membres de sa famille ont un passé militaire et ont notamment participé à la Seconde Guerre mondiale. Son oncle, Henry E. Warden, pilote de P-40 en 1941, joue un rôle majeur dans le développement du B-52. Peut-être influencé par cet héritage, J. A. Warden s'intéresse dès son plus jeune âge à l'histoire des guerres. Séduit par la carrière militaire, il est convaincu par cet oncle de s'engager dans l'*Air Force*.

Les premières influences du penseur

Peu stimulé par l'enseignement de l'*Air Force Academy* à Colorado Springs, Warden y découvre néanmoins le livre *The Generalship of Alexander the Great* de Fuller. Une révélation, à telle enseigne que le stratégiste britannique devient une source d'inspiration que Warden ne cessera d'encenser. Comme son modèle, Warden pense qu'il existe une science de la guerre et que des lois ou des principes attendent d'être découverts pour être appliqués. Il s'interroge également sur la manière dont la technologie influence le déroulement de la guerre. Mais si Fuller se consacre en partie à la guerre blindée, Warden réfléchit au potentiel de la puissance aérienne.

Warden considère par ailleurs Alexandre le Grand, comme le plus grand chef de guerre de tous les temps. Il admire notamment le plan d'Alexandre à Gaugamelès. La gigantesque armée réunie par Darius III est vaincue quand les troupes d'élite macédoniennes chargent droit sur le roi de Perse. Le souverain déserte alors le champ de bataille pour sauver sa vie et

abandonne son armée qui, désorientée, est irrémédiablement battue. Frapper des points critiques du dispositif ennemi semble s'avérer plus pertinent que d'affronter directement l'adversaire, a fortiori quand il est en position de force.

En 1965, Warden sort de l'*Academy*, classé au milieu de sa promotion. Après une formation de pilote de chasse, il est muté au *4th Tactical Fighter Wing* (TFW) à Seymour Johnson en 1967. Craignant que la guerre du Vietnam ne s'achève avant qu'il n'ait pu y participer, il devient fin 1968 contrôleur aérien avancé sur OV-10 Bronco et effectue 266 missions avec cet avion. Il contribue à ralentir les flux logistiques nord-vietnamiens sur la piste Hô Chi Minh, ou assure un appui-feu au profit de troupes terrestres au contact avec l'ennemi. Cette expérience ne le convainc guère. Il s'interroge sur la valeur ajoutée de l'appui aérien au regard de missions moins tactiques et plus ambitieuses. Alors que la ressource aérienne est chère et limitée, il estime que « la solution stratégique (*pour vaincre*) était clairement au Nord », comme d'autres commentateurs de la guerre, tel Harry G. Summers.

Après une nouvelle affectation sur F-4 au *401st TFW* en Espagne, Warden rejoint la *Texas Technical University* où il obtient en 1975 un *Master's Degree* grâce à son mémoire intitulé *The Grand Alliance : Strategy and Decision*. Warden s'intéresse déjà aux fils qui relient politique et stratégie. À ses yeux, les Anglo-Américains ne sont pas parvenus à « intégrer les affaires militaires et politiques dans une grande stratégie » en raison de l'opposition entre la stratégie américaine directe – attaquer au plus vite le territoire allemand – et de l'approche indirecte britannique – combattre en Méditerranée pour frapper le ventre mou du Reich. Ce désaccord favorisera largement les intérêts de l'Union soviétique en 1945. Quoique cette conclusion soit datée et sous-tendue par un rejet du communisme, ce travail familiarise Warden avec l'école stratégique britannique et lui fait découvrir Basil H. Liddell Hart, fervent défenseur de

l'approche indirecte et de l'attaque de la ligne de moindre résistance. Il comprend alors l'importance de réfléchir à la nature de la paix que l'on vise avant même d'entreprendre des opérations militaires.

En 1981, Warden publie « Planning to Win », son premier article, qui s'efforce de relier la pensée stratégique et la puissance aérienne. Il souligne notamment que le stratège ne doit se laisser éblouir ni par la perspective d'une victoire sans lendemain ni par la conquête flatteuse, mais vaine, d'un territoire. La guerre se joue ailleurs. Ce qui compte, c'est la manière de parvenir à la paix que l'on désire.

Il effectue alors son premier tour au Pentagone, au *Planning Directorate*, *Middle East and African Division*. Probablement influencé par l'approche indirecte, Warden juge que les Soviétiques pourraient préférer frapper les intérêts occidentaux au Moyen-Orient afin de fragiliser le camp libéral, plutôt que d'affronter du fort au fort les armées de l'OTAN dans les plaines allemandes. Or, déployer des forces terrestres occidentales en nombre suffisant pour stopper une telle offensive représente une gageure. Il propose donc de préparer la projection de moyens aériens sur place aptes à défaire stratégiquement l'Union soviétique. Ses idées retiennent l'attention de nombreux officiers supérieurs, ce qui lui vaut d'être muté comme *Executive Assistant to the Chief of Staff*, où son intelligence, sa créativité et sa courtoisie sont remarquées, tout comme son enthousiasme, parfois mal maîtrisé, pour imposer ses arguments.

La réflexion tactique

Dans les années 1980, Warden rejoint la communauté des pilotes de F-15. D'abord affecté en 1981 au *33rd TFW* sur la base d'Eglin en Floride, il devient *Deputy Commander for Operations* au *347th TFW* sur la base de Moody, en Georgie, en 1982. Ces mutations l'incitent à repenser les tactiques du combat aérien, une réflexion qui tranche avec la doxa sur au

moins trois points. D'abord, explorant son intuition de l'ouverture possible d'un front au Moyen-Orient, il encourage la préparation de missions de déploiement à grande distance. Ensuite, dans le domaine du combat aérien, il suggère de voler vers la ligne de front à haute altitude afin d'éviter les obus de la DCA, si létale au Vietnam, et de contrer les missiles en combinant contre-mesures électroniques et manœuvres de l'avion. Enfin, il préconise de concentrer dans le temps et l'espace un grand nombre d'aéronefs pour repousser les raids potentiels d'avions ennemis. Il suggère donc que les pilotes s'habituent à évoluer au sein de grands dispositifs plutôt que dans des patrouilles réduites de deux ou quatre appareils, comme ils le font lors de leurs entraînements.

Warden ne se fait pas remarquer que par l'originalité de ses options tactiques. Dans ses affectations, ses bonnes manières ne l'empêchent pas d'imposer des idées singulières pour améliorer l'efficacité opérationnelle de son unité. Lorsqu'il est muté en 1984 à Decimomannu en Sardaigne comme commandant du détachement 4, où il doit accueillir les différentes unités de l'*US Air Force* (USAF) en exercice, Warden comprend que la pratique de la langue italienne peut améliorer la vie quotidienne avec ses hôtes. Il ordonne donc à ses subordonnés de suivre deux semaines de cours obligatoires d'italien. Lorsqu'il impose à ses hommes trois séances de sport quotidiennes, il s'attire une franche hostilité, une majorité d'entre eux s'irritant d'exigences que n'impose aucun règlement.

La réflexion opérative

Ses résultats le propulsent néanmoins vers le *National War College*, institution qui prépare les officiers sélectionnés aux postes des plus hauts niveaux. Il profite de cette année d'étude pour rédiger *The Air Campaign : Planning for Combat*, livre dans lequel il réfléchit à l'usage de la puissance aérienne au niveau opératif.

Warden évoque d'abord l'importance « cruciale » de la supériorité aérienne. Une campagne aérienne sera perdue si l'ennemi l'a obtenue ; elle peut souvent permettre à elle seule de gagner la guerre et son acquisition est un préalable à toute autre action terrestre ou aérienne. Il souligne que chaque composante des forces militaires peut et doit participer à son obtention. La supériorité aérienne représente l'un des objectifs préalables essentiels à toute opération militaire.

Il étudie ensuite la mission d'interdiction : « toute opération dont l'objet est de ralentir ou de couper le flux d'hommes et de matériel en direction du front ou en (déplacement latéral) derrière celui-ci ». Une mission efficace quand l'adversaire est sous pression alors qu'il doit entreprendre de larges mouvements de troupes ou se défendre contre une offensive majeure. Cependant, l'interdiction ne doit pas être menée au détriment d'actions plus importantes, l'obtention de la supériorité aérienne par exemple.

Il traite enfin de la mission d'appui aérien rapproché : « toute mission qui, en théorie, pourrait être et serait conduite de manière autonome par des troupes terrestres, à condition que de l'artillerie et un volume suffisant de troupes soient disponibles ». Si Warden reconnaît sa « grande utilité » pour le commandement terrestre, il estime cependant derechef que d'autres missions, comme la supériorité aérienne et l'interdiction, sont prioritaires sur le champ de bataille. Les résultats obtenus sont d'ordre purement tactique, ce qui risque de prolonger inutilement la guerre et d'élever son coût. L'appui aérien doit être considéré en dernière option.

Dans ce livre, Warden introduit la notion de centre de gravité, « ce point où l'ennemi est le plus vulnérable, où une attaque a le plus de chance d'avoir des effets décisifs », un concept essentiel dans son œuvre. Il estime qu'un ou plusieurs centres de gravité existent à chaque niveau de la guerre, depuis la grande stratégie jusqu'à la tactique. Surtout, il rappelle que le commandant de théâtre doit décider de la composante la plus apte à obtenir le résultat qu'il souhaite. Il compare toutefois les composantes militaires à

celles d'un concerto. Le soliste n'est pas seul, il dialogue avec l'orchestre et tous les instruments sont utiles. Idem dans la guerre moderne qui nécessite, pour sa conduite, une orchestration des composantes, mais non leur subordination ou leur intégration. Aucune composante ne doit a priori dominer les autres.

L'exégète de l'art de la guerre aérienne ne découvrira aucune révélation bouleversante dans ce livre. David Mets, professeur à l'*Air University*, écrit d'ailleurs que Warden a synthétisé « de vieilles idées sous une forme compacte, très abordable et facile à lire ». Le livre a les défauts de ses qualités. Facilement assimilable, il s'appuie sur une large présentation d'exemples historiques pour confirmer ses thèses et rappelle avec justesse leurs enseignements. Le lecteur novice, emporté par l'évocation de cette avalanche de cas, puisera la matière nécessaire pour améliorer sa culture aéronautique militaire. Le chercheur en sciences humaines restera sur sa faim : un exemple historique ne suffit pas à démontrer une thèse.

Le véritable apport de *The Air Campaign* se situe sur un tout autre plan. De fait, Warden renverse le courant de pensée dominant à l'époque dans l'USAF. S'interrogeant sur le potentiel réel de la puissance aérienne après l'échec de l'aviation américaine au Vietnam, les généraux du *Tactical Air Command* (TAC, regroupant schématiquement les avions de chasse), qui ont pris le pouvoir dans l'USAF après plus de trente ans de domination du *Strategic Air Command* (SAC, rassemblant schématiquement les bombardiers stratégiques), sont plus sensibles aux actions aériennes soutenant les troupes terrestres qu'au bombardement stratégique. Surtout, ils préfèrent se consacrer aux performances de leurs outils – les avions de chasse – plutôt qu'à la théorie. Ils accueillent avec bienveillance le concept d'*Airland Battle*, développé par l'*US Army*, même s'ils ne l'adoubent pas. L'idée est d'enrayer l'élan des divisions du Pacte de Varsovie lorsqu'elles déferleront sur l'Allemagne en attaquant les dépôts logistiques situés dans la profondeur de leur dispositif et en endiguant l'arrivée des renforts.

L'*Army* a évidemment besoin de l'*Air Force* pour accomplir ces missions. Warden craint cependant que la seconde ne soit placée sous la coupe de la première, qui maîtrise mal les principes de la guerre aérienne, que la guerre ne se joue que sur deux dimensions et que les forces occidentales ne tirent avantage du potentiel unique de la puissance aérienne. Or, la réflexion opérative doit mieux intégrer les ressources qu'offre l'aviation.

La roche Tarpéienne

Une nouvelle fois, Warden séduit. En 1986 il est muté à un poste prestigieux, comme commandant en second du *36th Fighter Wing* à Bitburg en Allemagne, composé de 72 F-15 positionnés directement face au Pacte de Varsovie. Placé au commandement de l'unité en août 1987, il souhaite qu'elle devienne la meilleure de l'*USAF in Europe* (USAFE). Estimant que le commandement doit proposer une vision claire de ce qu'il attend pour arriver à ses fins, il publie un document où il présente les huit valeurs principales qui doivent inspirer ses subordonnés, les douze domaines où ses hommes doivent exceller et en déduit quatre-vingt-treize initiatives à développer, de l'amélioration de la qualité de vie sur la base (décorations de Noël par exemple) aux aspects opérationnels (entraînement en vol avec de larges dispositifs de F-15).

Le personnel ne comprend pas ces mesures, souvent assimilées à des charges supplémentaires, d'autant que Warden communique mal et crée de la frustration. Bientôt, le général William L. Kirk, qui commande alors l'USAFE, vient inspecter l'escadre. Le midi, alors qu'il pleut, il se retrouve seul à l'entrée du mess après avoir fait plusieurs tours de parking avec Warden au volant. Comme ce dernier a supprimé les places réservées, pour éviter les espaces vacants et montrer qu'aucune personne n'est plus importante qu'une autre, il ne parvient pas à se garer. Le patron de l'USAFE veut bien tolérer les idées tactiques de Warden quand un exercice

démontre leur pertinence, même si elles contredisent celles de l'OTAN, mais il refuse de souscrire à un principe d'égalité factice, alors que la hiérarchie garantit le bon fonctionnement de l'institution militaire. Aussi demande-t-il à Warden de régler ce problème au plus vite. Constatant que ce dernier regimbe, que l'ambiance se détériore et que le style de ce chef original dérange, il le relève de son commandement. Warden revient donc prématurément au Pentagone, où il rejoint le *Directorate of Warfighting Concepts* à l'été 1988. C'est à cette place que le destin va lui offrir une nouvelle chance de briller.

Instant Thunder

Une « quinzaine merveilleuse »

Lorsque les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït le 2 août 1990, Warden est en croisière avec sa famille dans les Caraïbes. Attendant fébrilement que le bateau accoste, il rejoint le Pentagone dès le dimanche 5 août et se renseigne sur les préparatifs en cours. Le lendemain, il rassemble une équipe d'officiers au sein de la division *Checkmate*, think tank informel de l'USAF. Son but : imaginer une campagne aérienne pour battre l'Irak et provoquer le départ des troupes du Koweït. Warden ne bénéficie alors d'aucun mandat officiel. Il avouera d'ailleurs qu'il ignorait où il allait. Il s'inspire des travaux menés par l'*Air Corps Tactical School* dans les années 1930, à l'origine de l'*Industrial Web Theory*, qui suggéraient de frapper les nœuds économiques d'un pays pour précipiter sa défaite. Il baptise ce plan : *Instant Thunder*, une manière de rejeter les préceptes de *Rolling Thunder*. Menée de 1965 à 1968 au-dessus du Nord Vietnam, cette opération se fondait sur des bombardements graduels

d'objectifs sélectionnés par le Secrétaire à la Défense, Robert McNamara, et ses conseillers civils, qui épargnaient la capitale Hanoï. Elle visait à envoyer des signaux de plus en plus violents pour que les dirigeants communistes comprennent qu'ils devaient renoncer à leurs actions dans le Sud, dans une tentative de diplomatie coercitive. En vain : Hanoï ne plia pas et cette stratégie provoqua des pertes sévères dans l'aviation américaine. Cette fois, Warden veut frapper vite et fort la tête de l'Irak.

Deux jours plus tard, le général Herbert N. Schwarzkopf, en charge des opérations contre Bagdad, téléphone aux chefs de l'USAF. Il est alors dans une impasse, faute de moyens terrestres en Arabie saoudite… et faute d'idées. Il n'a aucune option à présenter au pouvoir politique. Le début de planification aérienne accompli par le *Central Command*, commandement responsable de la zone entre l'Europe et l'Asie, ne l'a pas rassuré. Ses aviateurs semblent plus réfléchir aux modalités du déploiement aérien qu'à son emploi et à sa finalité. Il entre finalement en communication avec le général John M. Loh, n° 2 de l'*Air Force*, qui l'informe des travaux de Warden et propose que les deux hommes échangent.

S'ouvre une « quinzaine merveilleuse ». Warden a enfin l'occasion de convaincre de ses thèses le chef de l'opération américaine la plus ambitieuse depuis le Vietnam. Après avoir affiné ses plans, il rencontre Schwarzkopf sur la base d'Eglin et lui présente sa méthodologie, fondée sur l'identification des points de vulnérabilité (centres de gravité) du système ennemi, qu'il répartit sur cinq domaines (anneaux concentriques). Alors que l'*Industrial Web Theory* préconisait de détruire les nœuds industriels pour entraîner l'effondrement économique et social de l'ennemi, Warden suggère d'isoler le leadership adverse et de frapper ses moyens de commandement et de communication en Irak. S'il doit attaquer les moyens de production d'électricité ou de pétrole, il propose de les disloquer plutôt que de les détruire. Il refuse par ailleurs de viser la population, même s'il espère produire des effets psychologiques qui éloigneront les soldats des

gouvernants. Il s'agit bien de détruire temporairement la cohésion d'une nation et de ses forces militaires, sans les attaquer directement, pendant une campagne de six jours visant quatre-vingt-quatre objectifs stratégiques. Mais l'Irak doit pouvoir se relever rapidement pour tenir à nouveau sa place au Moyen-Orient. Cette rencontre est un franc succès. Schwarzkopf lui ordonne d'aller présenter son briefing au général Colin Powell. Le *Chairman of the Joint Chiefs of Staff* adhère également aux vues de Warden, mais lui demande d'intégrer la destruction de l'armée irakienne au sol, un plan qu'adoube le président George H. W. Bush.

Une partie des collègues de Warden ne partage cependant pas cet enthousiasme. De fait, Warden ruine les orientations tactiques du TAC, dont bien des planificateurs de *Central Command* sont issus. Ancien du Vietnam, commandant de la composante aérienne de *Central Command* et dépêché en Arabie saoudite dès le début de la crise, le général Charles A. Horner tempête. Quand un officier lui remet les planches d'*Instant Thunder*, il hurle qu'« il n'y a rien de stratégique dans ce plan ». Se référant à la culture du SAC, il assimile à tort le terme « stratégique » au recours à l'arme nucléaire. Il s'est déjà plaint à Schwarzkopf de ce qu'il considère être une grave entrave à ses prérogatives, interprétant aussi à sa manière l'échec du Vietnam : « Sir, la dernière chose que nous voulons, c'est que le Vietnam se répète et que Washington sélectionne les objectifs ! Ça, c'est le boulot de votre commandement aérien. » Schwarzkopf, qui a pourtant insisté pour que Warden développe ses idées, lui promet qu'il reprendra la main une fois les travaux préliminaires accomplis.

Le TAC contre-attaque

Le 19 août, Warden décolle avec une équipe pour briefer Horner à Ryad. L'enjeu de la rencontre du lendemain est clair : quel aviateur orientera la planification ? Warden bénéficie du soutien des plus hautes

autorités militaires et politiques ; Horner, commandant sur place, est l'officier le plus gradé. L'entretien tourne vite au dialogue de sourds, dans une atmosphère glaciale. Warden présente son plan, mais ne convainc pas. Horner l'interroge, mais le coupe dès qu'il commence à répondre. Comme Schwarzkopf et le TAC, il s'inquiète des moyens qu'il pourrait opposer si Saddam Hussein décidait soudainement de reprendre les opérations et de progresser avec des blindés vers Ryad. Le plan de Warden, trop porté sur les attaques vers l'Irak, ne le satisfait pas. Warden brusque alors son interlocuteur : « Vous êtes bien trop pessimiste à propos de ces chars… Les forces terrestres ne sont pas importantes dans cette campagne. Je ne crois pas qu'elles pourront se déplacer avec notre supériorité aérienne. » Ulcéré, Horner en viendrait bien aux mains, mais il sait aussi qu'un tel coup d'éclat est désormais inutile. Warden vient de commettre un crime de lèse-majesté, en sous-entendant que le commandant de théâtre ne maîtrisait pas son affaire. Comprenant son erreur, Warden s'excuse. Trop tard, il est condamné. Horner a repris la main et le colonel, abattu, reprend aussitôt l'avion pour Washington.

Horner conserve cependant des adjoints de Warden, dont David A. Deptula, un pilote de F-15 que la hiérarchie de l'*Air Force* apprécie. Il rejoint le *Black Hole*, la cellule qui, à Ryad, conçoit la campagne aérienne placée sous le commandement du général Buster C. Glosson. Il réussit à convaincre Horner d'intégrer des objectifs stratégiques dans la campagne et incite Glosson à profiter de la position de Warden au Pentagone pour qu'il intervienne dans la planification. De la fin août à la mi-octobre 1990, Warden et *Checkmate* envoient les données nécessaires au *Black Hole* pour qu'il consolide la phase 1 de l'opération, désormais appelée *Desert Storm*. Cette phase correspond à la campagne stratégique aérienne et à l'isolement de Saddam Hussein. De la mi-octobre jusqu'au déclenchement des hostilités à la mi-janvier 1991, *Checkmate* et *Black Hole* interagissent étroitement pour concevoir les deux phases suivantes : l'obtention de la

supériorité aérienne au-dessus du Koweït (phase 2) et les attaques aériennes sur les forces irakiennes, avec la recherche d'un taux d'attrition de 50 % sur les forces déployées au Koweït (phase 3). Enfin, Warden est sollicité à Washington dès qu'une demande d'expertise ou de renseignement sur la nature de la campagne aérienne est réclamée. En briefant les plus hautes autorités de l'administration, il participe donc, quoique indirectement, à la planification de *Desert Storm*.

Le 16 janvier 1991, à 20 heures, Warden regarde CNN en compagnie du *Secretary of the Air Force*. La campagne aérienne est lancée depuis une heure. Soudain le présentateur, après avoir annoncé que Bagdad est dans le noir, se demande si les Irakiens ont coupé le courant. « Non, ils ne l'ont pas fait ! C'est nous qui l'avons fait ! » s'exclament Warden et son équipe. Et de conclure : « la guerre est terminée, nous l'avons gagnée ». Le plan se déroule exactement comme il l'avait pensé. Il prétendra même plus tard que l'offensive terrestre de *Desert Storm* (phase 4) était inutile. Selon lui, la puissance aérienne pouvait paralyser seule Saddam Hussein.

Les protagonistes de *Desert Storm* reconnaîtront l'importance de la contribution de Warden, voire son génie. Mais l'homme a trop agacé en contournant une hiérarchie parfois pesante et en allant au bout de ses idées, quitte à prendre de nombreux risques. Beaucoup le considèrent comme une tête de mule arrogante et incontrôlable, ce qui lui vaut bien des inimitiés.

Un legs…

Les résultats obtenus en mars 1991 par les forces de la coalition – américaines avant tout – sont impressionnants. Considérées comme la quatrième armée du monde en 1990, les forces irakiennes sont expulsées du Koweït après un peu plus d'un mois de campagne aérienne et une offensive terrestre de cent heures. Moins de trois cents soldats de la coalition ont péri.

Les troupes irakiennes ont mollement réagi, se contentant d'une brève incursion à al-Khafji en Arabie saoudite. Le haut-commandement irakien aurait été paralysé stratégiquement grâce à 1 245 missions dédiées à cet objectif, une faible proportion au regard des 47 630 sorties de la campagne.

Évidemment, la notoriété de l'auteur du plan initial de l'opération enfle rapidement. Le fait que la puissance aérienne devienne l'arme privilégiée de l'administration Clinton dans les interventions militaires américaines ajoute à cette attraction. Warden incarne alors la renaissance de la puissance aérienne stratégique. « Si l'on prend une image biologique, Warden [croit] que la puissance aérienne cinétique peut diminuer sérieusement un adversaire en endommageant son système nerveux ou de contrôle, plutôt qu'en coupant ses muscles et en faisant couler son sang », résume le stratégiste britannique Colin S. Gray. Les études sur la paralysie stratégique se multiplient, notamment à la *School of Advanced Airpower Studies*, qui accueille les élèves les plus brillants de l'école de guerre aérienne américaine. Celles de Jason B. Barlow et de David S. Fadok deviennent des « classiques ».

L'ennemi en tant que système

En 1995, Warden publie un article dans l'*Airpower Journal* où il décrit sa vision de l'ennemi en tant que système. Il ne cessera de la polir au cours du temps, notamment dans sa contribution à un livre du prolifique auteur norvégien John Andreas Olsen (2015), qui constitue aujourd'hui la version la plus aboutie de sa réflexion.

Dans ce texte, Warden définit la stratégie comme la totalité des moyens et processus pris en compte dans « la manière dont une organisation entend passer d'une condition à une autre ». Pour construire une stratégie complète et unitaire, il faut répondre impérativement aux quatre questions suivantes : où, quoi, combien de temps et quelle sortie ?

La première question, *où*, désigne le point spécifique que nous voulons atteindre à la fin de la guerre et le prix, donc le risque, que nous sommes prêts à payer pour l'atteindre. Warden parle d'un « tableau futur ». Il reproche aux stratèges de favoriser une planification séquentielle (*bottom-up*) qui part d'abord de la situation initiale : ils se concentrent initialement sur les forces militaires adverses qu'ils affrontent, puis envisagent de frapper celles qui les suivront. Les aspects tactiques sont privilégiés sans égard pour les buts de guerre. Selon lui, il faut procéder inversement en partant du tableau futur, qui montre un but clair et concret pour gagner la paix. Autrement dit, d'abord penser la fin pour décliner l'ensemble en suivant une approche *top-down* qui s'étage de l'important à l'accessoire, en ne confondant surtout pas cette fin et les moyens. Deux tableaux futurs doivent être imaginés à chaque fois : l'un pour son camp, l'autre pour celui de l'adversaire.

La deuxième question, *quoi*, porte sur la façon dont les ressources doivent être mobilisées pour dessiner ce tableau futur. Il s'agit d'identifier les systèmes, ami et ennemi, qui doivent s'altérer, ainsi que les centres de gravité sur lesquels investir les ressources pour forcer le changement du système. Notons que Warden insiste plus sur la notion de changement d'état d'un système que sur sa paralysie et qu'il renonce à la métaphore du corps humain, qui tendait à trop essentialiser son modèle. Selon lui, l'énergie que l'ennemi mobilise pour résister dépend de deux dimensions, physique et psychologique, qu'il résume par l'équation suivante :

énergie de l'ennemi = f (physique) × f (psychologique)

Or, il estime que seule la dimension physique est connaissable ou maîtrisable, en s'appuyant sur de bonnes sources de renseignement. En revanche il est difficile, sinon impossible, de prédire l'effet d'actions hostiles sur la volonté de l'adversaire. Pour s'en tenir au seul niveau individuel, « des hommes mourront avec une volonté et un moral intacts tandis que d'autres détaleront à la première sensation de danger. La volonté

et le moral sont des chimères et ne devraient pas être les fondements sur lesquels nous devons planifier ou conduire la guerre ». Warden n'intègre donc pas ces notions clausewitziennes dans son approche.

Il estime que chaque élément d'une nation ou d'une autre entité politique appartient à un système, dans le cadre duquel chaque action de l'entité se déroule. Pour le transformer, les efforts doivent toujours se concentrer sur les points dont l'altération ou la destruction créeront les changements les plus disproportionnés, les plus rapides, les plus durables, les plus économiques et les plus satisfaisants. Le planificateur doit viser prioritairement ces objectifs, que Warden appelle « centres de gravité », ou « points de leviers ou de contrôle ». Deux aspects méritent d'être notés dans son raisonnement. Ces centres de gravité ne sont plus des points de vulnérabilité comme définis en 1995, mais des nœuds dont le ciblage provoquera les effets les plus importants. Il faut donc les repérer en fonction des liens qu'ils entretiennent dans le système. Plus leur nombre est élevé, plus le système se transformera s'il est frappé. Par ailleurs, même des systèmes aussi vastes que la Chine ou les États-Unis ne possèderaient qu'un nombre limité de centres, sans doute moins d'un millier.

Pour identifier ces points, Warden propose de décomposer n'importe quelle organisation en cinq cercles concentriques. Selon lui, toute structure peut être d'abord représentée au centre par un premier anneau qui regroupe le leadership (chefs d'État, hommes politiques, mais aussi principaux médias, grands financiers, chefs militaires, dignitaires religieux). Le deuxième est celui des processus. Ce sont les éléments du système qui convertissent l'énergie d'une forme en une autre (usines électriques, raffineries, entreprises de transport, de communication, agriculture, etc.). Le troisième anneau représente des infrastructures ou des éléments relativement stationnaires et constants (routes, ponts, rivières, ports, aérodromes). Le quatrième correspond à la population. Le cinquième et dernier anneau qui encercle le tout est celui des forces, des unités d'action

qui effectuent des tâches tactiques. Warden rappelle que ces éléments sont des moyens pour des fins, mais non les fins elles-mêmes. Il ne faut donc pas penser la guerre en partant de cette entité.

La méthode de planification devient alors évidente. Après avoir dessiné les tableaux futurs souhaités pour son camp et celui de l'adversaire, les planificateurs doivent partir du premier anneau, celui du leadership, pour identifier les éléments dont l'attaque produira un impact disproportionné. Cette même méthode sera appliquée sur chacun des anneaux, en partant du premier pour arriver au cinquième. À chaque fois, les planificateurs décideront s'il faut détruire, construire, isoler, convertir ou paralyser chacun de ces centres. Si un centre est trop complexe à briser, il peut être raisonnable de le décomposer à son tour en un système semblable de cinq cercles puisque la structure de ces centres de gravité est fractale.

La troisième question, *combien de temps*, porte sur l'échéancier des actions et l'ordre de l'attaque des centres de gravité ennemis. Warden souligne qu'un système est d'autant plus vulnérable que les actions sont rapides et simultanées. Si les centres sont attaqués trop lentement, le système pourra se réparer, se régénérer et *in fine* se protéger. À l'inverse, des attaques en parallèle, c'est-à-dire simultanées, qui visent un nombre suffisant de centres de gravité en un temps réduit, peuvent provoquer des effets favorables que Warden résume en une nouvelle équation :

$$\text{PS (probabilité de succès)} = \Delta(\text{Énergie})/\text{Temps}$$

Un imposant transfert d'énergie en un temps réduit est une source probable de victoire. La guerre en parallèle introduit ainsi une manière révolutionnaire de combattre, qui tranche radicalement avec la guerre en série – les opérations successives entre deux forces militaires qui cherchent à vaincre leurs adversaires dans *une série* d'opérations successives pour se rapprocher de la victoire. Plus rapide, la guerre en parallèle est humainement ou financièrement plus économe.

La quatrième et dernière question porte sur la *sortie* de guerre, le moment le plus périlleux du processus en ce qu'il détermine la suite des événements. Il faut proposer la paix au bon moment, ce qui n'est jamais évident, que l'on soit dans une dynamique de succès ou d'échec. Car l'on peut toujours croire que la prochaine opération réussira ou que les généraux s'adapteront enfin aux circonstances.

Pour Warden, la puissance aérienne est l'un des outils militaires les plus idoines pour répondre à ces défis. Elle n'est pas directement concernée par la recherche de la bataille, souvent coûteuse et indécise, qu'il associe volontiers à la théorie de Clausewitz. L'aviation militaire peut mener une guerre parallèle grâce à sa capacité de compresser le temps et l'espace. Elle peut survoler virtuellement et attaquer l'ensemble des centres de gravité du système ennemi, grâce à la furtivité ou à l'obtention de la supériorité aérienne lors d'une même séquence de temps. La précision des armements modernes permet de frapper juste, donc d'obtenir les effets maximaux avec des destructions minimales. Plutôt que d'être absorbés par les combats sur les champs de bataille, les aviateurs ne doivent plus craindre de proposer des modes d'action mêlant objectifs nationaux, politiques ou stratégiques : ils disposent des concepts et des aéronefs pour y parvenir.

Les applications

La pensée de Warden a inspiré au moins deux concepts apparus dans les années 1990. Le premier est celui des opérations basées sur les effets (EBO), développé initialement par son fidèle allié du *Black Hole*, Deptula. Les EBO sont des opérations conçues et planifiées selon une approche systémique, qui tentent d'intégrer les effets directs, indirects ou en cascade susceptibles d'être obtenus par l'application d'instruments militaires, diplomatiques, psychologiques et économiques. Une idée ambitieuse, puisqu'il s'agit de pouvoir apprécier l'ensemble des effets engendrés par

des actions contre un système, quelle que soit sa nature, en prenant notamment en compte des rétroactions ou des effets pervers.

Le second concept, *Shock and Awe*, apparu en 1996 et redéveloppé en 1998, développe une idée aux accents douhétiens : l'emploi d'une force décisive ou écrasante peut asseoir une domination rapide sur l'adversaire. Incapable de réagir, il capitulera face à un déchaînement de force concentré dans le temps. Ce concept sera régulièrement associé par les journalistes aux frappes initiales sur l'Irak lors des opérations de 2003, sans que les principaux responsables militaires ou politiques appuient ce point de vue.

Les stratégies de décapitation des organisations terroristes ont également connu un développement inédit depuis les attaques du 11 septembre 2001. Souvent menées par des frappes de drone ou des raids de forces spéciales, elles semblent s'accorder à la théorie de Warden, en se concentrant sur le premier anneau. Warden n'est cependant pas convaincu par ce type d'actions. Car l'un des concepts centraux du combat systémique est justement « d'éviter de créer des points de défaillance unique dans l'entité adverse ». À ses yeux, il n'existe pas de centre de gravité idéal dont la frappe renverserait complètement le système. Il faut frapper sur plusieurs anneaux, la combinaison des actions produisant le changement. Si Warden soutient le développement des technologies avancées qui permettent de franchir les défenses ennemies, il relativise l'apport du drone au regard de la furtivité ou de l'hypervitesse des missiles.

Enfin, d'un point de vue organisationnel, les thèses de Warden ont stimulé la création des structures de ciblage, notamment en France, qui cherchent à tirer profit de l'analyse systémique d'un adversaire pour le fragiliser. La connaissance d'un adversaire réclame du temps et la mobilisation d'importants moyens. Souvent, un délai de six mois s'impose pour orienter les capteurs, exploiter les renseignements et analyser les produits obtenus pour une analyse systémique. La synchronisation des effets est par ailleurs essentielle pour vaincre, ce qui nécessite une approche

très centralisée, afin de diriger tous les experts et de contrôler tous les moyens. La séquence de contre-insurrection entre 2001 et 2023 a néanmoins favorisé les opérations cyber plutôt qu'aéronautiques dans ce domaine.

… qui se lézarde avec le temps

Les contributions de Warden à la planification de *Desert Storm* ou à la réflexion stratégique auraient dû lui assurer une promotion rapide au grade de général. Il part pourtant à la retraite le 30 juin 1995 en tant que colonel, non sans avoir au préalable transformé l'*Air Command and Staff College*, l'école de guerre aérienne. Malgré de puissants soutiens, comme celui du *Secretary of the Air Force* Donald Rice, la communauté du TAC, rancunière, s'oppose à sa promotion. L'aviateur crée alors une société de conseil, *Venturist*, avec laquelle il partage sa méthode de planification au profit d'entreprises privées, et contribue aussi à des colloques ou ouvrages où son avis sur le futur de la guerre est sollicité.

La guerre du Golfe n'a pas eu lieu… comme prévu

Avec le temps, les principes d'*Instant Thunder* ont aussi été critiqués. De nouvelles études sur la guerre du Golfe discutent le rôle de la puissance aérienne, notamment d'un point de vue stratégique. Martin van Creveld estime ainsi que la victoire était certaine, quel qu'ait été le plan appliqué. « Ce qui s'est réellement passé dans le Golfe, ce n'est pas tant un grand triomphe de la puissance aérienne qu'une histoire d'éléphant qui piétine un ver de terre qui l'aurait provoqué. » D'autres pensent que l'élément décisif de cette guerre est la maîtrise de l'information au service des opérations. La

guerre du Golfe annonce une révolution dans les affaires militaires. L'approche stratégique ou tactique de la puissance aérienne compte moins que la constitution d'un écosystème capable de recueillir, traiter, diffuser et exploiter l'information.

Au-delà de ces interprétations génériques, des doutes émergent aussi sur les résultats obtenus par la campagne stratégique. En 1993, le *Gulf War Air Power Survey*, un rapport indépendant commandé par l'*US Air Force,* affirme que les attaques stratégiques ont « clairement manqué de remplir l'attente ambitieuse […] selon laquelle le bombardement de catégories de cibles (liées au leadership et au commandement et au contrôle) pourrait mettre assez de pression pour causer son renversement et couper complètement les communications entre les leaders à Bagdad et leurs forces militaires ». Ainsi, Saddam Hussein aurait continué à donner des orientations stratégiques à ses subordonnés à différentes reprises, selon Phil Haun. L'ancien pilote de chasse et professeur au *Naval War College* souligne que si les frappes contre le système électrique ont obtenu de bons résultats, « aucune preuve n'existe pour affirmer que la campagne aérienne infligea des dommages durables sur les infrastructures de l'industrie pétrolière irakienne ». Le complexe pétrolier n'a pas été disloqué.

Comment alors expliquer la victoire ? La puissance aérienne aurait en fait formaté le champ de bataille, cassé la logistique, brisant progressivement le moral des soldats irakiens et les dissuadant de quitter leurs positions statiques pour manœuvrer. L'attrition dans l'armée irakienne aurait atteint un niveau de 25 à 30 %. Une idée s'impose : il serait imprudent de valider les thèses de Warden à partir des impressions laissées par le triomphe de *Desert Storm*.

Cette réévaluation de la campagne conforte les thèses de Robert A. Pape qui conteste Warden dans son livre *Bombing to Win*. S'appuyant sur l'étude des principales campagnes aériennes, il entend montrer que le potentiel coercitif de la puissance aérienne se révèle surtout quand elle attaque les

forces armées d'un régime pour lui nier la possibilité d'agir. L'aviation doit donc se concentrer sur le cinquième anneau de Warden. Un débat à distance est lancé en 1997 entre le politiste et le stratégiste américain, mais les deux hommes campent sur leurs positions. Pape reproche à Warden d'utiliser l'exemple de la guerre du Golfe pour justifier sa théorie alors que les faits soutiendraient la thèse de *Bombing to Win* ! Il rappelle également que les seuls cas où le bombardement stratégique pourrait compter à l'avenir sont ceux où les frappes s'appliqueraient sur les nations les plus développées. Or celles-ci sont dotées de la bombe nucléaire ou profitent d'une dissuasion élargie, ce qui complique l'équation.

Les applications pratiques des théories de Warden connaissent elles-mêmes des fortunes diverses. Sa théorie de guerre aérienne courte et intensive se prête mal à la diplomatie coercitive menée contre Slobodan Milošević lors de la crise du Kosovo en 1999. L'environnement politique peut entraver d'une manière générale l'application exigeante de ses thèses. Plus tard, prétextant l'échec de la stratégie de *Tsahal* face au *Hezbollah* en 2006, qui aurait été inspirée par les EBO, le général James N. Mattis, figure emblématique des *Marines*, décide unilatéralement de bannir ce terme des états-majors qu'il commande. Il refuse l'approche trop mécaniste des EBO, considérant que la conduite de la guerre ne répond pas à ces critères. Il souligne en fait ce qui constitue le problème fondamental de l'approche wardenienne.

Le système ou le chaos

D'un point de vue théorique, il est impossible d'extraire un système fermé dans la nature et le planificateur devra le créer artificiellement, ce qui pose le problème initial de la définition de ses frontières. Mais c'est en mélangeant un vocabulaire mécaniste (centre de gravité) et systémique que Warden révèle les limites de son syncrétisme. L'analyse systémique est trop

réduite au fonctionnement des composantes physiques, voire aux structures, aux fonctions. Elle ne démonte pas les dynamiques parfois informelles qui l'animent, les processus humains ou immatériels au sein des cercles, entre les anneaux, voire dans la relation avec l'ennemi. Or l'humain ou les processus influencent étroitement la structure et les fonctions, comme ces dernières influencent les hommes ou les procédures. Les séparer dans un système est problématique.

Warden pénètre sur le terrain des sciences humaines avec un modèle trop généraliste et approximatif, où aucune règle de modélisation n'est formalisée mathématiquement ou sociologiquement. Il rétorquerait que sa théorie fonctionne lorsque l'attaque sur le système est menée rapidement (guerre parallèle), en s'appuyant sur une excellente connaissance de ses centres de gravité. Sa modélisation grossière doit évidemment être affinée à chaque cas pour dérégler le système adverse, qui n'aurait pas le temps de diverger substantiellement par rapport au nouvel état souhaité. Tout doit se passer comme si le système demeurait passif et incapable de s'adapter. La méthode est alléchante, mais le pari est risqué et surtout complexe à mettre en œuvre. Il suppose qu'aucune friction ne vienne perturber ce plan parfait.

C'est évidemment sur ce point que la forte opposition entre Warden et Clausewitz prend tout son sens. Warden reconnaît l'intérêt des réflexions de Giulio Douhet ou d'Antoine-Henri Jomini mais repousse tout enseignement de Clausewitz, pertinent selon lui pour décrire la guerre du début du XIX^{e} siècle, mais inutile aux stratégistes contemporains. Warden ne dialogue pas avec la nouvelle école qui interprète le stratégiste prussien en mobilisant de nouvelles notions, d'ailleurs liées à la systémique, comme la complexité, la non-linéarité, la théorie du chaos ou les phénomènes d'émergence. Là où Clausewitz considère la guerre comme un phénomène où les interactions entre les hommes contribuent à la dynamique du conflit, Warden tente d'identifier les situations où ces incidents, ces imprévus ne joueront qu'un rôle négligeable. Il modélise cependant de manière

imparfaite la réalité en suggérant que la victoire passe par la mise en œuvre d'actions unilatérales et rapides contre un ennemi atone.

Les paradoxes évoqués au début de cette brève étude semblent donc être résolus, Warden est un officier brillant, créatif et iconoclaste, qui ne craint pas de remettre en cause la pensée dominante au risque d'agacer ses supérieurs pour aller au bout de ses idées. « *Better ask forgiveness than permission* » pourrait être sa devise. Ce trait de personnalité lui a offert une place au panthéon des stratégistes aériens, mais lui a barré l'accès au généralat. Il a marqué de son empreinte la planification de la première guerre du Golfe en orientant initialement les opérations militaires vers une campagne aérienne qui a largement affaibli le potentiel militaire irakien et sûrement évité que les deux camps ne se précipitent dans une confrontation terrestre qui aurait provoqué des pertes coûteuses. Néanmoins, les résultats de sa campagne stratégique restent discutés. Les missions d'interdiction ou les frappes directes sur les soldats irakiens ont sans doute eu un effet majeur, en entamant l'agressivité des soldats irakiens.

Warden, enfin, est un penseur complet de la guerre aérienne. Ses contributions portent sur la tactique, l'art opératif et la stratégie aérienne. Il ne révolutionne pas la réflexion sur la puissance aérienne et suit les pas de la première vague des théoriciens de l'air, en empruntant parfois leur assurance. Dès 1912, Lord Edward J. Montagu de Beaulieu, homme politique britannique, imaginait par exemple une attaque sur Londres, où la Bourse, les banques, les gares et voies de communication seraient frappées. Un tel coup, affirmait-il, « équivaudrait à paralyser les nerfs d'un homme vigoureux au moyen d'un soporifique, avant qu'il n'ait eu à lutter pour survivre : la force musculaire demeurerait, mais le cerveau serait impuissant à la commander ». Warden reprend ces thèses qu'il modernise et complète. Mais en se concentrant sur la seule puissance aérienne, il se coupe des stratégies interarmées et multi-domaines aujourd'hui en vogue, et donc de potentiels lecteurs et opérateurs militaires.

On résume souvent Warden à sa modélisation des entités militaires en cinq anneaux. Ce modèle introduit avec brio la systémique dans l'art militaire. Un tour de force, car il offre un formidable accès à la stratégie aérienne. Mais cette schématisation ne rend pas compte de l'importance des frappes parallèles dans la pensée de Warden. Et telle la représentation grossière d'un sentier sur une carte peu détaillée, elle ignore les obstacles qui attendent un voyageur pressé d'atteindre sa destination.

Reprise et complétée, la théorie de Warden pourra néanmoins rebondir avec le retour de la compétition entre grandes puissances et l'usage croissant de l'intelligence artificielle qui pourra peut-être mieux éclairer le fonctionnement d'un système ennemi et suggérer aux planificateurs où frapper pour obtenir le plus d'effets. Cela posé, les thèses de Warden continueront longtemps à diviser les commentateurs de la stratégie militaire car elles contribuent à deux débats fondamentaux qui font couler beaucoup d'encre. La nature de la puissance aérienne est-elle d'abord stratégique ? Et la pratique de la guerre est-elle une science ou un art ?

Pour aller plus loin

ŒUVRES

John A. Warden III, *La Campagne aérienne. Planification en vue du combat* (trad. et préf. du Lcl P. Steninger), Economica, 1998 [éd. am. 1988].

« Entretien avec le colonel (ret.) John A. Warden III », *Vortex*, n° 4, décembre 2022, p. 188-211.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Jason B. Barlow, *Strategic Paralysis : An Airpower Theory for the Present*, Maxwell Air Force Base, Air University Press, 1992.

David S. Fadok, *John Boyd and John Warden : Air Power's Quest for Strategic Paralysis*, Maxwell Air Force Base, Air University Press,

1995.

John Andreas Olsen, *John Warden and the Renaissance of American Air Power*, Dulles, Potomac Book, 2007.

John Andreas Olsen (dir.), *Airpower Reborn : The Strategic Concepts of John Warden and John Boyd*, Annapolis, Naval University Press, 2015.

TROISIÈME PARTIE

NOUVELLES DONNES

L'irruption, au XX^e^ siècle, du facteur nucléaire et de la guerre révolutionnaire a radicalement modifié les perspectives des stratégistes.

Bien qu'utilisée à deux reprises pendant la Seconde Guerre mondiale, la bombe atomique est en effet une arme de non-emploi. Désormais, il s'agit paradoxalement non plus d'emporter la victoire, mais d'éviter les conflits qui pourraient provoquer une ascension aux extrêmes fatale en raison de la capacité destructrice de l'atome. Ainsi, note Lucien Poirier, « la guerre nucléaire n'est plus guerre puisqu'elle vide le duel de son principe agonistique et lui substitue le meurtre d'une victime sans défense ». Dès lors, la stratégie de dissuasion prime sur la stratégie de l'action. Elle oblige à penser une stratégie intégrale qui combine le militaire comme l'économique, la diplomatie comme la propagande…, à une échelle inédite jusqu'alors. Le nucléaire provoque également une dilatation de l'espace stratégique, puisque tout affrontement dans une région donnée risque de provoquer des répercussions à l'échelle de la planète tout entière. Dans le même temps, la possession de cette arme absolue aboutit à un rééquilibrage de la puissance en vertu du « pouvoir égalisateur de l'atome », pour reprendre la formule de Pierre Marie Gallois. « Il n'y a plus de rapports entre la puissance et la masse », résume André Beaufre. Un petit État peut, grâce à la menace nucléaire, tenir en échec un pays plus puissant.

Pourtant l'équilibre de la terreur n'a pas mis fin à la conflictualité. Ainsi, les grandes puissances dotées de la bombe atomique n'ont pas hésité à s'affronter dans le second XX^e^ siècle, le plus souvent par alliés interposés, en Corée, au Vietnam, en Afrique, etc., malgré les risques d'apocalypse ; ce qu'avait prédit le même André Beaufre, ici bon prophète : « Plus la stratégie nucléaire se développera et aboutira par ses équilibres précaires à renforcer la dissuasion globale, plus la stratégie indirecte sera employée. »

D'où l'importance, dans ce contexte, de la « guerre révolutionnaire ». Bien que se situant sur un plan radicalement différent que les conflits classiques, elle a connu une fortune singulière au XX^e^ siècle. En raison de la popularité du marxisme, et surtout de la diffusion des idéaux communistes par deux États principalement, l'Union soviétique puis la Chine populaire. En raison, ensuite, des guerres de décolonisation qui ont souvent mêlé aux aspirations nationalistes une ambition révolutionnaire et amené les peuples colonisés à se dresser contre leur métropole, malgré la disproportion de leurs moyens. Certes, les conflits opposant les faibles aux forts n'ont pas soudainement émergé après 1917. Dès le XIX^e^ siècle, les guérilleros espagnols avaient mené la vie dure aux armées napoléoniennes et inspiré à Clausewitz un célèbre chapitre sur « La petite guerre » que Mao Zedong avait longuement médité. En évitant le combat frontal et en se déroulant sur une échelle spatiale limitée, la guerre irrégulière avait alors conquis ses lettres de noblesse et montré que David pouvait triompher de Goliath. Mais la guerre révolutionnaire est d'une essence différente de cette « petite guerre » développée, avec une fortune diverse, pendant la guerre d'indépendance irlandaise ou durant la Seconde Guerre mondiale par la résistance et les services secrets alliés, principalement le *Special Operations Executive* (SOE) britannique ou l'*Office of Strategic Services* (OSS), l'ancêtre de la CIA. En effet elle vise non seulement la victoire militaire, mais également la transformation politique et sociale du pays. Dès lors, la mobilisation de la population constitue un enjeu déterminant, puisque les civils informent les combattants et surtout les aident à survivre ; elle empêche également les armées adverses de contrôler un territoire puisqu'elles n'ont, au mieux, que la maîtrise de l'espace et en aucun cas celle des hommes. Précisons cependant que si cette guerre révolutionnaire s'appuie dans un premier temps sur la guérilla, elle s'en émancipe parfois pour se muer en affrontement régulier, une évolution que le général Võ Nguyên Giáp avait anticipée puis appliquée lors de la bataille de Diên Biên

Phu (1954). On comprend, dès lors, que des auteurs marxistes, tel Mao Zedong, aient tenté de la théoriser, tandis que des officiers français, Charles Lacheroy ou David Galula, confrontés au conflit indochinois ou à la guerre d'Algérie ont essayé de la penser dans l'espoir de vaincre les rebelles.

Au total, le facteur nucléaire comme la guerre révolutionnaire ont profondément bouleversé la conflictualité militaire et, par voie de conséquence, la pensée stratégique, comme le général Beaufre l'avait pressenti dès 1963. « La vieille guerre militaire, drapeaux et trompettes au vent, peut se raréfier ou disparaître. La compensation sera le développement de la guerre révolutionnaire, des conflits endémiques, des crises répétées, de l'effort scientifique industriel et militaire incessant. » Dans le même temps, les formes classiques de la guerre perdurent, comme le démontre le conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine. Par-delà les mutations, des permanences demeurent donc. Les stratégistes nous aident à penser les unes comme les autres, à comprendre les ruptures comme les continuités.

<u>Stratégie nucléaire</u>

– Brodie
– Poirier
– Gallois

<u>Stratégie révolutionnaire</u>

– Mao
– Lacheroy
– Galula

STRATÉGIE NUCLÉAIRE

Bernard Brodie, « Clausewitz » civil et pionnier de la stratégie nucléaire

Thomas Meszaros

Né le 20 mai 1910 à Chicago, Bernard Brodie, descendant d'immigrants juifs venus de Lettonie à la fin du XIX^e^ siècle, poursuit ses études à l'université de Chicago. Alors qu'il rédige sa thèse de doctorat, il rencontre Fawn McKay qui étudie la psycho-histoire. Ils se marient en 1936 et auront trois enfants. Après avoir obtenu son doctorat en relations internationales en 1940, il est nommé *Carnegie Fellow* à l'*Institute for Advanced Studies* de l'université de Princeton de 1940 à 1941 et ne cesse d'alterner entre postes universitaires et responsabilités militaires. Ainsi, il intègre le département de science politique du *Dartmouth College* où il enseigne entre 1941 et 1943 avant d'entrer au *Bureau of Ordnance* de la *Navy* puis au bureau de l'état-major du chef des opérations navales où il servira jusqu'à 1945. Au sortir de la guerre, il est nommé professeur résident au *National War College* (1946-1947), puis professeur associé en relations internationales à l'université de Yale où il occupe également la fonction de directeur des études. Il revient à des fonctions opérationnelles pour rejoindre en 1950 la division du ciblage de l'*Air Force* comme assistant spécial du chef d'état-major, puis il intègre en 1951 la *Rand Corporation* qu'il abandonne en 1966

pour l'université de Californie. Nommé professeur en science politique, il enseigne les relations internationales et poursuit ses travaux sur les questions stratégiques. Il meurt d'un cancer le 24 novembre 1978, à 68 ans.

Brodie a abordé la stratégie navale et les relations internationales, mais sa renommée découle surtout de son importante contribution à la stratégie nucléaire et des débats qu'elle a suscités.

De la stratégie navale à la stratégie nucléaire : itinéraire d'un stratégiste civil

Les travaux pionniers de Brodie sur la dissuasion nucléaire ne doivent pas occulter sa première contribution à la stratégie qui intéresse la science navale. Sa thèse de doctorat en relations internationales porte sur les conséquences de la technologie navale sur la diplomatie du XIX^{e} siècle. Dans la foulée, il publie deux ouvrages importants : *Sea Power in the Machine Age* (1941) et *A Layman's Guide to Naval Strategy* (1942), republié sous le titre *A Guide to Naval Strategy*, ouvrage de référence jusqu'à la fin de la guerre. Ces ouvrages le font connaître et le conduisent à servir à l'état-major du chef des opérations navales où, entre 1943 et 1945, il contribue à l'élaboration de la stratégie de la *Navy*.

Ses travaux sur la stratégie navale actualisent les théories sur le *sea power* d'Alfred Thayer Mahan, lui-même inspiré par Antoine-Henri Jomini. Dans ses œuvres, l'amiral américain montre que les puissances maritimes l'emportent toujours sur les puissances continentales. Instrument privilégié de la puissance d'un État, la stratégie navale vise à « créer, favoriser, accroître, aussi bien pendant la paix que pendant la guerre, la puissance maritime d'un pays ». En temps de guerre, elle est un moyen au service de

la fin visée par la guerre. En temps de paix, elle sert sa diplomatie. Brodie ne se focalise pas sur la bataille décisive. Il envisage la stratégie navale dans une perspective plus générale, ce qui le conduit à distinguer stratégie de contrôle des mers et stratégie d'interdiction. Il s'inspire également de la méthode de Mahan – l'analyse historique et critique des opérations navales – pour interroger les principes de la stratégie maritime. Il propose ainsi une relecture de Mahan à partir du rapport entre stratégie, tactique et innovation technologique. Mahan, comme Jomini, a noté que le progrès technologique affectait la tactique mais non les principes de la guerre, c'est-à-dire la stratégie, à l'exemple des navires de guerre à vapeur apparus au XIX^{e} siècle.

Brodie, reprenant ce questionnement, confirme cette thèse. Dans « War at Sea : Changing Techniques and Unchanging Fundamentals » (1943), il souligne la permanence des grands principes, malgré les changements qui se sont produits historiquement dans la manière dont la marine remplit ses missions. « Revolution in the Pacific » (1944) examine le changement stratégique et tactique qui s'est produit entre Guadalcanal et Saipan dans l'utilisation de la flotte américaine. Une révolution qui s'est traduite par la combinaison de méthodes d'exécution nouvelles et le retour aux principes classiques soulignés par Mahan quant à la concentration d'une « flotte de bataille », notamment de porte-avions, qui permet de concentrer également l'aviation, pour assurer le contrôle d'une zone maritime par une supériorité navale et aérienne. À la suite des bombardements de Hiroshima et de Nagasaki, Brodie reprend à nouveaux frais la problématique du rapport entre stratégie, tactique et innovation technologique. Il constate que les stratégies navales, entre autres l'essai sur les cuirassés sur lequel il travaillait, sont désormais obsolètes. La rupture provoquée par le feu atomique le conduit à réorienter ses travaux sur la stratégie nucléaire et ses conséquences sur les relations internationales. Son article « New Tactics in naval Warfare » (1946) s'achève sur une idée-force : les concepts

traditionnels de la sécurité militaire développés par les États-Unis durant les cinquante dernières années, où la marine était considérée comme « la première ligne de défense », doivent être reconsidérés.

Les publications de Brodie sur la stratégie navale s'inscrivent dans le cadre des *strategic studies*. Nées dans les années 1930 avec le séminaire sur la sécurité nationale d'Edward Mead Earle à Princeton, elles connaissent à partir de 1945 un essor significatif avec la science nucléaire. Expert technique pour la délégation américaine lors de la conférence de San Francisco en 1945, Brodie participe donc à l'émergence du champ qui se constitue autour de la science nucléaire et qui rassemble à Princeton, Chicago et Yale des experts issus de différents horizons disciplinaires (sciences physiques, économiques, juridiques ou politiques) comme Albert Einstein, Robert Oppenheimer, ou Jacob Viner, le directeur de thèse de Brodie. À la fin des années 1940, Brodie crée avec Klaus Knorr, un autre doctorant de Viner, un laboratoire de recherche sur les questions de sécurité nucléaire au sein du département de Relations internationales de Yale, puis en 1951 à Princeton. Comme Herman Kahn, Thomas Schelling, Henry Rowen, William Kaufmann ou encore Albert Wohlstetter, il appartient alors à cette première génération de « stratégistes civils » qui contribue à l'essor des *strategic studies*. Il souligne cependant que lorsqu'il rejoint la *Rand* en 1951, il était bien le seul « à être intéressé par les questions de stratégie – certainement le seul à avoir publié quelque chose sur la stratégie, nucléaire ou prénucléaire ».

Pour cette nouvelle génération de stratégistes issus du monde civil, le caractère inédit de l'arme nucléaire oblige à faire un pas de côté par rapport aux théories classiques de la guerre. Brodie appelle à réformer la formation des militaires en insistant sur la stratégie et en s'appuyant sur des chercheurs civils. À ce titre, il n'hésite pas à reprendre dans « Strategy as a Science » (1949), la formule de Clemenceau, « La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires. » À ce titre également, il intègre

le *National War College* puis la *Rand* et s'efforce d'institutionnaliser l'expertise dans le domaine de la stratégie nucléaire et plus généralement dans le champ des études stratégiques. Au-delà de son patriotisme et de l'intérêt scientifique qu'il porte aux questions stratégiques, son engagement répond également à un enjeu moral. Dès 1948, il souligne dans « The Atom Bomb as Policy Maker » le danger, pour les États-Unis comme pour l'humanité, que constituerait un monde où les relations internationales seraient exclusivement régies par la bombe et où les populations civiles vivraient continuellement à l'ombre de la menace nucléaire. Brodie reste cependant réaliste et ne cède pas à la tentation de penser que cette nouvelle ère conduirait à l'avènement d'un « gouvernement mondial ».

The Absolute Weapon : une pensée pionnière sur la dissuasion nucléaire

Après avoir analysé les implications militaires des armes nucléaires dans *The Atomic Bomb and American Security* (1945), première contribution sur la bombe présentée par un civil, Brodie est choisi pour diriger *The Absolute Weapon : Atomic Power and World Order* (1946). Cet ouvrage, qui rassemble ses collègues de Yale, rédigé juste après Hiroshima et avant le début de la guerre froide, traduit une prise de conscience : l'entrée dans une nouvelle ère où l'ordre international est désormais indissociable de la menace nucléaire. Frederick S. Dunn, professeur de relations internationales et directeur de l'*Institute of International Studies* de l'université de Yale (1940-1951) pose le « problème commun ». Arnold Wolfers, professeur d'économie puis de relations internationales d'origine suisse, cofondateur de l'*Institute of International Studies*, aborde « La bombe atomique et les relations américano-soviétiques ». Percy E. Corbett,

professeur de droit international d'origine canadienne qui enseigne à Yale à partir de 1943, interroge « Les effets sur les organisations internationales ». William T. R. Fox, professeur de relations internationales et codirecteur de l'*Institute of International Studies* (1943-1950), analyse « Le contrôle international des armes atomiques ». Brodie rédige deux chapitres qui évoquent l'arme. Ils peuvent se lire comme un seul et même texte structuré en deux parties.

Son premier texte interroge « La guerre à l'âge atomique » et propose un état des lieux. Du fait de sa puissance destructrice, la bombe est trop souvent présentée comme une arme d'agression « par excellence ». Quelles sont les conséquences sur la nature de la guerre ? Est-elle plus probable dans un monde régi par la bombe atomique ? Si elle devait survenir, elle serait évidemment très différente que par le passé, mais « en quoi ? » Pour répondre, Brodie présente huit conclusions ou postulats. Premièrement, la puissance de l'arme atomique accroît considérablement la vulnérabilité des villes qui deviennent des cibles privilégiées. Deuxièmement, il n'existe pas de défense efficace contre une attaque nucléaire et il n'en voit pas dans le futur. Troisièmement, la priorité du point de vue militaire doit porter sur le développement de nouveaux vecteurs dont la capacité destructrice serait étendue. Quatrièmement, si la supériorité aérienne offre une protection plus efficace que les forces navales et terrestres, elle ne constitue pas pour autant une garantie de sécurité. Cinquièmement, dans une guerre nucléaire, une supériorité quantitative (le nombre de bombes) ne garantit pas la supériorité stratégique. Sixièmement, les potentialités offertes par la bombe en matière de sabotage ne doivent pas être surestimées. Il n'en demeure pas moins que Brodie souligne le risque sans précédent que constituent la bombe et surtout les matériaux qui la composent (uranium 235, plutonium 239) dans le cadre d'entreprises terroristes qui consisteraient à saboter des installations nucléaires ou à utiliser localement des composants nucléaires pour détruire tout ou partie d'une ville et de sa population. Septièmement, Brodie

souligne également que les ressources en matières premières, l'uranium notamment, étant limitées, une production de masse de la bombe semble inenvisageable. Huitièmement, dans les cinq ou dix années à venir, estime-t-il, d'autres puissances produiront des bombes atomiques.

Dans sa seconde contribution, Brodie s'intéresse aux implications de ces postulats pour la politique militaire, et ce faisant il pose les fondements de la dissuasion américaine. Son texte répond à une question essentielle : « Peut-on transposer ce qui semble être une crise immédiate en un problème à long terme qui pourrait faire l'objet de mesures correctives plus variées et mieux réfléchies que les lamentablement peu nombreuses et inadéquates mesures qui semblent disponibles à l'heure actuelle ? » D'emblée, il précise la situation particulière des États-Unis : « Si nous ne sommes pas capables de frapper les premiers et d'éliminer une menace avant qu'elle ne se concrétise, ce que notre Constitution nationale interdit de fait, nous sommes condamnés à périr sous une attaque sans même avoir l'occasion de mobiliser de résistance. » La bombe, relève-t-il, est systématiquement présentée comme une arme d'agression, en particulier par certains scientifiques associés au projet Manhattan comme Oppenheimer. Leurs discours, précise-t-il, présupposent implicitement l'idée que l'agresseur ne craint pas les représailles. La situation n'est pas du tout la même si l'État agressé est en mesure de frapper les principales villes de l'ennemi dans un laps de temps limité après une attaque, pour lui infliger des destructions telles qu'elles le privent de toute forme de victoire. La garantie pour un État de subir des représailles en cas d'agression, même si cette menace n'est pas totalement certaine, le dissuaderait d'attaquer en premier.

Brodie relativise également l'idée de surprise. La constitution de deux blocs antagonistes a levé toute ambiguïté sur l'identité des ennemis. Avant l'avènement de la bombe atomique, il était déjà difficile d'imaginer qu'une nation en attaque soudainement une autre sans raison. À l'ère nucléaire, la crise suppose un différend particulièrement grave qui ne peut être ignoré

parce qu'il peut conduire à une attaque nucléaire. Le pouvoir destructeur de l'atome conduit à croire que la guerre est devenue impensable, mais elle n'est pas impossible. Ken Booth précise que, dès la fin des années 1940, Brodie invite à « penser l'impensable », titre de l'ouvrage de Hermann Kahn publié en 1962. Non seulement la guerre nucléaire est toujours possible, mais si elle survient, elle risque d'être totale. Elle doit donc être évitée par tous les moyens parce qu'elle n'a aucun rapport avec la guerre totale du monde pré-nucléaire. Une telle guerre se traduirait par un échange de frappes nucléaires qui entraînerait des destructions d'une telle ampleur que les principes pour lesquels les deux belligérants se battent, leurs populations et leurs valeurs ne survivraient sans doute pas. La question à l'ère nucléaire n'est donc plus « qui gagnera la prochaine guerre atomique », mais comment l'éviter. « Jusqu'à présent le principal objectif de notre stratégie militaire était de gagner les guerres. Désormais, son objectif principal doit être de les prévenir. »

Quelle stratégie pour les États-Unis ?

Fort de ce constat, Brodie recense les « alternatives raisonnables » et les axes structurants qui devraient inspirer la stratégie américaine. La « première et la plus vitale des étapes dans le cadre d'un programme de sécurité américain à l'âge atomique est de prendre des mesures pour nous garantir en cas d'attaque des possibilités de représailles ». Cependant, ce programme ne doit pas s'opposer à des accords internationaux qui assureraient également la sécurité internationale, même s'ils peuvent être considérés comme une contrainte pour la politique étrangère américaine. À ses yeux, un traité interdisant l'usage de l'arme atomique en cas de guerre ne saurait toutefois être efficace sans l'existence d'un équilibre reposant sur la réciprocité des représailles.

Brodie insiste également sur la nécessité pour Washington d'assurer la protection d'autres nations, même dotées, en forgeant de nouvelles alliances qui aideront à garantir la sécurité américaine. Au niveau national, il appelle à développer des technologies réduisant la vulnérabilité des États-Unis face à d'éventuels agresseurs, ce qui en retour renforcerait la sécurité internationale. Il présente également les risques qu'il convient d'étudier : prolifération, violation des accords sur le contrôle des armes nucléaires, développement de nouvelles technologies, impréparation psychologique, nature du régime politique, réaction des gouvernements et populations face à la destruction de villes, inadaptation de la pensée et de la planification des autorités militaires à l'arme atomique. À partir de ces scénarios et postulats, il dessine les contours de la « guerre complètement nouvelle » qui s'impose avec l'arme nucléaire, « qu'elle soit utilisée ou non ». Elle oblige à réinterroger les principes qui gouvernaient jusque-là la stratégie militaire comme la concentration des forces, jugée « trop risquée ».

Brodie envisage alors trois scénarios : une guerre conventionnelle sans arme nucléaire ; une guerre dans laquelle la bombe atomique est utilisée bien après le début des hostilités ; une guerre dans laquelle l'arme atomique est employée dès le déclenchement du conflit. Dans le premier cas, la situation peut résulter d'une crainte mutuelle de représailles, éventuellement soutenue par des instruments internationaux. Dans le deuxième et le troisième cas, elle peut découler d'une course aux armements, de l'inefficacité des mécanismes de contrôle de la production de la bombe ou de l'exercice de sanctions qui conduisent à leur violation. Brodie conclut qu'une guerre dans laquelle l'arme atomique est utilisée a moins de risque de survenir si les deux adversaires sont dotés de bombes nucléaires en quantité suffisante. Celui-ci s'accroît si aucun des deux belligérants ne la possède lors du déclenchement du conflit, et l'acquiert par la suite, ou si un seul la possède dès le début du conflit.

L’urgence pour les États-Unis est donc de s’organiser pour survivre à un nouveau « Pearl Harbor ». Brodie envisage une attaque à « grande échelle » qui impliquerait des centaines, voire des milliers de bombes et viserait principalement les grands centres urbains. La capacité de réponse à une attaque atomique dépendrait de l’indépendance des forces armées par rapport aux villes, à leurs industries d’approvisionnement et de soutien. Une telle attaque occasionnerait une crise majeure en termes de désorganisation et de ruptures des communications. En réponse, il recommande de réorganiser et décentraliser les industries et les services vitaux pour éviter une paralysie complète du pays ; de constituer des réserves de bombes atomiques achevées, ou presque finies, et de matières premières pour assurer les représailles ; de disperser ces vecteurs sur l’ensemble du territoire et de doter ces bases de systèmes de communication intégrés et indépendants ainsi que d’une autorité disposant d’un degré d’autonomie suffisant pour agir en cas d’attaque.

Brodie consacre une partie entière de sa réflexion à la question de la « dispersion des villes » qui, dans leur configuration actuelle, constituent des cibles idéales. La responsabilité de planifier la réorganisation civile du pays en vue d’une éventuelle attaque nucléaire incombe au gouvernement, d’autant que les États-Unis ont l’avantage d’être encore la seule nation dotée. Cette *dé-concentration* géographique implique de repenser l’urbanisme, le développement « linéaire » ou « cellulaire » des villes, les matériaux utilisés pour construire les habitations, la relocalisation et la « compartimentation » des services (énergies, eau, nourriture, communication, aide médicale) et des industries. Brodie en convient, les coûts de cette réorganisation seraient exorbitants et son efficacité très limitée, surtout si les bombes atomiques se développent et deviennent moins onéreuses. Seul un traité international pourrait interdire ou freiner leur production, option qui lui semble irréaliste. Si les coûts financiers d’une telle réorganisation civile et militaire de la société américaine

paraissent très élevés pour des bénéfices stratégiques somme toute limités, ils ne doivent cependant pas empêcher que soient menées des études pour améliorer la résilience des États-Unis en cas d'attaque nucléaire, surtout à l'heure où de grands projets de construction urbains sont lancés. La seule solution efficace et financièrement réaliste consisterait à réduire les effets d'une attaque qui empêcherait toute mesure de représailles, c'est-à-dire « contrôler les vulnérabilités » pour dissuader un éventuel agresseur, tout en s'efforçant de limiter les victimes et les dégâts matériels qu'une attaque nucléaire provoquerait, quelle que soit son intensité.

D'un point de vue militaire, Brodie envisage de diviser les forces armées en fonction de trois missions : assurer les représailles, occuper le territoire de l'ennemi pour « consolider les effets d'une attaque atomique » et réaliser les buts politiques de la guerre, résister à une éventuelle invasion et organiser les secours sur le territoire national. Dans ce cadre, l'aviation occupe désormais une place centrale, au niveau offensif et défensif. Elle doit être en mesure de survivre à une première frappe, par des mesures de dispersion et de protection. En revanche, le rôle de la marine doit être « reconsidéré ». Il concerne la défense des côtes contre une invasion maritime, et le transport de troupes et de matériel. Brodie envisage déjà la possibilité de mener des représailles depuis une flotte armée « qui ne pourrait pas être située sur une carte », « qui aurait disparu dans l'immensité des mers pendant une crise [et] serait un élément supplémentaire pour faire réfléchir un agresseur ».

Brodie conclut en précisant que les plus critiques insisteront sur le caractère inadéquat de ses propositions au regard de la capacité de destruction de plusieurs milliers de bombes nucléaires et des effets de la radioactivité. Le stratégiste a conscience de la limite de son raisonnement et admet que l'on ne puisse prévenir toutes les situations, notamment celle d'une attaque qui annihilerait toutes les capacités de résistance et de représailles. Il reste cependant persuadé que l'on peut en limiter l'effet de

surprise et considère que la radioactivité jouerait également un rôle important en cas de représailles, en dissuadant un éventuel agresseur d'attaquer s'il était persuadé d'être frappé en retour. Par ailleurs, il affirme que la course aux armements et l'accumulation d'armes atomiques se traduiront par l'émergence de nouvelles puissances nucléaires, ce qui conduira à une transformation de l'ordre mondial et à une implication de plus en plus importante des organisations internationales dans le contrôle de l'atome. Limiter les risques de guerre suppose des réponses militaires, politiques et diplomatiques. Si les États-Unis sont défensivement suffisamment préparés, ils contribueront activement à la stabilité des relations internationales et à leur propre sécurité.

Débats et développements de la pensée stratégique de Brodie

Lawrence Freedman dans *The Evolution of Nuclear Strategy* (1983) indique que la « plupart des idées, que l'on considère comme nouvelles et profondes de nos jours, ont été exprimées dans le passé et parfois de manière plus précise et plus savante ». Les deux chapitres de Brodie dans *Absolute Weapon*, son article « The Atomic Dilemma » (1947) et les débats qu'ils ont suscités confirment ce point de vue et font partie des « idées » évoquées par Freedman. Ils proposent une analyse détaillée des conséquences militaires et stratégiques qu'implique le développement des armes nucléaires. Mais cette analyse ne fait pas l'unanimité. Ainsi, on retrouve le même effort d'analyse, mais avec des conclusions différentes dans *There Will Be no Time : The Revolution in Strategy* (1946) de William Broden, jeune juriste à Yale, qui a officié comme pilote dans l'*Air Force* durant la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier inscrit l'arme nucléaire dans

la continuité des stratégies conventionnelles. Elle les a même renforcées à ses yeux, alors que Brodie considère que le feu nucléaire signe une rupture stratégique qui rend obsolètes les stratégies traditionnelles. Broden envisage la bombe comme l'arme de l'attaque-surprise décisive ; Brodie analyse les capacités de représailles en cas de première frappe. Broden considère que l'on peut se défendre contre une attaque nucléaire ; Brodie n'envisage pas que cela soit possible. Broden estime qu'une paix armée ne peut durer dans le temps et qu'une guerre nucléaire peut être gagnée, notamment en frappant les installations militaires adverses (stratégie anti-forces) ; Brodie et les auteurs d'*Absolute Weapon* affirment qu'une guerre nucléaire, en raison de ses coûts matériels et humains, serait synonyme de défaite pour les belligérants, ce qui les conduit à privilégier une stratégie de dissuasion mutuelle. Robert Jervis, dans « Le débat théorique sur les notions de dissuasion et de sécurité » (1989), résume : « le problème demeure ce qu'il était en 1946 : qu'est-ce qui fait reculer l'Union soviétique : la peur de perdre la guerre [la thèse de Broden] ou celle de voir ses valeurs détruites [la thèse de Brodie] ? ».

À la même période, Raoul Castex publie dans la *Revue Défense Nationale* un « Aperçu sur la bombe atomique » (1945) qui présente des convergences avec les thèses de Brodie. Le monopole américain de la bombe, cet « engin entièrement nouveau », ne durera pas, affirme-t-il. L'amiral insiste également sur la troisième dimension puisque la bombe atomique est « une bombe aérienne », qui « s'incorpore » à la guerre aérienne. Il rappelle la quasi-impossibilité de se défendre contre une frappe nucléaire et souligne qu'aucune supériorité, aérienne ou en nombre de bombes, ne permet de se prémunir d'une éventuelle attaque. Castex, comme Brodie, associe cette bombe d'un genre nouveau aux gaz de combat qui avaient laissé les armées relativement démunies lors de la Première Guerre mondiale, mais qui, paradoxalement, n'ont pas été utilisés lors de la Seconde. L'amiral français présente la bombe comme une « arme

d'arrière ». Il insiste sur les aspects géographiques, alors que Brodie souligne plutôt l'importance de la distance, et évoque la capacité que les États-Unis ont eue de frapper le sol nippon et les difficultés, voire l'impossibilité, pour les Japonais de toucher le territoire américain, comme si la distance qui les séparait n'était pas la même dans un cas ou dans l'autre. Au-delà de cette « géographie asymétrique », Castex souligne l'importance de la nature des sols ou encore, rappelant les arguments de Brodie, le danger que constitue la concentration de la population, des industries et services dans des centres urbains très denses. « Devant elle, il n'est de meilleure parade que la dispersion » sur terre comme sur mer. Comme Brodie, le vice-amiral qu'il est alors ne néglige pas les forces navales. La bombe atomique ne fait que « renforcer et accélérer l'évolution » des armes modernes (torpilles, torpilleurs, sous-marins, avions, etc.). Mais l'argument central que Brodie partage avec Castex demeure celui de la « crainte des représailles » : « la seule défense praticable dans l'ensemble au moins consiste, sans se borner à une vaine parade de rendement très faible ou nul, à riposter au plus vite en attaquant soi-même et en frappant l'adversaire par le même moyen ». Bien souvent, les représailles marquent « le commencement de la sagesse et, par voie de conséquence, le rempart du droit et le soutien de la vertu ».

Les arguments de Castex, de Broden et de Brodie sont tournés vers le futur. Il faut attendre l'avènement de la bombe à hydrogène et du missile balistique intercontinental pour qu'ils trouvent leur pertinence pleine et entière. Dans « The Anatomy of Deterrence » et *Strategy in the Missile Age* (1959), Brodie présente une relecture de ses arguments de 1946 à l'aune de cette nouvelle rupture technologique et des travaux menés jusqu'alors à la *Rand*. Il réaffirme que les principes traditionnels de la guerre ne sont plus valables depuis la « révolution [survenue] dans l'armement avec l'avènement de la première bombe atomique ». Il rappelle aussi que la dissuasion n'empêche pas la guerre, mais que l'arme nucléaire en a modifié

la forme principale, voire la nature. Ce changement de paradigme, comme l'a formulé le général Lucien Poirier, se traduit par « une inversion des statuts de la guerre et de la stratégie ». Brodie a compris très tôt les conséquences de cette « révolution nucléaire » et ce renversement des principes de la stratégie. Il a également saisi le rôle qui incombait désormais aux stratégistes civils pour aider à redéfinir la stratégie à l'ère nucléaire à partir de nouveaux « axiomes » qui s'opposent à ceux « traditionnels des militaires ». Son passage à l'*Air Force* et à la *Rand* lui a confirmé que la « guerre moderne » reposait sur « l'ascendant aérien stratégique », déjà souligné par Giulio Douhet au début du XX^{e} siècle : le « bombardement stratégique *domine le conflit absolument* », écrit Brodie. Il détermine l'issue d'une guerre nucléaire. Cette idée, déjà présente dans *The Absolute Weapon,* est réaffirmée dans « Notes on the Evolution of Air Doctrine » (1955) où il discute les thèses de Douhet. Il poursuit cette réflexion dans *Strategy at The Missile Age* où il indique que l'arme nucléaire oblige à repenser les stratégies aériennes à l'aune des innovations technologiques telles que les satellites, les simulateurs, les avions supersoniques ou les missiles.

Brodie discute également la question de la stabilité stratégique : comment maintenir l'équilibre et empêcher une course aux armements qui risque de conduire à l'instabilité et à un conflit nucléaire ? Sa réflexion diffère d'autres stratégistes, comme Wohlstetter, qui considèrent que le progrès technologique conduit à développer de nouvelles armes pour garantir l'efficacité de la dissuasion. Pour Brodie, un nombre suffisant d'armes garantit une dissuasion stable, à condition qu'elles soient mobiles. Mais la dissuasion ne repose pas que sur des facteurs matériels ou techniques. Elle implique aussi une dimension psychologique qui rappelle les arguments de Clausewitz sur l'importance des facteurs immatériels dans la guerre. « La prédiction est plus importante que le fait », écrit-il déjà dans *The Absolute Weapon*. Il ajoute dans *Strategy at The Missile Age* que la

stabilité est atteinte dès lors que les États *croient* qu'ils n'ont aucun avantage à frapper en premier leur adversaire.

Ses travaux sur la stabilité stratégique ont également contribué à développer la réflexion sur la maîtrise des armements. Dès 1946, il avance que des accords et traités sur les arsenaux pourraient réduire le risque d'une attaque-surprise, en permettant aux adversaires, au travers de leurs négociations, d'interpréter leurs intentions et de partager une même rationalité. Cette intuition est partagée par d'autres chercheurs tels que l'Américain Thomas Schelling, économiste et professeur de relations internationales, qui comme Brodie examine l'alternative possible à « la peur réciproque d'une attaque-surprise » et interroge les risques d'une guerre préemptive ainsi que les fonctions de l'arme nucléaire, défensive pour dissuader un adversaire d'attaquer (*deterrence*), offensive pour le contraindre (*compellence*). Ces travaux ont contribué au développement des traités de contrôle des armements tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et les *Strategic Arms Reduction Treaty* (START). Dans « On the Objectives of Arms Control » (1976), Brodie revient sur les arguments présentés en 1961 par Thomas Schelling et Morton Halperin dans *Strategy and Arms Control* et par Hedley Bull dans *The Control of the Arms Race*. Il analyse les objectifs et l'efficacité des mesures de contrôle des armements à partir des coûts, de leurs caractéristiques techniques et des innovations en cours. À ses yeux, un programme réaliste de réduction d'armements doit d'abord viser à négocier et à supprimer les projets coûteux et inefficaces.

Enfin, Brodie réévalue les capacités de représailles en cas d'attaque-surprise. Un État qui renonce à toute frappe nucléaire préventive, comme les États-Unis, doit concentrer une part significative de son effort militaire à réduire l'avantage qu'un adversaire pourrait tirer d'une frappe-surprise, en se dotant d'une capacité de riposte en cas d'attaque nucléaire ou de menace conventionnelle. Robert Jervis dans « Debates on Deterrence : Security and

Mutual Security » (1989), souligne que la dissuasion telle qu'elle est envisagée par Brodie ne doit pas être « assimilée à la conception générale de la politique de "représailles massives" d'Eisenhower ou à une simple version de la "destruction mutuelle assurée" ». Dans *Strategy at The Missile Age*, Brodie envisage des solutions pour épargner des vies humaines en cas de frappe, en lançant par exemple un programme d'abris antiatomiques hors des villes. Sa réflexion, qui remonte à la période où il travaillait à la division du ciblage de l'*Air Force*, pose la question du choix des cibles. Dans un rapport, il avait proposé en cas d'attaque une riposte mesurée contre des objectifs stratégiques, notamment des centres gouvernementaux après évacuation des civils, plutôt que des frappes massives contre les principales villes de l'adversaire (stratégie anti-cités). Licencié de l'*Air Force*, il entre à la *Rand* où il continue de réfléchir à des options autres que l'équilibre de la terreur, en lien avec les progrès technologiques qu'il observe.

Dans « Nuclear Weapons : Strategic or Tactical » (1954) il envisage l'utilisation de l'arme nucléaire à un niveau tactique pour empêcher l'escalade d'une crise. Il s'oppose à Alain Enthoven, Albert Wohlstetter ou encore Thomas Schelling, pour lesquels l'usage d'armes nucléaires tactiques conduirait à un holocauste nucléaire. Brodie les considère au contraire comme un moyen de limiter l'escalade de la violence, un substitut à la riposte massive dont la crédibilité est remise en question par des forces stratégiques de moins en moins vulnérables. Il souligne d'ailleurs très tôt que les systèmes de défense antimissiles (ABM) sont très coûteux pour une efficacité très limitée. En bref, « l'impasse stratégique permet de gagner en liberté tactique ». Mais la possibilité d'une guerre nucléaire limitée, « seconde ligne d'assurance » ou *via media* entre dissuasion absolue et guerre nucléaire totale, qui épargnerait les populations civiles, est remise en question par la capacité destructrice croissante des armes nucléaires. Dans « Politique de dissuasion et guerre limitée » (1960), il revient sur le

contexte dans lequel il a rédigé son article de 1954. L'avènement de la bombe thermonucléaire, la guerre de Corée et la nécessité de sortir de la philosophie du « tout ou rien » imposaient de penser la limitation volontaire des moyens de la puissance et la restriction, notamment l'absence de bombardements stratégiques nucléaires, pour maintenir la possibilité de négocier. La négociation à l'ère nucléaire est devenue l'objectif politique.

« Strategy Hits a Dead End » (1955) revient sur cette idée d'impasse stratégique et pose la question d'un usage raisonné de l'arme nucléaire, un questionnement qui irrigue *Strategy at The Missile Age* publié quelques années plus tard. L'essence de la dissuasion réside dans une forme de calcul irrationnel suivant lequel la capacité de destruction nucléaire préviendrait toute attaque. Le dilemme de la dissuasion nucléaire « vient du fait que ce qui semble être la politique de dissuasion la plus rationnelle implique un engagement dans une stratégie de réponse qui, si nous devions un jour l'excuser, pourrait alors sembler très insensée ». Brodie prend le contre-pied de ses collègues de la *Rand*, en particulier Wohlstetter, son rival, qui plaident pour le maintien de la supériorité stratégique américaine afin de garantir une dissuasion crédible. Le point de vue de Brodie s'explique par les progrès de cette période (guidage, sous-marins lanceurs d'engins, missiles à têtes multiples) qui rendent possible l'attaque-surprise, sinon la victoire, de l'agresseur. Elle s'explique également par son parcours académique et intellectuel. Politiste, clausewitzien, il considère que la stratégie pose d'abord des questions d'ordre politique. Ainsi, les essais de nouvelles technologies militaires, comme il le montre dans « Military Demonstration and Disclosure of New Weapons » (1953), ont avant tout des implications politiques. La première explosion atomique soviétique, par exemple, avait également valeur de démonstration politique vis-à-vis de l'étranger.

« Clausewitz à l'ère de la dissuasion nucléaire »

Ken Booth écrit de Brodie qu'il est « un Clausewitz à l'ère de la dissuasion nucléaire ». De fait, l'œuvre du stratège prussien a nourri la pensée du stratégiste et l'a conduit à penser l'éthique de la guerre à l'ère nucléaire. Sa philosophie historique d'inspiration clausewitzienne le distingue des stratégistes scientifiques qui abordent les stratégies nucléaires sous l'angle des mathématiques, des systèmes et des probabilités. Elle l'a éloigné des principaux cercles de réflexion et d'influence. Entre 1960 et 1961, Brodie séjourne en France comme boursier de la *Carnegie Corporation* et rencontre Raymond Aron, André Beaufre et Pierre Marie Gallois. À la suite de ce séjour, il publie « Defense Policy and The Possibility of Total War » (1962) qui revient sur la possibilité d'une guerre nucléaire et sur le caractère paradoxal des armements nucléaires et de certaines politiques de défense qui affaiblissent la dissuasion. Il publie également *From Crossbow to H-Bomb* (1962), ouvrage rédigé avec son épouse, où il retrace l'évolution des technologies, des stratégies, des tactiques militaires, et analyse la manière dont les innovations technologiques ont transformé les concepts de guerre et de défense. Ces publications correspondent à la période où sa pensée est marginalisée. Son approche clausewitzienne, qui présente la stratégie comme un art complexe et la guerre comme un phénomène imprévisible, est remplacée par l'approche plus jominienne de Wohlstetter et de son école qui considèrent la stratégie comme une science des principes qui conduit au succès.

Écarté des cercles de décision, Brodie critique ses anciens collègues de la *Rand*, les *Whiz Kids*, qui entourent Robert McNamara au Département de la Défense et contribuent à établir la politique militaire du président John F. Kennedy. Dans « The American Scientific Strategists », il constate que « l'école moderne des stratèges se distingue peut-être le plus nettement de

l'ancienne école par cette différence d'attitude à l'égard des chiffres ». Sa conférence au *Naval War College*, « Strategy as an Art and a Science » (1959), et ses articles, « The American Scientific Strategists » (1964), « The McNamara Phenomenon » (1965) et « Why Were We So (Strategically) Wrong ? » (1971-1972), en réponse à un texte critique de Colin Gray, peuvent être qualifiés de querelle entre Anciens et Modernes. Plutôt que de répondre à des questions politiques majeures, Brodie considère que ces stratégistes modernes développent des théories fondées sur des modèles et des méthodes en apparence séduisants (modèles mathématiques, méthodes quantitatives, analyses économiques, informatiques, *wargaming*), mais qui sont « inutiles » voire « fausses ». Surtout, elles conduisent aussi à des stratégies inefficaces. Il critique la stratégie anti-forces dominante dans les années 1960, considérant qu'au regard de la puissance et de la précision encore relative des armes nucléaires, elles n'épargnent pas les populations civiles. Il critique également la doctrine de réponse flexible de James Schlesinger des années 1970, parce qu'elle ne supprime en rien la « rigidité » de la dissuasion. Il ne comprend pas que ses partisans refusent une utilisation tactique des armes nucléaires qui offrirait une plus grande flexibilité que la doctrine Schlesinger. À ses yeux, la riposte graduée est dangereuse, car elle accentue le risque qu'une crise dérape et conduise, par une escalade incontrôlée, à une guerre totale comme l'a souligné Morton Halperin dans son essai *Limited War in Nuclear Age*, publié en mai 1962, au lendemain de la crise de Cuba. Aussi revient-il dans *Escalation and the Nuclear Option* (1965) sur la nécessité de penser l'escalade pour mieux la « contrôler » et explore différents scénarios. Cet ouvrage polémique illustre les désaccords de Brodie avec la politique américaine, en particulier la conception de McNamara présentée dans son allocution du 5 mai 1962 devant les ministres du Conseil de l'Atlantique Nord réunis à Athènes : le Secrétaire à la Défense y évoquait la nécessité de déployer en Europe un « dispositif non nucléaire fort » (« forces de boucliers » dans la doctrine de

l'OTAN) afin, si nécessaire, de conduire une guerre conventionnelle sans recours à des « forces de représailles » massives. Brodie souligne ainsi les « imperfections » de la stratégie de l'OTAN et suggère au contraire de déployer des armes nucléaires tactiques sur le sol européen. Son approche clausewitzienne de l'escalade inspirera des auteurs plus contemporains, à l'instar de Stephen Cimbala (*Clausewitz and Escalation : Classical Perspetive on Nuclear Strategy,* 1991).

Brodie quitte la *Rand* pour l'université de Californie en 1966 où il se consacrera à actualiser et à diffuser la pensée de Clausewitz, alors que se profile la fin de la guerre du Vietnam. S'il considère que les stratégistes scientifiques ont une responsabilité dans les *errements* de la stratégie américaine au Vietnam, il affirme que l'échec des États-Unis incombe surtout aux responsables politiques qui décident de faire la guerre et des moyens à mettre à disposition pour la gagner. *War and Politics* (1973), à ses yeux son meilleur ouvrage, souligne que la dimension politique de la stratégie doit toujours primer sur la dimension technique et technologique. Dans « The Impact of Technological Change on the International System : Reflections on Prediction » (1971), il notait déjà qu'il est impossible d'établir des prévisions sur le long terme concernant le développement technologique. Il est d'autant plus difficile de prédire ses impacts sur le système international. Il concluait qu'il faut être « honnête sur ces incertitudes » lorsque l'on prétend prédire le futur. La guerre reste pour lui un instrument politique malgré les changements technologiques, une affirmation plus que jamais d'actualité à l'ère nucléaire. Brodie insiste sur la nécessaire congruence entre les moyens et les fins, et sur l'importance du rôle du décideur politique qui inclut désormais une dimension militaire. Il décide de l'usage de l'arme nucléaire et assure l'adéquation entre les moyens et les fins politiques qu'il a décidées. Pour y parvenir, il doit répondre aux questions suivantes : que gagner ? quels objectifs ? comment gagner ? avec quels moyens ? Pour y répondre, il doit s'appuyer sur des

« techniques lui permettant de gérer correctement l'incertitude plutôt que d'encourager et de s'appuyer sur des suppositions hasardeuses. »

Cette relecture clausewitzienne de la stratégie à l'ère nucléaire a contribué à diffuser la pensée du stratège prussien aux États-Unis. Parallèlement, Brodie participe, dès les années 1960, au « Projet Clausewitz » porté par Peter Paret et Michael Howard qui aboutit à la publication de la traduction de *De la guerre* (1976). Brodie en rédige l'introduction sous la forme d'un long commentaire, « A Guide to the Reading of *On War* ». On y retrouve son regard clausewitzien sur la stratégie, plutôt que sur les aspects tactiques et opérationnels, regard qui l'a conduit à réaffirmer la place centrale que doivent occuper la science politique et l'histoire des relations internationales dans les études stratégiques.

Postérités

Henry Kissinger, dans sa recension de *Strategy at the Missile Age* publiée dans le *New York Times* en 1959, écrivait au sujet de Brodie qu'il a été « l'un des premiers à reconnaître l'importance stratégique des armes nucléaires. Il a très tôt compris le paradoxe suivant lequel toute augmentation de notre capacité destructrice avait tendance à paralyser la volonté d'y recourir. Ses écrits ont influencé la plupart de ceux qui se sont intéressés à ce sujet ». À sa mort en 1978, Brodie laisse un héritage conséquent. Pionnier, il a contribué au développement des études stratégiques comme discipline académique et à l'élaboration de la stratégie nucléaire américaine. L'arme absolue ne l'a jamais convaincu que la guerre était désormais impossible. Pour lui, la principale utilité des armes nucléaires était de dissuader l'adversaire d'une agression. Quelques mois avant sa mort, dans « The Development of Nuclear Strategy » (1978), il se

réjouissait d'avoir contribué à populariser le concept de dissuasion, idée « aussi ancienne que l'utilisation de la force physique ». Sa nouveauté réside dans les conséquences « intolérables » qu'auraient son échec, surtout à l'âge des missiles à têtes multiples et des sous-marins lanceurs d'engins qui rendent impossible toute défense. Critique, il n'a cessé de chercher une alternative à « l'équilibre de la terreur », formule qu'il a toujours rejetée, et à la guerre préventive, qu'il a toujours condamnée. Au terme d'une vie consacrée à la réflexion stratégique, il a acquis la certitude que la guerre nucléaire ne pouvait être la continuation de la politique par d'autres moyens, car un « suicide national ne peut être un objectif politique ». Il a également acquis la certitude que la dissuasion est la moins mauvaise des stratégies à l'ère nucléaire. Mais l'imprévisibilité de l'évolution du système international et les risques d'erreurs de calcul qu'elle impliquait le rendaient profondément inquiet quant aux conséquences qui pourraient advenir si elle devait un jour être mise en échec. Ainsi, la dissuasion nucléaire, si elle continue la politique par d'autres moyens, invite également le savant comme le politique à réfléchir à son dépassement. En ce sens, les travaux de Brodie continuent aujourd'hui encore d'être d'actualité. Fréquemment cités dans le débat stratégique, ils ont alimenté un nombre considérable de travaux – si important qu'il est vain de tenter de les citer – qui abordent les questions stratégiques dans une perspective aussi bien réaliste, libérale, constructiviste que critique. Brodie, que tous les témoignages présentent comme un collègue agréable et un enseignant dévoué, était un esprit curieux et un esprit libre. Il a refusé d'être un conseiller du prince, de crainte de perdre son indépendance et son esprit critique, à une époque où plus que jamais il était nécessaire d'humaniser la guerre.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Bernard Brodie (dir.), *The Absolute Weapon : Atomic Power and World Order*, New York, Harcourt Brace, 1946.
–, *Strategy in the Missile Age*, Princeton, Princeton University Press, 1959.
–, *War and Politics*, New York, Macmillan, 1973.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Barry H. Steiner, *Bernard Brodie and the Foundations of American Nuclear Strategy*, Lawrence, University Press of Kansas, 1991.
Barry Scott Zellen, *State of Doom : Bernard Brodie, The Bomb, and the Birth of the Bipolar World*, Londres, Continuum International Publishing Group, 2011.

Lucien Poirier, apprivoiser la violence : raison stratégique et dissuasion nucléaire

François Géré

Né à Ingré (Loiret) en 1918, veillé par Jeanne d'Arc et Charles Péguy, Lucien Poirier entre à Saint-Cyr en 1938 dans l'éblouissement tragique de la victoire de la Grande Guerre. Mais c'est pour connaître la défaite et la captivité, double humiliation qui le marque pour la vie. En Indochine, en 1950, il est officier de renseignement (2e bureau) sous Jean de Lattre puis il effectue deux périodes en Algérie entre 1955 et 1962, dont un commandement sur le Barrage (ligne Morice) face à la Tunisie.

Au sein du Centre de prospective et d'évaluations du ministère des Armées, il rédige de 1966 à 1972 les textes fondateurs de la théorie de la stratégie de dissuasion nucléaire. Dans ses fonctions, Poirier soutient les travaux du général André Beaufre, fondateur de l'Institut français d'études stratégique (IFDES), et favorise le développement des études polémologiques de Gaston Bouthoul. En 1974, il est nommé directeur des études à la Fondation pour les études de défense nationale. Commence la période des publications ouvertes au public qui le font sortir de l'anonymat.

Lucien Poirier fait partie de ces hommes qui n'ont cessé d'écrire tout au long de leur vie. Dès 1947, il fait la recension des ouvrages de stratégie

dans la *Revue militaire d'information*. Il lit tout, en rend compte et en propose un jugement. De son séjour en Indochine, il tire un essai encore inédit « La méthode de pensée du général de Lattre de Tassigny ». Médusé, le jeune capitaine se demandait en son for intérieur : « Comment pense-t-il ? Pourquoi donne-t-il cet ordre et non pas un autre plus rationnel, plus logique, plus ordinaire ? Pourquoi dans la guerre, au cœur de la bataille, ce chef prend-il le contre-pied de la doctrine et des usages ? Pourquoi transgresse-t-il la règle du jeu ? » Tel Bonaparte qui bouscule les bonnes manières de ses « non-homologues » les aristocrates de l'état-major autrichien… Ou encore, Nelson à Trafalgar qui brise la ligne des vaisseaux français. Toute création est transgression. L'important, ce sont donc les commencements, la *germination*. Une démarche qui conduit Poirier à la théorisation de la pratique militaire. « Théoriser la stratégie… C'est d'abord dévoiler et identifier, dans les faits, événements et phénomènes la manifestant, ceux qui sont récurrents et que l'on peut ériger en objets de pensée isolables mais entre lesquels existent certaines relations régulières. » Prolongée durant un demi-siècle, cette démarche en fait l'un des esprits les plus originaux de l'histoire de la pensée militaire mondiale, aux côtés des Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert, Carl von Clausewitz et autre Antoine-Henri Jomini.

Premiers écrits

La réputation de Poirier sur la stratégie de dissuasion nucléaire a occulté ses premiers écrits qui n'ont été publiés que sous forme d'articles et qui, pour certains, restent à l'état de manuscrits. Fin octobre 1956, il se voit confier l'analyse des documents issus du congrès du FLN de la Soummam en août 1956, saisis lors de la capture des chefs de cette organisation jusqu'alors peu connue. La *Revue militaire d'information* publie en 1957 en

deux livraisons « Le FLN un instrument de guerre révolutionnaire » qui permet de comprendre les finalités politiques et les méthodes d'action d'un groupe subversif. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, Poirier écrivit un livre entier en 1957-1959 : *Mythes : politique et stratégie*, sous-titré *Entreprise révolutionnaire et guerre de subversion*. « Cet ouvrage, indique-t-il, se présente comme un traité… J'ai étudié le phénomène-guerre révolutionnaire en soi et en quelque sorte hors de l'histoire. » En dépit de cette hauteur de vue, le manuscrit n'a pas été publié en raison des convulsions politiques qui ont marqué la fin de la guerre. Il attend encore son éditeur.

Ces études conduisent Poirier à s'attacher aux stratèges de la guerre irrégulière et de la manœuvre indirecte : Lawrence d'Arabie et Basil H. Liddell Hart, ce que je nomme « l'École britannique », bien mal connue en France. En 1960 et 1961, dans une série d'études sur Thomas E. Lawrence – « Le mythe arabe », « Lawrence, Pygmalion politique » –, Poirier pointe « la volonté agressive d'une créature qui tente d'échapper à la commune condition et ceci grâce à une œuvre exemplaire élaborée dans la plus rigoureuse des solitudes mentales ». Même démarche pour les auteurs favoris, Guibert, Jomini, Clausewitz. Suivant une tradition barrésienne et proustienne, Poirier s'intéresse au moi de chacun des stratégistes, à la relation entre sa pensée et sa pratique, privilégiant les personnalités déchirées qui jamais ne trouvèrent de postes à la hauteur de l'ambition de leur intelligence. Caractères hors du commun, perpétuels insatisfaits d'une morne carrière, qui compensent dans l'œuvre cette frustration de l'agir militaire auquel ils aspiraient. Dans le prolongement, Poirier traduit chez Plon *Strategy* de Liddell Hart (1962) qu'il republiera en 1997, augmenté d'une préface de soixante pages où il s'interroge sur la notion de « décisif », un qualificatif volontiers utilisé dans la littérature stratégique sans avoir jamais été jusqu'alors nettement explicité.

Avec la fin de la guerre d'Algérie, la carrière de cet officier passablement éprouvé par le profond malaise des armées aurait pu s'achever dans l'obscurité. Survient la rencontre avec le grand projet nucléaire gaullien, favorisée par son ami, le général Maurice Prestat, qui lui ouvre la porte du Centre de prospective et d'évaluations (CPE) créé en février 1964 par Pierre Messmer, ministre des Armées. La France vient de réaliser ses premiers essais atomiques au Sahara. Elle doit formuler une stratégie cohérente, tant pour se distinguer des autres puissances nucléaires que pour répondre aux critiques étrangères, notamment la déclaration de Robert McNamara de mai 1962 sur les forces nucléaires indépendantes qualifiées de dangereuses, coûteuses, vouées à l'obsolescence et dépourvues de crédibilité dissuasive. Sans oublier les jugements dépréciatifs issus de tous les milieux politiques et universitaires, à commencer par l'influent Raymond Aron. Au regard de Charles Ailleret et de Pierre Marie Gallois, Poirier est tard venu à la réflexion sur l'arme nucléaire mais a tôt fait de se trouver les justes marques. Entouré de scientifiques comme le futur général Alain Bru, il crée les modèles théoriques qui vont servir de substrat à la doctrine de dissuasion nucléaire adaptée à la France.

Poirier tient l'irruption de l'arme nucléaire pour une « révolution copernicienne » dans l'histoire de la stratégie. Car l'excès de violence destructrice, par un retournement paradoxal, engendre le blocage du recours à la force. Elle bouleverse l'ordinaire banalité de la guerre comme instrument politique de résolution des conflits entre les États. « Dans quelle mesure et sous quelles conditions une guerre nucléaire peut-elle encore servir des fins politiques, et lesquelles ? Ce n'est plus l'arme nucléaire qui est en question, mais la guerre… » Ainsi, la stratégie jusqu'alors tenue pour la haute partie de la guerre l'englobe désormais comme un mode d'action parmi tous ceux qui seront utilisés pour réaliser les fins de la politique.

Dans cet esprit sont élaborés les concepts fondateurs de la stratégie de dissuasion nucléaire.

L'autonomie de décision

L'autonomie de décision exprime la volonté de, et la capacité à s'imposer sa propre loi (*nomos*) à l'exclusion de toute « autre ». Elle ne se confond pas avec l'indépendance nationale. Car nul, parmi les alliés, n'a songé à remettre en question la souveraineté de la France. Elle correspond au refus de s'intégrer dans un système où la décision échappe à chacun des acteurs pour se trouver soumise à une volonté collective dont on sait, en pratique, qu'elle correspond aux choix et aux décisions d'un État dominant du fait de sa puissance. Or l'extrême gravité de la décision nucléaire ne tolère pas le partage, et moins encore la soumission à des intérêts autres que nationaux. Cela revient à poser, comme le fit de Gaulle, la question des alliances « qui n'ont pas de vertus absolues, quels que soient les sentiments qui les fondent » au regard de la « libre disposition de soi-même ».

Poirier relève que le chef de l'État « énonce ici le problème fondamental de toute stratégie : comment acquérir et conserver la liberté d'action sans laquelle toute politique est condamnée à une sujétion plus ou moins déguisée ». Sur ce concept majeur qui trame la pensée stratégique de Ferdinand Foch à André Beaufre en passant par l'amiral Raoul Castex, Poirier reviendra de manière décisive pour en préciser la nature et la portée à l'occasion de la guerre du Koweït de 1990-1991. « Liberté de choisir et de décider, la liberté d'action n'a de sens que si on la définit comme la résultante des libertés d'action élémentaires ou degrés de liberté que les duellistes possèdent ou qu'il leur faut restaurer contre leurs contraintes, dans chacune des dimensions géographique, technique, etc., de la stratégie. » S'établit donc entre chacun une dissymétrie évolutive

déterminée par la recherche de l'accroissement de ses degrés de liberté d'action tout en réduisant ceux de l'autre.

La loi de l'espérance politico-stratégique et le calcul probabiliste

« Toute entreprise politico-stratégique n'est rationnelle […] que si l'espérance de gain attachée à son projet demeure supérieure aux risques consécutifs aux oppositions qu'elle rencontrera nécessairement. »

Dans la stratégie du virtuel se produit un autre renversement majeur qui correspond à l'évaluation de l'espérance de gain au regard du risque de perte. La dissuasion conventionnelle est d'autant plus déficiente que la probabilité d'occurrence de la riposte ne garantit jamais une perte exorbitante dépassant la valeur de l'enjeu. Il est donc toujours possible de « jouer », de s'essayer à la guerre, en considérant que la défaite n'apportera, somme toute, qu'un préjudice limité qu'il sera aisé de compenser.

La situation dissuasive est résumée symboliquement par la formule :

$$P = k*G/R = k*EP1/CP2$$

où P est la probabilité d'agression ; k est une constante, G l'espérance de gain, R le risque probable ; E est l'enjeu, C le coût. C'est sur cette base probabiliste que Poirier construit le modèle particulier à la France, puissance moyenne.

Le modèle du faible au fort : suffisance et crédibilité

Comme ses prédécesseurs Ailleret et Gallois, Poirier considère que la crédibilité « constitue le pivot du raisonnement dissuasif » avec ses deux composantes : matérielle d'une part (les forces), psychologique de l'autre (la résolution du décideur face à la menace). « La crédibilité porte donc sur la valeur de la menace telle que se la représente le candidat-agresseur. Mais cette image intéresse au premier chef le dissuadeur qui doit […] élaborer une image de l'image selon laquelle l'agresseur évalue, d'une part, les pertes et dommages qui lui seraient inacceptables [seuil dissuasif] et, d'autre part, la capacité du dissuadeur à produire les effets correspondant à ce seuil. »

Poirier admet la réalité d'une puissance qui, pour être certes moyenne, se veut maîtresse de son destin. « Les classes de puissances se subdivisent en hyperpuissances, les USA, l'URSS et progressivement la Chine populaire, en puissances moyennes qui grâce à l'acquisition de l'arme nucléaire sont encore des sujets et pas seulement des objets d'une conduite politique » et « les autres puissances dont la "souveraineté" est partiellement aliénée, limitées dans le domaine de la défense et de l'action extérieure par les contraintes de nécessaires alliances ». La dissuasion s'exercera du faible au fort. En raison du pouvoir compensateur de l'atome, il n'est pas nécessaire pour le premier de disposer de forces nucléaires considérables. Il suffit de s'assurer qu'elles survivront à une agression préventive et pourront « passer » la défense adverse afin d'infliger à l'agresseur des dommages insupportables car disproportionnés au regard de la valeur de l'enjeu. Il suffit également de disposer de la quantité de forces conventionnelles nécessaires et suffisantes pour assurer la crédibilité de la manœuvre de dissuasion nucléaire. « Cependant, ajoute Poirier, la crédibilité n'est vraiment garantie que si elle s'accompagne de la sûreté. La

pluralité et la diversité des composantes sont un premier facteur de sûreté. » S'y ajoutent deux formes : passive (la dispersion ou l'enfouissement) et active (le recours à des forces aéroterrestres et aéromaritimes dites de « sûreté »).

Le seuil d'agressivité critique, élément majeur du modèle

Il est primordial que le décideur soit informé des intentions réelles de l'ennemi. « La théorie de la dissuasion nucléaire du faible au fort se fonde sur un axiome : dans l'état actuel des choses, la menace de représailles nucléaires ne peut être crédible que pour interdire une éventuelle agression militaire visant sans équivoque la conquête du territoire national du dissuadeur, espace auquel s'identifie ce que l'on nomme ses intérêts vitaux. » Voilà qui explique la critique de la suggestion d'une « défense tous azimuts » formulée par le général Ailleret. Ces avancées extrêmes de la stratégie de dissuasion ne rencontrent pas l'agrément de Poirier. « Projet vite abandonné, trop peu réaliste étant donné le nombre très réduit d'États qui, dans l'avenir prévisible, auraient motif d'attaquer militairement et directement le sanctuaire français. » Il n'est donc pas légitime de parler de dissuasion globale pour la puissance moyenne qui doit ne considérer que les menaces caractérisées géographiquement localisables.

Seuil d'agressivité critique et manœuvre pour l'information : les tribulations de l'arme nucléaire tactique (ANT)

Comment connaître avec certitude les véritables intentions d'un agresseur qui cherche à les masquer ? Poirier s'inspire d'un élément de la stratégie napoléonienne : la manœuvre pour l'information recourant à une quantité limitée de forces spécialement détachées afin de tester l'ennemi.

« Le volume des forces conventionnelles étant par nécessité limité, il convient de répartir les masses entre la participation à la bataille de l'avant aux côtés des alliés et la manœuvre pour le test qui est associée à la stratégie de dissuasion autonome française. »

Tel est le rôle que le Centre de prospective et d'évaluations entend assigner à l'atome tactique, en prônant son développement en août 1966. En novembre 1968, une doctrine d'emploi de l'arme nucléaire tactique est précisée : « ce test a pour unique objet de motiver la décision en fournissant l'information ». L'arme nucléaire tactique (ANT) s'inscrit donc dans le cadre de la manœuvre dissuasive d'ensemble, articulant trois composantes : les cinq unités blindées mécanisées de la 1re armée dissoute en 1993, les armes nucléaires tactiques de courte portée (Pluton, qui deviendra Hadès) abandonnées en 1993 et la force nucléaire stratégique.

L'ANT a un rôle d'information tant pour le chef de l'État que pour l'ennemi qui devra comprendre qu'il doit immédiatement interrompre son agression pour ne pas s'exposer à une frappe stratégique. Révélatrice des intentions de chacun dans sa « mission générale d'éclairage », la présence de l'ANT vise aussi à compliquer le dispositif adverse, qui ne peut risquer d'offrir des cibles trop payantes – les grandes concentrations de forces et de matériels par exemple. Comme les forces conventionnelles, elle contribue à la fonction d'alerte du chef de l'État, sachant que c'est à lui seul, et non au commandant en chef des armées, simple exécutant de l'ordre donné,

qu'incombera la décision d'engager le feu nucléaire, y compris tactique. L'ANT permet finalement d'élever le seuil nucléaire à partir duquel jouerait la menace des représailles stratégiques. Elle contribuerait à rétablir une dissuasion ébréchée, puisque l'offensive a été lancée et que les forces de l'OTAN sont bousculées. Le coup de semonce devra être puissant et unique. Son ampleur marque la détermination du dissuadeur à franchir le seuil nucléaire qui conduirait à l'engagement des forces stratégiques. Ce coup, l'« ultime avertissement », frappera les forces ennemies et leurs soutiens directs en une salve unique dirigée sur une grande quantité de cibles. Mais cette action ne devra pas donner le sentiment que l'on recherche à gagner la bataille : il ne s'agit pas de mener une guerre nucléaire sur les frontières de la France ni même sur ce qui resterait du territoire des alliés envahis. « De là la limitation volontaire du nombre et des puissances de nos armes, l'unicité de la frappe sur les forces adverses, le maintien de la décision de feu dans les mains de l'autorité politique. » Ainsi le doute est levé : d'un côté, sur l'intention de l'agresseur de s'en prendre à nos intérêts vitaux, à l'intégrité du territoire, à l'existence même de la souveraineté nationale ; de l'autre, l'ennemi est informé sans ambiguïté qu'il ne peut plus nous faire hésiter par des manœuvres dilatoires.

L'introduction de l'ANT n'équivaut donc pas à une riposte graduée à la française. Il n'est question ni d'échange de frappes ni de barreaux d'escalade. Le « tout ou rien » est aménagé par la manœuvre pour l'information, sans être remis en cause dans son principe. L'insistance de Poirier à refuser la désastreuse bataille nucléaire a été critiquée, notamment par les dirigeants militaires, mais elle a impressionné les politiques, conduisant le président François Mitterrand à opter pour le terme pré-stratégique.

Ces notions inspirent de nombreux articles et d'innombrables cours et conférences, ce qui n'empêche pas Poirier de poursuivre et d'approfondir

son investigation théorique. Elle s'organise en catégories ou rubriques : culture stratégique, chantier, généalogie de la stratégie et stratégothèque.

Les piliers de la construction théorique

Le chantier se définit comme : « la communauté de toutes les têtes pensantes qui, dans la très longue durée de l'histoire universelle, ont travaillé et continuent de travailler sur le matériau sociopolitique pour le transformer en utilisant l'information et l'énergie fournies par les instruments de la violence armée ». En résultent « deux classes corrélées d'œuvres : les discours des stratégistes et les actes des stratèges ».

La généalogie « s'identifie à la restitution et l'explication de la genèse progressive de différentes manières de penser l'agir et l'action […] elle dit pourquoi et comment l'homme de la violence armée, le stratège opérant, fait ce qu'il fait avec elle […] ». Cette généalogie de la stratégie fait apparaître une polarisation en deux écoles : franco-prussienne et britannique, l'approche directe et indirecte, la force et la ruse, Clausewitz et Sun Zi. Poirier se garde de trancher entre ces deux conceptions apparemment antagonistes de la stratégie, mais en réalité complémentaires et susceptibles de combinaisons : d'une part, l'école de Clausewitz radicalisée et déformée par Foch et le Grand État-major allemand qui recherchent la bataille décisive en détruisant le gros des forces ennemies tenu pour le point central d'application de la totalité de la force disponible ; de l'autre, l'école de la stratégie d'approche indirecte théorisée par Liddell Hart et appliquée par Lawrence, tous deux lointainement inspirés par le maréchal Maurice de Saxe voire, en amont, par les antiques penseurs chinois.

Ce qui intéresse Poirier au premier chef, c'est la *tension* entre ces deux pôles de la stratégie militaire. Il s'interroge sur les raisons d'être de ces

conceptions en apparence inconciliables. Il les « comprend » à la fois en analysant leurs arguments et en les intégrant au sein de sa « stratégothèque ».

Il s'en explique dans son ouvrage posthume en dressant le « constat d'une généalogie de la stratégie découpant son champ d'investigation, dans l'espace-temps géohistorique, en séquences ou terrains d'enquête isolés, dont les bornes étaient fixées par la sensibilité intellectuelle du chercheur, par son goût pour une époque de l'histoire militaire, par son expertise reconnue ou par le soutien apporté à une thèse. Généalogies subjectives, disparates, mais signifiantes : elles nous disent comment nos prédécesseurs ont perçu spontanément, ou ont établi, après enquête, la fonction rectrice de certaines familles de pensées de l'agir et sur l'action dans l'évolution de la stratégie. Et les raisons de cette élection, ainsi que les conclusions qu'ils en ont tiré pour le travail de l'entendement et leurs propres jugements ultérieurs sont révélatrices de leur personnalité et de leur formation intellectuelle, de leurs postures mentales devant la guerre et la stratégie militaire, et de leur position au sein de la communauté des stratèges et stratégistes ».

« Que dans leurs généalogies personnelles, Guibert ait reconnu Machiavel et Frédéric II ; que Liddell Hart ait accordé un rôle prééminent à Scipion l'Africain et ait été l'un des premiers "promoteurs" de Sun Zi ; que Lawrence d'Arabie ait magnifié Xénophon et Maurice de Saxe et dénoncé l'influence néfaste de Foch ; que Ludendorff ait récusé Clausewitz pour avoir réduit la politique à la politique extérieure ; ce sont là quelques exemples de points de vue très personnels sur la généalogie. Ostensiblement subjectives, la radicalité de ces mises en perspective heurtait bien des idées reçues ressassées par la littérature militaire traditionnelle. En privilégiant certaines phases dans l'évolution millénaire de la stratégie et en projetant la lumière décapante de la critique et du jugement de valeur sur la hiérarchie, jusqu'alors convenue, des praticiens et théoriciens, ayant fait et dit la guerre

et la stratégie, chacun des contestataires déconstruisait la généalogie reçue comme consensuelle pour la reconstruire sur de nouvelles bases ; et ce, avec de nouveaux critères d'évaluation des apports successifs au savoir sur la stratégie. C'est le processus, itératif sur la longue durée de l'histoire, de la révision et de la perpétuelle mise à jour de la généalogie de la stratégie qui autorise à considérer qu'elle se présente toujours à l'état naissant. »

Dans la culture stratégique, Poirier accorde une importance particulière à une seconde moitié du XVIII^e^ siècle qui court jusqu'en 1815, parce qu'elle constitue un moment de rupture et d'innovation dans les conceptions et les pratiques stratégiques d'où sort, comme tout armé, Bonaparte, utilisateur génial de l'artillerie et du système divisionnaire. Cette seconde moitié de siècle où triomphent la pensée et la langue stratégique française est aussi celle des interrogations, des introspections, des remords, emblématiquement incarnés par les tourments de Guibert. La passion et la raison tantôt s'affrontent, tantôt se combinent dans l'amalgame révolutionnaire que la France propage en Europe, y faisant surgir les nationalismes qui finalement se retourneront contre elle. Suggérons que Clausewitz pourrait bien être le fils meurtrier du père Napoléon Bonaparte s'accomplissant dans une synthèse entre le crépuscule du cosmopolitisme des Lumières et l'aube du nationalisme.

La complexité féconde du XVIII^e^ siècle conduit Poirier à s'interroger sur la temporalité très particulière du développement de la pensée stratégique. Il montre « qu'elle a procédé d'une manière discontinue, par bonds », faisant ainsi alterner de « longues périodes de sommeil théorique » soudainement interrompues par des « moments de rupture » où s'impose le besoin de récapituler le savoir empirique accumulé au fil des conflits persistants.

Il distingue plusieurs facteurs qui, conjugués, ont créé la rupture. Ici la conception et la création des moyens semblent précéder la finalisation politique de leur utilisation. Étrange temporalité comme si aucun projet politique n'avait présidé à la création des moyens ; comme si des forces

profondes, irrésistibles, issues de la capacité d'invention-production avaient provoqué l'action. Suivant Poirier, suggérons ici l'existence efficace d'une sorte de « séduction magnétique de l'instrument militaire ». Si l'on peut agir, pourquoi renoncer à une opportunité qui s'offre à portée de main ; qu'attendre pour concevoir des projets à la mesure des moyens disponibles ? Qui a la sagesse de résister à la tentation de la puissance ? N'est-ce pas la légion qui fait l'Empire romain ?

Tels sont les facteurs idéologiques et sociopolitiques : « la politique et la guerre doivent être nationales pour être efficaces ». De ce fait la guerre, limitée et modérée dans ses buts et ses opérations, devient totale par la radicalisation des buts de guerre et la mobilisation générale des voies et moyens.

Les facteurs culturels procèdent de l'esprit des Lumières tourné vers les applications pratiques des connaissances scientifiques. En outre, le savoir éclos se communique au travers d'une langue française quasi commune aux élites européennes (Frédéric II rédige en français les « Instructions » à ses généraux). « Les armées européennes sont elles aussi marquées par le cosmopolitisme régnant. J'ai dit l'inexistence du patriotisme et que les guerres opposaient des sociétés militaires peu différentes […] se battant sans passion. » Le mercenariat est parfaitement admis de sorte qu'un officier comme Jomini passe naturellement au service du souverain dont il combattait hier les armées. « En outre le secret militaire n'existe pas […] aucune surprise technique n'est à craindre » en raison de la lenteur d'évolutions uniformément répandues.

À ces éléments s'ajoutent les facteurs militaires de la crise stratégique : la puissance du feu, la mobilité divisionnaire, et la mutation logistique qui en découle ; « la guerre nourrit la guerre » en prélevant par réquisition les ressources sur le territoire « étranger ». Ainsi l'armée de conscription citoyenne lève les masses réparties en divisions mobiles et autonomes, affranchies de la lourdeur des magasins d'approvisionnement.

L'objectivation de la pensée des stratégistes n'exclut pas le goût, plus subjectif, pour certaines personnalités. La stratégothèque poiriériste s'organise autour d'affinités électives : les études sur Guibert, Jomini, Clausewitz, Lawrence montrent un penchant pour ce que j'appellerais la « biographie en mode stratégique ». Les monographies sur Guibert ou Lawrence constituent des enquêtes introspectives dans le cerveau du stratège.

S'il fallait élire une inspiration suprême, on la trouverait dans la stratégie napoléonienne dont Poirier a examiné toutes les campagnes et lu les études – notamment celles des généraux Hubert Camon et Jean-Alphonse Colin. À ce maître, il emprunte nombre de concepts fondamentaux qu'il transpose pour établir le modèle de la stratégie nucléaire : la manœuvre en sûreté, l'éclairage par une certaine quantité de moyens dédiés qui se développe en manœuvre pour l'information du décideur par le test, et l'attente stratégique comme phase qui, en l'absence d'ennemi désigné, devrait succéder à la dissuasion nucléaire, esquissée dans *La Crise des fondements* puis reprise et développée dans *La Réserve et l'Attente.*

L'autre référence majeure est de Gaulle, qu'il s'agisse des écrits de stratégie du colonel des années 1930 ou des discours du président de la V^{e} République sur la nouvelle politique de défense française. « Quelle défense concevoir et quelle stratégie pratiquer qui permettent d'acquérir et de conserver l'autonomie de décision et le minimum de liberté d'action […] ? » Énoncés d'une stratégie qui intègre la dissuasion nucléaire comme un élément parmi tous les autres dont la combinaison forme ce que Poirier nomme stratégie « intégrale » au service d'un projet visant à garantir, pour un grand peuple, la libre disposition de soi-même et les moyens de lutter.

À ces deux sources vient s'ajouter la découverte émerveillée des stratégistes civils américains de Harvard et de la *Rand Corporation* : Henry Kissinger, Albert Wohlstetter, Herman Kahn, Bernard Brodie, Thomas

Schelling. Mais cet émerveillement se tempère à l'aune d'une stratégie nucléaire soigneusement mesurée selon le mètre étalon de la France : sa valeur d'enjeu pour un prédateur et ses moyens disponibles pour se préserver en toute autonomie.

Les interlocuteurs familiers : Guibert, Clausewitz, Jomini

Poirier n'a cessé de s'interroger sur la place et la nature de la guerre bien plus que sur les causes. Tout en reconnaissant l'éminence de l'œuvre théorique de Clausewitz, vibrante de stratégie napoléonienne, il en marque les limites. En effet, si le stratégiste prussien tient la guerre pour l'objet suprême et la bataille pour l'instant décisif, dans la structure politico-stratégique, la stratégie intégrale de l'âge nucléaire est devenue cet arbre dont la guerre n'est plus qu'une branche et la bataille l'éventuel rameau, parmi d'autres modes d'affrontement.

Reste cependant qu'en stratégie militaire et en guerre, quel que soit le rapport de prééminence, il faut, point commun, être au moins deux. En stratégie on n'est jamais seul car il y a toujours au moins un autre, sinon plusieurs. Guerre-bataille-combat-duel sont imbriqués selon un ordre ascendant ou descendant en dimension où le duel constitue l'unité élémentaire de base, le combat de deux adversaires (*Zweikampf*). La guerre n'est rien d'autre qu'un duel élargi où chacun est l'incarnation concrète et le représentant symbolique du Même et de l'Autre. La bataille est le point culminant du duel, sorte de synthèse générale des innombrables duels particuliers des unités modulaires, depuis l'armée jusqu'à la cellule matricielle du combat au corps à corps. En dépit des alliances, défections, trahisons et autres manquements aux traités, le principe de la lutte de deux

volontés demeure constant. Car si ces perturbations modifient le rapport de force et infléchissent l'issue d'une bataille, elles laissent intacte la dualité essentielle de l'affrontement.

Poirier se tourne également vers Jomini et Guibert pour rechercher les raisons qui conduisent à recourir à la violence armée organisée. « Si un théoricien comme Jomini a quelque chose à dire qui soit utile aujourd'hui […] » Cette formule clé permet de comprendre la démarche de Poirier. En effet, la création de cette bibliothèque imaginaire ne constitue pas une fin en soi. Comme toute la réflexion poiriériste, elle est finalisée, soumise à un principe d'utilité et d'efficacité. Elle n'a de valeur que d'usage pour augmenter et améliorer les capacités d'action. À ce savoir accumulé, il assigne une finalité pratique : comprendre non seulement le rôle, mais surtout le besoin de la violence dans les sociétés humaines, notamment dans l'âge nucléaire.

Telle est en effet selon Poirier la leçon, rare et novatrice, de Guibert et de Jomini : une volonté de retour à la raison qui détourne de l'agression aux trop imprévisibles conséquences et lui préfère la défense comme la voie la moins risquée dans les relations politico-militaires. Poirier a éprouvé une singulière empathie pour les « deux manières » de Guibert. D'abord, le tout neuf citoyen français qui en appelle à l'irrésistible élan libérateur de la nation en armes ; puis, second temps, le prudent stratège qui, entrevoyant les excès de la passion patriotique donne la préférence à une armée de métier. Trente ans plus tard, Jomini ne dira rien d'autre, lorsqu'il dénonce ces « sociétés d'extravagants » qui ont déchaîné « les passions exaltées de masses exaspérées ». Cependant, pour rendre la guerre plus rare, « il faut que la France soit assez puissamment armée pour ôter à ses voisins le désir de l'attaquer ». Guibert énonce le mode dissuasif auquel recouraient presque naturellement les tacticiens depuis des siècles, avec il est vrai des réussites mitigées. Car dans l'âge pré-nucléaire, la raison bridait parfois l'exercice de la violence au regard des dommages engendrés par des

aventures inconsidérées, provoquées par les spasmes d'une hubris démesurée. « Tout conflit s'engageait entre des belligérants aveugles, nécessairement optimistes quant à leurs chances de victoires payantes […] Or l'arme nucléaire impose une rationalité à laquelle ne saurait échapper l'aventuriste le plus téméraire. En nous contraignant enfin à la guerre limitée et couverte par la défense dissuasive imaginée par Guibert, l'arme nucléaire ne nous sauve-t-elle pas enfin de l'irrationalité ? »

La guerre ou le mystère de la violence

Poirier donne sa propre définition de la guerre : « une épreuve des volontés politiques par l'épreuve de force […] Le concept de force résumant non seulement les forces de violence physique, les armées, mais aussi toutes celles qui procèdent des ressources matérielles et morales des peuples belligérants […] La guerre s'identifie donc à une triple dialectique des projets politiques transformés en buts stratégiques, des volontés et des forces, virtuelles et réelles, antagonistes ». Il s'agit bien de faire plier la volonté adverse. Aussi pertinente soit-elle, cette définition conduit Poirier à poser une ultime question : « pourquoi le recours à la violence s'avère-t-il si constamment et si universellement nécessaire ? ».

Admettant avec tous ses prédécesseurs que la guerre, « catastrophe installée comme un possible jamais improbable », ne saurait constituer une fin en soi, que cache cette obstination pluriséculaire, en dépit de toutes les déconvenues antérieures ? Ici Poirier convoque comme autant de témoins Thucydide, Polybe, Montaigne, rejoignant Jomini et Guibert. Tribunal contre la guerre convoqué par le pacifisme ? Poirier n'a pas eu cette naïveté. Il poursuit une enquête sur le mystère qui cache cet égarement de la raison ou, pire, qui se pare des habits de la raison pour justifier une décision « insensée ». Le discours des plus éminents stratégistes se voit mis à

l'épreuve du *jugement de la bombe atomique* tandis que, dialectiquement, Poirier teste la validité de la stratégie de dissuasion nucléaire par les leçons de leur théorie. À tous les familiers de son univers mental, il pose la même question : comment concevoir aussi rationnellement que possible l'organisation de la violence armée afin de lui faire servir les fins de la politique ?

Car la présence de l'arme nucléaire, outil de violence paroxystique (*all out war*), guerre à outrance, impose les contraintes et précautions que formule le constat dissuasif. Avec ce feu-là, on ne saurait jouer sans règles. Or les stratégistes classiques s'interrogent sur la quantité de violence utile et efficace au moindre coût matériel et humain, de manière que le recours, toujours risqué, à la guerre s'avère rentable et non illusoire pour le vainqueur.

Sous le feu de la critique : un partisan de la prolifération nucléaire ?

Auparavant, l'appel à la raison, à la mesure, à la maîtrise de soi relevait d'un espoir, d'une « grande illusion », d'un pari sur l'homme qui résistaient rarement à l'emportement des passions et des cupidités. L'arme nucléaire, dit Poirier, contraint à la rationalité parce qu'elle représente pour les dirigeants comme pour les peuples la folie du risque de la guerre nucléaire paroxystique dépourvue d'espérance de gain.

C'est ce qui lui fait répéter depuis 1966 : « je crois à la vertu rationalisante de l'atome ». Formule que lui reprochent les adeptes de la non-prolifération, bien qu'elle n'ait rien d'un encouragement à la nucléarisation militaire du monde. Elle énonce un simple constat au

demeurant vérifiable chez tous les détenteurs de l'arme nucléaire, parce qu'ils se voient contraints à renoncer au calcul belliqueux ordinaire.

Au demeurant, ce sens de la mesure n'a de pertinence que pour la guerre nucléaire et l'escalade préalable qui pourrait la déclencher entre puissances nucléaires. Le pire absolu (la guerre nucléaire) étant écarté, le pire relatif reste faisable. Il reste loisible à la violence des passions fanatiques de massacrer au Rwanda, au Soudan, en Bosnie, en Syrie, en Palestine…

Anti-européen ?

Dût sa carrière en souffrir – et elle en souffrit –, Poirier n'a jamais hésité à critiquer les plus hautes autorités de l'État. Non par goût de la polémique, mais par répulsion pour l'approximation. En 1976 il publie dans le *Monde diplomatique* « Le deuxième cercle », respectueuse mais impitoyable démonstration de l'inconsistance des propos du président Valéry Giscard d'Estaing et du chef d'état-major des armées (CEMA), le général Guy Méry, qui suggéraient une dissuasion française élargie à l'Europe occidentale. Poirier a été catalogué « eurosceptique » parce qu'il a cru devoir présenter les incontournables préalables politiques à la réalisation d'une stratégie de dissuasion nucléaire européenne crédible.

Abscons ou trop cohérent ?

Épistémologue, Poirier est aussi poète au sens où, avec Paul Valéry, il accorde au langage une importance majeure. La lecture de ses ouvrages est réputée difficile. La complexité convient mal, il est vrai, aux esprits hâtifs

de dirigeants politiques et militaires trop pressés pour prendre le temps de réfléchir. Ces reproches sur la forme dissimulent la crainte qu'a inspirée l'implacable rigueur de la pensée de Poirier sur laquelle leurs suggestions étourdies n'avaient pas prise. Ne pouvant affronter, sans ridicule, la puissance de sa théorie, on préféra tenir son auteur à l'écart. Mais, ironie, en conservant intacts ses principes au point d'en faire, par excès de zèle, un dogme.

Un hymne à la raison stratégique

En réaliste, Poirier constate que la violence armée organisée persiste dans cet état de l'humanité qu'il nomme milieu conflictuel. « Je nomme état de conflit la relation instaurée entre deux unités sociopolitiques par l'existence simultanée d'intérêts divergents et convergents, de motifs de désaccord et d'accord, d'inimitié et de connivence, qui engendrent des tensions négatives et positives. L'état de conflit se définit par la résultante de ces tensions », écrit-il dans *Les Voix de la stratégie*.

Aussi, quand les Européens voulant croire à l'obsolescence de la guerre prétendent l'abandonner comme instrument de la politique, elle a tôt fait de les rattraper, venant d'une partie du monde ou d'une autre. Constamment, Poirier rappelle cette présence obsédante. La violence ne quitte pas les sociétés organisées, car l'homme n'a pas quitté la violence. Face à ce scandale dont nous sommes autant les sujets coupables que les objets innocents, Poirier a fait le pari de la rationalité. « Le langage de la stratégie est celui de la tragédie […] les grandes créations de "l'art de la guerre" n'ont eu pour objet que de réintroduire la raison dans la tragédie qui la nie et voue l'homme à sa perte […] Ne peut-on dire de la stratégie de notre temps qu'elle est l'ensemble des fonctions qui résistent au désordre ?

Mieux, qui font de l'ordre. » Sa tâche ? « Construire un peu de rationnel malgré et avec l'irrationnel. »

Poirier reste mal connu en France et à l'étranger (à l'exception des Soviétiques dont les services traduisaient systématiquement les contributions). La République n'a pas cru devoir financer une traduction anglaise ne serait-ce que de l'une de ses études, ce qui constitue une faute de la stratégie d'influence de la France. Il est vrai que l'*Essai de stratégie nucléaire* du général Charles Ailleret rédigé en 1959 n'a jamais été publié. Troublante discrétion !

Poirier n'accéda au grade de général de brigade qu'à sa retraite, sans avoir obtenu un grand commandement, ne serait-ce que dans l'enseignement militaire. Banalité de l'ingratitude dont le temps fait justice. Car la puissance de la théorie exprimée dans une langue magistrale est telle que par imprégnation, sans même en avoir conscience, tous, détracteurs compris, formulent les problèmes stratégiques à travers les concepts, les catégories sémantiques et les expressions normatives qu'il a créées.

On « parle Poirier » comme un certain Monsieur Jourdain faisait de la prose.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Hachette, 1977.

–, *Les Voix de la stratégie*, Fayard, 1985.

–, *La Crise des fondements*, Economica, 1991.

– (avec Gérard Chaliand), *Le Chantier stratégique*, Hachette, 1997.

– (avec François Géré), *La Réserve et l'attente*, Economica, 2001.

–, *Éléments de stratégique* (texte posthume), Economica, 2023 (établi par François Géré).

Pierre Marie Gallois,
un militaire atypique, un homme libre

Jérôme Pellistrandi

Mort quasi centenaire le 23 août 2011 à Paris, Pierre Marie Gallois a traversé le XX^e^ siècle, croisant sa vie professionnelle et intellectuelle avec l'histoire militaire, politique et industrielle de la France qui se place au cœur de sa vie et de sa pensée stratégique. L'officier n'a cessé de vouloir donner à notre pays une capacité de résistance, se souvenant de l'effondrement tragique de mai-juin 1940, qui aurait fait perdre au pays sa souveraineté et sa dignité si le général de Gaulle n'avait pas ramassé le tronçon du glaive. Dès l'été 1945, cette reconstruction de l'indépendance est basée sur la conviction que l'arme nucléaire devait devenir la clé de voûte pour que la France retrouve sa grandeur et sa liberté d'action, sans être contrainte par une quelconque coalition.

Le paradoxe de son existence, au demeurant fort longue, a été qu'il ne se destinait absolument pas à une carrière militaire. Son penchant initial comme lycéen l'incitait à se diriger vers les beaux-arts et la peinture. Mais le pacifisme affiché du Front populaire le poussa à endosser l'uniforme de la toute jeune armée de l'air et à mener une autre vie marquée, bien sûr, par la Seconde Guerre mondiale qu'il accomplit comme aviateur. Ainsi, sa perception de l'environnement stratégique fut totalement différente par

rapport à ses pairs de l'armée de Terre, ce qui lui ouvrit certainement une perspective nouvelle et en opposition avec l'approche classique de la stratégie militaire, jusqu'alors totalement dominée en France par le combat terrestre, celui de la Grande Guerre. N'étant pas destiné à faire carrière et venant d'une armée jeune et innovante, Gallois pouvait s'affranchir des pesanteurs doctrinales d'un système auréolé de la gloire des tranchées, mais traumatisé par le cataclysme de 1940. L'originalité de sa réflexion et son indépendance intellectuelle lui ont ainsi permis de contribuer pleinement au débat porté par les « quatre généraux de l'Apocalypse » qu'ont été, outre lui-même, André Beaufre, Charles Ailleret et Lucien Poirier. Tout en étant pionnier par rapport aux trois autres théoriciens, dont les travaux sur le nucléaire sont plus tardifs. D'où la richesse et le foisonnement d'une pensée stratégique complexe mais cohérente au service d'une quasi-obsession, la souveraineté de la Nation.

L'aviateur et le défricheur

Né le 29 juin 1911 à Turin, le jeune Pierre Marie effectue ses études secondaires au très chic lycée Janson-de-Sailly dans le XVI^{e} arrondissement de Paris. Lorsque le jeune homme, à peine marié avec Françoise Lorelle (1920-1983), fille du photographe Lucien Lorelle, rejoint l'armée de l'air, celle-ci émerge tout juste – elle est créée en 1934 – et est encore en pleine structuration tant dans son organisation que dans ses doctrines et dans ses équipements peu performants, alors même que le Reich investit fortement dans le développement de sa *Luftwaffe*. De plus, cette nouvelle armée doit s'extraire de ses racines issues de l'aéronautique militaire, encore empreinte du poids des fantassins.

Détenteur d'un brevet de pilote, Gallois s'engage comme réserviste dans l'armée. À la déclaration de guerre en septembre 1939, affecté au

4e bureau de la 5e région aérienne à Alger, il passe la campagne de France loin du front. Jusqu'en novembre 1942, il sert en Afrique du Nord sous la souveraineté limitée du gouvernement de Vichy, dans une armée plongée dans une torpeur figée depuis l'été 1940. Pour Gallois, la bascule intervient lors du débarquement de novembre 1942 en Afrique du Nord et de son ralliement aux Alliés. Loin de la lutte de pouvoir entre Henri Giraud et Charles de Gaulle, il est envoyé en Grande-Bretagne en septembre 1943 et se trouve affecté au groupe de bombardiers lourds 2/23 à Elvington. Les escadrons français, dont le Guyenne où sert Gallois, sont équipés du bombardier quadrimoteur Handley Page Halifax. Pour le jeune officier, c'est une révélation : « Après une affectation en Afrique du Nord où je mesurais la dispersion de nos moyens aériens et la vanité de nos efforts techniques, je ralliais Londres et la RAF [*Royal Air Force*]. Il y eut alors la découverte d'une organisation tellement différente de la nôtre, bien équipée, bien commandée… Cette expérience opérationnelle m'a beaucoup marqué. » Il participe à de nombreuses missions de bombardements sur l'Allemagne, dont l'objectif stratégique vise à réduire la capacité industrielle du Troisième Reich. Il souligne alors la combinaison étroite entre puissance de destruction et moyen de véhiculer le feu. Cette approche très scientifique de l'action militaire intéresse le capitaine car elle permet de développer une conception rationnelle de l'effort de guerre à accomplir pour vaincre l'ennemi.

Les explosions nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945 mettent un terme définitif à la Seconde Guerre mondiale en employant une arme si destructrice qu'elle conduit Tokyo à capituler. Cette conséquence politique d'une action militaire représente un bouleversement stratégique majeur, auquel s'ajoute la lecture des « Aperçus sur l'arme atomique » que l'amiral Raoul Castex publie dans le no 17 de la *Revue Défense Nationale*. Dès lors, l'officier est persuadé du pouvoir absolu de l'atome militaire, une conviction centrale à ses yeux ; elle va désormais

guider à la fois sa carrière et ses travaux de réflexion sur la stratégie : « Le secret de la sécurité de mon pays ne pouvait résider que dans l'atome. Ma conviction était faite. » Novatrice, cette approche est alors en avance sur l'état de l'art sur le nucléaire en France, malgré la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en septembre 1945 à l'initiative du général de Gaulle, puisque le CEA s'oriente vers la recherche civile sous l'impulsion de Frédéric Joliot-Curie.

À son retour en France en septembre 1945, alors que les canons se sont tus, Gallois rejoint le cabinet civil du ministre de l'Air, à l'inspection générale. Tout est à reconstruire, des infrastructures (comme les aérodromes) au réseau commercial devant desservir l'empire colonial alors à son apogée territorial. Il en est de même pour la production industrielle. Au sortir de la guerre, Air France, comme l'armée de l'air, utilise les JU 52 d'origine allemande, pour certains construits en France par Félix Amiot, ainsi que les DC3 américains réaménagés, en attendant que les constructeurs français soient capables de produire de nouveaux avions. Or, les bureaux d'études ont peu et mal fonctionné sous l'Occupation et ont accumulé un retard technologique énorme, notamment dans les propulseurs.

Chef d'état-major général de l'armée de l'air de décembre 1948 à août 1953, le général Charles Léchères (1895-1960) va s'appuyer sur Pierre Marie Gallois, alors membre de son cabinet, pour reconstruire l'armée de l'air. Celui-ci se spécialise dans les études des armements aériens et des plans de fabrication. Il participe à la rédaction du premier plan quinquennal de constructions aéronautiques adopté par le Parlement en août 1950 qui va permettre d'accélérer la remise à niveau de nos ailes. C'est l'époque des prototypes et des essais en vol avec un foisonnement d'innovations, parfois mal maîtrisées mais qui au fil des années vont converger vers des programmes réussis, des Mirage au Concorde en passant par la Caravelle et le Transall, ce qui permet à l'industrie française de reprendre sa première place en Europe.

En 1953, Gallois est affecté au *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* (SHAPE, Grand Quartier général des forces alliées en Europe), à l'époque installé à Rocquencourt dans l'Ouest parisien, auprès du général Lauris Norstad, chargé d'introduire le nucléaire dans la stratégie de l'OTAN. Une période décisive pour la pensée stratégique de l'officier français qui travaille désormais aux côtés de ses homologues américains et britanniques. Là encore, il détonne parmi ses pairs français, notamment ceux de l'armée de terre, englués dans le conflit indochinois. En effet, leur réflexion stratégique porte essentiellement sur la lutte antiguérilla à mener face à un adversaire animé par le marxisme-léninisme et soutenu par l'URSS et la jeune République populaire de Chine, tandis que la situation se dégrade en Algérie avec l'expression d'un nationalisme arabe qui rejette la puissance coloniale. Un décalage conceptuel majeur et durable ! S'ajoute un déphasage temporaire entre les travaux de Gallois, vite engagé dans ses réflexions théorisant l'emploi de la Bombe, et ceux des trois autres « généraux de l'Apocalypse ». De là des confrontations d'autant plus rugueuses durant les années 1960-1970 que les quatre hommes avaient du caractère.

Cette affectation au SHAPE l'amène à assister en février 1955 à un essai nucléaire dans le Nevada – un privilège alors rare dans le corps des officiers français – et à réaliser l'importance de l'atome, dont le pouvoir égalisateur l'aide à théoriser le principe de la dissuasion du faible au fort, à condition de se doter d'une stratégie des moyens permettant de la mettre en œuvre. Cette notion se situe au cœur de son raisonnement stratégique. Car la puissance de l'arme permet de s'affranchir de la classique notion de rapport de force, jusqu'alors centrale dans la définition d'une stratégie, et donc d'une politique de défense. Il ne s'agit plus d'aligner pléthore de forces, mais de pouvoir infliger des dégâts tels chez l'adversaire que celui-ci renonce à agir. La supériorité matérielle massive ne protège pas des représailles, si le pays attaqué dispose de l'arme atomique. Ainsi, la

dissuasion du faible au fort permet à un pays de taille moyenne comme la France de se protéger face à l'ennemi principal qu'est alors l'URSS. Cette stratégie est économe en moyens : il suffit de disposer du nombre nécessaire d'armes nucléaires pour garantir une capacité de destruction si élevée qu'elle en devient dissuasive. Gallois complète son raisonnement en intégrant la question des cibles probables. À ses yeux, il convient de viser les centres urbains en provoquant des pertes potentielles plus significatives que si l'on frappait des forces militaires déployées sur le champ de bataille. Cette logique évite une course aux armements budgétairement insoutenable, notamment pour notre nation qui souffre depuis la fin de la Première Guerre mondiale d'une faiblesse économique et démographique. Gallois estime que l'exigence de précision – complexe au vu des technologies de l'époque et donc coûteuse – ne se justifie pas dès lors que l'objectif est de détruire des villes. Cette approche se reflétera dans le programme de bombardier stratégique qui aboutira au Mirage IV. C'est là l'un des apports théoriques majeurs de l'officier à la réflexion stratégique et à l'élaboration de la doctrine française.

Les réflexions qu'il mène l'obligent alors à s'interroger sur la nature et la durabilité de la relation transatlantique. En effet, son inquiétude grandit au fur et à mesure que l'arsenal nucléaire soviétique s'accroît et se montre en capacité de frapper le sol américain avec des missiles intercontinentaux. La question du découplage potentiel, et donc de la fragilité possible de l'Alliance dans sa dimension de défense du territoire européen, hante non seulement Gallois, mais également certains chefs de l'OTAN qui souhaitent un investissement plus important de la France dans la défense, y compris dans le domaine de l'arme atomique. Le général Beaufre ne partage pas cette préoccupation. S'il admet, avec Gallois, l'importance de la Bombe, il se montre plutôt favorable à une Alliance atlantique « bipolaire », où le pilier européen serait clairement affirmé.

La difficulté était alors de convaincre les gouvernements français de la IV^e^ République qui se succédaient à un rythme effréné en raison d'une instabilité parlementaire que la guerre d'Algérie aggravait. Les présidents du Conseil avaient d'autres priorités, dont la reconstruction, alors même que l'hiver 1954 était encore de sinistre mémoire.

Avec le recul de l'histoire, on constate que cette période si souvent décriée a été très riche pour la réflexion stratégique, du moins dans le cadre de l'OTAN, qui devait aussi consolider sa crédibilité face à l'URSS et au Pacte de Varsovie tout juste sortis de la glaciation stalinienne pour se poser en alternative à un Occident capitaliste dépendant totalement de l'appui économique et militaire de l'Oncle Sam. Durant cette période, Gallois put sensibiliser plusieurs hauts responsables politiques, via notamment Jacques Chaban-Delmas qu'il avait connu dans les années 1945. En mars 1956, c'est auprès de Guy Mollet, président du Conseil, qu'il exprime le besoin du nucléaire militaire. Ce travail d'influence ne fut cependant pas le seul apanage de Pierre Marie Gallois. Alors responsable des applications militaires du CEA, le général Ailleret s'impliqua également dans la sensibilisation du pouvoir politique au fait atomique et la nécessité pour la France d'y investir massivement.

Gallois n'était pas un gaulliste historique. Il n'avait pas participé à la Résistance, puisqu'il avait servi dans les forces aériennes de Vichy jusqu'en novembre 1942. Au début des années 1950, ses affectations au sein d'organismes de l'OTAN et ses relations privilégiées avec des officiers américains comme le général Norstad le tiennent éloigné des débats politiques français, alors même que le général de Gaulle est en pleine traversée du désert. Il va pourtant rencontrer l'homme du 18 Juin le 2 avril 1956 à l'hôtel La Pérouse, dans le XVI^e^ arrondissement parisien, où le général a ses habitudes lorsqu'il se rend dans la capitale. Durant cet entretien, Gallois expose ses vues sur la dissuasion et la nécessité absolue pour la France de retrouver son indépendance par cette capacité stratégico-

politique. Déjà sensibilisé au fait nucléaire depuis 1945, le Général retiendra la leçon. Parmi les apports du stratégiste figure la dimension de l'autorité d'emploi qu'il situe au niveau de l'État et de son chef, mais qui doit être décorrélée de toute considération psychologique de la part du décideur ultime. La bombe atomique est une arme fondamentalement politique qui nécessite que le Politique ait la capacité de déclencher le feu nucléaire et qu'il incarne l'incertitude – facteur essentiel de la dissuasion. Cet aspect central est donc d'essence exclusivement politique, une dimension parfaitement assimilée par de Gaulle dès son retour au pouvoir. L'un de ses successeurs, en l'occurrence François Mitterrand, n'hésitera pas à faire chorus en déclarant : « La dissuasion, c'est moi ! »

Au-delà des décideurs, Gallois s'est efforcé de diffuser auprès d'un public plus large ses réflexions stratégiques, quitte à utiliser un pseudonyme pour mieux faire passer son message. N'oublions pas qu'à l'époque, le Parti communiste français se montrait très hostile à la Bombe, présentée comme l'arme américaine contre les peuples. De plus, la France traversait à l'époque les orages de la guerre d'Algérie. Et une majorité d'officiers des trois armées jugeait qu'il fallait investir dans les armements et non dans la recherche scientifique, y compris pour l'atome. Cette défiance, voire cette hostilité, fut peut-être la plus douloureuse épreuve pour Gallois qui ne pouvait que constater la division régnant au sein des armées. Celles-ci étaient en désaccord sur le nucléaire, sur l'effort à consentir, et surtout sur la doctrine : les uns considérant la Bombe comme une super-artillerie tandis que de rares esprits, tel Gallois, y voyaient la clé de voûte du système de défense garantissant la sécurité de la Nation contre tout agresseur potentiel, détenteurs de l'arme atomique inclus. Le stratégiste a également récusé la notion d'arme nucléaire tactique (ANT), qui pouvait instiller un doute sur la crédibilité de la dissuasion en admettant l'emploi de l'ANT, donc la possibilité de la bataille aéroterrestre. Pour Gallois, l'ANT affaiblissait le principe de la dissuasion alors que Beaufre jugeait le concept intéressant.

Le stratège et l'industriel

Le paradoxe de Pierre Marie Gallois est qu'il quitte l'institution militaire jeune, en 1957, à l'âge de 46 ans, peu enthousiasmé par les faibles perspectives de carrière que l'institution pouvait lui proposer, voire déçu de l'hostilité que la hiérarchie voue à un électron libre.

Promu général de brigade aérienne, mais en congé du personnel navigant, il abandonne l'uniforme et devient dès 1957 directeur commercial des entreprises Marcel Dassault, alors en plein essor grâce aux succès de la série des Mystère et du début de la saga du Mirage III. Cet appareil allait permettre à la France de rattraper son retard dans l'industrie aéronautique, consécutif à la désastreuse politique industrielle des années 1930 et à l'effondrement de 1940. Cette étape professionnelle, qui dure jusqu'à décembre 1982 – il est alors conseiller de Marcel Dassault –, est essentielle car elle lui permet de participer à la construction de la stratégie des moyens, indispensable pour conforter la stratégie déclaratoire au cœur de la dissuasion. Gallois développe sa réflexion alors que l'arme nucléaire française monte en puissance, avec la première explosion de la bombe Gerboise bleue à Reggane dans le désert saharien, le 13 février 1960. Sa méthode de raisonnement se construit sur un socle de données précises issues des principes techniques comme la portée, la puissance, la masse et la vitesse, ce qui lui permet d'en tirer les conséquences sur le plan stratégique et de proposer de nouveaux concepts. Cette dimension scientifique distingue Gallois, l'aviateur, des autres penseurs de la dissuasion.

Si Gallois a bien construit, au cours de la décennie 1950, sa conception de la dissuasion, il fallait que celle-ci puisse s'appuyer sur un système opérationnel permettant de la mettre en œuvre. Il fallait d'abord développer la bombe atomique, une mission incombant au Bureau d'études générales du CEA, une entité secrète créée en 1955 par Pierre Mendès France, dont

les travaux s'accélèrent après le fiasco de l'expédition de Suez à l'automne 1956. Avec le retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958, l'essentiel des structures pour élaborer l'arme nucléaire est en place, mais le nouveau président accélère les travaux en leur accordant une priorité absolue et apporte la cohérence politique dans la coordination des multiples projets conduisant à la dissuasion nucléaire.

La contribution du général Gallois devenu industriel s'avère essentielle dans le programme du Mirage IV destiné à porter l'arme nucléaire. Le besoin d'un avion de « représailles » supersonique, capable de voler à basse altitude, est exprimé en 1955. Cette approche de la riposte fait directement écho à la position du stratégiste qui juge qu'un système exclusivement défensif ne peut être efficace face à un agresseur en mesure de frapper directement le territoire national. « La riposte constitue la meilleure défense ou plutôt le meilleur des découragements à l'agression », affirme-t-il dans son article « Défense aéro-nucléaire », publié en mai 1955 dans la *Revue Défense Nationale*. Cette pétition de principe aboutira aux Forces aériennes stratégiques.

Plusieurs constructeurs se mettent sur les rangs car le paysage aéronautique français est encore éclaté. La Générale Aéronautique Marcel Dassault (GAMD) va présenter le projet le plus cohérent, celui du Mirage IV, en s'appuyant sur le Mirage III, premier chasseur européen supersonique à aile en delta. Bien que n'étant pas ingénieur de formation, Gallois va participer directement à la cohérence du développement. L'avion vole pour la première fois début 1959, il est présenté le 20 juin suivant au général de Gaulle pendant le salon du Bourget. Dès 1964, le Mirage IV prend l'alerte nucléaire. Ainsi, la France a posé la première brique de sa dissuasion stratégique, puisqu'elle est capable de porter des destructions majeures sur le terrain de l'agresseur. Cet accomplissement s'opère après le départ du service actif du stratégiste, mais traduit en termes concrets sa

stratégie des moyens, une dimension essentielle pour crédibiliser le discours narratif qu'il avait défini à la fin des années 1950.

À cet égard, la confiance accordée par Marcel Dassault à son conseiller a contribué à consolider le GAMD comme fournisseur exclusif de l'aviation de combat de l'armée de l'air. Après les succès du Mirage III et du Mirage IV, les autres concurrents de l'entreprise ont jeté le gant, laissant un quasi-monopole à l'industriel parisien, architecte de l'indépendance aéronautique nationale face aux États-Unis, le principal pourvoyeur des États européens en termes d'avions de combat. Nul doute que cette stratégie industrielle doit beaucoup aux idées de Gallois et qu'elles avaient conforté Marcel Dassault dans sa démarche. Durant cette période de pleine expansion, Gallois a, il faut le souligner, bénéficié d'une grande liberté intellectuelle au sein du GAMD, liberté qu'il n'aurait pas eue dans une structure militaire ou étatique.

La décennie 1970-1980 est marquée par la crise militaire que la France traverse. Certes, la marine et l'armée de l'air bénéficient pleinement de la montée en puissance de la dissuasion : les Forces aériennes stratégiques (FAS) reçoivent les Mirage IV et les avions ravitailleurs Boeing C-135F ; la Force océanique stratégique (FOST) déploie les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la classe Le Redoutable. En revanche, le modèle de l'armée de terre reste le corps blindé mécanisé principalement stationné dans l'est de la France et dans la zone des Forces françaises en Allemagne (FFA), même si elle va disposer du missile tactique nucléaire Pluton. Son fonctionnement repose sur la masse des équipements et des soldats fournis par la conscription. Le système, pesant et autosuffisant, comporte des effectifs encore pléthoriques et dispose d'une main-d'œuvre ancillaire abondante, mais ne démontre pourtant pas une capacité défensive convaincante sans avoir recours à la mobilisation. Un contraste saisissant oppose alors l'armée de l'air et la marine, plus modernes et tirées vers le haut grâce à la dissuasion, et l'armée de terre qui affronte en outre une

contestation interne alimentée par l'antimilitarisme de l'époque et animée, entre autres, par les Comités de soldats.

Bien qu'ayant quitté l'uniforme depuis près de deux décennies, le stratégiste perçoit bien ces difficultés d'ordre politique et doctrinal. Il traduit alors ouvertement ses positions fortes, voire iconoclastes, dans *L'Adieu aux armées* publié en 1976. Ce livre réquisitoire s'insurge contre le modèle de l'époque, encore fondé sur une conscription inscrite dans l'ADN de la Nation depuis la Troisième République, malgré la montée en puissance de la dissuasion nucléaire. À l'inverse, Gallois considère qu'il faut désormais une armée de métier réduite dans ses effectifs mais bien équipée, adossée aux forces chargées de mettre en œuvre les armes nucléaires qui, placées au cœur du dispositif défensif, garantissent la sécurité de la Nation. Il s'agit bien d'une rupture conceptuelle pour l'époque : rares étaient ceux qui remettaient en cause l'armée de conscription. Ces propos tranchent aussi avec la *doxa* du moment, qui s'efforçait de resserrer les liens entre le monde militaire et la société civile en pansant les plaies toujours brûlantes de la guerre d'Algérie, en particulier au sein de l'armée de terre.

Un autre aspect de ce véritable brûlot montre que l'auteur redoute que la France ne soit engagée dans un conflit qu'elle n'a pas souhaité. Car, malgré le retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN décidé en 1966, la France risque d'être quasi automatiquement engagée en cas de crise avec le Pacte de Varsovie. Or, Gallois reste plus que jamais convaincu que l'égoïsme sacré de la Nation doit toujours primer, en étant garanti par la dissuasion nucléaire et un corps militaire compact donc professionnel. La publication de son livre marque a posteriori le début d'une réflexion théorique sur la nature de l'armée et nourrit le débat stratégique français qui aboutira à la suspension du service militaire décidée par le président Jacques Chirac en 1996. Toutefois, celle-ci est d'abord due au changement

géopolitique lié à l'effondrement du mur de Berlin en 1989, qui a éloigné la menace directe.

Durant cette période, que Gallois qualifie de « merveilleuse », le stratégiste s'implique à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), en dispensant des cours lors de toutes les sessions régionales : « les notables étaient présents et c'est comme cela que l'on a pu développer l'idée nucléaire dans tout le pays ». Se retrouve ici l'importance qu'il a toujours accordée à la pédagogie autour du nucléaire militaire, une condition indispensable à la crédibilité politique de la dissuasion nationale.

Le souverainiste et le polémiste

Retiré des affaires industrielles à partir de 1982, le stratégiste s'oriente vers la défense d'une souveraineté française « tous azimuts », qui récuse la notion d'Alliance ou de coalition. Paradoxalement, depuis 1981 et l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, la dissuasion est pleinement assumée – peut-être mieux d'ailleurs que par son prédécesseur – tant le président socialiste a compris le rôle politique de l'arme dans l'esprit de la V^{e} République et de son fondateur. Dès lors, la pérennité du système n'inspire plus aucune inquiétude.

Mais avec la fin de la guerre froide, où la théorie de la dissuasion nucléaire a fonctionné conformément aux réflexions théoriques des « quatre généraux de l'Apocalypse », se pose la question des conflits qui ne menacent pas nos intérêts vitaux, comme la guerre du Golfe et les opérations extérieures (OPEX). À plusieurs reprises, Gallois critique l'omnipuissance américaine et le risque que Paris s'aligne sur les positions de Washington. Il participe à la création de l'Institut international de géopolitique (IIG) et de sa revue trimestrielle *Géopolitique* fondés par Marie-France Garaud, ancienne conseillère du président Georges Pompidou

puis de Jacques Chirac. Profondément anticommuniste, l'IIG se montre aussi hostile à la construction européenne et défend une France indépendante et sans « subordination ». Pierre Marie Gallois va alors être proche des positions de Jean-Pierre Chevènement, au point de figurer sur sa liste « L'autre politique » lors des élections européennes de 1994. S'il partage avec l'ancien ministre de la Défense le refus de se caler sur les États-Unis, il prône une armée compacte et professionnelle, autour de la dissuasion, à la différence du fondateur du CERES. Durant le conflit en ex-Yougoslavie, ses positions le portent à soutenir l'approche serbe et à récuser l'indépendance du Kosovo, au risque de se voir politiquement récupéré par des mouvements proches du Club de l'Horloge. La guerre en ex-Yougoslavie a d'ailleurs marqué la rupture entre Pierre Marie Gallois et Lucien Poirier, ce dernier admettant le risque d'un échec de la dissuasion obligeant à se prémunir face à cette possibilité. Certaines convictions tardives de Gallois peuvent même dérouter. Ainsi, il n'apprécie guère la réunification de l'Allemagne qu'il assimile à un potentiel *Cinquième Reich*, et soutient sans doute un peu trop inconditionnellement l'Irakien Saddam Hussein ou les serbes Slobodan Milošević et Ratko Mladić, dirigeants de l'ex-Yougoslavie dont l'intransigeance sera dévastatrice pour les Balkans.

Pendant ces décennies, Gallois n'a cessé d'écrire avec une dispersion teintée d'un relativisme pessimiste sur l'avenir du monde qu'il jugeait plus complexe. Il n'a également jamais cessé d'enseigner dans de nombreuses institutions, sans pour autant retrouver l'influence qu'il avait exercée dans l'élaboration doctrinale de la dissuasion dans les années 1950-1960. Il constatait également un certain effritement de la réflexion stratégique au fil des années, regrettant le foisonnement de la IV^{e} République où l'instabilité politique chronique obligeait les politiques à dialoguer avec les militaires et les experts pour prendre une décision. Les institutions de la V^{e} République et leur évolution ont progressivement marginalisé les stratégistes au profit de l'exécutif. La préparation des Livres blancs en offre une bonne

illustration, dans la mesure où pour finir, c'est bien le politique qui définit les moyens qu'il accepte d'accorder à la défense, sans chercher à adapter les moyens nécessaires pour garantir l'efficacité de nos forces.

La longévité de Pierre Marie Gallois lui a permis d'être à la fois un acteur, un penseur et un témoin de l'histoire militaire de la France avec une triple contribution qui, aujourd'hui encore, reste essentielle. Celle de l'officier d'aviation, ayant très vite compris l'apport majeur de l'arme aérienne à condition que l'outil industriel et technique soit à la hauteur des ambitions. À cet égard, outre ses missions de guerre, il a, par ses affectations tant dans les états-majors que dans les cabinets ministériels, directement contribué à la réorganisation du secteur aéronautique français sorti exsangue de la Seconde Guerre mondiale. Il a poursuivi cette mission chez Dassault Aviation, participant de cette passion commune avec Marcel Dassault lui-même, pour que l'arme aérienne nationale soit performante et indépendante, notamment à l'égard des États-Unis.

La deuxième contribution est bien sûr celle du penseur stratégique qui a offert un apport majeur à la définition conceptuelle de notre doctrine de dissuasion, avec ce paradoxe d'avoir quitté l'uniforme avant même que la bombe française ne devienne une réalité opérationnelle. De ce point de vue, il s'inscrit dans la culture stratégique française, une culture essentiellement défensive. Pour lui, l'arme nucléaire est exclusivement destinée à protéger la Nation. Cette posture implique donc de pouvoir dissuader un éventuel adversaire sans avoir à engager la guerre, ce que le système de 1940 n'avait pas permis. Par sa vision anticipatrice, il a directement participé à la montée en puissance conceptuelle de la dissuasion et réussi à faire partager ses vues par de Gaulle notamment, avant même que celui-ci ne retrouve le pouvoir en 1958. Par la suite, il a été le promoteur et le pédagogue indispensable pour décliner un outil de souveraineté qui devait empêcher un nouveau mai 1940.

Enfin, il a été le témoin des changements du monde, avec la chute du Mur en 1989, l'effondrement de la bipolarité et des mutations du continent européen, au risque d'adopter un positionnement politique très marqué, et plutôt opposé à la construction de l'Europe de Maastricht. Sa perception de la décomposition des Balkans durant la décennie 1995-2005 et une forte méfiance à l'égard des États-Unis, désormais sans compétiteur stratégique, l'ont amené à défendre un souverainisme intransigeant, voire excessif.

Il n'en demeure pas moins que son acuité intellectuelle jusqu'au soir de sa vie a contribué au nécessaire débat stratégique français, trop souvent mis sous le boisseau d'une pensée unique incarnée par les différents Livres blancs demandés par l'exécutif. Là encore, il faut s'interroger sur le difficile exercice de la réflexion stratégique dans un État aussi jacobin que la France où le pouvoir exécutif est en position dominante, une donnée intrinsèque aux fondements même de la V^{e} République.

Finalement, l'œuvre foisonnante de Pierre Marie Gallois reste essentielle pour comprendre aujourd'hui encore la doctrine de la dissuasion nucléaire française et ses modalités de développement, tant sur le plan des concepts que sur le plan technique, les deux dimensions étant intimement liées. Sa définition du concept de dissuasion du faible au fort reste toujours centrale, ainsi que le principe de stricte suffisance appliqué par la France, ce qui permet de limiter le nombre de têtes nucléaires tout en conservant la certitude d'infliger des dégâts suffisants sans pour autant se lancer dans une course aux armements. Contrairement aux États-Unis et à la Russie qui ont accumulé plusieurs milliers de têtes nucléaires, les programmes nucléaires français sont restés raisonnables et compatibles avec les capacités financières du pays. Cependant, son raisonnement stratégique a buté sur le contournement de la potentielle guerre nucléaire avec les stratégies d'évitement mises en œuvre à l'époque du monde bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS, puis avec le développement des conflits périphériques et la montée en puissance des OPEX. Cette nouvelle donne a

posé la question de la complémentarité au sein de nos armées entre les forces nucléaires et les forces dites conventionnelles. L'égoïsme sacré de la Nation qu'il prônait est-il encore compatible avec un monde certes conflictuel, mais dont l'économie et le fonctionnement sont mondialisés ?

Un autre aspect des travaux de Gallois reste son influence théorique au-delà de l'hexagone. Ainsi, des États dits « du seuil nucléaire » s'inscrivent dans la théorie de la suffisance garantissant la survie de la Nation. Même si toutes les idées du stratège n'ont pas été reprises dans la doctrine française, il n'en demeure pas moins qu'avec la résurgence du fait nucléaire notamment depuis le 24 février 2022 et l'attaque par la Russie – puissance dotée – contre l'Ukraine, la question de la dissuasion est redevenue centrale dans les débats actuels, ce qui incite à relire Gallois, les trois autres « généraux de l'Apocalypse » et à relancer la réflexion autour de la grammaire du nucléaire.

Ajoutons, pour comprendre l'ampleur de sa pensée, sa contribution au débat sur le rôle des armées, la relation entre l'institution militaire et le pouvoir politique, et le besoin de professionnalisation qui sera effectif vingt ans après son livre brûlot de 1976. Cet homme aura toujours été hanté par l'obsession de la souveraineté totale. Marqué par une intransigeance parfois excessive. Mais qui, bien qu'il ne fût pas destiné à la carrière des armes, a toujours eu la passion brûlante de la France.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Pierre Marie Gallois, *L'Europe au défi*, Plon, 1957.

–, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Calmann-Lévy, 1960.

–, *Paradoxes de la paix*, Presses du Temps présent, 1967.

–, *La Guerre de cent secondes*, Fayard, 1985.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, Economica, 2011 [7e éd.].

Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix,* PUF, 2017.

Jérôme de Lespinois (dir.), *Nouvelle Histoire de l'armée de l'Air et de l'Espace*, Éditions Pierre de Taillac, 2022.

–, *Anthologie mondiale de la stratégie aérienne*, CESA, La Documentation française, 2020.

Le Général Gallois dans la RDN (1945-1992), Cahiers de la RDN, décembre 2010.

Christian Malis, *Pierre Marie Gallois : géopolitique, histoire et stratégie*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2009.

STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Mao Zedong ou la stratégie de la révolution

Paul Charon

Figure tutélaire de la révolution chinoise et père fondateur de la République populaire de Chine, Mao Zedong a marqué d'une empreinte indélébile l'histoire du XX^e^ siècle. Son action politique, orientée par une vision marxiste-léniniste adaptée au contexte chinois, a bouleversé en profondeur les structures sociales, économiques et culturelles du pays. Au-delà de son rôle politique de premier plan, Mao s'est également imposé comme un stratège militaire majeur, dont les écrits sur la guerre révolutionnaire ont suscité l'intérêt des théoriciens et des praticiens bien au-delà des frontières de son pays.

Des textes fondateurs comme *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* (1936) – son premier essai militaire – ou *De la guerre prolongée* (1938) – rédigé à Yan'an – ont jeté les bases d'une approche novatrice du conflit armé, pensée pour des forces révolutionnaires confrontées à des adversaires techniquement supérieurs. La conception maoïste de la guerre révolutionnaire, fondée sur une stratégie de guerre prolongée et la primauté du politique visant à gagner le soutien populaire, a constitué une source d'inspiration pour de nombreux mouvements de libération nationale.

Cette pensée stratégique ne saurait toutefois être réduite à un corpus doctrinal monolithique. Elle a connu des évolutions significatives au gré des circonstances historiques et inspiré des interprétations plurielles, parfois contradictoires. La mise en pratique de ces théories pendant la dernière phase de la guerre civile chinoise (1945-1949) a été un moment clé, marquant la transition de la guérilla vers une guerre plus conventionnelle, comme l'a montré l'historien Harold Tanner. Cette période illustre également les débats qui ont émergé quant à la cohérence entre les principes théoriques énoncés par Mao et leur mise en œuvre concrète sur le terrain, que ce soit par le dirigeant chinois lui-même ou par ceux qui se sont réclamés de son héritage.

Plus récemment, certains auteurs ont questionné l'influence réelle de Mao sur les mouvements révolutionnaires et insurrectionnels postérieurs à 1949. La notion même de « maoïsme », en tant que doctrine stratégique unifiée, a été remise en cause par Francis Grice. Quoique ces réévaluations critiques aient pu être globalement réfutées, elles invitent à une approche nuancée de l'héritage militaire de Mao et à une analyse rigoureuse des phénomènes d'appropriation et de réinterprétation de sa pensée.

Aujourd'hui, alors que la Chine s'affirme comme une puissance majeure sur la scène internationale, l'étude de la pensée stratégique de Mao revêt une actualité nouvelle. Si les écrits du dirigeant révolutionnaire continuent d'être enseignés dans les académies militaires chinoises, leur portée opérationnelle contemporaine fait l'objet de débats et d'ajustements, comme l'illustre le concept de « guerre populaire dans des conditions modernes ».

Cette contribution propose une introduction à la pensée stratégique de Mao Zedong, en replaçant sa genèse et son développement dans le contexte historique de la révolution chinoise. Elle s'attachera à en expliciter les concepts clés, à en souligner les évolutions et les ambivalences et à en interroger la postérité, tant en Chine qu'à l'échelle du monde. Ce faisant,

elle s’efforcera de contribuer à une meilleure compréhension de l’héritage militaire de Mao et de sa pertinence au regard des enjeux stratégiques contemporains.

Formation et influences

Appréhender la pensée stratégique de Mao Zedong exige de se pencher sur son cheminement personnel et intellectuel. Depuis son enfance paysanne jusqu’à son engagement dans la révolution, des expériences fondatrices ont profondément façonné sa vision de la guerre, en particulier sa conception du rôle central des masses rurales, au gré de rencontres et d’événements décisifs qui ont contribué à forger cette pensée militaire singulière.

Mao Zedong est né le 26 décembre 1893 dans la petite ville de Shaoshan, dans la province du Hunan, au sein d’une famille de paysans aisés. Son père, Mao Yichang, est un paysan devenu propriétaire terrien, réputé pour son autoritarisme, tandis que sa mère, Wen Qimei, est une bouddhiste dévote. Le jeune Mao reçoit une éducation traditionnelle, étudiant les classiques confucéens à l’école du village dès l’âge de 8 ans.

En 1911, alors âgé de 18 ans, Mao quitte son village natal pour poursuivre ses études à Changsha, la capitale provinciale. C’est une période charnière de l’histoire chinoise, marquée par la révolution de 1911-1912 (*xinhai geming*) qui met fin au régime impérial et ouvre une ère de bouleversements politiques et intellectuels. Mao est profondément influencé par ce climat d’effervescence et de remise en question des traditions. Il s’intéresse aux idées nouvelles venues d’Occident, notamment à travers la revue *Nouvelle Jeunesse* (*xin qingnian*) fondée par l’intellectuel progressiste Chen Duxiu en 1915.

Après avoir obtenu son diplôme de l'École normale provinciale du Hunan en 1918, Mao travaille brièvement comme bibliothécaire assistant à l'université de Pékin (*Beida*). C'est là qu'il découvre les écrits de penseurs occidentaux comme Adam Smith, Charles Darwin, John Stuart Mill et Jean-Jacques Rousseau, qui nourrissent ses réflexions sur la nécessité d'une transformation radicale de la société chinoise. Mao développe également un intérêt croissant pour le marxisme à travers ses échanges avec le militant communiste Li Dazhao, bibliothécaire en chef de l'université.

La jeunesse et la formation intellectuelle de Mao sont marquées par une ouverture aux idées nouvelles, un rejet des traditions jugées sclérosantes et une volonté de changement radical qui constitueront le terreau de son engagement révolutionnaire. C'est sur ces bases qu'il va progressivement forger sa pensée politique et stratégique.

L'engagement révolutionnaire de Mao Zedong prend véritablement forme au début des années 1920, dans un contexte de bouillonnement politique et intellectuel. Car si la révolution de 1911 a mis fin au régime impérial, elle n'a pas apporté la stabilité et la modernisation espérées. Le pays demeure fragmenté, dominé par des seigneurs de guerre, et soumis aux ingérences des puissances étrangères. C'est dans ce climat de crise nationale que Mao embrasse progressivement la cause communiste.

Le tournant majeur est le Mouvement du 4 Mai (1919), vaste mobilisation anti-impérialiste et patriotique suscitée par le traité de Versailles qui attribue au Japon les anciennes possessions allemandes de la province du Shandong. Alors de retour à Changsha, Mao participe activement aux manifestations et aux débats enflammés qui agitent la jeunesse chinoise. Il se rapproche des cercles intellectuels progressistes, notamment de la revue *Nouvelle Jeunesse* qui joue un rôle clé dans la diffusion des idées marxistes.

En 1921, Mao figure parmi les délégués qui participent au 1er congrès du Parti communiste chinois (PCC) à Shanghai, marquant son adhésion

formelle au communisme. Dans les années qui suivent, il s'implique dans les activités du Parti, organisant des mouvements de grève et de protestation parmi les ouvriers et les paysans du Hunan. Il se distingue par sa volonté de siniser le marxisme, de l'adapter aux réalités de la société chinoise, essentiellement rurale. Dès 1927, dans son *Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan*, il souligne le potentiel révolutionnaire de la paysannerie, préfigurant sa future stratégie militaire.

Cependant, l'alliance entre le PCC et le Guomindang, le parti nationaliste de Sun Yat-sen (Sun Zhongshan) puis de Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi), se révèle fragile et conflictuelle. En 1927, Chiang lance une campagne de répression sanglante contre les communistes – dont Malraux a rendu compte dans *La Condition humaine* – acculant le PCC à la clandestinité. Mao échappe de peu à la capture et se réfugie dans les monts Jinggang où il commence à mettre en pratique ses premières idées de guérilla rurale.

Ainsi, l'engagement révolutionnaire de Mao se forge dans les luttes des années 1920, marquées par la montée du nationalisme, l'influence du marxisme-léninisme et les tensions avec le Guomindang. C'est dans ce creuset qu'il développe sa conception d'un communisme à la chinoise, ancré dans les masses paysannes, et sa vision de la lutte armée comme voie vers le pouvoir.

Le socle de sa pensée reste indéniablement le marxisme-léninisme, qui lui fournit une grille de lecture pour analyser les rapports de force sociaux et penser le processus révolutionnaire. Les concepts de lutte de classes, de dictature du prolétariat ou d'impérialisme imprègnent en profondeur sa vision du monde. Mais Mao ne se contente pas de réciter les dogmes du marxisme-léninisme : il les adapte de manière originale au contexte chinois, n'hésitant pas à prendre ses distances avec l'orthodoxie soviétique. Là où Marx et Lénine voient dans le prolétariat urbain le fer de lance de la

révolution, Mao veut s'appuyer sur la paysannerie, force vive de la société chinoise.

Cette sinisation du marxisme se nourrit de l'héritage philosophique et stratégique chinois, que Mao connaît intimement. Les écrits des stratèges classiques comme Sun Zi, Wu Qi (époque des Royaumes combattants) ou Cao Cao (fin de la dynastie des Han) ont profondément imprégné sa pensée militaire ainsi que le rappelle Samuel Griffith dans son commentaire des écrits de Mao sur la guerre révolutionnaire. De Sun Zi, Mao retient l'art de la guerre indirecte, fondé sur la ruse, la surprise et l'exploitation du terrain. Il s'inspire également de la notion de « configuration stratégique », qui renvoie à l'art de créer des conditions favorables en tirant parti des circonstances, comme l'a bien montré Jean Lévi dans son exégèse de l'œuvre du stratège chinois. Cette vision fluide et dialectique du combat, où l'on s'adapte en permanence à l'évolution de la situation, marquera durablement la conception maoïste de la guerre révolutionnaire.

La pensée stratégique de Mao Zedong ne se réduit pas à un simple syncrétisme sino-marxiste. Elle s'enrichit également des apports des théoriciens militaires occidentaux que Mao découvre par le truchement de traductions. Carl von Clausewitz, en particulier, exerce une influence majeure sur sa réflexion. Très tôt, Mao est exposé aux idées du stratège prussien, encensé par Lénine. Selon les recherches de Zhang Yuanlin, Mao aurait eu accès à *De la guerre* à partir de 1938.

Plusieurs références directes à des concepts clausewitziens émaillent les écrits de Mao. Il s'approprie notamment la célèbre formule définissant la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens, qui subordonne la stratégie militaire aux objectifs politiques. Cette idée est conforme à sa conception du rôle de l'Armée rouge – développée lors de la conférence de Gutian en 1929 – dans laquelle il ne voit que le bras armé du Parti ; le rôle principal de l'armée n'est donc pas de faire la guerre, mais d'accroître la puissance politique du Parti. Mao retient aussi le concept de

« guerre absolue », impliquant une mobilisation totale de la société et une radicalisation extrême de la violence.

Au-delà de ces emprunts directs, c'est la méthode dialectique de Clausewitz qui a pu influencer Mao, ce qui explique certaines convergences dans leur pensée de la guerre. Cependant, alors que Clausewitz théorise principalement la guerre inter-étatique, Mao transpose ces concepts dans le cadre de la guerre révolutionnaire, en insistant sur sa dimension politique et idéologique.

Outre les influences du marxisme-léninisme et de la pensée militaire occidentale, Mao s'abreuve également aux sources de l'héritage culturel et littéraire chinois. *Au bord de l'eau*, un classique de la littérature chinoise du XIV^{e} siècle, occupe une place de choix parmi ses inspirations littéraires. Ce roman, qui narre les péripéties de bandits rebelles luttant contre l'injustice et l'oppression, a vraisemblablement façonné son imaginaire et donné les premiers contours à sa conception de la guerre de guérilla et de la mobilisation des masses paysannes. Mao décèle dans cette œuvre un modèle de résistance populaire et de combat contre l'autorité corrompue, thématiques qu'il approfondira dans sa propre théorie révolutionnaire.

C'est donc dans une alchimie complexe, mêlant marxisme-léninisme, pensée stratégique chinoise, théories militaires occidentales et références littéraires que se forge la pensée stratégique de Mao Zedong. Loin de se réduire à une simple importation de concepts étrangers, elle témoigne d'un effort de synthèse et de création théorique original, visant à penser les conditions de la guerre révolutionnaire dans le contexte chinois. Mao a su fondre en un alliage original des éléments disparates : le sens paysan de la guérilla et l'art de la guerre à la chinoise, les enseignements politico-militaires de Clausewitz et ceux de la révolution léniniste. C'est cette capacité à hybrider des influences hétérogènes qui fait la richesse et l'originalité de sa pensée.

La pensée stratégique de Mao Zedong

Au cœur de la pensée stratégique de Mao siège le concept de guerre populaire prolongée, qui constitue à la fois une théorie du conflit armé et un guide pour l'action révolutionnaire. Élaborée dans le contexte spécifique de la Chine des années 1930, marquée par l'invasion japonaise et la guerre civile, cette notion vise à définir les conditions de la victoire pour un mouvement révolutionnaire confronté à un ennemi militairement supérieur.

La guerre populaire prolongée repose sur une vision dialectique de l'affrontement, où l'issue de la lutte ne dépend pas seulement du rapport de force matériel, mais aussi et surtout de la mobilisation politique et idéologique des masses. Comme le souligne Mao dans *De la guerre prolongée* (1938), « il n'est pas possible de séparer une seule minute la guerre de la politique. Chez les militaires qui font la Guerre de Résistance, toute tendance à sous-estimer la politique, en isolant la guerre de la politique et en considérant la guerre dans l'absolu, est erronée et doit être corrigée ». Cette formule, qui fait écho à la célèbre maxime de Clausewitz, met en lumière l'indissociabilité du politique et du militaire dans la pensée maoïste.

Pour Mao, la clé de la victoire réside dans la capacité du mouvement révolutionnaire à transformer la faiblesse initiale en force, en s'appuyant sur le soutien de la population et en exploitant les contradictions de l'ennemi. Cette dynamique de renversement du rapport de force s'inscrit dans une temporalité longue, d'où l'accent mis sur le caractère prolongé de la guerre. En somme, pour Mao, « la guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires ; on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles ».

La guerre populaire prolongée se déroule selon un processus dialectique en trois phases : la défensive stratégique, l'équilibre et l'offensive. Dans la première phase, le mouvement révolutionnaire, encore faible, adopte une

posture défensive, évitant l'affrontement direct et préservant ses forces. Dans la deuxième phase, un équilibre relatif s'établit entre les belligérants, permettant au mouvement révolutionnaire de consolider ses bases et de développer sa puissance. Enfin, dans la troisième phase, le rapport de force s'étant inversé, le mouvement révolutionnaire passe à l'offensive stratégique, visant à anéantir l'ennemi et à s'emparer du pouvoir.

Dans ses écrits sur le sujet, en particulier *Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon* (1938), Mao s'attache à définir les principes directeurs de ce mode opératoire singulier.

Parmi ces principes, et sans volonté d'exhaustivité, la mobilité apparaît comme une exigence cardinale. Les unités de guérilla, par leur capacité à se disperser et à se concentrer promptement, doivent faire preuve d'une grande flexibilité opérationnelle. Cette agilité repose sur une connaissance approfondie du théâtre d'opérations et sur l'appui de la population locale, qui fournit renseignements, subsistance et abris.

Un autre principe, corollaire du premier, est celui de la surprise. Pour être efficaces, les attaques de guérilla, doivent être imprévisibles en visant par exemple les vulnérabilités de l'adversaire au moment où il s'y attend le moins. Selon Mao, « La disposition de nos troupes doit être calculée de façon à en utiliser une petite partie pour fixer les forces de plusieurs colonnes de l'ennemi, et à lancer nos forces principales contre une seule de ces colonnes, en adoptant dans nos campagnes et nos combats la méthode des attaques par surprise (essentiellement des embuscades) et en frappant l'ennemi pendant qu'il est en marche. » La surprise est donc une condition essentielle de la préservation des forces – principe fondamental – et de l'efficience des actions offensives.

L'autodéfense constitue un autre principe directeur de la guerre de partisans maoïste. Les unités doivent être en mesure de subvenir à leurs propres besoins, sans dépendre d'un soutien extérieur. Elles doivent tirer leur subsistance du territoire où elles opèrent, en s'appuyant sur la

production locale et sur les ressources prélevées sur l'ennemi. Elles doivent également assurer leur propre sécurité en établissant des bases dans des zones difficiles d'accès, en préservant le secret sur leurs mouvements et en maintenant une discipline rigoureuse pour prévenir les infiltrations. Mao écrit : « Une base d'appui de la guerre de partisans ne peut être réellement établie qu'après la réalisation graduelle des trois conditions fondamentales : créer des forces armées antijaponaises, infliger des défaites à l'ennemi et mobiliser les masses populaires. »

Enfin, le dernier principe essentiel qu'il faut évoquer réside dans l'articulation entre guérilla et guerre régulière. Dans la perspective maoïste, la guérilla ne constitue pas une fin en soi, mais une phase dans le processus de développement de la guerre révolutionnaire. À mesure que le rapport de force évolue en faveur des forces insurrectionnelles, la guérilla doit se muer en une armée régulière, apte à conduire des opérations de plus grande envergure et à s'emparer de villes et de régions entières. Pour autant, même à ce stade, la guérilla conserve un rôle essentiel, en appui des forces régulières, pour harceler l'ennemi et perturber ses arrières.

Mais la guerre populaire prolongée ne se réduit pas à une simple doctrine militaire : elle est indissociable du projet politique de transformation révolutionnaire de la société porté par le Parti communiste chinois. Comme le souligne Mao dans son rapport sur le mouvement paysan du Hunan, la mobilisation des masses paysannes est à la fois un moyen et une fin. Il s'agit non seulement de puiser dans les ressources humaines et matérielles de la paysannerie pour soutenir l'effort de guerre, mais aussi de faire de la guerre un vecteur d'éducation politique et de conscientisation révolutionnaire.

Ainsi, la guerre populaire prolongée vise, au-delà de la victoire militaire, à jeter les bases d'un nouveau pouvoir politique et social. Les « bases rouges » établies dans les zones rurales au fil de la guerre, véritables embryons de l'État socialiste, jouent un rôle clé dans ce processus. Elles

servent à la fois de sanctuaires pour les forces armées révolutionnaires et de laboratoires pour expérimenter les réformes agraires, l'éducation politique des masses et les nouvelles formes d'organisation sociale.

Cette dimension politique de la guerre prolongée est particulièrement visible dans la priorité accordée par Mao au travail de mobilisation idéologique. Les fameuses « campagnes de rectification » lancées à Yan'an, visant à renforcer l'unité idéologique et la discipline du Parti, sont indissociables de l'effort de guerre. Elles témoignent de la volonté de Mao de faire de l'Armée rouge non seulement une force de combat, mais aussi, et surtout, un instrument de transformation politique et sociale.

En somme, la guerre populaire prolongée est conçue comme un processus révolutionnaire total, où lutte armée et lutte politique se nourrissent mutuellement. Cette fusion du militaire et du politique caractéristique de la pensée de Mao explique la place centrale de la guerre dans sa vision de la révolution chinoise. Loin d'être un simple moyen, elle est l'essence même du processus révolutionnaire.

Ces principes de la guerre de guérilla, théorisés par Mao à partir de l'expérience de la guerre sino-japonaise et de la guerre civile, ont joué un rôle décisif dans la victoire finale des communistes en 1949. Ils ont également exercé une influence considérable sur les mouvements révolutionnaires du monde entier, qui y ont vu un modèle pour mener la lutte armée dans des conditions d'infériorité initiale. Des guérillas anticoloniales aux insurrections paysannes d'Amérique latine, la pensée de Mao sur la guerre de guérilla a connu une postérité mondiale, transcendant largement les frontières de la Chine.

Les greffes et réappropriations de la pensée stratégique maoïste à l'étranger

La pensée stratégique de Mao Zedong a connu une postérité remarquable à l'échelle mondiale. Les principes de la guerre populaire prolongée et les tactiques de guérilla théorisés par Mao ont été réappropriés et adaptés par de nombreux mouvements révolutionnaires, lesquels ont vu dans l'expérience chinoise un modèle pour mener la lutte armée dans des conditions d'infériorité.

L'influence de la pensée de Mao Zedong sur la révolution vietnamienne est particulièrement frappante. Selon l'historien Zhai Qiang, les premiers contacts entre Hô Chi Minh et les communistes chinois remontent aux années 1920, notamment à Paris où Hô côtoya Deng Xiaoping et Zhou Enlai, et à Canton où il fut un agent du Komintern très actif. Dès cette époque, des liens affectifs puissants se nouent entre révolutionnaires chinois et vietnamiens. Dans les années 1930 et 1940, ces liens se resserrent et s'institutionnalisent : les révolutionnaires vietnamiens, sous la houlette de Hô Chi Minh, nouent des relations étroites avec le Parti communiste chinois et puisent leur inspiration dans les préceptes de la guerre populaire prolongée. Le plénum de Pac Bo de mai 1941 marque un tournant décisif de ce point de vue. Lors de cet événement, le Parti communiste indochinois adopte officiellement deux principes fondamentaux de la doctrine maoïste : le nationalisme et la guerre populaire. De nombreux historiens, à l'instar de l'Américain William Duiker, considèrent ce plénum comme la manifestation éclatante de la prégnance des idées de Mao sur la révolution vietnamienne, en dépit de l'absence de références directes à ses écrits dans les documents officiels de l'époque.

Cette filiation intellectuelle se confirme et s'approfondit lors de la guerre contre les États-Unis : les principes maoïstes innervent la stratégie

du Nord Vietnam et du Viet-Cong. Comme l'a souligné le même William Duiker, la mobilisation politique des masses rurales, l'établissement de bases révolutionnaires dans les campagnes, l'emploi de la guérilla en complément d'opérations plus conventionnelles, tous ces éléments font écho, avec une singulière acuité, à la pensée militaire de Mao. Cette adhésion à la doctrine maoïste, adaptée avec succès au contexte vietnamien, apparaît comme un facteur décisif de la victoire finale des forces révolutionnaires en 1975.

En Amérique latine, l'influence de la pensée de Mao sur les mouvements révolutionnaires se révèle ambivalente, comme le suggère le cas emblématique d'Ernesto « Che » Guevara. Guevara s'inspire indubitablement de Mao lorsqu'il préconise la création de foyers insurrectionnels ruraux (*focos*) pour catalyser la révolution. Toutefois, il s'écarte de l'orthodoxie maoïste en postulant que ces *focos* peuvent, par leur seule existence, engendrer les conditions subjectives de la révolution, là où Mao exhorte à un patient travail préalable de mobilisation idéologique des masses. Cette divergence, qu'a soulignée Gérard Chaliand, témoigne des limites d'une transposition littérale du modèle maoïste au contexte latino-américain, nonobstant l'adhésion de principe de Guevara aux thèses du stratège chinois.

En Afrique, certains mouvements de libération anticoloniale, à l'instar du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) ou du Mouvement de libération populaire de l'Angola (MPLA), ont également puisé leur inspiration dans le modèle chinois, s'attachant à adapter les préceptes de la guerre populaire à leur situation singulière. Néanmoins, la mise en œuvre de la doctrine maoïste s'est heurtée à des contextes politiques, sociaux et géographiques fort dissemblables de ceux de la Chine des années 1930, limitant de facto sa pertinence opérationnelle et rendant son application souvent parcellaire et circonscrite.

L'idée d'une diffusion universelle et uniforme d'une doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire a été remise en question par certains travaux académiques récents. Dans son ouvrage, *The Myth of Mao Zedong and Modern Insurgency*, Francis Grice bat en brèche la notion d'un « maoïsme » qui constituerait une pensée stratégique cohérente et homogène, aisément transposable à d'autres contextes insurrectionnels. Le politiste britannique soutient que les références à Mao dans les mouvements révolutionnaires relèvent souvent d'un usage sélectif et superficiel de ses écrits, sans véritable application des principes de la guerre populaire prolongée.

Cette analyse a suscité des débats nourris parmi les spécialistes. L'historien Alex de Jong, dans sa critique de l'ouvrage de Grice, souligne que, si l'auteur cherche à remettre en cause le mythe de l'originalité et de l'influence de Mao en tant que penseur militaire, son argumentation s'avère peu convaincante. De Jong pointe notamment une interprétation discutable des écrits de Mao sur la guerre, un manque de références aux sources primaires et l'absence d'analyse approfondie d'importantes insurrections maoïstes. Le directeur de la revue *Small Wars & Insurgencies*, Paul B. Rich, de son côté, tout en saluant la remise en cause par Grice d'une vulgate « maoïste » trop souvent essentialisée, considère que sa thèse tend à minorer l'influence réelle, quoique diffractée, de la pensée de Mao sur des mouvements révolutionnaires majeurs comme celui des Khmers rouges au Cambodge ou du Sentier lumineux au Pérou.

En définitive, sans être un modèle universel, la pensée stratégique de Mao apparaît comme une référence incontournable des luttes révolutionnaires au XX^{e} siècle. Si son application a pu être inégale ou partielle, elle a durablement imprégné l'imaginaire et les pratiques de nombreux mouvements insurrectionnels à travers le monde, forgeant un répertoire d'actions et un vocabulaire stratégique communs. À ce titre, elle constitue un chapitre majeur de l'histoire de la guerre irrégulière et de la

violence politique moderne. Les débats récents autour de l'ouvrage de Grice, loin de clore la discussion, invitent à approfondir l'étude des processus complexes de circulation, d'appropriation et de réinterprétation de la pensée militaire de Mao à l'échelle globale.

La stratégie maoïste aujourd'hui

Loin d'être une simple relique de l'Histoire, la pensée stratégique de Mao Zedong continue d'imprégner en profondeur la doctrine militaire et la stratégie de puissance de la République populaire de Chine (RPC). Cette influence est particulièrement visible dans la manière dont l'Armée populaire de libération (APL) appréhende aujourd'hui la guerre, tout comme son propre processus de modernisation. Les écrits militaires de Mao sont fréquemment invoqués par l'APL pour justifier le développement de ses capacités opérationnelles. Quoique les parallèles établis puissent parfois sembler forcés, cette référence récurrente à Mao témoigne de la volonté de l'APL d'inscrire sa transformation en une armée de haute technologie dans la continuité de la pensée militaire du fondateur de la RPC. Les concepts maoïstes de guerre populaire, de primat du politique sur le militaire ou encore de combinaison plastique des moyens conventionnels et non conventionnels trouvent ainsi un écho dans la doctrine de l'APL, même si leur application concrète a été adaptée aux réalités du champ de bataille moderne. La prégnance de la pensée de Mao dans la doctrine militaire chinoise contemporaine se manifeste de manière plus substantielle encore dans certains concepts clés qui structurent la vision stratégique de l'APL. C'est notamment le cas de l'idée de « guerre populaire dans des conditions modernes », qui actualise la théorie maoïste de la guerre prolongée en l'adaptant aux réalités technologiques et opérationnelles du XXI^{e} siècle.

Au-delà de la sphère strictement militaire, c'est l'ensemble de la stratégie de puissance de la Chine qui semble porter l'empreinte de Mao. Selon Jeffrey D. Walsh, de l'*Air University* aux États-Unis, la « guerre populaire prolongée » théorisée par Mao trouve un écho dans l'approche chinoise actuelle en mer de Chine méridionale. Pékin y déploie une stratégie multidimensionnelle combinant des moyens militaires (modernisation de la marine, poldérisation, constructions de bases sur des îles artificielles) et non militaires (présence de milices maritimes déguisées en flottes de pêche) dans une logique de long terme visant à éroder progressivement la supériorité américaine dans la région. On retrouve ici l'idée maoïste d'une confrontation protéiforme et inscrite dans la durée, où le temps joue en faveur du camp qui sait faire preuve de créativité stratégique et de résilience politique. Cette influence de la pensée de Mao est également perceptible dans la manière dont la Chine conçoit sa stratégie d'influence globale. D'aucuns ont pu ainsi interpréter les « nouvelles routes de la soie » (BRI), projet phare de la diplomatie chinoise, à l'aune des principes maoïstes d'adaptation face à un ennemi – en l'occurrence les puissances occidentales – dans une « lutte prolongée ». Par son ampleur, sa dimension multisectorielle (infrastructures, commerce, finance, culture) et son horizon de long terme, la BRI pourrait ainsi s'apparenter à une forme de guerre politique visant à remodeler l'ordre international au profit de la Chine, sans confrontation directe avec les États-Unis.

Plus largement, la référence à Mao joue un rôle central dans la légitimation idéologique de la stratégie de puissance de la Chine post-maoïste. Yves Chevrier, dans son ouvrage *L'Empire terrestre*, souligne que l'historiographie officielle cherche à établir une continuité entre la période révolutionnaire et l'ère des réformes en distinguant le Mao de la « nouvelle démocratie », présenté comme l'architecte du « marxisme chinois », du Mao de la révolution culturelle, associé aux « erreurs gauchistes ». Le « socialisme aux caractéristiques chinoises » de Deng Xiaoping et de ses

successeurs est ainsi présenté comme un prolongement, voire un accomplissement, de la pensée de Mao, et non comme une rupture avec celle-ci, quoique cette posture relève le plus souvent de l'incantation. Cette réinvention de la figure de Mao est également visible dans le domaine stratégique. La nouvelle démocratie est ainsi abondamment invoquée pour justifier la synthèse entre nationalisme et ouverture qui caractérise la politique étrangère chinoise depuis les années 1980. D'autres aspects encore de la politique étrangère maoïste trouvent également un écho dans la politique étrangère actuelle de la Chine. C'est le cas notamment de la notion d'« auto-renforcement » (*zili gengsheng*), centrale dans la pensée de Mao, qui renvoyait à l'idée que la Chine devait compter sur ses propres forces pour assurer son développement et sa sécurité, en limitant sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Cette notion résonne avec le discours de la Chine de Xi Jinping sur la « double circulation » (*guonei guoji shuang xunhuan*) économique ou sur la nécessité de maîtriser les chaînes de valeur stratégiques. Ainsi, au-delà de sa dimension doctrinale, la référence à Mao paraît un élément central du récit stratégique de la Chine post-maoïste. En revendiquant l'héritage du Grand Timonier tout en prenant sélectivement leurs distances avec certains aspects de son action, les dirigeants chinois cherchent à inscrire leur politique dans une forme de continuité révolutionnaire, sans pour autant renoncer aux acquis du virage réformiste. Mais cette synthèse, comme le note Yves Chevrier, pourrait bien se révéler à terme porteuse de nouvelles contradictions, la réactivation sélective de la mémoire de Mao comportant le risque de légitimer des lectures plus radicales de son héritage.

En définitive, l'ombre de Mao continue de planer sur la Chine d'aujourd'hui, et singulièrement sur sa stratégie de puissance. De la doctrine de l'APL aux nouvelles routes de la soie en passant par la politique étrangère chinoise en mer de Chine, la pensée stratégique du Grand Timonier imprègne en profondeur la manière dont Pékin conçoit son

affirmation sur la scène mondiale. Mais cette actualité du maoïsme est fondamentalement ambivalente, oscillant entre réappropriation sélective, ou rhétorique, à des fins de légitimation et résurgence potentiellement déstabilisatrice de sa charge révolutionnaire originelle. En ce sens, l'héritage de Mao constitue à la fois une ressource et un défi pour le pouvoir chinois, et plus largement un facteur clé pour comprendre la trajectoire géopolitique de la Chine au XXI^{e} siècle. L'avenir dira si la figure de Mao peut durablement servir de boussole à la stratégie de puissance chinoise, ou si son ombre portée finira par devenir encombrante pour les ambitions géopolitiques de Pékin.

La pensée stratégique de Mao Zedong a acquis une dimension universelle en devenant une référence pour de nombreux mouvements de libération nationale au XX^{e} siècle. Ses concepts clés comme la guerre populaire prolongée ou la subordination du militaire au politique ont essaimé, sous des formes adaptées aux contextes locaux, des maquis vietnamiens aux guérillas latino-américaines.

En Chine même, l'héritage maoïste imprègne encore, moyennant certains ajustements, la doctrine militaire et la vision géostratégique contemporaines. Cependant, malgré l'omniprésence de la figure de Mao dans le discours officiel, la pratique du pouvoir sous Xi Jinping s'écarte de l'héritage politique du Grand Timonier, privilégiant un étatisme radical loin de la mobilisation des masses prônée par Mao. La référence à ce dernier conserve néanmoins une forte charge symbolique, permettant au régime de s'inscrire dans une continuité révolutionnaire tout en prenant ses distances avec les aspects les plus controversés du maoïsme.

Au-delà du cas chinois, la pensée de Mao invite à repenser l'articulation entre politique et conflit armé. À l'heure d'une conflictualité dite « hybride » brouillant les frontières entre paix et guerre, mêlant approches cinétiques et non cinétiques, ses intuitions sur la nature politique des

affrontements et la nécessité de combiner différents registres d'action demeurent d'une étonnante actualité. Sans pour autant susciter une fascination béate, l'expérience maoïste mérite d'être méditée par les stratèges contemporains pour mieux saisir les ressorts des conflits du XXIe siècle.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Mao Zedong, *Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan* (1927).

–, *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* (1936).

–, *Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon* (1938).

–, *De la guerre prolongée* (1938).

TRAVAUX DE RECHERCHE

Gérard Chaliand, *Mao, stratège révolutionnaire*, Pocket, 2019.

Yves Chevrier, *Mao et la révolution chinoise*, Casterman, 1993.

Arif Dirlik, « Mao Zedong dans l'historiographie et le discours officiel chinois aujourd'hui », *Perspectives chinoises*, 2012/2, p. 19-30.

William Duiker, *The Communist Road to Power in Vietnam*, New York, Routledge, 2018 [2e éd.].

Samuel Griffith, *Mao Zedong on Guerrilla Warfare*, New York, Praeger, 1961.

Stuart Schram, *Mao's Road to Power : Revolutionary Writings, 1912-1949*, Londres, Routledge, 1992, dix tomes.

Harold Tanner, « Guerrilla, Mobile, and Base Warfare in Communist Military Operations in Manchuria, 1945-1947 », *The Journal of Military History*, vol. 67, no 4, p. 1197-1198, 2003.

Charles Lacheroy, l'étoile filante de la stratégie contre-révolutionnaire de la IV^{e} République

François Cochet

Peu de stratèges ont connu une carrière aussi météorique que Charles Lacheroy au sein de l'armée française entre 1955 et 1958. Devenu penseur de la guerre révolutionnaire après l'avoir observée sur le terrain indochinois, Lacheroy parvient à convaincre les autorités politiques de la IV^{e} République d'appliquer une partie de ses théories, qui donnent alors naissance pour la première fois au sein des forces armées aux « 5^{e} bureaux », chargés de l'action psychologique. Une révolution copernicienne semble amorcée : la force des armes peut s'effacer devant la puissance du verbe et du travail social sur l'ennemi. Mais le retour aux affaires du général de Gaulle en 1958 sonne le glas de cette école, même si elle essaime dans certaines armées, notamment outre-Atlantique, sous des formes bien différentes de celles qu'avait imaginées le stratège.

Les scansions d'une carrière

Né le 22 août 1906, à Chalon-sur-Saône, dans une famille, « fondamentalement française » selon ses propres termes, Charles Lacheroy suit une instruction primaire dans une école religieuse. Son père, mobilisé le 3 août 1914, est tué à Verdun le 2 août 1916, avec le grade de lieutenant, engendrant le traumatisme que l'on devine chez un enfant âgé de 10 ans. Élevé par son grand-père paternel, dont Lacheroy confie qu'il était « un merveilleux exemple de chrétien, de père et de Français », il poursuit ses études secondaires notamment au Prytanée de La Flèche, et souhaite préparer Navale mais y échoue après la disparition brutale de son grand-père.

Il réussit cependant à entrer à l'ESM de Saint-Cyr et intègre la promotion de 1925 (« Maroc et Syrie »). Sorti en bon rang, il choisit l'infanterie coloniale, sert au 6e bataillon de tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française de 1928 à 1930, part en Syrie dans une compagnie méhariste jusqu'en 1935, avant de gagner le Maroc en 1936.

C'est là que, fin 1940, il est arrêté dans des conditions obscures et accusé d'avoir aidé deux agents de la France libre. Transféré à Clermont-Ferrand, il partage un temps la cellule de Pierre Mendès France et passe devant une cour martiale où il obtient un non-lieu. Il revient alors servir en Tunisie puis en Mauritanie. En juin 1942, il est à Dakar auprès du lieutenant-colonel Raoul Salan, comme chef de son 4e bureau, puis il rejoint l'Algérie après le débarquement allié du 8 novembre 1942. Il combat ensuite en Italie en 1944 avant de participer à la libération de la France méridionale ainsi qu'à la campagne d'Allemagne au sein de la 9e division d'infanterie coloniale. Muté en 1946 en Côte d'Ivoire, il se frotte au maintien de l'ordre durant les troubles qui y surviennent en 1949, lors de l'insurrection déclenchée par le Rassemblement démocratique africain. En janvier 1950, il est affecté à la Section d'études et d'information des troupes

coloniales, chargée de préparer les jeunes officiers destinés à servir outre-mer. Il y côtoie Robert Montagne – ancien conseiller d'Hubert Lyautey au Maroc – qui enseigne au Centre des hautes études d'administration musulmane et que Lacheroy a déjà rencontré dans les années 1930 durant son séjour au Levant.

En 1951, il rejoint Jean de Lattre de Tassigny en Indochine, qui lui confie le commandement du secteur de Bien Hoa, en Cochinchine. Le lieutenant-colonel Lacheroy rentre en France en 1953 et devient directeur des études au sein du Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA). À la fin mai 1955, il est nommé à l'état-major de l'Armée. La période courant de 1956 à février 1958 signe son heure de gloire puisqu'il devient conseiller auprès des ministres de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury et André Morice et brièvement auprès de Jacques Chaban-Delmas, dans le gouvernement Félix Gaillard (6 novembre 1957-15 avril 1958).

Mais en février 1958, Jacques Chaban-Delmas le renvoie brutalement et l'éloigne dans le Constantinois, sans doute parce que lors de sa première conférence de presse, en novembre 1957, Chaban s'est heurté aux journalistes qui ont refusé d'en publier un compte rendu, un camouflet dont Chaban-Delmas rend visiblement responsable Lacheroy. Ce dernier est muté en Algérie au sein de la 7^{e} division mécanique rapide, commandée par le général François Huet, ancien héros du Vercors. Dotée des matériels les plus récents (AMX 13 et EBR Panhard), l'unité n'est en rien représentative de la « guerre psychologique » que veut promouvoir Lacheroy. Il s'agit bien d'une disgrâce. Elle s'interrompt en 1958 : après le 13 mai, Salan le nomme directeur des services de l'information et de l'action psychologique de la Délégation générale d'Alger et le choisit comme porte-parole du Comité de salut public.

En revanche, Charles de Gaulle, devenu président du Conseil, est bien décidé à se débarrasser de cet encombrant personnage. Si Lacheroy, rentré à Paris fin 1958, se voit d'abord nommé à l'École supérieure de guerre, le

cabinet du Général, événement rarissime, fait annuler cette nomination et le mute dans un poste moins prestigieux, l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ESORSEM). S'il prépare activement le putsch d'avril 1961 et se trouve à Alger le 16 avril 1961, il n'a pas le temps de mettre ses méthodes en action. Après l'échec du putsch, il entre en contact avec l'OAS, puis passe en Espagne. Le 11 juillet 1961, le Haut Tribunal militaire le condamne à mort par contumace. Il exerce alors la profession d'agent immobilier à Palma de Majorque. En 1968, il bénéficie de l'amnistie proposée par de Gaulle et votée par le Parlement ce qui lui permet de regagner la France où il décède en 2005.

Présenter ses conceptions stratégiques en distinguant les étapes de sa carrière et le développement de sa pensée constitue un contresens. En effet, Lacheroy théorise au fil de sa pratique, au gré de ses affectations et de ses responsabilités.

Le théâtre indochinois : primat au pragmatisme et à l'opérationnel

Lorsqu'il arrive en 1951 dans le secteur de Bien Hoa, secteur de grandes plantations d'hévéas, Charles Lacheroy s'interroge sur les moyens humains et matériels dont il dispose mais également sur la nature de l'ennemi. Il est fort opportunément renseigné par son officier du 2^{e} bureau, le lieutenant Imbert. Le commandant Lacheroy dirige alors des groupes de partisans très disparates. : unités de défense de la chrétienté, membres des sectes Binh Xuyen, Hoa Hao et caodaïstes, tous opposés aux communistes tonkinois.

Une partie de sa réflexion s'organise alors autour d'une question cruciale : « Pourquoi n'a-t-on pas déjà gagné ? » Les Français se battent en

Indochine depuis 1945, mais s'ils restent maîtres du terrain le jour – ce qui n'est déjà plus le cas au Tonkin en 1952 –, la nuit appartient au Viet-Minh. Le lieutenant Imbert lui permet de formuler un début de réponse à cette question lancinante : si les services de renseignement français sont en mesure d'évaluer les effectifs des troupes régulières du Viet-Minh, ces chiffres ne signifient rien puisque la population dans son ensemble – femmes et enfants compris – est engagée dans la guerre contre les Français.

Lacheroy découvre ainsi l'importance des « hiérarchies parallèles » qui existent dans l'organisation politico-militaire de l'ennemi. Elles visent à encadrer tout individu de la naissance à la mort, selon une structuration à la fois horizontale et verticale. La hiérarchie territoriale regroupe les Vietnamiens au niveau du village (ou du quartier urbain) puis s'élève au niveau régional puis provincial. La deuxième hiérarchie est composée d'associations noyautées par le Viet-Minh (syndicats paysans, mouvements de jeunesse, mais aussi sociétés sportives ou écoles) regroupées au sein du *Lien Viet* (Front national d'union). La troisième hiérarchie parallèle est celle du Parti communiste lui-même. Réunissant moins de 10 % de la population selon les préceptes léninistes, il est en position de force, ce qui lui permet de contrôler et de surveiller en permanence les deux autres hiérarchies. Ce regard porté sur l'organisation de l'ennemi n'est cependant pas une nouveauté absolue. Dès 1949, le 2e bureau en Indochine évoque des « organisations parallèles ».

Demeurant un militaire opérationnel, Charles Lacheroy entend que la théorie débouche d'abord sur des conclusions tactiques. Il tente d'adapter ses troupes de partisans aux méthodes de combat de l'ennemi et effectue des sorties nocturnes que sa hiérarchie soutient mollement : « peu de chefs de secteur partageaient mes idées sur la conquête de la nuit », reconnaît-il. Il s'oppose également à la stratégie des postes fixes qui consomment énormément de troupes pour un piètre résultat opératif. La chute du poste

de Trang Bom le confirme dans la conviction qu'il faut adopter les méthodes de l'ennemi, notamment dans l'obtention du renseignement.

C'est visiblement dans son poste de Bien Hoa que le lieutenant Imbert lui amène, pour la première fois en 1952, un « petit livre de couleur rouge que personne n'avait vu, ni dans l'armée ni en France ». Lacheroy se lance alors dans la lecture des œuvres de Mao Zedong. À cette époque, il n'est cependant pas le seul à se pencher sur les écrits du Grand Timonier. Le général Salan a par exemple créé le 1er janvier 1953 un bureau de la guerre psychologique, commandé par le chef de bataillon Albert Fossey-François. Lacheroy participe donc d'une ambiance, même s'il reconnaît n'avoir aucun contact alors avec ce bureau. Il décide de former les officiers de son secteur à la guerre révolutionnaire, en leur offrant un « kit » de recettes pour mener des opérations à la lumière des pratiques du Viet-Minh. C'est dans ce cadre qu'il donne sa première conférence de novembre 1952, devant les officiers de son secteur de Bien Hoa. Intitulée « Une arme du Viet-Minh : les hiérarchies parallèles », elle connaît un réel succès, bien qu'elle soit prononcée devant un public captif puisque placé sous ses ordres. Pour autant, une véritable révélation s'opère chez l'officier. À 46 ans, il comprend que malgré – ou à cause de – son accent bourguignon roulant, il se révèle un orateur remarquable. Cette conférence ne passe pas inaperçue. Lacheroy commence alors à élaborer sa pensée et à l'émanciper des seules sphères tacticiennes. Sa pensée est évolutive. En 1952, son vocabulaire n'est pas encore extrêmement précis. À propos de l'embrigadement des âmes, Lacheroy place par exemple sur le même plan « guerre psychologique » et « techniques du moral ». Pour lui, l'expérience indochinoise oblige la France et les démocraties à opposer au système communiste une réplique efficace et rapide, par le truchement de « l'action psychologique », sous peine de « jouer perdant chaque fois qu'elles se trouveront en présence d'une situation comme celle que nous avons connue en Indochine, c'est-à-dire en présence d'une "guerre révolutionnaire" ».

Apparaît alors le défaut de ses qualités. Il est de plus en plus persuadé qu'il a mis au point une méthode infaillible permettant de vaincre le totalitarisme communiste. Émerge ainsi la tentation de la modélisation. En 1953, il achève son séjour en Indochine et souhaite rentrer en France afin de diffuser ses analyses, notamment à la haute hiérarchie militaire. Il souhaite aussi, comme tout militaire ambitieux, accéder aux étoiles de général.

De l'homme de terrain au théoricien

À la caserne Lourcine, siège du Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA) où il est nommé, les jeunes officiers à qui il enseigne sont fascinés par ses propos. Non sans raison : ils tranchent sur le discours dominant de l'époque qui pense plutôt dans le cadre d'une guerre conventionnelle contre le bloc communiste et est traversé par les questions du réarmement éventuel de l'Allemagne ou de l'« otanisation » des forces armées françaises. Certains jeunes officiers le reconnaissent comme un « maître » qui parle de « croisade » contre le communisme, et dont ils se sentent les « apôtres ».

Le destin sourit à Lacheroy grâce à André Blanchet (1918-2002), rencontré au CEAA. Journaliste au *Figaro* avant de passer au *Monde*, correspondant de guerre en Extrême-Orient (1945-1946), membre puis président de l'Académie des sciences d'Outre-mer (1952-1965), il enseigne également au CEAA. À l'été 1954, il prend connaissance des notes d'une conférence de Lacheroy, intitulée « La campagne d'Indochine ou une leçon de guerre révolutionnaire » et obtient de l'auteur de la faire lire au directeur du *Monde*. Hubert Beuve-Méry décide d'en publier de larges extraits dans ses colonnes des 3 et 4 août 1954. Alors qu'il désespérait de se faire entendre par les grands chefs, Lacheroy voit soudainement ses propos relayés dans la société civile avec la caution de sérieux que confère alors le quotidien de la rue des Italiens. Le succès est considérable. Dès avril 1955,

il reçoit une lettre de félicitation du général Pierre Koenig, ministre de la Défense nationale, pour la qualité de ses interventions.

Le deuxième coup de pouce du destin prend le visage des fils de « cardinaux ». Au CEAA, Lacheroy enseigne aux fils du maréchal Alphonse Juin et du général Augustin Guillaume, alors chef d'état-major général des armées. Les deux jeunes officiers vantent leur enseignant à leurs pères respectifs. Le 11 mai 1955, Lacheroy est convoqué aux Invalides par le général Guillaume pour expliquer ses conceptions. Conquis, Guillaume demande à Lacheroy une conférence pour le lendemain, en présence de tout l'état-major. Le colonel s'exécute : il attendait ce moment depuis plusieurs années pour faire connaître ses théories. À la suite du succès rencontré, il est affecté moins d'une semaine plus tard à l'état-major de l'armée. Et de noter dans ses mémoires, « cette croisade commencée au niveau des lieutenants, je l'ai poursuivie à tous les échelons […] au cours de centaines de conférences ». Durant cette période, Lacheroy affine ses analyses dans un contexte favorable. L'armée française est désarçonnée par sa piètre réussite dans le maintien de l'ordre en Algérie, que certains rapprochent de la situation qui prévalait en Indochine.

Charles Lacheroy développe alors ses réflexions. À ses yeux, le communisme mondial et son chef de file, l'URSS, tentent d'encercler politiquement l'Europe occidentale, après avoir visé l'Asie. Moscou use des techniques de la guerre psycho-politique pour contourner les défenses de l'Occident par le Moyen-Orient et l'Afrique. Pour lui, les nationalistes locaux travaillent pour le bolchevisme international et appliquent une guerre révolutionnaire construite sur la « conquête des esprits » en suivant un « scénario type de guerre révolutionnaire » dont il détaille les cinq étapes, dans une conférence de 1955 :

1) un calme trompeur règne d'abord : « dans une première phase, il n'y a rien : ça commence comme dans la Genèse » ;

2) des attentats ciblés permettent de prendre la population en main, soit en gagnant sa complicité, soit en la terrorisant ;

3) les « éléments rebelles armés » utilisent ensuite la guérilla et l'action politique pour s'introduire dans les masses et les contrôler, afin qu'elles passent d'une complicité passive à une complicité active ;

4) la phase de consolidation permet à la guérilla de s'intensifier et de mieux contrôler les populations ;

5) la phase ultime consiste à mettre en place des troupes régulières s'appuyant sur une organisation « populo-politico-militaire » appuyée sur une structure politico-administrative clandestine. L'insurrection générale appuyée sur des troupes régulières peut alors se développer.

Ce schéma s'inspire des analyses maoïstes de la guerre révolutionnaire où les guérilleros, trop faibles pour défier frontalement leurs adversaires, doivent d'abord éviter le combat direct en multipliant en revanche les « piqûres de moustiques ». Lorsque le contrôle sur les populations est complet, Mao préconise de monter militairement en puissance en organisant les forces locales et régionales ainsi que les corps de bataille. La troisième phase peut alors commencer, avec l'organisation de forces conventionnelles capables d'affronter – et de défaire – les troupes contre-révolutionnaire. En relisant Mao à sa manière, Lacheroy parvient à transfigurer une expérience personnelle en système.

Sa fulgurante ascension se poursuit. En moins de deux mois, il est muté auprès de Maurice Bourgès-Maunoury. Le ministre de la Défense nationale tient Lacheroy en haute estime, d'autant qu'il partage ses analyses. Il lui donne alors pour mission de « vendre l'armée à la compréhension du peuple français ». Dès lors, le colonel se mue en censeur, aidé d'étudiants qui lui dépouillent la presse. Les saisies de journaux accusés par le pouvoir de démoraliser l'armée se multiplient. *Témoignage Chrétien*, *France Observateur* ou l'*Express* en sont victimes. Plus qu'un conseiller, il devient quasiment le mentor de Bourgès-Maunoury. Ce dernier accepte notamment

de créer des « 5e bureaux » à tous les échelons de la hiérarchie, à côté des quatre bureaux existant depuis la fin du XIXe siècle. Ils sont chargés de mettre en place les techniques de propagande afin d'obliger les chefs de tous les niveaux de l'armée de terre à intégrer les dimensions humaines d'un conflit et d'en faire une arme. Il parvient à officialiser ces analyses en publiant l'« Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique » (TTA 117), un document fondamental qui vaut pour toutes les armées et pas seulement pour les forces terrestres. Pour la première fois, un texte fixe les principes et les méthodes à appliquer au sein d'une armée conventionnelle pour affronter la guerre révolutionnaire.

À cette heure, Lacheroy cumule plusieurs fonctions. Il préside le comité d'action psychologique de la Défense nationale, créé pour lui en 1956, la Commission interministérielle d'action psychologique du Secrétariat général permanent de la Défense nationale (SGPDN) et participe à la Commission de contrôle des films cinématographiques, en charge de la censure. Il dispose d'un organe de presse, la *Revue militaire d'information* (RMI) pour assurer la diffusion de ses idées. La réussite, complète, semble promise à de beaux jours. La forme la plus achevée de sa pensée est synthétisée dans la conférence qu'il prononce le 2 juillet 1957 devant un parterre de 2 000 officiers d'active et de réserve, dont Maurice Challe, major-général des armées, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. L'heure de gloire a sonné. Durant plus d'une heure et demie, sans la moindre note – preuve qu'il maîtrise son sujet –, il discourt sur « guerre révolutionnaire et arme psychologique » : « Maintenant je sais qui, un jour, sera le grand chef de l'armée française ! » note le lendemain de la conférence un journaliste du *Figaro* enthousiasmé par les propos du colonel.

Du Capitole à la roche Tarpéienne

Mais l'action concrète de Lacheroy sur les doctrines militaires est très limitée dans le temps. Moins de six mois après l'adoption des 5e bureaux, Lacheroy est brutalement limogé, nous l'avons dit. Certains de ses camarades, notamment au sein des troupes coloniales, ne sont pas mécontents de cette disgrâce, car sa fulgurante ascension comme ses liens étroits avec les milieux politiques et notamment le Parti radical avaient fait quelques jaloux.

Sa carrière semble alors brisée et les étoiles lui échappent. Pourtant les évolutions de l'histoire sont taquines et Charles Lacheroy retrouve les feux de la rampe rapidement, mais brièvement. Au sein de la 7e division mécanique de Huet, le secteur commandé par Lacheroy est proche de l'Est algérois. Le 13 mai 1958, il sert en opération sur cette zone. Il retrouve immédiatement le chemin du pragmatisme, étayé cette fois par six années de réflexions théoriques. Les 5e bureaux sont assez efficaces pour organiser la journée du 16 mai 1958 où les populations musulmanes se pressent en masse sur le forum pour manifester leur soutien au Comité de salut public et à l'Algérie française.

Nommé au sein de la Délégation générale d'Algérie, créée par décret le 9 juin 1958, Raoul Salan cumule les fonctions de chef militaire et civil. Il relève immédiatement Lacheroy de son commandement au sein de la 7e division mécanique et lui confie la direction des services d'information et d'action psychologique. À l'automne 1958, Lacheroy se démène lors de l'organisation des élections législatives de novembre. La conférence de presse qu'il anime chaque jour devant des journalistes venus du monde entier est très suivie. Il peut alors se prendre à nouveau pour le maître des horloges et des opinions, d'autant que les élections en Algérie, qui voient les partisans de l'Algérie française élus aussi bien chez les Musulmans que chez les Européens, le confortent dans sa toute-puissance. L'épisode

algérois est aussi celui où il se rapproche des milieux de la « Cité catholique », créée en 1946 par le national-catholiciste Jean Ousset, et de la revue de ce dernier, *Verbe*.

Le 11 décembre 1958, Paul Delouvrier remplace Raoul Salan comme délégué général à Alger et le lendemain, Challe succède au même Salan comme commandant en chef. Ce dernier est d'abord nommé inspecteur général de la Défense nationale, puis gouverneur militaire de Paris, postes plus honorifiques qu'opérationnels. Lacheroy n'est pas épargné. Preuve de la méfiance gaullienne à son égard, il demeure d'ailleurs plusieurs mois sans affectation. Comme on l'a vu, sa carrière officielle s'achève tristement, dans un poste en retrait de ce qu'il était en droit d'escompter.

Surtout, c'est l'ensemble de sa doctrine qui est remise en question plus rapidement encore qu'elle avait été mise en œuvre. Dès décembre 1958, un « groupe de travail sur la guerre subversive » est chargé de remettre à plat ses thèses, meilleur moyen, comme souvent en France, d'enterrer une question. Fidèle parmi les fidèles et responsable du cours d'histoire de l'École supérieure de guerre, le commandant Jacques Hogard est muté au Sénégal. Immédiatement après le putsch d'avril 1961, toute référence à la guerre révolutionnaire est assimilée à une intrusion des militaires dans la sphère politique pour déstabiliser le pouvoir ; toute notion de « guerre psychologique » disparaît, notamment dans les programmes de l'enseignement militaire, Charles de Gaulle ayant banni cette notion chère à Lacheroy.

Originalité, héritages et postérités de Lacheroy

Charles Lacheroy n'est-il finalement qu'un passeur, un pédagogue plus qu'un théoricien ? D'autres que lui ont lu Mao lorsque les Éditions sociales, liées au Parti communiste, traduisent en 1950 ses écrits de 1936.

Jean Joba, lieutenant de vaisseau de réserve et conférencier de l'enseignement militaire supérieur, avait souligné dès 1949 que Lénine avait retourné la formule de Clausewitz : désormais, la politique s'intègre dans la guerre. Il ajoutait : « il faut reconnaître dans la guerre froide le prolongement de la guerre révolutionnaire telle que l'a conçue et définie Lénine ». Cette conception accorde la priorité au facteur psychologique sur l'action strictement militaire. Elle permet en outre de lier la défense de l'empire français à celle de l'Europe occidentale, deux sphères également menacées par la subversion communiste.

En mars 1949, l'ingénieur-colonel Edmond Combeaux développe le concept « d'action révolutionnaire » qui, selon lui, permet de qualifier la stratégie globale de conquête du bloc communiste par rapport à l'Occident. Pour lui, l'absence de front, la vulnérabilité des armées et des industries qui les nourrissent rendent l'appareil militaire occidental sensible à la stratégie des guérillas. Les guerres révolutionnaires sont des guerres totales déchaînées par l'esprit révolutionnaire et Combeaux n'hésite pas à se référer au précédent historique de la Révolution française.

Le général Jean Nemo s'appuie sur son expérience de la contre-guérilla en Indochine pour développer le concept de « guerre en surface », dans une conférence prononcée au CEAA, en avril 1952. Préférant le terme de « guérilla » à l'expression de « guerre révolutionnaire », il y voit une stratégie révolutionnaire, « totale, offensive, permanente et indispensable ».

Le colonel Jean Boucher de Crevecœur, ancien commandant des troupes du Laos et prédécesseur de Lacheroy au CEAA, propose dès 1951 une

analyse de la stratégie de la guerre révolutionnaire, à laquelle adhère selon lui le Viet-Minh, qui vise à la « dislocation morale de l'ennemi ». Le général Lionel-Max Chassin, commandant de l'Air en Indochine de 1951 à 1953, publie dans la *Revue militaire d'information* de mars 1951, une étude pionnière sur « la conquête de la Chine par Mao Zedong », puis une biographie du Grand Timonier. Chassin considère que la victoire du camp communiste en Chine découle de l'action psychologique : « même en ce siècle de matérialisme et de mécanisation, c'est toujours l'esprit qui commande, c'est le moral qui gagne les batailles. Tout réside dans l'éducation, ou si l'on préfère dans le "conditionnement" des hommes ».

En d'autres termes, Lacheroy n'invente pas tout. Il lit, digère et synthétise. Il sait donc faire œuvre de pédagogie, au prix d'ailleurs de quelques répétitions. Même s'il s'attribue bien des mérites, il appartient incontestablement à un *« trend »* de pensée qui montre l'importance de ce que les Américains ont nommé dès la Seconde Guerre mondiale la *psy-war*. Cependant, la pensée de Charles Lacheroy n'est pas sans intérêt. Opérationnelle avant tout, l'analyse stratégique qu'il développe a bien une finalité pratique. L'un de ses enseignements fondamentaux est politique. Il considère que malgré son caractère odieux, il faut copier la « dictature populo-politico-militaire » de l'ennemi. Ainsi, il préconise une action par mimétisme : « on riposte aux gaz de combat avec des gaz de combat, aux bombardements "stratégiques" avec des bombardements stratégiques, à la bombe atomique par la bombe atomique, sinon on renonce à vaincre et on rentre chez soi […] ». Après d'autres, il montre aussi l'efficacité du système vietminh d'embrigadement des corps et des âmes : « les conférences, la presse, la radio, les parades, les discussions dirigées, l'autocritique, tout a été mis en œuvre pour endoctriner les masses ». En affirmant que les corps sont tout aussi contraints par le système totalitaire communiste que les esprits, il identifie l'un des ressorts fondamentaux de la guerre révolutionnaire.

Le « scénario type » évoqué précédemment constitue un apport théorique tout aussi important. Pour lutter contre la mainmise révolutionnaire, la seule solution est ici encore d'adopter le mimétisme par rapport à l'ennemi. Mais le souci opérationnel demeure prégnant. En 1957, Lacheroy introduit dans le cycle décisionnel militaire, à côté du responsable des opérations et de celui de la logistique qui conseillent tout chef en opération, un « troisième homme » devant indiquer à son supérieur la manière de décider en fonction des facteurs humains et psychologiques. Il va encore plus loin en affirmant que cet officier pourrait être amené à se substituer, fût-ce temporairement, aux responsables politiques, voire à assumer le pouvoir de décision. À mots à peine couverts, il propose de créer dans l'armée française l'équivalent des commissaires politiques.

Par ailleurs ses disciples reconnaissent aisément que Lacheroy laisse une grande liberté de pensée à ses élèves, même dans la critique. Nombre d'entre eux s'expriment dans la *Revue militaire d'information*. Les capitaines Maurice Prestat et Pierre Saint-Macary (qui signent leur contribution *Ximénès*, du nom d'un personnage de Malraux dans *L'Espoir*) nuancent dès février 1957 la vision du « patron », en précisant qu'il est difficile de ramener les guerres révolutionnaires à un type commun. Ils proposent un schéma d'analyse ternaire qui débute par la « cristallisation des volontés », correspondant à l'émergence des convictions idéologiques d'une population autour de motifs communs de lutte, se développe par l'organisation des hiérarchies parallèles et se poursuit par la militarisation de la population. Pour les deux capitaines, les trois phases, qui précisent les cinq étapes de Lacheroy sans les contester fondamentalement, sont en combinaisons perpétuellement renouvelées. Ils introduisent cependant une dimension supplémentaire. Au lieu d'un processus immuable, ils présentent au contraire un phénomène de dynamisme permanent d'envergure croissante.

L'autre intérêt de la « pensée-Lacheroy » tient dans ses répercussions sociales au sein de la Grande Muette. À l'heure de gloire du grand homme, des « groupes de pensée » ont fleuri un temps dans de nombreuses écoles et garnisons. Ces groupes ou cercles ne sont pas contrôlés par la hiérarchie. Ils arrivent même à diffuser un organe ronéotypé, intitulé *Messages*, puis *Messages des forces armées* dont l'éditorial de décembre 1955 affirme : « la guerre généralisée n'est pas la seule forme de guerre possible. Il en est deux autres où les disciples de Lénine sont passés maîtres : la guerre psychologique et la guerre révolutionnaire ; celle-ci est d'ores et déjà commencée ». De même, le groupe *Milites* rassemble de jeunes officiers brillants, tous stagiaires à l'École supérieure de guerre, preuve que cette instance est alors pénétrée par les problématiques de la guerre révolutionnaire. Autre point à souligner : la dramatisation des enjeux de la guerre révolutionnaire constitue une dimension significative des enseignements de Lacheroy. En janvier 1960, le commandant Jean Cogniet, adjoint de Jean Gardes au 5^{e} bureau en Algérie déclare encore que l'URSS et ses alliés, dont le PCF et le FLN constituent le véritable péril : « l'objectif n'est pas nos vies, l'objectif n'est pas l'Algérie, l'objectif c'est notre civilisation ».

Le véritable successeur de Charles Lacheroy est incontestablement le commandant Jacques Hogard, nommé chef du cours d'histoire de l'ESG un an après sa sortie de l'École, major de promotion. Appartenant aux troupes de marine, il a servi en Indochine de 1945 à 1953 et a rencontré Lacheroy au CEAA. Les deux hommes s'estiment. C'est Hogard qui a été le principal rédacteur à la fin 1956 de « L'instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique ». S'il précise le vocabulaire de son prédécesseur, en affinant les concepts de « guerre révolutionnaire », de « guerre insurrectionnelle », et de « guerre subversive », il demeure fidèle à son maître à penser sur l'essentiel, estimant notamment que les cinq phases décrites par Lacheroy demeurent valides en Algérie. La guerre révolutionnaire « s'applique aussi

bien au monde dans son ensemble qu'à l'Indochine hier ou à tel douar "pourri" du département de Constantine ». La guerre d'Algérie appartient bien à une guerre révolutionnaire universelle. Il ressort ainsi que pour mener la guerre, les Français doivent apprendre à connaître la structure sociale de leurs ennemis et ses fonctionnements. Il leur faut comprendre ce qu'est une « armée de terroir ». Ils devraient d'autant mieux le comprendre que la Vendée ou l'Espagne ont constitué des précédents mémorables. Proche de Lacheroy sur ce point, Nemo introduit les notions de « guerre dans le milieu social » ou de « guerre dans la foule », toujours d'actualité sur de nombreux théâtres d'opérations. Cela posé, les enseignements de Lacheroy sont rapidement contestés par plusieurs critiques des 5e bureaux.

De ce point de vue, il faut d'emblée constater que l'héritage opérationnel de la pensée de Charles Lacheroy n'a que peu pesé en Algérie, puisqu'il n'a guère eu le temps d'y être expérimenté. Preuve de son influence, les services de renseignement en Algérie sont prioritairement orientés dans la recherche des « hiérarchies parallèles » du FLN en 1956-1957, même s'ils reconnaissent qu'elles sont corrigées par « le tempérament arabe », comme le confirme l'action du colonel Gardes, chef du 5e bureau de l'état-major d'Alger. Mais bien des officiers de terrain rapportent qu'ils n'ont jamais entendu parler des 5e bureaux, une abstraction qui n'a pas gagné l'ensemble de la chaîne hiérarchique. Par ailleurs, l'armée remet rapidement en cause les enseignements de Lacheroy. Dès 1958, le colonel Pierre Rocolle, professeur à l'École de guerre, nie la constante des cinq étapes de Lacheroy, en précisant qu'elle n'est pas novatrice et que le marxisme n'explique pas tout face à des aspirations de type nationaliste notamment.

Certains auteurs affirment que la doctrine de la guerre révolutionnaire de Lacheroy, dévalorisée en France par le primat du nucléaire cher au général de Gaulle, a été exportée par des praticiens en Afrique (Cameroun à la fin des années 1950) ou vers le Nouveau Monde. Ainsi, le commandant

Paul Aussaresses enseigne aux États-Unis à Fort Bragg, quartier général des forces spéciales, et son savoir-faire est appliqué dans « l'opération Phoenix » au Vietnam en 1969. En 1973, le même, promu colonel, est attaché militaire au Brésil. Faut-il pour autant le considérer comme l'héritier intellectuel de Lacheroy ? La journaliste Marie-Monique Robin dans son ouvrage *Escadrons de la mort* (2004) suggère par ailleurs que la pratique des « disparitions forcées » appliquée par certains militaires durant la bataille d'Alger de 1957 relève des techniques de la « guerre révolutionnaire » prônée par Lacheroy, une hypothèse d'autant plus crédible qu'une mission militaire française en Argentine travaille avec des anciens de l'Indochine et de l'Algérie. À l'unisson, certains auteurs ont fait de Lacheroy le promoteur de la torture en Algérie. Pourtant, rien dans ses écrits ne permet de l'avancer. Certes, l'homme a appliqué la censure ; il a jugé que les officiers des 5e bureaux pourraient voir leurs compétences élargies au point d'être décisionnaires sur les opérationnels ; il a écrit qu'il fallait copier l'ennemi communiste dans ses moyens d'influence sur les populations civiles. En revanche, il n'a jamais préconisé ni la contrainte violente sur les corps ni la torture pour obtenir des résultats dans le renseignement. Si certains de ses épigones ont pu dévoyer sa pensée, il ne faut en aucun cas lui attribuer tous les péchés du monde.

Au Brésil, les écrits de Charles Lacheroy servent quelque temps de base idéologique à la lutte anticommuniste, comme dans d'autres pays latino-américains. Mais cette influence française demeure marginale par rapport à celle des États-Unis. En Argentine en revanche, l'influence de Lacheroy semble plus importante. En 1966, le général Alcides López Aufranc commande le Collège militaire national (CMN) qui forme les officiers de l'armée argentine. Or, López Aufranc a suivi les cours de l'École de guerre à Paris, à la fin des années 1950, durant le « temps-Lacheroy ». Il prône l'adaptation de ces théories à la doctrine militaire des Argentins et organise en 1966, soit huit années après l'éviction de Lacheroy, le premier « cours

interaméricain de guerre révolutionnaire » qui débouche, après le coup d'État de 1976, sur une répression qui vise les civils argentins. Mais si héritage de Lacheroy il y a, il est pour le moins très indirect et dilué dans des analyses proprement nationales.

Surtout, les experts de la lutte antisubversive ne retiennent guère le nom de Lacheroy lorsque la culture militaire contre-insurrectionnelle refait surface à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Les travaux de Roger Trinquier (*La Guerre moderne*, ouvrage publié une première fois en 1961, réédité en 2008, chez Economica et disponible en plusieurs langues) et ceux, moins connus en France, de David Galula, sont bien davantage exploités à l'étranger que ceux de Charles Lacheroy qui demeure quelque peu délaissé.

Concluons ! Les analyses de Charles Lacheroy n'ont connu le succès que sur une durée assez brève – trois années à peu près. Meurtrie par ses défaites de 1940 et d'Indochine, l'armée avait sans doute besoin d'une sorte de messie rédempteur qu'elle a trouvé dans ce personnage. Le concept de « guerre révolutionnaire » correspond aussi à un moment de la IV^{e} République dont les dirigeants, ne sachant comment venir à bout des insurgés en Algérie, hésitant entre discrètes négociations avec le FNL et actions contre l'ALN, se laissent tenter par une stratégie peu coûteuse et potentiellement rémunératrice, mais qui n'est appliquée que de manière superficielle, rapide et caricaturale. Quand le général de Gaulle se résout dans une première phase à conduire réellement la guerre – à la différence des opérations menées entre 1954 et 1958 –, il lance le plan Challe qui en quelques mois et treize opérations de l'Ouest à l'Est algérien, décapite l'appareil militaire de l'ALN. La politique des 5^{e} bureaux est mise en œuvre dans une caricature contre-productive, qui passe par les villages de regroupement et les zones interdites. Même si certains ont voulu voir chez des tortionnaires les héritiers de Lacheroy, c'est bien plutôt dans la doctrine gaullienne de la dissuasion nucléaire que se situe la véritable défaite de ce

qui ne fut qu'une brève école de pensée. Pour de Gaulle, la grandeur de la France passe par la force nucléaire, après qu'elle s'est débarrassée du fardeau algérien. Il n'y a dès lors plus de place pour la « guerre subversive », sauf à considérer que l'histoire connaît de fréquents retours de flamme.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

Charles Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'action psychologique. Mémoires d'un siècle*, Panazol, Lavauzelle, 2003.

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn, *Charles Lacheroy, discours et conférences*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH), 2012.

TRAVAUX DE RECHERCHE

François Cochet et Olivier Dard (dir.), *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Metz/Paris, CRULH/ Riveneuve Éditions, 2009.

François Géré, *La Guerre psychologique*, Economica, 1997.

Paul Villatoux, « Le colonel Lacheroy, théoricien de l'action psychologique », *in* Jean-Charles Jauffret (dir.), *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Éditions Autrement, 2003, p. 494-507.

La redécouverte de David Galula : mirage des années 2000 ?

Philippe de Montenon

Dans la communauté académique militaire, peu d'événements ont suscité autant d'attention au cours des vingt dernières années que la (re)découverte de la pensée stratégique d'un auteur quasi méconnu jusque-là dans son pays, le lieutenant-colonel David Galula (1919-1967). Témoin privilégié des guerres révolutionnaires des années 1945 à 1960, cet officier très méritant en a tiré des enseignements qu'il a livrés dans deux ouvrages restés quasi confidentiels et publiés exclusivement aux États-Unis de son vivant : *Pacification in Algeria 1956-1958* et surtout *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*.

Le retour sur le devant de la scène de David Galula doit tout à l'action de celui qui fut sans doute le principal stratège des guerres américaines des années 2000, le général David Petraeus, tour à tour chef des troupes de la coalition en Irak, chef du commandement des opérations américaines au Moyen-Orient (US CENTCOM), chef de la coalition en Afghanistan et enfin directeur de la CIA. Alors commandant du *Command and general staff college* (CGSC, équivalent de notre École de guerre) de Fort Leavenworth (Kansas), il avait imposé aux jeunes stagiaires officiers supérieurs de l'*US Army*, comme seule lecture obligatoire de leur année de

scolarité, les théories de Galula, qualifiant ce dernier de « Clausewitz de la contre-insurrection ».

De fait, ces idées présentaient alors un intérêt tout particulier pour les forces américaines dont l'ensablement dans les opérations d'Irak et d'Afghanistan commençait à être tangible. Surgi du passé, ce Français leur suggérait une méthode particulièrement didactique et séduisante, car non violente ou presque. Elle paraissait applicable aux situations vécues dans cette *global war on terror* (« guerre mondiale contre le terrorisme »), et surtout venait combler un vide pour des armées parties au combat sans doctrine et avec une bien faible expérience des engagements extérieurs.

Pour autant, la confrontation des théories de Galula aux réalités de ces expéditions s'avère a posteriori singulièrement cruelle : si elles ont pu fonctionner face à certaines insurrections communistes de l'après-guerre, elles furent sans valeur ou presque dans une époque marquée par l'instantanéité de l'information, le principe de guerre zéro mort et, *in fine*, le rejet de stratégies de long terme n'apportant pas de bénéfice politique immédiat. Toutes tendances politiques confondues, l'Amérique des années 2020 le reconnaît à demi-mot : on ne l'y reprendra pas de sitôt à s'engager dans le *nation building* et l'exportation de la démocratie, aventures qui lui ont coûté tant d'argent et de vies humaines. Et l'honnêteté commande de reconnaître que la France n'a sans doute pas non plus été épargnée par un excès de confiance dans ses capacités à gagner les cœurs et les esprits sur des théâtres d'opérations pourtant souvent familiers, avec des conséquences que les dernières années nous ont fait sentir douloureusement au Mali, au Burkina et au Niger.

Ainsi, Galula a peut-être été une forme de mirage après lequel ont couru nos armées occidentales au cours des années 2000.

Pour autant, la singularité et la force de sa pensée, tout entières bâties sur un parcours personnel très original, méritent d'être saluées. Leur pouvoir de séduction sur la hiérarchie militaire des années de contre-

terrorisme s'explique facilement, ce qui n'excuse pas les erreurs commises en leur nom. Finalement, ce regard sur notre histoire récente confirme sans doute une nouvelle fois qu'en matière de stratégie, aucune recette du passé ne peut être appliquée à la lettre à une situation du présent. La stratégie consiste avant tout en l'étude des lois d'une situation de guerre particulière, précepte entièrement résumé dans une citation de Mao Zedong (1936) qui figure en exergue de l'œuvre de Galula : « Quiconque est en charge de mener une guerre doit étudier les lois de la guerre. Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire. Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire en Chine doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire en Chine. »

Une carrière en marge de celles des officiers de sa génération

L'existence de David Galula, pour brève qu'elle soit (il est emporté par un cancer à seulement 48 ans, en 1967), résume bien les bouleversements de son époque, dont il a été un témoin particulièrement privilégié.

En dehors de son dossier militaire, de ses écrits et de rares témoignages de ses proches, nous n'avons que peu de traces de ce que fut sa vie et de la façon dont il a traversé ses différentes expériences. Le choix qu'il fit d'entrer à Saint-Cyr en 1939 peut intriguer. Né à Sfax (Tunisie) dans une famille de commerçants juifs par la suite émigrée au Maroc, il n'a reçu la nationalité française qu'en 1924, à la faveur du décret Crémieux qui, en 1870, avait accordé la citoyenneté aux juifs d'Afrique du Nord. Nous sommes moins de vingt ans après l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme s'exprime encore en France à visage découvert. Y a-t-il, à la fin des années

1930, moins d'antisémites dans les armées que dans le reste de la société ? On voudrait le croire, préférant la figure du colonel Marie-Georges Picquart à celle du commandant Armand du Paty de Clam, mais il en reste certainement, notamment parmi les quelques sympathisants de la Cagoule. La judéité de Galula marquera son parcours, comme nous le verrons.

La promotion « De l'amitié franco-britannique » à laquelle il appartient entre à l'École spéciale militaire au son du canon. Nous sommes au lendemain de Munich, et si les plus lucides réalisent déjà l'ampleur du décalage de préparation entre nos forces et celles de l'Axe, les conditions de *L'Étrange Défaite*, décrite par Marc Bloch, sont déjà réunies. Le général Maurice Gamelin, chef d'état-major général depuis 1931, paraît se contenter de l'immobilisme ambiant et considérer la ligne Maginot comme infranchissable. En 1939 sort le film *Trois de Saint-Cyr*, qui exalte les valeurs de l'École sur fond de combats aux confins de l'empire français et montre le visage sympathique d'une armée dans laquelle les différences sociales sont gommées, le major de promotion issu d'un milieu populaire côtoyant sous l'uniforme le fils d'un grand banquier… La guerre s'annonçant, les 762 admissibles du concours de juillet 1939 sont déclarés admis d'office, puis engagés au front après quelques mois de formation seulement. 180 anciens élèves, soit près d'un quart de la promotion, mourront pour la France au cours des différents conflits auxquels ils prendront part dans les vingt années suivantes. Après la défaite, la majorité d'entre eux rejoint l'armée d'armistice et poursuit sa formation en zone libre, à Aix-en-Provence.

Le dossier de Galula révèle l'infamie dont il est victime l'année suivante : la page de 1941 porte la mention « rayé des cadres en vertu des lois portant statut des juifs ». Après ce retour forcé à la vie civile, réfugié en Afrique du Nord, il assiste au débarquement allié de novembre 1942 et rejoint les Forces françaises libres, avec lesquelles il participe à la libération

du pays et aux combats d'Allemagne. Il est grièvement blessé lors des combats de l'île d'Elbe.

En 1945, la carrière de Galula emprunte un chemin de traverse, dont on retrouve des parallèles de nos jours dans le parcours des officiers qui choisissent de se spécialiser dans les relations internationales : il rejoint la mission militaire française en Chine, auprès de l'attaché militaire de l'ambassade. Il apprend le mandarin et assiste aux premières loges à l'ascendant progressif des troupes de Mao Zedong sur les forces de Tchang Kaï-chek. Il est même brièvement prisonnier des forces communistes, occasion d'en scruter le fonctionnement interne. En 1948, membre d'une mission des Nations unies dans les Balkans, il observe la guerre civile grecque qui se solde par la victoire des forces royalistes sur l'insurrection communiste issue de la résistance. Attaché militaire au consulat de Hong Kong de 1952 à 1956, il suit les conflits régionaux et notamment la guerre d'Indochine, à laquelle il est frustré de ne pas pouvoir participer directement, la répression des insurrections en Malaisie par les Britanniques et celle des communistes Hukbalahap par les Américains aux Philippines.

Renouant avec le destin de la majorité de ses camarades, Galula rejoint en 1956 le corps de troupe pour commander une compagnie d'infanterie coloniale chargée de contrôler un « sous-quartier » en Kabylie. Rappelons qu'à cette époque, les représentants de l'autorité civile subissant pression et menaces du FLN, les lieutenants et capitaines responsables de secteurs reçoivent des charges d'administration dépassant largement leur rôle habituel sur le champ de bataille. Ils deviennent en quelque sorte les représentants uniques de l'État auprès d'une population tiraillée entre les autorités loyalistes et l'insurrection qui cherche à les renverser. Galula trouve donc, dans un cadre africain lié à la France et non loin de sa terre natale, l'occasion d'appliquer les méthodes dont il a observé le succès dans les guerres révolutionnaires des Balkans et d'Asie : le soutien de la population à l'insurrection étant la clé du succès, la victoire des loyalistes

n’est possible que si la cause des insurgés est décrédibilisée. Le capitaine Galula obtient dans sa mission des résultats remarqués de l’état-major. Il évoquera cette expérience fondatrice dans un ouvrage publié outre-Atlantique, *Pacification in Algeria (1956-1958)*. Durant la même période, le FLN subit un revers majeur en voyant son activité dans Alger étouffée par la 10e division parachutiste du général Jacques Massu, combat qui sera théorisé dans un ouvrage du colonel Roger Trinquier, alors chef du 2e bureau (renseignement) de la 10e DP, *La Guerre moderne*. Nous y reviendrons. La réussite de ce retour dans une carrière plus classique est saluée dans ses notations : « Esprit vif et bouillonnant, parfois un peu brouillon mais toujours efficace. Ne manquant ni d’initiative ni d’audace, Galula gagne à être bridé. Il est à ne pas perdre de vue, dans l’intérêt de l’armée. »

« Nul n’est prophète en son pays » : la pensée de Galula enfin reconnue, mais aux États-Unis

De retour en métropole, Galula est brièvement affecté à la division de l’information de l’état-major de défense nationale, qui dépend de la présidence du Conseil. Ses idées sur la guerre révolutionnaire connaissent alors une petite notoriété et il donne un certain nombre de conférences. L’année suivante, il part aux États-Unis suivre les cours de *l’Armed Forces Staff College*. Sans doute marqué par cette expérience, il sollicite à son retour en France une mise en disponibilité pour pouvoir travailler comme *visiting fellow* à l’université de Harvard. Débouté de sa demande, Galula choisit de quitter l’armée en 1962. A-t-il alors perdu confiance dans sa hiérarchie, après le départ d’Algérie qui l’a nécessairement affecté en tant

que pied-noir ? Ou a-t-il du mal à trouver sa place dans un milieu dont il s'est éloigné une bonne dizaine d'années, lorsqu'il servait en Asie ? Nous l'ignorons.

Au *Harvard Center for International Affairs*, qu'il rejoint en 1962, il fait la connaissance de William Westmoreland, futur commandant en chef des forces armées au Vietnam. Les leçons qu'il a tirées de son observation des guerres révolutionnaires présentent un intérêt certain pour les armées américaines, dont l'investissement en Asie du Sud-Est va alors croissant. En 1963, le président John F. Kennedy envoie 15 000 conseillers militaires soutenir les forces du Sud Vietnam, préfiguration d'un engagement direct au combat qui, débutant en 1965 après les « incidents du Tonkin », mobilise par la suite jusqu'à 500 000 hommes. Si l'Amérique est devenue sans conteste possible une super puissance militaire au cours de la Seconde Guerre mondiale, elle n'a qu'une expérience marginale et déjà ancienne des *small wars* expéditionnaires, raison d'être du corps des *Marines*. Pour certains Américains, le prestige des armées françaises a été irrémédiablement terni par la défaite de 1940 et la collaboration. Pour autant, Harvard compte suffisamment d'esprits ouverts pour comprendre la plus-value à tirer de l'expérience de David Galula, encouragé par son entourage à livrer son expérience dans les deux ouvrages déjà mentionnés. Leur publication reste relativement confidentielle : il faudra attendre 2005 pour que le général Petraeus les extirpe des archives de la *Rand Corporation* et les fasse connaître aux stagiaires de Leavenworth.

Par la suite, il semble que Galula soit rentré en France, qu'il ait travaillé un temps dans l'industrie et écrit un roman picaresque et que, se sachant malade, il ait emmené son unique fils au Maroc pour lui montrer les terres de son enfance. Il meurt en mai 1967 à La Norville, dans l'Essonne.

La brièveté de sa vie ajoute à son mystère et, sans doute, à l'attrait que sa pensée put avoir sur la génération qui l'a redécouvert quarante-cinq ans

après sa mort. Pour autant, il faut reconnaître une certaine originalité à ses théories, fruits d'un parcours atypique.

Une approche de la guerre révolutionnaire pas si pacifique

Une blague potache, invention des stagiaires américains du CGSC qui lurent *Contre-insurrection, théorie et pratique* au milieu des années 2000, résume assez bien la place de Galula parmi les penseurs de la guerre révolutionnaire : « Trinquier, c'est Galula aux amphétamines » (« *Trinquier is like Galula, but on steroïds* »). Chef du bureau renseignement de la 10e division parachutiste durant la bataille d'Alger en 1957, le colonel Roger Trinquier a, on le sait, lui-même réfléchi sur la stratégie de cette guerre contre-insurrectionnelle dans *La Guerre moderne* (1961). Il est le père de la théorie de la « tache d'huile » : selon lui, en éradiquant la présence insurgée dans quelques villes, le pouvoir loyaliste peut parvenir à créer un effet d'entraînement et à reprendre le contrôle de régions entières par un effet de propagation progressive, en tache d'huile. Pour rétablir le contrôle initial d'un quartier comme la Kasbah d'Alger, il accorde une importance capitale à l'obtention de renseignements, pour laquelle tous les coups sont permis : l'insurgé recourant à des méthodes terroristes, il a de ce fait perdu le droit d'être traité en combattant protégé par le droit de la guerre. En d'autres termes, le succès de la méthode de Trinquier repose en grande partie sur le droit que s'arroge le loyaliste de recourir à la torture. Ce point cardinal distingue Galula de Trinquier (au moins en théorie car la nuance, on le verra, est en réalité moins nette), ce qui explique la blague douteuse des stagiaires américains. C'est sans doute ce qui explique aussi le succès qu'il obtint parmi les acteurs des guerres d'Irak et d'Afghanistan, à

une époque où la torture était devenue inenvisageable comme méthode de recueil de renseignement, du moins pour les armées des démocraties (même si l'on se souvient que la CIA fut à la même époque accusée d'avoir pratiqué le *water boarding* sur les prisonniers soupçonnés d'avoir participé à la préparation des attentats du 11 Septembre).

Pour Galula, comme pour l'ensemble des auteurs de stratégies contre-insurrectionnelles, le soutien de la population constitue le centre de gravité que se disputent les loyalistes et les insurgés dans les guerres de ce type : en l'absence d'objectifs physiques dont la conquête pourrait, comme dans une guerre classique, marquer la victoire ou la défaite, c'est la dynamique interne de l'opinion publique qui crée les conditions de la victoire, en rejetant les insurgés dans un cas, en étouffant les forces loyalistes dans l'autre.

L'originalité de Galula réside dans l'approche très politique qu'il adopte pour s'assurer de ce soutien. Il expose dans *Contre-insurrection, théorie et pratique* une méthode détaillée en huit points, dont l'application stricte paraît pouvoir mener implacablement à la reprise de contrôle du camp loyaliste : destruction ou expulsion des forces de contre-insurrection ; déploiement d'unités locales ; prise de contrôle de la population ; destruction de l'organisation politique insurgée ; organisation des élections locales ; mise à l'épreuve des dirigeants élus ; organisation d'un parti politique ; ralliement ou élimination des derniers insurgés

Les exemples par lesquels Galula illustre chaque étape de ce schéma sont tirés de l'histoire ou de ses observations personnelles des guerres révolutionnaires. Là où ses pères ont vu la guerre comme un choc des volontés, il voit un choc des causes : celle de l'insurgé contre celle du loyaliste, chaque camp cherchant à montrer à la population que son intérêt est d'épouser la sienne. Il semble maîtriser parfaitement l'art de la dialectique, qu'il a vu maniée avec brio par les communistes asiatiques (on se souvient des méthodes de « rééducation » en usage en Union soviétique,

en Chine et au Vietnam). Son idée la plus intéressante est sans doute celle de la création d'un appareil politique nouveau au sein du peuple, soutenant le camp loyaliste mais visant à dépasser l'ordre ancien. Née du cœur de la nation, cette force motrice doit permettre de guérir durablement la tentation séditieuse et révolutionnaire.

La lecture de *Pacification in Algeria* révèle à quel point le capitaine Galula a appliqué ces théories avec la centaine d'hommes de sa compagnie dans le sous-quartier qui lui avait été confié en Haute Kabylie, à proximité de Tizi Ouzou. Rappelons que l'armée française avait adopté en Algérie un système peu ou prou calqué sur les subdivisions administratives, qui amenait à confier à un bataillon de 1 000 hommes un quartier, à une compagnie de 150 hommes un sous-quartier. En s'attachant à déployer ses sections dans chacun des villages, à démasquer les soutiens du FLN, à impliquer des responsables locaux pour préfigurer une nouvelle organisation politique, il ne fait que transcrire l'esprit de la mission qui lui est confiée. Notons toutefois que les résultats qu'il obtient sont nettement supérieurs à ceux des autres commandants de compagnie : dans son sous-quartier, la violence est limitée, les invitations aux rassemblements de population suivies et les grèves lancées par le FLN ignorées. Il montre, il est vrai, une assez grande indépendance dans l'application des directives parfois contradictoires reçues de l'état-major : il refuse le découpage administratif en communes et les messages de propagande incohérents avec la réalité humaine de sa région, et il s'évertue à convaincre ses chefs de lui accorder les moyens qu'il estime nécessaires pour sa réussite. Il pousse ses pelotons de 30 hommes à vivre au plus près des habitants et, très tôt, distribue des armes aux musulmans qui désirent participer à la sécurité des leurs, à une époque où des bombes sont déposées dans les écoles locales pour dissuader les familles d'accepter l'enseignement français pour leurs enfants. Dans le même temps, il réprime sévèrement ceux qui contestent la discipline. Il s'attire l'adhésion des femmes dans les villages en leur faisant

découvrir des techniques modernes pour soigner leurs nourrissons. Sa méthode est clairement disruptive : il semble faire preuve de plus de ruse que les autres, comme s'il était davantage rentré dans la logique subversive de ses adversaires. Elle lui vaut sans doute aussi quelques inimitiés, même s'il n'y fait pas directement allusion. Mais il rapporte un épisode édifiant : plaidant auprès de ses supérieurs pour que ses hommes reçoivent des décorations d'un niveau en rapport avec les résultats obtenus dans son sous-quartier, il se voit répondre que ces récompenses ne sont prévues que pour les actions de feu, comme si celles-ci devaient être comptées comme indicateurs de succès.

Le compte rendu précis qu'il fait de ses opérations révèle une réalité qui contredit l'idée que la méthode de Galula serait non violente. À sa prise de commandement, la série d'actions qu'il mène pour s'emparer du contrôle de son sous-quartier est brutale. Il punit les familles résidant dans des maisons sur lesquelles ont été arrachées des affiches placées par ses hommes. Et il use clairement de la force dans les interrogatoires qu'il mène pour connaître les noms des soutiens du FLN : il évoque l'utilisation d'un four dans lequel il garde ses prisonniers entre deux séances pour les faire craquer.

Si Galula n'est pas un non-violent, il a compris bien des ressorts de la guerre révolutionnaire et démontré par ses résultats la validité de ses théories. Le caractère romantique et mystérieux de sa vie et le choix qu'il a fait de s'exiler aux États-Unis ajoutent encore sans doute aux raisons qui expliquent l'engouement dont il a été l'objet lorsque ses écrits ont été exhumés, en pleine guerre d'Irak. Ils expliquent aussi leur pouvoir de séduction sur une communauté militaire américaine alors désorientée.

La recette du succès en Irak, en Afghanistan… ?

Si, comme on le verra, les théories de Galula se sont révélées inopérantes sur la situation des coalitions engagées en Irak et en Afghanistan, il faut bien comprendre l'état d'esprit qui animait alors les forces américaines pour en saisir la portée.

La génération des chefs militaires qui conduit l'invasion de l'Irak en 2003 a peu connu la guerre. Seuls quelques généraux ont servi au Vietnam (dont Tommy Franks, chef du Commandement militaire des opérations pour la zone Moyen-Orient, US CENTCOM). D'autres ont vécu les opérations éclairs de la Grenade (1983) et de Panama (1989). Plus nombreux sont ceux qui ont servi durant la première guerre du Golfe (1990-1991), contexte qui reste toutefois très éloigné de celui des guerres révolutionnaires. Le reste du temps, les responsables militaires ont préparé contre le bloc de l'Est une guerre ultra-technique, dont la dimension politique est loin de présenter la complexité à laquelle ils ont été confrontés au Moyen-Orient.

Au lancement de la deuxième guerre d'Irak, un malaise perceptible frappe la haute hiérarchie militaire. Si les raisons de l'invasion de l'Afghanistan, au lendemain du traumatisme du 11 Septembre, n'ont pas fait débat, celles de l'opération *Iraqi freedom* sont d'emblée contestées. Au Conseil de sécurité des Nations unies, le Secrétaire d'État Colin Powell brandit de prétendus échantillons d'armes chimiques irakiennes (épisode qu'il qualifie dans ses Mémoires de pire souvenir de sa vie publique) et certains arguments avancés par le président George W. Bush pour justifier la dangerosité du régime de Saddam Hussein sont d'une faiblesse insigne (« c'est le type qui a essayé de tuer mon père »). Surtout, on écrira un jour plus en détail le bras de fer courageusement engagé par quelques généraux face à l'inconséquence apparente des responsables du Pentagone au lancement de l'intervention. Ainsi, les plaidoyers du général Eric

K. Shinseki, alors chef d'état-major de l'*US Army*, pour obtenir de Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz des orientations de long terme sur l'opération militaire au-delà de la phase de prise de contrôle du pays, se heurtent à leur intransigeance, ce qui provoque sa démission. Rumsfeld a dû beaucoup consulter pour trouver, après quelques mois de vacance du poste, un nouveau chef de l'*Army* compatible avec son approche du conflit. Il jeta finalement son dévolu sur le général Peter J. Schoomaker, qu'il rappela de la retraite paisible que celui-ci venait d'entamer.

La gestion politique des premiers mois qui ont suivi la prise de Bagdad explique en grande partie les échecs de la coalition dans la suite du conflit, et sans doute aussi l'instabilité qui perdure au Moyen-Orient aujourd'hui encore. Les choix de Paul Bremmer, directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire de l'Irak (une sorte de proconsul américain) de 2003 à 2004 furent d'emblée contestés. On lui doit la « dé-bassisation » du pays, qui consista à écarter de la haute administration civile et militaire tout membre du parti Baas de Saddam. Ces mêmes individus peuplèrent ensuite les organigrammes de Daech… Si l'on y songe, l'approche de Bremmer présente un contraste saisissant avec celle qu'avait adoptée le général Douglas MacArthur dans l'administration du Japon occupé de 1945 à 1949. Le libérateur des Philippines avait alors posé les bases d'un État moderne tout en respectant son empereur et ses traditions.

En 2005, à l'heure où le général David Petraeus prend la tête du *Command and General Staff College* et y introduit les théories de Galula, les États-Unis perdent environ deux hommes par jour en Irak. Les deux batailles de Falloujah ont présenté un niveau de violence qui laisse présager des temps d'airain pour la suite des opérations de stabilisation du pays. Et les stagiaires du CGSC, qui tous ou presque ont déjà servi un ou deux ans en Irak, continuent d'y apprendre les batailles de la guerre de Sécession…

Il faut ici s'arrêter sur l'exceptionnelle personnalité de David Petraeus qui a profondément marqué son époque. Au-delà des performances

physiques et académiques et du leadership naturel qui l'amenèrent aux plus hautes responsabilités, il fut l'un des esprits les plus libres et originaux de la période, dont les avis sont encore aujourd'hui très écoutés. C'est sans surprise que les officiers stagiaires le virent bouleverser leur programme d'étude en cours d'année pour y introduire l'histoire de la contre-insurrection à travers des études de cas (les Britanniques en Malaisie, les Français en Algérie, les Américains au Vietnam et les Soviétiques en Afghanistan). Et c'est dans cet esprit qu'il rendit obligatoire la lecture du petit opuscule de Galula qu'il avait exhumé des archives de la *Rand Corporation*.

Naît alors une école de pensée doctrinale de la contre-insurrection, marquée par les publications de John Nagl (*Learning to Eat Soup with a Knife*, 2005), de David Kilcullen et avant tout par celle du « Field Manual on Counterinsurgency Operations » approuvé par Petraeus et par le général des *Marines* et futur Secrétaire d'État à la Défense, James Mattis, autre figure marquante de ce début de siècle.

Peut-on dire que les théories du *Field Manual* (un document officiel de doctrine des forces armées américaines), largement inspirées de celles de Galula, furent appliquées en Irak et en Afghanistan ? On voudrait le croire, et notamment pour la période où Petraeus retourna en Irak comme commandant en chef de la coalition (2007-2008). Mais la réalité est bien différente. Surtout, les évolutions de ces pays depuis le départ des troupes occidentales montrent que les résultats obtenus sont bien éloignés des objectifs affichés dans la « *Greater Middle East Initiative* » de l'administration Bush, qui énonça lors d'un sommet du G8 les propositions destinées à stabiliser le Moyen-Orient afin de promouvoir l'expansion de la démocratie « *from Marrakech to Bengladesh* ».

À bien y regarder, les actions menées dans ces pays restèrent très cosmétiques. Si des efforts réels furent entrepris pour y rebâtir un appareil politique, ils s'appuyèrent sur une sélection sans doute hâtive de dirigeants

souvent corrompus ou peu capables. Alors que les théories du *Field Manual* prônaient le déploiement des unités au plus près de la population, elles se replièrent dans leurs bases qui devinrent de véritables châteaux forts coupant les soldats des populations. La défiance des forces locales, souvent infiltrées par les talibans, augmenta dramatiquement en Afghanistan après les premiers incidents « *Green on Blue* » (des soldats afghans radicalisés retournèrent leurs armes contre leurs camarades de la coalition, au sein même des lieux de vie ou de travail partagés). Au fil du temps, les Occidentaux prirent l'habitude de ne plus informer à l'avance les forces de sécurité afghanes des détails des opérations dans lesquelles leur présence était pourtant obligatoire, par crainte de compromissions devenues systématiques.

On discuta longtemps des *metrics* (indicateurs) devant permettre de mesurer les progrès réalisés en matière de stabilisation. En Afghanistan, en 2010, le résultat d'une opération s'appréciait essentiellement en nombre de *chouras* (rassemblement de villageois, occasion de propagande pour les officiers responsables de secteurs) réalisées, en nombre et valeur des *quick win projects* (projets de développement à effet rapide, comme la construction d'un puits ou la stabilisation d'une route) et en nombre d'enregistrements des habitants dans les bases de données biométriques (prise d'empreinte rétinienne notamment), pour permettre de démasquer par la suite de futurs prisonniers. Petraeus excelle dans la maîtrise de ces *metrics*, et son audition de fin de mission au Congrès représente un modèle de séduction des responsables politiques, puisqu'il y donne l'impression d'une nette amélioration de la situation et permet ainsi au gouvernement de justifier la diminution des effectifs engagés qu'espérait l'opinion publique. En Afghanistan, l'éviction du général Stanley McChrystal, commandant en chef de 2009 à 2010, révèle un autre obstacle au déploiement d'une stratégie efficace : le chef militaire agit dans un cadre politique fortement contraint, ce qui s'avère parfois contraire à l'efficacité. Ainsi,

l'ambassadeur américain dans ce pays lui impose, de la part de Washington, l'organisation de nouvelles élections à un moment particulièrement inopportun au regard du déroulement de la campagne militaire (et sans doute contre la volonté des Afghans eux-mêmes). Lorsqu'à l'été 2010 il s'épanche auprès d'un journaliste de *Rolling Stones* sur le sujet, McChrystal est immédiatement relevé de son commandement et remplacé par Petraeus qui, une nouvelle fois, rassurera pour un temps l'autorité politique.

De ce bilan peut naître une interrogation : une application durable et plus complète des théories de Galula aurait-elle permis de vaincre les insurrections djihadistes d'Irak et d'Afghanistan, donc d'écarter durablement les drames subis par la suite (l'avènement d'un califat islamique menaçant l'Occident en Irak en 2014, et l'humiliation des troupes américaines à la chute de Kaboul en 2021) ? Il aurait sans doute fallu une dizaine d'années supplémentaires d'efforts militaires pour le savoir, avec son lot de pertes et de dépenses pharaoniques dont l'Amérique ne voulait plus. Rappelons que cette double intervention a coûté aux États-Unis quelque 7 000 hommes et plus de 50 000 blessés, sans compter les 2 000 milliards de dollars dépensés.

Dès lors, on peut assez facilement recenser les raisons de l'inapplicabilité des théories de Galula dans les conflits considérés : les guerres dont le stratégiste français s'inspire ont peu de rapport avec celles que livrent les Américains ; l'accélération du temps médiatique et politique rend désormais illusoire l'idée même de long terme en matière d'expédition armée.

Une évidence tout d'abord : Galula et Petraeus ne combattent pas le même ennemi. Les insurrections décrites par le premier sont avant tout des mouvements communistes, qui promettent des lendemains qui chantent aux civils, soumis à la férule d'un pouvoir inégalitaire. En Irak et en Afghanistan, en revanche, ceux que l'Amérique qualifie d'insurgés ou de terroristes combattent des envahisseurs contre lesquels il est assez aisé de

fédérer la population, plus encore à mesure que les étrangers démontrent par leur comportement une inaptitude croissante à comprendre la culture locale. Qui plus est, leur cause s'appuie le plus souvent sur des fondements religieux, autrement plus difficiles à contrer pour un Occidental que les théories marxistes au temps de Galula. En 2010, il existait à la prison de Bagram, proche de Kaboul, un programme de déradicalisation des talibans capturés : pendant dix-huit mois, des spécialistes du renseignement et de la police militaire, s'appuyant sur les prêches d'un imam jugé vertueux, s'acharnèrent à retourner des hommes nés dans une culture qui leur échappait totalement ou presque. Cela revenait à vider la mer avec une petite cuiller.

Ensuite, on peut considérer que les guerres d'Irak et d'Afghanistan ne sont en rien des guerres de contre-insurrection : là où Galula décrit des insurgés se rebellant contre un régime établi depuis des décennies (comme pour la France en Algérie), voire des millénaires (comme pour l'empire puis les nationalistes en Chine), la coalition combat au Moyen-Orient des hommes refusant un régime jamais établi, que l'Occident tente de leur imposer au nom d'idéaux démocratiques après avoir chassé les maîtres d'un ancien régime qui menaçaient ses intérêts. Les motivations des adversaires et la longueur de leurs racines diffèrent profondément entre les deux situations. Dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'Amérique a tenté de faire non de la contre-insurrection mais du *nation building*. On ne l'y reprendra pas.

Enfin, la différence d'environnement médiatique, et partant politique, entre les années 1950 et les années 2000 affecte profondément la conduite de la guerre. L'instantanéité de la transmission de l'information, introduite par les chaînes d'information en continu et amplifiée par les réseaux sociaux, empêche toute mise en perspective des événements du quotidien de la guerre. Tout soldat mort au combat est désormais présenté comme une victime plutôt que comme un héros, son histoire personnelle est publiée, et

des hommages lui sont rendus comme s'il ne devait plus y en avoir d'autres après lui. Le bilan des pertes françaises en Afghanistan est de 83 morts. Prises individuellement, elles sont toutes tragiques, mais que représentent-elles au regard des 50 000 morts d'Indochine et des 30 000 morts d'Algérie ? Rapportés en moyenne des pertes, 83 morts représentent une heure de combat de la Première Guerre mondiale. Quel responsable politique occidental pourrait aujourd'hui être élu ou se maintenir au pouvoir en exigeant de son peuple de rudes sacrifices pour aller rétablir la paix hors de ses frontières ? La méthode de Galula suppose une durée d'action qui se compte en décennies et non en années. Elle semble désormais incompatible avec nos calendriers électoraux.

Ainsi, l'engouement dont Galula a été l'objet dans ces années de *global war on terror* s'explique, et ceux qui l'ont favorisé étaient sans doute de bonne foi, séduits par la rationalité qu'il apportait dans une période de grand désarroi. Mais il y eut loin de la coupe aux lèvres : la redécouverte de la théorie de la contre-insurrection a peut-être même retardé la prise de conscience de la vanité de cette entreprise, comme la poursuite d'un mirage empêche de se rendre aux raisons du réel.

… et au Sahel ?

Si Galula a sans conteste été l'auteur militaire français le plus lu aux États-Unis dans la première décennie de ce siècle, il a connu dans le même temps une certaine notoriété en France où ses œuvres furent publiées pour la première fois en 2008. Au vrai, ses théories auraient pu éclairer la situation de nos forces en Afghanistan. 2008 est en effet l'année durant laquelle, après des années de relative quiétude dans la région de Kaboul, les forces françaises découvrent des combats d'une tout autre intensité dans les provinces de Kapisa et de Surobi (l'embuscade d'Uzbin, qui coûte la vie à

10 de nos soldats, se produit le 18 août). De plus, les théories du stratégiste français offraient un nouveau lien possible avec les armées américaines après le froid lié à notre refus de participer à l'opération *Iraqi freedom*. Aussi les officiers français se penchèrent-ils sur la pensée de leur aîné tombé dans les oubliettes de l'Histoire. Nos armées étaient alors plongées au cœur de deux décennies d'opérations de contre-terrorisme ; et, là encore, la doctrine manquait pour bâtir une stratégie victorieuse.

Furent-elles (fûmes-nous, devrais-je dire, car j'ai été l'un des acteurs de ces opérations en tant que chef d'unités de forces spéciales en Afghanistan et au Sahel) aussi victimes du mirage auquel les Américains avaient succombé ? À l'heure où la France vient de refermer dix années d'engagement massif au Sahel, l'honnêteté commande de nous poser la question, avec toute la prudence que requiert la difficulté de juger une histoire encore en marche. Certes, le Mali et le Niger ne sont pas l'Irak et l'Afghanistan. Les liens de ces pays avec Paris sont nettement plus profonds que ceux qu'entretenait Washington avec Bagdad et Kaboul (et gageons que cette réalité subsistera par-delà les soubresauts liés aux coups d'État successifs au Sahel). Au Mali, la France est intervenue à la demande du gouvernement du moment, les soldats sont arrivés en pays de connaissance, assurés (sans doute trop) de comprendre les dynamiques locales. Au fil des années cependant, on y parla d'afghanisation du conflit : forces repliées dans leurs bases et coupées des populations, catégorisation simpliste des belligérants en groupes armés signataires d'accords de paix (GAS) ou groupes armés terroristes (GAT), décorrélation de l'action militaire avec l'action politique, etc. Passé les premières victoires sur les mouvements djihadistes, des efforts louables furent entrepris pour adopter une approche dite « globale » ou « en 3D » (pour Défense-Diplomatie-Développement), c'est-à-dire liant toute action militaire à des projets visant la reprise de la vie économique locale, mais jamais suffisamment longuement pour empêcher une lente montée de la violence. Croyant

appliquer les recettes de Lyautey et Galula, et cédant en cela à un romantisme compréhensible, nos armées adoptèrent progressivement certains des comportements des forces de la coalition au Moyen-Orient. Comparons les images des soldats français évoluant au contact des populations africaines dans les années 1990 et les années 2010 : si la symbiose semblait réelle hier, les soldats de Barkhane ne sortaient plus sans gilet pare-balles, casque et lunettes de soleil, s'éloignant chaque jour un peu plus des habitants qu'ils protégeaient. En 2022, lorsqu'il fut clair que la junte militaire malienne préférait céder aux sirènes pernicieuses de Wagner plutôt que de continuer les efforts de long terme proposés par la France et par l'Occident, le réveil fut brutal et le départ de nos forces amer, bien que remarquablement exécuté.

Ces constats sont douloureux à dresser et il est sans doute possible d'adopter une lecture plus bienveillante de cette décennie d'opérations qui a permis de contenir la menace djihadiste et de préserver une voie de prospérité pour les populations locales, mais le débat reste ouvert.

Dans un remarquable entretien donné au média ThinkerView, le général d'armée (2S) Didier Castres, qui fut longuement en responsabilité de nos opérations, évoque « les cinq péchés capitaux de la gestion de crise ». Deux de ces « péchés » méritent que nous nous y attardions : utiliser de vieilles recettes et ignorer l'inconcordance des temps.

L'histoire militaire fourmille d'erreurs découlant de paris liés aux seuls enseignements du conflit précédent (les « vieilles recettes »). Rappelons-nous la querelle opposant les partisans de la stratégie défensive à ceux de l'offensive dans l'entre-deux-guerres. Une adhésion trop complète aux théories de la contre-insurrection, sans prise en compte des différences fondamentales d'environnement entre la période décrite par Galula et nos conflits modernes, ôta sans doute une part de lucidité aux chefs tactiques des vingt dernières années.

L'inconcordance des temps signe le décalage entre les rythmes propres de l'action militaire, de l'action diplomatique, de l'aide au développement, de l'information et, *in fine*, de la décision politique. Ce phénomène est inhérent à toute situation de guerre. Il est peut-être plus présent encore dans les conflits que nous avons décrits, dont la dimension politique est particulièrement marquée. L'ignorer, c'est se condamner à proposer des plans qui, bien que sincères et applicables en théorie, méconnaissent la réalité du monde moderne.

Pour aller plus loin

ŒUVRES

David Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Economica, 2008.

–, *Pacification en Algérie*, Belles Lettres, 2016.

The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Stanley McChrystal, *Une stratégie d'équipes. S'adapter et s'organiser en plein chaos*, Alma/Nuvis, 2022 [éd. am. 2015].

John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005.

Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, Economica, 2008.

Index

Ader, Clément 1, 2

Ailleret, Charles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Alexandre I^er^, Alexandre Pavlovitch Romanov 1, 2, 3, 4, 5

Alexandre II, Alexandre Nicolaievitch Romanov 1

Alexandre le Grand 1, 2

Alexandre Mikhailovich Romanov 1, 2

Alger, John I. 1

Amiot, Félix 1

Amiot, Joseph-Marie 1

Annunzio, Gabriele d' 1

Aquin, saint Thomas d' 1, 2

Aragon, Ferdinand d' 1, 2

Ardant du Picq, Charles 1

Arendt, Hannah 1

Aristote 1, 2, 3, 4, 5, 6

Arnold, Henry H. 1

Aron, Raymond 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16

Astafev, A. 1

Aube, Théophile 1, 2

Auguste, Frédéric Guillaume Henri, prince de Prusse 1

Augustin 1

Aussaresses, Paul 1

Bacon-Tacon, Pierre Jean Jacques de 1

Badie, Bertrand 1

Balachov, Alexandre Dmitrievitch 1

Balbo, Italo 1

Baratier, Albert 1

Barnett, Corelli 1

Bassford, Christopher 1

Battaglia, Giacinta 1

Beaufre, André 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50

Beck, Paul W. 1, 2, 3

Berthier, Louis-Alexandre 1, 2

Bertin, Henri 1

Beuve-Méry, Hubert 1

Bezacier, Gérard 1, 2

Blanchet, André 1

Bloch, Marc 1, 2, 3, 4, 5, 6

Bogdanovitch, Modest Ivanovitch 1

Bombelles, Charles-René de 1

Bond, Brian 1

Bonilauri, Bernard 1

Bonnal, Guillaume 1

Booth, Ken 1, 2

Borgia, César 1, 2

Botha, Pieter Willem 1

Boucher, Arthur 1

Boucher de Crevecœur, Jean 1

Bourgès-Maunoury, Maurice 1, 2

Bouthoul, Gaston 1, 2

Boutinon de Courcelles, Alexandrine-Louise de 1

Boutourlin, Dimitri Petrovitch 1

Boyd, John 1

Bremmer, Paul 1

Bridge, Sir Cyprian 1

Brienne, Athanase de 1

Broden, William 1, 2

Brodie, Bernard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45

Broglie, Victor-François de 1, 2, 3

Bru, Alain 1

Brühl, Marie von 1

Bull, Hedley 1

Bülow, Dietrich von 1

Burkhard, Thierry 1, 2

Bush, George H. W. (père) 1

Bush, George W. 1, 2

Cadorna, Luigi 1, 2

Callwell, Charles E. 1

Cambacérès, Jean-Jacques-Régis de 1

Camon, Hubert 1, 2, 3

Canrobert, François Certain de 1

Cao Cao, Mengde 1, 2, 3

Caproni, Giovanni « Gianni » 1, 2

Carver, Michael 1

Casalis, Gina 1

Castelnau, Édouard 1

Castex, Raoul 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45

Castres, Didier 1

Castro, Fidel 1

César, Jules 1, 2

Chaban-Delmas, Jacques 1, 2, 3

Chaliand, Gérard 1

Challe, Maurice 1, 2, 3

Chamberlain, Neville 1, 2, 3, 4, 5

Charles, archiduc d'Autriche 1, 2, 3

Charles XII 1

Charnay, Jean-Paul 1, 2

Chassin, Lionnel-Max 1, 2, 3

Chen, Duxiu 1

Chevènement, Jean-Pierre 1

Chevrier, Yves 1, 2

Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi) 1, 2, 3

Chirac, Jacques 1, 2

Choiseul, Étienne-François de 1

Churchill, Winston 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Cicéron 1

Cimbala, Stephen 1

Clausewitz, Carl von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130

Clemenceau, Georges 1, 2, 3, 4, 5

Cleveland, Grover 1

Clinton, William, dit « Bill » 1

Codd, Leo A. 1

Cogniet, Jean 1

Colin, Jean-Alphonse 1, 2

Colomb, John 1, 2, 3

Colomb, Philip 1, 2, 3

Colonna, Fabrizio 1, 2, 3

Combeaux, Edmond 1

Combes, Émile 1

Confucius 1, 2, 3

Corbett, Julian S. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48

Corbett, Percy E. 1

Costanzi, Giulio 1

Coutau-Bégarie, Hervé 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Creveld, Martin van 1, 2, 3

Danchev, Alex 1, 2

Darius III 1

Darlan, François 1

Darwin, Charles 1, 2, 3

Dassault, Marcel 1, 2, 3, 4

Daveluy, René 1, 2

Debeney, Marie-Eugène 1

Dedem de Gelder, Antoine-Baudoin Gisbert van 1

Delbrück, Hans 1, 2, 3, 4, 5, 6

Delouvrier, Paul 1

Deng Xiaoping 1, 2

Denikine, Anton Ivanovitch 1

Depretis, Agostino 1

Deptula, David A. 1, 2

Descartes, René 1

Desportes, Vincent 1

Diaz, Armando 1

Dola, Christopher Karl 1

Doolittle, James H. 1

Doré, Gustave 1

Douhet, Giulio 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43

Doumenc, Joseph 1

Dragomirov, Michael Ivanovitch 1

Drake, Sir Francis 1

Duff Cooper, Alfred 1

Duiker, William 1, 2

Dumouriez, Charles-François 1

Eaker, Ira C. 1

Earle, Edward M. 1, 2

Einstein, Albert 1

Eisenhower, Dwight D. 1, 2

Enthoven, Alain 1

Estienne, Jean 1

Fénelon 1

Ferdinand II, roi d'Aragon 1

Fisher, John, dit « Jackie » 1, 2, 3, 4

Foch, Ferdinand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69

Folard, Jean-Charles de 1, 2, 3

Fossey-François, Albert 1

Foulois, Benjamin D. 1

Fouquet de Belle-Isle, Charles Louis Auguste 1

Fourcroy, Antoine-François 1

Franchet d'Espérey, Louis 1

Franco, Francisco 1

Franks, Tommy 1

Frédéric II, roi de Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Freedman, Lawrence 1, 2

French, David 1

Frontin (Sextus Iulius Frontinus) 1

Fuller, John F. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36

Gaillard, Félix 1

Gallois, Pierre Marie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38

Galula, David 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42

Gamelin, Maurice 1, 2

Garaud, Marie-France 1

Gardes, Jean 1, 2

Gaulle, Charles de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Gengis Khan (Temüjin) 1

Giáp, Võ Nguyên 1, 2

Giraud, Henri 1, 2, 3

Giscard d'Estaing, Valéry 1

Glosson, Buster C. 1

Gneisenau, August Neidhart von 1

Goering, Hermann 1

Goldrick, James 1

Goltz, Colmar von der 1, 2

Gomart, Thomas 1

Gort, John 1

Grabowski, Joseph 1

Graham, James 1

Grandmaison, Louis de 1

Grant, Ulysses S. 1

Gray, Alfred 1

Gray, Colin S. 1, 2, 3, 4

Greely, Adolphus W. 1

Greenhalgh, Elizabeth 1

Gribeauval, Jean-Baptiste de 1, 2, 3

Grice, Francis 1, 2, 3, 4

Griffith, Samuel 1, 2

Guderian, Heinz 1, 2, 3, 4, 5

Guerassimov, Valeri Vassilievitch 1

Guevara, Ernesto « Che » 1

Guibert, Jacques-Antoine-Hippolyte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46

Guillaume, Augustin 1

Guillaume II, empereur d'Allemagne 1

Guischardt, Charles 1

Hackett, Shan 1

Haig, Douglas 1, 2, 3, 4

Halleck, Henry W. 1

Halperin, Morton M. 1, 2

Hamon, Léo 1, 2, 3

Hannibal 1, 2

Harrison, Benjamin 1, 2

Hassner, Pierre 1, 2

Hattendorf, John 1

Haun, Phil 1

Hay, James 1

Herbert, Hilary 1

Hitler, Adolf 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Hô Chi Minh, Nguyên Sinh Cung, dit 1, 2

Hoeppner, Ernst von 1

Hogard, Jacques 1, 2

Hogendorp, Dirk van 1, 2

Holden-Ried, Brian 1

Holmes, James 1

Hooker Jr, Richard D. 1

Hore-Belisha, Leslie 1

Horner, Charles A. 1, 2, 3, 4

Howard, Michael 1, 2, 3, 4, 5

Huet, François 1, 2

Hughes, Wayne 1

Hussein, Saddam 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Isserson, Georgui Samoilovich 1

Janin, Maurice 1

Jaucourt, Charles-Léopold de 1

Jellicoe, John R. 1

Jervis, Robert 1, 2

Joba, Jean 1

Joffre, Joseph 1, 2

Joliot-Curie, Frédéric 1

Joly de Maizeroy, Paul-Gédéon 1, 2, 3, 4, 5

Jomini, Antoine-Henri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56

Jomini, Benjamin 1

Jong, Alex de 1

Joukov, Gueorgui Konstantinovitch 1, 2

Juin, Alphonse 1

Jules II, pape 1

Jünger, Ernst 1

Kahn, Herman 1, 2, 3

Kaldor, Mary 1

Karsten, Peter 1

Kaufmann, William 1

Kautiliya 1

Keegan, John 1, 2

Kennedy, John F. 1, 2

Kennedy, Paul 1

Kilcullen, David 1

Kirk, William L. 1

Kissinger, Henry 1, 2, 3, 4

Kjellén, Rudolf 1

Klein, John 1

Knorr, Klaus 1

Knox Laughton, John 1, 2, 3

Koenig, Pierre 1

Kornilov, Lavr Gueorguievitch 1

Kouropatkine, Alexei Nikolaevitch 1

Koutouzov, Mikhaïl Illarionovitch 1, 2

Labaume, Eugène 1

Lacheroy, Charles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41

La Harpe, Frédéric C. de 1

La Harpe, Jean-François de 1

Lamartine, Alphonse de 1

LaMountain, John 1

Lanessan, Jean-Marie de 1

Langendorf, Jean-Jacques 1

Langlais, Samuel P. 1

Lao Tseu (ou Lao Zi) 1

Las Cases, Emmanuel de 1

Lattre de Tassigny, Jean de 1, 2, 3, 4, 5, 6

Lawrence, Thomas Edward (dit « Lawrence d'Arabie ») 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Léchères, Charles 1

Lee, Arthur 1

Leer, Henry Antonovitch 1, 2

Lehman, John 1

Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Leonhard, Robert 1

Léon X, pape 1

Léo VI, empereur 1

Lespinasse, Julie de 1

Levashov Svecha, Andreï Constantinovitch 1

Levashov, Vladimir Vasilievitch 1

Lévi, Jean 1, 2

Lewal, Jules 1

Lewin, Ronald 1

Li Dazhao 1

Liddell Hart, Basil H. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81

Lilienthal, Otto 1

Lincoln, Abraham 1

Lloyd, Henry 1, 2

Loh, John M. 1

Long, John D. 1

López Aufranc, Alcides 1

Lorelle, Françoise 1

Lorelle, Lucien 1

Louis XIV, roi de France 1, 2

Lowe, Theodore S. C. 1

Luce, Stephen B. 1, 2

Ludendorff, Erich 1, 2, 3, 4, 5

Luvaas, Jay 1, 2, 3

Lyautey, Hubert 1, 2

MacArthur, Douglas 1, 2, 3

Machiavel, Nicolas 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45

Mackinder, Halford J. 1

Macksey, Kenneth 1

Mahan, Alfred T. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65

Mahan, Dennis H. 1, 2, 3

Maillard, Louis-Adolphe Goujat, dit 1

Maistre, Joseph de 1

Malinovski, Rodion Iakovlevitch 1

Malraux, André 1, 2

Manstein, Erich von 1

Mao Yichang 1

Mao Zedong 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63

Marcuard, Jeanne 1

Marshall, George C. 1

Marx, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6

Maslowski, D. A. 1

Massu, Jacques 1

Mattis, James N. 1, 2

Maude, Frederick N. 1

Maxse, Ivor 1

Mazarin, Jules Raymond 1

McChrystal, Stanley A. 1

McClellan, George B. 1

McKay, Fawn 1

McKinley, William 1, 2

McNamara, Robert 1, 2, 3

Mead, Walter R. 1

Mearsheimer, John J. 1, 2, 3, 4, 5, 6

Mecozzi, Amedeo 1, 2, 3

Medem, Nicolas Vassilievitch 1, 2

Médicis, Jean de 1

Médicis, Julien de 1, 2

Médicis, Laurent II de 1

Mendès France, Pierre 1, 2

Méry, Guy 1

Mesnil-Durand, François-Jean 1, 2, 3

Messmer, Pierre 1

Mets, David 1

Michnevitch, N. P. 1

Milioutine, Dimitri Alexeievitch 1

Mill, Stuart 1

Milošević, Slobodan 1, 2, 3

Mitchell, William « Billy » 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36

Mitterrand, François 1, 2, 3

Mladić, Ratko 1

Mollet, Guy 1

Moltke, Helmuth Karl Bernhard, dit Moltke l'Ancien 1, 2, 3, 4

Monk, George 1

Montagne, Robert 1

Montagu de Beaulieu, Edward John 1

Montaigne, Michel de 1

Montesquieu, Charles Louis de Secondat, baron de 1

Moreau, Jacques Victor Marie 1

Morice, André 1

Mosley, Oswald 1

Motte, Martin 1, 2

Mussolini, Benito 1, 2

Nagl, John A. 1

Napoléon, Bonaparte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

Napoléon III, empereur des Français 1

Naville, Denise 1

Nelson, Horatio 1, 2, 3, 4

Nemo, Jean 1, 2

Neuens, Jean-Baptiste 1

Ney, Michel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Nicolas I^er^, tsar de l'Empire russe 1

Norstad, Lauris 1, 2

Ogarkov, Nikolaï Vassilievitch 1

Okounev, Nicolas Alexandrovitch 1

Olsen, John A. 1

O'Neill, Robert 1, 2

Onosandre 1

Oppenheimer, Robert 1, 2

Orthlieb, Bernard 1

Osgood, Robert 1

Ousset, Jean 1

Owens, William A. 1

Owen, William F. 1, 2, 3, 4

Palitsyne, Fiodor Fiodorovitch 1, 2

Pape, Robert A. 1

Paret, Peter 1, 2, 3

Patrick, Mason M. 1, 2

Patton, George S. 1, 2, 3

Paty de Clam, Armand du 1

Perry, Matthew C. 1, 2

Pershing, John J. 1

Pétain, Philippe 1, 2, 3, 4, 5

Petraeus, David 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Philippe II, roi d'Espagne 1

Picquart, Marie-Georges 1

Pierre le Grand, empereur de toutes les Russies 1, 2

Pilsudski, Józef 1

Pitt, Barrie 1

Pitt, William 1

Platon 1, 2

Poirier, Lucien 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58

Pollard, Percival 1

Polybe 1, 2, 3

Pompidou, Georges 1

Powell, Colin L. 1, 2

Prestat, Maurice 1, 2

Puységur, Armand Marie Jacques de 1, 2

Rapin, Ami-Jacques 1, 2, 3, 4, 5

Reardon, Carol 1

Rice, Donald 1

Richmond, Herbert 1, 2, 3

Rich, Paul B. 1

Ritter, Hans 1

Robin, Marie-Monique 1

Rocolle, Pierre 1

Rommel, Erwin 1, 2

Roosevelt, Franklin D. 1, 2

Roosevelt, Theodore 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Rousseau, Jean-Jacques 1, 2

Rowen, Henry 1

Rumsfeld, Donald 1

Rüstow, Wilhelm Friedrich 1

Ruyter, Michiel de 1

Saint-Germain, Claude-Louis de 1

Saint-Lambert, Jean-François de 1

Saint-Macary, Pierre 1

Sainte-Beuve, Charles-Augustin 1

Salan, Raoul 1, 2, 3, 4, 5

Saxe, Maurice de 1, 2, 3, 4, 5, 6

Scharnhorst, Gerhard Johann David von 1

Schelling, Thomas C. 1, 2, 3, 4, 5

Schlesinger, James R. 1

Schneider, Fernand 1

Schoomaker, Peter J. 1

Schwarzkopf, Herbert N. 1, 2, 3, 4

Scipion l'Africain 1, 2

Searle, Alaric 1

Ségur, Philippe-Paul 1

Servan, Joseph 1

Seydlitz, Wilhelm von 1

Sherman, William C. 1, 2, 3, 4

Shinseki, Eric Ken 1

Sima Qian 1

Skinner, Quentin 1

Smith, Adam 1

Smuts, Jan Christiaan 1

Soderini, Piero 1

Sokolovski, Vassili Danilovitch 1

Soukhomlinov, Vladimir Alexandrovitch 1

Souvorov, Alexandre Vassilievitch 1, 2, 3, 4

Spaatz, Carl A. 1

Speller, Ian 1, 2, 3

Spencer, George 1

Squier, Georges O. 1, 2

Staline, Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit « Joseph » 1, 2, 3, 4, 5

Starry, Donn A. 1

Strauss, Leo 1, 2

Suffren, Pierre André de 1

Summers, Harry G. 1, 2

Sun Tzu 1

Voir (voir Sun Zi)

Sun Yat-sen (Sun Zhongshan) 1

Sun Zi 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56

Sviétchine, Alexandre Andreïevitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52

Sviétchine, Andreï Mikhaïlovitch 1

Sviétchine, Nionila Mikhaïlovna 1

Swain, Richard M. 1, 2

Swinton, Ernest D. 1

Tanner, Harold 1

Tchang Kaï-chek 1

Voir (voir Chiang Kai-shek)

Tchernichev, Alexandre Ivanovitch 1

Tempelhoff, Georg Friedrich von 1, 2, 3

Thiers, Adolphe 1, 2

Thomas, Antoine-Léonard 1

Thoma, Wilhelm von 1

Thucydide 1, 2, 3, 4

Timochenko, Semion Konstantinovitch 1

Togo, Heihachiro 1

Toll, Carl F. von 1

Torrington, Arthur H. 1

Toukhatchevski, Mikhaïl Nikolaïevitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Tourville, Anne Hilarion de Costentin 1, 2

Tracy, Benjamin 1, 2

Trenchard, Hugh 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Treuttel, Jean-Georges 1

Triandafillov, Vladimir Kiriakovitch 1

Trinquier, Roger 1, 2, 3, 4

Trotski, Léon 1

Trythall, Anthony J. 1

Turner, Frederick J. 1

Valéry, Paul 1

Vallière, Jean-Florent de 1

Vatsetis, Jukums 1

Végèce 1

Vego, Milan 1

Victoria, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande 1

Viner, Jacob 1

Viroli, Maurizio 1

Vorochilov, Kliment Iefremovitch 1

Walsh, Jeffrey D. 1

Warden, Henry E. 1

Warden, John A. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56

Wellington, Arthur Wellesley de 1, 2, 3

Wells, Herbert George 1

Wen Qimei 1

Westmoreland, William C. 1

Wilkinson, Spencer 1, 2

Wilson, Henry 1

Wise, John 1

Wohlstetter, Albert 1, 2, 3, 4, 5, 6

Wolfowitz, Paul D. 1

Wright, Wilbur 1, 2

Wu Qi 1

Xénophon 1, 2, 3, 4

Xi Jinping 1, 2

Yakovleff, Michel 1

Yoshihara, Toshi 1

Zhai Qiang 1

Zhang Yuanlin 1

Zhou Enlai 1

Ziethen, Hans Joachim von 1

Zurlauben, Béat François Placide de 1

Les auteurs

Le général **Benoît Durieux** a effectué l'essentiel de sa carrière dans la Légion étrangère, au sein de laquelle il a participé à de nombreuses opérations en Afrique, en Bosnie et en Afghanistan. Il a également été le conseiller en matière de défense de deux Premiers ministres, Édouard Philippe et Jean Castex. Il a été directeur de l'IHEDN et président de l'Académie de défense de l'École militaire. Docteur en histoire, sa thèse publiée en 2007 a porté sur la réception de Clausewitz en France. Il a publié ou dirigé plusieurs ouvrages sur les questions stratégiques, notamment *Relire* « *De la guerre* » *de Clausewitz* (Economica, 2005), *La Guerre par ceux qui la font* (éd. du Rocher, 2016), ainsi qu'un *Dictionnaire de la guerre et de la paix* (PUF, 2017, en collab. avec Frédéric Ramel et Jean-Baptiste Jengène Vilmer).

Professeur à l'École normale supérieure de Paris-Saclay, **Olivier Wieviorka** est un spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Il a notamment publié une *Histoire totale de la Seconde Guerre mondiale* (Perrin, 2023), une *Histoire de la résistance. 1940-1945* (Perrin, 2013) ainsi qu'une *Histoire du Débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris. 1941-1945* (Seuil, 2007).

Stratégiste, **Benoist Bihan** est le directeur des études et du développement du Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI).

Historien militaire, rédacteur en chef adjoint du magazine *Défense & Sécurité internationale* (DSI) entre 2010 et 2015, il a ensuite poursuivi une carrière dans l'industrie de défense et le conseil. Outre de nombreux articles et études, il a publié *La Guerre : la penser et la faire* (Jean-Cyrille Godefroy, 2020) ainsi que *Conduire la guerre. Entretiens sur l'art opératif* (avec Jean Lopez, Perrin, 2023). Il a créé en 2022 le magazine *Space International*, dont il est rédacteur en chef.

Professeur émérite de l'université de Nantes, président honoraire de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts d'Angers, **Jean-Pierre Bois** est spécialiste d'histoire militaire et des relations internationales à l'époque moderne. Soutenue en 1986, sa thèse portait sur *Les Anciens Soldats dans la société française au XVIII*e *siècle* (Economica, 1990). Il a également publié *La Paix, histoire politique et militaire, 1435-1878* (Perrin, 2012, prix Drouyn de Lhuys, Académie des sciences morales et politiques), *L'Abbé de Saint-Pierre, entre classicisme et Lumières* (Seyssel, Champvallon, 2018, prix de la Biographie historique, Académie françaises, 2018) et, plus récemment, *La Fayette. La Liberté, entre révolutions et modération* (Perrin, 2025).

Directeur du domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence de l'IRSEM, **Paul Charon** est docteur en Études politiques de l'EHESS et a également été formé en langue et civilisation chinoises, en rhétorique et en lettres. Il a travaillé plus de dix ans en qualité d'analyste du renseignement puis de conseiller prospective au sein du ministère des Armées et a été chercheur associé de l'antenne franco-chinoise en sciences humaines et sociales de l'université Qinghua à Pékin. Ses travaux portent sur la propagande, les stratégies narratives et les services de renseignement (notamment de la Chine). Il a publié récemment, avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment*

machiavélien (Équateurs, 2024) et *Les Mondes du renseignement. Approches, acteurs, enjeux* (PUF, 2024).

Professeur émérite d'histoire contemporaine de l'université de Lorraine-Metz, **François Cochet** est spécialiste de l'histoire militaire et de l'expérience combattante auxquelles il a consacré de nombreux ouvrages, notamment sur la Grande Guerre. Parmi ses dernières publications notons *Français en guerres, de 1870 à nos jours* (Perrin, 2017), *La Guerre d'Indochine, le dictionnaire*, (dir., avec Ivan Cadeau et Remy Porte, Perrin, 2020) ainsi que *Les Guerres des années folles (1919-1925)* (dir., Passés Composés, 2021). Il préside le conseil scientifique du Mémorial de Verdun.

Professeur émérite à l'université de Namur, **Bruno Colson** a notamment publié *Le Général Rogniat, ingénieur et critique de Napoléon* (Economica, 2006) et *Clausewitz* (Perrin, 2016). Son *Napoléon. De la guerre* (Perrin, 2011) a été traduit en anglais, en espagnol, en portugais et en chinois. Il est également l'un des six responsables de la *Cambridge History of the Napoleonic Wars* en trois volumes, parue en 2022-2023.

Saint-Cyrien, breveté de l'École de guerre, le colonel **Yann Couderc** est historien de l'armée de terre. Il a publié plusieurs essais relatifs à Sun Zi et au domaine des études stratégiques, parmi lesquels *Sun Tzu en France* (Nuvis, 2012*)*, *Wu Zixu, inspirateur de Sun Tzu* (Amiot, 2017) et *Déchiffrer Sun Tzu* (Éditions de l'école de Guerre, 2024).

Chercheur à l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD, Lyon 3), **Antony Dabila** enseigne également à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur la structure de la pensée stratégique et sur l'histoire des doctrines.

Officier d'infanterie et breveté de l'École de guerre, **Olivier Entraygues** est docteur habilité à diriger des recherches. Dans le cadre de sa thèse et de ses recherches post-doctorales, il a traduit, annoté et publié trois œuvres majeures de Fuller : *Les Fondations de la science de la guerr*e, *L'Art du général, ses maladies et ses remèdes* et *La Préparation du soldat en la guerre*. Il dirige actuellement l'Observatoire des conflits au sein du centre de commandement du futur. Membre permanent de l'équipe Sécurité & Défense du CNAM, il a dernièrement publié *La Russie et la guerre, d'Ivan le terrible à Vladimir Poutine* (éd. du Cerf, 2023, trad. à venir en anglais et en allemand). Il prépare la *Revue Polèmos* qui sera consacrée à l'étude thématique de la guerre.

Professeur agrégé, docteur habilité en histoire (relations internationales et stratégiques contemporaines), **François Géré** préside l'Institut français d'analyse stratégique. Il a entre autres publié *La Pensée stratégique contemporaine* (Economica, 2017), *Sous l'empire de la désinformation* (Economica, 2018), et dirigé *Général Lucien Poirier*. *Éléments de stratégique* (Economica, 2023).

Directeur de recherche au Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI) et chargé de recherche à l'Institut de stratégie comparée, **Joseph Henrotin** est également rédacteur en chef de la revue *Défense et Sécurité internationale*, il donne un cours d'introduction à la stratégie militaire à l'université Jean-Moulin-Lyon 3 et dans les écoles de guerre de Yaoundé et Kinshasa, et intervient en outre dans les écoles de guerre de Paris, Kenitra et Bruxelles. Il est l'auteur de dix ouvrages sur des thématiques de stratégie opérationnelle et des moyens, le dernier en date étant un *Précis de stratégie militaire* (ISC, 2^{e} éd., Paris, 2023).

Jean Vincent Holeindre est professeur de science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas, où il dirige le Centre Thucydide. Ancien directeur

scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM, ministère des Armées), ses enseignements et ses recherches se situent au croisement de la philosophie politique et des relations internationales. Il a publié notamment *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie* (Perrin, 2017), qui a obtenu le prix Émile Perreau-Saussine et le prix Maréchal Foch de l'Académie française. Il a également dirigé, avec Julian Fernandez, *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales* (CNRS éditions, 2022).

Docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, membre de l'Académie de l'air et de l'espace, **Jérôme de Lespinois** est membre associé de l'UMR SIRICE et référent histoire de l'armée de l'air et de l'espace. Affecté au Centre d'études stratégiques aérospatiales (Paris), il a notamment publié *La Bataille d'Angleterre* (Tallandier, coll. Texto, 2024) et dirigé une *Anthologie mondiale de la stratégie aérienne* (La Documentation française, 2020) ainsi qu'une *Nouvelle Histoire de l'armée de l'air et de l'espace* (Pierre de Taillac, 2022).

Officier supérieur de l'armée de l'air et de l'espace à la retraire, **Thierry Maurin** a servi en qualité d'officier de renseignement pendant trente-trois ans sur les théâtres d'opérations des Balkans, de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Asie centrale notamment. Il est à présent chargé de cours dans l'enseignement supérieur public et privé, où il partage avec les étudiants et le corps enseignant son expérience des relations internationales à travers le prisme de l'action des forces armées.

Maître de conférences en sciences politiques à l'université Jean-Moulin-Lyon 3 et chercheur au Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes (université Grenoble-Alpes et Sciences Po Grenoble), **Thomas Meszaros** dirige le master 2 Relations internationales-Intelligence stratégique et gestion des crises de la faculté de droit de

l'université Lyon 3. Ses recherches portent sur les relations internationales et stratégiques et, plus particulièrement, sur les crises. Il a notamment dirigé *Repenser les stratégies nucléaires. Continuités et ruptures. Un hommage à Lucien Poirier* (Bruxelles, Peter Lang, 2019) ainsi que *Crises et simulations. Exercices, apprentissages, modélisations, gestion et anticipation des crises dans l'espace francophone* (éd. du Cerf, 2023).

Général de division, **Philippe de Montenon** est chef du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) à l'état-major des armées. Il a commandé le 13e régiment de dragons parachutistes. En 2008, il a traduit et présenté l'ouvrage de David Galula *Counter insurgency warfare* (*Contre-insurrection*, préface du général David Petraeus, Economica, 2008).

Ancien élève de l'ENS-Ulm, **Martin Motte** est directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE). Il dirige le cours de stratégie de l'École de Guerre et préside l'Institut de stratégie comparée.

Ancien pilote de chasse et colonel de l'armée de l'Air, **Jean-Christophe Noël** a notamment été *military fellow* au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) à Washington DC. Il a écrit des rapports traitant de l'influence des nouvelles technologies sur la guerre pour l'Institut français de relations internationales (IFRI) et est actuellement rédacteur en chef de la revue *Vortex* qui traite de la guerre aérienne.

Rédacteur en chef de la *Revue Défense Nationale*, le général (2S) **Jérôme Pellistrandi** intervient régulièrement pour les médias et notamment pour BFMTV dont il est consultant défense-relations internationales. Il prépare un ouvrage sur la géographie militaire de la France.

Docteur en science politique et breveté de l'École de guerre, le général **Hervé Pierre** a essentiellement servi dans l'infanterie de marine et sur de nombreux théâtres d'opérations extérieures. Il a notamment écrit une biographie du général André Beaufre (à paraître aux éditions Perrin).

Capitaine de vaisseau (er) de la marine suédoise, **Lars Wedin** a exercé plusieurs commandements à la mer comme surfacier. Spécialisé dans des questions stratégiques, il est l'auteur, entre autres, de *Marianne et Athéna. La pensée militaire française du XVIII^e siècle à nos jours* (Economica, 2011, prix Edmond Fréville de l'Académie des sciences morales et politiques, 2012). Son dernier ouvrage : *Strategic Thoughts and Other Delusions* (Larnaca, ERPIC, 2023).

Agrégé d'histoire, diplômé de Sciences Po Paris et de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, **Olivier Zajec** est professeur en science politique (université Lyon 3) où il dirige le master de recherche RI-Sécurité internationale et défense (SID) ainsi que l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD). Il a également enseigné la théorie stratégique à l'École de guerre entre 2011 et 2022.

Remerciements

Ce livre n'aurait pas pu exister sans l'accueil bienveillant d'Hugues Jallon. Aux éditions du Seuil, il a bénéficié du soutien attentif de Vincent Casanova, Muriel Brami, Catherine Peuch, Bruno Vandenbroucque et Bruno Ringeval.

Les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) ont également contribué à inspirer cet ouvrage.

Que toutes et tous trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.